



HAL
open science

L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie en Chine de 1895 à 1918

Mathieu Gotteland

► **To cite this version:**

Mathieu Gotteland. L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie en Chine de 1895 à 1918. Histoire. Université Panthéon-Sorbonne - Paris I, 2021. Français. NNT : 2021PA01H031 . tel-03720102

HAL Id: tel-03720102

<https://theses.hal.science/tel-03720102>

Submitted on 11 Jul 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITÉ PARIS 1 PANTHÉON SORBONNE
ÉCOLE DOCTORALE D'HISTOIRE

Laboratoire de rattachement : Centre d'Histoire de l'Asie
Contemporaine (CHAC) – Institut Pierre Renouvin (IPR)

THÈSE

Pour l'obtention du titre de Docteur en histoire

Présentée et soutenue publiquement

le 22 octobre 2021 par

Mathieu GOTTELAND

L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie en Chine, 1895-1918

volume 1

Sous la direction de M. Hugues TERTRAIS

Professeur émérite

Membre du Jury

M. Laurent Césari, professeur d'histoire contemporaine, Université
d'Artois

M. Jean-Noël Grandhomme, professeur d'histoire contemporaine,
Université de Lorraine

Mme Christine Mengin, maîtresse de conférences en histoire de l'art
et de l'architecture contemporaine, Université Paris I Panthéon-
Sorbonne

Mme Delphine Spicq, maîtresse de conférences en histoire de la Chine
moderne, IHEC, Collège de France

Résumé

Cette thèse se propose d'étudier la présence impériale formelle et informelle de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie en Chine de 1895, date de l'obtention par l'Allemagne de deux concessions à Hankou et à Tianjin, jusqu'à l'armistice de 1918. Toute histoire des impérialismes étrangers en Chine se doit d'être à la fois connectée et multilatérale, aussi bien que d'envisager l'échelle locale, nationale, régionale et mondiale. Les différents impérialismes et microcolonies ne peuvent en effet se comprendre par leur seul rapport au pays prédaté, ni à la métropole, mais entretiennent des relations étroites les uns avec les autres, ainsi qu'avec les colonies et les pays indépendants de leur environnement immédiat. Nous avons choisi d'étudier concurremment les présences impériales allemande et austro-hongroise en Chine en raison de leur relation spéciale et étroite sur le continent européen. Comment cette relation s'exprime-t-elle dans le contexte chinois ? Quelle est l'importance de cette présence impériale d'un ordre particulier dans la politique intérieure et extérieure de chacune de ces puissances européennes ? Quelle est, à l'inverse, la place et le rôle de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie dans l'arène chinoise ? Quelle est la particularité, quelles sont les forces et les faiblesses de leurs impérialismes nationaux en Chine ? Ces deux puissances arrivent tard sur la scène chinoise et asiatique : Quels buts, ce faisant, poursuivent-elles ? Dans quelle mesure les ont-elles atteints ? Nous avons tenté de répondre à ces questions lors de l'écriture des deux parties chronologiques de la thèse, à savoir : les raisons de cet impérialisme, sa place dans l'histoire de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie, dans leur politique étrangère, et spécifiquement européenne et coloniale, l'histoire des relations sino-allemandes, sino-austro-hongroises, et des interactions austro-allemandes en Chine, des origines à 1914 ; ainsi que le prolongement de ces diverses thématiques dans le cadre des hostilités européennes puis mondiales, de 1914 à 1918. Des questionnements particuliers parcourent la seconde partie de la thèse : Dans quelle mesure la guerre mondiale se retrouve en Chine et influence ce pays, sa politique intérieure, extérieure, ses rapports aux puissances impérialistes ? Que révèle la guerre du caractère et de l'efficacité des impérialismes allemand et austro-hongrois en Chine spécifiquement ? Dans quelle mesure enfin, la présence impériale allemande et austro-hongroise en Chine amène cette dernière à prendre dans la guerre un rôle spécifique, chinois et asiatique – Nous ne traitons pas ici de l'implication de la Chine dans les hostilités en Europe-même.

Summary

The thesis intends to study the German and Austro-Hungarian formal and informal imperial presence in China from 1895, when Germany obtained concessions in the cities of Hankou and Tianjin, up to the armistice of 1918. Any historical study of foreign imperialisms in China must be both connected and multilateral, as well as look at the local, national, regional and world scale. The different imperialisms and microcolonies cannot be understood solely by their relation to the predated country, nor to the metropole, as they maintain close relations with each other, as well as with colonies and independent countries in their immediate surroundings. We chose to study both the German and Austro-Hungarian imperial presences in China because of their special and close relationship on the European continent. Which expression does this relationship find in the Chinese context ? What is the importance of this imperial presence of a particular kind in the inner and foreign policy of each European power ? What is the place and the rôle of Germany and Austria-Hungary in the Chinese arena ? What is the peculiarity, what are the strengths and weaknesses of their national imperialisms in China ? These two powers are late on the Chinese and Asian stage : Which goals are they pursuing ? Did they achieve them ? We tried to answer those questions when writing both chronological parts of the thesis, that is : the reasons for this imperialism, its place in German and Austro-Hungarian history, in the foreign, and specifically European and colonial policy, of those countries, in the history of Sino-German, Sino-Austro-Hungarian relations, as well as the Austro-German relations in China, from the origins to 1914 ; as well as between 1914 and 1918, in the context of the European then worldwide hostilities. Particular questions are added during the study of the world war era : How far does the world war influences and involves China, her inner and foreign policy, her relations to the imperial powers ? What does the war reveal of the nature and efficiency of the German and Austro-Hungarian imperialisms in China specifically ? Finally, how does the German and Austro-Hungarian imperial presence in China brings her to take a specific Chinese and Asian rôle in the war ? We will not study here the Chinese involvement on the European theater of war.

Mots-clés

Chine – Allemagne – Autriche-Hongrie – Impérialisme informel

Première Guerre mondiale – Concessions – Indépendantisme indien – Indépendantisme vietnamien

Keywords

China – Germany – Austria-Hungary – Informal Imperialism

First World War – Concessions – Indian Independentism – Vietnamese Independentism

Mes remerciements et ma gratitude les plus sincères sont dirigées vers les personnes suivantes pour leur aide précieuse, la liste n'en étant bien sûr pas exhaustive :

Hugues Tertrais, de l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne

Christine Lebeau, directrice de l'école doctorale d'histoire de l'Université Panthéon-Sorbonne, et du Collège doctoral franco-allemand (CDFA) Université Paris I Panthéon-Sorbonne – Université Goethe de Frankfurt am Main

Thomas Just, directeur du *Haus-, Hof- und Staatsarchiv* de Wien

Jarosław Suchoples, de l'Université nationale de Malaisie

Louay Fatoohi, pour ses conseils et son expertise sur le jihad

Imai Hiromasa, de la *Japan Society for the Promotion of Science*

Andrea Klopfer, auteure de plusieurs articles sur l'histoire locale de Tianjin

Leif Littrup, de l'Université de København

Erling von Mende, de l'Université libre de Berlin

Jana S. Rošker, de l'Université de Ljubljana

Lee Chinyun, de l'Université nationale Chinan

Michael Brose, de l'Université du Wyoming

Christopher Atwood, de l'Université de l'Indiana

Wolfgang Krieger, de l'Université de Marburg, pour ses conseils et son expertise sur les services secrets allemands

Jean-Noël Grandhomme, de l'Université de Strasbourg

Jean-Paul Cahn, de l'Université Paris IV Sorbonne

Izabela Zwiech

Hans-Joachim Schmidt, directeur du projet *Tsingtau und Japan, 1914-1920*

Gerd Kaminski, directeur du *Österreichisches Institut für China- und Südostasienforschung* de Wien, pour ses conseils et son expertise sur les relations austro-chinoises

Mervay Mátyás, pour la mise à disposition gracieuse des archives hongroises de l'affaire Goennert

Alessandro Di Meo, de l'Université de New York

Je remercie les institutions suivantes pour leur soutien financier apporté tout au long du doctorat sous forme d'aides à la mobilité vers des centres d'archives et des lieux de conférence, ainsi que d'une allocation doctorale :

Ministère de la Défense – Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives (DMPA)
Collège doctoral franco-allemand (CDFA) Université Paris I Panthéon-Sorbonne – Université Goethe de Frankfurt am Main, soutenu par l'Université franco-allemande (UFA)
Académie française (bourse Jean Walter-Zellidja)
L'axe 4 du LabEx Ecrire une Histoire Nouvelle de l'Europe (EHNE)
L'Institut Français d'Histoire en Allemagne (IFHA)
Groupement d'Intérêt Scientifique (GIS) Asie
Office Franco-Allemand pour la Jeunesse (OFAJ)
L'*Austrian Studies Association* (ASA) et en particulier Mrs. Prof. Katherine Arens, de l'Université du Texas à Austin
Ecole doctorale d'histoire (ED113) de l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne
Centre pour l'Histoire de l'Asie Contemporaine (CHAC)

Je remercie enfin les revues citées ci-dessous pour m'avoir permis de publier des résultats préliminaires en lien avec mon travail doctoral :

« Les Conséquences de la Première Guerre mondiale sur la présence impériale austro-hongroise en Chine », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 256 (oct.-déc. 2014), pp. 7-18
« L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie en Chine, 1895-1918 », *Revue d'Allemagne*, vol. 48, n° 1 (2016), pp. 43-55
« What Is Informal Imperialism? », *The Middle Ground Journal*, n° 15 (aut. 2017), pp. 1-13

Abréviations

BA : Bundesarchiv (Allemagne)

CADN : Centre des Archives Diplomatiques de Nantes

NARA : National Archives and Records Administration (États-Unis d'Amérique)

OESTA – HHSTA : Oesterreichisches Staatsarchiv – Haus-, Hof- und Staatsarchiv (Autriche) (PA : Politisches Archiv)

SHD : Service Historique de la Défense

Avertissement préliminaire concernant l'orthographe des toponymes

Le sujet à la fois européen et asiatique de cette étude, une analyse se rapprochant volontairement de l'histoire connectée et de l'histoire globale, l'habitude de la francisation systématique des toponymes – alliée par ailleurs à l'absence de transcriptions francisées uniformes concernant les toponymes asiatiques et en particulier chinois, y compris de manière contemporaine, l'utilisation nécessaire enfin de sources et de monographies rédigées – principalement – en langues française, anglaise et allemande, rendent un arbitrage sur l'orthographe des toponymes particulièrement difficile.

Plutôt qu'un choix de compromis, nous avons saisi l'occasion qui s'offrait de ne pas accepter une francisation qui dans un contexte extra-européen s'apparente à un impérialisme linguistique. En lieu et place, nous avons toujours cherché à privilégier la forme locale, sauf quelques rares exceptions (Londres, La Haye). Nous dirons ainsi Wien au lieu de Vienne et Moskva au lieu de Moscou. L'enjeu étant la cohérence globale de notre démarche, nous en appelons à l'indulgence du lecteur.

Certains arbitrages restaient cependant nécessaires, ainsi pour les toponymes chinois : Harbin et Mukden sont transcrits du mandchou, Amoy (transcription du nom de l'île en dialecte hokkien), Hongkong, Kowloon conservent leurs orthographes anglaises, Macau son orthographe portugaise, Sun Yat-Sen sa transcription cantonaise. L'immense majorité des toponymes chinois sont cependant retranscrits en pinyin, système basé sur le mandarin. A l'inverse, les noms de Ningde, Yantai et Yingkou ont été rétablis, corrigeant l'erreur qui les faisait connaître en tant que Santuao/Sandu, Tchéfou/Chefoo/Tschifu et Niuzhang/Newchwang respectivement. De manière générale, les signes diacritiques ont été éliminés pour une meilleure lisibilité en pinyin, mais sont conservés en vietnamien, comme c'est l'usage dans cette langue écrite en alphabet latin. La transcription adoptée pour les noms grecs est celle en usage aux Nations Unies. Enfin, s'il n'existe pas de système unanime pour la transcription du russe, nous avons choisi d'adopter la transcription anglophone, plus fidèle à l'orthographe originale en alphabet cyrillique, qu'une francisation phonétique, système le plus courant mais plus aléatoire.

Introduction

a- L'objet « Chine », microcosme géant à la souveraineté limitée

La « Chine » en tant qu'objet d'études présente plusieurs défis fondamentaux pour l'historien. Le pays, compris dans ses frontières de 1914, c'est-à-dire à peu près dans ses frontières actuelles (moins l'île de Taiwan), est immense. De très longues frontières le mettent en communication avec l'empire russe au nord (Sibérie, mais aussi Mongolie extérieure¹) et à l'ouest (Turkestan russe), l'empire britannique au sud (Indes et Birmanie), l'empire français au sud-est (Indochine). Seul le très peu praticable corridor de Wakhan, sous souveraineté afghane, est donc en-dehors des empires coloniaux². Il borde la Chine sur une distance de soixante-seize kilomètres. À l'est, le pays touche à l'empire japonais par la frontière coréenne et sa façade maritime. Il fait face à l'empire américain depuis la guerre hispano-américaine (Philippines), ainsi qu'à l'empire allemand (îles Mariannes, Carolines et Palao dans le Pacifique nord, îles Marshall, Nouvelle-Guinée, Nauru et Samoa allemandes dans le Pacifique sud)³.

Par ailleurs, depuis la guerre de l'opium (1839-1842), le Royaume-Uni possède une véritable colonie rendue indépendante de la Chine à Hongkong. Le territoire de la colonie s'étend par les acquisitions successives de la péninsule de Kowloon et l'île Stonecutters en 1860 après la Seconde Guerre franco-anglo-chinoise, puis des Nouveaux Territoires en 1898. Macao, comptoir commercial doté d'un sénat (1583) et d'un gouverneur (1623), colonie officieuse auparavant, « officialise » sa situation par un traité sino-portugais en 1887.

Ces deux exemples restent les seuls d'annexions territoriales européennes en Chine proprement dite (les dix-huit provinces, sans le Tibet, le Turkestan chinois, la Mongolie et la Mandchourie). Cependant, l'ouverture progressive des ports chinois au commerce étranger depuis 1842 crée une situation de fait – qui n'est prévue dans aucun traité de paix et qui n'est à l'origine pas sanctionnée par des traités bilatéraux spéciaux – due à l'organisation de quartiers résidentiels spécifiquement européens d'un point de vue municipal et de défense. Leur statut évolue de concert avec les empires coloniaux et ces petits territoires sont d'abord organisés de manière informelle, ayant pour vocation première la sécurité des personnes et le développement commercial. Leur situation se radicalise cependant après la première guerre sino-japonaise (1894-1895), suite à quoi ils prennent un caractère politique et national et deviennent de véritables colonies informelles. La

1 Sous forte influence russe et indépendante *de facto* depuis 1913.

2 L'influence britannique s'y faisait cependant sentir depuis la deuxième guerre anglo-afghane (1878-1880), notamment en ce qui concerne les affaires étrangères.

3 cf. annexe n° 1

Grande-Bretagne, la France, les États-Unis⁴, puis l'Allemagne, la Russie et le Japon (1895-1898) et enfin l'Autriche-Hongrie, la Belgique et l'Italie (1900-1902) possèdent tous des territoires dans les différents ports ouverts. Les ports les plus importants de ce point de vue sont Guangzhou (concessions britannique et française sur l'île de Shamian) en Chine du Sud, Shanghai (concessions française et internationale) en Chine centrale, Hankou (concessions britannique, française, russe, allemande et japonaise) sur le Yangzi et Tianjin (concessions britannique, française, allemande, japonaise, russe, italienne, belge et austro-hongroise) en Chine du Nord. Les Britanniques possèdent deux concessions d'importance moindre à Jiujiang et Zhenjiang, et nombre de concessions informelles existent notamment à Amoy, Yichang... etc⁵. En ce qui concerne spécifiquement les deux puissances européennes intéressées par cette étude, à savoir l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, elles participent toutes deux à ce mouvement dans sa partie tardive et à caractère « colonial ». L'Allemagne possède ainsi une concession à Hankou depuis 1895, étendue en 1898, et une autre à Tianjin depuis 1895, étendue en 1901. L'Autriche-Hongrie, elle, obtient une concession à Tianjin en 1900-1902, dans le quartier chinois de Hedong.

Parallèlement et suite là encore à la première guerre sino-japonaise, l'Allemagne occupe en novembre 1897 la baie de Jiaozhou, qu'elle se fait céder à bail en mars 1898 (capitale Qingdao, all. Tsingtau). Ce territoire devient le modèle de « concessions » d'un nouveau genre, les « territoires à bail », de surfaces plus considérables – le territoire à bail allemand a une superficie de cinq cent cinquante-deux km². Ils sont pensés comme de véritables colonies, bien que la Chine en possède toujours formellement le territoire. En compensation, la Russie obtient dans des termes similaires la péninsule du Liaodong (trois mille cinq cents km²) avec le port de Lüshunkou (Port-Artur, puis Ryojun⁶), qui passe au Japon suite à la guerre russo-japonaise (1904-1905). Le Royaume-Uni obtient Weihaiwei (sept cent cinquante km², capitale Port Edward/Weihai), au nord du Shandong. Enfin, la France se fait céder Guangzhouwan (mille trois cents km², capitale Fort-Bayard/Zhanjiang). Ces territoires sont tous obtenus dans l'année 1898. Notons ici qu'ils présentent la difficulté supplémentaire d'être avant tout des bases navales et des dépôts de charbon, c'est-à-dire qu'ils sont d'abord ouverts sur l'océan avant de l'être vers leur arrière-pays chinois⁷.

4 La concession américaine de Shanghai fusionne avec la britannique en 1863 pour former une concession internationale. La concession américaine de Tianjin, au statut incertain, est finalement incorporée dans la concession britannique de la ville en 1902. C'est la seule puissance occidentale et coloniale à ne pas posséder de concession de ce type en Chine en 1914. cf. VAICBOURDT, Nicolas, « De la "me too policy" aux ambitions contradictoires : la brève histoire de la concession américaine de Tianjin, 1860-1902 », in Pierre Singaravélou, Hugues Tertrais (éds), *Outre-Mers*, 1er semestre 2014, n° 382-383 : *De Tientsin à Tianjin, Internationalisation et patrimonialisation des concessions (1860-2030)*. pp. 27-46

5 cf. annexe n° 4

6 Cyrillique : Порт-Артур ; kanji : 旅順. Il s'agit du port militaire, ce territoire à bail comprenant un port à vocation commerciale, Dalian (russe : Dal'nij, cyrillique : Дальний, japonais : Dairen, kanji : 大連).

7 cf. annexe n° 5

À ces divers empiètements territoriaux, il faut ajouter tous les mécanismes de l'impérialisme informel. L'affaiblissement progressif de la Chine au niveau intérieur et les différentes défaites militaires contre les nations européennes et le Japon (guerre de l'opium, 1839-1842, deuxième et troisième guerre franco-anglo-chinoise, 1856-1858 et 1860, guerre franco-chinoise 1881-1885, première guerre sino-japonaise 1894-1895, guerre des Boxers 1900-1901) favorisent une forme unique d'impérialisme multilatéral agressif, concrétisé aux niveaux politique, militaire, économique, financier et culturel. Sun Yat-Sen⁸, dans son livre *le Triple Démisme*, analyse ainsi la situation spéciale de son pays :

« D'où l'on voit que la Chine n'est (même) pas comparable à l'Annam et à la Corée. Donc la condition d'un pays esclave d'une seule nation est meilleure que celui qui est esclave de toutes les nations : et de même aussi les avantages qu'on en retire sont bien plus grands. C'est pour cela qu'il n'est pas correct de dire que la Chine est une demi-colonie. D'après l'expression que j'ai forgée, il faut l'appeler (plutôt) une « hypocolonie ». Ce mot « hypo » est tiré de la chimie, comme par exemple dans le mot « hypophosphoreux ». Si dans un composé il y a du phosphore d'un degré inférieur, on a ce qu'on appelle un « phosphoreux » : si c'est d'un degré encore inférieur (au précédent), on a un « hypophosphoreux ». De même dans le système des fonctionnaires : celui qui est inférieur d'un degré au premier chef, s'appelle : *sous...*(vice...). Autrefois les Chinois éprouvaient une grande honte en sachant qu'ils étaient une demi-colonie. Ils ne savaient pas que leur vraie condition est inférieure à celle de la Corée et de l'Annam. Donc nous ne pouvons pas appeler la Chine une demi-colonie, nous devons l'appeler une « hypocolonie »⁹. »

On voit que son analogie à la chimie vise ici à expliquer que la Chine a un statut inférieur aux colonies « normales » en ce qu'elle est colonisée par le monde entier, d'où le néologisme d'« hypocolonie »¹⁰, s'opposant à l'idée que la Chine est colonisée seulement en partie mais conserverait certains droits régaliens et limiterait la portée spatiale et temporelle de ce colonialisme, idée contenue dans le terme combattu de « demi-colonie ».

Une forme d'impérialisme qui n'est pas particulière à la Chine s'y développe de manière exubérante : l'impérialisme ferroviaire¹¹. Les nations impériales en Chine, notamment l'Allemagne, la Belgique, la France, le Japon, le Royaume-Uni et la Russie, se font concéder le contrôle de chemins de fer, ainsi que d'une zone territoriale adjacente, avec le droit d'y stationner des troupes ou

8 Sun Yat-Sen, 孙逸仙, pinyin : Sun Yixian, né le 12 novembre 1866 à Cuiheng, district de Xiachang (auj. Zhongshan), décédé le 12 mars 1925 à Beijing, émigre à Hawaii 1879, diplômé de médecine à Hongkong 1893, fonde le Xingzhonghui 1894, puis le Tongmenghui 1905 et le Guomindang 1912, président provisoire de la république de Chine 1911-1912, se réfugie au Japon 1913-1917, forme un gouvernement rival de Beijing à Guangzhou 1917 ; cf. SUEN, Wen, *le Triple Démisme*, Shanghai, Bureau sinologique de Zi-Ka-Wei, 1930, p. 43, §88 ; BERGÈRE, Marie-Claire, *Sun Yat-Sen*, Connaissances et savoirs, Saint-Denis, 2017

9 SUEN, Wen, *le Triple Démisme*, Shanghai, Bureau sinologique de Zi-Ka-Wei, 1930, p. 43, §88

10 Pinyin : *cizhimindi*, hanzi : 次殖民地

11 DAVID, Clarence B., WILBURN, Kenneth E. Jr., *Railway Imperialism*, New York, Greenwood Press, 1991

encore d'y exploiter les ressources minières. Bruce A. Elleman, Elisabeth Köll et Y. Tak Matsusaka parlent de « zones grises » et de situation « quasi-coloniale »¹². De fait, en Mandchourie (Russie, Japon), dans le Shandong (Allemagne) et dans le Yunnan (France), ces chemins de fer sont compris comme le squelette d'un *Hinterland* colonial. La Schantung-Eisenbahn-Gesellschaft (consortium de banques et de sociétés minières allemandes) construit ainsi le chemin de fer Qingdao-Jinan de 1899 à 1904. La ligne Tianjin-Pukou (ensuite : Jinpu) est elle un projet anglo-allemand et est construite de 1908 à 1912. L'Allemagne en contrôle la section nord (Jinan-Tianjin).

Le Protocole de 1901 consécutif à la guerre des Boxers acte l'autonomie du quartier diplomatique à Beijing, place le chemin de fer Beijing-Shanhaiguan sous contrôle étranger et permet l'installation de garnisons étrangères à certains points sur cette voie ferrée, notamment à Beijing et à Tianjin. Enfin, une note de 1902 éloigne les militaires chinois de vingt li¹³ au moins de cette dernière ville. Les Allemands comme les Austro-Hongrois ont en 1914 une garnison à Beijing (la garde de la légation), une autre à Tianjin et un poste militaire à Dagu (à l'embouchure du Haihe). Ce système préfigure la période des seigneurs de la guerre (1917-1928) par l'affaiblissement considérable du pouvoir central, maintenant à la main des étrangers.

Le même impérialisme ferroviaire permet aussi la « pénétration pacifique » – bien qu'armée – de la Russie et du Japon en Mandchourie. Le chemin de fer de l'Est chinois (aussi : Transmandchourien ou KVZhD¹⁴) est construit de 1897 à 1903 et relie les villes de Chita à Vladivostok à travers la Mandchourie, *via* Qiqihar et Mukden, ainsi que de Mukden à Lüshunkou (Port Artur, Ryojun). Non seulement cette ligne permet de gagner deux mille trois cents kilomètres par rapport à la section russe, mais encore cette dernière, ayant dû contourner le lac Baikal et traverser l'Amur, ne fut complétée qu'en 1915. Suite à la guerre russo-japonaise, le Japon obtient la section Lüshunkou-Changchun, ou chemin de fer sud-mandchourien¹⁵. On voit donc l'importance de ces deux lignes pendant la Première Guerre mondiale, contrôlées et occupées militairement par deux nations alliées, dont l'une (le Japon) alimentait l'autre (la Russie) en matériel de guerre.

Les autres « provinces extérieures » de la Chine sont aussi soumises à une forte pression étrangère. La Mongolie extérieure se rend indépendante de la Chine dès 1913 et se place sous l'égide de la Russie. Cette dernière et le Royaume-Uni maintiennent une présence importante dans le Turkestan chinois (ou Xinjiang) qui sert de tampon entre les deux empires, au même titre que l'Afghanistan. La Russie y occupe d'ailleurs le territoire de l'Ili de 1871 à 1877. Enfin, l'expédition Younghusband en 1903-1904 place le Tibet sous influence britannique. Les troupes étrangères

12 ELLEMAN, Bruce A., KOTKIN, Stephen (éds), *Manchurian Railways and the Opening of China, An International History*, M.E. Sharpe, New York, 2010, p. 7

13 Un li vaut environ cinq cent mètres.

14 En russe : Kitaysko-Vostochnaya zheleznaya doroga, cyrillique : Китайско-Восточная железная дорога.

15 En japonais : Minami Manshû Tetsudô, abr. : Mantetsu, *kanji* : 南滿洲鐵道

quittent ce territoire en 1908 et sont relevées par des troupes chinoises. À l'occasion de la révolution républicaine en Chine, le Tibet, comme la Mongolie extérieure¹⁶, se déclare indépendant en 1913. En 1914, la Chine est donc en conflit ouvert avec certaines de ses « provinces extérieures »¹⁷.

b- Quelques réflexions historiographiques : Histoire locale, histoire régionale, histoire mondiale

Si depuis 1842, la Chine s'ouvre au monde contre son gré, le monde se retrouve lui-même en Chine. Les villes concessionnaires se trouvent ainsi à l'intersection de l'histoire locale et de l'histoire mondiale. Tianjin illustre particulièrement bien cette situation, avec huit concessions étrangères contiguës en 1914, auxquelles s'ajoute une présence militaire américaine. La concession allemande fait face aux concessions belge et russe, et partage une frontière avec la concession britannique. La concession austro-hongroise, elle, ne réussit pas pendant ses quinze ans d'existence à délimiter ses frontières nord et est, en raison de conflits avec l'administration britannique du chemin de fer et avec la concession italienne¹⁸. On y trouve toutes les contradictions qui marquent le début du vingtième siècle. Ainsi, par exemple, des religions : Tianjin, qui possédait avant l'ouverture aux occidentaux un temple confucéen et une mosquée, se voit augmentée d'églises catholiques, d'un temple luthérien, d'un anglican, d'une synagogue, d'un temple sikh, d'un bouddhiste et d'un shintô. Dans ces conditions, on comprend que la construction d'un pont ou d'un hôpital, l'occupation d'une gare soient aussi des enjeux d'histoire mondiale.

Une faiblesse souvent notée à propos des études en histoire mondiale concerne leur oubli de l'individu et du local. Dans le contexte impérial en Chine, il est au contraire impossible d'envisager le niveau local sans considérer les implications au niveau mondial et à l'inverse les enjeux mondiaux se retrouvent au niveau local. Le privilège de l'extraterritorialité – c'est-à-dire que les étrangers des nations à traité soient soumis aux lois de leurs pays et à leur consul et en aucun cas à la loi chinoise – la porosité des frontières concessionnaires – qui sont formellement des territoires chinois – mais aussi la faiblesse croissante du pouvoir central rendent nécessaire d'envisager les échelles locale, nationale, mais aussi régionale et mondiale. De la même manière, il est impossible de considérer, par exemple, la présence impériale allemande, formelle et informelle, en Chine, uniquement du point de vue des relations entre colonie et métropole. Les différents territoires et zones d'influence interagissent, coopèrent, se concurrencent, et ne font pas seulement face à leur métropole mais à la Chine et au monde. Il est tout aussi évident que les différents colonisateurs en Chine interagissent chacun avec leurs propres colonies adjacentes et avec les colonies des autres¹⁹.

16 Les deux nouveaux États bouddhistes se reconnaissent mutuellement en 1913.

17 cf. annexe n° 6

18 cf. annexe n° 7

19 STREETS-SALTER, Heather, *World War One in Southeast Asia, Colonialism and Anticolonialism in An Era of Global Conflict*, Cambridge University Press, Cambridge, 2016, pp. 10-12 ; RATENHOF, Udo, *Die Chinapolitik des*

La présence importante des différents colonisés aux côtés de leurs colonisateurs suffit à marquer l'importance de cet enjeu. Les Indiens font aussi bien partie des corps d'occupation britanniques que de la police dans les différentes concessions étrangères. Les Annamites occupent une place équivalente vis-à-vis des Français, les Coréens des Japonais, les Philippins des Américains, etc. Par ailleurs, si certains territoires à bail sont relativement autonomes (Jiaozhou, Liaodong), Guangzhouwan, d'importance moindre, dépend de l'Indochine française. À plus forte raison, les concessions municipales, de la taille d'un quartier, si elles prennent souvent un aspect colonial, restent des microcolonies. Elles sont ainsi dépendantes, et de leur métropole, et de la Chine, et de leurs voisines. Une étude les concernant ne peut donc être que multilatérale.

deutschen Reiches, 1871 bis 1945, Boppard am Rhein, H. Boldt, 1987, pp. 14-15

c- La Première Guerre mondiale et la Chine : État des lieux des connaissances historiques²⁰

De plus en plus d'études soulignent la dimension mondiale de la guerre de 1914-1918. En histoire militaire à proprement parler, un certain nombre de monographies se focalisent sur les fronts extra-européens²¹. D'autres, en histoire coloniale, s'intéressent aux combattants extra-européens ainsi qu'aux travailleurs provenant des colonies européennes²². Enfin, une dernière école consiste à étudier les réseaux anti-colonialistes soutenus d'une manière ou d'une autre par les empires centraux – et dont une particularité étonnante est d'être transnationaux – voire directement la question de la guerre secrète, qui passe nécessairement par des réseaux informels internationaux²³. Ces différentes approches, bien que prolifiques ces dernières années, laissent de nombreuses facettes des relations entre le monde non-européen et la guerre mondiale inexplorées. Ainsi, malgré le fait que la Chine ait abrité un des fronts de la guerre en 1914 lors de la campagne de Qingdao, malgré aussi l'envoi d'un important corps de travailleurs en France et en Grande-Bretagne à partir de 1916, malgré enfin son entrée formelle dans la guerre en août 1917, la question de la relation entre Chine et Première Guerre mondiale n'a pas été traitée en tant que telle avant la publication de la monographie de Xu Guoqi en 2005, *China and the Great War*²⁴.

Pourtant, comme le soulignent Xu Guoqi et Anthony B. Chan²⁵, la Première Guerre mondiale marque une césure dans l'histoire nationale. La campagne de Qingdao en 1914, puis la rupture des relations diplomatiques avec l'Allemagne en mars 1917 et la déclaration de guerre aux empires centraux en août de la même année marquent le début du reflux de l'impérialisme étranger en Chine, arrivé à son apogée en 1914. Les vingt-et-une demandes japonaises de 1915²⁶, l'affaire de Laokai en 1915-1916²⁷, enfin la conférence de la paix de Paris en 1919 sont des moments importants dans la prise de conscience nationale (ce que Sun Yat-Sen appelle le « nationalisme »²⁸), aboutissant au mouvement du 4-Mai²⁹. Enfin, les divers événements politiques de la première

20 Étant donnée la nature complexe et multiple du sujet, nous avons pris le parti de placer des points historiographiques avant chaque étude particulière, ainsi, concernant les relations sino-allemandes et la présence impériale allemande en Chine, cf. p. 12, les relations sino-austro-hongroises et la présence impériale austro-hongroise en Chine, cf. p. 51, les concessions étrangères en Chine, et spécifiquement les concessions allemandes, cf. p. 59,

21 STRACHAN, Hew, *The First World War*, New York, Penguin, 2005 ; NEIBERG, Michael S., *Fighting the Great War: A Global History*, Cambridge, Harvard University Press, 2005

22 STREETS-SALTER, Heather, *World War One in Southeast Asia, Colonialism and Anticolonialism in An Era of Global Conflict*, Cambridge University Press, Cambridge, 2016, n. 2 p. 2

23 Notamment : POPPLEWELL, Richard J., *Intelligence and Imperial Defence: British Intelligence and the Defence of the Indian Empire, 1904–1924*, London, Portland, Frank Cass, 1995

24 Publiée à la Cambridge University Press.

25 CHAN, Anthony B., *Arming the Chinese, The Western Armaments Trade in Warlord China, 1920-28*, UBC Press, Vancouver, 2010

26 Les demandes japonaises, assez banales dans leur contenu, en comparaison des avantages et privilèges déjà accordés à d'autres puissances impérialistes en Chine, sont rejetées en avril, puis acceptées en mai, à la suite d'un ultimatum. L'affaire dégrade énormément les relations sino-japonaises, et semble provoquer un réveil nationaliste en Chine.

27 cf. p. 204

28 SUN, Yat-Sen, *le Triple Démisme*, Bureau sinologique de Si-Ka-Wei, Shanghai, 1930, pp. 60-80

29 Pinyin : Wu si yun dong ; hanzi : 五四运动 . Le mouvement, dont le nom fait référence à une manifestation anti-

moitié de l'année 1917 aboutissant à l'entrée en guerre de la Chine en août, à savoir la dissolution du parlement, l'épreuve de force entre le président Li Yuanhong et le premier ministre Duan Qirui, l'éphémère restauration impériale en juillet sous l'impulsion de Zhang Xun et la formation d'un gouvernement concurrent par Sun Yat-Sen à Guangzhou façonnent les onze années à venir. L'entrée en guerre de la Chine, couplée à la mort de Yuan Shikai en mars 1916 ouvrent la voie à la période dite des seigneurs de la guerre, qui se poursuit au moins jusqu'à la réunification par le sud en 1926-1928, si ce n'est jusqu'en 1937.

On voit donc que la Chine a, directement et indirectement, participé à la guerre, et que la guerre a en retour profondément marqué la Chine, que ce soit d'un point de vue politique, diplomatique, militaire ou encore commercial. Plusieurs aspects des relations entre guerre et Chine sont pourtant jusqu'à présents omis de l'historiographie. La guerre secrète, en particulier, n'a jusqu'à maintenant pas obtenu plus que quelques lignes dans la plupart des ouvrages dédiés aux relations entre Première Guerre mondiale et Asie³⁰. L'aspect chinois de questions qui pourtant commencent à recevoir une attention particulière et intéressent directement le continent asiatique, à savoir la guerre secrète aux États-Unis, le soutien aux révolutionnaires indiens du parti Ghadar, ainsi qu'aux chefs révolutionnaires Phan Bội Châu et Cường Đê au Vietnam, la mission allemande à Kaboul, etc. reste largement inexploré.

Pourtant, la Chine, à la situation centrale en Asie, immense microcosme, aux frontières poreuses et au pouvoir central affaibli, où toutes les puissances d'importance engagées dans la guerre mondiale possèdent des positions et des intérêts, des territoires à bail, des concessions, et bien sûr des consulats, qui se doublent pour la plupart de ces nations qui se retrouvent en Chine de cours consulaires du fait de l'extraterritorialité, est dans une position d'une anomalie telle qu'elle ne pouvait qu'être au moins instrumentale dans la guerre ouverte *et* dans la guerre secrète.

Cette étude se propose d'adopter une perspective différente. Plutôt que d'analyser la guerre-objet, que ce soit du point de vue de la guerre ouverte ou de la guerre secrète, de l'implication de la Chine dans la guerre ou de l'influence de la guerre sur la Chine, le parti pris est de considérer la présence impériale de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie pendant la période de la guerre, comprise comme un laboratoire de l'impérialisme informel. En effet, la guerre mondiale, la guerre totale ne peut que révéler, soit en négatif soit en positif, les mécanismes d'influence et de contrôle mis en place par ces deux alliés, l'un puissance impériale de premier ordre, l'autre nouveau venu en Chine. Par ailleurs, le choix de la Première Guerre mondiale comme bornes chronologiques permet

japonaise à Beijing le 4 mai 1919, s'oppose au transfert du territoire à bail de Jiaozhou de l'Allemagne au Japon, prévu par le traité de Versailles.

30 À l'exception notable de la monographie de Heather Streets-Salter : *World War One in Southeast Asia, Colonialism and Anticolonialism in An Era of Global Conflict*, Cambridge University Press, Cambridge, 2016

d'analyser concurremment la présence des deux alliés et incidemment leurs rapports bilatéraux du point de vue de l'impérialisme et de la colonisation (en Chine).

d- Problèmes et enjeux liés aux archives

Afin d'étudier ce très vaste sujet, nous avons d'abord décidé de concentrer nos investigations sur certains centres d'archives, à savoir : le Centre des Archives Diplomatiques de Nantes (ensuite : CADN) et le Service Historique de la Défense (archives militaires françaises, ensuite : SHD, à Vincennes), le *Haus-, Hof- und Staatsarchiv* (archives diplomatiques austro-hongroises, ensuite : OESTA HHSTA, à Wien) et le centre de Berlin-Lichterfelde en ce qui concerne les archives diplomatiques allemandes (ensuite : BA). D'autres centres d'archives présentent bien sûr un intérêt certain, mais n'ont pu être consultés pendant la durée de la thèse ; il s'agit notamment des archives belges, britanniques, italiennes et russes. Bien qu'ayant tenté de consulter les archives chinoises à Tianjin en 2013, celles-ci sont encore et pour l'essentiel inaccessibles. Ce choix, s'il est nécessaire, ne peut pas être absolument vierge de conséquence lors de l'étude d'un sujet aussi dense et connecté. Ajoutons ici que, ponctuellement, d'autres fonds d'archives ont été utilisés, notamment les archives du *Japanese Center for Asian Historical Records* (ensuite : JACAR), ainsi que les archives américaines (ensuite : NARA) et hongroises³¹ (ensuite : MNL).

À ces premières difficultés s'ajoutent l'éparpillement et parfois la disparition des archives des Empires centraux, que ce soit en conséquence de la Première ou de la Seconde Guerre mondiale. Nombreuses sont les archives diplomatiques et militaires autrichiennes et allemandes qui se situent dans d'autres pays européens, en Amérique ou en Asie, sans que nous ayons pu y accéder dans le cadre de ce travail. Cela est particulièrement dommageable en ce qui concerne les enjeux militaires et de guerre secrète. Enfin les conditions locales ajoutent un dernier problème important. À Tianjin, l'un des centres les plus importants pour l'impérialisme politique, économique, militaire et culturel en Chine, c'est une vaste inondation qui est responsable de la perte de nombreuses archives en 1917.

Pour compléter ces divers fonds, nous avons consulté la presse et notamment le *The North China Herald*, hebdomadaire britannique de première importance basé à Shanghai. Nous nous sommes aussi employés à consulter les écrits des acteurs des différents événements décrits, qu'ils s'agissent des décideurs occidentaux, chinois, de diplomates, ou de simples particuliers.

31 Nous saisissons l'occasion de remercier ici Mervay Mátyás pour la mise à disposition gracieuse de ces archives.

e- Problématique et plan

L'appréhension d'un sujet si vaste, si connecté, doit supposer un questionnement à la fois multiple et cohérent. Nous avons choisi d'étudier concurremment les présences impériales allemande et austro-hongroise en Chine en raison de leur relation spéciale et étroite sur le continent européen. Comment cette relation s'exprime-t-elle dans le contexte chinois ? Quelle est l'importance de cette présence impériale d'un ordre particulier dans la politique intérieure et extérieure de chacune de ces puissances européennes ? Quelle est, à l'inverse, la place et le rôle de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie dans l'arène chinoise ? Quelle est la particularité, quelles sont les forces et les faiblesses de leurs impérialismes nationaux en Chine ? Ces deux puissances arrivent tard sur la scène chinoise et asiatique : Quels buts, ce faisant, poursuivent-elles ? Dans quelle mesure les ont-elles atteints ?

Nous avons tenté de répondre à ces questions lors de l'écriture des deux parties chronologiques de la thèse, à savoir : les raisons de cet impérialisme, sa place dans l'histoire de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie, dans leur politique étrangère, et spécifiquement européenne et coloniale, l'histoire des relations sino-allemandes, sino-austro-hongroises, et des interactions austro-allemandes en Chine, des origines à 1914 ; ainsi que le prolongement de ces diverses thématiques dans le cadre des hostilités européennes puis mondiales, de 1914 à 1918.

Bien sûr, des questionnements particuliers parcourent la seconde partie de la thèse, à savoir : Dans quelle mesure la guerre mondiale se retrouve en Chine et influence ce pays, sa politique intérieure, extérieure, ses rapports aux puissances impérialistes ? Que révèle la guerre du caractère et de l'efficacité des impérialismes allemand et austro-hongrois en Chine spécifiquement ? Dans quelle mesure enfin, la présence impériale allemande et austro-hongroise en Chine amène cette dernière à prendre dans la guerre un rôle spécifique, chinois et asiatique – Nous ne traitons pas ici de l'implication de la Chine dans les hostilités en Europe-même.

Partie 1 – Des origines à 1914

1- L'Allemagne, sa situation nationale, européenne, coloniale, et ses relations avec la Chine jusqu'en 1890

a- Les relations entre l'Allemagne et la Chine : État des lieux historiographique

Le corpus de textes scientifiques touchant à la compréhension des relations sino-allemandes dans leurs différents aspects des origines à la Première Guerre mondiale est extrêmement vaste, mais presque uniquement écrit en langues allemande et anglaise. En ce qui concerne les mémoires des contemporains, ceux du chancelier Bülow, de l'empereur Guillaume II et de l'amiral von Tirpitz sont éclairants sur les préliminaires à la prise de possession de Jiaozhou. Notons ici l'intérêt particulier des mémoires de Max von Brandt, ministre d'Allemagne à Beijing, et de Fritz Weiss, consul à Yunnanfu – mais ces derniers s'arrêtent en 1911, alors que Weiss ne quitte ses fonctions en Chine qu'en 1917. Les mémoires de Albert Hopmann et de Emil von Lessel font écho à ceux des contemporains d'autres nations ayant participé à la guerre des Boxers. Plus nombreux et instructifs encore sont les mémoires des différents acteurs de la guerre secrète en Chine, notamment ceux de Otto von Hentig, Oskar von Niedermayer, Bernhard Waurick, Albert H. Wehde, ainsi que ceux de Johann Heinrich von Bernstorff, ambassadeur d'Allemagne à Washington, Franz von Papen, des Indiens Lala Har Dayal, Mahendra Pratap, Lala Lajpat Rai, M.N. Roy et des Vietnamiens Cường Đê et Phan Bội Châu.

Parmi les synthèses les plus importantes concernant les relations sino-allemandes, citons avant tout *Deutsche Kolonial- und Wirtschaftspolitik in China 1840 bis 1914 unter besonderer Berücksichtigung der Marinekolonie Jiaozhou* de Heiko Herold publié en 2006, qui est la plus complète et la plus utile. Les autres synthèses sont plus anciennes. Fritz van Briessen, ancien ambassadeur d'Allemagne à Tôkyô, a publié d'intéressants *Grundzüge der deutsch-chinesischen Beziehungen* en 1977. Il prévient cependant lui-même en préface que l'écriture d'une telle histoire ne peut représenter que le travail d'une équipe, afin de combler les nombreux manques, encore présents de nos jours³². Uwe G. Fabritzek a aussi publié une histoire des relations sino-allemandes en 1973. Enfin, Udo Ratenhof nous a donné *Die Chinapolitik des Deutschen Reiches 1871-1945*, une étude avant tout d'histoire économique et militaire, en 1987.

Le travail de référence concernant la préhistoire des relations sino-allemandes est celui de Bernd Eberstein, *Preußen und China*, publié en 2007. Notons malgré tout ici que de nombreux travaux ont été effectués concernant les relations entre la Chine et les autres États et villes libres allemandes. La politique chinoise de l'Allemagne ou la politique allemande en Chine constitue en

32 VAN BRIESSEN, Fritz, *Grundzüge der deutsch-chinesischen Beziehungen*, Darmstadt, 1977, p. XI

général une part substantielle des différentes synthèses concernant les relations extérieures de la Chine pendant le « siècle de l'humiliation » (1842-1949), et en particulier celles de Hosea Ballou Morse, Henri Cordier et Pierre Renouvin³³. On consultera d'ailleurs avec intérêt à ce sujet la monographie de J.M. Zhukov³⁴, traduite en allemand, *Die internationalen Beziehungen im Fernen Osten 1870-1945*, publiée en 1955 à Berlin, et témoin de l'historiographie soviétique. *A contrario*, les synthèses concernant les relations extérieures de l'Allemagne mettent en relief les principaux événements des relations bilatérales, importantes pour l'Allemagne tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, à savoir la formation de la Triplice d'Extrême-Orient (1895), la prise de possession de Jiaozhou (1897) et la guerre des Boxers (1900-1901).

On peut regretter ici que l'historiographie, même de langue allemande, concernant les concessions de Hankou et de Tianjin soit presque inexistante, à l'exception du petit volume de Ernst Grünfeld, *Hafenkolonien und kolonieähnliche Verhältnisse in China, Japan und Korea*, paru en 1913 et de *Aufenthalt und Niederlassung Fremder in China*, du Dr Wilhelm Wagner, publié en 1918. L'impérialisme culturel allemand est lui couvert par Kim Chun-Shik dans une monographie parue en 2004. Le livre de référence concernant la participation allemande à la guerre des Boxers est celui publié par Susanne Kuss et Martin Bernd en 2002.

Les monographies concernant le territoire à bail de Jiaozhou et la ville de Qingdao sont très nombreuses. Nous nous sommes principalement appuyés pour l'écriture de cette thèse sur les travaux très complets et éclairants de Klaus Mühlhahn. En ce qui concerne la campagne de Qingdao, en 1914, la monographie de Charles Stephenson, *The Siege of Tsingtau*, parue en 2017, est la plus complète. En ce qui concerne le soutien allemand à l'indépendantisme indien pendant la Première Guerre mondiale, les travaux des Indiens Arun Coomer Bose, Uma Mukherjee, Tilak Raj Sareen, ainsi que ceux plus récents de B.R. Deepak, bien que partisans, ont été particulièrement utiles. Il faut leur ajouter notamment le travail de Maia Ramnath sur le parti Ghadar, publié en 2011. Les travaux classiques de Yves Le Jariel, David Marr et Patrice Morlat sur l'indépendantisme vietnamien, dont la question allemande est presque absente, sont utilement complétés par la monographie de Heather Streets-Salter parue en 2016 sur le soutien allemand au mouvement pendant la Première Guerre mondiale. Une bibliographie spécifique à l'étude du jihad turco-allemand se trouve elle en page 304 de cette étude.

33 MORSE, Hosea Ballou, *The International Relations of the Chinese Empire*, London & New York, Longmans, Green & Co., 1910-1918, 3 vol. ; CORDIER, Henri, *Histoire des relations de la Chine avec les puissances occidentales*, Paris, F. Alcan, 1901-1902, 3 vol. ; RENOUVIN, Pierre, *la Question d'Extrême-Orient, 1840-1940*, Hachette, Paris, 1946

34 Orthographié Shukow dans l'édition allemande.

b- La construction d'une Allemagne unifiée, 1813-1871

« Au commencement était la chute³⁵. » Au moment de l'insuccès de l'ambassade de Lord Amherst en Chine, en 1816, « l'Allemagne » n'existe pas encore en tant qu'État, et se réveille à peine, sous l'effet de la Révolution française et des guerres napoléoniennes, en tant que nation. Suite à la victoire napoléonienne sur la Troisième Coalition (Autriche et Russie, à Austerlitz, le 2 décembre 1805), la France peut donner le coup fatal à un Saint Empire romain germanique (all. *heiliges römisches Reich deutscher Nation*) moribond. C'est chose faite le 12 juillet 1806, lors de l'établissement par Napoléon I de la Confédération du Rhin (all. *Rheinbund*). Seize États de l'Allemagne de l'ouest et du sud se placent alors sous le protectorat français³⁶. Cela entraîne la Quatrième Coalition, l'armée française remportant une victoire totale à Jena, le 14 octobre 1806. Prenant ainsi conscience d'elle-même – « Les peuples s'élèvent ordinairement au vif sentiment qui fait la nationalité, sous l'influence d'un grand homme sorti de leur sein, et qui leur représente leurs qualités particulières ; l'Allemagne ne s'est révélée à elle-même que par son opposition au système et à l'homme de la France³⁷. » – l'Allemagne est « libérée » du joug français à Leipzig, en octobre 1813.

Mais, profondément remaniée, déstabilisée, trahie dans ses aspirations par les princes parjures du système de Metternich, et à nouveau plus divisée que jamais, sans représentation populaire ni considération pour le voeu des populations, travaillée et abaissée par le dualisme³⁸ (all. *Dualismus*), elle n'est pour l'instant qu'un rêve d'écrivains et de quelques rares hommes politiques. Le congrès de Vienne conçoit l'Allemagne, comme d'ailleurs l'Italie, comme un « facteur d'ordre passif »³⁹ dans le nouvel ordre international – c'est-à-dire comme une zone d'influence, dans le nouvel ordre autrichien. Face à cette domination autrichienne, les tentatives d'unifier progressivement l'Allemagne autour d'une Prusse tout aussi absolutiste que sa rivale se font sans le libéralisme, qui échoue lamentablement à Frankfurt-am-Main (convocation d'un parlement national allemand) en 1848-1849. C'est donc d'abord sur des bases économiques et douanières qu'elles sont osées, avec l'établissement d'une union douanière allemande (all. *deutscher Zollverein*) en 1833-1834⁴⁰.

35 SCHÖLLGEN, Gregor, *Deutsche Außenpolitik von 1815 bis 1945*, C.H. Beck, München, 2013, p. 9

36 Il s'agit du royaume de Bavière, du royaume de Württemberg, des principautés d'Aschaffenburg et de Regensburg, de la principauté électorale de Bade, du grand-duché de Berg, du duché de Arenberg (annexé par la France en 1811), des principautés de Nassau-Usingen et de Nassau-Weilburg (ensuite réunies au duché de Nassau), des principautés de Hohenzollern-Hechingen et de Hohenzollern-Sigmaringen, des principautés de Salm-Salm et de Salm-Kyrburg (annexées à la France en 1810), des principautés de Isenburg, de Liechtenstein, de Hesse-Darmstadt et von der Leyen.

37 Edgar Quinet, *Allemagne et Italie, Philosophie et poésie*, tome 1, Bruxelles, Société belge de librairie, 1839, p. 56

38 C'est-à-dire la lutte entre l'Autriche et la Prusse pour la domination sur l'Allemagne.

39 SCHÖLLGEN, Gregor, *Deutsche Außenpolitik von 1815 bis 1945*, C.H. Beck, München, 2013, p. 12

40 cf. p. 18

L'élévation de la Prusse suit ensuite le déclin de l'Autriche⁴¹ de 1848 à 1871. La question des duchés, puis la guerre contre le Danemark (1864) et la guerre austro-prussienne (victoires de Langensalza et de Sadowa, en 1866) scellent la suprématie prussienne en Allemagne. Celle-ci se concrétise l'année suivante par la création de la Confédération de l'Allemagne du Nord (all. *Norddeutscher Bund*). Enfin, la guerre de 1870 permet l'unification de l'Allemagne prussienne, son accession au rang d'empire, de même que l'annexion de l'Alsace-Lorraine. Un Napoléon permet la naissance de l'Allemagne moderne, un autre en fait un État-nation et une grande puissance européenne.

41 cf. p. 43

c- Préhistoire des relations sino-allemandes

Si c'est autour de la Prusse que ce construit le nouvel empire allemand, c'est elle encore qui est pionnière, parmi les États allemands, dans l'établissement de relations commerciales, puis diplomatiques, avec l'empire chinois. Les premières nations coloniales européennes sont aussi celles qui, d'abord, ont la main sur le commerce de Chine : Espagne, Portugal, Pays-Bas. Plus tard, d'autres puissances, et à leur tête l'Angleterre – en 1684, obtiennent des « factoreries », c'est-à-dire des comptoirs, des entrepôts, à Guangzhou – le long du Zhujiang. Ces « factoreries » n'entraînent encore aucune sorte d'impérialisme, et ont simplement le droit de hisser pavillon⁴². Une factorerie française est créée en 1738⁴³ ; la prussienne, en 1753. Le marchand flamand Jean François Michel, représentant un banquier de Antwerpen, Emmanuel van Ertborn, fait le voyage de Chine en 1752 à bord du Burg von Emden, navire de la compagnie prusso-asiatique (all. *preußisch-asiatische Compagnie*)⁴⁴. Cette dernière, fondée à Emden en 1745 en tant que compagnie commerciale asiatique (all. *asiatische Handlungs-Compagnie*), puis prussianisée en 1750, voit ses comptoirs fermés en 1757⁴⁵. C'est néanmoins le premier essai de relation suivi entre Chine et Prusse. Lui succède, toujours à Emden, une compagnie prussienne des Indes orientales (all. *preußische ostindische Compagnie*) en 1766, puis une société prussienne de navigation maritime (all. *preußische Seehandlungs Gesellschaft*), à Potsdam, en 1772⁴⁶. Néanmoins, le commerce prussien – et allemand – reste majoritairement entre des mains étrangères : on compte en 1832 un navigateur hambourgeois à Guangzhou pour quatre-vingt-dix britanniques et soixante-deux américains ; et trois en 1834, sur cent quatre-vingt-deux étrangers⁴⁷. Les efforts, concrets et soutenus par l'État, ont peu de résultats.

Dès 1843, toutes les nations européennes peuvent se réclamer du droit de résidence et de commerce dans les ports ouverts de Chine, d'abord obtenu par les seuls Britanniques. Afin de profiter de l'aubaine, la compagnie prussienne envoie à Guangzhou le Dusseldorfois Friedrich Wilhelm Grube⁴⁸, avec mission de préparer l'ouverture de consulats, et de prendre les renseignements nécessaires sur la situation nouvelle du point de vue du commerce, de la navigation et des douanes. Il y reste toute l'année 1844 et envoie des rapports encourageants au ministère prussien des finances, mais déconseille la création d'un consulat de Prusse. La compagnie

42 CHAN, Chung Sing, *les Concessions en Chine*, Paris, Presses universitaires de France, 1925, pp. 12-13

43 *id.*, pp. 13

44 EBERSTEIN, Bernd, *Preußen und China, Eine Geschichte schwieriger Beziehungen*, Duncker & Humblot, Berlin, 2007, pp. 67-70

45 VAN BRIESSEN, Fritz, *Grundzüge der deutsch-chinesischen Beziehungen*, Darmstadt, 1977, p. 24 ; EBERSTEIN, Bernd, *Preußen und China, Eine Geschichte schwieriger Beziehungen*, Duncker & Humblot, Berlin, 2007, pp. 37-72

46 EBERSTEIN, Bernd, *Preußen und China, Eine Geschichte schwieriger Beziehungen*, Duncker & Humblot, Berlin, 2007, pp. 73-84

47 VAN BRIESSEN, Fritz, *Grundzüge der deutsch-chinesischen Beziehungen*, Darmstadt, 1977, p. 24

48 Né à Unna en 1795, décédé à Surakarta en 1845.

prussienne, elle, fait faillite en 1848⁴⁹.

La même année 1844, le Saxon Richard von Carlowitz⁵⁰ entreprend le voyage de Chine, dans un but similaire. Il fonde à Guangzhou le 1^{er} janvier 1846 la société Carlowitz, Hankort & Co. (à partir de 1855 : Carlowitz & Co.) qui reste l'une des principales sociétés allemandes engagées dans l'import-export en Chine pendant près d'un siècle. En 1847, il est nommé consul de Prusse et de Saxe à Guangzhou. Il faut attendre 1856 pour qu'un Prussien y obtienne une position officielle, celle de vice-consul. Il est nommé en 1858 consul du grand-duché de Oldenburg, en 1863 de Hannover, puis, de 1869 à 1871, de la Confédération de l'Allemagne du Nord. À sa suite son nommés à Guangzhou un consul de Bremen, Wilhem von Pustau⁵¹, et de Hamburg, Georg Theodor Siemssen⁵², respectivement en 1851 et 1852⁵³.

49 VAN BRIESSEN, Fritz, *Grundzüge der deutsch-chinesischen Beziehungen*, Darmstadt, 1977, p. 26 ; RATENHOF, Udo, *Die Chinapolitik des deutschen Reiches, 1871 bis 1945*, Boppard am Rhein, H. Boldt, 1987, pp. 29-30 ; EBERSTEIN, Bernd, *Preußen und China, Eine Geschichte schwieriger Beziehungen*, Duncker & Humblot, Berlin, 2007, pp. 102-107

50 Né en 1817, décédé en 1886.

51 Né en 1820 à Bad Oldesloe, décédé en 1879.

52 Né le 15 mars 1816 à Hamburg, décédé le 24 novembre 1886 dans la même ville, fonde Siemssen & Co. 1846, en abandonne la gestion 1867

53 VAN BRIESSEN, Fritz, *Grundzüge der deutsch-chinesischen Beziehungen*, Darmstadt, 1977, p. 26 ; RATENHOF, Udo, *Die Chinapolitik des deutschen Reiches, 1871 bis 1945*, Boppard am Rhein, H. Boldt, 1987, p. 30 ; EBERSTEIN, Bernd, *Preußen und China, Eine Geschichte schwieriger Beziehungen*, Duncker & Humblot, Berlin, 2007, pp. 118-126

d- L'expédition Eulenburg, 1859-1862

En 1859, la marine prussienne décide d'organiser une expédition navale à destination de l'Asie de l'Est, sous la direction de Friedrich Albrecht comte zu Eulenburg⁵⁴ (et placée sous le commandement du capitaine (all. *Kapitän*) Henrik Ludvig Sundevall⁵⁵ d'un point de vue militaire). Cette expédition est d'abord conçue dans le cadre du dualisme allemand, et en réponse au voyage autour du monde du SMS Novara, de la marine autrichienne, de 1857 à 1859 – qui touche à Singapour, Hongkong et Shanghai⁵⁶. C'est la seule entreprise commune des États allemands (en dehors de l'Autriche) avant 1870, et s'inscrit dans la stratégie prussienne de la construction d'une marine de guerre commune à l'Allemagne⁵⁷. Ainsi, dès l'origine, l'entrée de l'Allemagne sur la scène chinoise est d'abord motivée par des intérêts politiques, d'affirmation de puissance et de prestige, et non commerciaux⁵⁸. Eulenburg représente lors de cette expédition et des négociations diplomatiques avec la Chine, le Japon et le Siam, non seulement la Prusse, mais le *Zollverein* (union douanière, fondée en 1834), c'est-à-dire l'Anhalt-Bernburg, l'Anhalt-Dessau, la Bade, la Bavière, le Brunswick, Frankfurt, le Hanovre, la Hesse grand-ducale, la Hesse électorale, Lippe, le Luxembourg, l'Oldenbourg, Reuß-Greiz, Reuß branche cadette, la Saxe, la Saxe-Altenbourg, la Saxe-Cobourg-et-Gotha, la Saxe-Meiningen, la Saxe-Weimar-Eisenach, Schaumburg-Lippe, Schwarzburg-Rudolstadt, Schwarzburg-Sondershausen, Waldeck, le Württemberg. Il représente aussi les villes hanséatiques (Bremen, Lübeck, Hamburg), le Mecklembourg-Schwerin et le Mecklembourg-Strelitz.

Il s'agit pour la Prusse – et par extension pour les États allemands du nord – de profiter, et de l'ouverture du Japon (1853), et de la Seconde Guerre franco-anglo-chinoise de 1858, bien que *de facto* la liberté de commercer dans les ports ouverts est étendue depuis 1843 à toutes les nations étrangères sans distinction. La démarche prussienne est d'ailleurs la première de son genre à ne pas provenir d'une des quatre puissances impériales en Chine (États-Unis, France, Royaume-Uni,

54 Friedrich Albrecht comte zu Eulenburg, né le 29 juin 1815 à Königsberg (auj. Kaliningrad), décédé le 2 avril 1881 à Berlin, étudie le droit à Königsberg et à Berlin, entre au ministère des finances prussien 1848, au ministère de l'intérieur 1849, service diplomatique 1852, consul général à Antwerpen, Warszawa, dirige l'expédition en Asie de l'Est 1859-1862, ministre de l'intérieur 1862-1878, député 1866-1877

55 Henrik Ludvig Sundevall, né le 29 décembre 1814 à Ystad, décédé le 27 octobre 1884 à Karlskrona, marine marchande suédoise dans la Baltique 1827-1830, cadet à l'école de marine de Karlskrona, marine marchande, sous-officier sur le USS Hamilton, sous-lieutenant dans la marine suédoise 1840, participe à l'expédition Oxehufvud 1840-1841, marine de guerre britannique 1845-1847, lieutenant dans la marine suédoise 1847, marine de guerre prussienne 1852, capitaine de corvette (all. *Korvettenkapitän*), *Kapitän zur See* 1856, commandant du SMS Thetis 1856-1859, expédition Eulenburg 1859-1862, contre-amiral (all. *Konteradmiral*) 1863

56 EBERSTEIN, Bernd, *Preußen und China, Eine Geschichte schwieriger Beziehungen*, Duncker & Humblot, Berlin, 2007, pp. 173-174

57 HEROLD, Heiko, *Deutsche Kolonial- und Wirtschaftspolitik in China 1840 bis 1914, unter besonderer Berücksichtigung der Marinekolonie Kiautschou*, Ozeanverlag Herold, Köln, 2004, p. 20 ; EBERSTEIN, Bernd, *Preußen und China, Eine Geschichte schwieriger Beziehungen*, Duncker & Humblot, Berlin, 2007, pp. 175

58 RATENHOF, Udo, *Die Chinapolitik des deutschen Reiches, 1871 bis 1945*, Boppard am Rhein, H. Boldt, 1987, p. 49

Russie), hormises la Suède-et-Norvège, qui obtient le droit de commerce et de résidence, l'extraterritorialité, et la clause de la nation la plus favorisée en matière commerciale, en 1847, et la Belgique, qui doit se contenter d'une lettre impériale permettant aux sujets belges de commercer dans le pays en 1845.

La flotille prussienne comprend la corvette Arcona, la frégate Thetis, le vaisseau de transport Elbe ainsi que la goélette Frauenlob. Cette dernière coule lors d'un typhon près de Yokohama, entraînant la mort des quarante-sept hommes à bord. Des négociations difficiles d'une durée de cinq mois n'aboutissent qu'à la signature d'un traité entre le Japon et la Prusse (et non le *Zollverein*) le 24 janvier 1861. Elles ne sont pas plus aisées en Chine. Le traité sino-allemand n'est conclu que grâce à la menace de se rendre à Beijing (au lieu de Tianjin) pour y mener les négociations, ainsi qu'au soutien de la France⁵⁹. Un dernier traité est signé avec le Siam le 7 février 1862.

59 MORSE, Hosea Ballou, *The International Relations of the Chinese Empire*, Tome 2 : *The Period of Submission, 1861-1893*, London & New York, Longmans, Green & Co., 1918, p. 51, RATENHOF, Udo, *Die Chinapolitik des deutschen Reiches, 1871 bis 1945*, Boppard am Rhein, H. Boldt, 1987, p. 38

e- Le traité sino-allemand de Tianjin, 1861⁶⁰

Les négociations sont difficiles. Les Chinois n'ont aucune intention de signer un traité supplémentaire, avec une puissance étrangère inconnue d'eux. Si un traité est finalement signé, après de longs mois de refus et d'hésitations, c'est en partie en raison de la menace de Eulenburg de se rendre en personne à Beijing, et en partie en raison du soutien de la France – le comte Kleczkowski, secrétaire et interprète du ministre de France, joue un « rôle important »⁶¹.

L'article II, permettant au roi de Prusse d'accréditer un ministre près la cour de Beijing, est celui contre lequel se sont focalisées les résistances chinoises. Il est complété par un article séparé qui en repousse l'exécution à au moins cinq ans, « en raison des troubles qui désolent actuellement la Chine ». En juin 1863, le prince von Sayn-Wittgenstein consulte ses collègues sur l'opportunité d'établir une légation prussienne à Beijing, l'article séparé faisant évidemment références au mouvement des Taipings, qui à cette date est réprimé par le pouvoir central. Ceux-ci lui conseillent d'attendre que les Chinois en fassent eux-même la demande. En mai 1864, c'est Guido von Rehfues⁶², nouveau ministre-résident à Shanghai, qui se rend à Beijing dans la même intention, mais il doit s'en retourner dans le port ouvert de Chine centrale sans que sa visite officielle ne lui ait été rendue⁶³.

Par l'article IV, Eulenburg obtient le droit de nommer des consuls pour les *États allemands contractants*, et non uniquement pour la Prusse, privilège cependant non mis en pratique par les villes hanséatiques⁶⁴. L'article VI accorde au sujets allemands le droit de commercer et de résider dans les ports ouverts chinois. L'article X protège les chrétiens et les missionnaires. L'article XV accorde aux États allemands la clause de la nation la plus favorisée, en ce qui concerne les droits de douane ; cette clause est étendue dans l'article XL à « tous les privilèges, immunités et avantages qui ont été accordés ou seront concédés dorénavant » aux sujets d'une autre nation. Les articles XXXVIII et XXXIX accordent le privilège de l'extraterritorialité aux sujets allemands en Chine.

Le traité sino-allemand de 1861 met donc sur le même pied les États allemands du *Zollverein* dont la Prusse, les villes hanséatiques et les deux Mecklembourgs, ainsi que la France, les États-Unis, la Grande-Bretagne et la Russie, et leur donne tous les outils de l'impérialisme en Chine, dix ans avant l'unification. C'est en particulier une victoire pour la Prusse, qui affirme ainsi

60 cf. annexe n° 28

61 CORDIER, Henri, *Histoire des relations de la Chine avec les puissances occidentales*, Paris, F. Alcan, 1901-1902, vol. 1, pp. 134-141 ; GÉRARD, Auguste, *Ma mission en Chine (1893-1897)*, Plon, Paris, 1918, p. 93 ; EBERSTEIN, Bernd, *Preußen und China, Eine Geschichte schwieriger Beziehungen*, Duncker & Humblot, Berlin, 2007, pp. 177-200

62 Guido Ludwig von Rehfues, né à Bonn le 29 mars 1818, décédé à Baden le 27 juin 1894, consul général de Prusse à Shanghai et ministre-résident en Chine, au Japon et au Siam 1864-1873

63 MORSE, Hosea Ballou, *The International Relations of the Chinese Empire*, Tome 2 : *The Period of Submission, 1861-1893*, London & New York, Longmans, Green & Co., 1918, p. 116

64 RATENHOF, Udo, *Die Chinapolitik des deutschen Reiches, 1871 bis 1945*, Boppard am Rhein, H. Boldt, 1987, p. 46

son rôle de meneuse en Allemagne⁶⁵.

f- L'extraterritorialité

Mais quels sont ces outils de l'impérialisme, dans le détail ? L'extraterritorialité est en particulier une notion qui, comme les autres droits et privilèges étrangers en Chine, a évolué et changé de nature depuis le traité de Nanjing. Elle est d'abord née d'une négation pure et simple de la souveraineté territoriale de la Chine, lorsqu'en 1833 le Royaume-Uni s'arroge la juridiction sur toutes les affaires maritimes ou criminelles concernant les Britanniques de Guangzhou. Suite à la guerre de l'opium et puisque cette prétention s'appuie désormais sur un traité bilatéral, elle est étendue aux ports ouverts de Chine (1843). En 1844, le traité sino-américain, en obtenant le même privilège, place lui les citoyens américains sous la juridiction américaine, pour être jugés par leurs autorités, en tout ce qui concerne les droits de la propriété ou de la personne. Enfin, plus tard la même année, le traité franco-chinois de Huangpu – qui est d'abord un effet de l'amitié chinoise pour les marchands français, donne dans son article XXVIII la définition de ce qu'est l'extraterritorialité pour les sujets des « nations à traité », à savoir : « Les Français qui se trouveront dans les cinq ports dépendront également, pour toutes les difficultés ou les contestations qui pourraient s'élever entre eux, de la juridiction française. » Cette clause est ensuite reproduite dans tous les autres traités bilatéraux entre Chine et puissances étrangères souhaitant jouir de ce privilège, dont la Prusse en 1861, et les autres nations à traité s'en réclament au titre de la « clause de la nation la plus favorisée ». Il est de plus tacitement compris que, si les étrangers ne peuvent *en principe* résider que dans les ports ouverts, ils n'en renoncent pas pour autant à leur privilège d'extraterritorialité lorsque, par des circonstances « exceptionnelles » mais dans les faits de plus en plus fréquentes, ils résident en dehors de ces ports.

Cette clause divise les différents justiciables en trois catégories principales, faisant ainsi écho à l'analyse de Sun Yat-Sen sur la situation hypocotoniale de la Chine⁶⁶, à savoir : les étrangers des nations à traité, les étrangers des nations sans traité, et enfin les Chinois eux-mêmes. La deuxième catégorie est la plus ardue à étudier, et nous tentons de le faire de façon plus étendue dans notre étude de la « protection »⁶⁷. Il suffit ici de dire que, s'ils devraient être *de jure* sur le même pied que les Chinois eux-mêmes, ce n'est dans les faits que rarement le cas. Dans tous les cas où un étranger est accusé, que cela soit par un compatriote, par un étranger d'une autre nationalité, ou par un Chinois, il est justiciable de la justice de son pays, c'est-à-dire de son consul le plus proche, qui

65 VAN BRIESSEN, Fritz, *Grundzüge der deutsch-chinesischen Beziehungen*, Darmstadt, 1977, p. 33 ; Pour la position de la Prusse vis-à-vis des autres puissances étrangères, et le degré de réciprocité des différents traités bilatéraux, cf. pp. 48-50

66 cf. p. 4

67 cf. pp. 146-148

doit juger l'affaire d'après la loi du pays qu'il représente. Néanmoins, lorsqu'un Chinois est accusé par un étranger d'une nation à traité, il est alors justiciable des tribunaux de son pays. Par ailleurs, la Chine se désintéresse des différends entre étrangers.

Le système des concessions étrangères brouille cependant les lignes. Il existe des doutes sur la juridiction des cours consulaires des puissances concessionnaires concernant les étrangers à traité ne relevant pas de ladite puissance, et qui seraient résidents d'une concession. On y obvie le plus généralement en demandant aux résidents de signer une déclaration selon laquelle ils se placent sous la juridiction de la puissance concessionnaire, dès lors qu'il y a contravention aux règlements de la concession elle-même. Les autorités britanniques n'ont cependant jamais reconnu ce système, et ont notoirement demandé à leurs ressortissants de ne pas signer de telles déclarations. Ce qui est certain, par contre, c'est que les Chinois résidant dans les concessions sont, à la fois justiciables des cours consulaires, en ce qui concernent les règlements spécifiques de ces territoires, et de leurs propres tribunaux, dans tous les autres cas. Il est vrai que depuis 1898 et la Réforme des Cent Jours⁶⁸, les autorités concessionnaires se réservent le droit de vérifier la validité des plaintes où un résident chinois de leur concession serait défendeur, ce qui place ces résidents chinois dans une sorte de statut baroque, entre la protection (alors que les concessions sont des territoires chinois, et théoriquement non-coloniaux) et la juridiction chinoise. Si la raison en est d'abord la volonté de soustraire les partisans de Kang Youwei aux persécutions de l'impératrice douairière Cixi, il n'en reste pas moins que le précédent, devenu droit coutumier, est ensuite revendiqué comme la base d'une sorte de droit d'asile – pourtant inexistant légalement, droit défendu avec plus ou moins de verve par tel ou tel, en fonction des circonstances du moment⁶⁹.

Notons que la nature extraordinaire – et personnelle – de ce privilège provoque de nombreuses aberrations et en limitent la portée. C'est ainsi que Hosea Ballou Morse rapporte à titre d'exemple le cas où un Américain et un Norvégien se sont rendus coupables de vol sur un navire danois. La question est d'abord portée devant la cour consulaire danoise qui se déclare incompétente en raison de la nationalité des accusés. Les cours consulaires américaine et norvégienne, elles, se déclarent à leur tour incompétentes en raison de la nationalité du navire... Le consul de Danemark décide d'abord que la question doit être portée devant les tribunaux métropolitains, avant de prendre une décision « dans l'intérêt de la justice », à savoir la condamnation des deux voleurs à de légères

68 cf. p. 111

69 BAUDEZ, Marcel, *Essai sur la condition juridique des étrangers en Chine*, A. Pedone, Paris, 1913, pp. 54-193 ; WOODHEAD, H.G.W., MONTAGUE BELL, H.T., *The China Year Book 1914*, London, George Routledge & Sons, 1914, pp. 457-459 ; WILLOUGHBY, Westel W., *Foreign Rights and Interests in China*, Baltimore, 1920, pp. 23-26 ; BAU, Mingchien Joshua, *The Foreign Relations of China, A History and A Survey*, Fleming H. Revell Company, London & Edinburgh, 1921, pp. 285-299

peines de prison⁷⁰.

g- La clause de la nation la plus favorisée

Un autre outil important est la « clause de la nation la plus favorisée ». Cette clause, qui existe bien sûr ailleurs que dans les traités réglant les relations entre la Chine et les puissances étrangères, n'a cependant jamais été poussée aussi loin dans ses conséquences funestes que dans ce cas précis, jusqu'à devenir l'outil privilégié de la progression de l'impérialisme étranger en Chine, et de la restriction toujours plus sensible de sa souveraineté. Son origine est à chercher, là encore, dans le traité supplémentaire sino-britannique de 1843. Étant alors entendu que le droit de résidence et de commerce accordé aux sujets britanniques dans les ports ouverts de Chine serait étendu à tous les étrangers, sans préjudice de nationalité, le Royaume-Uni se réserve le droit de participer à tous les « privilèges et immunités » éventuellement obtenus, à l'avenir, par d'autres nations. La clause est reproduite, à quelques nuances près, dans le traité sino-américain de 1844. Notons immédiatement ici un problème qui touche à la forme, et non au fond, ces différentes clauses étant traduites, en langue chinoise, par les caractères désignant « celle des femmes à qui l'époux, dans les relations conjugales, donne les marques de sympathie les plus fréquentes »⁷¹, c'est-à-dire la *favorite*, mot d'une portée immorale et choquante qu'on imagine, et qui explique en partie la forte opposition chinoise à ces dispositions.

La clause est de plus formulée de façon suffisamment vague, de façon à ce que les puissances étrangères concernées en réclament l'application la plus large, et la Chine, la plus usuelle, c'est-à-dire limitée aux questions de navigation et de commerce. La France, qui en 1844 accède à cette clause *explicitement* en ce qui concerne seulement le commerce et la navigation, lui donne toute sa portée terrible dans le traité de Tianjin signé avec la Chine en 1858, à savoir qu'elle réclame le bénéfice de tous les « droits, privilèges, immunités et garanties quelconques » accordés aux autres nations, ainsi que ceux qui leur seront accordés à l'avenir, tout en refusant de se soumettre aux conditions éventuellement imposées par la Chine aux nations étrangères dans la première occurrence de ces droits et privilèges – notamment, mais non uniquement, d'ordre politique. On voit le danger que cette clause fait désormais courir à la souveraineté de la Chine, ainsi que la communauté d'intérêts dans la prédation des puissances étrangères, intéressées à soutenir les prétentions de toutes les autres puissances, afin d'en bénéficier à leur tour.

La formulation française est en effet celle qui est adoptée dans la grande majorité des traités

70 MORSE, Hosea Ballou, *The International Relations of the Chinese Empire*, vol. 3, London & New York, Longmans, Green & Co., 1918, pp. 129-134

71 DE LAPRADELLE, « La question chinoise », *Revue de droit international public*, vol. XI (1902), p. 101, cité in SOULIÉ, Georges, *les Droits conventionnels des étrangers en Chine*, Paris, Léon Tenin, 1916, p. 10

bilatéraux après 1858. On peut néanmoins considérer qu'il existe, même après cette date, plusieurs catégories de puissances, dans l'extension de leurs droits : celles d'abord qui étendent de façon très large l'application de la clause (telles que la France après 1858), et celles, telles que la France entre 1844 et 1858, qui se limitent à leur application aux questions commerciales et de navigation ; il y a ensuite celles qui refusent toute conditionnalité à leurs prétentions à bénéficier des avantages concédés à une autre puissance, et celles qui, expressément, l'acceptent ; il y a enfin celles, rares, qui prévoient une certaine forme de réciprocité dans l'application de cette clause, et toutes les autres. La Prusse, en 1861, suit d'abord l'exemple français, obtenant de la clause une application large et inconditionnelle, sans réciprocité. Néanmoins, lors de la signature de la convention supplémentaire de 1880, qui serait anecdotique sans cela dans les avancées qu'il permet à la cause de la présence allemande en Chine, elle accepte de rendre conditionnelle l'application de la clause, prenant ainsi une position *a priori* moins agressive⁷². On comprend néanmoins que la Prusse à partir de 1861, puis son État successeur, l'empire d'Allemagne, s'est adjoint un outil puissant pour une éventuelle politique impérialiste active, s'associant non seulement à tous les droits et privilèges obtenus jusqu'alors par le Royaume-Uni, les États-Unis, la France, la Russie, mais aussi la Suède-et-Norvège, et surtout à tous ceux qui seront obtenus, après 1861, par les puissances étrangères quelles qu'elles soient⁷³.

72 cf. annexe n° 29

73 SOULIÉ, Georges, *les Droits conventionnels des étrangers en Chine*, Paris, Léon Tenin, 1916, pp. 8-12 ; WILLOUGHBY, Westel W., *Foreign Rights and Interests in China*, Baltimore, 1920, pp. 8-12 ; BAU, Mingchien Joshua, *The Foreign Relations of China, A History and A Survey*, Fleming H. Revell Company, London & Edinburgh, 1921, pp. 351-368

h- L'ère Bismarck, 1862-1890

Otto Eduard Leopold von Bismarck⁷⁴, diplomate prussien au parlement de Frankfurt depuis 1851, puis ministre à Sankt Peterburg en 1859 et à Paris en 1862, devient la même année ministre-président et ministre des affaires étrangères de Prusse. Dans les neuf premières années de sa mandature ont lieu la guerre germano-danoise de 1864, la guerre austro-prussienne en 1866, et la guerre franco-allemande en 1870. Il est alors absorbé par sa tâche d'unification de la « petite Allemagne » (solution petite-allemande, all. *kleindeutsche Lösung*) sous la houlette prussienne, qui aboutit en 1866 par la fondation de la Confédération d'Allemagne du Nord, puis en 1871 par la proclamation de l'Empire d'Allemagne⁷⁵.

Dès son arrivée au pouvoir, il s'oppose à toute politique coloniale ou maritime indépendante en Asie, qu'il sacrifie de façon à assurer la position européenne de la Prusse et de l'Allemagne du Nord. La faiblesse du commerce allemand dans la région à cette période et le manque de moyens militaires suffisants sont des facteurs secondaires de la stagnation de la position prussienne en Chine. Le futur amiral Reinhold Werner, qui publie en 1863 un compte-rendu de l'expédition prussienne en Chine, au Japon et au Siam, estime que le traité conclu avec la Chine est « une illusion » sans la présence d'une escadre prussienne qui permette d'inspirer le respect pour le drapeau allemand. La confédération ne loue cependant un terrain à Yokohama afin d'y installer un dépôt de marine qu'en 1867, expérience qui n'est pas prolongée sous l'empire. De même, seules deux corvettes sont envoyés dans les eaux chinoises, en 1869, les SMS Herta et SMS Medusa, avec la mission de défendre les intérêts allemands sur une zone s'étendant des îles Kouriles à Singapore. Un seul navire de guerre les ont précédées en 1863, rapatrié l'année suivante en raison de la guerre contre le Danemark. Bismarck n'utilise d'ailleurs cette flotille qu'en coopération avec les autres grandes puissances européennes, notamment dans la lutte contre la piraterie. La légation prussienne à Beijing, instituée à l'expiration du délai de cinq années, n'est elle occupée que de questions commerciales⁷⁶.

Le prince Adalbert de Prusse, à la tête de la marine prussienne, donne déjà la mission à Eulenburg, dans ce qui va devenir une constante de la politique asiatique de l'Allemagne jusqu'en 1898, de chercher un point d'appui sur la côte de Chine afin d'y installer une station navale. Les

74 Otto Eduard Leopold comte, *puis* prince von Bismarck(-Schönhausen), duc zu Lauenburg, né le 1^{er} avril 1815 à Schönhausen, décédé le 30 juillet 1898 à Friedrichsruh, ministre président de Prusse 1862-1873 et 1873-1890, ministre prussien des affaires étrangères 1862-1890, comte 1865, chancelier de la Confédération de l'Allemagne du Nord 1867-1870, chancelier de l'Empire allemand 1871-1890, prince 1871, duc zu Lauenburg 1890

75 cf. pp. 14-15, 45-47

76 FABRITZEK, Uwe G., *Gelber Drache – Schwarzer Adler, Geschichte der deutsch-chinesischen Beziehungen*, München, 1973, p. 16 ; RATENHOF, Udo, *Die Chinapolitik des deutschen Reiches, 1871 bis 1945*, Boppard am Rhein, H. Boldt, 1987, pp. 45, 69, 90 ; HEROLD, Heiko, *Deutsche Kolonial- und Wirtschaftspolitik in China 1840 bis 1914, unter besonderer Berücksichtigung der Marinekolonie Kiautschou*, Ozeanverlag Herold, Köln, 2004, pp. 23-25

ports envisagés auraient été soit Jilong, sur l'île de Taiwan, soit Wenzhou, dans le Zhejiang. Ces revendications sont cependant abandonnées en raison de la difficulté des négociations et de l'impossibilité de contraindre la Chine par la force militaire, malgré le soutien que propose la France à une entreprise coloniale allemande. En 1867, Max von Brandt⁷⁷, premier ministre d'Allemagne à Beijing, propose d'annexer l'île de Taiwan, qui doit devenir le cœur d'un Java à la prussienne. C'est ensuite Ferdinand von Richthofen⁷⁸, en 1869-1870, géographe ayant participé à l'expédition Eulenburg de 1859-1862, qui propose l'acquisition dans ce but des îles Zhoushan, au sud de Shanghai. La défaite française en 1870 voit la marine allemande convoiter Sàì Gòn⁷⁹. En 1872, Brandt conseille de s'adjuger Amoy. Enfin, Gustav Detring⁸⁰, conseiller allemand de Li Hongzhang⁸¹, propose un point sur la côte du Zhejiang. Tous ces projets rencontrent cependant l'opposition du chancelier Bismarck⁸².

Si la fondation de l'empire permet, dans un premier temps, une amélioration sensible de la situation du commerce allemand en Chine, les années 1870 sont en réalité difficiles pour les Allemands de Chine. En ce qui concerne les échanges commerciaux comme la navigation sous pavillon étranger, le Royaume-Uni est en position de quasi-monopole. Hors, la situation politique en Europe est suffisamment précaire pour l'existence-même de la nouvelle Allemagne unifiée pour ne pas pousser le gouvernement dans la voie, ni du colonialisme, ni même des subventions aux entreprises.

77 Max August Scipio von Brandt, né le 8 octobre 1835 à Berlin, décédé le 24 mars 1920 à Weimar, officier prussien, participe à l'expédition Eulenburg, ministre-résident à Tôkyô 1872, à Beijing 1875-1893 ; cf. VON BRANDT, Max, *Aus dem Lande des Zopfes*, 1894 ; *id.*, *Sittenbilder aus China*, 1895 ; *id.*, *Ostasiatische Fragen*, 1897 ; *id.*, *Drei Jahre ostasiatischer Politik*, 1897 ; *id.*, *Die chinesische Philosophie und der Staatsconfucianismus*, 1898 ; *id.*, *Zeitfragen*, 1900 ; *id.*, *Dreiunddreissig Jahre in Ostasien*, 1901 ; *id.*, *Die Zukunft Ostasiens*, 1903 ; *id.*, *Der Chinese, wie er sich selbst sieht und schildert*, 1911

78 Ferdinand Paul Wilhelm Dieprand baron von Richthofen, né le 5 mai 1833 à Carlsruhe (auj. Pokój), décédé le 6 octobre 1906 à Berlin, étudie les sciences naturelles à Breslau (auj. Wrocław) et Berlin, participe à l'expédition Eulenburg 1859-1862, étudie la géomorphologie des provinces chinoises 1868-1872, professeur de géographie à l'université de Bonn 1879, Leipzig 1883, Berlin 1886 ; cf. VON RICHTHOFEN, Ferdinand, *China, Ergebnisse eigener Reisen und darauf gegründeter Studien*, 1877-1911 ; *id.*, *Führer für Forschungsreisende*, 1886 ; *id.*, *Geomorphologische Studien aus Ostasien*, 1901-1903 ; *id.*, *Schantung und seine Eingangspforte Kiautschou*, 1898 ; *id.*, *Tagebücher aus China*, 1907

79 Auj. Thành phố Hồ Chí Minh

80 Gustav Adolf Ferdinand Detring, né à Jülich le 28 décembre 1842, décédé le 4 janvier 1913, en Chine 1865, directeur des douanes maritimes à Yantai 1875, à Tianjin 1877-1905, conseiller de Li Hongzhang 1878-1901, il a longtemps été président du conseil municipal de la concession britannique de Tianjin ; cf. SCHMIDT, Vera, *Aufgabe und Einfluß der europäischen Berater in China : Gustav Detring (1842 - 1913) im Dienste Li Hung-changs*, Wiesbaden, Harassowitz, 1984

81 Li Hongzhang, 李鴻章, né le 15 février 1823 à Qunzhi, décédé le 7 novembre 1901 à Beijing, vice-roi de Huguang (Hubei et Hunan) 1867-1870, vice-roi du Zhili 1871-1895, vice-roi des deux Guang (Guangxi et Guangzhou) 1899-1900

82 SHUKOW, Evgenij M., *Die internationalen Beziehungen im Fernen Osten (1870-1945)*, Berlin (est), 1955, p. 48 ; VAN BRIESEN, Fritz, *Grundzüge der deutsch-chinesischen Beziehungen*, Darmstadt, 1977, pp. 33-34 ; FABRITZEK, Uwe G., *Gelber Drache – Schwarzer Adler, Geschichte der deutsch-chinesischen Beziehungen*, München, 1973, p. 15 ; RATENHOF, Udo, *Die Chinapolitik des deutschen Reiches, 1871 bis 1945*, Boppard am Rhein, H. Boldt, 1987, pp. 38, 44-45, 90-92 ; HEROLD, Heiko, *Deutsche Kolonial- und Wirtschaftspolitik in China 1840 bis 1914, unter besonderer Berücksichtigung der Marinekolonie Kiautschou*, Ozeanverlag Herold, Köln, 2004, pp. 21-23

Dès 1872, une ligne de navigation directe et régulière est ouverte entre l'Allemagne et la Chine, la ligne Kingsin. Cependant, les navires sous pavillon allemand ne représentent qu'environ 5 % de la navigation étrangère dans les ports chinois à la fin des années 1870. Les entreprises allemandes préfèrent en effet continuer à expédier leurs marchandises par l'intermédiaire des ports néerlandais, belges ou britanniques, voire même de New York, de manière à rester concurrentielles en Chine. La deutsche Bank, qui s'installe dès 1870 à Shanghai et Yokohama, doit fermer ces filiales en 1875. Les commerçants allemands doivent donc s'appuyer sur la Hongkong & Shanghai Bank britannique. Bien que Li Hongzhang se renseigne dès 1876 sur la possibilité pour la Chine de contracter un prêt auprès de banques allemandes, le projet échoue lui-aussi en raison du manque de connaissance des conditions auxquelles un tel prêt aurait pu se conclure. Enfin, si des négociations pour réviser le traité de 1861 débutent dès 1872 – comme c'est prévu par le traité sino-allemand de Tianjin – elles échouent faute de volonté politique. Bismarck n'est pas prêt à soutenir par la force des armes des intérêts allemands très limités, qui permettent à l'Allemagne une attitude mesurée et conciliante sur le modèle américain. Par ailleurs, il s'agit pour le chancelier allemand de ne pas antagoniser les puissances impérialistes traditionnelles en Chine, et en premier lieu le Royaume-Uni. La convention supplémentaire, signée en 1880 seulement, n'apporte ainsi pas d'avantage significatif, hormis un abaissement des droits de douanes pour le charbon chinois ; les négociations sont longues et difficiles, malgré le soutien renouvelé de la France. Le ministre d'Allemagne à Beijing n'obtient ainsi aucune audience auprès de l'empereur de Chine avant 1901⁸³.

Après des premiers essais peu significatifs dans les années 1860, la victoire sur la France marque les débuts d'une exportation de masse de matériel militaire allemand vers la Chine, notamment l'artillerie Krupp et les armes de poing Mauser. Malgré un climat d'abord très concurrentiel, pas moins de cent quatre-vingt-onze canons Krupp sont ainsi livrés à Tianjin, Jinan, Guangzhou et Shanghai entre 1871 et 1873. Li Hongzhang est lui prêt, dès 1873, à envisager l'installation d'usines Krupp sur le territoire chinois. Cent trente-six des quatre cent trois canons étrangers livrés à Shanghai en 1875 proviennent de la firme de Essen. À Guangzhou, celle-ci livre plus de canons que les États-Unis, la France et le Royaume-Uni ensemble. Les exportations de matériel militaire représentent par ailleurs la grande majorité des marchandises allemandes livrées en Chine pendant la décennie⁸⁴.

83 CORDIER, Henri, *Histoire des relations de la Chine avec les puissances occidentales*, Paris, F. Alcan, 1901-1902, vol. 2, pp. 148-160 ; VAN BRIESSEN, Fritz, *Grundzüge der deutsch-chinesischen Beziehungen*, Darmstadt, 1977, p. 37 ; RATENHOF, Udo, *Die Chinapolitik des deutschen Reiches, 1871 bis 1945*, Boppard am Rhein, H. Boldt, 1987, pp. 63-69 ; HEROLD, Heiko, *Deutsche Kolonial- und Wirtschaftspolitik in China 1840 bis 1914, unter besonderer Berücksichtigung der Marinekolonie Kiautschou*, Ozeanverlag Herold, Köln, 2004, p. 27

84 RATENHOF, Udo, *Die Chinapolitik des deutschen Reiches, 1871 bis 1945*, Boppard am Rhein, H. Boldt, 1987, pp. 77-82

Durant les années 1880, l'Allemagne poursuit deux politiques opposées en Chine. Bismarck, d'une part, souhaite toujours profiter de la petitesse des intérêts allemands dans le pays pour ne pas avoir à adopter une attitude trop agressive, et se présenter comme l'ami de la Chine, en particulier dans un contexte de tensions croissantes avec la France sur la question de l'Annam. Le chancelier allemand n'est d'ailleurs pas mécontent de voir le voisin français s'investir ainsi dans une aventure coloniale en Asie. Le ministre allemand à Beijing, Brandt, au contraire, souhaite affirmer la puissance et le prestige de l'Allemagne par une politique impérialiste. L'escadre en Asie de l'Est, malgré une stricte neutralité de l'Allemagne dans le conflit franco-chinois, sert ainsi à contraindre la Chine dans divers conflits à Amoy et Shantou, sur les instructions de Brandt, lorsque Bismarck souhaite maintenir une présence permanente dans un but de coopération et non de confrontation. Il s'agit surtout pour ce dernier d'affirmer une égalité de statut avec les puissances impériales en Chine⁸⁵.

Cette décennie est aussi marquée par l'envoi en Chine de conseillers et d'instructeurs, principalement des officiers et des ingénieurs, suite logique de l'importance prise sur le marché chinois des importations de matériel militaire allemand. Parallèlement, des sous-officiers chinois sont envoyés en Allemagne par Li Hongzhang pour y poursuivre une formation militaire. Parmi ces conseillers, les plus célèbres sont probablement Gustav Detring et Constantin von Hanneken⁸⁶, au service du même Li Hongzhang. Ce dernier réorganise la marine chinoise, et supervise la construction des forts de Lüshunkou (futur Port-Artur). Dix-neuf des quarante-trois instructeurs étrangers en Chine sont de nationalité allemande en 1885⁸⁷.

Les entreprises allemandes soutiennent, elles, leurs efforts contre l'oligopole britannique, dans un contexte de libre échange, en particulier en ce qui concerne la chimie et les métaux. Les années 1880 leur apportent de nouvelles armes, à commencer par l'ouverture de lignes directes et subventionnées entre l'Allemagne et la Chine. Le gouvernement allemand s'engage à prendre en charge un tiers des coûts occasionnés par la nouvelle ligne régulière de vapeurs ouverte par le norddeutscher Lloyd en 1885. Quinze vapeurs doivent naviguer sur l'itinéraire. L'année suivante est fondé à Shanghai l'ostasiatischer Lloyd. Le journal germanophone est le principal vecteur des

85 VAN BRIESSEN, Fritz, *Grundzüge der deutsch-chinesischen Beziehungen*, Darmstadt, 1977, pp. 41-43 ; RATENHOF, Udo, *Die Chinapolitik des deutschen Reiches, 1871 bis 1945*, Boppard am Rhein, H. Boldt, 1987, p. 93

86 Général Constantin von Hanneken, né en 1854, décédé le 12 mars 1925 à Tianjin, conseiller militaire de Li Hongzhang 1878 ; cf. VON HANNEKEN, Constantin, *Briefe aus China*, Köln, Böhlau, 1998 ; MAK, Ricardo King Sang, « Western Advisers and Late Qing Chinese Military Modernization: A Case Study of Constantin von Hanneken (1854-1925) », *The Journal of Northeast Asian History*, vol. 10, n° 2 (hiver 2013), pp. 47-70 ; WANG, Yi, *Constantin von Hanneken in China, 1879-1925*, Röhrig Universitätsverlag, 2015

87 VAN BRIESSEN, Fritz, *Grundzüge der deutsch-chinesischen Beziehungen*, Darmstadt, 1977, pp. 35-37 ; RATENHOF, Udo, *Die Chinapolitik des deutschen Reiches, 1871 bis 1945*, Boppard am Rhein, H. Boldt, 1987, pp. 112-115 ; HEROLD, Heiko, *Deutsche Kolonial- und Wirtschaftspolitik in China 1840 bis 1914, unter besonderer Berücksichtigung der Marinekolonie Kiautschou*, Ozeanverlag Herold, Köln, 2004, p. 27

intérêts allemands en Chine jusqu'en 1917⁸⁸. Enfin, la deutsche Bank est de retour en Chine en 1889 au travers de la deutsch-asiatische Bank, un consortium auquel adhèrent entre autres la Disconto-Gesellschaft et la Preußische Seehandlung. Son capital est alors de cinq millions de taëls. La fondation de cette banque sino-allemande donne aux entreprises allemandes une certaine indépendance vis-à-vis des intérêts britanniques et de la Hongkong & Shanghai Bank, leur donne un accès plus simple au crédit, facilite le commerce des armes ainsi que la participation allemandes aux prêts accordés à la Chine⁸⁹.

88 cf. pp. 130-132

89 MÜLLER-JABUSCH, Maximilian, *Fünfzig Jahre Deutsch-Asiatische Bank 1890-1939*, Berlin, 1940 ; VAN BRIESSEN, Fritz, *Grundzüge der deutsch-chinesischen Beziehungen*, Darmstadt, 1977, p. 44 ; RATENHOF, Udo, *Die Chinapolitik des deutschen Reiches, 1871 bis 1945*, Boppard am Rhein, H. Boldt, 1987, pp. 106, 109-111

i- Les premiers pas du colonialisme allemand, 1884-1899

La Prusse n'est ni une puissance maritime, ni une puissance coloniale. Quelques essais précèdent dans ce domaine l'unification allemande, sans grand succès. Dans l'actuel Ghana, la compagnie africaine brandebourgeoise (all. *brandenburgisch-afrikanische Kompagnie*) fonde en 1682 la Côte de l'Or brandebourgeoise (all. *brandenburgische Goldküste*), puis prussienne. Celle-ci consiste de trois établissements, Fort Brandenburg, aussi connu sous le nom de Fort Groß Friedrichsburg⁹⁰, Fort Dorothea et Fort Louise. La colonie fait banqueroute en 1711, puis est vendue aux Pays-Bas en 1717-1720. Un protectorat est établi en 1685 sur l'île d'Arguin (actuelle Mauritanie), mais conquis par la France en 1721. Enfin, le Brandebourg possède, de 1689 à 1693, l'île de Vieques (all. *Krabbeninsel*, dans les îles Vierges espagnoles, auj. rattachées à Puerto Rico).

Après l'unification, le chancelier Bismarck ne souhaite pas encourager la formation d'un empire colonial allemand. Des colonies, une politique d'aventures lointaines affaiblirait en effet sa politique européenne, d'alliances et d'isolement de la France. Le chancelier y voit surtout une source de conflits inutiles et qualifie d'illusions les espoirs qu'une expansion coloniale favoriserait le commerce et l'industrie en métropole. Ce sont donc d'abord des initiatives privées, malgré le changement d'orientation politique de 1884-1885, dû au succès en Allemagne du parti colonialiste et de la Grande Dépression⁹¹ (1873-1896, all. *Große Depression*).

L'Afrique du Sud-Ouest allemande (all. *Deutsch-Südwestafrika*, actuelle Namibie) trouve son origine dans la signature par un marchand brêmeois, Adolf Lüderitz, de deux traités successifs avec le chef des Namas, !Khorebeb-!Naixab (aussi connu sous le nom de Josef Frederiks II) en 1883. Ce Lüderitzland obtient le statut de protectorat allemand l'année suivante. La colonie allemande du Togo se forme progressivement entre 1884 et 1890, par la signature de traités de protectorat sur Baguida, Lomé, Togoville, puis sur Porto Seguro⁹² (1884), l'annexion de Aného par un accord avec la France (1885), puis la fondation de Bismarckburg (près de Yégué, 1888). La colonie du Cameroun (all. *Kamerun*) est elle créée par un traité de protectorat signé en 1884 – tout comme ceux dans le Togo – par Gustav Nachtigal, consul d'Allemagne à Tunis, et dépêché spécialement dans ce but par Bismarck en Afrique de l'ouest. Certaines revendications allemandes dans la région sont cependant abandonnées au profit de la France et du Royaume-Uni entre 1884 et 1886. Enfin, l'Afrique de l'Est allemande (all. *Deutsch Ostafrika*) est formée à la fin de 1884 par la signature de traités de protectorat sur l'actuelle Tanzanie continentale (sans le sultanat de Zanzibar) par Carl Peters de la Société pour la colonisation allemande (all. *Gesellschaft für deutsche Kolonisation*). Elle obtient le statut de protectorat allemand l'année suivante. C'est ainsi qu'entre

90 Auj. Princes Town ou Pokesu.

91 Le phénomène est qualifié en allemand de *Depressionsimperialismus*.

92 Auj. Agbodrafo

1883 et 1886 se forment les quatre colonies que l'Allemagne possède en Afrique en 1914.

Dans l'océan Pacifique, les ambitions allemandes ne sont guère plus anciennes. L'Allemagne s'intéresse aux îles Samoa dès 1879, soutenant, de même que les États-Unis et le Royaume-Uni, divers prétendants au trône. Les îles, formellement indépendantes, sont administrées conjointement par les trois puissances occidentales de 1889 à 1899, puis partagées entre Américains et Allemands en 1900, ces derniers occupant les Samoa occidentales (actuelles Samoa indépendantes). Suite à certains conflits commerciaux avec les marchands australiens, l'Allemagne s'adjuge aussi, en 1884, la Terre de l'Empereur Guillaume (all. *Kaiser-Wilhelms-Land*) et l'archipel Bismarck, formant à eux deux la Nouvelle-Guinée allemande⁹³ (all. *Deutsch-Neuguinea*). Par annexions et rachats successifs, cette colonie s'augmente des îles Marshall et des îles Salomon du Nord (auj. Bougainville) en 1885, de Nauru en 1888, des îles Palao (all. *Palau*), des îles Carolines (all. *Karolinen*) et des îles Mariannes du Nord (all. *Marianen*) en 1899. Lorsque l'Allemagne prend pied en Chine, c'est au milieu de ce grand bouleversement : l'essentiel de son empire colonial est donc déjà sur pied, mais de date très récente⁹⁴.

93 Soit la moitié nord de l'actuelle Papouasie-Nouvelle-Guinée.

94 WESTPHAL, Wilfried, *Geschichte der deutschen Kolonien*, München, C. Bertelsmann, 1984 ; MOMMSEN, Wolfgang J., *Großmachtstellung und Weltpolitik, Die Außenpolitik des Deutschen Reiches 1870 bis 1914*, Frankfurt am Main, 1993, p. 56 ; SCHÖLLGEN, Gregor, *Deutsche Außenpolitik von 1815 bis 1945*, C.H. Beck, München, 2013, pp. 52-55

j- Le gouvernement Caprivi, 1890-1894

En 1888, Guillaume II succède à son père Frédéric III et devient le troisième empereur de l'Allemagne unifiée. De nombreux désaccords entre le nouveau souverain et son chancelier aboutissent au remplacement de ce dernier, en 1890, par Leo von Caprivi⁹⁵. Le baron Marschall von Bieberstein⁹⁶ devient son secrétaire d'État (ministre des affaires étrangères). Celui qu'on nomme alors le « ministre étranger aux affaires » en raison de son inexpérience, par ailleurs égale dans ce domaine à celle du général comte von Caprivi, inaugure son ministère par le non-renouvellement du traité de réassurance avec la Russie. Peu après est signé le traité Helgoland-Zanzibar, préparé par le chancelier Bismarck. Il permet notamment à l'Allemagne d'annexer les îles de Helgoland, situées dans la mer du Nord, à quarante-six kilomètres des côtes allemandes, ainsi que la bande de Caprivi⁹⁷, au nord-est de l'Afrique du Sud-ouest allemande⁹⁸. En contrepartie, elle cède divers petits établissements en Afrique de l'Est, en particulier le protectorat sur le sultanat de Wituland, et renonce à ses vues sur Zanzibar, sur lequel les Britanniques déclarent immédiatement leur protectorat.

Ce traité doit envoyer un signal fort : volonté allemande de se rapprocher du Royaume-Uni d'une part, désintérêt pour le colonialisme et consolidation de ses bases européennes (et de ses intérêts navals) d'autre part. Les priorités du gouvernement Caprivi et de son « Nouveau Cours » (all. *Neuer Kurs*) sont un approfondissement des relations entre les membres de la Triplice, Allemagne, Autriche-Hongrie et Italie, et d'autant plus après la conclusion de l'alliance franco-russe en 1892. Le chancelier aurait ainsi eu ce mot : « moins nous avons d'Afrique, mieux cela vaut pour nous ».

Loin de constituer une révolution vis-à-vis de la politique étrangère bismarckienne, l'arrivée aux affaires de Marschall et Caprivi n'a donc pas pour conséquence une attention renouvelée pour les aventures lointaines et pour l'acquisition de possibles colonies. Cela n'empêche pas le gouvernement, là encore dans la continuité du précédent, de soutenir – tièdement il est vrai – ses intérêts aux îles Samoa. Sans vouloir créer de fait accompli et risquer la guerre ouverte, Caprivi reste suffisamment ferme sur cette question, ainsi que sur la construction du chemin de fer de Bagdad par Siemens, pour rendre vaine sa tentative de rapprochement avec la Grande-Bretagne⁹⁹.

95 Général Georg Leo comte von Caprivi de Caprera de Montecuccoli, né le 24 février 1831 à Berlin, décédé le 6 février 1899 à Skyren, chef d'état-major du X^e corps d'armée 1870, directeur de section au ministère de la guerre 1871, commande Stettin (auj. Szczecin), Berlin, Metz, chef de l'amirauté 1883, général commandant le X^e corps d'armée 1888, chancelier de l'empire allemand et ministre prussien des affaires étrangères 1890-1894, ministre-président de Prusse 1890-1892

96 Adolf Hermann baron Marschall von Bieberstein, né le 12 octobre 1842 à Karlsruhe, décédé le 24 septembre 1912 à Badenweiler, magistrat à Schwetzingen, puis avocat général à Mosbach 1871, *Landgerichtsrat* 1879, premier avocat général à Mannheim 1882, député au parlement badois 1875-1883, au parlement allemand 1878-1881, ministre badois à Berlin 1883-1890, ministre des affaires étrangères 1890-1897, ambassadeur à Constantinople (auj. İstanbul) 1897, à Londres 1912

97 Auj. région Zambezi.

98 Actuelle Namibie, cf. p. 30.

99 MOMMSEN, Wolfgang J., *Großmachtstellung und Weltpolitik, Die Außenpolitik des Deutschen Reiches 1870 bis 1914*, Frankfurt am Main, 1993, pp. 108-123 ; SCHÖLLGEN, Gregor, *Deutsche Außenpolitik von 1815 bis 1945*, C.H.

Malgré tout, et bien que le nouveau gouvernement n'envisage pas d'acquisition territoriale dans le pays, le « Nouveau Cours » marque un intérêt renouvelé pour la Chine et son marché. Dans la continuité, là encore, Caprivi concentre ses efforts sur l'envoi de conseillers militaires et sur l'acquisition de facilités pour l'industrie de l'acier et de l'armement, sans obtenir d'effet notable. Sous l'impulsion de Max von Brandt, le parti impérialiste allemand obtient cependant un succès éclatant, véritable rupture avec la politique précédente : le protectorat sur la mission Steyler, dans le Shandong du sud, et sa reconnaissance par le pape, en novembre 1890, pierre dans le jardin de la France¹⁰⁰.

Beck, München, 2013, p. 67

¹⁰⁰CORDIER, Henri, *Histoire des relations de la Chine avec les puissances occidentales*, Paris, F. Alcan, 1901-1902, vol. 3, pp. 72-89 ; HEROLD, Heiko, *Deutsche Kolonial- und Wirtschaftspolitik in China 1840 bis 1914, unter besonderer Berücksichtigung der Marinekolonie Kiautschou*, Ozeanverlag Herold, Köln, 2004, pp. 26-28

k- La Première Guerre sino-japonaise et la Triplice d'Extrême-Orient, 1894-1895

En novembre 1894, le général comte von Caprivi est forcé à la démission sur une question de politique intérieure. Son retrait des affaires ouvre la voie à une politique personnelle de l'empereur Guillaume II, c'est-à-dire « une politique extérieure faite de phrases pathétiques et de recherche impérialiste du statut de grande puissance¹⁰¹ ». Le choix du chancelier, le prince zu Hohenlohe-Schillingsfürst¹⁰², et que Guillaume II appelle amicalement son « oncle Chlodwig », est significatif. Hohenlohe, alors âgé de soixante-quinze ans, est un choix transitoire. Marschall reste son secrétaire d'État jusqu'en octobre 1897, date à laquelle la réalité du pouvoir passe à Bernhard von Bülow¹⁰³, qui lui succède à ce poste.

On considère que la mandature de Hohenlohe, dans sa partie effective, se caractérise par des tentatives de rapprochement avec la France et la Russie et la détérioration des relations avec le Royaume-Uni, notamment sur les questions coloniales (question des îles Samoa, guerre des Boers). Le nouveau chancelier trouve bientôt l'occasion de tenter ce rapprochement à l'occasion de la guerre sino-japonaise. Celle-ci, débutée en juin 1894, est la dernière expression en date d'un expansionnisme japonais naissant, témoins l'annexion japonaise des îles Kouriles en 1875, puis celle des îles Ryûkyû en 1879. Elle a pour objet « l'indépendance » de la Corée, c'est-à-dire la reconnaissance dans ce pays des intérêts japonais. Le 18 avril 1885, la Chine et le Japon signent la convention de Tianjin, par laquelle chacune des parties s'engage à obtenir l'accord de l'autre avant d'envoyer des troupes en Corée. Le Japon, fort de sa modernisation à marche forcée depuis 1872 (ère Meiji), notamment dans les domaines militaire et naval, débarque des troupes en à Jemulpo¹⁰⁴ en juin 1894, à l'occasion de la répression de troubles en Corée par des troupes chinoises. Après huit mois de guerre, la défaite chinoise est totale et sa flotte presque entièrement détruite. Par la paix de Shimonoseki, la Chine reconnaît l'indépendance et l'autonomie de la Corée (article 1), cède au Japon la péninsule du Liaodong, l'île de Taiwan et les îles Pescadores¹⁰⁵ (article 2), s'engage à payer une indemnité de deux cent millions de taëls (article 4), ouvre quatre nouveaux ports – Shashi,

101MOMMSEN, Wolfgang J., *Großmachtstellung und Weltpolitik, Die Außenpolitik des Deutschen Reiches 1870 bis 1914*, Frankfurt am Main, 1993, p. 123

102Chlodwig prince zu Hohenlohe-Schillingsfürst, prince von Ratibor und Corvey, né le 31 mars 1819 à Rotenburg, décédé le 6 juillet 1901 à Bad Ragaz, étudie le droit, fonctionnaire prussien 1842-1846, entre en possession du majorat de Schillingsfürst, sénateur en Bavière 1846, hérite de vastes terres en Russie 1847, ministre-président et ministre des affaires étrangères bavarois 1867-1870, député fédéral allemand 1871-1881, ambassadeur à Paris 1874, secrétaire d'État 1880, gouverneur d'Alsace-Lorraine 1885, chancelier allemand 1894-1900

103Bernhard Heinrich Martin comte, puis prince von Bülow, né le 3 mai 1849 à Klein-Flottbeck, décédé le 28 octobre 1929 à Roma, service diplomatique 1874, secrétaire de légation à Roma, Sankt Peterburg, Wien, chargé d'affaires à Athenai 1877-1878, secrétaire d'ambassade à Paris, conseiller d'ambassade à Sankt Peterburg 1884, ministre à Bucaresti 1888, ambassadeur à Roma 1894, secrétaire d'État aux affaires étrangères 1897, comte 1899, chancelier allemand et ministre-président de Prusse 1900-1908, prince 1905, ambassadeur à Roma 1914-1915 ; cf. VON BÜLOW, Bernhard, *Mémoires*, Plon, Paris, 1930-1931, 3 vol.

104Auj. Incheon

105Nom chinois : îles Penghu.

Chongqing, Suzhou, Hangzhou – au commerce japonais – et donc étranger¹⁰⁶ (article 6). Les forces japonaises occupent de plus Weihaiwei dans l'attente du paiement de l'indemnité de guerre (article 8).

La médiation allemande dans le conflit est sollicitée dès le mois de juillet 1894, par la Chine et par le Royaume-Uni. Ces derniers souhaitent une intervention commune des principales puissances européennes sur la base de l'indépendance de la Corée et du paiement d'une indemnité de guerre. Le gouvernement allemand n'entend cependant pas s'immiscer, au risque de devoir faire suivre l'ultimatum d'une intervention militaire¹⁰⁷. Dès ce moment, Guillaume II craint que l'Allemagne ne se « laisse surprendre », et manque ainsi son objectif essentiel en Asie de l'Est depuis l'expédition Eulenburg, c'est-à-dire l'établissement d'une base navale. D'après lui, la Grande-Bretagne convoiterait Shanghai, et la France l'île de Taiwan. L'empereur propose donc de s'entendre avec le Japon afin d'annexer cette dernière île¹⁰⁸. Marschall, plus mesuré, se prépare malgré tout dans le cas où les puissances européennes voudraient entamer le partage de la Chine, de façon à ce que l'Allemagne ne « s'en aille pas les mains vides ». Il lui paraît impraticable d'envisager l'annexion de toute l'île de Taiwan, et il considère qu'un intérêt allemand trop marqué pour l'établissement d'une base navale, sans qu'il s'agisse d'une réaction aux ambitions d'une autre puissance, « éveillerait la défiance » et « compromettrait gravement » la politique de l'Allemagne dans la région¹⁰⁹. Plutôt que Taiwan, ou, tel que proposé par le baron Schenck zu Schweinsberg¹¹⁰, ministre à Beijing, la baie de Jiaozhou ou les îles Pescadores¹¹¹, Marschall semble plus favorable à l'acquisition des îles Zhoushan, sur la foi des mémoires de Richthofen, géologue de renom ayant participé à l'expédition Eulenburg¹¹².

106Du fait de la clause de la nation la plus favorisée.

107Baron de Rothenau, sous-secrétaire d'État aux affaires étrangères, au ministre de Kinderlen, 16 juillet 1894, in *la Politique extérieure de l'Allemagne 1870-1914, Documents officiels publiés par le Ministère allemand des Affaires étrangères*, Tome IX (1893-1895), Paris, Alfred Costes, 1930 ; Sir Edward Malet, ambassadeur d'Angleterre à Berlin, au baron Marschall, secrétaire d'État aux affaires étrangères, 7 octobre 1894, *ibid.* ; Note du baron Marschall, secrétaire d'État aux affaires étrangères, 9 octobre 1894, *ibid.* ; Baron Marschall, secrétaire d'État aux affaires étrangères, au baron Schenk zu Schweinsberg, ministre à Beijing, 14 octobre 1894, *ibid.* ; Baron Marschall, secrétaire d'État aux affaires étrangères, au comte de Hatzfeldt, ambassadeur à Londres, 12 novembre 1894, *ibid.*

108Prince zu Hohenlohe, chancelier de l'Empire, au baron Marschall, secrétaire d'État aux affaires étrangères, 17 novembre 1894, *ibid.*

109Baron Marschall, secrétaire d'État aux affaires étrangères, au Prince zu Hohenlohe, Chancelier de l'Empire, 17 novembre 1894, *ibid.* ; Prince zu Hohenlohe, chancelier de l'Empire, à l'Empereur Guillaume II, 15 mars 1895, *ibid.*

110Gustav Adolph baron Schenk zu Schweinsberg, né le 24 mars 1843 à Sterbfritz, décédé le 16 octobre 1909 à Schweinsberg, conseiller de légation à Madrid 1880, ministre-résident à Santiago de Chile 1881, ministre à Tehran 1886, ministre à Beijing 1893, ministre à Tanger 1896-1899

111Nom chinois : îles Penghu

112Baron Schenk zu Schweinsberg, ministre à Beijing, au Prince zu Hohenlohe, chancelier de l'Empire, 23 novembre 1894, in *La Politique extérieure de l'Allemagne 1870-1914, Documents officiels publiés par le Ministère allemand des Affaires étrangères*, Tome IX (1893-1895), Paris, Alfred Costes, 1930 ; Baron Marschall, secrétaire d'État aux affaires étrangères, au comte de Hatzfeldt, ambassadeur à Londres, 1^{er} février 1895, *ibid.* ; MENDELSSOHN BARTHOLDY, Albrecht, THIMME, Friedrich (éds), *Die Auswärtige Politik des Deutschen Reiches 1871-1914, einzige autorisierte gekürzte Ausgabe der Großen Aktenpublikation der Deutschen Reichsregierung*, Tome I, Berlin, Institut für Auswärtige Politik in Hamburg, Deutsche Verlagsgesellschaft für Politik und Geschichte m.b.H., 1928, p. 623

En mars 1895, c'est Li Hongzhang qui approche le ministre d'Allemagne à Beijing, afin de demander sa médiation dans les négociations de paix. Il s'agit cette fois d'éviter des « exigences territoriales [japonaises] mettant en péril l'existence de la Chine ». D'autres puissances se préparent à intervenir dans le cas d'annexions japonaises sur le continent¹¹³. Les notes de l'empereur concernant le rapport circonstancié de son chancelier sur le conflit sino-japonais sont claires : Intervenir, oui, mais pour défendre les intérêts allemands, « pas les intérêts chinois ». D'ailleurs, comme prix de l'intervention, l'Allemagne doit « prendre très cher » (Il semble toujours penser à Taiwan, contre l'avis de Hohenlohe)¹¹⁴. À la fin du mois de mars 1895, Marschall fait savoir à la Russie que le gouvernement allemand souhaite s'entendre avec elle sur les éventuelles conséquences d'une intervention commune, ouverture accueillie favorablement à Sankt Peterburg¹¹⁵. De son côté, le vicomte Aoki cherche à concilier les aspirations européennes – et en particulier allemandes – en Chine, avec son principal objectif de guerre : l'acquisition pour elle-même de la péninsule du Liaodong, et suggère à l'Allemagne l'acquisition d'une base navale dans le sud-est de la Chine¹¹⁶. Une fois les conditions de paix connues, telles qu'elles « sont susceptibles, par leurs conséquences, de mettre également en péril la paix de l'Europe »¹¹⁷, le Royaume-Uni se retire de son rôle de premier plan, « n'ayant besoin de rien et ne désirant rien » comme concession territoriale en Chine et « ne voulant pas froisser » ni la Chine ni le Japon¹¹⁸.

Guillaume II autorise cependant d'intervenir « amicalement » auprès du gouvernement japonais, de conserve avec la Russie¹¹⁹. Cette fois-ci, l'Allemagne adhère à la proposition russe d'intervention navale dans le cas d'un refus japonais, dans le but d'isoler les troupes japonaises sur le continent¹²⁰. Cette intervention franco-germano-russe est connue sous le nom de « Triplice d'Extrême-Orient » (all. *ostasiatischer Dreibund*). Les motivations essentielles de l'intervention sont, en ce qui concerne la Russie, la préservation de ses intérêts en Mandchourie et en Chine du Nord. En ce qui concerne la France, ses intérêts directs dans cette affaire sont négligeables, et elle fait en réalité une « politique russe », dans l'intérêt de la récente alliance entre les deux pays.

113Baron Schenck zu Schweinsberg, ministre à Beijing, au ministère des affaires étrangères, 3 mars 1895, chiffré, in *la Politique extérieure de l'Allemagne 1870-1914, Documents officiels publiés par le Ministère allemand des Affaires étrangères*, Tome IX (1893-1895), Paris, Alfred Costes, 1930 ; Baron Marschall, secrétaire d'État des affaires étrangères, au baron de Gutschmid, ministre à Tôkyô, 6 mars 1895, *ibid.*

114Prince zu Hohenlohe, chancelier de l'Empire, à l'empereur Guillaume II, 15 mars 1895, *ibid.*

115Baron Marschall, secrétaire d'État aux affaires étrangères à de Tschirschky, chargé d'affaires à Sankt Peterburg, 23 mars 1895, *ibid.* ; de Tschirschky, chargé d'affaires à Sankt Peterburg, au ministère des affaires étrangères, 25 mars 1895, chiffré, *ibid.*

116De Mühlberg, conseiller référendaire, au ministère des affaires étrangères, 2 avril 1895, *ibid.*

117Baron Marschall, secrétaire d'État des affaires étrangères, à de Tschirschky, chargé d'affaires à Sankt Peterburg, 4 avril 1895, *ibid.*

118Comte de Hatzfeldt, ambassadeur à Londres, au ministère des affaires étrangères, 6 avril 1895, chiffré, *ibid.*

119Baron Marschall, secrétaire d'État des affaires étrangères, à de Tschirschky, chargé d'affaires à Sankt Peterburg, 8 avril 1895, *ibid.*

120De Tschirschky, chargé d'affaires à Sankt Peterburg, au ministère des affaires étrangères, 17 avril 1895, chiffré, *ibid.*

Gabriel Hanotaux¹²¹ dit d'ailleurs « ne pas comprendre » la politique allemande en Extrême-Orient, tout en se réjouissant d'une action commune¹²². L'Allemagne, dont les intérêts sont aussi négligeables que ceux de la France en Mandchourie et dans le Liaodong, présente pourtant la protestation la plus énergique¹²³. Il s'agit pour elle tant d'encourager les appétits russes en l'Extrême-Orient que d'obtenir une station navale de la part d'une Chine reconnaissante¹²⁴. Pour Udo Ratenhof, cette intervention allemande marque le passage d'une décennie d'impérialisme lié à la crise économique (all. *Depressionsimperialismus*) à un impérialisme d'opportunité (all. *Kojunkturimperialismus*). Il s'agit avant tout d'assurer la position européenne de l'Allemagne et d'affirmer sa nouvelle dimension mondiale¹²⁵.

121 Albert Auguste Gabriel Hanotaux, né le 19 novembre 1853 à Beauvoir, décédé le 11 avril 1944 à Paris, maître de conférences à l'École pratique des hautes études 1880, secrétaire d'ambassade à Constantinople (auj. İstanbul), chef de cabinet de Jules Ferry 1883, député de l'Aisne 1886-1889, ministre des affaires étrangères 1894-1895 et 1896-1898, élu à l'Académie française 1897, à l'Académie de Rouen 1901, président-fondateur du Comité France-Amérique 1909, délégué français à la Société des Nations 1920-1923

122 Comte Münster, ambassadeur à Paris, au prince zu Hohenlohe, chancelier de l'Empire, 22 avril 1895, in *la Politique extérieure de l'Allemagne 1870-1914, Documents officiels publiés par le Ministère allemand des Affaires étrangères*, Tome IX (1893-1895), Paris, Alfred Costes, 1930

123 Baron de Gutschmid, ministre à Tôkyô, au prince zu Hohenlohe, chancelier de l'Empire, 24 avril 1895, *ibid.*

124 Memorandum du ministre von Brandt, 9 avril 1895, *ibid.* ; VAN BRIESSEN, Fritz, *Grundzüge der deutsch-chinesischen Beziehungen*, Darmstadt, 1977, p. 37

125 RATENHOF, Udo, *Die Chinapolitik des deutschen Reiches, 1871 bis 1945*, Boppard am Rhein, H. Boldt, 1987, pp. 11, 140

1- À la recherche d'une station navale, 1895-1897

À nouveau, Guillaume II exprime en septembre 1895, après la décision de la rétrocession de la péninsule par le Japon (en mai de la même année), la peur d'être « devancé » par les Français et les Anglais, et par conséquent la volonté de s'entendre avec la Russie sur « l'occupation d'une ville chinoise ». Il désigne alors Weihaiwei dans le cas où la Russie occuperait un port coréen ou chinois. Hohenlohe va plus loin encore, et n'estime pas comme nécessaire que les prétentions allemandes succèdent à celles d'une autre puissance¹²⁶. Cependant, Weihaiwei étant occupée par le Japon dans l'attente du règlement de l'indemnité de guerre par la Chine, et le Liaodong n'étant pas encore évacué, Marschall recommande de choisir le point à occuper avec circonspection, bien que lui aussi se range à l'avis de l'empereur et du chancelier et retire ses premières objections : il n'est pas utile que l'Allemagne n'occupe un point du territoire chinois qu'en réaction à la démarche similaire d'une autre puissance¹²⁷. Cette recherche d'une station navale, jamais entièrement oubliée depuis l'expédition Eulenburg, devient désormais « l'intérêt vital »¹²⁸ de la politique allemande en Asie de l'Est. L'empereur s'entend, sur le principe, avec le tsar, et le ministre d'Allemagne à Beijing est prié, et de donner son avis sur le point à acquérir, et sur la manière la plus opportune de se l'approprier¹²⁹.

La marine impériale justifie de son côté l'acquisition d'une station navale et d'un dépôt de charbon par la nécessité de protéger militairement les intérêts allemands à l'étranger, en suppléant au manque de moyens navals de l'Allemagne en Asie de l'Est et en permettant l'approvisionnement de la flotte. En temps de paix, l'intérêt de posséder un tel territoire est plutôt d'ordre économique ; à cela s'ajoute la volonté d'affirmer la puissance politique et d'augmenter le prestige de l'Allemagne et de la marine allemande. De façon intéressante, la valeur militaire d'une telle station n'est considérée comme déterminante que vis-à-vis de la Chine ou du Japon, et dans le cadre d'actions communes des puissances européennes dans la région¹³⁰. De fait, il s'agit surtout pour l'Allemagne d'exister politiquement sur la scène chinoise et de rejoindre le club des puissances impériales en Chine de façon incontestable¹³¹.

Eulenburg a déjà pour instruction de chercher un point de la côte chinoise propre à une base

126 Prince zu Hohenlohe, chancelier de l'Empire, au baron Marschall, secrétaire d'État des affaires étrangères, 1^{er} septembre 1895, chiffré, in *la Politique extérieure de l'Allemagne 1870-1914, Documents officiels publiés par le Ministère allemand des Affaires étrangères*, Tome IX (1893-1895), Paris, Alfred Costes, 1930

127 Baron Marschall, secrétaire d'État des affaires étrangères, au prince de Hohenlohe, chancelier de l'Empire, 2 septembre 1895, *ibid.*

128 A. Gérard, ministre de France en Chine, à Hanotaux, ministre des affaires étrangères, 26 février 1897, CADN Pékin 292 bis

129 Prince zu Hohenlohe, chancelier de l'Empire, à l'empereur Guillaume II, 12 septembre 1895, *ibid.* ; Baron de Rothenau, secrétaire d'État par intérim des affaires étrangères, au baron Schenck de Schweinsberg, ministre à Beijing, 15 septembre 1895, très secret, *ibid.*

130 Vice-amiral Hollmann, secrétaire d'État de la marine, au baron Marschall, secrétaire d'État des Affaires étrangères, 17 avril 1895, secret, *ibid.*

131 A. Gérard, ministre de France en Chine, à Hanotaux, ministre des affaires étrangères, 26 février 1897, CADN Pékin 292 bis

navale, mais la difficulté des négociations avec la Chine rendent cet objet secondaire. En 1867, Brandt a pour projet de faire de l'île de Taiwan un « Java prussien » ; en 1869-1870, c'est Richthofen qui propose les îles Zhoushan ; après la guerre franco-prussienne, Detring propose Zhenjiang, mais aussi Sàì Gòn¹³² ; en 1872 enfin, Brandt propose pour ce faire le port de Amoy. Les choses en restent là jusqu'à la guerre sino-japonaise¹³³.

En avril 1895, le vice-amiral Hollmann¹³⁴, ministre de la marine, propose pour ce faire les îles Zhoushan et Amoy, ou, à défaut, la baie de Jiaozhou, la baie de Mirs¹³⁵, les îles « Montebello »¹³⁶ ou les îles Pescadores¹³⁷ – ces dernières ensuite annexées au Japon par le traité de Shimonoseki. La baie de Mirs est cependant très proche de Hongkong, Amoy est un port à traité, et la Chine s'est engagée dans un traité bilatéral avec le Royaume-Uni signé à Bocca Tigris¹³⁸ le 4 avril 1846 à ne jamais céder les îles Zhoushan à une tierce puissance. À une acquisition des îles « Montebello » s'opposeraient les intérêts japonais et russes. Reste donc la baie de Jiaozhou, aussi indiquée par Richthofen, et à sa suite par les ministres d'Allemagne à Beijing Brandt et Schenck. Un avantage supplémentaire est le protectorat religieux déjà exercé par l'Allemagne sur le Shandong du sud depuis 1890¹³⁹.

Des négociations sont donc entreprises pour l'acquisition de ce point avec la Chine, et ce jusqu'en février 1897. Face à la résistance chinoise, celle-ci ne voulant pas « donner le signal du butin »¹⁴⁰, l'empereur Guillaume II refuse d'insister dans cette voie, préférant créer un fait accompli par la voie militaire¹⁴¹. Il semble cependant, d'après Li Hongzhang, que les négociations se poursuivent à Beijing, le gouvernement allemand étant même prêt à acheter la station navale tant

132Auj. Thành phố Hồ Chí Minh

133SHUKOW, Evgenij M., *Die internationalen Beziehungen im Fernen Osten (1870-1945)*, Berlin (est), 1955, p. 48 ; VAN BRIESSEN, Fritz, *Grundzüge der deutsch-chinesischen Beziehungen*, Darmstadt, 1977, pp. 33-34 ; RATENHOF, Udo, *Die Chinapolitik des deutschen Reiches, 1871 bis 1945*, Boppard am Rhein, H. Boldt, 1987, pp. 44, 92 ; HEROLD, Heiko, *Deutsche Kolonial- und Wirtschaftspolitik in China 1840 bis 1914, unter besonderer Berücksichtigung der Marinekolonie Kiautschou*, Ozeanverlag Herold, Köln, 2004, p. 21

134Friedrich von Hollmann, né le 19 janvier 1842 à Berlin, décédé le 21 janvier 1913 dans la même ville, aspirant cadet dans la marine prussienne 1857, prend part à l'expédition Eulenburg 1859-1862, enseigne de vaisseau (all. *Linienschiffsfähnrich*) 1863, lieutenant de vaisseau (all. *Linienschiffsleutnant*) 1864, chef d'État-major de l'amirauté 1888-1889, secrétaire d'État à la marine, sénateur et vice-amiral (all. *Vize-Admiral*) 1890, amiral (all. *Admiral*) 1896, sénateur prussien 1904, anobli 1905

135Nom chinois : baie de Dapeng

136Définies comme le groupe d'îles à la pointe sud de la Corée.

137Nom chinois : îles Penghu

138Nom chinois : Humen

139Note du baron de Rothenau, secrétaire d'État par intérim des Affaires étrangères, 9 septembre 1895, in *la Politique extérieure de l'Allemagne 1870-1914, Documents officiels publiés par le Ministère allemand des Affaires étrangères*, Tome X (1895), Paris, Alfred Costes, 1930

140A. Gérard, ministre de France en Chine, à Hanotaux, ministre des affaires étrangères, 26 février 1897, CADN Pékin 292 bis

141MENDELSSOHN BARTHOLDY, Albrecht, THIMME, Friedrich (éds), *Die Auswärtige Politik des Deutschen Reiches 1871-1914, einzige autorisierte gekürzte Ausgabe der Großen Aktenpublitation der Deutschen Reichsregierung*, Tome II, Berlin, Institut für Auswärtige Politik in Hamburg, Deutsche Verlagsgesellschaft für Politik und Geschichte m.b.H., 1928, p. 3

convoitée¹⁴². Des difficultés importantes semblent aussi avoir été soulevées avec « l'allié » de circonstance russe, celui-ci considérant Jiaozhou comme partie intégrante de sa zone d'influence, voire même souhaitant revendiquer une station navale sur ce même point de la côte chinoise.

Le duc von Urach¹⁴³, décrit par Bernhard von Bülow comme un « grand voyageur wurtembergeois », attire l'attention de l'empereur sur l'île aux Ours¹⁴⁴, dans l'archipel du Svalbard, dans la mer de Barents. Celle-ci, alors *terra nullius*, devait contenir d'importants gisements de houille – effectivement exploités de 1916 à 1925. Le plan de Urach aurait alors été de prendre possession de l'île, puis de l'offrir à la Russie en échange de leur soutien dans l'acquisition de Jiaozhou. Guillaume II aurait été sur le point d'y envoyer un bâtiment pour revendiquer l'île, lorsque Bülow aurait repoussé le projet comme dangereux et impraticable. De fait, l'île est finalement revendiquée pour l'Allemagne en 1898, conduisant à une intervention navale russe l'année suivante. L'île reste finalement *terra nullius* jusqu'en 1920, date à laquelle elle passe sous souveraineté norvégienne.

Bülow, arrivé aux affaires en octobre 1897, sans s'opposer à la hâte de l'empereur, souhaite se couvrir vis-à-vis de l'Angleterre en convainquant la Russie d'obtenir un port chinois « presque en même temps que l'Allemagne ». Guillaume II approuve son plan d'établir le futur point de soutien de la marine allemande dans la baie de Jiaozhou, et de proposer en échange à la Russie de s'établir dans la péninsule du Liaodong¹⁴⁵.

142A. Gérard, ministre de France en Chine, à Hanotaux, ministre des affaires étrangères, 26 février 1897, CADN Pékin 292 bis

143Wilhelm Karl Florestan Gero Crescentius duc von Urach, comte von Württemberg, né le 3 mars 1864 à Monaco, décédé le 24 mars 1928 à Rapallo, chef de la maison de Urach 1869, candidat au trône de Monaco 1910, d'Albanie 1913, d'un éventuel grand-duché d'Alsace-Lorraine, d'un royaume de Pologne, général de cavalerie 1917, élu roi de Lituanie 1918, docteur en géographie 1922

144Auj. Bjørnøya

145VON BÜLOW, Bernhard, *Mémoires du chancelier prince de Bülow*, Tome premier 1897-1902, Paris, Plon, 1930, 6^e édition, pp. 59-61

2- L'Autriche-Hongrie, sa situation nationale, européenne, coloniale et ses relations avec la Chine jusqu'en 1895

a- Les premiers pas du colonialisme autrichien¹⁴⁶

L'opinion commune veut qu'il n'existe pas, à proprement parler, de « colonialisme » autrichien, dans la mesure où, pour une série de raisons, l'Autriche(-Hongrie) ne possède jamais d'autre colonie que sa concession tientsinoise¹⁴⁷. C'est pourtant une erreur : d'une part, l'opinion publique autrichienne suit les mêmes évolutions qu'ailleurs en Europe, y compris en ce qui concerne le colonialisme européen ; d'autre part, si le gouvernement autrichien n'a pas toujours suffisamment soutenu l'idée coloniale, de façon qu'il n'obtient jamais de colonie autre que sa concession tientsinoise, c'est soit en raison d'un manque de moyens, soit en raison des besoins de sa politique européenne, et non par anticolonialisme ; enfin et surtout, des projets coloniaux ont été formés, et des sujets autrichiens ont participé à l'aventure coloniale sous d'autres drapeaux que le leur.

Ainsi Emil Holub en Afrique méridionale, Eduard Glaser au Yémen ont-ils envisagé la création de colonies autrichiennes, de façon autonome ou sous la protection de la métropole. Rudolph baron von Slatin est lui gouverneur du Darfour, dans le Soudan anglo-égyptien. L'Autriche, à l'imitation des autres puissances européennes, établit aussi des compagnies commerciales au XVIII^e siècle, notamment la compagnie d'Ostende, de 1722 à 1731. Cette dernière possède des factoreries à Guangzhou, Ichhapur (au Bengale) et Covelong (dans l'actuel Tamil Nadu). La compagnie autrichienne des Indes orientales (all. *ostindische Kompagnie*), active de 1775 à 1785, s'établit elle notamment à Delagoa Bay¹⁴⁸ (sur la côte de l'actuel Mozambique), ainsi que sur la côte des Malabars et sur l'île de Nancowry (îles Nicobar). Au XIX^e siècle, l'expédition à l'île de Socotra en 1857, le tour du monde du SMS Novara en 1857-1859 (dont un des buts est de prendre possession des îles Nicobar), s'ajoutent à des projets coloniaux au Soudan et en Éthiopie. La construction du canal de Suez, où les intérêts français et autrichiens sont dominants, procède de la même logique.

Les raisons de l'échec manifeste du colonialisme autrichien au XVIII^e puis surtout au XIX^e siècle sont doubles. D'abord, le gouvernement viennois refuse de façon constante d'apporter à ces divers projets et entreprises le soutien logistique, financier et militaire nécessaire ; par ailleurs, les

146Il ne s'agit pas ici d'examiner si l'expansion de l'Autriche(-Hongrie) en Europe centrale et orientale et sa domination sur un certain nombre de populations non-allemandes relève ou non du colonialisme. À ce propos, cf. FEICHTINGER, Johannes, PRUTSCH, Ursula, CSÁKY, Moritz, *Habsburg Postcolonial, Machtstrukturen und kollektives Gedächtnis*, Innsbruck, Wien, München & Bolzano, 2003 ; KOMLOSY, Andrea, « Innere Peripherien als Ersatz für Kolonien? Zentrenbildung und Peripherisierung in der Habsburgermonarchie », in HARS, Endre, MÜLLER-FUNK, Wolfgang, REBER, Ursula, RUTHNER, Clemens (éds), *Zentren, Peripherien und kollektive Identitäten in Österreich-Ungarn*, Tübingen & Basel, 2006, pp. 55–78

147cf. pp. 159 et suivantes

148Auj. baie de Maputo

priorités autrichiennes en matière de politique étrangère ne permettent pas la création d'un empire colonial. De 1815 à 1848, lors de l'apogée du système Metternich, c'est-à-dire de l'Europe du congrès de Wien, l'accent est mis sur le maintien de la domination autrichienne dans les zones allemande et italienne, sur l'équilibre européen et la sécurité de chacun dans la possession. À l'inverse, de 1848 à 1867, période de déclin, la priorité est de sauver l'empire. Après 1867 enfin, la nouvelle Autriche-Hongrie se recentre sur le développement de son influence dans les Balkans¹⁴⁹.

149SAUER, Walter, *Habsburg Colonial: Austria-Hungary's Role in European Overseas Expansion Reconsidered*, 2012 ; *id.*, « Habsburg Colonial: Austria-Hungary's Role in European Overseas Expansion Reconsidered », 2012, *Austrian Studies*, vol. 20, pp. 5-23 ; FABRITZEK, Uwe G., *Gelber Drache – Schwarzer Adler, Geschichte der deutsch-chinesischen Beziehungen*, München, 1973, p. 42 ; BILGERI, Andreas, « Österreich-Ungarn im Konzert der Kolonialmächte, Die militärische Interventionen der Kriegsmarine », s.d., <http://www.kakanien-revisited.at/beitr/fallstudie/ABilgeri1/?alpha=b> (accédé le 14 décembre 2018), pp. 1-3 ; LEE, Chinyun, *Trieste and Austro-Chinese Trade from 1869 to 1918*, thèse non-publiée, Ljubljana, 2002, pp. 1-12, 45-46

b- Le déclin de l'Empire d'Autriche, 1846-1866

Si la position de l'Empire d'Autriche est celle d'une puissance majeure après la chute de l'empire napoléonien et le congrès de Wien, le cours du XIX^e siècle la met à rude épreuve. La révolution de 1848 qui voit en France l'instauration de la république essaime en Europe et menace directement l'existence de l'Autriche en tant qu'ensemble plurinationnel. Ce changement radical est parfaitement illustré par la démission, puis la fuite du prince von Metternich¹⁵⁰, l'artisan du congrès de Wien, le 13 mars 1848 à Londres.

En effet, elle ne fait pas seulement face à un mouvement socialiste, mais au Printemps des Peuples, c'est-à-dire à l'exigence d'une vie autonome de la part de ses nombreuses minorités nationales. Le congrès slave se réunit à Praha du 2 au 12 juin et débouche sur un soulèvement. La Hongrie se constitue en république le 14 avril 1849 et est menée par Lajos Kossuth¹⁵¹ à partir du 12 septembre. Les tenants du *Risorgimento* italien à Milano et à Venezia cherchent l'autonomie ou l'indépendance. Ils suivent eux-mêmes l'exemple des Polonais de Kraków, qui se sont révoltés en 1846 sous la conduite de Jan Tyssowski¹⁵². Et si en 1846, neuf mois d'opérations militaires mènent à l'annexion de la république de Kraków – auparavant condominium austro-prusso-russe – à l'Empire d'Autriche, en 1849 ce dernier doit faire appel à l'aide militaire russe pour mettre fin à l'indépendance hongroise.

À cette menace pesant sur l'existence-même de l'empire, la proposition prussienne, en 1849, d'une unification de l'Allemagne sans l'Autriche, immédiatement rejetée par cette dernière, menace elle la domination autrichienne sur les États allemands, effective depuis 1815. Cette démonstration par l'exemple de la continuation du « dualisme allemand » (all. *deutscher Dualismus*), c'est-à-dire de la rivalité austro-prussienne pour la dominance en Europe centrale, risque alors de déclencher une guerre entre les deux puissances.

Choisissant de favoriser le mouvement indépendantiste italien, l'empereur Napoléon III signe secrètement une alliance défensive avec le royaume de Sardaigne le 21 juillet 1858 à Plombières. Lorsque l'Autriche décide de déclarer la guerre à ce dernier le 26 avril 1859, elle fait donc face non seulement aux Italiens, mais aussi aux Français. Les défaites autrichiennes de Magenta le 4 juin et de Solferino le 24 juin entament un peu plus le prestige autrichien. Par la paix de Zürich le 10-11 novembre, les Habsburg perdent la Lombardie.

150Clemens Wenceslaus Nepomuk Lothar prince von Metternich-Winneburg zu Beilstein, né le 15 mai 1773 à Koblenz, décédé le 11 juin 1859 à Wien, ministre d'Autriche à Dresden 1801-1803, à Berlin 1803-1806, à Paris 1806-1809, ministre des Affaires étrangères 1809-1848, artisan du congrès de Wien.

151Lajos Kossuth de Udvard et Kossuthfalva, né le 19 septembre 1802 à Monok (Hongrie), décédé le 20 mars 1894 à Torino, avocat.

152Jan Józef Tyssowski, né le 8 mars 1811 à Tarnów (Pologne autrichienne), décédé le 5 avril 1857 à Washington, dictateur du gouvernement révolutionnaire polonais 24 février – 2 mars 1846, émigre aux États-Unis 1847.

La question des duchés de Schleswig et de Holstein voit d'abord les deux puissances allemandes coopérer : occupation commune du Holstein et du Lauenburg en 1863, guerre commune contre le Danemark en 1864, exercice d'un condominium austro-prussien sur le Schleswig-Holstein en 1864-1865, puis partage de ces territoires. La convention de Gastein du 14 août 1865 prévoit en effet que la Prusse administre le Schleswig et le Lauenburg et l'Autriche le Holstein. Cependant, sous le prétexte d'une mauvaise administration autrichienne de ce dernier duché, et avec l'ambition de l'annexer et de mettre en place une Allemagne unifiée, la Prusse, alliée à l'Italie pour la circonstance, défait l'Autriche à Langensalza le 27-28 juin 1866 et à Sadowa le 3 juillet. Vaincue, cette dernière perd la Vénétie par le traité de Wien le 3 octobre. Surtout, elle est définitivement exclue de la politique allemande : la Confédération germanique est dissoute et remplacée par une Confédération de l'Allemagne du Nord (all. *norddeutscher Bund*) sous l'influence de la Prusse, qui annexe le Schleswig-Holstein et place les États allemands alliés de l'Autriche sous administration militaire (Hannover, Nassau, Hesse-Cassel, Frankfurt-am-Main) par le traité de Praha du 23 août 1866.

Les révolutions de la fin des années 1840 menacent l'existence-même de l'une des premières puissances européennes ; l'indépendance de l'Italie met fin à la domination autrichienne dans la péninsule ; la montée en puissance de la Prusse enfin aboutit à la réalisation de la « solution petite-allemande », c'est-à-dire à l'unification de l'Allemagne sous la houlette prussienne, qui se fait contre l'Autriche. Cette nouvelle situation appelle une réforme profonde de l'Etat. Le 18 février 1867 est signé le Compromis austro-hongrois (all. *österreichisch-ungarischer Ausgleich*, hongr. *osztrák-magyar kiegyezés*) entre le ministre-président d'Autriche, comte von Beust¹⁵³, et le comte Andrassy¹⁵⁴, qui devient à la même occasion ministre-président d'un royaume de Hongrie indépendant¹⁵⁵. L'empereur François-Joseph I^{er}¹⁵⁶ se fait couronner roi apostolique de Hongrie, à Budapest, le 8 juin. Par ailleurs, les Polonais du royaume de Galicie-et-Lodomérie obtiennent l'autonomie *de facto* vis-à-vis de l'Autriche en 1873.

153Friedrich Ferdinand comte von Beust, né le 13 janvier 1809 à Dresden, décédé le 24 octobre 1886 au Schloss Altenberg, Autriche, ministre austro-hongrois des Affaires étrangères 1867-1871, ministre des finances 1870, ministre à Londres 1871-1878, à Paris 1878-1882.

154Julius "Gyula" comte Andrassy de Csík-Szent-Király et Kraszna-Horka, né le 3 mars 1823 à Košice, décédé le 18 février 1890 à Volosko, ministre-président de Hongrie 1867-1871, ministre austro-hongrois des Affaires étrangères 1871-1879, ministre des finances 1871-1872 et 1876.

155cf. [figure](#).

156François-Joseph I^{er}, né le 18 août 1830 à Wien, décédé le 21 novembre 1916 dans la même ville, empereur d'Autriche 1848-1916, roi apostolique de Hongrie 1867-1916.

c- L'expédition Petz, 1868-1869

Parallèlement à cette réorganisation de l'État, le capitalisme autrichien se développe au cours du XIX^e siècle. Ce nouvel état de choses participe de la décision d'une deuxième expédition en 1868, dix ans après le tour du monde du SMS Novara¹⁵⁷. Il s'agit à la fois de prendre pied sur les marchés d'Extrême-Orient – et en particulier chinois, mais aussi et surtout d'une question de prestige et de puissance¹⁵⁸. Après l'ouverture de ce pays au commerce britannique en 1842 et surtout depuis l'expédition prussienne de 1861, une nation européenne de premier rang se doit d'être présente en Chine. Cette position est d'autant plus importante à affirmer pour l'Autriche-Hongrie après Sadowa (1866) et le Compromis de 1867 : il est hors de question pour la monarchie duelle de se laisser éclipser sur ce nouveau théâtre par une Allemagne unifiée sous la houlette prussienne¹⁵⁹.

C'est donc sous l'impulsion du baron von Wüllerstorff-Urbair¹⁶⁰, commandant de la précédente expédition et ministre du commerce à Wien, et de Pasquale Revoltella¹⁶¹, fondateur du Lloyd autrichien¹⁶² (it. *Lloyd austriaco*, all. *österreichischer Lloyd*), que cette expédition vers l'Asie de l'Est est décidée. Elle est formée du SMS Donau, sous le commandement de Anton chevalier von Wiplinger¹⁶³, et du SMS Erzherzog Friedrich, commandée par Maximilian chevalier von Pitner¹⁶⁴ ;

157JÓZSA, A., « Bemerkungen zu den ostasiatischen Beziehungen der österreichisch-ungarischen Monarchie », *Acta Orientalia Academiae Scientiarum Hungaricae*, 1960, vol. 11, n° 1/3, p. 236 ; DONKO, Wilhelm M., *Österreichs Kriegsmarine in Fernost. Alle Fahrten von Schiffen der k.(u.)k. Kriegsmarine nach Ostasien, Australien und Ozeanien von 1820 bis 1914*, Berlin, 2013, p. 62.

158JÓZSA, A., « Bemerkungen zu den ostasiatischen Beziehungen der österreichisch-ungarischen Monarchie », *Acta Orientalia Academiae Scientiarum Hungaricae*, 1960, vol. 11, n° 1/3, pp. 235-236 ; BILGERI, Andreas, « Österreich-Ungarn im Konzert der Kolonialmächte, Die militärische Interventionen der Kriegsmarine », s.d., <http://www.kakanien-revisited.at/beitr/fallstudie/ABilgeri1/?alpha=b> (accédé le 14 décembre 2018), p. 3

159cf. p. 18 ; « Le gain le plus immédiat était la position de grande puissance obtenue aux côtés de la Grande-Bretagne, de la France, de la Russie et de l'Amérique dans les pays est-asiatiques, par la représentation politique de toute l'Allemagne non-autrichienne, que l'Autriche n'avait pas pu empêcher. » VAN BRIESSEN, Fritz, *Grundzüge der deutsch-chinesischen Beziehungen*, Darmstadt, 1977, p. 33

160Vice-amiral [*Vizeadmiral*] Bernhard baron von Wüllerstorff-Urbair né le 29 janvier 1816 à Trieste, décédé le 10 août 1883 à Gries, Autriche, école des cadets sapeurs de Tulln 1828, marine 1833, enseigne de vaisseau de ligne (all. *Linienschiffsfähnrich*) 1839, capitaine de corvette (all. *Korvettenkapitän*) 1849, capitaine de vaisseau de ligne (all. *Linienschiffskapitän*) et commandant du SMS Venus 1854, conseiller du commandant de la marine l'archiduc Ferdinand-Maximilien 1855, commodore (all. *Kommodore*) du SMS Novara et expédition autour du monde 1857-1859, membre de l'Académie des sciences Leopoldina 1860, membre honoraire de l'Académie royale bavaroise des sciences, contre-amiral (all. *Konteradmiral*) et représentant du commandant de la marine au *Reichsrat* 1860, commandant de Pula 1861, commandant d'escadre pendant la guerre des duchés 1864, ministre du commerce 1865-1867.

161Baron Pasquale Revoltella, né le 16 juin 1795 à Venezia, décédé le 8 septembre 1869 à Trieste, manutentionnaire à Trieste 1817, fondé de pouvoir du consul de Suisse à Trieste 1827, co-fondateur du Lloyd austriaco (ou Lloyd autrichien) 1833, gestionnaire à Assicurazioni Generali 1835, conseiller municipal à Trieste 1850, promoteur du projet de canal à Suez 1855, investisseur dans le canal de Suez 1858, baron 1867.

162Le Lloyd austriaco fut la plus grande compagnie de navigation austro-hongroise et de la mer Méditerranée. Elle desservit Hongkong et Shanghai depuis 1880 et 1881 respectivement. WOODHEAD, H.G.W., MONTAGUE BELL, H.T., *The China Year Book 1914*, London, George Routledge & Sons, 1914, p. 431

163Contre-amiral (all. *Konteradmiral*) Anton baron von Wiplinger, né en 1825 en Basse-Autriche, capitaine de frégate (all. *Fregattenkapitän*) et commandant du SMS Bellona 1859, chef de la chancellerie de la marine 1866-1868, commandant du SMS Donau dans l'expédition von Petz 1868-1869, président de la commission d'artillerie permanente à Pula, puis contre-amiral et commandant du district maritime de Trieste.

164Amiral Maximilian baron von Pitner, né le 16 décembre 1833 à Graz, décédé le 21 octobre 1911 dans la même ville,

ce bâtiment est le premier de la marine austro-hongroise, sur son trajet retour, à traverser le canal de Suez (ouvert en 1869). L'ensemble de l'expédition est dirigée par le contre-amiral Anton baron von Petz¹⁶⁵, nommé ministre plénipotentiaire en mission extraordinaire en Chine, au Japon et au Siam.

Les deux navires sont déjà anciens quand ils prennent la route de l'Extrême-Orient, et ils ne peuvent servir qu'à protéger l'expédition contre la piraterie¹⁶⁶, leur présence vise surtout à faire montre d'un certain prestige et d'un statut de grande puissance, préoccupation constante de la nouvelle Autriche-Hongrie. Bien qu'il ne soit pas question cette fois-ci de forcer les pays asiatiques à se plier aux conditions européennes par la menace de la force, il s'agit malgré tout de vaisseaux de la marine militaire austro-hongroise.

L'Autriche-Hongrie fait effectivement face à un défi partagé par toutes les puissances nouvellement arrivées en Chine, y compris la Prusse en 1861 : suivre le sillage franco-anglo-américain sans présence territoriale dans la région¹⁶⁷, et sans véritable outil coercitif¹⁶⁸ vis-à-vis des pays asiatiques ciblés, à quoi s'ajoute à une faible tradition coloniale (hors d'Europe)¹⁶⁹. La Chine a été visitée par quatorze navires austro-hongrois en 1865, pour un total de deux mille cinq cent six tonnes, et le Siam par un seul navire de cette nationalité, de deux cent quatre-vingt-quatre tonnes, en 1864¹⁷⁰ ; il faut donc aussi compter avec une faiblesse évidente du commerce national dans la région au moment de l'expédition Petz.

collège de marine de Venezia, puis cadet dans la marine austro-hongroise 1848, second du baron von Wüllerstorff-Urbair sur le SMS Kaiser dans la guerre des duchés 1864, commandant du SMS Erzherzog Friedrich dans l'expédition Petz 1868-1871, chef de la chancellerie centrale de la section de la marine 1871-1873, commandant d'escadre (all. *Eskadrekommendant*) 1883, baron 1884, chef du comité technique de la marine 1885, commandant de Pula 1886-1898, amiral (all. *Admiral*) 1898.

165 Contre-amiral [*Konteradmiral*] Anton baron von Petz, né en 1819 à Siebenbürgen, Transylvanie, noble hongrois, cadet dans la marine austro-hongroise 1837, enseigne de frégate (all. *Fregatten-Fähnrich*) 1842, enseigne de vaisseau de ligne (all. *Linienschiffsfähnrich*) 1845, lieutenant de frégate (all. *Fregatten-Leutnant*) 1848, lieutenant de vaisseau de ligne (all. *Linienschiffisleutnant*) 1850, capitaine de corvette (all. *Korvetten-Kapitän*) 1853, capitaine de frégate (all. *Fregatten-Kapitän*) 1856, capitaine de vaisseau de ligne (all. *Linienschiffskapitän*) 1861, contre-amiral (all. *Konteradmiral*) 1866, baron (all. *Freiherr*) 1867, dirige l'expédition austro-hongroise en Asie de l'Est 1868-1869, il fut aussi aide-de-camp de l'archiduc Frédéric et professeur de mathématiques au collège maritime de Venezia. DONKO, Wilhelm M., *Österreichs Kriegsmarine in Fernost. Alle Fahrten von Schiffen der k. (u.)k. Kriegsmarine nach Ostasien, Australien und Ozeanien von 1820 bis 1914*, Berlin, 2013, p. 63.

166 JÓZSA, A., « Bemerkungen zu den ostasiatischen Beziehungen der österreichisch-ungarischen Monarchie », *Acta Orientalia Academiae Scientiarum Hungaricae*, 1960, vol. 11, n° 1/3, p. 241

167 A l'exception notable de l'Espagne et des Pays-Bas, qui avaient dans la région une longue tradition impériale et commerciale, mais qui ne possédaient pas dans cette deuxième moitié du XIX^e siècle d'outil coercitif convainquant vis-à-vis de la Chine.

168 La notion-même de « traité inégal », terme d'origine japonaise et très chargé politiquement, est entièrement à revoir à partir de 1861 et de l'arrivée de puissances n'ayant pas ce pouvoir de coercition, ni n'obtenant des conditions propres, de leur point de vue national, à entamer la souveraineté et l'indépendance de la Chine. MARTINEZ ROBLES, David, « Constructing Sovereignty in Nineteenth-Century China: The Negotiation of Reciprocity in the Sino-Spanish Treaty of 1864 », *The International History Review*, vol. 38, n° 4 (2016), pp. 719-740

169 cf. p. 41

170 JÓZSA, A., « Bemerkungen zu den ostasiatischen Beziehungen der österreichisch-ungarischen Monarchie », *Acta Orientalia Academiae Scientiarum Hungaricae*, 1960, vol. 11, n° 1/3, p. 240

Celle-ci est lancée en 1868, soit vingt ans après l'appel de l'Autriche aux forces russes pour maintenir la Hongrie dans le giron des Habsburg, et un an après la signature du Compromis. La question des pavillons, du financement de l'expédition, ou encore les rapports entre ses membres sont donc à la fois déterminants et révélateurs. Par les termes du Compromis, l'Autriche et la Hongrie sont dirigées par le même souverain, couronné à Wien et à Budapest, mais ont aussi trois ministères en commun, celui de la guerre, celui des affaires étrangères, et celui des finances. Ils doivent être, ainsi que l'expédition Petz, financés à hauteur de soixante-dix pour cent par l'Autriche, et de trente pour cent par la Hongrie ; dans la même logique, cinq membres sont de nationalité hongroise pour treize Autrichiens¹⁷¹.

En raison de leur histoire récente et de la nouvelle situation politique, mais aussi parce que la Hongrie n'a *a priori* aucun intérêt à cette expédition autre que scientifique¹⁷², les tensions entre membres autrichiens et hongrois de l'équipage sont tout à fait palpables. La question des pavillons est ainsi investiguée – sans trouver d'infraction ; les Autrichiens sont accusés par ailleurs de se comporter en Allemands, visitant les lieux de sociabilité allemands à l'étranger et s'entretenant avec des marchands allemands. Cette « germanomanie » a la double conséquence de tendre toujours plus les relations entre Autrichiens et Hongrois à bord et d'obtenir un résultat similaire vis-à-vis des Allemands du Nord, qui pour cette raison voient en eux des concurrents, à qui ils donnent de fausses informations¹⁷³.

171 JÓZSA, A., « Bemerkungen zu den ostasiatischen Beziehungen der österreichisch-ungarischen Monarchie », *Acta Orientalia Academiae Scientiarum Hungaricae*, 1960, vol. 11, n° 1/3, p. 241

172 Le capitalisme hongrois n'étant à cette époque pas développé, y compris en comparaison du capitalisme autrichien, et les principales marchandises exportables étant la farine et le vin, pour lesquelles il n'existe pas de marché en Chine. *id.*, p. 238

173 *id.*, pp. 239-240

d- Le traité sino-austro-hongrois de Beijing, 1869

Le résultat direct de cette expédition est la négociation et la signature successive de trois traités avec le Siam, le 17 mai 1869, avec la Chine¹⁷⁴, le 2 septembre, et avec le Japon, le 18 octobre. Le second chronologiquement est manifestement le plus difficile à négocier, et face à l'intransigeance de la Chine sur la question des missions en particulier, il faillit ne jamais être signé. Le ministre du Royaume-Uni, puissance amie, qui a représenté jusque là les intérêts austro-hongrois en Chine¹⁷⁵, exprime son mécontentement à la cour chinoise. Le baron von Petz ayant pour sa part cédé sur les points d'achoppement les plus importants, le traité est finalement signé, pour être ratifié par l'Autriche-Hongrie en 1871¹⁷⁶.

Le traité, souvent qualifié d'« inégal », est pourtant surprenamment réciproque pour un traité sino-européen¹⁷⁷. L'article II prévoyait la possibilité de nommer des agents diplomatiques, y compris dans leurs capitales respectives¹⁷⁸. Heinrich comte von Calice¹⁷⁹ en est le premier bénéficiaire, jusqu'en 1874. Il est concurremment consul général d'Autriche et de Hongrie à Shanghai, ainsi que ministre-résident pour la Chine, le Japon et le Siam. L'article V fait de l'Empereur d'Autriche et Roi apostolique de Hongrie l'égal de l'Empereur de Chine. L'article VI permet à chaque puissance d'établir des consulats dans l'autre pays. L'article VIII, s'il ouvre tous les ports précédemment ouverts au commerce européen au commerce austro-hongrois, et permet aux Autrichiens et aux Hongrois la libre résidence, en toute sécurité et sans obstacle, dans ces ports, *étend la même liberté aux Chinois sur toute l'étendue du territoire austro-hongrois*. L'article XLIII étend aux nations et aux sujets austro-hongrois la clause de la nation la plus favorisée¹⁸⁰, mais *la même clause est*

174 Texte reproduit dans HERTSLET, Godfrey E.P. (éd.), *Treaties, &c., between Great Britain and China, and between China and Foreign Powers, and Orders in Council, Rules, Regulations, Acts of Parliament, Decrees, &c., affecting British Interests in China*, London, Harrison & Sons, 1908, vol. 2, p. 215

175 JÓZSA, A., « Bemerkungen zu den ostasiatischen Beziehungen der österreichisch-ungarischen Monarchie », *Acta Orientalia Academiae Scientiarum Hungaricae*, 1960, vol. 11, n° 1/3, p. 239

176 JÓZSA, A., « Bemerkungen zu den ostasiatischen Beziehungen der österreichisch-ungarischen Monarchie », *Acta Orientalia Academiae Scientiarum Hungaricae*, 1960, vol. 11, n° 1/3, p. 244 ; cf. annexe n° 34

177 MARTINEZ ROBLES, David, « Constructing Sovereignty in Nineteenth-Century China: The Negotiation of Reciprocity in the Sino-Spanish Treaty of 1864 », *The International History Review*, vol. 38, n° 4 (2016), pp. 719-740 ; cf. annexe n° 39

178 En raison de la clause de la nation la plus favorisée, la Chine ne peut s'opposer à une nomination, sauf dans le cas des ministres de la Suède, du Brésil et du Mexique. SOULIÉ DE MORANT, George, *les Droits conventionnels des étrangers en Chine*, Paris, 1916, p. 18

179 Heinrich comte von Calice, né le 31 mars 1831 à Constantinople (auj. İstanbul), décédé le 28 août 1912 à St. Peter, Autriche, étudie le droit à Wien et Heidelberg, barreau 1853, élève consulaire aux Douanes maritimes centrales de Trieste 1855, ministère du commerce, puis vice-chancelier à Constantinople 1857, secrétaire de la commission des États riverains du Danube 1858, consul à Liverpool 1864, participe à l'expédition Petz 1868-1869, consul général à Shanghai et ministre-résident pour la Chine, le Japon et le Siam 1871-1874, agent diplomatique à Bucaresti 1874, conférence de Constantinople 1876, chef de section 1877-1880, conseiller privé 1878, ambassadeur à Constantinople 1880-1906.

180 La signification légale de cette clause n'est pas précisée dans le traité. La définition la plus complète de cette clause dans un traité entre Chine et nation européenne date du traité franco-chinois de 1858 : « Il est entendu que toute obligation non consignée expressément dans la présente convention ne saura être imposée aux consuls ou agents consulaires non plus qu'à leurs nationaux, tandis que, comme il a été stipulé, les Français jouiront de tous les droits,

accordée aux sujets chinois se trouvant sur le territoire austro-hongrois¹⁸¹. Seuls, l'article XIII, établissant l'inviolabilité de la propriété des sujets austro-hongrois en Chine, et les articles XXXVIII à XL, étendant le privilège d'extraterritorialité dont bénéficiaient les citoyens des nations à traités aux Autrichiens et aux Hongrois, peuvent véritablement être considérés comme profitant à la seule puissance européenne au détriment de la Chine¹⁸².

Dix-sept États (y incluse la Russie¹⁸³) engagent des relations diplomatiques avec la Chine entre 1842 et 1899. De ces dix-sept, douze revendiquent la clause de la nation la plus favorisée, non seulement en ce qui concerne les avantages commerciaux (et notamment les droits de douane), mais aussi les privilèges de tout ordre, notamment l'extraterritorialité, qui est souvent expressément accordé aux nationaux de ces États. Bien que ces clauses ne sont pas suffisantes *per se* pour parler d'impérialisme de la part de ces États, elles sont les fondements juridiques qui les mettent en position de mettre en place une politique impériale en Chine. Leurs nationaux, indépendamment de ces considérations, se trouvent toujours dans une position privilégiée lorsqu'ils se trouvent sur le territoire chinois.

Nous l'avons vu, l'Autriche-Hongrie ajoute à ces clauses une forme de réciprocité. La Suède-et-Norvège, si elle obtient le droit de résidence et l'extraterritorialité pour ses nationaux en 1847, ne jouit de la clause de la nation la plus favorisée que du point de vue commercial. Cette nuance est en réalité partagée avec le traité franco-chinois du 24 octobre 1844, la France n'obtenant des termes similaires au Royaume-Uni (1842) et aux États-Unis (1844) qu'en 1858. Il est probable que la Suède-et-Norvège aurait obtenu les mêmes avantages si elle avait cherché à les négocier. La véritable pionnière en matière de réciprocité dans les relations avec la Chine est l'Espagne, qui signe en 1864 un traité assurant à la Chine la clause de la nation la plus favorisée dans sa colonie des Philippines, sans toutefois aller aussi loin que la monarchie duelle. Seuls trois pays suivent cet exemple : le Pérou, qui accorde en 1874 la clause de la nation la plus favorisée à la Chine, à l'exemple de l'Autriche-Hongrie ; et la Corée, en 1899, l'exécution du traité sino-coréen étant garantie par le Japon, et qui n'obtient la clause de la nation la plus favorisée que dans le domaine commercial (à l'exemple de la Suède-et-Norvège) et établit l'extraterritorialité et le droit de résidence aussi bien pour les Coréens en Chine que pour les Chinois en Corée. Enfin, la Suède (sans

privilèges, immunités et garanties quelconques qui auraient été ou qui seraient accordés par le gouvernement chinois à d'autres puissances ». SOULIÉ DE MORANT, George, *les Droits conventionnels des étrangers en Chine*, Paris, 1916, p. 8

181 Cette réciprocité dans la clause de la nation la plus favorisée était pionnière, et ne fut imitée que par le Pérou en 1874 et le Mexique en 1899 dans leurs traités signés avec la Chine. SOULIÉ DE MORANT, George, *les Droits conventionnels des étrangers en Chine*, Paris, 1916, p. 9 ; cf. p. 23

182 cf. p. 21

183 Qui engage des relations diplomatiques en 1689 par le traité de Nerchinsk, mais ne signe un accord similaire aux autres puissances occidentales (incluant la clause de la nation la plus favorisée et établissement l'extraterritorialité pour les Russes en Chine) que le 13 juin 1858 par le traité de Tianjin.

la Norvège) suit l'exemple autrichien et péruvien le 2 juillet 1908. Cela s'explique en partie par les difficultés rencontrées, à l'exemple de la Prusse, dans les négociations. Il lui est ainsi refusé de nommer des consuls parmi les marchands déjà établis dans les ports ouverts, comme la mention du « droit de prédication pour les religions pratiquées en Autriche », les Chinois pensant qu'il s'agit d'introduire de nouvelles religions. Petz ne cède pas sur l'égalité de rang entre son souverain et l'empereur de Chine, mais a beaucoup de peine à l'obtenir. En conséquence, le traité sino-austro-hongrois de 1869 a une portée inédite dans l'histoire des relations internationales.

e- Les relations entre l'Autriche-Hongrie et la Chine : État des lieux historiographique

Au contraire de celui portant sur les relations sino-allemandes, le corpus de textes scientifiques concernant les relations entre l'Autriche-Hongrie et Chine est à l'heure actuelle très restreint. Il n'existe aucun travail de ce type en langue française (à l'exception d'un seul article de Pálvölgyi Balázs cité ci-dessous). En ce qui concerne les sources publiées, on consultera avec intérêt les livres de Paula von Rosthorn et du lieutenant de vaisseau (all. *Linienschiffsleutnant*) Theodor chevalier von Winterhalder, qui concernent leurs expériences du siège des légations à Beijing en 1900¹⁸⁴.

Le Hongrois Józsa A. s'est d'abord intéressé au sujet, et a publié deux articles en langue allemande en 1960 et 1962¹⁸⁵, puis Józsa Sándor publie le premier manuel sur la question, *Kína és az Osztrák-Magyar Monarchia* [la Chine et la monarchie austro-hongroise], en 1966 à Budapest et en langue hongroise. Cependant ces travaux sont éclipsés par l'excellent travail de fond effectué depuis 1980 par l'Autrichien Prof. Dr Gerd Kaminski et la publication de *Von Österreichern und Chinesen* [Des Autrichiens et des Chinois]¹⁸⁶. D'autres études suivent, notamment en ce qui concerne le personnage d'Arthur von Rosthorn. Bien qu'il dirige la société austro-chinoise depuis 1971, son travail est sérieux et on peut s'y référer avec confiance. Il faut malgré tout noter que le choix des sujets traités vise explicitement à renforcer l'amitié austro-chinoise.

Les autres travaux importants ont tous été effectués après 2002. Le livre des Autrichiens Georg et Monika Lehner, bien que très descriptif, est le livre de référence concernant la participation austro-hongroise à la guerre des Boxers¹⁸⁷. La thèse de la Taïwanaise Lee Chinyun, ainsi que les travaux du Tchèque Aleš Skřivan, en langue anglaise, sont très complets et éclairants en ce qui concerne les relations économiques et commerciales et leur rapport à l'impérialisme austro-hongrois en Chine¹⁸⁸. Le mémoire de master d'Adam Cabiš, en langue tchèque, soutenu en

184VON ROSTHORN, Paula, *Peking 1900, Paula von Rosthorns Erinnerung an den Boxeraufstand*, Böhlau, Wien, 2001 ; VON WINTERHALDER, Theodor, *Kämpfe in China : Eine Darstellung der Wirren und der Beteiligung von Österreich-Ungarns Seemacht an ihrer Niederwerfung in den Jahren 1900-1901*, A. Hartleben's Verlag, Wien & Budapest, 1902

185JÓZSA, A., « Bemerkungen zu den ostasiatischen Beziehungen der österreichisch-ungarischen Monarchie », *Acta Orientalia Academiae Scientiarum Hungaricae*, 1960, vol. 11, n° 1/3, pp. 235-247 ; *id.*, « Die Bemühungen der österreichisch-ungarischen Monarchie um die Erwerbung eines Settlements in China », *Acta Orientalia Academiae Scientiarum Hungaricae*, 1962, vol. 15, n° 1/3, pp. 155-159

186KAMINSKI, Gerd, « Vergessene Verdienste, Dr. Felix Stumvoll: erster und letzter österreichischer Gesandter in der Republik China », *China-Report*, 1991, vol. 111-112, pp. 40-71 ; *id.*, *Der Boxeraufstand, Entlarvter Mythos*, Löcker, Wien, 2000 ; *id.*, *Von Österreichern und anderen Chinesen*, Löcker, Wien, 2011 ; KAMINSKI, Gerd, KREISSL, Barbara (éds), *Aodili, Österreich – China, Geschichte einer 300jährigen Beziehung*, Wien, ÖGCF, 1996 ; KAMINSKI, Gerd, UNTERRIEDER, Else, *Von Österreichern und Chinesen*, Europaverlag, Wien, München & Zürich, 1980 ; *id.*, *Wäre ich Chinese, so wäre ich Boxer*, Wien, Europaverlag, 1989

187LEHNER, Georg, LEHNER, Monika, *Österreich-Ungarn und der « Boxeraufstand » in China*, Studien-Verlag, Wien, 2002

188LEE, Chinyun, *Trieste and Austro-Chinese Trade from 1869 to 1918*, thèse non-publiée, Ljubljana, 2002 ; *id.*, « Obchod mezi Čínou a českými zeměmi koncem rakouského císařství » [le Commerce entre la Chine et les pays tchèques à la fin de l'empire autrichien], *Studia orientalia slovacica*, vol. 4 (2005), pp. 65-92 ; *id.*, « Austrian Maritime Development in East Asia: 1869-1914 », *Zgodovinski Casopis*, vol. 3-4 (2007), pp. 467-489 ; SKŘIVAN,

2012, éclaire des éléments importants du sujet¹⁸⁹. On peut enfin citer les travaux du juriste hongrois Pálvölgyi Balázs qui traite dans une série d'articles publiés en langues allemande, anglaise et française du « complot Goennert » par le biais des archives hongroises¹⁹⁰.

f- L'Autriche-Hongrie et la Chine du traité de Beijing à la Première Guerre sino-japonaise, 1869-1895

Malgré l'ouverture de relations diplomatiques entre la Chine et l'Autriche-Hongrie et l'établissement d'un consulat austro-hongrois à Shanghai, malgré aussi l'obtention par l'Autriche-Hongrie des outils traditionnels de l'impérialisme par le traité de 1869, le commerce bilatéral stagne, l'implication politique est presque nulle, il ne peut par ailleurs être encore question d'une quelconque « présence impériale » austro-hongroise en Chine. Les raisons à cela sont multiples. Par l'expédition Petz et la signature du traité de Beijing, l'Autriche-Hongrie a atteint ses ambitions en Extrême-Orient, et le pays se désintéresse ensuite de la région pendant plus de deux décennies. Les priorités de la politique étrangère austro-hongroise sont d'abord européennes, et même balkaniques¹⁹¹.

Le commerce, moteur si puissant de l'intérêt occidental pour la Chine, est très limité. En Autriche-Hongrie, il s'eupéanise et même se germanise de façon aigüe, diminuant d'autant la part des régions extra-européennes. Les rares partenaires extra-européens importants de l'Autriche-Hongrie sont les États-Unis et la Turquie. Le commerce avec les Indes britanniques, premier partenaire austro-hongrois en Asie, est maigre et déficitaire. Le marché chinois, très compétitif, n'intéresse aucun secteur particulier de l'industrie, et pour chaque produit que l'un des partenaires peut se procurer chez l'autre, il existe ailleurs, à un prix plus avantageux, de meilleures alternatives. Le coût du transport par chemin de fer à l'intérieur de l'empire d'Autriche – il est plus intéressant de

Aleš Jr., « Austro-Hungarian Export to China », in *Prague Papers on the History of International Relations*, Institute of World History, Praha, 2008, pp. 191-208 ; *id.*, « The Role of Export in the Economy of the Habsburg Monarchy before the First World War », in *Prague Papers on the History of International Relations*, Institute of World History, Praha, 2008, pp. 575-580 ; *id.*, « The Economic Interests of Austria-Hungary in China between 1900-1914 », in *Rivista di storia economica*, 2015, n° 3, pp. 395-432 ; SKŘIVAN, Aleš Jr., SKŘIVAN, Aleš Sr., « Die Stellung des Hafens Triest und die Bedeutung des Österreichischen Lloyd für den Transport aus der Habsburgermonarchie nach Übersee », in *West Bohemian Historical Review*, 2014, vol. 2, pp. 575-580

189CABIŠ, Adam, *Rakousko-Uhersko a Čína, Diplomatičké vztahy císařství v letech 1896-1911* [L'Autriche-Hongrie et la Chine, Relations diplomatiques de 1896 à 1911], mémoire de maîtrise non-publié, Olomouc, 2012

190PÁLVÖLGYI, Balázs, « Zwischenfall in Tientsin – ein Stück der Doppelmonarchie in China im Jahre 1917 », in Radovan David, Jan Neckař, Martin Orgonik, David Schnalek, Jaromír Tauchen, Jiří Valdhanš (éds.), *COFOLA Conference for Young Lawyers*, Masarykova Univerzita, Brno, 2008, pp. 1100-1118 ; *id.*, « Constitutional questions and its consequences concerning the Austro-Hungarian settlement in China », in *Právní a ekonomické problémy současnosti X. Sborník Prací*, Ostrava, Key Publishing, 2009 ; *id.*, « L'Autriche-Hongrie et l'aventure de Tientsin en 1917 ou l'assassinat d'un policier chinois », in Peres, Delacasse, Hornyák, Juhász (éds.), *Turning Points and Breaklines: 4th Yearbook Young Legal History*, Martin Meidenbauer Verlagsbuchhandlung, München, 2009, pp. 343-354

191cf. p. 54

transporter les marchandises jusqu'à un port allemand¹⁹², la compétitivité relativement faible de l'österreichischer Lloyd à Trieste – lignes de vapeur moins fréquentes, moins rapides, plus coûteuses, le faible développement de la bourgeoisie viennoise et de l'industrie hongroise sont autant de freins sérieux à toute amélioration de la situation.

Le pavillon austro-hongrois ne se montre que rarement dans les ports ouverts de Chine – jamais plus de treize navires annuels de 1869 à 1895, dont quinze années sans qu'aucun navire n'y arbore ce même pavillon. Au mieux, quatre entreprises autrichiennes et hongroises opèrent concurremment sur le territoire chinois à cette même période ; la colonie austro-hongroise ne dépasse elle jamais quatre-vingt-huit personnes. Ces chiffres sont anecdotiques en comparaison des autres puissances européennes, et en particulier du Royaume-Uni et de l'Allemagne, mais aussi des États-Unis et du Japon¹⁹³.

192C'est en particulier vrai de l'industrie bohémienne, moteur industriel de l'Autriche.

193LEE, Chinyun, *Trieste and Austro-Chinese Trade from 1869 to 1918*, thèse non-publiée, Ljubljana, 2002 ; SKŘIVAN, Aleš Jr., « Austro-Hungarian Export to China », in *Prague Papers on the History of International Relations*, Institute of World History, Praha, 2008, pp. 191-208 ; SAUER, Walter, « Habsburg Colonial: Austria-Hungary's Role in European Overseas Expansion Reconsidered », 2012, *Austrian Studies*, vol. 20, p. 17

g- La situation européenne de l'Autriche-Hongrie du Compromis à l'alliance franco-russe, 1867-1892

Entre 1867 et 1870, il semble que la nouvelle Autriche-Hongrie se fasse d'abord courtiser par la France, en vue d'une alliance défensive¹⁹⁴. La situation est évidemment modifiée par la guerre franco-prussienne. D'après Bismarck, les premières tentatives de rapprochements entre les anciens rivaux pour la domination de l'ensemble allemand datent de 1870¹⁹⁵. La formation du nouvel Empire d'Allemagne mené par la Prusse, le Compromis créant une monarchie duelle austro-hongroise, les rivalités entre l'Autriche et l'Italie, à l'ouest, ainsi qu'avec la Russie dans la zone des Balkans, raisons auxquelles s'ajoute désormais la défaite de la France, créent les conditions de ce rapprochement, malgré le souvenir encore frais de Sadowa (1866) qui fait douter certains diplomates allemands. L'Autriche-Hongrie n'est pourtant pas complètement isolée : les relations avec le Royaume-Uni sont cordiales et les intérêts des deux puissances se rejoignent en ce qui concerne la Russie. Les intérêts autrichiens sont d'ailleurs traditionnellement gérés par les représentations britanniques en Chine dans les ports ouverts où l'Autriche ne possède pas de consulat, et ce jusqu'en 1914.

Le facteur véritablement décisif est la nomination du comte Andrassy, rebelle aux Habsburg en 1848 et premier ministre-président de Hongrie à partir de 1867, au ministère commun des affaires étrangères en 1871. Il ne voit en effet aucun inconvénient à accepter les conséquences de Sadowa. Bismarck, de son côté, assure à l'empereur François-Joseph désirer le maintien de l'empire austro-hongrois, c'est-à-dire renoncer à intégrer au nouvel Empire d'Allemagne les Allemands d'Autriche. À ce stade, l'unique obstacle semble être qu'Andrassy souhaite attirer l'Allemagne dans une alliance défensive, dirigée uniquement contre la Russie, lorsque Bismarck souhaite que cette alliance soit aussi dirigée contre la France, en partie afin de ménager les sentiments russes¹⁹⁶.

Il préfère d'ailleurs un rapprochement des trois puissances, Allemagne, Autriche-Hongrie et Russie. Les trois empereurs se rencontrent donc à Berlin, en septembre 1872. Le résultat de cette entrevue est un accord qui garantit le *status quo* dans les Balkans, rompant ainsi l'isolement de la monarchie duelle¹⁹⁷. Il trouve sa première expression lors de l'insurrection de l'Herzégovine en 1875. La Russie et l'Autriche-Hongrie s'entendent alors pour obtenir la neutralité de la Serbie et du Monténégro, ainsi que pour aider à maintenir la région dans le giron turc¹⁹⁸. Ces deux pays,

194BÉRENGER, Jean, *l'Autriche-Hongrie, 1815-1918*, Paris, Armand Colin, 2005, pp. 116-117

195VON BISMARCK, Otto, *Gedanken und Erinnerungen*, Köln, Anaconda Verlag, 2015, p. 504

196RENOUVIN, Pierre, *Histoire des relations internationales, Tome 6 : le XIX^e siècle, II- De 1871 à 1914, l'Apogée de l'Europe*, Hachette, Paris, 1955, pp. 32, 34 ; VON BISMARCK, Otto, *Gedanken und Erinnerungen*, Köln, Anaconda Verlag, 2015, p. 511

197BÉRENGER, Jean, *l'Autriche-Hongrie, 1815-1918*, Paris, Armand Colin, 2005, p. 117

198LARMEROUX, Jean, *la Politique extérieure de l'Autriche-Hongrie 1875-1914*, Plon, Paris, Tome 1, pp. 20-21

sympathiques aux insurgés, déclarent pourtant la guerre à leur suzerain, l'Empire ottoman, en juillet 1876¹⁹⁹. Ce développement pousse bientôt la Russie à intervenir, mais non sans s'être assurée du soutien de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie. Rendue possible par la renonciation de la Russie à Constantinople²⁰⁰, la convention secrète du 15 janvier 1877 non seulement restreint l'action russe et les conséquences d'une victoire sur la Turquie, mais encore permet à l'Autriche de trouver une compensation à l'indépendance éventuelle de la Serbie et du Monténégro par l'occupation et l'administration de la Bosnie et de l'Herzégovine²⁰¹.

Les Russes avançant malgré tout vers Constantinople, l'Autriche-Hongrie et le Royaume-Uni s'alarment, et forcent la Russie à signer un armistice le 31 janvier 1878. La révision des conditions de la paix par un congrès des puissances européennes à Berlin en juin de la même année retire l'accès à la Méditerranée que la Russie s'est ménagé, fait de la Bulgarie un pays vassal, plutôt qu'indépendant, mais surtout, l'indépendance de la Serbie y est actée, ainsi que l'occupation autrichienne de la Bosnie-Herzégovine. L'Autriche-Hongrie devient une puissance balkanique²⁰². La conséquence immédiate de ces événements est la création de la Duplice en octobre 1879, alliance défensive austro-allemande dirigée uniquement contre la Russie, l'agression d'un État tiers n'entraînant que la « neutralité bienveillante » de l'autre partie. C'est un « nouveau point fixe de la politique internationale ». Le comte Andrassy remet immédiatement sa démission après le couronnement de sa politique²⁰³.

Les efforts de Bismarck ainsi que le protectorat de la France sur la Tunisie permettent de compléter la fameuse Triplice par l'adhésion de l'Italie en mai 1882. En 1881, l'Autriche-Hongrie a déjà obtenu la vassalisation informelle de la Serbie de Milan Obrenović²⁰⁴, qu'elle élève au rang de royaume en 1882, et ce malgré l'occupation de la Bosnie-Herzégovine. Le traité secret établissant ce contrôle autrichien n'expire qu'en 1895, et la monarchie duelle profite de fait de cette situation jusqu'au changement dynastique de 1903. Jouant sur les déceptions du roi Carol²⁰⁵, qui a dû céder la

199*id.*, p. 37

200Auj. İstanbul

201LARMEROUX, Jean, *la Politique extérieure de l'Autriche-Hongrie 1875-1914*, Plon, Paris, Tome 1, pp. 43-44 ;
RENOUVIN, Pierre, *Histoire des relations internationales*, Tome 6 : *le XIX^e siècle, II- De 1871 à 1914, l'Apogée de l'Europe*, Hachette, Paris, 1955, p. 68

202RENOUVIN, Pierre, *Histoire des relations internationales*, Tome 6 : *le XIX^e siècle, II- De 1871 à 1914, l'Apogée de l'Europe*, Hachette, Paris, 1955, p. 69 ; BÉRENGER, Jean, *l'Autriche-Hongrie, 1815-1918*, Paris, Armand Colin, 2005, p. 119

203RENOUVIN, Pierre, *Histoire des relations internationales*, Tome 6 : *le XIX^e siècle, II- De 1871 à 1914, l'Apogée de l'Europe*, Hachette, Paris, 1955, p. 249 ; BÉRENGER, Jean, *l'Autriche-Hongrie, 1815-1918*, Paris, Armand Colin, 2005, p. 120

204Milan I^{er} Obrenović, Милан Обреновић, né le 22 août 1854 à Mărășești, auj. en Roumanie, décédé le 11 février 1901 à Wien, prince de Serbie 1868-1882, roi 1882-1889, abandonne la nationalité serbe 1892, conseille son fils Alexandre I 1894-1900

205Carol I, né le 20 avril 1839 à Sigmaringen, décédé le 10 octobre 1914 à Sinaia, prince souverain de Roumanie 1866, roi 1881

Bessarabie méridionale à la Russie contre la Dobroudja, pourtant alliée dans la guerre contre les Turcs, Bismarck permet une alliance défensive entre Autriche-Hongrie et Roumanie le 30 octobre 1883, à laquelle l'Allemagne adhère ensuite. Enfin, la gestion russe de la crise dans ce pays pourtant russophile, puis l'abdication d'Alexandre I²⁰⁶ au profit d'un ancien officier de l'armée austro-hongroise détache la Bulgarie de la Russie en 1886. Le tsar ne peut constater que l'Autriche-Hongrie lui a « fait des cochonneries », sans pourtant répliquer à cette perte d'influence dans les Balkans²⁰⁷.

En parallèle et malgré l'isolement croissant de la Russie, Bismarck parvient à la maintenir dans son système d'alliances grâce au traité de réassurance signé le 18 juin 1887 : Si la Russie promet de maintenir la neutralité dans le cas d'une agression française contre l'Allemagne, celle-ci promet la sienne dans le cas d'une agression austro-hongroise contre la Russie, ainsi que lors d'une intervention russe à l'entrée de la mer Noire. Mais l'avènement de Guillaume II²⁰⁸ en 1888, puis la démission de Bismarck en 1890 et le refus subséquent de l'empereur d'Allemagne de renouveler le traité de réassurance provoque un rapprochement franco-russe qui aboutit en 1892 à l'établissement d'une alliance défensive dirigée à la fois contre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie.

206Alexandre I, né le 5 avril 1857 à Verona, décédé le 17 novembre 1893 à Graz, prince de Bulgarie 1879-1886

207RENOUVIN, Pierre, *Histoire des relations internationales*, Tome 6 : le XIX^e siècle, II- De 1871 à 1914, *l'Apogée de l'Europe*, Hachette, Paris, 1955, pp. 74-77 ; BÉRENGER, Jean, *l'Autriche-Hongrie, 1815-1918*, Paris, Armand Colin, 2005, pp. 149-153BÉRENGER, Jean, *l'Autriche-Hongrie, 1815-1918*, Paris, Armand Colin, 2005, pp. 149-153

208Guillaum II, né le 27 janvier 1859 à Berlin, décédé le 4 juin 1941 à Doorn, empereur d'Allemagne et roi de Prusse 1888-1918

3- L'Allemagne et la question des concessions étrangères en Chine, 1895-1914

a- La situation de Tianjin et de Hankou, 1816-1895

La ville de Tianjin est un objet capital de l'histoire contemporaine de la Chine et de l'Asie. D'un point de vue géostratégique, Tianjin est le verrou de Beijing. Elle est située sur le Grand Canal²⁰⁹ qui s'étend de Beijing à Hangzhou, à l'endroit où il rejoint le cours du Haihe. C'est aussi une des stations de première importance du chemin de fer Beijing-Shanhaiguan (depuis 1896), celui-ci étant par la suite raccordé au réseau mandchourien. L'intérêt stratégique du lieu est renforcé par sa proximité avec la Mandchourie et la Mongolie intérieure orientale (ou Jehol), d'une part (zones d'influence russe à la fin du XIX^e siècle), et de la Corée, enjeu de la Première Guerre sino-japonaise (1894-1895) aussi bien que de la guerre russo-japonaise (1905-1905). Le port de Tianjin est, d'un point de vue commercial – et depuis son ouverture au commerce étranger, le premier port de Chine du Nord, et l'un des trois pôles économiques majeurs avec Hongkong et Shanghai²¹⁰. Le charbon²¹¹, le coton et le sel²¹² font partie des ressources stratégiques de son hinterland. Les exportations les plus importantes sont les fourrures, la laine et les liqueurs. C'est aussi une des villes les plus peuplées du monde²¹³. En raison de sa grande attractivité pour les étrangers, qui en fait un véritable microcosme, le juriste allemand Ernst Grünfeld en parle comme « d'un des lieux les plus étranges au monde »²¹⁴.

Dès 1816, elle reçoit l'ambassade britannique envoyée à l'empereur de Chine, de façon à garder la capitale fermée aux étrangers. Le célèbre fort de Dagou, à l'embouchure du Haihe, est attaqué par les Anglais et les Français dès 1840. Il est un enjeu majeur des deux guerres franco-anglo-chinoises de 1856-1858 et de 1860. C'est l'article 4 de la convention additionnelle de Beijing, mettant fin à ce dernier conflit, qui fait de la ville de Tianjin un port ouvert le 25 octobre 1860, et ouvre la voie à l'installation de concessions. Une concession britannique est établie dès 1860 et une concession française en 1861. Les États-Unis s'intéressent un temps à la question et conservent des

209Nom chinois : Da Yunhe ou Jing Hang Da Yunhe (de BeiJING et HANGzhou)

210WRIGHT, Arnold, *Twentieth Century Impressions of Hong Kong, Shanghai and Other Treaty Ports of China*, 1908, p. 724

211Une mine ouvre à Tangshan, au nord-est de Tianjin, dans les années 1870. WRIGHT, Arnold, *Twentieth Century Impressions of Hong Kong, Shanghai and Other Treaty Ports of China*, 1908, p. 726

212MAYERS, Wm. Fred., DENNYS, N.B., KING, Chas., *The Treaty Ports of China and Japan, A Complete Guide to the Open Ports of Those Countries, Together With Peking, Yedo, Hongkong and Macao Forming A Guide Book & Vade Mecum for Travellers, Merchants, and Residents in General*, Trübner & Co., London, A. Shortrede and Co., Hongkong, 1867, p. 473 ; SOULIÉ DE MORANT, George, *les Droits conventionnels des étrangers en Chine*, Paris, 1916, p. 178 ; SINGARAVÉLOU, Pierre, « La bataille du sel. Économie, société civile et puissances étrangères à Tianjin en 1900 », in Pierre Singaravélou, Hugues Tertrais (éds), *Outre-Mers*, 1er semestre 2014, n° 382-383 : *De Tientsin à Tianjin, Internationalisation et patrimonialisation des concessions (1860-2030)*. pp. 47-70

213Elle se classe 7^e en 1874, devant Wien et Berlin. *Journal des débats politiques et littéraires*, 8 septembre 1874 ; Elle a un million d'habitants en 1899 d'après CORDIER, Henri, *Histoire des relations de la Chine avec les puissances occidentales*, Paris, F. Alcan, 1901-1902, vol. 1, p. 347

214GRÜNFELD, Ernst, *Hafenkolonien und kolonieähnliche Verhältnisse in China, Japan und Korea*, 1913, p. 131

droits à cet égard jusqu'en 1902²¹⁵. La ville est aussi restée dans les mémoires pour un incident xénophobe d'importance : « l'incident » ou « le massacre de Tianjin », en 1870, c'est-à-dire l'assassinat de Français dont le consul Fontanier. Ils sont la réaction à l'occupation de la ville par les alliés jusqu'au paiement de l'indemnité de guerre par la Chine²¹⁶.

La ville de Hankou n'occupe pas la même place dans l'histoire politique de la Chine. Son importance est avant tout commerciale – notamment en ce qui concerne les exports de coton et de thé²¹⁷. Les étrangers lui donnent le surnom de « Chicago de l'Orient »²¹⁸. De 1863 à 1873, les Russes construisent plusieurs usines de transformation du thé à Yanloudun puis Hankou²¹⁹. Située à la jonction du fleuve Han (qui sépare les villes de Hankou et de Hanyang) et du Yangzi (la ville de Wuchang est établie sur la rive opposée²²⁰), elle est incluse dans la zone d'influence britannique (bassin du Yangzi)²²¹. Les vapeurs n'ont d'abord pu remonter le Yangzi que jusqu'à Hankou, avant l'ouverture à la navigation du segment s'étendant jusqu'à Yichang, ce qui participa naturellement à son développement. Hankou constitue un port ouvert depuis le traité sino-britannique du 26 juin 1858, mais n'accueille d'abord qu'une concession britannique, établie en 1861, dont les résidents sont surtout des sujets britanniques et russes²²². La ville est importante pour les intérêts commerciaux russes, ce qui explique la visite du tsarévitch Nikolai Romanov en 1891²²³.

215VAICOURDT, Nicolas, « De la "me too policy" aux ambitions contradictoires : la brève histoire de la concession américaine de Tianjin, 1860-1902 », in Pierre Singaravélou, Hugues Tertrais (éds), *Outre-Mers*, 1er semestre 2014, n° 382-383 : *De Tientsin à Tianjin, Internationalisation et patrimonialisation des concessions (1860-2030)*. pp. 27-46

216CORDIER, Henri, *Histoire des relations de la Chine avec les puissances occidentales*, Paris, F. Alcan, 1901-1902, vol. 1, pp. 324-390 ; GOTTELAND, Mathieu, *les Forces de l'ordre japonaises à Tianjin, 1914-1940 : Un point de vue français*, Editions de l'Albatros, 2019 (1^{ère} édition 2015), pp. 1-18

217La Chine est le premier exportateur de thé au monde jusqu'en 1902, date où elle est devancée par les Indes britanniques. WOODHEAD, H.G.W., MONTAGUE BELL, H.T., *The China Year Book 1914*, London, George Routledge & Sons, 1914, p. 201

218WRIGHT, Arnold, *Twentieth Century Impressions of Hong Kong, Shanghai and Other Treaty Ports of China*, 1908, p. 6694

219SHARONOVA, Viktoria Gennad'evna, CHEN, Kaige, « Русская концессия в Ханкоу » [la Concession russe de Hankou], *Русское зарубежье* [Russkoe zarubezh'e], 2017, p. 153

220Les trois villes de Hankou, Hanyang et Wuchang sont aujourd'hui réunies dans la métropole de Wuhan.

221*Ostasiatischer Lloyd*, « Die Einweihung des Rathauses der deutschen Niederlassung in Hankou », 10 pp., 1909, BA R901 31829

222Copie du rapport du Consul général de S.M.B. sur la concession britannique à Hankou au Ministre de S.M.B. à Beijing, 15 novembre 1901, BA R901 30923

223SHARONOVA, Viktoria Gennad'evna, CHEN, Kaige, « Русская концессия в Ханкоу » [la Concession russe de Hankou], *Русское зарубежье* [Russkoe zarubezh'e], 2017, p. 154

b- Les concessions étrangères en Chine : État des lieux historiographique

Le champ d'études multidisciplinaires consacré aux concessions étrangères en Chine est relativement étendu, en partie grâce à un intérêt renouvelé ces quinze dernières années. Le droit, les sciences politiques et l'économie sont les principaux angles adoptés par les contemporains ; les disciplines sont aujourd'hui plus diversifiées. Il reste néanmoins de grands manques dans l'historiographie de ces territoires, qui ont été très inégalement investigués en fonction des nations administratrices. Les concessions britanniques, françaises, italienne sont ainsi mieux connues que les concessions allemandes, austro-hongroise, belge, japonaises ou russes.

En ce qui concerne les essais contemporains concernant les concessions, on remarque principalement les ouvrages des Allemands Ernst Grünfeld et Dr Wilhelm Wagner, du Chinois Chan Chun Sing, des Français George Soulié et Marcel Baudez et enfin de l'Américain Westel W. Willoughby²²⁴. Les historiens Henri Cordier, Hosea Ballou Morse ainsi que Mingchien Joshua Bau leur consacrent quelques chapitres, mais sans prétendre à l'expertise. Très peu d'ouvrages leur font suite avant le travail des deux groupes de recherche internationaux basés à Bristol et Paris depuis 2008 et 2007 respectivement, à savoir « Colonialism in Comparative Perspective: Tianjin under Nine Flags, 1860-1949 » et « De Tientsin à Tianjin (1860-2030) : Mondialisation et patrimonialisation ». Robert Bickers, qui dirige le premier, a publié récemment conjointement avec Isabella Jackson le seul ouvrage donnant une vue d'ensemble des concessions étrangères depuis leur rétrocession définitive à la Chine²²⁵. Il est par ailleurs spécialiste de la concession internationale de Shanghai²²⁶.

Aux villes de Tianjin et de Hankou, qui nous intéressent principalement dans la suite de cette étude, les historiens, les économistes et les juristes ont longtemps préféré l'étude de Guangzhou (premier port ouvert de Chine, où les étrangers sont établis dès avant 1842) ou de Shanghai (port ouvert le plus considérable de Chine). Des concessions à Hankou, on ne connaît que partiellement les concessions allemande²²⁷, française²²⁸ et russe²²⁹. À Tianjin, on connaît assez bien les

224GRÜNFELD, Ernst, *Hafenkolonien und kolonieähnliche Verhältnisse in China, Japan und Korea*, 1913 ; WAGNER, Wilhelm, *Aufenthalt und Niederlassung Fremder in China*, Berlin, Karl Curtius, 1918 ; CHAN, Chung Sing, *les Concessions en Chine*, Paris, Presses universitaires de France, 1925 ; SOULIÉ DE MORANT, George, *les Droits conventionnels des étrangers en Chine*, Paris, 1916 ; BAUDEZ, Marcel, *Essai sur la condition juridique des étrangers en Chine*, A. Pedone, Paris, 1913 ; WILLOUGHBY, Westel W., *Foreign Rights and Interests in China*, Baltimore, 1920

225*Treaty Ports in Modern China: Law, Land and Power*, Routledge, 2016

226BICKERS, Robert, *Britain in China*, Manchester, Manchester University Press, 1999

227Merker, Peter, « Zwischen Konfrontation und Kooperation: deutsch-chinesische Handelsgeschäft in Hankou. Interessenlagen, Interaktionen, Konfliktfelder, Interventionsmuster », in LEUTNER, Mechthild, MÜHLHAHN, Klaus, *Deutsch-chinesische Beziehungen im 19. Jahrhundert: Mission und Wirtschaft in interkultureller Perspektive*, Berlin, LIT, 2001, pp. 43-86

228RIHAL, Dorothee, *La concession française de Hankou (1896-1943) : de la condamnation à l'appropriation d'un héritage*, thèse non-publiée, Université Paris VII Denis Diderot, 2007

229SHARONOVA, Viktoria Gennad'evna, « Русская эмиграция в Ханькоу (Китай) » [L'Émigration russe à Hankou (Chine)], *Россия и современный мир [Rossiya i sovremennyy mir]*, 2015 ; SHARONOVA, Viktoria Gennad'evna,

concessions britannique²³⁰, française²³¹ et italienne²³², ainsi que la « concession » américaine²³³, à l'exclusion des concessions austro-hongroise, belge, japonaise et russe. Concernant cette dernière ville, nous sommes par ailleurs guidés dans notre analyse par une série d'ouvrages contemporains et d'études plus récentes²³⁴.

Hormis le chapitre d'ouvrage de Peter Merker, cité plus haut à propos de l'historiographie des concessions de Hankou, et qui ne concerne qu'indirectement le sujet, on remarque cependant que les concessions allemandes ne sont pas un sujet d'études prisés. Il faut revenir aux ouvrages de Ernst Grünfeld (1913) et du Dr Wilhelm Wagner (1918) pour en lire une analyse complète, toutes langues de travail confondues. Nous nous attachons donc ici à combler ce manque avec un soin particulier.

CHEN, Kaige, « Русская концессия в Ханкоу » [la Concession russe de Hankou], Русское зарубежье [Russkoe zarubezh'e], 2017, pp. 153-159

230 BICKERS, Robert, *Britain in China*, Manchester, Manchester University Press, 1999

231 Chabaille, Fleur, *La concession française de Tianjin : une histoire connectée de l'expansion des concessions étrangères en Chine (1846-1946)*, thèse non-publiée, Université Lumière Lyon 2, 2015 ; GOTTELAND, Mathieu, *les Forces de l'ordre japonaises à Tianjin, 1914-1940 : Un point de vue français*, Albatros, 2019 (1^{ère} édition 2015)

232 CATELLANI, Enrico, *Organizzazione i funzionamento del settlement italiano in Tientsin* [Organisation et fonctionnement du settlement italien à Tianjin], Institute coloniale italiano, Roma, 1911 ; MARINELLI, Maurizio, « Self-Portrait in a Convex Mirror: Colonial Italy Reflects on Tianjin », *Journal of Global Cultural Studies*, 2007, n° 3, pp. 119-150 ; *id.*, « Making Concessions in Tianjin: Heterotopia and Italian Colonialism in Mainland China », *Urban History*, 2009, vol. 36, n° 3, pp. 399-425 ; *id.*, « Internal and external spaces: The emotional capital of Tianjin's Italian concession », *Emotion, Space & Society*, n° 3 (2010), pp. 62-70 ; *id.*, « Italy and/in China: Remaking the Urban Form and Rewriting History in Tianjin », in Jacqueline Andall, Derek Duncan (éds), *National Belongings: Hybridity in the Italian Experience of Colonialism/Postcolonialism*, Berne, Peter Lang, 2010, pp. 65-87 ; *id.*, « The Encounter between Italy and China: Two Countries, Multiple Stories », *Journal of Modern Italian Studies*, 2010, vol. 15, n° 4, pp. 491-501 ; *id.*, « The Genesis of the Italian Concession in Tianjin: A Combination of Wishful Thinking and Realpolitik », *Journal of Modern Italian Studies*, 2010, vol. 15, n° 4, pp. 536-556 ; *id.*, « Domesticating Italy's foreignness in China: the transcultural politics of the copy and the real », *Modern Italy*, vol. 24, n° 4 (2019), pp. 417-436 ; *id.*, « Tianjin 1901-1945: the significance of the Italian experience », in Ilari Vergilio (éd.), *Italy on the Rimland: military history of a Eurasian peninsula. Volume II: Suez*, Italian Military History Society & Nadirmedia Rome, Rome, 2019, pp. 395-406 ; MARINELLI, Maurizio, ANDORNINO, Giovanni (éds), *Italy's Encounters with Modern China: Imperial Dreams, Strategic Ambitions*, Palgrave Macmillan, 2014 ; DI MEO, Alessandro, *Tientsin, la Concessione italiana, Storia delle relazioni tra Italia e Cina (1866-1947)*, GBE, 2015

233 VAICBOURDT, Nicolas, « De la "me too policy" aux ambitions contradictoires : la brève histoire de la concession américaine de Tianjin, 1860-1902 », in Pierre Singaravélou, Hugues Tertrais (éds), *Outre-Mers*, 1er semestre 2014, n° 382-383 : *De Tientsin à Tianjin, Internationalisation et patrimonialisation des concessions (1860-2030)*. pp. 27-46

234 RASMUSSEN, Otto Durham, *The Growth of Tientsin*, 1924 ; *id.*, *Tientsin, An Illustrated Outline History*, Tientsin Press, Tientsin, 1925 ; JONES, F.C., *Shanghai and Tientsin, with Special Reference to Foreign Interests*, Humphrey Milford for Oxford University Press, London, 1940 ; SINGARAVÉLOU, Pierre, « Dix empires dans un mouchoir de poche, le Territoire de Tientsin à l'épreuve du phénomène concessionnaire (années 1860-1920) », in Hélène Blais, Florence Deprest, Pierre Singaravélou (éds), *Territoires impériaux, Une histoire spatiale du fait colonial*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2011, pp. 271-298 ; NUZZO, Luigi, « The Birth of A Colonial City, Tianjin, 1860-1895 », in *Studi in onore di Ernesto Sticchi Damiani*, Esi, Napoli, 2018

c- Qu'est-ce qu'une concession ? : Éléments de langage

Si un certain flou entoure encore aujourd'hui la nature des concessions étrangères en Chine, c'est avant tout parce qu'elles sont le fruit d'une évolution lente et disparate. Les concessions sont nombreuses, et toutes sont réglées par des outils légaux, politiques, financiers différents. Il est même impossible d'affirmer avec certitude que leur établissement vise un même but. Cette confusion est encore aggravée par des approximations de langage. Différentes appellations sont utilisées indifféremment l'une pour l'autre dans le langage courant, chez les acteurs et les décideurs, mais aussi dans le texte des traités. La langue allemande, en plus du mot *Konzession*, et de celui d'origine anglaise *Settlement*, possède encore celui de *Niederlassung*²³⁵.

Le mot de *Konzession*, malgré une analogie évidente avec la *concession* française, analogie facilitée par la présence impériale française en Chine, est d'origine latine (*concessio* : représentation, concession), et prend la signification de *concession* dans le sens de *licence*. Si le mot proprement allemand date du XVI^e siècle, la force de l'analogie lui donne cependant une toute autre couleur dans le contexte chinois. Ernst Grünfeld comme Dr Wilhelm Wagner considèrent que le mot *devrait* désigner les concessions de type strictement « national », bien que dans le langage courant, les divers termes allemands soient employés l'un pour l'autre²³⁶.

Si le *Settlement* n'est pas aujourd'hui considéré comme un terme allemand, il est alors utilisé de manière fréquente en langue allemande pour désigner les concessions étrangères en Chine, y compris dans les traités bilatéraux. Il est impossible de distinguer une règle établie pour l'usage du mot en langue allemande, cependant on le voit régulièrement utilisé pour désigner spécifiquement les concessions anglaises et américaines – notamment par analogie à la concession internationale de Shanghai²³⁷. Ce terme est ambigu dans son emploi en langue anglaise. En effet, d'un point de vue légal, un *settlement* peut désigner à la fois un *acte de propriété*, un *droit de résidence*, ou bien la *résolution d'un conflit*. D'autres définitions courantes supposent des *settlers*, c'est-à-dire des *colons*, ou du moins des *migrants* ; le *settlement* devient alors ou une *colonie*, ou un endroit où *l'on vient s'établir*, en particulier s'il est auparavant inhabité. Ces différentes définitions ont une résonance particulière dans le contexte chinois, mais se concentrent chacune sur un aspect distinct du phénomène concessionnaire, peut-être même contradictoire, en fonction de l'interprétation.

235 Si en langue anglaise l'utilisation dans ce contexte du mot *settlement* semble avoir précédé celui de *concession*, les deux termes furent utilisés l'un pour l'autre de manière courante. cf. JOHNSTONE, William C., « International Relations: The Status of Foreign Concessions and Settlements in the Treaty Ports of China », *The American Political Science Review*, oct. 1937, vol. 31, n° 5, p. 942 ; BAU, Mingchien Joshua, *The Foreign Relations of China, A History and A Survey*, Fleming H. Revell Company, London & Edinburgh, 1921, p. 309

236 GRÜNFELD, Ernst, *Hafenkolonien und kolonieähnliche Verhältnisse in China, Japan und Korea*, 1913, p. 137 ; WAGNER, Wilhelm, *Aufenthalt und Niederlassung Fremder in China*, Berlin, Karl Curtius, 1918, p. 42

237 Ainsi dans les traités sino-allemand du 3 et du 30 octobre 1895 portant création des concessions allemandes de – respectivement – Hankou et Tianjin, où *Settlement* désigne la concession anglaise.

Le mot de *Niederlassung* est d'origine proprement allemande, et dérive de *niederlassen* (moyen-haut-allemand *niderlazen*, ancien-haut-allemand *nidarlazan*), *se baisser, s'abaisser, puis s'asseoir, s'agenouiller*. Son emploi dans le contexte chinois constitue un glissement de sens plutôt que d'un néologisme, puisque le substantif *Niederlassung* date du XVII^e siècle. *Niederlassen* compris comme *s'établir* (pour un commerçant) est aussi un sens tardif et contemporain de l'apparition du substantif, qui prend le même sens d'*établissement commercial*. Certains dérivés courants dans les textes germanophones contemporains sont les termes *Handelsniederlassung* et *Sonderniederlassung*. Le terme *Handelsniederlassung* se traduit par *concession commerciale*, ce qui semble être un pléonasme. Il est employé pour distinguer ces *Niederlassungen*, c'est-à-dire les concessions étrangères établies dans les ports ouverts chinois, d'autres *Niederlassungen*, en particulier les nouveaux territoires à bail (all. *Pachtgebiet*)²³⁸. Le terme *Sonderniederlassung*, quant à lui, que l'on peut traduire par *concession en propre*, vise à expliciter la différence entre les concessions « nationales » et les autres. On l'utilise en général pour expliciter le sens du mot *Konzession* et éviter les confusions.

La nécessité de ces néologismes met en évidence la difficulté d'appréhension de ce qu'est une concession en Chine, dont la nature exacte est obscure, y compris pour les acteurs. Il s'agit en réalité de tentatives timides de catégorisation, et donc de rationalisation d'un phénomène complexe, hybride, multiple. Plusieurs choses cependant sont certaines, à commencer par la motivation primitivement commerciale de ces enclaves étrangères en territoire chinois. On le voit dans l'usage des mots français, anglais, et des différentes variantes utilisées en allemand, qui toutes mettent en avant cet aspect : une concession est d'abord et avant tout un *établissement commercial*, une *concession commerciale*, une *licence commerciale*. La notion de *résidence* n'apparaît que dans le terme anglais, emprunté par l'allemand pour désigner ces concessions ; voire même celle de *colonie*, inexistante en français, en latin ou dans le terme proprement germanique²³⁹.

238Tel que le territoire à bail allemand dans la baie de Jiaozhou, cf. pp. 103 et suivantes.

239Le terme semble prendre en allemand le sens secondaire de *colonie* très tardivement, et probablement en résonance avec le phénomène concessionnaire et en particulier les concessions allemandes existant alors en Chine. cf. GEORGES, Karl Ernst, *Kleines deutsch-lateinisches Wörterbuch*, Hannover & Leipzig, 1910, p. 1796

d- Qu'est-ce qu'une concession ? : Tentative de définition et de catégorisation

Les concessions s'inscrivent dans une double dynamique. D'un point de vue chinois, il s'agit d'abord de contenir le commerce étranger et de délimiter étroitement le lieu de résidence de ses agents. Au contraire, du point de vue occidental, il s'agit de pénétrer le marché chinois et de libéraliser ses conditions d'accès. Telle est du moins la nouvelle situation créée par le traité de Nanjing et ceux qui le précisent ou s'en inspirent dans les années 1840. Cette motivation commerciale ne présuppose pas *a priori* l'impérialisme, et ne constitue pas une menace pour l'indépendance de la Chine, mais le commerce peut faire partie d'une stratégie impérialiste ; la résistance chinoise aux ambitions occidentales entraîne un rapport de force ; et par ailleurs, d'après la formule anglaise, « *trade follows the flag* »²⁴⁰, c'est-à-dire que l'acquisition de territoires doit favoriser le commerce. C'est ainsi que Chan Chung Sing délimite trois périodes dans l'histoire des concessions étrangères en Chine correspondant à des défaites militaires chinoises face au Royaume-Uni, à la France et au Japon²⁴¹. Cette finalité – supposée – essentiellement commerciale est d'ailleurs remise en cause par l'arrivée de l'Allemagne sur la scène concessionnaire en 1895, inaugurant la période « japonaise » et « nationale ».

D'après Marcel Baudez, « l'histoire des relations commerciales entre les nations nous [...] fournit plusieurs exemples qui se rapprochent plus ou moins de ceux-là ». Ces dispositions seraient prises par besoin de sécurité pour des commerçants étrangers aux langues, moeurs, coutumes différentes, aussi bien que par précaution de la part du pays hôte : il s'agit de limiter leur nombre. Il cite notamment les quartiers vénitien, génois et florentin à Constantinople²⁴², ainsi que les comptoirs de la Ligue hanséatique²⁴³.

Il a existé pas moins d'une trentaine de concessions en Chine, administrées par dix nations impériales différentes. Le nombre varie en modifiant les critères de ce qui constitue une concession ; il ne concerne *a priori* « que » les concessions internationales des ports ouverts d'Amoy et de Shanghai et les concessions « nationales », régies par un instrument légal²⁴⁴, c'est-à-dire la plupart du temps un traité bilatéral. Chacune de ces concessions est différente, d'abord parce que le concept a évolué au cours de l'histoire de l'impérialisme étranger en Chine, mais aussi parce qu'elles s'adaptent aux conditions locales, et que chacune fait l'objet de négociations séparées. Néanmoins et comme le fait remarquer William C. Johnstone, la question des concessions n'est pas qu'une question de traités et de technicalités légales, mais « elle est fondamentalement connectée à

240J. A. Froude, *Fraser's Magazine*, 1870

241De 1842 à 1860, de 1860 à 1895, puis après 1895. CHAN, Chung Sing, *les Concessions en Chine*, Paris, Presses universitaires de France, 1925

242Auj. İstanbul

243BAUDEZ, Marcel, *Essai sur la condition juridique des étrangers en Chine*, A. Pedone, Paris, 1913, pp. 217-220

244Nous entendons ici : un instrument légal validé par les autorités chinoises.

tous les aspects des relations sino-étrangères »²⁴⁵. En effet, au droit de résidence et de commerce s'ajoute, dans ces enclaves étrangères, un droit d'administration plus ou moins étendu en fonction des ports ouverts et des époques considérés²⁴⁶.

Si nous proposons à notre tour, après tant d'autres historiens, juristes et sinologues, une définition et une catégorisation possible du phénomène concessionnaire, nous sommes bien conscients de ce que cette démarche peut avoir d'artificiel. Le droit d'administration, le contrôle variable exercé sur le territoire et la population de la concession, la question de savoir si une ou plusieurs puissance(s) étrangère(s) est (sont) concessionnaire(s), ou bien leurs nationaux, l'atteinte enfin plus ou moins grande à la souveraineté chinoise permet de placer, *a priori*, chaque concession sur le spectre de l'impérialisme informel, qui s'étend lui-même de la colonie informelle (impérialisme total) à une forme d'impérialisme purement nominale²⁴⁷.

Les concessions de type « national » sont ainsi caractérisées d'abord par la concession de l'administration du territoire de la Chine à un État étranger, *a priori* par un instrument légal. Ce type de traités bilatéraux a cependant rarement été publié et reproduit, et le contenu de certains reste inconnu encore aujourd'hui. D'autres quartiers étrangers, censés être placés sous la protection d'un seul État étranger, n'ont jamais obtenu d'instrument légal pour les réguler. Leur existence est alors seulement tolérée par les autorités chinoises.

Les concessions de type « international » ne connaissent en Chine que trois exemples, et sont en vérité à peine comparables l'une à l'autre. Il s'agit de la concession internationale de Shanghai, d'abord formée de l'union des concessions britannique et américaine en 1863, avant de modifier son mode de gouvernance en 1869, qui inclut ainsi la totalité du corps consulaire de la ville ; de la concession internationale d'Amoy, située sur l'île adjacente de Gulangyu, et qui pendant plusieurs décennies (1860-1902) n'est régie par aucun instrument légal ; enfin le Quartier des légations, à Beijing, conception hybride entre « concession internationale » – mais Beijing n'est pas un port ouvert – et forteresse étrangère. Ces territoires sont évoqués en détail plus bas²⁴⁸.

Les concessions de type « chinois », si l'on peut dire, regroupent ces territoires conçus comme des quartiers étrangers dans des ports qui sont ouverts volontairement par la Chine et de sa propre initiative. Il s'agit d'une stratégie de résistance de la part des autorités chinoises, qui, en ouvrant de nouveaux ports au commerce et en délimitant des territoires en vue de la libre résidence

245JOHNSTONE, William C., « International Relations: The Status of Foreign Concessions and Settlements in the Treaty Ports of China », *The American Political Science Review*, oct. 1937, vol. 31, n° 5, p. 948

246Bien que supposément d'ordre municipal. Les concessions ne couvrent jamais la totalité de la ville chinoise.

247La classification que nous proposons est proche de celle donnée par Mingchien Joshua Bau, dans *The Foreign Relations of China, A History and A Survey*, Fleming H. Revell Company, London & Edinburgh, 1921, pp. 310-311 ; GOTTELAND, Mathieu, « What Is Informal Imperialism? », *The Middle Ground Journal*, n° 15 (automne 2017), pp. 1-14

248cf. pp. 99-101 et 125-129

des étrangers, limitent considérablement leur caractère impérial – et parfois leur intérêt commercial. L'administration municipale notamment, et en particulier la police, restent chinoises. Aucun conseil municipal ou autre corps politique intermédiaire, ni chinois ni étranger, n'est prévu dans ces territoires. De façon générale, les puissances impériales en Chine protestent contre le procédé : le Royaume-Uni ne reconnaît pas l'existence de ces « concessions » ; quant à l'Allemagne, elle les reconnaît et se plie aux conditions chinoises, mais tacitement.

Une dernière catégorie regroupe les territoires qui, concessions internationales hormises, ne sont administrés ni par une puissance étrangère, ni par la Chine. Ces concessions étrangères, informelles, sont parfois tolérées, parfois encouragées, d'autres fois encore, combattues, mais ne sont donc régies par aucun instrument légal. Remarquons ici d'ailleurs que certains de ces territoires sont tout à fait illégaux, dans le sens où ils se trouvent dans des lieux qui ne sont pas ouverts à la résidence et au commerce étrangers, soit par traité, soit par la volonté autonome de la Chine.

Ernst Grünfeld n'hésite pas à désigner certaines des concessions les plus récentes – de type « national », notamment – de concessions déguisées de territoire, tant la souveraineté chinoise n'y est plus que théorique (elle ne se matérialise dans ces concessions que par le paiement d'un loyer symbolique par la puissance concessionnaire)²⁴⁹. Il leur refuse cependant le qualificatif de « colonies », au motif que leur trop petite étendue les rendent dépendantes de leur hinterland, bien plus qu'elles ne permettent à la puissance concessionnaire de le dominer²⁵⁰. L'argument légal, qui paraît de pure forme, n'est cependant pas sans conséquence, en particulier pendant la Première Guerre mondiale.

Les concessions les plus récentes, microcolonies informelles, permettent une application plus étendue du droit national de la puissance concessionnaire, la mise en place d'une administration communale (sur le modèle de ce qui existe dans de véritables colonies), l'exercice de la police, la levée d'impôts, ou encore la mise en place, dans ce cadre géographique restreint, d'une politique de « préférence nationale »²⁵¹. Cette application du droit national est en principe en contradiction directe avec le principe d'extraterritorialité : les nationaux de la puissance concessionnaire sont justiciables devant son consul, c'est-à-dire l'autorité concessionnaire, qu'ils habitent ou non sur la concession ; les Chinois et les autres étrangers ne le sont pas. On obvie à cette difficulté par la mise en place de règlements municipaux. Tout résident, sans distinction de nationalité, doit déclarer se soumettre à ce règlement, et à la justice de la puissance concessionnaire dans le cas d'une infraction (à ce règlement uniquement). Cela ne va pas toujours sans difficulté cependant, le Royaume-Uni ayant notoirement refusé que leurs nationaux aient à se soumettre aux polices nationales d'autres

249GRÜNVELD, Ernst, *Hafenkolonien und kolonieähnliche Verhältnisse in China, Japan und Korea*, 1913, p. 139

250*id.*, p. 127

251*id.*, p. 161

concessions que les leurs. Le principe de « préférence nationale » n'est lui pas seulement économique : il s'agit de réserver les lots aux nationaux de la puissance concessionnaire de façon prioritaire²⁵², mais aussi de réserver une majorité décisionnaire dans les instances municipales à ces mêmes nationaux. Ces dispositions, si elles varient d'une concession à l'autre, sont mises en place dans la quasi-totalité des concessions de type « national » régies par un instrument légal²⁵³.

Les concessions permettent aussi la propagande culturelle, notamment via l'usage public de la langue nationale de la puissance concessionnaire et l'octroi de subventions à des établissements scolaires ou hospitaliers²⁵⁴. Car, en vérité d'une efficacité limitée au point de vue économique et comme point d'appui vers l'hinterland chinois, ces quartiers européens n'en sont pas moins des vitrines, échantillons miniatures des pays colonisateurs²⁵⁵. Visuellement d'abord, via l'aménagement du territoire – édifices utiles, monuments, parcs – ou les règlements architecturaux ; culturellement aussi, donc ; politiquement, via l'exercice de la police et l'exemplarité voulue de l'administration ; militairement enfin, dans certains cas²⁵⁶.

252Notamment en soumettant l'achat de lots par des non-nationaux à l'approbation consulaire (et éventuellement municipale).

253GRÜNFELD, Ernst, *Hafenkolonien und kolonieähnliche Verhältnisse in China, Japan und Korea*, 1913, p. 141

254cf. pp. 134-136

255GRÜNFELD, Ernst, *Hafenkolonien und kolonieähnliche Verhältnisse in China, Japan und Korea*, 1913, pp. 154-157

256*id.*, p. 168 ; cf. pp. 93-95

e- La « concession allemande » de Shantou

Jusqu'à la Première Guerre sino-japonaise, la Prusse, puis l'Allemagne, pourtant autorisées en ce sens par le traité sino-allemand de Tianjin signé en 1861 – en raison de la clause de la nation la plus favorisée – n'a jamais entrepris l'établissement d'une concession nationale dans un port ouvert chinois. Jusqu'en 1895, les seules concessions existant en Chine sont la concession internationale de Shanghai (issue de la fusion des concessions américaine et britannique), les concessions britanniques de Guangzhou, Hankou, Jiujiang, Tianjin et Zhenjiang, ainsi que les concessions françaises établies à Guangzhou, Shanghai et Tianjin – ainsi que la concession américaine, en grande partie fictive, à Tianjin.

Cependant, les conditions locales et l'initiative des résidents et des autorités consulaires allemands ont déjà ouvert cette voie dans la ville de Shantou. Celle-ci est ouverte à la résidence et au commerce étrangers par l'article XI du traité sino-britannique de Tianjin signé le 26 juin 1858. Les résidents étrangers s'y établissent depuis cette date sur l'île Masu (peut-être Mayu), de manière à se protéger de la xénophobie de la population chinoise. Ils n'installent commerces et entrepôts à Shantou-même qu'au fur et à mesure de l'amélioration des relations avec les habitants, mais sur la rive opposée à la ville chinoise. Ainsi se crée *de facto* un quartier européen, qui, sans être une concession, s'administre de façon autonome, et dont l'existence est tolérée par les Chinois. Des travaux de remblaiement sont entrepris et un bund construit ; la police n'est cependant pas exercée par les étrangers²⁵⁷.

Dans les années 1870-1880, l'Allemand Dircks achète des terrains sur la rive chinoise, de façon à créer une « concession allemande » indépendante de l'influence anglaise prédominant dans le quartier européen. Il semble qu'il ait attiré à lui un certain nombre de compatriotes. L'expérience d'initiative privée s'arrête en 1888 lorsque, du fait de son décès, ses biens sont dispersés. Le vice-consul allemand officiant alors dans ce port ouvert, le baron von Seckendorff, rachète la maison de Dircks de façon à y installer le consulat, noyau d'une future concession allemande. Celle-ci ne voit cependant jamais le jour²⁵⁸.

257WAGNER, Wilhelm, *Aufenthalt und Niederlassung Fremder in China*, Berlin, Karl Curtius, 1918, p. 67 ; C'est donc, d'après la tentative de définition au paragraphe précédent, une concession de quatrième catégorie.

258von Borch, Consul impérial allemand à Shantou, à Knipping, Consul général impérial à Shanghai, 25 mars 1915, confidentiel, BA R901 31833 ; J.M. Shukow mentionne une intervention chinoise en faveur de l'Allemagne en 1882. SHUKOW, Evgenij M., *Die internationalen Beziehungen im Fernen Osten (1870-1945)*, Berlin (est), 1955, p. 47

f- Les concessions allemandes de Hankou et de Tianjin, 1895-1914 : Prise de possession, démographie

Dès la fin de la guerre opposant la Chine et le Japon, des négociations sont entamées par l'Allemagne pour obtenir des concessions proprement nationales (all. *Sonderniederlassungen*) à Hankou, Tianjin et Shanghai, de façon à obtenir un premier acompte en paiement de leur intervention dans la Triplique d'Extrême-Orient. Les négociations échouent cependant à Shanghai, où les autorités chinoises préfèrent accéder aux demandes d'extension de la concession internationale, et s'en servent d'argument pour nier tout fondement aux exigences allemandes²⁵⁹.

Les intérêts allemands à Hankou sont alors déjà importants. Les premières entreprises allemandes ne participant pas directement à l'export de thé s'installent dans la ville dès le début des années 1880. En partie installées sur la concession britannique, sa petite superficie les obligent rapidement à envisager l'achat de terrains hors des frontières du seul territoire étranger du port ouvert. Les conditions proposées par les compagnies de navigation allemandes sur le Yangzi sont suffisamment avantageuses pour qu'une partie des exportateurs russes emploient leur service afin de faire parvenir le thé jusqu'à Odessa²⁶⁰. Le 26 juin 1888, Johannes Thyen, à la tête de la filiale de Melchers & Co., est nommé consul honoraire d'Allemagne à Hankou²⁶¹.

Le 3 octobre 1895, le Dr Stuebel, consul général d'Allemagne à Shanghai, signe le traité établissant une concession allemande à Hankou²⁶². La concession, située non loin de la concession britannique, a une surface de six cents mu²⁶³ (article 2). Les autorités allemandes s'engagent à payer annuellement un loyer de 0,117 taël par mu, soit 70,2 taëls, ainsi qu'un *Reissteuer* payé en argent, amenant la somme totale à 121,32 taëls (article 2). La Chine concède le territoire à perpétuité (all. *auf ewige Zeiten*) (article 4). Enfin, les terrains gouvernementaux sur le territoire de la concession allemande restent en possession de la Chine, et doivent entre autres être utilisés pour l'érection d'un tribunal mixte²⁶⁴. Ces conditions sont exactement équivalentes à celles négociées par les Britanniques pour leur propre concession en 1861²⁶⁵. La seule nuance, qui est aussi valable *de facto* pour la concession britannique, est que les Chinois sont interdits de résidence dans la

259Dr. Pernitzsch, interprète impérial, au Dr. Max Fleischman, professeur de droit international à l'Université de Königsberg i.Pr., BA R901 30947

260Auj. Odesa

261Merker, Peter, « Zwischen Konfrontation und Kooperation: Das deutsch-chinesische Handelsgeschäft in Hankou. Interessenlagen, Interaktionen, Konfliktfelder, Interventionsmuster », in LEUTNER, Mechthild, MÜHLHAHN, Klaus, *Deutsch-chinesische Beziehungen im 19. Jahrhundert: Mission und Wirtschaft in interkultureller Perspektive*, Berlin, LIT, 2001, p. 59

262cf. annexe n° 31

263La valeur du mu a été fixée en 1915 à 614,4 m². Les documents austro-hongrois donnent une valeur de 616 m² par mu en 1903.

264cf. p. 89

265Traité du 21 mars 1861 entre la Chine et l'Angleterre sur la cession de la concession britannique de Hankou, BA R901 30895

concession allemande (article 2). Cette clause est cependant annulée dès 1898, suite à des négociations menées dans la capitale chinoise²⁶⁶.

Le 30 octobre 1895, un traité est signé à la fois par le ministre d'Allemagne à Beijing et le consul à Tianjin – le baron von Seckendorff – et est négocié tant avec les douanes chinoises à Tianjin qu'avec le Zongli Yamen²⁶⁷. Celui-ci est beaucoup plus long (dix-sept articles principaux et deux additionnels) et n'est pas conçu de la même façon. En effet, le quartier tientsinois, contrairement à celui de Hankou, est déjà habité. L'article 8 permet aux sujets chinois de continuer à habiter la concession allemande ou même à s'y installer, s'ils respectent les règlements municipaux allemands. Il s'agit donc de fixer avec exactitude, d'abord les frontières, ensuite les conditions d'expropriation des particuliers et d'utilisation des bâtiments publics. Le loyer à payer aux autorités chinoises doit être équivalent à celui payer par la concession française, en taëls par mu, sans être pourtant précisé. D'après le Dr Wagner, il est d'environ mille cent taëls par an, pour une surface de soixante-sept hectares²⁶⁸.

On remarque des similitudes intéressantes. D'abord, les deux terrains sont concédés à perpétuité (préambule et article 1 du traité de Tianjin, article 4 du traité de Hankou), ensuite, les deux terrains sont concédés à l'Allemagne, à Tianjin, pour le commerce allemand (préambule et article 1) et à Hankou, parce que cela est rendu nécessaire par le développement du commerce allemand (article 1). Nous verrons cependant que, si les préoccupations commerciales sont bien centrales dans l'appréhension allemande de la valeur de ces territoires, la création de ces deux concessions proprement nationales, trente-quatre ans après le dernier établissement de ce genre en Chine, a une valeur aussi plus proprement politique, culturelle et militaire. Une coupure de presse datant du 28 mars 1898 et extraite d'une publication germanophone non-déterminée, mais conservée aux archives fédérales allemandes, résume les principaux arguments allemands. Ils sont au nombre de trois. Il s'agit d'améliorer les conditions préexistantes dans lesquels les Allemands résident et commercent en Chine ; de favoriser la navigation allemande ; de pallier à l'encombrement des concessions étrangères existantes. L'Allemagne doit ainsi « sortir de l'ombre des souverainetés étrangères », obtenir « l'égalité commerciale avec les autres nations », et sa « place au soleil » ; enfin, il s'agit d'affirmer le statut de puissance coloniale de l'Allemagne par l'obtention de territoire nationaux²⁶⁹.

La concession allemande de Tianjin, lors de sa cession à l'Allemagne, étend son autorité sur un lycée chinois (plus tard transformé en entrepôt), un dépôt de riz, une morgue et les cimetières de

266 WAGNER, Wilhelm, *Aufenthalt und Niederlassung Fremder in China*, Berlin, Karl Curtius, 1918, p. 60

267 cf. annexe n° 30

268 WAGNER, Wilhelm, *Aufenthalt und Niederlassung Fremder in China*, Berlin, Karl Curtius, 1918, p. 46

269 *Article de journal (sans titre)*, n° 146, Berlin, 28 mars 1898, « Deutsche Niederlassungen in China », BA R901 30898

quelques guildes chinoises. Nous ne connaissons pas les chiffres de sa population exacte en 1895. En 1904, après les différents travaux entrepris par la société concessionnaire²⁷⁰, cinquante-et-un Européens et quatre cent vingt-quatre Chinois occupent le territoire de la concession allemande (hors extension de 1901). En mars 1913, un nouveau recensement donne le chiffre de deux cent quatre-vingt-quatre étrangers (Européens, Américains et Japonais) et mille deux cent cinq Chinois, auxquels il faut ajouter trois cent quatre militaires (hors extension de 1901)²⁷¹.

La concession allemande de Hankou compte elle deux mille neuf cent cinquante-sept habitants en 1909, dont cent trente Européens, deux cent trente-cinq Japonais (et vingt-six enfants, comptés à part, et principalement allemands). La population chinoise s'élève à deux mille cinq cent soixante-six habitants, dont cinq cent seize travaillent au service des étrangers. Un nouveau recensement donne le chiffre (toutes nationalités confondues) de sept mille cinq cent soixante-et-onze habitants en mars 1913, puis de dix mille quatre cent deux habitants en décembre 1914. Les Allemands sont, respectivement, cinquante-huit et cent un, les Japonais deux cent trente-six et cent quarante-neuf, les Anglais, quarante-neuf et soixante-sept, les Indiens, trente-six et quarante-quatre, les Américains, seize et vingt-trois (dont sept Philippins), les Italiens, quatorze et sept, les Suisses, dix et huit. Le reste de la population étrangère se répartit entre huit nationalités, qui comptent chacune moins de dix individus dans le recensement de mars 1913. Il faut ajouter à ces chiffres cinquante militaires allemands (en mars 1913 uniquement) et trois marins italiens (en mars 1913), l'effectif de ces derniers étant amené à seize en décembre 1914 (il s'agit de la garde du consulat d'Italie). La population chinoise s'élève respectivement à sept mille cinquante-huit et neuf mille neuf cent cinquante-deux individus²⁷². En 1915, la population allemande de Hankou se répartit ainsi : cent un individus habitent sur la concession allemande, trente-neuf sur la française, vingt-cinq sur la britannique, vingt-cinq sur la russe et six sur la japonaise. Il est probable que d'autres aient fixé leur lieu de résidence, soit dans la Cité chinoise de Hankou, soit à Hanyang, soit à Wuchang. En 1909, des deux cent vingt-et-un Allemands habitant sur le territoire de l'actuelle agglomération de Wuhan, vingt résident à Hanyang, et vingt à Wuchang²⁷³.

270cf. p. 78

271Commune concessionnaire de Tianjin, *Rapport annuel 1913, Prévisions 1914*, BA R901 30937 ; *Tageblatt für Nord-China*, 7 avril 1916, pp. 5-6, « Das 10jährige Bestehen der Deutschen Niederlassungs-Gemeinde in Tientsin » ; pour la démographie de l'extension de 1901, cf. p. 77 ; Concernant l'occupation militaire allemande à Tianjin, cf. pp. 119-123

272von Löhneysen, consul impérial allemand à Hankou, à Son Altesse Sérénissime le chancelier du Reich le prince von Bülow, 4 février 1909, BA R901 31829 ; Conseil communal de la concession allemande de Hankou, *Rapport pour l'année 1914, Prévisions pour 1915*, BA R901 90394 ; Heintzes, consul impérial allemand à Hankou, à Son Excellence le chancelier du Reich von Bethmann Hollweg, 3 mars 1915, BA R901 30937

273Dr. Heintzes, Consul impérial allemand à Hankou, à Knipping Consul général impérial à Shanghai, 11 mars 1915, confidentiel, BA R901 31833

g- La concession allemande de Hankou, 1895-1914 : Frontières et élargissement de 1898

La concession allemande de Hankou n'est pas immédiatement adjacente à la concession britannique. La raison en est que la France revendique depuis 1863 une concession nationale dont elle n'a jamais pris possession, mais sur le territoire de laquelle elle conserve des droits. Quelques mois après l'établissement de la concession allemande, le 14 avril 1896, s'établissent donc à Hankou deux nouvelles concessions, russe et française, dans l'espace concerné, séparant les deux concessions allemande et britannique. Les Russes, en raison de l'importance prise par leur commerce – en particulier de thé – à Hankou, jusque là principalement installés sur la concession britannique – où est construite une église orthodoxe – s'intéressent à partir de 1891 et de la visite du tsarévitch à la création d'une concession nationale. Véritable concrétisation dans le port ouvert de l'alliance franco-russe, le terrain est divisé de manière à ce que les deux tiers du bund²⁷⁴ reviennent à la concession russe, et un tiers à la concession française. « L'hinterland » est lui divisé de façon inverse ; la surface de la concession française est limitée par le mur de défense. Une zone-tampon sépare d'abord les deux concessions allemande et française²⁷⁵.

Le Japon, à la suite de sa victoire militaire contre la Chine, s'adjuge lui aussi le droit de résidence et de commerce dans les ports ouverts de Chine, la clause de la nation la plus favorisée (article IV) et l'extraterritorialité (article XX) par le traité signé le 21 juillet 1896 à Beijing ; et fixe les conditions pour l'établissement de concessions japonaises à Amoy, Hankou, Shanghai et Tianjin par le protocole du 19 octobre 1896²⁷⁶. Une telle concession est donc établie à Hankou en juillet 1898²⁷⁷. Cependant, l'Allemagne craint que cette cession du terrain situé entre la concession allemande et la gare anéantisse tout espoir de voir le trafic ferroviaire à Hankou venir dynamiser le territoire et le commerce allemand – ce qui devait être une compensation à la reconnaissance des revendications françaises sur le territoire adjacent à la concession britannique, qui a éloigné d'autant le territoire allemand de la Cité chinoise. Le baron von Heyking²⁷⁸, ministre d'Allemagne à Beijing,

274Quai d'une concession étrangère en Chine.

275J. Dautremer, consul de France à Hankou, à Thyen, consul d'Allemagne à Hankou, 30 avril 1896, et

J. Rojdeswensky, consul impérial de Russie à Hankou, à Thyen, consul d'Allemagne à Hankou, 18/30 avril 1896, BA R901 30896 ; Copie du rapport du consul général de S.M.B. sur la concession britannique à Hankou au Ministre de S.M.B. à Beijing, 15 novembre 1901, BA R901 30923 ; WAGNER, Wilhelm, *Aufenthalt und Niederlassung Fremder in China*, Berlin, Karl Curtius, 1918, p. 45 ; SHARONOVA, Viktoria Gennad'evna, CHEN, Kaige, « Русская концессия в Ханкоу » [la Concession russe de Hankou], *Русское зарубежье* [Russkoe zarubezh'e], 2017, p. 154

276Les concessions japonaises d'Amoy et de Shanghai ne seront jamais établies, en contravention avec la lettre du traité. Une concession japonaise est cependant établie à Tianjin, elle aussi en 1898.

277La plupart de la superficie est déjà occupée par des entreprises allemandes, et en premier lieu Arnhold, Karberg & Co. cf. annexes n° 26 et 27

278Edmund Friedrich Gustav Baron von Heyking, né le 4 mars 1850 à Riga, décédé le 15 juin 1915 à Berlin, étudie le droit et les sciences politiques 1870-1873, fonctionnaire du ministère des domaines à Sankt Peterburg 1874-1875, au ministère russe des finances 1876-1878, entre dans le service diplomatique allemand 1880, consul à New York 1885-1886, à Valparaíso 1886-1889, consul général à Calcutta (auj. Kolkata) 1890-1893, au Caire 1894-1896, ministre à Beijing 1896-1899, à Mexico 1900-1903, à Beograd 1904-1905, ministre de Prusse à Hamburg 1906-1908

proteste donc auprès du gouvernement chinois. Il ne retire sa protestation qu'en septembre, lorsque, en vertu d'un accord germano-japonais, et suite à une proposition de Zhang Zhidong, il est entendu qu'une voie de chemin de fer pourra être construite, telle qu'elle permette à la concession allemande de rejoindre la gare de Hankou, en traversant le territoire japonais²⁷⁹. Il est d'ailleurs probable que c'est une des raisons essentielles de l'échec belge dans ses tentatives pour obtenir une concession à Hankou, à l'emplacement de terrains que le roi Léopold II acquiert en son nom propre, et situés entre la concession japonaise et la gare²⁸⁰.

En conséquence de cette nouvelle situation, et dans la foulée de l'obtention de la concession à bail dans la baie de Jiaozhou, Heinrich Cordes²⁸¹, envoyé spécial (commissaire) de la légation d'Allemagne à Beijing, signe le 27 août 1898 un nouveau traité avec les autorités chinoises de Hankou permettant d'étendre la superficie de la concession allemande²⁸². Cette extension s'opère en direction de la frontière française, annexant la zone-tampon restée sous administration chinoise, pendant que la concession française s'étend en direction de son hinterland, au-delà du mur de défense, qui est rasé. La France se découvre donc une voisine immédiate, l'Allemagne, de l'autre côté d'une frontière malpratique qui traverse plusieurs îlots urbains²⁸³. De la même façon que pour l'ancienne concession, le nouveau territoire est cédé à perpétuité à l'Allemagne, à l'exception des terrains gouvernementaux (article 1).

La frontière sino-allemande est la plus problématique pour l'administration de la concession allemande de Hankou. Le premier point concerne la largeur de la concession (depuis la rive sur le Yangzi en direction de l'hinterland). Celle-ci est fixée, d'après le traité de 1898, à cent vingt zhang²⁸⁴ ; hors les autorités chinoises mesurent une largeur effective de cent vingt-cinq zhang (soit une différence d'environ seize mètres). De plus, en 1906, la municipalité allemande de Hankou revendique l'administration des deux côtés de la rue-frontière Huajing/Friedrichstraße (jusqu'au pied

279Baron Heyking, Ministre d'Allemagne en Chine à Beijing, à Hayashi, Ministre du Japon en Chine à Beijing, 14 septembre 1898, BA R901 30904 ; Hayashi, Ministre du Japon en Chine à Beijing, au Baron Heyking, Ministre d'Allemagne en Chine à Beijing, 20 septembre 1898, BA R901 30904

280*Ostasiatischer Lloyd*, « Die Einweihung des Rathauses der deutschen Niederlassung in Hankou », 10 pp., 1909, BA R901 31829 ; VON BÜLOW, Bernhard, *Mémoires du chancelier prince de Bülow*, Tome premier 1897-1902, Paris, Plon, 1930, 6^e édition, p. 59 ; WAGNER, Wilhelm, *Aufenthalt und Niederlassung Fremder in China*, Berlin, Karl Curtius, 1918, p. 45

281Heinrich Cordes, né le 5 mars 1866 à Lübbecke, décédé le 5 juillet 1927 à Breslau (auj. Wrocław), étudie la philologie, le droit et le chinois à Berlin 1887-1892, aspirant interprète à la légation allemande de Beijing 1892, interprète au consulat de Guangzhou 1896-1897, à Hankou 1897-1899, directeur de la filiale tientsinoise de la Deutsch-Asiatische Bank 1901-1917, de la filiale pékinoise 1905-1917, rapatrié 1919

282cf. annexe n° 32 ; D'après les Britanniques, la nouvelle superficie serait de 690,888 mu. La valeur du mu a été fixée en 1915 à 614,4 m². Les documents austro-hongrois donnent une valeur de 616 m² par mu en 1903. Copie du rapport du consul général de S.M.B. sur la concession britannique à Hankou au ministre de S.M.B. à Beijing, 15 novembre 1901, BA R901 30923

283La France étend simultanément sa propre concession au-delà du mur de défense, qui est rasé. Copie du rapport du consul général de S.M.B. sur la concession britannique à Hankou au ministre de S.M.B. à Beijing, 15 novembre 1901, BA R901 30923

284La valeur du zhang a été fixée en 1915 à 3,2 mètres.

des habitations) afin de pouvoir y installer l'éclairage public et de l'intégrer dans sa zone de juridiction. D'après le consul Rössler²⁸⁵, les bornes-frontières installées en 1898 ne marquent pas la véritable frontière, située en réalité quatre mètres plus loin, au pied des maisons chinoises ; la raison en serait que leur emplacement ne devait pas gêner le trafic. Les Chinois refusent d'accéder aux revendications allemandes, et le conflit frontalier reste ouvert jusqu'à la rétrocession en 1917²⁸⁶.

Enfin, en juillet 1913, les ministres des puissances concessionnaires à Beijing – Royaume-Uni, Russie, France, Allemagne et Japon – s'accordent à présenter une note collective, par le biais de leurs consuls à Hankou, aux autorités chinoises de manière à revendiquer l'élargissement des concessions étrangères jusqu'aux voies de chemin de fer pour des raisons de défense, suite à l'expérience de la révolution républicaine. Là encore, les Chinois refusent et les exigences étrangères restent finalement lettre morte²⁸⁷.

285Walter Rößler ou Rössler, né le 7 octobre 1871 à Berlin, décédé le 4 avril 1929 dans la même ville, vice-consul d'Allemagne à Zanzibar 1903, à Jaffa 1904, consul à Hankou 1905, à Guangzhou 1908, à Alep 1910-1918

286Wu K'ai Yüan, 7 juillet 1906, BA R901 30931 ; Rössler, Hankou, au Taotai, 6 novembre 1906, BA R901 30931 ; Crull, Consul impérial allemand de Hankou, 10 février 1911, BA R901 30931

287Note commune des chargés d'affaires aux consuls concessionnaires à Hankou, 4 juillet 1913, BA R901 30936 ; E Krebs, Ministre impérial allemand à Beijing, à Son Excellence le Chancelier du Reich von Bethmann Hollweg, 9 mars 1914, BA R901 30937 ; E Krebs, Ministre impérial allemand à Beijing, à Son Excellence le Chancelier du Reich von Bethmann Hollweg, 16 mars 1914, BA R901 30937 ; Maltzan au Ministère des Affaires étrangères, 15 juin 1914, chiffré, BA R901 30937

h- La concession allemande de Tianjin, 1895-1914 : Frontières et élargissement de 1901

Le traité de 1895 établit les frontières de la concession allemande au nord des terrains des guildes du Fujian et de Guangzhou, puis sur Taku Road²⁸⁸, et au sud à la limite du village chinois de Hsiao liu chuang. La concession est coupée en deux parties par le canal qui longe le mur de terre. Le canal sépare la « zone nord », où se concentrent les efforts allemands de mise en valeur, et la « zone sud », qui abrite la caserne allemande à partir de 1900.

Lorsque le baron Mumm²⁸⁹, alors ministre d'Allemagne à Beijing, donne pour instructions au baron von Seckendorff d'établir la frontière nord du territoire, il s'agit d'absorber l'ancien territoire de la concession américaine – d'une surface de 130,8 mu²⁹⁰, accolant ainsi la nouvelle concession allemande à la concession britannique. Seulement, les États-Unis, qui ont « rétrocedé » leur concession en 1880, se réservent aussi le droit de réintroduire (ou plutôt d'introduire) une administration et une police américaine sur le territoire. Le ministre américain à Beijing Charles Denby²⁹¹ s'oppose donc à l'intégration du territoire dans la concession allemande, dans l'attente d'instructions de son gouvernement sur la restauration éventuelle de la concession américaine (alors aussi appelée « Chinese Reservation »)²⁹². En janvier 1896, il donne son accord au percement d'un prolongement de Victoria Road, rue principale de la concession britannique, afin de rejoindre la Wilhelmstraße, rue principale de la concession allemande, *via* l'ancienne concession américaine ; il n'oppose pas plus d'objection à la construction d'un bund²⁹³ reliant les deux concessions. Enfin, le 27 juin 1896, le consul américain à Tianjin informe son collègue allemand de l'abandon des revendications américaines²⁹⁴. Le territoire de la « Chinese Reservation » n'en reste pas moins sous administration chinoise.

Les choses en restent là jusqu'aux suites de la guerre des Boxers. Les forces russes occupent

288Auj. Dagu Bei Lu, puis Dagu Nan Lu

289Dr Philip Alfons Mumm baron von Schwarzenstein, né le 19 mars 1859 à Frankfurt-am-Main, décédé le 10 juillet 1924 à Portofino, baron von Schwarzenstein 1873, étudie le droit à Göttingen, Leipzig, Heidelberg et Berlin, service diplomatique 1885, attaché à Londres, Paris, secrétaire de légation à Washington 1888, à Bucarest 1892, au Vatican 1893, section politique du ministère des affaires étrangères et référent pour les affaires orientales 1894, ministre à Luxembourg 1898, à Washington 1899, à Beijing 1900, à Tôkyô 1906-1911, directeur de la section de la propagande 1914, ambassadeur à Kyïv 1918 ; cf. *Ein Tagebuch in Bildern*, 1901

290La valeur du mu a été fixée en 1915 à 614,4 m². Les documents austro-hongrois donnent une valeur de 616 m² par mu en 1903.

291Colonel Charles Denby, né le 16 juin 1830 à Mount Joy, décédé le 13 janvier 1904 à Jamestown, enseignant 1850, avocat 1853, lève une compagnie de volontaires dans l'Indiana, lieutenant-colonel 1861, colonel 1862-1863, ministre à Beijing 1885-1898

292WAGNER, Wilhelm, *Aufenthalt und Niederlassung Fremder in China*, Berlin, Karl Curtius, 1918, p. 45

293Nom d'un quai dans les concessions étrangères en Chine.

294Colonel Schenck à S.E. le Colonel Denby, ministre des États-Unis à Beijing, Yantai, 8 août 1895, Privé, BA R901 30895 ; Charles Denby, ministre des États-Unis à Beijing, à S.E. le Baron Schenck zu Schweinsberg, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S.M.I.A., 13 août 1895, BA R901 30895 ; Charles Denby, ministre des États-Unis en Chine à Beijing, au ministre d'Allemagne en Chine à Beijing, Personnel, 25 janvier 1896, BA R901 30896 ; Sheridan P. Read, Consul des États-Unis à Tianjin, au Baron von Seckendorff, Consul de Sa Majesté Imp. à Tianjin, 4 avril 1896, BA R901 30897 ; Sheridan P. Read, Consul des États-Unis à Tianjin, à Feindel, Consul d'Allemagne à Tianjin, 27 juin 1896, BA R901 30912

en effet dès juin 1900 un terrain immense autour de la gare de l'Est (sur la ligne Beijing-Shanhaiguan), qu'elles estiment leur appartenir par droit de conquête. L'évènement amène un conflit avec les Britanniques, finalement soldé par l'établissement d'une concession russe, dont la gare de l'Est est exclue. À leur suite, les alliés occidentaux et japonais, soit négocient l'extension d'une concession existante (Allemagne, France, Japon, Royaume-Uni), soit, à l'exemple de la Russie, décident de revendiquer leur propre concession. C'est le cas de la Belgique – dont la concession tientsinoise fait face au territoire allemand – le 6 novembre, de l'Autriche-Hongrie le 28 du même mois et de l'Italie le 1^{er} décembre²⁹⁵. Dans ce contexte tendu, les États-Unis, dont le ministre à Beijing a d'abord pour instruction de faire reculer la Russie dans une démarche commune des puissances, se réservent le droit de revendiquer à nouveau leur ancienne concession, ou de l'intégrer à une concession internationale (26 février 1901). Les Américains négocient finalement avec les Britanniques entre l'été 1901 et mars 1902 afin de maintenir certains droits (notamment le cantonnement éventuel de troupes sur le territoire ainsi que l'obtention d'un siège au conseil municipal), et au cours de l'année 1902, l'ancienne concession américaine est intégrée à la concession britannique de Tianjin sous le nom d'« extension sud »²⁹⁶.

L'Allemagne ne cherche pas à obtenir d'extension de sa concession à Tianjin dans la foulée de l'occupation de Jiaozhou, contrairement à ce qu'elle négocie à Hankou. Par contre, le Royaume-Uni, en réaction à la création de la concession allemande de Tianjin, obtient en 1897 une extension en direction de l'hinterland, créant une frontière anglo-allemande sur Taku Road²⁹⁷, le long de la partie de la concession allemande située au nord du canal. Nouvelle frontière, nouveau conflit : le consul allemand à Tianjin s'oppose en effet dans un premier temps à l'intégration dans la concession britannique du triangle compris entre le mur de terre, Taku Road et Dickinson Road/Mummstraße, considérant le terrain comme l'hinterland naturel de la concession allemande. Le conseil de

295Poppé, gérant du consulat de Russie à Tianjin, Circulaire, 6 novembre 1900 (?), BA R901 30912 ; Chevalier de Melotte, consul de Belgique à Tianjin, Circulaire, 6 novembre 1900, BA R901 30912 ; Czikann, ministre d'Autriche-Hongrie à Beijing, Circulaire, 28 novembre 1900, BA R901 30912 ; Salvazo Raggi, ministre d'Italie à Beijing, Circulaire, 1^{er} Décembre 1900, BA R901 30912 ; Poppé, consul de Russie à Tianjin, Circulaire, 24 décembre 1900/6 janvier 1901, BA R901 30913 ; Valli, commandant de la garnison italienne à Tianjin, au consul d'Allemagne à Tianjin, 6 février 1901, BA R901 30913 ; Consul d'Allemagne à Tianjin, Circulaire, 17 avril 1901, BA R901 30914 ; Ernest Satow, Ministre de Grande-Bretagne en Chine à Beijing, à Mumm, Ministre d'Allemagne en Chine à Beijing, 27 avril 1901, BA R901 30915 ; Consul d'Allemagne à Tianjin, Circulaire, 25 juillet 1901, BA R901 30915 ; Di MEO, Alessandro, *Tientsin, la Concessione italiana, Storia delle relazioni tra Italia e Cina (1866-1947)*, GBE, 2015, n. 258 p. 97 ; MORSE, Hosea Ballou, *The International Relations of the Chinese Empire*, vol. 3, London & New York, Longmans, Green & Co., 1918, pp. 325-326

296James W. Ragsdale, Consul des États-Unis, à A. Zimmermann, Esquire, etc., Tianjin, 26 février 1901, BA R901 30913 ; Dr. Daumiller, Vice-Consul allemand à Tianjin, *Aufzeichnung über den Stand der Fremdeniederlassungen anderer Nationen in Tientsin*, 7 octobre 1907, BA R901 31827 ; VAICBOURDT, Nicolas, « De la "me too policy" aux ambitions contradictoires : la brève histoire de la concession américaine de Tianjin, 1860-1902 », in Pierre Singaravélou, Hugues Tertrais (éds), *Outre-Mers*, 1er semestre 2014, n° 382-383 : *De Tientsin à Tianjin, Internationalisation et patrimonialisation des concessions (1860-2030)*, pp. 27-46

297Auj. Dagu Bei Lu, puis Dagu Nan Lu.

l'Extension municipale britannique redoute cependant que cette zone-tampon, véritable « *no man's land* », à l'instar de la concession américaine, devienne « le rendez-vous et l'asile des caractères douteux » des deux concessions. L'objection – et les éventuelles revendications – allemandes ne sont levées que le 19 janvier 1900, à la condition expresse que les Britanniques construisent une rue le long du mur de terre qui devra permettre de relier la concession allemande à la porte sud de la Cité chinoise (future Elgin Avenue). Il semble cependant que, peut-être en raison de la guerre des Boxers, cet accord n'ait pas eu de suite²⁹⁸.

À la suite de cette guerre, le Japon revendique deux extensions, l'une en direction de la Cité chinoise, et la seconde au sud-est de la concession allemande, de façon à capter une portion plus importante du trafic fluvial sur le Haihe. Une ligne hippomobile à capital sino-japonais doit relier le « settlement nord » (ou concession japonaise propre, cédée en 1898) au nouveau « settlement sud ». Diverses difficultés, en particulier le faible nombre d'entreprises et de résidents japonais à Tianjin et leur éparpillement dans les différentes concessions étrangères – ainsi que les travaux aboutissant en 1902 au percement d'un canal qui rend la plus grande partie des quais du settlement sud sans objet – poussent le consul du Japon Ijûin²⁹⁹ à rétrocéder les deux extensions en avril 1903, à la condition toutefois de pouvoir rétablir une administration concessionnaire si les autorités japonaises l'estiment nécessaire à l'avenir³⁰⁰. Les frontières de cette extension éphémère limitent désormais tout développement allemand dans cette direction.

À l'exemple des autres puissances concessionnaires de Tianjin (France et Japon), le Royaume-Uni (Extension extra-murale britannique) et l'Allemagne (Concession allemande élargie) revendiquent chacun l'extension de leurs concessions tientsinoises en avril 1901. Dans le cas allemand, un nouveau traité est négocié par Arthur Zimmermann³⁰¹ – futur secrétaire d'État aux affaires étrangères, alors consul d'Allemagne à Tianjin – et signé le 20 juillet 1901³⁰². Le nouveau territoire est concédé à perpétuité (article 1). La frontière germano-japonaise s'étend depuis la porte

298A.M. Dickinson, secrétaire du comité de l'Extension Municipale Britannique, à Dr. iur. R. Eiswaldt, consul de S.M.I.A. à Tianjin, 8 novembre 1898, BA R901 30905 ; R. Eiswaldt, Consul allemand à Tianjin, à A. M. Dickinson, Esq., Secrétaire de l'Extension Municipale Britannique, 19 janvier 1900, BA R901 30910 ; A.M. Dickinson, Secrétaire, à Dr. iur. R. Eiswaldt, consul de S.M.I.A. à Tianjin, 10 mars 1900, BA R901 30910 ; Ernest Satow, ministre de Grande-Bretagne en Chine à Beijing, à Mumm, ministre d'Allemagne en Chine à Beijing, 27 avril 1901, BA R901 30915

299Ijûin Hikokichi, 伊集院彦吉, né le 22 juillet 1864, décédé le 26 avril 1924, consul à Yantai 1893, consul général à Tianjin 1901-1907, ministre à Beijing 1908-1913, à Roma 1916-1920, dirige le Gaimushô Jôhôbu (agence publique d'informations) 1921-1922, gouverneur du territoire à bail de Guandong / Kantô (péninsule du Liaodong) 1922-1923, ministre des affaires étrangères 1923-1924

300MATEMURA, T.O., « History of the Development of the Japanese Concession, Tianjin », *North China Star*, 12 août 1920, pp. 10-11

301Arthur Zimmermann, né le 5 octobre 1864 à Marggrabowa (auj. Olecko), décédé le 6 juin 1940 à Berlin, étudie le droit à Königsberg (auj. Kaliningrad) et Leipzig, assesseur à Königsberg 1892, service diplomatique 1893, vice-consul à Shanghai, consul p.i. à Guangzhou, Tianjin 1900-1902, dirige la section politique du ministère des affaires étrangères 1910, sous-secrétaire d'État 1911, secrétaire d'État 1916-1917

302cf. annexe n° 33

de Taku, le long de Taku Road³⁰³, puis le long de la frontière japonaise pré-existante. Au sud, la frontière longe les villages chinois de San i chuang et de Tung tou chuang. La nouvelle extension (ou concession allemande élargie, all. *erweiterte deutsche Niederlassung*, par opposition à l'ancienne concession, all. *alte deutsche Niederlassung*) a une superficie de mille cinq cent vingt-quatre mu, amenant la superficie totale de la concession allemande de Tianjin à deux mille quatre-cent quatre-vingt-sept mu. Elle intègre cinq villages chinois et environ dix mille habitants supplémentaires, d'après le Dr Wilhelm Wagner, qui écrit en 1918³⁰⁴. En 1904, un premier recensement donne le chiffre de cinq mille cinquante-neuf Chinois dans la concession élargie. La population aurait donc doublé en l'espace de quatorze ans. Un autre recensement, datant lui de mars 1913, compte sept mille cinq cent vingt-cinq Chinois et trente-six étrangers (Européens, Américains et Japonais).

Si la frontière entre les deux extensions ne pose pas de nouveau conflit – Dickinson et Racecourse Road la marquent de façon suffisamment claire, le traité sino-allemand de 1901 place les derniers mètres de la frontière anglo-allemande le long du mur de terre et non du canal, plaçant sous le contrôle de l'Allemagne un triangle situé entre Dickinson Road, Racecourse Road et le mur de terre (future Elgin Avenue), et traversé par le canal. Les Britanniques, craignant la formation d'un troisième « *no man's land* » à la frontière anglo-allemande, suggèrent instamment que l'Allemagne l'intègre dans sa nouvelle concession. Les autorités allemandes cherchent cependant très vite à se débarrasser de la partie de ce triangle située du côté « britannique » du canal, et appelé dans les documents germanophones *Schmuckdreieck*³⁰⁵. Un échange est même envisagé entre ce terrain et l'« hinterland allemand » sous contrôle britannique, sans que la proposition ait de suite connue. On remarque que la frontière communément reproduite dans les cartes et plans postérieurs à 1917 entre la concession britannique et le Premier District spécial (ex-concession allemande) place, et l'hinterland allemand, et le *Schmuckdreieck* dans les limites de l'administration britannique³⁰⁶.

303Auj. Dagu Nan Lu

304WAGNER, Wilhelm, *Aufenthalt und Niederlassung Fremder in China*, Berlin, Karl Curtius, 1918, p. 58

305De *Schmuck*, bijou, et *Dreieck*, triangle, en raison de sa forme trapézoïdale.

306Ernest Satow, Ministre de Grande-Bretagne en Chine à Beijing, à Mumm, Ministre d'Allemagne en Chine à Beijing, 27 avril 1901, BA R901 30915

i- Les concessions allemandes de Hankou et de Tianjin, 1895-1914 : Les sociétés concessionnaires

Comme dans la plupart des concessions étrangères, et notamment à Hankou et à Tianjin, l'aménagement du territoire – et les règlements municipaux qui y sont liés – sont tout à fait antérieurs à l'établissement d'une municipalité à proprement parler. Prenant le contrepied de la France, du Royaume-Uni ou encore de l'Italie, l'Allemagne préfère d'abord concéder ses deux concessions à une société privée. Des contrats sont donc signés, le 29 mai 1897 en ce qui concerne la concession allemande de Hankou, et le 10 février 1898 pour Tianjin, avec la deutsch-asiatische Bank, qui crée deux filiales : les sociétés concessionnaires de Hankou et de Tianjin (all. *deutsche Niederlassungsgesellschaft Hankau et Tientsin*). Ce modèle est ensuite imité par l'Autriche-Hongrie et le Japon³⁰⁷.

Les sociétés privées financent la construction des quais et le pavement des rues. À Tianjin, deux terrains sont mis à disposition du gouvernement allemand à un prix raisonnable de manière à ériger un consulat et un bâtiment municipal. Les deux sociétés se financent par le prélèvement d'une taxe sur l'utilisation des quais ainsi construits, ainsi que par l'achat et la revente des terrains. Elles permettent la mise en œuvre rapide des travaux de première nécessité pour la résidence et le commerce étrangers ainsi que l'autonomie financière des deux microcolonies, qui ne sont pas subventionnées par la métropole. Le quai de la concession allemande de Tianjin est ainsi construit en deux étapes, au nord du canal d'abord, en 1898-1899, puis au sud, en 1903-1904. Celui de la concession de Hankou est construit entre 1899 et 1901. La première pierre en est posée lors de la visite du prince Henri de Prusse. Environ cent cinquante mètres de ce quai sont endommagés lors d'une inondation en 1903 ; ils sont reconstruits en 1905-1906. Le réseau de rues de la concession allemande de Hankou est achevé en 1905. Les deux sociétés concessionnaires changent de rôle lors de l'établissement des municipalités allemandes : le réseau de rues – deux kilomètres à Tianjin – est transféré sans frais aux nouvelles entités, ainsi que les quais, contre remboursement des coûts engagés³⁰⁸.

307cf. pp; 163-166

308*Ostasiatischer Lloyd*, « Die Einweihung des Rathauses der deutschen Niederlassung in Hankou », 10 pp., 1909, BA R901 31829 ; *Tageblatt für Nord-China*, 7 avril 1916, pp. 5-6, « Das 10jährige Bestehen der Deutschen Niederlassungs-Gemeinde in Tientsin » ; GRÜNFELD, Ernst, *Hafenkolonien und kolonieähnliche Verhältnisse in China, Japan und Korea*, 1913, pp. 151-152 ; WAGNER, Wilhelm, *Aufenthalt und Niederlassung Fremder in China*, Berlin, Karl Curtius, 1918, p. 53 ; NIELD, Robert, *China's Foreign Places, The Foreign Presence in China in the Treaty Port Era, 1840-1943*, Hong Kong University Press, 2015, p. 103

j- Les concessions allemandes de Hankou et de Tianjin, 1895-1914 : Mode de gouvernement

De même que la plupart des concessions étrangères en Chine, les deux concessions allemandes se gouvernent sous la forme d'une municipalité formellement rattachée à la métropole. À Hankou, la concession britannique est gouvernée par un organe de cet ordre depuis 1874, et les cinq concessions étrangères créent progressivement des institutions similaires. À Tianjin, seules les concessions belge et austro-hongroise s'écartent de ce modèle. Encore dans ce dernier cas existe-t-il un gouvernement municipal, la différence résidant dans son non-rattachement officiel – autant que nous avons pu nous en rendre compte dans les documents d'archives – à l'Empire d'Autriche et au Royaume apostolique de Hongrie³⁰⁹. Dans le cas de l'Allemagne, le modèle légal adopté est celui des communes coloniales des colonies allemandes d'Afrique, bien que dans les faits ces communes allemandes s'apparentent plus à leurs équivalents étrangers de Hankou et Tianjin.

Avant 1906, chaque concession allemande est placée sous l'autorité directe des consuls d'Allemagne à Hankou et à Tianjin. Chaque étranger acquéreur d'un lot doit, à partir de 1900, se soumettre – par la signature d'un document spécial – à un règlement conçu par le consul. Par l'article 1, il s'engage à se soumettre aux futurs statuts communaux et règlements de police, au paiement des taxes et impôts que cela suppose, ainsi qu'aux éventuelles amendes que supposent une contravention. Par l'article 2, il se soumet à la juridiction allemande et s'engage à respecter le droit allemand, dans les limites territoriales de chaque concession. Par l'article 3, il s'engage à ne pas transférer la propriété du lot à un Chinois ou à un étranger non-allemand sans l'approbation du consul allemand, et à ne pas sous-louer le terrain à un Chinois ou à un étranger non-allemand³¹⁰.

Notons ici que la subtilité juridique de l'article 2, artifice largement employé dans les concessions étrangères en Chine, permet de rapprocher ces territoires supposément chinois d'une administration à proprement parler coloniale. L'ordonnance impériale allemande du 27 octobre 1900 considère d'ailleurs les Chinois et étrangers non-allemands propriétaires de terrains dans les concessions allemandes de Hankou et de Tianjin comme des « protégés » – ce qui en principe suppose que lesdites concessions soient légalement des protectorats allemands, et donc, des colonies. Comme exposé plus haut, les Britanniques seuls refusent de se soumettre à ce type de dispositions, et considère chacun de ses nationaux en Chine, qu'ils possèdent ou non un terrain dans des concessions non-britanniques, comme justiciables des cours consulaires de leur nation uniquement.

Une loi fédérale est votée en métropole le 3 juin 1905 et permet l'établissement de véritables

³⁰⁹Les autres municipalités sont formellement rattachées au gouvernement de chaque puissance colonisatrice, et sont administrées autant sur le modèle des municipalités coloniales et/ou métropolitaines de ces puissances, que sur le modèle assez disparate des municipalités étrangères en Chine. WRIGHT, Arnold, *Twentieth Century Impressions of Hong Kong, Shanghai and Other Treaty Ports of China*, 1908, p. 726 cf. pp. 161-162

³¹⁰cf. annexe n° 40

communes dans les districts consulaires allemands où existent des concessions. Cette loi trouve sa réalisation par les deux ordonnances du 22 janvier 1906 – en ce qui concerne la concession allemande de Tianjin – et du 23 janvier 1906 – pour celle de Hankou. Ces ordonnances entrent en vigueur le 1^{er} avril 1906. Les communes ainsi créées prennent le nom officiel de « commune concessionnaire allemande de Hankou » et de Tianjin (all. *Deutsche Niederlassungsgemeinde Hankau et Tientsin*). Tout comme les autres communes coloniales allemandes, elles dépendent directement du Reich allemand (immédiates).

Dans un cas comme dans l'autre, les deux organes de décision sont l'assemblée municipale (all. *Gemeindeversammlung*) et le conseil municipal (all. *Gemeinderat*). L'assemblée municipale se rassemble sous la présidence du consul d'Allemagne. Sont membres de cette assemblée tous les résidents (membres de la commune, all. *Gemeindemitglieder*³¹¹) redevables d'au moins cinquante taëls d'impôts par an à Tianjin, et d'au moins soixante-quinze taëls par an à Hankou – Chinois hormis. Ceux qui payent au moins cent taëls ont deux voix : deux cent cinquante taëls, trois voix ; cinq cents taëls, quatre voix ; et ainsi de suite pour chaque tranche supplémentaire de deux cent cinquante taëls. Le nombre de voix est limité à douze par membre. Ces dispositions se basent sur les cadastres établis par l'ordonnance impériale allemande du 25 octobre 1900. L'assemblée municipale se réunit annuellement, au mois de février, sauf convocation extraordinaire par le consul. En cas d'égalité des voix, le consul d'Allemagne décide de l'adoption ou du rejet d'une motion. L'élection du conseil municipal, le budget, les questions fiscales et financières, enfin les règlements municipaux de tout ordre relèvent de ses compétences. Le consul peut faire appel des décisions de l'assemblée auprès du ministre d'Allemagne à Beijing. En 1906, la concession allemande de Tianjin compte une douzaine de maisons de style européen et dix-huit propriétaires non-chinois, représentant vingt voix. En 1912, la concession allemande de Hankou compte cent trente-six voix, à savoir soixante-dix-huit allemandes, vingt-cinq anglaises, onze japonaises, neuf américaines, cinq françaises, cinq italiennes et trois russes. La population chinoise est totalement exclue de l'administration des deux concessions.

Le conseil municipal est composé de cinq membres bénévoles, élus pour un an par l'assemblée. Sont éligibles tous les membres, à l'exception du consul et des employés consulaires et municipaux. Trois au moins de ces cinq membres doivent être de nationalité allemande. Le président est élu par le conseil, parmi ses membres allemands. Le conseil municipal est chargé des affaires courantes.

La concession allemande élargie de Tianjin (acquise en 1901) est directement administrée

³¹¹Ces « membres » sont définies dans l'article 2 des chartes communales comme étant les propriétaires, locataires, concessionnaires, et autres légitimes utilisateurs des terrains de la concession.

par le consul. Les ordonnances de police valables dans l'ancienne concession allemande y ont cours. Elle possède un cadastre propre, mais les résidents n'ont aucun droit « politique ». Les étrangers de nation à traité, non-allemands, n'y payent les taxes et impôts que de façon volontaire³¹².

k- Les concessions allemandes de Hankou et de Tianjin, 1895-1914 : Finances et impôts

Sur la question fiscale et financière, le point le plus important est que les concessions allemandes doivent être entièrement autonomes. Aucune subvention ne leur parvient de la métropole. C'est une situation unique, hormis les cas de la concession austro-hongroise de Tianjin, et dans une certaine mesure des concessions japonaises – bien que la police de ces dernières soit financée par Tôkyô directement. Le système des *Niederlassungsgesellschaften* perdure après l'établissement des deux communes concessionnaires, sous une forme différente.

À Tianjin, la *deutsche Niederlassungsgesellschaft* possède encore un certain nombre d'îlots urbains dans l'ancienne concession (tous les lots qui n'ont pas été vendus à des particuliers). Toute la concession élargie lui a été concédée en 1901 au même titre que le reste du territoire de la concession ; elle continue à y revendre ces lots sans que la création de la commune dans la zone nord n'ait de conséquence sur ces transactions. Le système, bien que très rentable pour les actionnaires, trouve certaines limites pour les autorités allemandes dans la « période de transition » pendant laquelle la commune, toujours non-subventionnée, doit à la fois entreprendre les travaux autrefois assumés par la société privée, mais aussi racheter certaines propriétés restées entre les mains de cette même société, tel que les terrains où doivent être érigés la municipalité et le consulat allemands, ou encore la centrale électrique. Dans un premier temps, l'éclairage public est assurée par la société concessionnaire, propriétaire de la centrale, service pour lequel la commune doit déboursier une somme dont nous ne connaissons pas l'exact montant. La *Niederlassungsgesellschaft* fait aussi office de banque des nouvelles autorités publiques, et lui octroie trois prêts entre 1906 et 1914, pour effectuer les travaux de comblement, de réfection des quais, mais aussi pour faire face aux dépenses ordinaires. Ces différents prêts, conclus à des intérêts entre 6 et 6,5 %, représentent une somme totale de cent trente-cinq mille sept cent quatre-vingt-dix taëls³¹³.

En 1906, les ressources de la concession allemande de Tianjin sont divisées comme suit : taxe foncière et d'utilisation, onze mille trois cents taëls ; taxe professionnelle, mille sept cents taëls ; ainsi qu'un certain nombre de licences octroyées aux rickshaws – huit mille neuf cent soixante-cinq

312 *Tageblatt für Nord-China*, 7 avril 1916, pp. 5-6, « Das 10jährige Bestehen der Deutschen Niederlassungs-Gemeinde in Tientsin » ; GRÜNFELD, Ernst, *Hafenkolonien und kolonieähnliche Verhältnisse in China, Japan und Korea*, 1913, pp. 151-152 ; WAGNER, Wilhelm, *Aufenthalt und Niederlassung Fremder in China*, Berlin, Karl Curtius, 1918, p. 53 ; LABW E 130 a Bü 890

313 *Tageblatt für Nord-China*, 7 avril 1916, pp. 5-6, « Das 10jährige Bestehen der Deutschen Niederlassungs-Gemeinde in Tientsin »

en 1907, aux voitures – huit cent quarante-et-une en 1907 – et aux automobiles – cent quatre-vingt-dix-sept en 1912. Les dépenses sont essentiellement liées à l'administration, à la police, à l'entretien des rues et à l'éclairage public, ainsi qu'au remboursement des prêts, pour un total de sept mille neuf cents taëls. Le poste de dépenses le plus important, durant toute la durée de vie de la concession, est celui lié au maintien de l'ordre. Le budget dégage ainsi un excédent de cinq mille six cent taëls en 1906³¹⁴. Le budget 1911, tel que rapporté par Ernst Grünfeld, qui compte trente-trois mille neuf cent soixante-quatorze taëls de crédits (impôts, taxes, amendes) et prévoit quarante-et-un mille trois cent dix-neuf taëls de rentrées lors de l'exercice 1912, dégage lui un excédent de sept mille trois cent quarante-cinq taëls³¹⁵.

À Hankou, la *Niederlassungsgesellschaft* possède encore cinquante-et-un mu en 1908. Les propriétés allemandes (publiques et privées) représentent 388,5749 mu, les chinoises 93,9111 mu, les anglaises 43,9335 mu, les japonaises 32,8549, les italiennes 28,6307 mu, les américaines 22,4469 mu et les russes 19,5881 mu³¹⁶. Nous n'avons pu consulter aucun document statistique relatif à la répartition des lots sur la concession allemande de Tianjin, néanmoins, les intérêts américains (et notamment ceux d'un nommé Tenney, mais aussi de la Young Men's Christian Association ou YMCA) semblent d'abord prédominants dans la concession élargie.

314 *Tageblatt für Nord-China*, 7 avril 1916, pp. 5-6, « Das 10jährige Bestehen der Deutschen Niederlassungs-Gemeinde in Tientsin » ; cf. pp. 86-87

315 GRÜNFELD, Ernst, *Hafenkolonien und kolonieähnliche Verhältnisse in China, Japan und Korea*, 1913, p. 150

316 La valeur du mu a été fixée en 1915 à 614,4 m². Les documents austro-hongrois donnent une valeur de 616 m² par mu en 1903. v. Löhneysen, consul d'Allemagne à Hankou, au comte von Rex, ministre d'Allemagne en Chine à Beijing, 28 février 1908, BA R901 31828

1- Les concessions allemandes de Hankou et de Tianjin, 1895-1914 : Aménagement du territoire depuis l'établissement des communes

L'aménagement du territoire de la concession allemande de Tianjin s'opère graduellement. Le quai de la partie de l'ancienne concession située au nord du canal est achevé en 1899 (et rénové en 1911) ; son réseau de rues l'est peu après. Le quai sud est lui achevé en 1904 ; son réseau de rues en 1908. Enfin, les travaux de nivellement de la zone sud sont achevés seulement en 1915, et son réseau de rues date, pour la majeure partie, de 1911. L'essentiel de la navigation et du commerce étrangers est en réalité concentré dans les concessions britannique et française de la ville³¹⁷. En conséquence, la concession allemande assume plutôt un rôle similaire à celui de la concession française à Shanghai : celui de quartier résidentiel. Elle n'en reste pas moins une vitrine importante pour l'Allemagne, et malgré la nécessité de se financer avec des ressources propres, la concession entreprend un certain nombre de travaux d'aménagement et de constructions visant à maintenir le prestige de la nation concessionnaire – tant vis-à-vis des Chinois que des autres étrangers.

C'est ainsi que l'éclairage public prend une importance prépondérante, notamment comme symbole de modernité. Alors que Paris n'adopte progressivement l'éclairage électrique qu'entre 1878 et 1881, puis à partir de 1891, la totalité de l'ancienne concession allemande de Tianjin est éclairée de cette manière dès 1908. La zone sud l'est à partir de 1913. Sur le modèle des autres concessions étrangères, et notamment des concessions britannique et française, les autorités allemandes se dotent de leur propre municipalité, et « rapatrient » leur consulat, jusque là situé en concession britannique, sur la concession allemande. Au moment du rachat des terrains nécessaires à la société concessionnaire allemande de Tianjin, en 1909, on prévoit aussi l'établissement d'un parc allemand. Le nouveau consulat est inauguré dès 1910. Deux clubs allemands possèdent leurs bâtiments sur le territoire de l'ancienne concession allemande, les clubs Germania et Concordia. Ce dernier, situé sur la Wilhelmstraße³¹⁸ (rue principale, prolongeant Victoria Road³¹⁹), à côté du consulat, est inauguré dès 1908³²⁰. Une école allemande, la Kaiser Wilhelm Schule, est inaugurée en 1913.

Le rôle de vitrine de l'Allemagne en Chine assumé par les concessions allemandes est particulièrement mis en évidence par l'inauguration, dès 1905, d'un monument dédié aux morts allemands de la guerre des Boxers. Une stèle est d'abord érigée dans la cour de l'église de la concession britannique, en janvier 1902, et reste donc relativement discrète. Un monument beaucoup plus imposant est cependant commandé, et, s'il est en partie financé par une souscription des résidents allemands de Tianjin, du corps d'occupation allemand en Chine du Nord et de l'escadre

317cf. pp. 86-87

318Auj. Jiefang Nan Lu

319Auj. Jiefang Bei Lu

320Il était situé auparavant, et depuis 1895, sur la concession britannique. WRIGHT, Arnold, *Twentieth Century Impressions of Hong Kong, Shanghai and Other Treaty Ports of China*, 1908, p. 730

allemande en Asie de l'Est, il est aussi largement subventionné, par l'État, d'une part, qui offre le bronze, et par la Hamburg-Amerika-Linie (HAPAG), d'autre part, qui offre le transport. Sa conception est confiée au professeur von Uechtritz de Berlin, et représente un saint Michel, protecteur de l'Allemagne, dont le bouclier est orné de l'aigle impérial allemand, et dont le visage serait, croit-on, celui de Guillaume II, tel qu'il est représenté dans une publication célèbre alors qu'il prononce son fameux discours de Kiel, le 16 décembre 1897³²¹, donné à l'occasion de l'occupation allemande de la baie de Jiaozhou. Il est placé sur la Denkmalplatz (ou place du monument), à l'intersection de la Wilhelmstraße et de la Denkmalstraße (ou rue du monument)³²², non loin du consulat et du club Concordia. Son importance est telle aux yeux des autorités concessionnaires qu'il est représenté dans le sceau que ce choisit la commune allemande en 1907³²³.

À Hankou, par contre, la *Niederlassungsgesellschaft* ainsi constituée constitue un obstacle majeur aux intérêts politiques allemands. L'une des préoccupations constantes des autorités allemandes – et étrangères – de Hankou est la protection de la longue frontière sino-chinoise, problème soulevé notamment en 1913, comme nous l'avons vu plus haut³²⁴. En 1902 et 1903, c'est en vain que le consul d'Allemagne tente d'obtenir de la société concessionnaire qu'elle achète les terrains situés dans l'hinterland de la concession allemande, entre la frontière et le chemin de fer, afin de préparer la revendication d'une extension, ou pour le moins de faciliter la défense du territoire allemand. En 1908, il est trop tard, le prix des terrains, bâtis entre temps, ayant été multiplié par 6,25. La nouvelle commune ne peut plus se permettre un tel investissement. Par ailleurs, les terrains ont été achetés – officiellement du moins³²⁵ – aux propriétaires chinois par des Anglais et des Français, et sont enregistrés dans les cadastres respectifs de leurs consulats³²⁶.

Dans cette dernière ville, c'est l'établissement d'une commune concessionnaire qui permet

321« Möge Jedem, mit dem wir zu thun haben werden, klar sein, dass der deutsche Michel seinen mit dem Reichsadler geschmückten Schild fest auf den Boden gestellt hat, um dem, der ihn um Schutz eingeht, ein für alle Mal diesen Schutz zu gewähren. », c'est-à-dire : Qu'il soit clair pour tous ceux à qui nous aurons à faire que le Michel allemand a planté fermement au sol son bouclier orné de l'aigle impérial, afin d'accorder une fois pour toutes sa protection à celui qui la cherche.

322Auj. à l'intersection de Jiefang Nan Lu et Pukou Lu.

323Knipping, consul impérial allemand à Tianjin, à Son Altesse Sérénissime le chancelier du Reich le Prince von Buelow, 19 décembre 1907, BA R901 31827 ; Knipping, *Auszug aus dem Handelsberichte des Kaiserlichen Konsulats in Tientsin vom 17. September 1908*, BA R901 31829 ; Stempel au Dr. Hoede, Berlin, 5 octobre 1919, BA R901 90935 ; *Ostasiatischer Lloyd*, n° 45, 6 novembre 1903, « Das deutsche Denkmal für Tientsin » ; Dr. Wendschuch, Consul impérial allemand à Tianjin, à Knipping, Consul général impérial à Shanghai, 30 juin 1915, confidentiel, BA R901 31833 ; *Tientsin, seine handelspolitische Bedeutung und Zukunft*, 12 juillet 1915, OESTA – HHSTA F63 Tientsin ; *Tageblatt für Nord-China*, 7 avril 1916, pp. 5-6, « Das 10jährige Bestehen der Deutschen Niederlassungs-Gemeinde in Tientsin » ; *Guide to Tientsin*, Astor House Hotel, Tianjin, s.d. (1907) ; GRÜNFELD, Ernst, *Hafenkolonien und kolonieähnliche Verhältnisse in China, Japan und Korea*, 1913, p. 132 ; cf. annexes n° 41 à 44

324cf. pp. 71-73

325Il s'agit certainement en partie de prête-noms. BAU, Mingchien Joshua, *The Foreign Relations of China, A History and A Survey*, Fleming H. Revell Company, London & Edinburgh, 1921, p. 312

326von Löhneysen, consul impérial allemand à Hankou, au ministre impérial allemand le comte von Rex, 5 novembre 1908, BA R901 31829

l'érection d'un commissariat de police et d'une prison adaptée aux besoins des autorités allemandes. La commune achète aussi à cette occasion le terrain nécessaire à l'édification d'un hôtel de ville. Sa construction débute en mars 1907 ; il est inauguré le 30 janvier 1909³²⁷. Là encore, l'éclairage électrique est un enjeu de premier plan, mais la société concessionnaire ne possédant pas de centrale, il faut attendre le 12 novembre 1908 pour qu'il soit opérationnel³²⁸.

Notons enfin que la concession élargie de Tianjin ne connaît aucun projet d'aménagement du territoire de 1901 à 1917.

327cf. annexe n° 50

328*Ostasiatischer Lloyd*, « Die Einweihung des Rathauses der deutschen Niederlassung in Hankou », 10 pp., 1909, BA R901 31829 ; NIELD, Robert, *China's Foreign Places: The Foreign Presence in China in the Treaty Port Era, 1840-1943*, Hong Kong University Press, 2015, p. 104 ; La centrale est construite en 1907 par Melchers & Co.

m- Les concessions allemandes de Hankou et de Tianjin, 1895-1914 : Transports

Dans un premier temps, la navigation est un enjeu secondaire pour la concession allemande de Tianjin. C'est un des arguments essentiels à son établissement, et des quais sont construits et entretenus, des entrepôts sont bâtis, sans que cela permette pourtant au bund allemand de véritablement concurrencer les bunds britannique et français. En 1913, les taxes prélevées sur l'utilisation des quais allemands sont de sept mille cinq cents taëls, et se comparent défavorablement à celles prélevées sur la concession britannique (trente-cinq mille taëls), française (vingt-cinq mille taëls) ou même russe (quinze mille taëls)³²⁹. La Hamburg-Amerika-Linie (HAPAG) possède un large terrain au nord du canal, mais il faut attendre de longues années, après que la commune ait racheté le lot de la Chinese Engineering & Mining Company sur son bund, et ait aménagé sa rive, pour que le premier vapeur allemand aborde sur la concession: le Tsingtau aborde le 7 mars 1908. Malgré le principe de préférence nationale qui guide les autorités allemandes sur leur concession, ces dernières ne sont que trop heureuses d'accueillir à partir de 1912-1913 les bureaux, entrepôts, et quai de la Dairen Kisen Kaisha³³⁰, petite compagnie de navigation japonaise basée à Dalian (jap. Dairen³³¹), et ayant pour ambition d'opérer une nouvelle ligne entre ce dernier lieu et Tianjin. On compte soixante-quatorze vapeurs et cent vingt-et-une barges abordant sur la concession en 1913, cent six vapeurs et quatre-vingt-sept barges l'année suivante³³². De la même façon, la concession n'est pas concernée par le développement du tramway à Tianjin, malgré le volontarisme des autorités allemandes : les Britanniques ne souhaitent pas, en effet, que le tramway traverse leur concession, ou même la contourne.

Un enjeu majeur pour la concession allemande – et pour les intérêts allemands – à Tianjin est le raccordement de la concession au chemin de fer Jinpu. Ce dernier est en effet sous administration allemande dans sa partie sud – dans la zone d'influence allemande, c'est-à-dire le Shandong – et anglaise dans sa partie nord, jusqu'à la gare centrale de Tianjin. Le projet allemand rencontre donc des difficultés certaines du côté britannique, auxquelles il faut rajouter celles causées par l'extension extra-murale britannique d'avril 1901. Il aurait visé à installer une gare de voyageurs dans la concession allemande élargie, elle-même raccordée à une gare de fret à construire sur le bund allemand. Des négociations sont entreprises entre un comité anglais et un allemand en août et septembre 1908. Nous développons la question au paragraphe suivant³³³.

329Dr. Wendschuch, consul impérial allemand à Tianjin, à Knipping, consul général impérial à Shanghai, 30 juin 1915, confidentiel, BA R901 31833

330Kanji : 大連蒸気会社

331Kanji : 大連

332*Tageblatt für Nord-China*, 7 avril 1916, pp. 5-6, « Das 10jährige Bestehen der Deutschen Niederlassungs-Gemeinde in Tientsin » ; Commune concessionnaire allemande de Tianjin, *Rapport annuel 1915, Prévisions 1916*, BA R901 90935

333Commune concessionnaire allemande de Tianjin, *Protokoll über die jährliche Gemeindeversammlung der*

Notons enfin l'unique succès allemand dans ce domaine à Tianjin, la construction d'un pont, prolongeant la Wilhelmstraße³³⁴, sur le canal. En 1913, en effet, la Nordchinesische Baugesellschaft³³⁵ construit un pont en béton armé de 12,2 mètres pour remplacer l'ancien pont en bois, installé après la guerre des Boxers³³⁶.

À Hankou, et en raison l'accord germano-japonais de 1898, une ligne secondaire du chemin de fer Beijing-Hankou conduit à la concession allemande³³⁷. La navigation allemande, malgré certains obstacles – fortes inondations endommageant les quais, banc de sable faisant face à la concession en hiver, y est importante, et trois sociétés s'installent sur le bund allemand dès 1900 : Arnhold, Karberg & Co. et Rickmers – dont les vapeurs sont ensuite vendus à la Hamburg-Amerika-Linie (HAPAG) – et Melchers & Co. – dont les vapeurs passent eux entre les mains du Norddeutscher Lloyd³³⁸.

Deutschen Niederlassungs-Gemeinde in Tientsin am Februar 1909, BA R901 31829 ; *Tageblatt für Nord-China*, 7 avril 1916, pp. 5-6, « Das 10jährige Bestehen der Deutschen Niederlassungs-Gemeinde in Tientsin » ; cf. paragraphe suivant

334Auj. Jiefang Nan Lu

335Nous ne connaissons de cette société que son nom allemand.

336*Tageblatt für Nord-China*, 7 avril 1916, pp. 5-6, « Das 10jährige Bestehen der Deutschen Niederlassungs-Gemeinde in Tientsin »

337NIELD, Robert, *China's Foreign Places: The Foreign Presence in China in the Treaty Port Era, 1840-1943*, Hong Kong University Press, 2015, p. 104

338*Ostasiatischer Lloyd*, « Die Einweihung des Rathauses der deutschen Niederlassung in Hankou », 10 pp., 1909, BA R901 31829

n- Les concessions allemandes de Hankou et de Tianjin, 1895-1914 : Coopération impériale³³⁹

Nous avons vu en quoi les concessions en général, et les concessions allemandes en particulier, sont dépendantes de leur hinterland et de leur pays hôte. Nous avons aussi vu quelques exemples de conflits inter-impériaux et de leur utilisation par la Chine dans un but de résistance. Un aspect du phénomène concessionnaire est souvent minoré : la coopération inter-impériale. Elle est pourtant une composante essentielle de l'impérialisme étranger en Chine, de façon générale, et dans les ports ouverts, en particulier. En effet, ces différentes microcolonies, nationales ou internationales, vivent dans un état d'interdépendance. Leur fonctionnement normal, leur utilité commerciale et impériale, mais aussi leur défense, voire leur survie dépend d'une entente étroite entre les différentes puissances concessionnaires. C'est cette nécessité qui nourrit les critiques par le comte Sforza³⁴⁰ de l'attitude de l'Entente en Chine pendant la Première Guerre mondiale : « Si quelqu'un gagna [à ce que la Chine entre dans la Grande Guerre aux côtés des Alliés], ce fut la Chine, j'entends la Chine officielle [...] »³⁴¹, « Ce ne fut que la Chine officielle, la Chine qui parle anglais, qui tira de la participation à la guerre des avantages de *face* tels qu'aucun de nous n'osa en rêver pour son pays, même au moment des illusion les plus lyriques. »³⁴², « Le cri de guerre : *Rétrocession des concessions !* C'est nous qui l'avons fait naître, en provoquant en 1917 le fatal précédent. »³⁴³. La Première Guerre mondiale marque en effet la fin effective de la solidarité entre puissances impériales en Chine, et par là même, marque le début du déclin de cet impérialisme. Nous traitons plus loin les occurrences de coopération impériale à Shanghai, à Beijing et dans d'autres localités où les intérêts allemands sont impliqués. Examinons d'abord la concrétisation de ce principe à Hankou et à Tianjin.

L'un des principaux exemples de cette coopération est, en principe, l'institution d'une cour mixte. Le sujet est extrêmement complexe, et les cours mixtes diffèrent toutes dans leurs procédures et leur jurisprudence. Néanmoins, il est possible de dire qu'il s'agit de tribunaux chinois, dont la juridiction s'étend au territoire d'une concession donnée, et aux populations chinoises, ainsi qu'aux citoyens des puissances sans traité avec la Chine, où un assesseur de la nationalité des autorités

339cf/ pp. 94-95

340Carlo Sforza comte de Castel San Giovanni, né le 24 janvier 1872 à Lucca, décédé le 4 septembre 1952 à Roma, attaché au Caire, à Madrid, secrétaire d'ambassade à Paris, à Constantinople (auj. Istanbul), à Beijing, chargé d'affaires à București, chef de cabinet du ministre des affaires étrangères 1906, conseiller d'ambassade à Madrid 1907, chargé d'affaires à Constantinople 1908-1909, conseiller d'ambassade à Londres 1910, à nouveau chef de cabinet du ministre des affaires étrangères 1910, ministre d'Italie à Beijing 1911-1915, auprès du roi de Serbie à Corfou 1916, à Constantinople 1918, sous-secrétaire d'État aux affaires étrangères, sénateur 1919, ministre des affaires étrangères 1920-1921, ambassadeur à Paris 1922, ministre sans portefeuille 1944, préside au haut-commissariat aux sanctions contre le fascisme 1944, député 1945, sénateur 1946, ministre des affaires étrangères 1947-1951

341SFORZA, *l'Enigme chinoise*, Paris, Payot, 1928, p. 29

342*id.*, p. 30

343*id.*, p. 32

concessionnaires, qui, s'il ne juge pas lui-même, a naturellement une certaine influence³⁴⁴. D'après George Soulié de Morant, il existe au début de la Première Guerre mondiale trois cours mixtes internationales à Amoy, Guangzhou, Shanghai, ainsi que des cours mixtes de chaque nationalité concernée dans les concessions française de Shanghai et les concessions étrangères de Hankou³⁴⁵. Notons cependant que ces cours mixtes n'existent dans aucune des deux concessions allemandes. Le projet existe à Tianjin de créer une quatrième cour mixte internationale, à la fin de 1904, mais échoue. L'Allemagne participe par contre, évidemment, aux autres cours mixtes³⁴⁶.

D'autres projets ont plus de succès, tels que la Haihe River Commission, dont les pouvoirs sont ensuite transférés au Haihe Conservancy Board, institué sous le gouvernement provisoire de Tianjin³⁴⁷ afin de faciliter et de raccourcir la navigation séparant cette dernière ville et la mer par une série de grands travaux. La commission est composée de représentants de chaque concession étrangère, d'un représentant du corps consulaire, du taotai et du commissaire des douanes ainsi que de représentants de la navigation et du commerce tientsinois ; elle est créée par application de l'article 11 du Protocole final de 1901. Le *board* ou conseil est lui composé du représentant du corps consulaire, du taotai et du commissaire des douanes, et ce depuis 1908. Des dispositions équivalentes existent à Guangzhou, grâce au Huangpu Conservancy Board, institué lui aussi à la suite du Protocole final. L'Allemagne, en tant que nation ayant dans ce port des intérêts prédominants (tonnage annuel d'au moins deux cent mille tonnes), doit y avoir un représentant. Néanmoins, l'accord n'est jamais appliqué, et en 1905 un nouvel accord est trouvé, selon lequel la Chine doit entreprendre les travaux de sa propre initiative et à ses frais, à la réserve de réactiver les dispositions protocolaires, si le corps consulaire devait désapprouver les travaux engagés. Autre aspect impérialiste de ce nouvel accord : l'ingénieur doit être approuvé par une majorité des puissances signataires³⁴⁸.

Le domaine sanitaire est plus prolifique, à Hankou, en sujets de coopération entre puissances impériales. Un hôpital international (Hankow International Hospital) est ainsi créé au début de l'année 1909. Des huit membres de sa direction, deux doivent être choisis par les cinq³⁴⁹ conseils municipaux participants. Il est aussi créé un cimetière international. Par contre, et malgré l'épidémie de peste sévissant alors en Chine (en 1911), un projet d'établir des baraquements internationaux pour accueillir les malades de Hankou échoue³⁵⁰.

344GRÜNFELD, Ernst, *Hafenkolonien und kolonieähnliche Verhältnisse in China, Japan und Korea*, 1913, p. 139

345SOULIÉ, Georges, *les Droits conventionnels des étrangers en Chine*, Paris, Léon Tenin, 1916, p. 85

346cf. pp. 99-100

347cf. pp. 117-119

348WOODHEAD, H.G.W., MONTAGUE BELL, H.T., *The China Year Book 1914*, London, George Routledge & Sons, 1914, pp. 681-688

349Quatre d'après le Dr Wagner, qui ne précise pas lesquels.

350von Löhneysen, Consul impérial allemand à Hankou, à Son Altesse Sérénissime le Chancelier du Reich le prince

Nous avons vu au paragraphe précédent le projet de gares raccordant le chemin de fer Tianjin-Pukou (Jinpu³⁵¹) à la concession allemande, par l'établissement d'une gare de voyageurs dans la concession allemande élargie, et d'une gare de fret située sur le bund. L'Extension extramurale d'avril 1901 ainsi que l'administration anglo-allemande du chemin de fer rendent nécessaire la coopération des Britanniques. Les négociations, entamées en 1908, aboutissent à la présentation aux autorités chinoises d'un mémorandum commun, le 24 septembre. Les autorités concessionnaires des deux pays demandent : que soit établie une nouvelle gare sur la ligne principale du Jinpu (ou sur une ligne secondaire près du « village ouest »), une station dans l'Extension sud (ex-concession américaine, puis *Chinese Reservation*). Les dépenses liées à l'achat des terrains dans l'Extension sud et aux travaux d'aménagement doivent être assumés à 60 % par les autorités britanniques et à 40 % par les autorités allemandes. La zone reste sous administration et juridiction britannique, mais toutes les décisions d'ordre opérationnel doivent être prises en commun par les municipalités britannique et allemande. Un second mémorandum commun, confidentiel, prévoit le cas où les autorités chinoises refuseraient de faire l'achat du terrain nécessaire à l'érection de la gare, qui doit se situer hors du territoire des concessions étrangères. En cette occurrence, les deux municipalités prévoient de faire face aux frais ainsi engendrés dans les mêmes proportions que pour la gare de l'Extension sud. Le projet se heurte cependant à l'appétit de certains nationaux allemands, notamment Constantin von Hanneken et Fritz Sommer³⁵². Une société privée, la Land Improvement Co., posséderait en effet les terrains prévus au sud de la Cité chinoise pour l'érection de la future gare centrale de Tianjin, acquis pendant la période « claire-obscur » du gouvernement provisoire. La question est suffisamment connue pour que la société ait reçue l'aimable surnom de « Pocket Improvement Co. ». Le Dr Knipping, alors consul d'Allemagne à Tianjin, rapporte même la rumeur que le gouverneur chinois aurait été invité à se joindre à l'entreprise, afin de vaincre toute résistance éventuelle de ce côté. Il semble qu'une vente desdits terrains de la Land Improvement Co. à une société chinoise ait bien eu lieu peu avant la décision définitive quant à l'emplacement de la gare centrale. Des négociations sont malgré tout entreprises en février avec le gouverneur général Yang³⁵³, et le directeur chinois du Jinpu, Sun Baoqi³⁵⁴. Yang refuse cependant l'établissement d'une

von Bülow, 5 février 1909, BA R901 31829 ; GRÜNFELD, Ernst, *Hafenkolonien und kolonieähnliche Verhältnisse in China, Japan und Korea*, 1913, p. 145 ; WAGNER, Wilhelm, *Aufenthalt und Niederlassung Fremder in China*, Berlin, Karl Curtius, 1918, pp. 60-61

351 Abréviation de TianJIN-PUkou.

352 À propos de Fritz Sommer, cf. pp. 233-237 et 315

353 Yang Shixiang, gouverneur du Shandong et gouverneur par intérim du Zhili

354 Sun Baoqi, 孙宝琦, né le 26 avril 1867 à Hangzhou, décédé le 3 février 1931 dans la même ville, secrétaire au conseil des punitions 1886-1895, secrétaire de légation à Wien, Berlin, Paris 1902, ambassadeur à Paris, secrétaire en chef du grand conseil 1906, ambassadeur à Berlin 1907, assistant-directeur du Jinpu 1909, gouverneur du Shandong 1909, co-directeur général puis directeur général par intérim des douanes 1912, ministre des affaires étrangères 1913-1915, premier ministre par intérim 1914, directeur du bureau d'audit 1916, ministre des finances 1916, directeur général des douanes 1917, directeur de l'administration économique 1920, président puis directeur

gare de voyageurs dans la concession élargie allemande, de manière à ne pas léser la nouvelle gare centrale. Pour faire face à d'autres objections ayant trait à la gare de fret, la municipalité britannique décide de rétrocéder la partie correspondante de sa concession à la Chine. Par conséquent, les Chinois demandent aussi la rétrocession du terrain de la future gare de voyageurs sur la concession élargie allemande. Malgré ces efforts communs des deux concessions, les négociations sont finalement un échec³⁵⁵.

Nous revenons plus loin sur la période du gouvernement provisoire de Tianjin, conséquence directe de la guerre des Boxers. Néanmoins, c'est pendant cette période qu'est décidée la construction du fameux pont international devant relier la concession française au settlement nord de la concession russe et à la gare de l'Est, station du chemin de fer Beijing-Mukden. Fait unique dans l'histoire des concessions étrangères de Tianjin, ce pont, construit par une compagnie française (Fives-Lille³⁵⁶) et dont il est entendu que l'entretien ordinaire est à la charge de la municipalité française, fait l'objet de l'intérêt de toutes les nations concessionnaires de la ville. En effet, les frontières des différentes concessions sont strictement fixées par une série de traités bilatéraux, et le fleuve ne peut, en aucun cas, être placé sous l'autorité d'une seule des puissances impériales. L'édifice étant pourtant d'un intérêt commun à toutes ces puissances, il s'ensuit que, si la neutralité du pont à construire est confiée à la vigilance de la France, tous parviennent à s'entendre sur le partage des coûts du gros entretien, dans les proportions suivantes : concession russe 25 %, chemin de fer Beijing-Mukden 15 %, gouvernement chinois 15 %, concession britannique 15 %, concession française 10 %, concession allemande 4 %, concession italienne 4 %, concession austro-hongroise 1 % et concession belge 1 %³⁵⁷.

Un projet de la concession russe est accueilli avec enthousiasme par la commune concessionnaire allemande de Tianjin, à savoir l'établissement d'un autre pont sur le Haihe. Le 25 octobre 1907, cette dernière propose de l'établir au niveau de la Rohrscheidstraße³⁵⁸. Les négociations sont suffisamment avancées pour que les autorités allemandes envoient un contrat signé au conseil municipal russe, le 6 mai 1908. Celui n'est jamais validé, en raison de l'opposition des Britanniques, qui, à défaut de pouvoir convaincre la Russie d'établir le pont sur le bund anglais,

général du bureau de lutte contre la famine, vice-président de la commission du Yangzi, premier ministre 1924, président du comité des affaires étrangères, président du complexe métallurgique de Hanyeping et de la compagnie maritime de Chine, directeur de l'université franco-chinoise 1926,

355Knipping, consul allemand à Tianjin, à Son Altesse Sérénissime le chancelier du Reich le prince von Bülow, 3 décembre 1908, BA R901 31829 ; *Gemeindeversammlung der Deutschen Niederlassungs-Gemeinde in Tientsin am Februar 1909*, BA R901 31829 ; Knipping, consul impérial allemand à Tianjin, à Son Altesse Sérénissime le chancelier du Reich le prince von Bülow, 24 février 1909, BA R901 31829 ; Rapport annuel de la deutsche Vereinigung, Tianjin, 11 juin 1910, BA R901 30930

356La même compagnie a été chargée de la construction du chemin de fer du Yunnan.

357Séance du 28 décembre 1904 du conseil municipal de la concession française de Tianjin, CADN Tientsin 386

358Auj. Kaifeng Lu

préfèrent voir échouer le projet. Les Allemands ne perdent jamais l'espérance de raviver l'engouement russe pour cette entreprise cependant, notamment afin de permettre l'établissement d'une ligne de tramways qui parvienne enfin jusqu'au territoire de leur concession³⁵⁹.

Mentionnons aussi qu'un accord est trouvé entre toutes les concessions étrangères de Tianjin sur un sujet apparemment accessoire, mais vital pour l'administration municipale de ces microcolonies : les licences de rickshaws³⁶⁰. En 1910-1911 enfin, il est question de créer à Tianjin un abattoir international, mais aucun accord n'est trouvé et le projet est abandonné³⁶¹.

359 *Protokoll über die zweite ordentliche Gemeindeversammlung der Deutschen Niederlassungs-Gemeinde in Tientsin am 29. Februar 1908*, BA R901 31827 ; *Protokoll über die jährliche Gemeindeversammlung der Deutschen Niederlassungs-Gemeinde in Tientsin am Februar 1909*, BA R901 31829 ; Dr. Wendschuch, consul impérial allemand à Tianjin, à Knipping, consul général impérial à Shanghai, 30 juin 1915, confidentiel, BA R901 31833 ; *Tageblatt für Nord-China*, 7 avril 1916, pp. 5-6, « Das 10jährige Bestehen der Deutschen Niederlassungs-Gemeinde in Tientsin »

360 GRÜNFELD, Ernst, *Hafenkolonien und kolonieähnliche Verhältnisse in China, Japan und Korea*, 1913, p. 145

361 *Tageblatt für Nord-China*, 7 avril 1916, pp. 5-6, « Das 10jährige Bestehen der Deutschen Niederlassungs-Gemeinde in Tientsin »

o- Les concessions allemandes de Hankou et de Tianjin, 1895-1914 : Forces de police et paramilitaires³⁶²

L'administration étrangère des territoires chinois que sont les concessions crée naturellement des situations anormales en ce qui concerne en particulier la police et la justice. Chaque concession possède, en principe, une police propre, et cela inclut les concessions allemandes à Hankou et à Tianjin. La portée de leur juridiction est néanmoins en question. En principe et comme nous l'avons vu plus haut, les étrangers des nations à traité ne sont justiciables que devant leurs autorités consulaires, et ne peuvent donc être arrêtés qu'avec l'accord de leur consul. Les étrangers des nations sans traité occupent eux une zone grise, celle de la « protection »³⁶³. Tous cependant – hormis, en théorie, les Britanniques, qui se sont toujours opposés à ce que ce système leur soit appliqué – se soumettent à la juridiction de la concession dans laquelle ils résident, dans la mesure où ils déclarent agréer les différents règlements, notamment de police, de ladite concession. Cette dernière remarque vaut aussi pour les résidents chinois des concessions étrangères. Tout Chinois, qu'il réside ou non dans une concession étrangère, ne peut par ailleurs être appréhendé que par la police concessionnaire lorsqu'il se trouve sur ce type de territoires. S'il est justiciable des autorités chinoises pour un délit ou un crime commis hors des concessions étrangères, il leur est alors remis, sans condition – à l'exception notable des crimes politiques³⁶⁴.

Dans les concessions allemandes de l'ère pré-communale, la police est placée sous les ordres directs du consul d'Allemagne de chaque ville. La création des communes concessionnaires allemandes de Hankou et de Tianjin place et la rédaction et la modification éventuelle des règlements de police sous l'autorité des conseil communaux. La concession allemande élargie de Tianjin, administrée directement par le consul, est régie par les mêmes ordonnances de police ayant cours dans l'ancienne concession ; elle est patrouillée par les même forces de police³⁶⁵.

La police allemande est placée sous l'autorité d'un inspecteur de police (all. *Polizeiinspektor*) de même nationalité, mais est composée uniquement d'agents chinois. À Tianjin, ils sont vingt agents en 1905 ; trente-cinq, ainsi qu'un secrétaire, deux sous-officiers, un sergent et un *Wachtmeister* en 1910. En 1914, les effectifs sont à nouveau augmentés : la police de l'ancienne concession allemande comprend un *Wachtmeister*, deux sergents, trois sous-officiers et cinquante-

362Pour l'occupation militaire, cf. pp. 119-125

363cf. pp. 146-148

364Notons ici que la politique de chaque nation concessionnaire diffère sur ce point. La France et le Japon adoptent la ligne la plus dure, et refusent même de livrer les Chinois confectionnant des bombes sur le territoire de ses concessions lors de la révolution républicaine de 1912. L'Allemagne est en principe plus modérée. Trouche rejette toute base juridique à son application. cf. TROUCHE, Marcel, *le Quartier diplomatique de Pékin, Étude historique et juridique*, thèse de doctorat, Georges Subervie, Rodez, 1935, p. 138

365GRÜNFELD, Ernst, *Hafenkolonien und kolonieähnliche Verhältnisse in China, Japan und Korea*, 1913, p. 154 ; WAGNER, Wilhelm, *Aufenthalt und Niederlassung Fremder in China*, Berlin, Karl Curtius, 1918, pp. 52-53 et 57-58 ; LABW E 130 a Bü 890

quatre agents. Une force spécifique est aussi créée pour la concession allemande élargie, la « police du village ouest » (all. *Westdorfpolizei*). Elle compte un sergent, un sous-officier et vingt-et-un agents, et est placée sous les ordres de l'inspecteur allemand (H. Grunert jusqu'en avril 1914, puis G. Schnell)³⁶⁶.

La police de la concession allemande de Hankou, d'abord tout à fait similaire à son homologue tientsinoise, voit son organisation modifiée assez rapidement. Effet de la coopération impériale dans la ville, la concession britannique détache en effet sur la demande des autres concessions étrangères un certain nombre d'Indiens (notamment de Sikhs), afin d'encadrer leur force de police chinoise. Une mutinerie des soldats chinois de la concession française contre leur sergent, en 1908, privant pendant une soirée le territoire français de toute force de police, renforce cette demande, notamment allemande, de policiers indiens, considérés comme plus fiables, plus disciplinés et mieux formés. La police allemande de Hankou compte ainsi, en 1901, deux Sikhs et vingt-neuf agents chinois ; en septembre 1907, deux sergents indiens, un sergent chinois, huit agents indiens, trente-sept agents chinois et deux détectives (chinois) ; en janvier 1909, leur sont adjoints un sergent chinois et cinq agents chinois ; en 1910, les deux sergents indiens sont remplacés par un sergent-major indien, et l'effectif est augmenté d'un agent indien, un sergent chinois et huit agents chinois ; en 1912, de trois agents indiens et six agents chinois, soit un effectif, à cette date, de treize Indiens et cinquante-neuf Chinois. À grade équivalent, un Indien reçoit une meilleure paye qu'un Chinois et lui est supérieur hiérarchiquement. Durant toute la période, la police allemande de Hankou est placée sous l'autorité de l'inspecteur de police C. Grapow³⁶⁷.

Parallèlement à la police et à l'armée s'organisent dans les concessions allemandes des forces paramilitaires : les « compagnies de volontaires allemands » (all. *Deutsche Freiwilligen Kompagnie Hankau* et *Deutsche Freiwilligen Truppe Tientsin*). Leur mission est de protéger la vie et les biens des étrangers à Hankou et à Tianjin et plus spécifiquement les concessions allemandes. Ces « volontaires » sont des résidents allemands de Hankou et de Tianjin, financés par des souscriptions, armés, en uniformes et s'entraînant régulièrement. Leurs commandants sont placés sous l'autorité de l'officier commandant les troupes régulières. Le corps tientsinois est fondé le 20 octobre 1899. Il

366Eckardt, Consul d'Allemagne à Tianjin, au Chancelier du Reich le comte von Bülow, 26 avril 1905, BA R901 30925 ; Commune concessionnaire allemande de Tianjin, 24 février 1911, BA R901 30932 ; Commune concessionnaire allemande de Tianjin, *Bilan de l'année 1914, Prévisions 1915*, BA R901 90394

367Copie du rapport du consul général de S.M.B. sur la concession britannique à Hankou au ministre de S.M.B. à Beijing, 15 novembre 1901, BA R901 30923 ; Conseil municipal de la concession allemande de Hankou, *Bericht und Rechnungsablage für das zweite Rechnungsjahr, umfassend die 12 Monate vom 1. Januar bis 31. Dezember 1907 und Voranschlag zum Gemeindehaushalt für das Jahr 1908*, BA R901 31827 ; Conseil d'administration municipale de la concession française à Hankeou, *Compte-rendu de la gestion pour l'exercice 1908, Budget 1909*, BA R901 31829 ; von Löhneysen, consul impérial allemand à Hankou, à Son Altesse Sérénissime le chancelier du Reich le prince von Bülow, 5 février 1909, BA R901 31829 ; Conseil municipal de la concession allemande de Hankou, Rapport pour 1910, Prévisions pour 1911, BA R901 30932 ; Conseil municipal de la concession allemande de Hankou, Rapport pour 1911 et proposition pour 1912, BA R901 30933 ; cf. pp. 215-218 et 221

participe à la guerre des Boxers en soutien aux forces régulières et compte jusqu'à cent cinquante hommes en 1914. La « troupe » de Hankou, elle, devient le 22 décembre 1908 le « corps de protection allemand de Hankou » (all. *Deutsches Schuetzen Corps Hankau*), afin de s'intégrer au nouvel ensemble international créé dans la ville sur le modèle du Shanghai Volunteer Corps (SVC), le Hankow Volunteer Corps (HVC). Les deux forces paramilitaires allemandes sont mobilisées à l'occasion de la révolution républicaine de 1912. La question de la légalité de celle de Hankou, au même titre que de l'occupation militaire allemande dans ce port ouvert, est douteuse³⁶⁸.

368 *Statuten des deutschen Schuetzen-Corps in Hankau*, 22 décembre 1908, BA R901 31829 ; Wendschuch, consul impérial allemand à Tianjin, à Son Excellence le chancelier du Reich Dr. von Bethmann Hollweg, 21 octobre 1914, BA R901 30937 ; *Tageblatt für Nord-China*, 7 avril 1916, pp. 5-6, « Das 10jährige Bestehen der Deutschen Niederlassungs-Gemeinde in Tientsin » ; GRÜNFELD, Ernst, *Hafenkolonien und kolonieähnliche Verhältnisse in China, Japan und Korea*, 1913, pp. 157-158 ; ESCARRA, Jean, « Droits et intérêts étrangers en Chine », *Revue d'économie politique*, vol. 41, n° 4 (1927), p. 1486

p- Les concessions allemandes de Hankou et de Tianjin, 1895-1914 : Odonymie

Il est intéressant à ce propos d'analyser l'odonymie des concessions allemande de Hankou et de Tianjin, c'est-à-dire principalement les noms de rue attribués par les autorités coloniales des deux concessions. De la même manière que l'aménagement du territoire, la réorganisation du gouvernement ou l'occupation militaire, nommer l'espace, c'est en affirmer la possession et la légitimer politiquement³⁶⁹. L'appellation politique des noms de rue est un « tableau d'affichage des représentations culturelles et des symboles que nos sociétés cherchent à promouvoir »³⁷⁰. C'est donc un élément essentiel dans l'analyse historique du phénomène concessionnaire, qui est une vitrine politique, économique et culturelle, vis-à-vis de la Chine et du monde, avant même d'être une microcolonie urbaine.

Hormis les inévitables bunds³⁷¹ allemands, nous connaissons la plupart des noms de rue des deux concessions grâce à des plans et aux minutes des sessions des conseils communaux. La concession allemande de Hankou ne nous livre ainsi que cinq noms de rue, dont la rue-frontière sino-allemande déjà mentionnée : Huajing/Friedrichstraße, vraisemblablement nommée d'après le roi Frédéric II le Grand, fondateur du royaume de Prusse. Les quatre autres sont les Wilhelmstraße, nommée d'après l'empereur Guillaume II, Augustastraße, Luisenstraße et Sophienstraße. Ces trois dernières rues font probablement référence à l'impératrice Augusta de Saxe-Weimar Eisenach, épouse de Guillaume I, à la princesse Louise de Prusse, grande-duchesse de Bade, tante de Guillaume II, ainsi qu'à la princesse Sophie de Prusse, sœur de l'empereur régnant.

La concession allemande de Tianjin, elle, contient quelques odonymes simplement fonctionnels, tels que la Clubstraße, la Denkmalstraße et la Denkmalplatz (respectivement rue et place du mémorial, all. *Denkmal*). La rue principale de la concession, prolongeant la Victoria Road³⁷², est la Wilhelmstraße³⁷³, nommée en l'honneur de l'empereur régnant. On compte aussi la Mummstraße et la Seckendorffstraße, nommées elles d'après le ministre officiant à Beijing et le consul à Tianjin au moment de la prise de possession du territoire allemand. La Rohrscheidtstraße³⁷⁴ rend hommage à Oskar von Rohrscheidt, commandant du corps d'occupation allemand en Chine du Nord (corps d'expédition est-asiatique, puis brigade d'occupation est-asiatique, all. *ostasiatischer Expeditionskorps* et *ostasiatische Besatzungsbrigade*) entre 1900 et 1903³⁷⁵. La Schreyerstraße fait

369YEOH, Brenda S.A., « Street-Naming and Nation-Building: Toponymic Inscriptions of Nationhood in Singapore », *Area*, vol. 28, n° 3 (sept. 1996), p. 299

370BADARIOTTI, Dominique, « Les noms de rue en géographie. Plaidoyer pour une recherche sur les odonymes », *Annales de géographie*, vol. 111, n° 625 (2002), pp. 285-286

371Quai, en parlant d'une concession étrangère. Aussi Uferstraße en parlant spécifiquement de la voie de circulation.

372Auj. Jiefang Bei Lu

373Auj. Jiefang Nan Lu

374Auj. Xuzhou Lu

375cf. pp. 119-125

référence au Dr Schreyer, médecin de la commune allemande, premier colon allemand de la zone sud, et décédé dans la Cité chinoise lors de la révolution républicaine, en 1912. Enfin, la Rumpstraße est nommée d'après Carl Rump, président du conseil communal de 1910 à 1913, et décédé à Beijing la même année.

Cette abondance d'odonymes personnels est significative. D'autres concessions tientsinoises leur préfèrent des références à des lieux métropolitains, telles que la russe (Crimée, Oural, Moskva, Baikal...), l'italienne (Trento, Trieste, Zara, Fiume, Roma...), la japonaise (Yamaguchi, Horai, Matsushima, Naniwa, Fukushima...) ou la britannique (noms de fleuve). La concession britannique (Malta, Bombay, Delhi, Singapore, Hongkong...) nomme aussi ses rues de façon à faire référence à son empire colonial, dans un message politique clair et fort. La France opère de la même façon à Hankou (rue d'Hanoi, rue de Saigon) et à Shanghai (rue de Saigon, rue Hue). Seule la concession française de Tianjin insiste autant sur des odonymes personnels (Boppe, Dillon, baron Gros, Courbet, saint Louis...). Bien sûr, le choix de *Wilhelm, Friedrich, Augusta, Luise* ou *Sophie* est à la fois un symbole dynastique et national, préoccupation qui se retrouve dans les concessions russe (Alexis, Alexandra, Nikolai), italienne (piazza Elena, caserna Savoia, corso Vittorio Emanuele), britannique (Victoria Road) de Tianjin. Les rues Mumm, Seckendorff, font écho à la rue du Baron Czikan sur la concession austro-hongroise, à la rue Treve et celle du baron Gros sur la concession française : il s'agit de rendre hommage aux « fondateurs » des colonies, ministres et consuls, signataires des traités bilatéraux. Les rues Rohrscheidt et Schreyer, elles, appartiennent à une autre catégorie, celle des odonymes glorifiant les héros de la colonisation, soit, tel Rohrscheidt, ou Seymour (concession britannique), qu'ils aient participé à la répression du mouvement des Boxers, soit, tel le Dr Schreyer ou le consul de France Fontanier (décédé lors du « massacre de Tianjin » en 1870), qu'ils aient été victimes de la xénophobie. La rue Rump, bien que dans une moindre mesure, est aussi un hommage à un administrateur colonial, et donc à un « visage » de la colonisation, bien que ni « héros », ni « victime » dans le rapport de force entre les colonisateurs allemands et les colonisés chinois. Ces noms de rue, tout autant que la Denkmalplatz et la Denkmalstraße, ont valeur de mémorial³⁷⁶.

376Commune concessionnaire allemande de Tianjin, 24 février 1911, BA R901 30932 ; Commune concessionnaire de Tianjin, *Rapport annuel 1913, Prévisions 1914*, BA R901 30937 ; *Ostasiatischer Lloyd*, « Die Einweihung des Rathauses der deutschen Niederlassung in Hankou », 10 pp., 1909, BA R901 31829 ; *Tageblatt für Nord-China*, 7 avril 1916, pp. 5-6, « Das 10jährige Bestehen der Deutschen Niederlassungs-Gemeinde in Tientsin »

q- Les concessions allemandes de Hankou et de Tianjin, 1895-1914 : Conclusion

Les objectifs initiaux de l'établissement de ces deux concessions allemandes à Hankou et à Tianjin, nous l'avons vu, sont ouvertement d'ordre commercial. De ce point de vue, il est difficile d'affirmer dans quelle mesure leur existence a pu servir le pavillon allemand. Lors de la création de la concession tientsinoise, le commerce international est très concentré dans les concessions britannique et française, et le territoire allemand lui-même devient rapidement un quartier de villas, alors que son bund ne voit pas accoster de vapeur allemand avant 1908. À Hankou, la concession allemande permet un gain d'espace pour les entreprises de cette nationalité, mais ces dernières sont en réalité éparpillées sur les toutes les concessions étrangères. Néanmoins, la gestion de ces concessions enregistre des succès éclatants : autonomie financière totale, mise en valeur rapide du territoire (sauf la concession élargie, à Tianjin), participation sur un pied d'égalité aux grands projets de coopération impériale. Mais nombre de ces projets, tels l'extension du tramway tientsinois, la construction d'un pont entre la concession allemande de Tianjin et la russe, la mise en place d'une cour mixte internationale à Tianjin, la construction de gares concessionnaires sur le chemin de fer Tianjin-Pukou, etc. auxquels l'Allemagne est intéressée échouent. Par ailleurs de nombreux conflits frontaliers (à Hankou, avec la Chine, à Tianjin, avec le Royaume-Uni) ne sont jamais réglés.

Le tableau n'est donc pas sans ombre, et d'un point de vue culturel, ou même militaire, ni Hankou, ni Tianjin ne sont pour l'Allemagne des enjeux de grande importance. Leur valeur est plus symbolique qu'effective. s'il existe un journal germanophone à Tianjin, et une école allemande, leur rayonnement ne peut se comparer à celui d'autres nations impériales. L'effort est trop tardif, et on ne peut qu'imaginer ce que les subventions bien plus consistantes, votées en 1913, auraient pu permettre pour le *soft power* allemand en Chine. Le Protocole de 1901, s'il permet le stationnement de troupes, voit leur effectif diminuer au sein du contingent allemand d'année en année. La dissolution du corps d'occupation allemand, plusieurs fois évoquée, avec un commencement de mise en oeuvre, sert une politique d'influence. C'est, en réalité, d'abord et avant tout sur le plan politique que se situe le véritable enjeu : enjeu de prestige, enjeu de puissance, il s'agit pour l'Allemagne d'afficher son nouveau statut en Europe et dans le monde, son statut de grande puissance européenne et de grande puissance coloniale. Elles sont par ailleurs, comme nous l'avons vu au sujet des frontières concessionnaires, un objet de discorde supplémentaire dans un contexte international déjà tendu. Néanmoins, les concessions sont pour l'Allemagne un symbole fort de son égalité de traitement avec les autres puissances impériales en Chine. La création de petites Allemagne modèles, autonomes financièrement, parlant l'allemand, rassemblant sous leur égide la colonie allemande et les intérêts allemands, sont donc un succès de ce point de vue.

r- La concession internationale de Shanghai, 1863-1914

La première concession étrangère de Chine est obtenue par les Britanniques, à Shanghai, suite à la guerre de l'opium. La ville chinoise est occupée le 19 juin 1842 ; un consul britannique y est nommé, et y parvient le 5 novembre 1843 ; il déclare ouvert, enfin, le port, le 17 novembre 1843. Le territoire concessionnaire a déjà été choisi et délimité par Sir Henry Pottinger, avant même son arrivée. Un règlement y est établi, avec l'approbation des autorités chinoises, dès 1845. Concurrément, les Français et les Américains obtiennent leur propre concession en 1848. Mais si la concession française est officialisée dès 1849, la concession américaine, elle, garde un statut légal très incertain. Afin de solder cette situation étrange, qui crée notamment de graves problèmes de sécurité, les deux concessions anglo-saxonnes fusionnent en 1863, et prennent un caractère officiellement international. L'incorporation de la concession française à la nouvelle entité est contemplée un moment, et approuvée par le consul et le ministre de France à Shanghai et à Beijing, mais est finalement considérée comme préjudiciable aux intérêts de cette nation³⁷⁷.

La concession internationale se donne par la suite de nouveaux règlements, plus conformes à son caractère proclamé international, en 1866-1869. Ils sont approuvés par les consuls britannique, français, américain, russe, mais aussi nord-allemand, première marque visible, bien que symbolique, de la participation allemande à cet ouvrage de coopération impériale³⁷⁸. La présence allemande est visible, notamment à travers le club Concordia (1866), le *deutsches Konzertverein* (1901), ainsi que la Société allemande des arts dramatiques (1905). De manière très symbolique, le monument aux morts du SMS Iltis, échoué sur la côte du Shandong lors d'un typhon en 1896, est érigé sur le bund face aux entrepôts de Jardine, Matheson & Co., entreprise britannique de Chine emblématique par son succès. Enfin, le directeur de la deutsch-asiatische Bank à Shanghai, Heinrich Figge, est pendant longtemps, et jusqu'en 1914, vice-président du conseil municipal de la concession internationale³⁷⁹. D'autres établissements allemands de Shanghai ont une importance prépondérante, notamment la poste³⁸⁰, l'école et l'hebdomadaire ostasiatischer Lloyd³⁸¹.

Ce sont des marques d'intérêt et de présence, mais, malgré le tonnage toujours plus conséquent des navires sous pavillon allemand entrant et sortant, du nombre de firmes allemandes, ou de la taille de la colonie allemande de ce port, l'Allemagne n'a pas de véritable influence sur les

377BAUDEZ, Marcel, *Essai sur la condition juridique des étrangers en Chine*, A. Pedone, Paris, 1913, pp. 226-231 et 309-310

378WAGNER, Wilhelm, *Aufenthalt und Niederlassung Fremder in China*, Berlin, Karl Curtius, 1918, p. 68 ; BAUDEZ, Marcel, *Essai sur la condition juridique des étrangers en Chine*, A. Pedone, Paris, 1913, pp. 311-312

379WRIGHT, Arnold, *Twentieth Century Impressions of Hong Kong, Shanghai and Other Treaty Ports of China*, 1908, pp. 389-391 ; VANDAMME, Tobit, « The Rise of Nationalism in a Cosmopolitan Port City: The Foreign Communities of Shanghai during the First World War », *Journal of World History*, vol. 29, n° 1 (2018), p. 48

380cf. p. 133

381cf. pp. 134-136

affaires de la concession. L'administration reste exclusivement anglophone, et le conseil municipal est entre les mains des Britanniques. Seul l'orchestre est dirigé par un Allemand, qui recrute des musiciens professionnels en Allemagne et en Autriche-Hongrie ; aucune branche essentielle du gouvernement n'est dirigée par un Allemand³⁸². L'Allemagne participe au gouvernement de la ville au travers de son consul, mais sans privilège par rapport aux nombreux autres États représentés dans le port.

Le Shanghai Volunteer Corps (ensuite : SVC) est lui aussi d'abord exclusivement britannique dans son commandement, et très majoritairement dans sa composition. Néanmoins, la compagnie allemande Prinz Heinrich von Preußen³⁸³ est créée dès 1890. Il s'agit de la première compagnie non-britannique créée au sein du SVC, concurremment avec la compagnie portugaise³⁸⁴. C'est aussi la première compagnie non-britannique en termes d'effectifs, et ce jusqu'en 1914³⁸⁵.

382GRÜNFELD, Ernst, *Hafenkolonien und kolonieähnliche Verhältnisse in China, Japan und Korea*, 1913, p. 191

383Ainsi nommée à partir de 1898 et la visite à Shanghai du prince Henri de Prusse.

384Cette dernière est néanmoins dissoute en 1895, avant de se reconstituer en 1906.

385WRIGHT, Arnold, *Twentieth Century Impressions of Hong Kong, Shanghai and Other Treaty Ports of China*, 1908, p. 424 ; WOODHEAD, H.G.W., MONTAGUE BELL, H.T., *The China Year Book 1914*, London, George Routledge & Sons, 1914, p. 680 ; cf. pp. 93-95 ; cf. annexe n° 52

s- La concession internationale d'Amoy à Gulangyu, 1902-1914

Amoy, dans la province du Fujian, est ouvert à la résidence et au commerce étrangers dès le traité de Nanjing (1842). Le lieu est en effet un enjeu majeur de la guerre, port d'entrée de l'opium britannique, et est donc occupé par les Britanniques jusqu'en 1845. Ces derniers négocient avec les autorités locales pour y obtenir une concession dès 1844. Le terrain n'est cependant choisi définitivement qu'en 1851. Les douanes impériales chinoises n'y ont elles pas de bureau avant 1862. Seulement huit maisons de commerce sont situées sur la concession britannique, dont une américaine, qui fait office de « concession américaine ». C'est que le port ouvert a beaucoup perdu de son importance du point de vue commercial. D'après le *China Year Book* de 1914, Amoy ne se place qu'en deuxième position du point de vue des revenus douaniers en 1909, 1911 et 1912, et en treizième position en 1910. Son principal article d'exportation est le thé, et ce jusqu'en 1899, après quoi aucun article d'importance ne vient le remplacer.

Cela n'empêche pas une concession internationale de s'établir sur l'île voisine de Gulangyu en 1902-1903 – des négociations ont lieu depuis le milieu des années 1890, le règlement municipal étant visé par les ministres des puissances étrangères représentées à Beijing et par les autorités chinoises. Il s'agit essentiellement d'un quartier résidentiel, mais est gouverné sur le modèle shanghaien, avec un conseil municipal de sept membres, dont un chinois, une cour mixte, et une petite force de police composée de Sikhs. Cette petite concession internationale, la seule en son genre en Chine en-dehors de la concession internationale de Shanghai et du Quartier des légations à Beijing, vient officialiser un état de fait, les étrangers de Amoy résidant de préférence sur l'île voisine de Gulangyu depuis les années 1860. L'Allemagne, y ayant un consulat, y exerce les mêmes droits qu'à Shanghai³⁸⁶.

³⁸⁶WRIGHT, Arnold, *Twentieth Century Impressions of Hong Kong, Shanghai and Other Treaty Ports of China*, 1908, pp. 813-828 ; GRÜNFELD, Ernst, *Hafenkolonien und kolonieähnliche Verhältnisse in China, Japan und Korea*, 1913, pp. 134, 177-178, 181 ; WOODHEAD, H.G.W., MONTAGUE BELL, H.T., *The China Year Book 1914*, London, George Routledge & Sons, 1914, p. 119

t- Les concessions « chinoises », 1898-1914

Nous avons mentionné plus haut les concessions de type « chinois ». Celles-ci sont établies dans des ports ouverts volontairement par la Chine et de sa propre initiative. Il s'agit d'une stratégie de résistance de la part des autorités chinoises, qui, en ouvrant de nouveaux ports au commerce et en délimitant des territoires en vue de la libre résidence des étrangers, limitent considérablement leur caractère impérial – et parfois leur intérêt commercial. L'administration municipale notamment, et en particulier la police, restent chinoises. Aucun conseil municipal ou autre corps politique intermédiaire, ni chinois ni étranger, n'est prévu dans ces territoires. Les taxes sont prélevées comme ailleurs en territoire chinois. Les baux, enfin, sont limités dans la durée (trente ans en moyenne)³⁸⁷. De façon générale, les puissances impériales en Chine protestent contre le procédé : le Royaume-Uni ne reconnaît pas l'existence de ces « concessions »³⁸⁸ ; c'est d'ailleurs à la résistance de marchands étrangers que sont dues les émeutes de Yuezhou³⁸⁹, en 1907. Quant à l'Allemagne, elle les reconnaît et se plie aux conditions chinoises, mais tacitement.

C'est que, si une première série de villes sont ainsi ouverts à la résidence et au commerce étrangers en 1898 – Qinhuangdao, Ningde, Yuezhou et Wusong, tous lieux d'importance secondaire, la Chine ouvre en 1904-1905³⁹⁰ trois stations du nouveau chemin de fer du Shandong³⁹¹ (construit de 1899 à 1904), à savoir Jinan³⁹², Weifang et Zhoucun. L'Allemagne profite naturellement de l'ouverture de ces points importants, situés dans sa zone d'influence, bien qu'elle ne puisse en approuver la manière. C'est ainsi qu'un consulat d'Allemagne ouvre dans la capitale provinciale, ainsi que des filiales de la deutsch-asiatische Bank, et des entreprises allemandes emblématiques Carlowitz & Co. et Arnhold, Karberg & Co. La poste allemande s'établit elle à Jinan et à Weifang.

Notons enfin que Nanning est ouvert de la même façon en 1907, et qu'une concession de même type est créée à Yunnanfu³⁹³ en 1910. Lungkou, dans le Shandong, est ouvert en 1915. Là encore, les Britanniques et les Français protestent, les Allemands, non³⁹⁴.

387Le règlement de la concession « chinoise » de Jinan porte : « Tous les pouvoirs sont entre les mains de la Chine, les étrangers ne peuvent pas s'immiscer. »

388Le ministre britannique à Beijing proteste ne pas pouvoir admettre de distinction entre les ports ouverts par traité et ceux par initiative de la Chine le 26 août 1899.

389Cette ville prend le nom de Yueyang à partir de 1911.

3901904 d'après WOODHEAD, H.G.W., MONTAGUE BELL, H.T., *The China Year Book 1914*, London, George Routledge & Sons, 1914, p. 121, 1905 d'après SOULIÉ, Georges, *les Droits conventionnels des étrangers en Chine*, Paris, Léon Tenin, 1916, p. 149

391cf. pp. 109-110

392Cette dernière ville devient aussi une station du chemin de fer Tianjin-Pukou à partir de 1910.

393Auj. Kunming

394WRIGHT, Arnold, *Twentieth Century Impressions of Hong Kong, Shanghai and Other Treaty Ports of China*, 1908, pp. 584, 616, 788 ; GRÜNFELD, Ernst, *Hafenkolonien und kolonieähnliche Verhältnisse in China, Japan und Korea*, 1913, pp. 178, 196 ; WOODHEAD, H.G.W., MONTAGUE BELL, H.T., *The China Year Book 1914*, London, George Routledge & Sons, 1914, p. 121 ; SOULIÉ, Georges, *les Droits conventionnels des étrangers en Chine*, Paris, Léon Tenin, 1916, pp. 144-149 ; WAGNER, Wilhelm, *Aufenthalt und Niederlassung Fremder in China*, Berlin, Karl Curtius, 1918, pp. 22, 61-65

4- La présence impériale de l'Allemagne en Chine, 1897-1914

a- L'obtention du « territoire à bail » de la baie de Jiaozhou, 1897-1898

Nous l'avons vu plus haut³⁹⁵, la guerre sino-japonaise (1894-1895) donne une nouvelle impulsion aux plans allemands visant à obtenir une station navale sur la côte de Chine, qui devient le point central de sa politique asiatique, et même un « intérêt vital ». Les négociations entreprises à Beijing achoppent cependant, et il est décidé de créer un fait accompli par la voie des armes. Le chancelier Bernhard von Bülow choisit le point où obtenir ce dépôt de charbon, sur la baie de Jiaozhou, tout en encourageant la Russie à s'établir simultanément dans la péninsule du Liaodong, afin de se couvrir vis-à-vis de l'Angleterre.

Le prétexte à cette intervention est trouvé en novembre 1897. Le 1^{er} de ce même mois, deux missionnaires allemands sont assassinés dans le Shandong du Sud par des bandits. Hors, cette mission est placée sous protectorat allemand depuis 1890³⁹⁶. Dès le 14 novembre, seulement quatre jours après que la nouvelle ait été sue, une flotille allemande lance un ultimatum à la garnison chinoise de Qingdao (all. *Tsingtau*), qui se retire sans combat. L'Allemagne occupe le port et les forts. Le 22 novembre enfin, Berlin présente une série de demandes à la Chine : érection d'une stèle mémoriale ; paiement d'une indemnité ; retrait du gouverneur Li Bingheng de la fonction publique ; paiement des dépenses engendrées par l'occupation de Qingdao ; droit exclusif pour les Allemands de construire des chemins de fer et d'exploiter des mines de charbon dans le Shandong ; obtention d'une station navale. La Chine résiste d'abord, mais en l'absence de soutien de la part des puissances étrangères, signe une convention bilatérale à Beijing le 6 mars 1898, par laquelle elle acquiesce à toutes les demandes allemandes.

La Chine maintient sa souveraineté sur une zone de cinquantes kilomètres autour de la baie de Jiaozhou (all. *Kiautschou*). Néanmoins, l'Allemagne obtient le droit de fortifier le territoire et d'y stationner des troupes, quand la Chine doit elle obtenir l'autorisation du gouvernement allemand pour exercer ce droit. La durée du bail est fixée à quatre-vingt-dix-neuf ans (articles 1 et 2). Le nouveau « territoire à bail » allemand, où la Chine s'abstient, pendant la durée du bail, d'exercer ses droits souverains, comprend la baie elle-même, son entrée, dont la péninsule de Qingdao, ainsi que les îles de la baie³⁹⁷ (article 3). L'article 5 fait des habitants chinois de la baie des protégés de l'Allemagne. Enfin les sections 2 et 3 de la convention prévoient la construction de deux chemins de fer par l'Allemagne, de Qingdao à Jinan et à Jinzhou, ainsi que le droit d'exploitation de mines de charbon à quinze kilomètres de chaque côté des voies³⁹⁸.

395cf. p. 40

396cf. p. 33

397cf. annexe n° 10

398cf. annex n° 36

L'obtention de ce « territoire à bail » par l'Allemagne, nouvelle sorte d'infraction à la souveraineté chinoise, donne le signal de la curée. Le 27 mars 1898, la Russie obtient Lüshunkou (Port-Artur) et Dalian ; le 27 mai, la France demande Guangzhouwan ; le 1^{er} juillet, le drapeau britannique est hissé sur Weihaiwei. Ces trois territoires sont obtenus dans des conditions similaires à Qingdao, bien que tous soient d'importance moindre d'un point de vue militaire. Le 9 juin 1898 enfin, le Royaume-Uni saisit l'opportunité pour obtenir une extension du territoire de Hongkong (les Nouveaux Territoires) sous la forme d'un bail de quatre-vingt-dix-neuf ans.

S'il y a unanimité sur la nature coloniale de Hongkong et de Macao depuis 1842 et 1887 respectivement, ce n'est pas le cas des « territoires à bail ». D'un point de vue légal, le débat est vif, entre ceux qui défendent la thèse selon laquelle il s'agit de cessions de territoires, fussent-elles temporaires, et ceux qui estiment que la souveraineté de la Chine, si elle y est sévèrement limitée, ne continue pas moins à subsister après la conclusion des baux³⁹⁹. Notons d'ailleurs que dans les cas du Liaodong, de Guangzhouwan et de Weihaiwei, la Chine obtient une clause stipulant qu'elle conserve ses droits souverains dans ces territoires. Le cas de la baie de Jiaozhou est le plus complexe, dans le sens où la Chine s'abstient explicitement d'exercer ses droits souverains sur le territoire pendant la période du bail. Il existe de plus une zone neutre (de cinquante kilomètres) où la souveraineté de la Chine est limitée, du point de vue militaire, par les nouveaux droits de l'Allemagne. La baie est considérée comme un protectorat par Berlin, et ses habitants chinois comme des protégés, c'est-à-dire que, du point de vue allemand, le territoire est bien une colonie. De notre point de vue, et en-dehors de toute considération strictement légale, il est indéniable que Jiaozhou, sur la période s'étendant de 1898 à 1914 et au sens strict (sans la zone de cinquante kilomètres) est bel et bien une colonie, détachée temporairement de la Chine. La seule véritable différence concerne précisément la base légale de l'obtention de la colonie, le traité bilatéral étant signé avec un État qui est et reste souverain – même si d'une façon de plus en plus limitée – et que donc, en théorie, ce traité peut être dénoncé par l'une ou l'autre des parties. De plus, le territoire est cédé d'abord et avant tout pour servir de dépôt de charbon et de base navale, et est donc d'abord tourné vers l'océan Pacifique. Certes, la colonie possède un hinterland, la province du Shandong, mais hormis l'affaiblissement de la souveraineté chinoise, un rapprochement semblerait plus cohérent avec Gibraltar ou Chypre qu'avec les concessions étrangères en Chine, et c'est d'ailleurs la philosophie derrière l'occupation allemande de Qingdao. C'est cette conception particulière qui place la colonie, non dans le domaine d'un consul allemand en Chine, du ministre d'Allemagne à

³⁹⁹Par ailleurs subsistent les arguments qui sont régulièrement utilisés pour ôter tout caractère colonial aux concessions urbaines : les territoires ainsi obtenus sont trop petits, et économiquement trop faibles pour être considérées comme de véritables colonies. cf. FABRITZEK, Uwe G., *Gelber Drache – Schwarzer Adler, Geschichte der deutsch-chinesischen Beziehungen*, München, 1973, p. 51

Beijing, ou du ministère des colonies, mais du ministère de la marine.

Si l'obtention de Jiaozhou n'est pas à proprement parler, comme le défend Uwe G. Fabritzek, « le début de la politique coloniale allemande en Chine », puisqu'elle a été précédée de celle des concessions allemandes de Hankou et de Tianjin deux ans plus tôt, il n'en reste pas moins que, après 1897-1898, l'Allemagne a atteint l'un des objectifs essentiels de sa « politique mondiale », à savoir une « place au soleil ». Désormais, l'Allemagne est l'une des principales puissances impériales en Asie-Pacifique et en Chine⁴⁰⁰.

⁴⁰⁰CORDIER, Henri, *Histoire des relations de la Chine avec les puissances occidentales*, Paris, F. Alcan, 1901-1902, vol. 3, pp. 349-378 ; GRÜNFELD, Ernst, *Hafenkolonien und kolonieähnliche Verhältnisse in China, Japan und Korea*, 1913, pp. 9-20 ; MORSE, Hosea Ballou, *The International Relations of the Chinese Empire*, vol. 3, London & New York, Longmans, Green & Co., 1918, pp. 106-111 ; FABRITZEK, Uwe G., *Gelber Drache – Schwarzer Adler; Geschichte der deutsch-chinesischen Beziehungen*, München, 1973, pp. 51-56

b- L'administration allemande du territoire de Jiaozhou, 1898-1914

Le territoire de cinq cent cinquante kilomètres carrés compte en 1898 quatre-vingt-trois mille habitants, chiffre qui double en 1910, pour passer à cent soixante-et-un mille habitants, dont mille cinq cent trente-et-un Allemands. Le gouvernement du protectorat possède une branche civile et une branche militaire, chacune ayant à sa tête le gouverneur lui-même. La branche civile, elle, est compartimentée en « affaires chinoises » et « intérieur ». L'administration se veut être un modèle d'efficacité et d'organisation allemandes. Elle comprend des divisions dédiées à la sylviculture, à l'attribution des terrains, au recensement, à la censure et à la police. Cette dernière comprend elle-même plusieurs divisions, pour les constructions (*Baupolizei*), les forêts et l'agriculture, l'alimentation et le bétail, et pour les coolies. L'effectif européen de cette force de police était cependant assez réduit, environ une vingtaine de personnes d'après Ernst Grünfeld. Un « inspecteur de police » allemand est responsable du bon fonctionnement de l'ensemble des services, ainsi que des prisons pour Chinois et pour Européens.

La ségrégation est en effet le trait dominant de l'administration allemande du territoire de Jiaozhou. Ségrégation spatiale d'abord : Les Chinois ne peuvent habiter dans la ville européenne de Qingdao, et sont confinés dans le quartier de Dabaodao. Mais il s'agit aussi d'un traitement différencié visant tant à affirmer la supériorité de l'homme blanc sur la « race » jaune/chinoise que celle du colonisateur sur le colonisé. Le système judiciaire est ainsi entièrement différencié, en ce qui concerne la procédure, les peines (moins lourdes pour les Allemands), et même leur application, la ségrégation raciale se retrouvant jusque dans les prisons du territoire. La population urbaine est aussi peu associée que possible aux décisions administratives et politiques ; la population rurale, elle, en est totalement exclue.

Le manque d'autonomie financière de la colonie est pointé du doigt, depuis les débuts, dans les débats parlementaires, jusque dans l'historiographie actuelle. C'est que, d'une part, la mise en valeur de la colonie a supposé d'importants investissements durant les premières années, et que, à partir de 1909, la charge financière du corps d'occupation allemand est passé au gouvernement colonial. Il devient par là-même son premier poste de dépenses. Néanmoins, les subventions métropolitaines ont régulièrement baissé à partir de 1905, après il est vrai avoir atteint presque quinze millions de marks cette année-là. À partir de 1909, les subventions nécessaires au fonctionnement de l'administration restent à peu près stables, entre 7,7 millions de marks en 1911 et 9,5 millions en 1913. Ses revenus augmentent considérablement à partir de 1909 (3,6 millions de marks) et doublent encore (7,3 millions de marks) en 1913. Les dépenses, elles, décroissent de façon régulière jusqu'en 1913.

Autre signe que l'économie du territoire prend un tournant favorable en 1909 : c'est cette

année-là que sont mises en circulation six cent dix mille pièces de cinq cents et six cent soixante-dix mille pièces de dix cents en cupro-nickel, au nom du territoire lui-même – bien que l'expérience n'ait pas été renouvelée. L'argent japonais et coréen est prohibé sur le territoire, mais à l'exclusion de ces pièces de monnaie, le moyen de paiement courant et légal est constitué des marks allemands métropolitains ou bien des billets émis par la deutsch-asiatische Bank. Par ailleurs, Uwe G. Fabritzek note que Qingdao, qui n'était pas un port ouvert avant l'occupation allemande, s'élève de la vingt-sixième place (parmi les ports ouverts de Chine, en volume d'importations et exportations) en 1900, à la seizième place en 1905, puis la sixième, en 1910. S'il est d'ailleurs indéniable que l'endroit a bénéficié du statut de port franc octroyé par les autorités allemandes (dès 1898), notamment grâce au commerce britannique, il est tout aussi vrai que les chiffres sont restés en-deçà de ce qui était espéré. Sans chercher à égaler Hongkong, qui est pourtant son modèle, il est certain que les ressources du Shandong, notamment en charbon, et les chemins de fer en construction (Qingdao-Jinan, Tianjin-Pukou et Beijing-Mukden) ont laissé prévoir des performances bien supérieures à celles enregistrées. Qingdao n'a de fait jamais pu enlever à Tianjin le rôle de port de la Chine du Nord.

La mise en valeur du territoire sert au moins autant des objectifs politiques et économiques que le *soft power* allemand en Asie-Pacifique. C'est notamment le cas du téléphone, mis en place dès juin 1898, et du télégraphe, par lequel Qingdao est connecté à Shanghai et à Yantai, dès 1900. Le même effort n'est d'abord pas fourni pour le système éducatif, mais il se développe rapidement, et avec le soutien de l'État à partir des années 1910. C'est ainsi que l'école publique est d'abord une initiative privée, avant d'être « nationalisée » en 1912. Elle accueille alors cent quatre-vingt-onze élèves européens. Par ailleurs, on compte douze écoles élémentaires pour Chinois en 1911, ainsi qu'une université sino-allemande, qui ouvre en 1909. Elle est forte de quatre facultés et accueille trois cent cinquante étudiants.

Le commerce du territoire est dans l'ensemble relativement dynamique, et en progression constante, mais n'est pas véritablement porté par une industrie locale, à l'exception peut-être du chantier naval et de la brasserie Germania. On ne peut pas admettre, à l'exemple de Ernst Grünfeld, que le territoire de Jiaozhou soit devenu la principale interface entre la métropole et la Chine, ni même qu'elle ait changé la nature et permis l'expansion du commerce sino-allemand de façon fondamentale. La porte de la Chine reste pour les marchands allemands soit Hongkong soit Shanghai. Néanmoins, il serait injuste de juger du succès de l'entreprise coloniale allemande à Jiaozhou à cette aune. D'une part parce que l'endroit est sélectionné pour ses avantages stratégiques et non commerciaux – il s'agit avant tout d'une base navale, et ensuite parce qu'un des éléments décisifs de ce choix consiste dans le rapport du géologue Richthofen sur la richesse de la province

du Shandong, notamment en charbon. Il reste donc à évaluer la valeur réelle de cet hinterland et son exploitation par l'Allemagne pour déterminer l'éventuel succès de l'aventure allemande à Jiaozhou⁴⁰¹.

Les ambitions et les évaluations du projet colonial allemand à Jiaozhou ont beaucoup varié au cours de ses seize ans de mise en œuvre. Base maritime et dépôt de charbon avant tout, mais aussi place de commerce et colonie-modèle, Jiaozhou, s'il est un instrument de puissance pour l'Allemagne en Chine et dans le Pacifique, est avant tout un objet de prestige. Ses résultats du point de vue commercial de cette « enclave », ce « coin de Chine », n'ont donc pas la signification qu'on leur donne généralement. D'un point de vue pratique, l'obtention de Jiaozhou a surtout eu l'effet de précipiter l'effondrement de l'État chinois, mais aussi de favoriser le « nationalisme » dans sa population, en lui opposant un ennemi clairement défini. Elle joue aussi un rôle indéniable dans la genèse du mouvement « boxer ». Il est tout aussi vrai que c'est un coup politique qui fait désormais de l'Allemagne une puissance incontournable dans la région, et c'est là le succès majeur de l'entreprise.

401 GRÜNFELD, Ernst, *Hafenkolonien und kolonieähnliche Verhältnisse in China, Japan und Korea*, 1913, pp. 10, 24, 41-46, 51-54, 58, 80, 117 ; FABRITZEK, Uwe G., *Gelber Drache – Schwarzer Adler, Geschichte der deutsch-chinesischen Beziehungen*, München, 1973, pp. 51-56 ; HEROLD, Heiko, *Deutsche Kolonial- und Wirtschaftspolitik in China 1840 bis 1914, unter besonderer Berücksichtigung der Marinekolonie Kiautschou*, Ozeanverlag Herold, Köln, 2004, pp. 59, 67-68 ; MÜHLHAHN, Klaus, *Herrschaft und Widerstand in der "Musterkolonie" Kiautschou: Interaktionen zwischen China und Deutschland, 1897-1914*, De Gruyter Oldenbourg, München, 2000, pp. 199-267 ; <https://en.numista.com/catalogue/kiiau-chau-1.html>, consulté le 10 décembre 2019

c- La « zone d'influence » allemande, 1898-1914

Suite à l'occupation de Jiaozhou, les diplomates des principales puissances impériales en Chine craignent un partage entre les puissances impériales. Seules les jalousies de ces dernières empêchent la réalisation d'un tel scénario. Néanmoins, certaines parties de la Chine sont désormais considérées comme les « zones d'influence » de telle ou telle puissance. La réalité de ce que recouvre ce terme est très différente en fonction des cas, et on considère de façon générale qu'une puissance a établi son « influence » sur une portion de la Chine lorsqu'elle obtient de cette dernière une déclaration de non-aliénation de ladite portion à une tierce puissance⁴⁰². Selon cette définition, la France étend sa zone d'influence sur les provinces frontalières de l'Indochine, Yunnan, Guangxi, Guangdong (10 avril 1898), ainsi que sur l'île de Hainan (15 mars 1897) ; le Royaume-Uni, sur le bassin du Yangzi (11 février 1898) ; la Russie, sur la Mandchourie (1896) ; le Japon enfin, sur le Fujian (26 avril 1898). La zone d'influence allemande créée dans la province du Shandong par la convention de Beijing du 6 mars 1898, a une acception plus large, en raison des clauses concernant les mines et les chemins de fer. Cette province est de fait fermée aux entreprises non-allemandes, alors que le bassin du Yangzi, par exemple, ne l'est pas aux entreprises non-britanniques⁴⁰³.

La pénétration économique de l'hinterland du territoire de Jiaozhou est mise en œuvre dès juin 1899 avec les créations concomitantes de la société des chemins de fer du Shandong (all. *Schantung Eisenbahngesellschaft*, ensuite SEG) et de la société minière du Shandong (all. *Schantung Bergbaugesellschaft*, ensuite SBG) sous l'égide de la Deutsche Bank – de même que, en mai 1897 et février 1898, les sociétés concessionnaires de Hankou et de Tianjin⁴⁰⁴. La première est dotée d'un capital de cinquante-quatre millions de marks, la seconde, de douze millions de marks. La ligne de chemin de fer, longue de quatre cent trente-cinq kilomètres, est construite entre 1900 et 1904. Elle s'étend de Qingdao à Jinan, avec un embranchement en direction des mines de Boshan, ce dernier terminé en 1910. Elle enregistre deux millions huit cent mille dollars de recettes en 1912. La ville de Qingdao supplante, grâce à cette ligne, le port ouvert de Yantai comme principal débouché pour le commerce du Shandong.

Par ailleurs, la nouvelle zone d'influence allemande permet la participation allemande au projet chinois de construction d'une ligne de chemin de fer allant de Tianjin au bassin du Yangzi. Un premier accord est trouvé en 1899 entre les autorités chinoises, la Hongkong & Shanghai Bank Corporation (HSBC) et la Deutsch-Asiatische Bank, mais n'est jamais mis en œuvre en raison de la guerre des Boxers. Un nouvel accord est trouvé en 1906, cette fois-ci entre la Deutsch-Asiatische

402 Westel W. Willoughby combat le terme, tout en reconnaissant sa large diffusion.

403 Seul un accord bilatéral anglo-russe signé en avril 1899 prévoit que la Russie n'interfère pas dans le bassin du Yangzi, ni le Royaume-Uni au-delà de la Grande Muraille.

404 cf. p. 78

Bank, pour la section nord, de Tianjin à Hanzhuang, sur la frontière sud du Shandong, et la Chinese Central Railway Company, représentant des intérêts franco-britanniques, pour la section de sud jusqu'à Pukou. La section Tianjin-Jinan est ouverte au trafic en 1910, la section Jinan-Hanzhuang en 1912. La ligne transporte un million deux cent trente mille passagers et huit cent cinquante-deux mille tonnes de fret en 1912, dégagant ainsi neuf millions trois cent mille marks de recettes et un excédent de six millions huit cent mille marks.

Enfin, par un accord du 31 décembre 1913, jamais appliqué, l'Allemagne renonce à tous ses droits pour la construction de chemins de fer dans le Shandong et ailleurs en Chine, en échange des droits sur deux lignes supplémentaires : l'une s'étendant de Gaomi (Weifang) à Yizhou⁴⁰⁵, et de là à une station de la ligne Tianjin-Pukou ; l'autre de Jinan à une station de la ligne Beijing-Hankou. Ces chemins de fer constituent, selon Westel W. Willoughby, non seulement la pierre angulaire d'un nouvel « impérialisme ferroviaire » en Chine, mais même des États dans l'État, chaque nation impériale ayant un intérêt direct dans ces différentes voies. Précision, sinon décisive, du moins révélatrice : le chemin de fer Qingdao-Jinan est le seul de ce type dans le pays sur lequel la Chine n'a pas déclaré avoir le droit de reprendre le contrôle exclusif à une date ultérieure.

La compagnie minière, elle, n'obtient pas les résultats que le rapport de Richthofen permettait d'attendre. Les gisements ne donnent en effet satisfaction, ni en qualité, ni en quantité. Le 24 juillet 1911, elle rétrocède au gouvernement chinois ses droits d'exploitation le long des chemins de fer allemands du Shandong, en échange de nouveaux droits à Fangzi⁴⁰⁶ et Zichuan, dans la région de Boshan, et à Jinlingzheng et Zhangdian, dans les environs de Zibo. En 1913, les droits et privilèges de la SBG passent à la SEG par décret impérial allemand⁴⁰⁷.

405Auj. Linyi

406La mine est ouverte en 1902, le charbon y est de mauvaise qualité et difficile à extraire.

407GRÜNFELD, Ernst, *Hafenkolonien und kolonieähnliche Verhältnisse in China, Japan und Korea*, 1913, pp. 76-78 ; WOODHEAD, H.G.W., MONTAGUE BELL, H.T., *The China Year Book 1914*, London, George Routledge & Sons, 1914, pp. 223-224, 237 ; MORSE, Hosea Ballou, *The International Relations of the Chinese Empire*, vol. 3, London & New York, Longmans, Green & Co., 1918, pp. 88-90 ; WILLOUGHBY, Westel W., *Foreign Rights and Interests in China*, Baltimore, 1920, pp. 270-275, 371-379 ; BAU, Mingchien Joshua, *The Foreign Relations of China, A History and A Survey*, Fleming H. Revell Company, London & Edinburgh, 1921, pp. 433-435 ; HEROLD, Heiko, *Deutsche Kolonial- und Wirtschaftspolitik in China 1840 bis 1914, unter besonderer Berücksichtigung der Marinekolonie Kiautschou*, Ozeanverlag Herold, Köln, 2004, pp. 54-67

d- L'intervention des puissances à Beijing, 1898

En 1898, l'État chinois est donc très affaibli. Les guerres avec l'étranger qui ont débuté avec la guerre de l'opium et qui se sont poursuivies jusqu'à la guerre sino-japonaise ont gravement nuit à l'influence et au prestige de la Chine, tout en permettant l'empiètement des occidentaux sur sa souveraineté. Ces empiètements prennent une tournure plus grave encore suite à l'occupation et la cession à bail du territoire de Jiaozhou à l'Allemagne, puis la cession des autres territoires à bail, l'extension de Hongkong et enfin le découpage des « zones d'influence » étrangères. Les diplomates étrangers comme le gouvernement chinois craignent alors un partage de la Chine entre les principales puissances impérialistes.

C'est alors que l'empereur Guangxu, sous l'influence de Kang Youwei, publie une série de décrets réformant la politique, l'armée, l'éducation, l'économie et l'administration. Ces Cent Jours de Réforme (ch. *bairi weixin*, hanzi 百日新), du 10 juin au 20 septembre 1898, trouvent leur terme dans un coup d'État de l'impératrice douairière Cixi, forçant Guangxu à la séclusion, et dans l'exécution des principaux avocats de la réforme (à l'exception de Kang Youwei lui-même et de son élève Liang Qichao, qui parviennent à fuir au Japon).

Le 30 septembre, des étrangers sont attaqués par la foule dans la ville chinoise de Beijing. Le 1^{er} octobre, les ministres des différentes puissances décident de faire venir une garde dans la capitale pour protéger les étrangers en cas de troubles. Suite au refus du vice-gouverneur du Zhili de permettre le départ des troupes de Tianjin pour Beijing, des pourparlers sont entamés le 4, et aboutissent dès le 7 octobre à l'arrivée des contingents de détachements allemand (trente hommes), anglais (vingt-cinq hommes) et russe (soixante-six hommes et deux pièces d'artillerie d'après Cordier, soixante-dix d'après le *North China Herald*). Un deuxième détachement de vingt-cinq Britanniques vient renforcer l'effectif le lendemain. Les troupes du Gansu garnisonnées à Beijing sont indisciplinées cependant ; le 23 octobre, d'autres incidents opposent des soldats chinois à des étrangers dont des diplomates ; le 27, le corps diplomatique demande le renvoi de ces troupes non payées depuis plusieurs mois, qu'il finit par obtenir, les troupes étant stationnées entre Beijing et Shanhaiguan. Les troupes « d'occupation » restent dans la capitale jusqu'en avril 1899. L'importance historique est souvent sous-estimée en raison des faibles effectifs, mais préfigure les événements de 1900, et constitue la première occupation « régulière » (sinon licite) de Beijing par des troupes étrangères⁴⁰⁸.

408CORDIER, Henri, *Histoire des relations de la Chine avec les puissances occidentales*, Paris, F. Alcan, 1901-1902, vol. 3, pp. 399-426 ; MORSE, Hosea Ballou, *The International Relations of the Chinese Empire*, vol. 3, London & New York, Longmans, Green & Co., 1918, pp. 151-155 ; *The North-China Herald*, 10 octobre 1898, p. 665 ; *id.*, 10 avril 1899, p. 605

e- La participation allemande à la guerre des Boxers, 1900-1901

Au printemps 1900 éclate enfin un conflit civil puis international, dont l'importance pour la Chine et ses relations avec l'étranger est tout aussi importante que la guerre de l'opium : la guerre dite « des Boxers »⁴⁰⁹. Si certaines des causes essentielles concernent les conflits récurrents entre Chinois chrétiens et non-chrétiens, ainsi que les tentatives de réformes de l'année 1898⁴¹⁰ et l'affaiblissement général de l'État chinois face à l'impérialisme étranger depuis 1842, dont l'apogée est la défaite militaire face au Japon, en 1894-1895, il n'en reste pas moins que c'est l'établissement du territoire à bail de Jiaozhou⁴¹¹, suivi par des démarches similaires mais de moindre envergure entreprises par la France à Guangzhouwan, le Royaume-Uni à Weihaiwei et à Hongkong (Nouveaux Territoires) et la Russie à Lüshunkou (Port-Artur), et de façon au moins aussi importante, l'échec italien à Sanmen en 1899, qui est l'élément décisif et a permis l'essor du mouvement de révolte chinois. C'est d'ailleurs dans le Shandong que le mouvement est le plus actif et le plus puissant, et ce dès mars 1898, date de l'établissement officiel du protectorat allemand sur Jiaozhou⁴¹². De là, leur principal centre d'action se déplace en mai 1900 à Baoding, alors capitale de la province du Zhili. Les légations étrangères demandent l'envoi de détachements à Tianjin, puis de gardes à Beijing. La force internationale compte dix-neuf officiers et quatre cent trente-deux hommes, dont cinquante-et-un Allemands et trente-deux Autrichiens et Hongrois, arrivés le 3 juin⁴¹³.

Le chemin de fer est détruit de Beijing à Tanggu ; les ingénieurs et leurs familles font retraite sur Tianjin, qu'ils atteignent péniblement le 2 juin. Les Boxers apparaissent à Tianjin le 10 juin, à Beijing le 13. Du 16 au 17 juin, les forts chinois de Dagu bombardent les canonnières étrangères stationnées là, avant que les forts du nord soient emportés par une colonne de deux cent quatre-vingt Japonais, deux cents Russes, deux cents Britanniques et cent Allemands, le 17 vers quatre heures du matin. Un obus français, tombé sur une poudrière, oblige les Chinois à abandonner les forts du sud, dont les alliés prennent possession. Les pavillons allemand, britannique, français, japonais et russe y flottent. Le 17 juin, à partir de quatorze heures, commence le bombardement des concessions étrangères par l'armée régulière. Il dure jusqu'au 14 juillet. Durant l'été, les Allemands, les Américains, les Britanniques, les Français et les Russes envoient des renforts à Tianjin. Les troupes britanniques sont essentiellement composées de Chinois et de Sikhs. À partir du 13 juillet à

409Le nom courant de Boxers, que nous conservons pour des raisons de lisibilité, fait référence à la société secrète des Yihequan, les Poings de la justice et de la concorde.

410cf. paragraphe précédent

411cf. p. 103

412MORSE, Hosea Ballou, *The International Relations of the Chinese Empire*, vol. 3, London & New York, Longmans, Green & Co., 1918, pp. 157-192

413*id.*, pp. 196-198

quatre heures et demie du matin, les Américains, les Britanniques, les Français, les Japonais et les Russes se lancent à l'assaut de la Cité chinoise. Quinze marins austro-hongrois participent à l'opération. La ville et les forts sont emportés le lendemain.

Pendant ce temps et depuis le 20 juin, les légations sont assiégées à Beijing. Le ministre du Japon, Sugiyama Akira est assassiné le 10, le baron von Ketteler, ministre d'Allemagne, le 20. Le 22, le ministre britannique Sir Claude McDonald est nommé commandant en chef des forces alliées à Beijing, c'est-à-dire quatre cent neuf hommes, quatre-vingt volontaires, un canon italien de 37mm, un canon Maxim, deux mitrailleuses américaine et austro-hongroise, faisant face à cinq à six mille hommes (soldats de l'armée régulière et insurgés). Comme le souligne Pichon, ministre de France à Beijing, le succès allié relève d'un concours heureux de circonstances : audience du baron Ketteler seul au Zongli Yamen ; découvertes de vivres dans des maisons abandonnées au début du siège ; dispersion de l'artillerie chinoise entre Beijing et Tianjin ; assauts chinois trop peu vifs contre les murs et les barricades ; armistice intermittent, à partir du 17 juillet ; arrivée de la colonne internationale le 14 août enfin, alors qu'une mine de cinquante-quatre mètres de long a été creusée sous la légation du Royaume-Uni, et qu'un travail équivalent eût dû faire sauter la barricade russo-américaine et la légation de France. L'église Beitang, elle, où trois mille chrétiens chinois sont réfugiés, et défendue par quarante-trois marins, est secourue le 16 août par des détachements britannique, français, japonais et russe. L'Allemagne est la seule nation alliée non-représentée dans la colonne partie au secours des légations. Elle ne souhaite pas même opter, comme l'Autriche-Hongrie et l'Italie, pour l'envoi d'un porte-drapeau. Le premier détachement allemand, fort de mille deux cents hommes, n'atteint en effet Beijing que le 23 août. Elle avait pourtant participé à la colonne Seymour. « L'empire [chinois] était humilié comme il ne l'avait jamais été lors des guerres précédentes, car il avait perdu, non seulement son prestige, mais aussi sa réputation ; la cour était punie par l'exil et un sentiment d'impuissance ; et l'administration, à la fois les coupables Mandchous au nord et les plus clairvoyants vice-rois du sud, devait maintenant donner une bataille diplomatique dont l'issue allait soumettre la nation à un abaissement plus grand encore⁴¹⁴. »

Le corps expéditionnaire allemand (all. *ostasiatisches Expeditionskorps*, ensuite OAEK), placé sous la direction du lieutenant général (all. *Generalleutnant*) Emil von Lessel⁴¹⁵, compte trois brigades d'infanterie à deux régiments de deux bataillons, une compagnie de chasseurs à pied, un

414MORSE, Hosea Ballou, *The International Relations of the Chinese Empire*, vol. 3, London & New York, Longmans, Green & Co., 1918, p. 288

415Emil Friedrich Karl von Lessel, né le 12 décembre 1847 à Erfurt, décédé le 9 décembre 1927 à Coburg, cadet 1859, sous-lieutenant (all. *Leutnant*) du 27^{ème} régiment d'infanterie de l'armée prussienne 1866, académie militaire 1872-1875, lieutenant (all. *Premierleutnant*) 1873, grand état-major 1877, capitaine (all. *Hauptmann*) 1878, Major 1886, colonel (all. *Oberst*) 1894, major général (all. *Generalmajor*) 1897, lieutenant général et commandant du OAEK 1900 ; cf. VON LESSEL, Emil, *Böhmen, Frankreich, China 1866-1901, Erinnerungen eines preussischen Offiziers*, Grote, Köln, 1981

régiment d'infanterie de marine de deux bataillons, un régiment de cavalerie de quatre escadrons, un régiment d'artillerie (dix batteries), un bataillon de pionniers de trois compagnies, un bataillon de troupes de chemin de fer de trois compagnies, un détachement de télégraphistes et une compagnie de service sanitaire, soit cinq cent quatre-vingt-cinq officiers, dix-huit mille sept cents hommes et cinq mille six cents chevaux ou mulets⁴¹⁶.

Encouragées par Guillaume II lui-même, les troupes allemandes sont « terribles envers les populations. » Selon un soldat français : « Il leur est arrivé de cerner des villages à l'improviste, d'y mettre le feu et de repousser dans le brasier à coups de baïonnettes les femmes et les enfants qui fuyaient devant les flammes⁴¹⁷. » Cette violence du corps expéditionnaire, ainsi que des cas avérés de torture, dont certains ayant entraîné la mort, tendent les relations entre les autorités diplomatiques et militaires allemandes en Chine du Nord⁴¹⁸. L'Allemagne fait pour la première fois l'expérience d'une expédition coloniale d'un effectif élevé. Les sept cent cinquante hommes de troupes de chemin de fer permettent par ailleurs aux Allemands de prendre un rôle central dans les opérations essentielles par la réfection et l'entretien de la voie ferrée de Beijing à Shanhaiguan.

Les troupes allemandes participent à douze des vingt-et-une expéditions des forces alliées en Chine du Nord jusqu'en décembre 1900, soit dirigées contre les réguliers de l'armée chinoise (deux), soit contre les Boxers, en bataille rangée ou dans des villages punis pour des meurtres commis contre des chrétiens (cinq), mais qui ne rencontrent souvent aucune résistance. Ce chiffre est à comparer au nombre de participations des autres nations alliées, à savoir six pour la Russie, trois pour l'Italie, deux chacun pour l'Autriche-Hongrie, la France, le Japon et le Royaume-Uni. Parmi ces douze expéditions, trois sont internationales : du 12 octobre au 6 novembre 1900, deux colonnes partent de Tianjin (sous commandement français) et de Beijing (sous commandement britannique), et aboutissent à Baoding, qui est occupé par les Français depuis le 14 octobre, puis par les forces alliées (Royaume-Uni, France, Italie, Allemagne) à partir du 19 ; du 5 au 6 novembre, une force austro-allemande, sous commandement du lieutenant de vaisseau Sayz (austro-hongrois) vise à punir le village boxer de « Tsaulitschung » (peut-être Caoligezhuang) ; enfin, du 12 novembre au 4 décembre, une expédition germano-austro-italienne, sous du colonel (all. *Oberst*) comte Yorck von Wartenburg, est dirigée vers Zhangjiakou⁴¹⁹, et provoque combats avec l'armée régulière

416Zusammenstellung der in der Provinz Petschili versammelten Streitkräfte (Stand 1. Februar), 5 février 1901, SHD 11H7 ; Tableau d'ensemble des forces alliées dans la province du Pétchili, 4 avril 1901, SHD 11H21 ; Général de division Voyron, ex-commandant en chef du corps expéditionnaire de Chine, au ministre de la marine, 4 novembre 1901, SHD 11H36

417« La Campagne de Chine d'après mes impressions personnelles », par un soldat français, 1^{er} avril 1903, SHD 9M148/15H118

418Eckardt, Consul d'Allemagne à Tianjin, au Commandement de la brigade [d'occupation est-asiatique (OBB)], 24 mars 1903, BA R901 30897 ; von Rohrscheidt, Brigade d'occupation est-asiatique (OBB), Tianjin, au Ministre impérial [allemand] à Beijing le Baron von der Goltz, 26 mars 1903, BA R901 30897

419Longtemps connue par les Européens sous le nom de Kalgan.

chinoise aussi bien que les Boxers. Cependant, le maréchal comte von Waldersee, s'il est accepté formellement comme commandant-en-chef des troupes alliées en Chine du Nord par les gouvernements européens, arrive trop tard pour être utile ; autre indice de failles dans l'entente internationale : les contingents américain et français refusent de se placer sous son autorité (notamment en raison d'une des premières décisions de Waldersee, à savoir son installation au palais impérial, la prise de possession des instruments astronomiques de l'observatoire impérial et leur envoi en Allemagne – ceux-là ne sont rendus que suite au traité de Versailles) ; la question est moins tranchée en ce qui concerne la subordination des forces japonaises. Les expéditions ultérieures sont en très grande majorité allemandes, et, en plus petit nombre, italiennes : entre décembre 1900 et avril 1901, les Allemands entreprennent trente-cinq expéditions, les Italiens quatre, des forces internationales, cinq, les Américains une et les Britanniques une. C'est finalement l'empereur Wilhelm II qui doit y mettre un terme, par un ordre direct à Waldersee interdisant toute nouvelle occupation de territoire chinois.

La guerre des Boxers se traduit aussi par un renforcement de l'escadre allemande d'Asie de l'Est. Avant les hostilités, l'Allemagne compte sur place : un croiseur cuirassé, le SMS Fürst Bismarck, cinq croiseurs protégés, les SMS Hansa, SMS Herta, SMS Irene, SMS Kaiserin Augusta et le SMS Gefion, deux croiseurs non-protégés, le SMS Cormoran et le SMS Seeadler et quatre canonnières, les SMS Möwe, SMS Jaguar, SMS Iltis et SMS Tiger. À cette escadre s'ajoutent quatre cuirassés, les SMS Kurfürst Friedrich Wilhelm, SMS Brandenburg, SMS Wörth et SMS Weißenburg, un cuirassé protégé, le SMS Hela, une canonnière, le SMS Luchs, trois contre-torpilleurs, les SMS S90, SMS S91 et SMS S92. Les croiseurs protégés sont remplacés par les SMS Bismarck, SMS Geier et le SMS Schwalbe, sauf le SMS Seeadler, qui est maintenu. Ces données sont à comparer avec les autres escadres étrangères dans les eaux chinoises. La Russie passe ainsi de cinq à sept cuirassés, de trois à quatre croiseurs cuirassés, de six à dix torpilleurs, conserve ses trois croiseurs protégés, ses deux croiseurs protégés, ses cinq canonnières et ses deux avisos torpilleurs, et ajoute encore cinq contre-torpilleurs et un croiseur auxiliaire. L'Autriche-Hongrie, qui n'entretient en Extrême-Orient qu'un seul navire, le croiseur protégé SMS Zenta, ajoute un croiseur cuirassé et deux croiseurs protégés. L'Italie augmente son escadrille, qui compte trois croisés protégés, de deux croiseurs protégés et un croiseur cuirassé. L'escadre britannique passe de trois à cinq cuirassés, de huit à seize croiseurs protégés, de dix-huit avisos torpilleurs et canonnières à vingt-trois, conserve ses trois croiseurs cuirassés, ses six destroyers, ses six torpilleurs et ses deux transports. Les effectifs américains, enfin, passe d'un à deux cuirassés, d'un à deux croiseurs cuirassés, de trois à quatre croiseurs protégés, de treize à seize canonnières, conservent leurs deux monitors, et complètent l'escadre par une flotte auxiliaire de douze transports et trois

canonnières. Il en résulte que si l'escadre est-asiatique allemande est toujours quatrième en effectifs, c'est elle – hormises les escadrilles austro-hongroise et italienne – qui les augmente en 1900 dans la proportion la plus forte⁴²⁰.

Li Hongzhang, et à sa suite les vice-rois de Chine centrale et du sud, puis la cour exilée à Xian, tentent d'entrer aussi rapidement que possible en négociation avec les divers gouvernements alliés. Néanmoins, ceux-ci, dans un premier temps, se montrent peu pressés. L'Allemagne présente le 18 septembre 1900 une note demandant la punition des principaux coupables comme condition préliminaire indispensable. Plusieurs décrets de l'impératrice douairière, publiés les 25 septembre, 19 octobre, puis 13 novembre, chacun renforçant les sanctions, sont considérés par les alliés comme « absurdes et insuffisants ». Leur négociation s'étend jusqu'en février, date à laquelle deux nouveaux décrets semblent donner toute satisfaction, les 13 et 21 février 1901. Parallèlement, les expéditions continuent, et ce jusqu'à l'ordre contraire de Wilhelm II, en avril 1901. L'Allemagne a donc sa part dans la lenteur excessive du processus, même si une autre raison essentielle est la tentative de la Russie de s'entendre avec Li Hongzhang, puis de signer une convention bilatérale lui permettant, à tout le moins, de resserrer son contrôle de la Mandchourie. Après huit mois supplémentaires de négociations des puissances alliées entre elles, le protocole final est signé le 7 septembre 1901 par les représentants chinois, allemand, américain, austro-hongrois, belge, britannique, espagnol, italien, japonais, néerlandais et russe⁴²¹. Parmi les nations à traité, ne sont pas représentées le Brésil, le Congo, la Corée, le Danemark, le Mexique, la Norvège, le Pérou et la Suède. La Belgique, l'Espagne et les Pays-Bas sont représentés mais n'ont pas participé aux opérations militaires.

L'article 1 prévoit l'expiation du meurtre du baron von Ketteler, notamment par l'érection d'un monument sur la scène du meurtre, avec inscriptions en chinois, allemand et latin⁴²². Les articles 2 à 4 prévoient d'autres expiations (notamment pour le meurtre de Sugiyama, de la légation du Japon et récite les punitions infligées aux coupables. L'article 5 interdit l'importation de matériel de guerre. L'article 6 a trait aux indemnités. Là encore, la position allemande est intransigeante. Le montant est donc fixé à quatre cent cinquante millions de taëls, à 4 % d'intérêts, payables jusqu'au 31 décembre 1940. L'Allemagne obtient la deuxième part la plus importante de cette indemnité, fixée à 20 %, derrière celle de la Russie, à 29 %. La part française est de 15,75 %, la britannique à 11,25%, et les autres parts chacune en-dessous de 10 %. L'article 7 prévoit la création du Quartier des légations à Beijing⁴²³. L'article 8 permet que les forts chinois à Beidang, Dagu, Qinhuangdao et Shanhaiguan soient rasés. L'article 9 permet l'occupation d'un certain nombre de localités entre

420Note sans date, SHD 11H33

421cf. annexe n° 37

422cf. pp. 83-84, 125-129

423cf. pp. 125-129

Beijing et la mer, et de Tanggu à Shanhaiguan⁴²⁴.

f- Le Gouvernement provisoire de Tianjin, 1900-1902

La guerre des Boxers inaugure aussi – dans les grandes lignes – le système qui subsiste ensuite en Chine du Nord jusqu'en 1940 : conférences des commandants des corps d'occupation, division du territoire à occuper (Beijing, Tianjin) et du chemin de fer en secteurs de protection, etc... C'est ainsi que le maréchal comte von Waldersee lui-même transmet une circulaire le 29 avril 1901 résumant les décisions prises à ces conférences des commandants : il y est décidé de laisser six mille hommes à Tianjin, dont mille quatre cent Allemands, Britanniques, Français et Japonais et quatre cents Italiens (les Russes visent alors l'évacuation totale du Zhili, sauf Beijing et Shanhaiguan), ainsi que mille cinq cents Allemands, Britanniques, Français, Japonais et Russes (avec une compagnie italienne) à Shanhaiguan et Qinhuangdao, deux mille alliés à Beijing et trois mille le long de la voie ferrée ; affirmé la nécessité de la primauté du pouvoir militaire allié sur l'administration civile chinoise, particulièrement à Tianjin et jusqu'à la mer, justification *a posteriori* de l'instauration du Gouvernement provisoire du district de Tianjin (ensuite : GPT). La question de l'évacuation du Zhili divise les commandants : alors que les commandants allemand, britannique et japonais souhaitent poursuivre l'occupation jusqu'à paiement total de l'indemnité, le commandant français fait part de la volonté de son gouvernement de rapatrier entre huit et neuf mille hommes, et les commandants austro-hongrois et italien n'ont pas d'instruction spécifique⁴²⁵.

En effet, un Conseil du GPT est créé quelques jours après la prise de la ville par les troupes alliées. Son territoire est étendu plusieurs fois jusqu'à atteindre la mer, et à couvrir les deux rives du Haihe, et à comprendre toutes les puissances alliées à l'exception de l'Autriche-Hongrie⁴²⁶. Conçu comme un véritable organe de gouvernement, il comprend un secrétariat général, une force de

424cf. p. 119 ; « La Campagne de Chine d'après mes impressions personnelles », par un soldat français, 1^{er} avril 1903, SHD 9M148/15H118 ; GÉRARD, Auguste, *Ma mission en Chine (1893-1897)*, Plon, Paris, 1918, p. 290 ; VON LESSEL, Emil, *Böhmen, Frankreich, China 1866-1901, Erinnerungen eines preussischen Offiziers*, Grote, Köln, 1981 ; PICHON, Stephen, « Rapport au ministre des affaires étrangères sur les événements qui se sont produits à Pékin du 19 juin au 15 août 1900 », 28 août 1900, suivi de « Notes prises chaque jour sur les faits qui se sont passés à Pékin du 19 juin au 15 août (Siège des légations par les troupes chinoises) », in *Documents diplomatiques, Chine, 1899-1900*, Paris, Imprimerie nationale, 1930 ; VON WINTERHALDER, Theodor, *Kämpfe in China : Eine Darstellung der Wirren und der Betheiligung von Österreich-Ungarns Seemacht an ihrer Niederwerfung in den Jahren 1900-1901*, A. Hartleben's Verlag, Wien & Budapest, 1902 ; CORDIER, Henri, *Histoire des relations de la Chine avec les puissances occidentales*, Paris, F. Alcan, 1901-1902, vol. 3, pp. 451-462, 496-545 ; MORSE, Hosea Ballou, *The International Relations of the Chinese Empire*, vol. 3, London & New York, Longmans, Green & Co., 1918, pp. 193-360 ; DUBOSCOQ, André, *L'Evolution de la Chine, Politique et Tendances (1911-1921)*, Bossard, Paris, 1921, p. 20 ; FABRITZEK, Uwe G., *Gelber Drache – Schwarzer Adler, Geschichte der deutsch-chinesischen Beziehungen*, München, 1973, pp. 23-33 ; FAIRBANK, John K., Twitchett, Denis (éds), *The Cambridge History of China, vol. 11: Late Ch'ing, 1800-1911*, tome 2, Cambridge, 1980, 4 tomes, pp. 115-127

425Circulaire du maréchal comte von Waldersee, 29 avril 1901, SHD 11H21

426cf. annexe n° 9

police (personnel partiellement militaire⁴²⁷ et partiellement chinois), un service de trésorerie, de justice, de travaux publics et d'hygiène. Son territoire est subdivisé en quatre districts régionaux, dont les chefs doivent veiller au maintien de l'ordre et évacuer les contestations et les peines les moins importantes. Sa création et son maintien sont justifiés, d'après Waldersee, par la conférence de La Haye de janvier 1899 sur la conduite de la guerre. Il s'agit en réalité plutôt d'affranchir les commandants alliés de la tutelle d'une administration civile chinoise vue comme hostile, de passer outre les représentations diplomatiques de chaque nation alliée, et de faire pression sur le gouvernement chinois quant aux conditions de la paix et au paiement de l'indemnité. Chaque consulat garde cependant pleine juridiction sur les concessions existant avant-guerre, dans leur extension d'avant-guerre, dans le cas de l'Allemagne, de la France, du Japon et du Royaume-Uni⁴²⁸. Le GPT n'a pas non plus juridiction sur les chemins de fer, télégraphes et arsenaux.

Les secteurs d'occupation et de contrôle sont eux définis comme suit : à Beijing, le Royaume-Uni au sud, la France au sud-ouest, l'Allemagne au nord-ouest, le Japon au nord-est, l'Italie à l'est et les États-Unis au sud-est, le contingent austro-hongrois se tenant prêt à se porter là où il est le plus nécessaire ; à Baoding, la France au sud, l'Allemagne au nord ; à Tianjin, la France au nord-ouest, entre le canal impérial et le Haihe, l'Allemagne au sud-est, avec les mêmes bornes, le Royaume-Uni sur la rive gauche du Haihe, sauf le district japonais, qui lui s'étend entre les point Chitu, « Ting Kia » (point à l'est de Yangcun), « Kiang Kwang Kou » et « Pau ti hsien », à l'est de Tianjin⁴²⁹.

Le conseil est d'abord composé du colonel Vogak, du lieutenant-colonel O'Sullivan et du lieutenant-colonel Aoki (puis Harada), représentant les contingents russe, britannique et japonais. Cependant, l'annonce par Waldersee le 11 octobre de son intention de nommer un membre allemand oblige à considérer les revendications similaires d'autres nations alliées. C'est ainsi qu'y accèdent le Major von Falkenhayn, le lieutenant-colonel Arlabosse, le lieutenant-colonel Foote et, à une date ultérieure, le commandant Casanuova, représentant respectivement les contingents allemand, français, américain et italien. Une demande similaire de la part du détachement austro-hongrois est elle refusée. Le secrétaire général est Charles Denby, Jr., fils d'un précédent ministre américain à Beijing, et le secrétaire chinois est C.D. Tenney, de nationalité américaine, à la tête de l'université chinoise de Tianjin. Le capitaine Mockler, britannique, est placé à la tête de la force de police ; C. Rump, allemand, à la trésorerie ; W.S. Emens, américain, à la justice ; et enfin le Dr Depasse, français, au service de santé. Au décès de ce dernier, le Dr Houillon est nommé, de façon à

427L'effectif prévu, mais rarement atteint, consiste en deux cents Russes, le même nombre de Japonais, cent Américains, le même nombre de Britanniques, de Français, d'Allemands et d'Italiens.

428Maréchal comte von à Cologan, ministre d'Espagne à Beijing, 25 mai 1901, SHD 11H21

429Circulaire du maréchal comte von Waldersee, 11 décembre 1901, SHD 11H21 ; cf. annexe n° 8

conserver le poste à la France. Chaque service est par ailleurs placé sous la supervision d'une puissance tierce. Ils se réunissent pour la première fois le 30 juillet 1900, puis trois fois par semaine. Outre le maintien de l'ordre et l'assainissement des finances, sont à mettre au compte du GPT la destruction des murailles de la ville, mesure tant stratégique que symbolique, la construction du pont international, entre la concession française et la concession russe et la gare de l'Est, ainsi que l'établissement du Haihe Conservancy Board⁴³⁰, chargé de faciliter la navigation et réduire la distance entre Tianjin et la mer par de grands travaux⁴³¹.

g- Le corps d'occupation allemand en Chine du Nord, 1900-1914 : Beijing⁴³², Langfang, Yangcun, Tianjin, Tanggu, Beidaihe, Qinhuangdao, Shanhaiguan

La question de l'occupation militaire de certains points de la Chine par les puissances impérialistes, si elle est l'un des aspects les plus préjudiciables à la souveraineté chinoise, est difficile à appréhender dans sa globalité. Nous avons vu que le phénomène concessionnaire, dans un climat de plus en plus xénophobe au fil de l'aggravation de l'impérialisme étranger, tend à transformer ces territoires en forteresses, mises en état de défense. Hors, les forces de police municipales sont, dans leur grande majorité, composées de Chinois – parfois aussi d'Indiens et d'Annamites, considérés comme plus fiables, plus loyaux. Des événements graves, tels que la guerre des Taipings, mettent en exergue le problème que cela pose aux établissements étrangers. C'est ainsi que Shanghai est le premier port ouvert à se doter d'une force paramilitaire étrangère, le Shanghai Volunteer Corps (svc). D'autres suivent, soit sur un modèle national (Hankou avant 1908, Tianjin), soit sur le modèle shanghaien (Hankou après 1908, Guangzhou)⁴³³. La liberté de navigation accordée aux navires de guerre des puissances à traité, non seulement dans les eaux territoriales chinoises, mais encore le long de certains fleuves, vient encore complexifier le problème, et n'excluent pas le débarquement de forces armées, notamment afin de protéger les concessions⁴³⁴. La concession de territoires à bail, tenant le milieu entre la colonie et la base navale, où l'armée chinoise ne peut circuler ou bivouaquer, et où, en revanche, les armées et marines des puissances concessionnaires peuvent, sans restriction, mettre ces territoires en état de défense, est un autre pas

430Le lieutenant-colonel Arlabosse y représente le conseil militaire, le consul britannique le corps consulaire, G. Detring les douanes chinoises et les concessions allemande, britannique et française y possèdent chacun un représentant. Le conseil est complété par A. de Linde, ingénieur.

431Procès-verbaux des séances du Conseil du GPT, SHD 11H29 ; Règlements généraux d'administration pour la ville de Tientsin, SHD 9M148/15H118 ; MORSE, Hosea Ballou, *The International Relations of the Chinese Empire*, vol. 3, London & New York, Longmans, Green & Co., 1918, pp. 245-246, 291-302

432cf. pp. 125-129

433cf. pp. 93-95, 100

434cf. paragraphe suivant ; GRÜNFELD, Ernst, *Hafenkolonien und kolonieähnliche Verhältnisse in China, Japan und Korea*, 1913, pp. 156-157

décisif franchi dans la direction de l'impérialisme militaire⁴³⁵. L'impérialisme ferroviaire, jusque là surtout économique et financier, prend, à leur suite, une teinte militaire. C'est ainsi que le chemin de fer du Yunnan (France), du Shandong (Allemagne), de Mandchourie (Russie, puis Russie et Japon) accueillent le long de leurs voies de nombreux soldats de ces différentes nations⁴³⁶.

Les nombreuses guerres bilatérales auxquelles la Chine prend part, contre le Royaume-Uni, la France, le Japon, avant même la guerre des Boxers, fixe – bien que temporairement – des troupes étrangères sur son sol : britanniques et françaises à Guangzhou, japonaises à Weihaiwei... De ce point de vue, la valeur stratégique des forts de Dagu et de la ville de Tianjin, verrous de la capitale chinoise, y rend presque saisonnières non seulement les opérations militaires, mais aussi les occupations de ces deux points⁴³⁷. Les Cent jours de réforme, en 1898, ou plutôt la révolution de palais qui s'ensuit, met Cixi au pouvoir et fait craindre pour la sécurité des étrangers à Beijing, provoque l'envoi de troupes de la part des principales nations intéressées, bien qu'en nombre restreint, afin de protéger leurs légations⁴³⁸.

La situation issue de la guerre des Boxers, et légalisée par le protocole final de 1901 et les conditions de dissolution du gouvernement provisoire de Tianjin (note du 15 juillet 1902), n'est donc que l'aboutissement d'un processus engagé depuis plusieurs décennies. Les dispositions militaires du protocole permettent l'occupation de certains points du chemin de fer Beijing-Shanhaiguan, dont Tianjin (article 9) ; assurent la navigabilité du Haihe (article 11), et son accès, par la destruction des forts de Dagu (article 8) ; prévoient la mise en défense du quartier des légations à Beijing (article 7). La note du 15 juillet 1902, elle, interdit l'accès aux troupes chinoises, à moins de vingt li⁴³⁹, de Tianjin, sauf un corps de protection à la disposition du vice-roi, de trois cents hommes maximum, et la police fluviale⁴⁴⁰. Ces points dont l'occupation est permise sont, entre la capitale et la mer, Huangcun, Langfang, Yangcun, Tianjin, Junliangcheng, Tanggu, Lutai, Tangshan, Luan, Changli, Qinhuangdao et Shanhaiguan, à l'endroit où la Grande Muraille de Chine rejoint la mer. Beidaihe, qui n'est pas prévu par le protocole, est investi par les différentes nations occupantes, notamment pendant les mois d'été, mais aussi afin d'y embarquer et débarquer des troupes⁴⁴¹. Le chemin de fer lui-même, enfin, est un enjeu stratégique de premier plan, et en tant que tel placé sous la protection des puissances occupantes. Dès l'été 1901, différentes sections sont « allouées » aux principaux corps d'occupation afin d'en assurer la protection.

435cf. pp. 103-105

436cf. pp. 109-110

437cf. pp. 57-58

438cf. p. 111

439La valeur du li a été fixée en 1915 à cinq cent soixante-seize mètres. Vingt li représentent donc 11,52 km.

440cf. annexe n° 38

441On peut argumenter que les « quartiers d'été » prévus par la note de 1902 concernant Beidaihe, bien qu'elle ne comporte aucun nom de lieu spécifique.

Ainsi l'Allemagne, dont la « Brigade d'occupation est-asiatique » (nom officiel du corps d'occupation allemand en Chine du Nord, équivalent par exemple du Corps d'occupation de Chine dans le cas de la France, all. *ostasiatische Bezatzungsbrigade*, ensuite OABB) se voit allouer la section Huangcun-Tianjin, correspondant peu ou prou à la partie du chemin de fer reconstruite par les sapeurs allemands pendant la guerre. De plus, elle occupe différents camps dans les localités de Langfang, Yangcun, Tanggu, Beidaihe, Qinhuangdao et Shanhaiguan, en plus, bien sûr, de Tianjin-même et de la garde de la légation allemande à Beijing⁴⁴². Le 30 mai 1901, le « corps expéditionnaire est-asiatique » (OAEK) est dissous et remplacé par la OABB, aux effectifs réduits à six mille hommes⁴⁴³.

Langfang, localité presque entièrement détruite des suites de la guerre, située à quatre-vingts kilomètres de Tianjin et soixante de Beijing, n'accueille qu'un camp allemand accueillant d'abord le 2^{ème} bataillon du 3^{ème} régiment d'infanterie (trois compagnies) sous la direction du colonel (all. *Oberst*) Grüber. L'effectif en est graduellement réduit, en juin 1902 à une seule compagnie (7^{ème} compagnie du 2^{ème} régiment d'infanterie), puis à nouveau en janvier 1903 (4^{ème} compagnie du même régiment). Une garde indienne est postée à la gare.

À Yangcun⁴⁴⁴, ville de trente mille habitants et relativement épargnée par les opérations militaires, à trente-trois kilomètres au nord-ouest de Tianjin, les Allemands occupent un ancien dépôt de sel. Ils y sont représentés par la 9^{ème} compagnie du 3^{ème} régiment d'infanterie et d'un escadron de cavalerie en janvier 1901, puis à la mi-juin par le 1^{er} bataillon du 3^{ème} régiment d'infanterie (deux compagnies). Les effectifs sont réduits à l'été 1902 à une seule compagnie (1^{ère} compagnie du 2^{ème} régiment d'infanterie). D'autres camps d'importance y sont occupés par les forces britanniques, françaises et japonaises.

Tanggu⁴⁴⁵ occupe une position stratégique de premier plan. C'est en effet la localité située sur la rive opposée aux forts de Dagu. Les plus gros vapeurs, ne pouvant passer la barre de Dagu (nom générique anglais *Taku Bar*), y déchargent leurs marchandises à destination de Tianjin et Beijing. Les nations occupantes y maintiennent de petites étapes (l'Autriche-Hongrie et l'Italie y ont quelques marins) ou des camps (Allemagne, France, Japon) afin de rendre possible un éventuel débarquement. À l'automne 1901, l'Allemagne et le Japon y maintiennent chacun une compagnie, la France deux compagnies. À l'été 1902, les effectifs allemands sont réduits à nouveau (6^{ème} compagnie du 1^{er} régiment d'infanterie).

Les localités de Beidaihe, Qinhuangdao et Shanhaiguan sont presque contigües. Beidaihe est

442cf. annexe n° 11

443The N.-C. Herald and S. C. & C. Gazette, 5 juin 1901, p. 1063

444cf. annexe n° 55

445cf. annexe n° 56

avant tout la station d'été, réservée aux officiers, afin qu'ils échappent aux grandes chaleurs, ainsi qu'un point d'embarquement et de débarquement pour les différents corps d'occupation. On vante sa plage, ses paysages, ses villas : l'endroit n'est pas occupé pour sa valeur stratégique. Néanmoins, une caserne allemande y est bâtie, et abrite l'état-major de la OABB de juillet à septembre 1901, ainsi qu'un corps formé de marins en provenance aussi bien de la métropole que de Qingdao. Lorsque les effectifs sont mis « sur le pied de paix »⁴⁴⁶, à partir de 1902, l'Allemagne n'y maintient qu'un poste de dix marins sous l'autorité d'un *Vizefeldwebel*⁴⁴⁷.

Qinhuangdao, à vingt kilomètres de Shanhaiguan, est elle aussi une localité maritime. Les Allemands répartissent d'abord leur corps d'occupation entre le village d'Anzisi (dès novembre 1901, deux compagnies) et la plage (à partir de juillet 1902, une compagnie). À la suite de la réduction des effectifs, en octobre 1902, seule subsiste la compagnie allemande sur la plage.

La valeur stratégique et symbolique de Shanhaiguan⁴⁴⁸ est plus évidente. En effet, la localité est située juste au sud de la Grande Muraille, et marque ainsi la transition entre la Chine propre et la Mandchourie, placée elle sous influence russe – puis japonaise en Mandchourie du Sud. De plus, le port de Shanhaiguan a l'avantage d'être libre de glaces l'hiver, ce qui n'est pas le cas de Tanggu. Lorsque les alliés débarquent à Shanhaiguan, en octobre 1900, notamment grâce au soutien des navires allemands SMS Hertha, SMS Hansa, SMS Hela et du transport de troupes Strassburg, les Chinois ont déjà évacué le camp et les forts. Quatre compagnies allemandes (1^{er} bataillon du 2^{ème} régiment d'infanterie) occupent immédiatement le fort international n° 1, situé entre le monument et la mer, où chaque nation alliée maintient une garde ; le fort n° 2, concurremment avec les Austro-Hongrois et les Italiens ; le temple est, dit « Fort Preussen » ; et le temple ouest, dit « Fort Waldersee ». La baisse général d'effectifs en juin 1902 les conduit à abandonner le fort n° 1 (investi par les Russes et les Indiens) et le fort n° 2 (où seuls se maintiennent les Italiens). Cent vingt hommes restent malgré tout sur place⁴⁴⁹.

Tianjin, enfin, est le point le plus important du corps d'occupation allemand, en termes d'effectifs. C'est le verrou de Beijing, la station la plus importante du chemin de fer Beijing-Mukden, et la position impériale la plus vulnérable et la plus considérable de la région. L'état-major allemand, les 1^{er} et 2^{ème} bataillons du 2^{ème} régiment d'infanterie, le 3^{ème} bataillon du 3^{ème} régiment

446Notons ici que l'état de guerre n'a pas existé en 1900-1901 d'un point de vue juridique. TROUCHE, Marcel, *le Quartier diplomatique de Pékin, Étude historique et juridique*, thèse de doctorat, Georges Subervie, Rodez, 1935, p. 123

447GRÜNFELD, Ernst, *Hafenkolonien und kolonieähnliche Verhältnisse in China, Japan und Korea*, 1913, p. 182

448cf. annexe n° 57

449*The N.-C. Herald and S. C. & C. Gazette*, 11 décembre 1901, p. 1116 ; BRAUN, MÜLLER, RAMMSTEDT, VON MALACHOWSKI & VON SCHOENERMARCK, *Gesammelte Denkschriften mit Photographien und Beilagen über die deutschen Posten*, Tientsin, Verlag der Brigade-Zeitung, 1906 ; Le rapport annuel du COC les mentionne en 1902 au lieu de Beidahe. SHD 11H74

d'infanterie, un escadron de cavalerie, les 1^{ère} et 2^{ème} batteries de la division d'artillerie de campagne, la compagnie de sapeurs, la compagnie ferroviaire, la compagnie sanitaire et deux hôpitaux de campagne sont en garnison à Tianjin, sur le territoire de la concession allemande (au sud du canal).

La garde de la légation allemande à Beijing est d'abord composée du 3^{ème} bataillon du 1^{er} régiment d'infanterie, de détachements d'artillerie de campagne et de sapeurs⁴⁵⁰. Elle occupe la caserne Waldersee, située face à la légation allemande⁴⁵¹. De 1902 à 1906, le corps d'occupation allemand à Tianjin publie son propre hebdomadaire, à un tirage de cinq cents exemplaires, la *deutsche Brigade-Zeitung*⁴⁵².

La Russie est la première des nations alliées à vouloir retirer ses troupes de Chine du Nord, afin de servir sa politique en Mandchourie, y comprise sa garde pékinoise. Le mouvement, d'abord isolé, incite d'autres nations à réfléchir aux raisons du maintien d'un corps d'occupation conséquent dans la région, et à envisager le problème d'un point de vue d'abord politique, mais aussi financier⁴⁵³. C'est ainsi que, par exemple, le corps d'occupation italien est « dissous » en mai 1905, et remplacé par un « détachement de marine » aux effectifs minimaux⁴⁵⁴. La France, elle, « rétrocede » son poste de Junliancheng en 1910. L'Autriche-Hongrie procède à la « dissolution » de son propre corps d'occupation, et à la réduction de sa garde pékinoise, en mai 1910⁴⁵⁵. Elle est autorisée en cela par l'exemple allemand, ceux-ci « évacuant » la Chine du Nord entre le 14 et le 28 mars 1909. Une première diminution importante des effectifs allemands – sept cents hommes – a lieu dès avril 1906, et se poursuit jusqu'en mars 1909. La OABB et ses quinze officiers et trois cent quatre-vingt-douze marins sont relevés par un simple « détachement de marine est-asiatique » (all. *ostasiatischer Marine-Detachment*, OAMD), dont l'effectif prévu est de cent hommes à Beijing, quarante à Tianjin, et dix à Tanggu. Les autres postes sont « rétrocedés » à la Chine dès juin 1906⁴⁵⁶. Dans le même temps, la garnison de Jiaozhou est elle renforcée⁴⁵⁷.

450 *The N.-C. Herald and S. C. & C. Gazette*, 11 décembre 1901, p. 1116

451 ARIGA, Nagao, *la Chine et la Grande Guerre européenne du point de vue du droit international*, A. Pedone, Paris, 1920, p. 179

452 YU, Shuxiang, 外国人在天津租界所□□刊考略 [Une étude des journaux et périodiques étrangers dans les concessions de Tianjin], *Tianjin shifan daxue xuebao (shehui kexue ban)* [天津□范大学学□ (社会科学版)], vol. 162, n° 3 (2002), p. 78

453 Le coût du maintien du corps d'occupation allemand en Chine du Nord est estimé à vingt-cinq millions de marks par le budget métropolitain. *The N.-C. Herald and S. C. & C. Gazette*, 11 décembre 1901, p. 1112

454 Karl Bernauer, consul austro-hongrois à Tianjin, au ministère des affaires étrangères, 10 mars 1905, OESTA – HHSTA PA XXXVIII 332

455 cf. pp. 172-173

456 *The N.-C. Herald and S. C. & C. Gazette*, 16 mars 1906, p. 572 ; *id.*, 8 juin 1906, p. 587 ; Knipping, consul impérial allemand à Tianjin, à Son Altesse Sérénissime le chancelier du Reich le prince von Bülow, 30 mars 1909, BA R901 31829 ; RATENHOF, Udo, *Die Chinapolitik des deutschen Reiches, 1871 bis 1945*, Boppard am Rhein, H. Boldt, 1987, p. 209

457 « L'Allemagne en Extrême-Orient », avril 1902, SHD 11H36

h- L'occupation allemande à Hankou (1900-1914) et à Shanghai (1900-1902)

À ce corps d'occupation allemand en Chine du Nord s'ajoute, du fait de la guerre des Boxers, le débarquement de troupes alliées sur certains points du Yangzi. En effet, les marines de guerre étrangères ont le droit de naviguer sur ce fleuve, et abusent de ce droit dans le but notamment de protéger les concessions étrangères à Shanghai et à Hankou. « Abusent », car il n'y a aucun signe d'agitation xénophobe ou boxer dans cette région où les autorités restent amicales vis-à-vis des puissances alliées, notamment afin de prévenir toute occupation du territoire proprement chinois des provinces centrales et méridionales⁴⁵⁸. D'ailleurs, celles-ci ne voient aucune objection à l'occupation des concessions étrangères de Shanghai par un fort contingent étranger. C'est d'abord entre les alliés eux-mêmes que des conflits se font jour. En effet, les Britanniques, premiers à ordonner le débarquement d'un corps d'occupation, voient leurs troupes parvenir à Wusong le 15 août 1900, mais sans pouvoir débarquer ; les autres consuls alliés ne peuvent accepter de leur confier seuls la protection de la concession internationale de Shanghai. Ils débarquent finalement le 18, en même temps qu'un détachement symbolique de cinquante marins français. Rapidement, le contingent britannique atteint trois mille hommes. Le 29 août, la France débarque trois compagnies d'infanterie de marine et une batterie d'artillerie, chargée de la protection de la concession française. Britanniques et Français s'entendent pour, le cas échéant, défendre en commun les concessions : c'est la naissance du « corps d'occupation international de Shanghai ». Le 6 septembre, ceux-ci sont rejoints par six cents Japonais et quatre cents Allemands. La presse britannique réagit durement à ces deux derniers débarquements, les troupes allemandes et japonaises étant cantonnées dans la concession internationale pour sa défense. Il ne s'agit pas tant en effet d'affirmer le caractère international plus que britannique de la concession, que, selon cette même presse, la position de dupe du Royaume-Uni dans la signature du récent accord anglo-allemand sur la Chine⁴⁵⁹.

Par ailleurs, si les Japonais tendent à diminuer l'effectif de leurs troupes, les Allemands relèvent les leurs par des détachements toujours plus importants : de quatre cents hommes le 6 septembre 1900, les effectifs passent à neuf cents hommes le 21 juin 1901, et à mille deux cents le 15 septembre 1901. Rattaché à la Chine du Nord, ce corps d'occupation allemand est, comme les autres contingents alliés, éphémère : le 31 juillet 1902, le gouvernement chinois demande le retrait des troupes britanniques de Shanghai, et c'est finalement presque simultanément et après avoir pris l'avis de tous les gouvernements concernés, que le corps d'occupation international est dissous et que ses effectifs sont évacués. Les Japonais quittent Shanghai le 22 novembre 1902, les

458MORSE, Hosea Ballou, *The International Relations of the Chinese Empire*, vol. 3, London & New York, Longmans, Green & Co., 1918, p. 228

459cf. pp. 137-139

Britanniques et les Français, le 20 décembre 1902, et enfin les Allemands, le 3 janvier 1903⁴⁶⁰.

i- Le Quartier des légations à Beijing, 1901-1914

Les puissances étrangères n'obtiennent le droit d'établir des légations dans la capitale chinoise qu'à partir du traité sino-britannique de 1858, ce droit étant, par capillarité et par le jeu de la clause de la nation la plus favorisée, étendu à toutes les puissances à traité. Il est appliqué pour la première fois par la France et le Royaume-Uni, le 25 mars 1861, puis par la Russie, en juillet de la même année, et par les États-Unis, en juillet 1862 (d'abord placés sous la protection française). Ces États installent leurs légations sur la future « rue des Légations », d'abord « rue des Relations avec le peuple », c'est-à-dire à l'endroit où s'établissent les missions des pays tributaires. Leur regroupement relatif, qui facilite leur défense en 1900, permet aussi l'émergence d'une revendication bizarre d'un point de vue juridique⁴⁶¹ : l'administration propre du quartier de Beijing où se trouvent les principales légations étrangères, et sa mise en état de défense, sans que les Chinois soient autorisés à y résider (article VII du protocole final de 1901⁴⁶²).

Le droit d'y entretenir une garde permanente, accordé par le même article du protocole final, est issu d'un usage déjà appliqué depuis quelques années, et dont l'exemple le plus frappant est l'intervention d'octobre 1898⁴⁶³. L'usage est cependant attesté avant 1895. Cinq cents marins participent à la défense des légations en 1900, sans que leur présence n'ait de base juridique viable. Présents pour défendre le personnel des légations dans leurs vies et leurs propriétés, ils sont parfois tolérés par les autorités chinoises, et parfois participent d'une politique de force⁴⁶⁴.

L'administration de cette « institution unique au monde » est réglée par le protocole du 13 juin 1904, auquel la Chine n'est pas partie, mais dont sont signataires tous les autres signataires du Protocole final de 1901 (plus loin : puissances protocolaires) : Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, Espagne, France, Italie, Japon, Pays-Bas, Royaume-Uni et Russie (les États-Unis y adhèrent par la suite, *de facto*). Les réserves exprimées par les États-Unis sont significatives. Ceux-ci auraient préféré, à l'établissement d'un Quartier des légations mis en état de défense, à but

460Bezaure, consul de France à Shanghai, à Delcassé, ministre des affaires étrangères, *id.*, 8 août 1900 ; *id.*, 15 août 1900 ; *id.*, 22 août 1900 ; *id.*, 4 septembre 1900 ; *id.*, 6 septembre 1900 ; Ratard, consul de France à Shanghai, à Delcassé, ministre des affaires étrangères, 21 juin 1901 ; *id.*, 15 septembre 1901 ; *id.*, 18 février 1902 ; *id.*, 20 décembre 1902 ; *id.*, 3 janvier 1903 ; Lord Lansdowne à Sir E. Monson, communiqué à Delcassé, ministre des affaires étrangères, 31 juillet 1902 ; Delcassé, ministre des affaires étrangères, aux représentants français à Peterbourg, Berlin, Londres, Wien, Roma, Washington et Tôkyô, 3 octobre 1902 ; Delcassé, ministre des affaires étrangères, au Général André, ministre de la guerre, 4 décembre 1902, *Documents diplomatiques, Évacuation de Shanghai 1900-1903*, Paris, Imprimerie nationale, 1903

461Trouche considère que le Quartier des légations est une « institution unique au monde ». TROUCHE, Marcel, *le Quartier diplomatique de Pékin, Étude historique et juridique*, thèse de doctorat, Georges Subervie, Rodez, 1935, p. 52

462cf. annexe n° 12

463cf. p. 111

464WAGNER, Wilhelm, *Aufenthalt und Niederlassung Fremder in China*, Berlin, Karl Curtius, 1918, pp. 73-74

militaire, que Beijing soit déclaré port ouvert, et qu'y soit créé une concession internationale sur le modèle shanghaien. De fait, le Quartier hésite, dès sa création, entre ces deux pensées. Trop vaste pour être défendu efficacement par un petit nombre de marins étrangers (deux mille en 1901, en réalité à effectifs très variables), il est trop petit pour une concession internationale. D'ailleurs, et contrairement aux souhaits de l'Amérique, Beijing ne devient jamais un port ouvert. Notons que son ouverture est envisagée à deux reprises au moins : à l'occasion du traité sino-japonais du 8 octobre 1903, qui prévoit l'établissement d'une concession « internationale » dans son article 10 (sans municipalité ni police étrangères), à condition que les étrangers soient interdits de loger en-dehors de ses limites ; puis à nouveau à la fin de 1912, sur initiative chinoise, mais sans suite⁴⁶⁵. La résidence des étrangers en-dehors des limites du Quartier des légations est donc tolérée par les autorités chinoises, bien qu'illégale⁴⁶⁶.

Les principes de son administration correspondent à cette double nature, et se rapprochent beaucoup de celle de « municipalités » étrangères existant sur d'autres concessions en Chine⁴⁶⁷. L'originalité principale réside dans le fait qu'au rôle du ou des consulats se substitue celui du corps diplomatique (rassemblant les puissances protocolaires) compris comme personne juridique, fait unique dans l'histoire du droit international. Ainsi, l'article 2 du protocole de 1904 indique-t-il que les glacis, routes, bas-côtés, gouttières, ponts, égoûts, arbres et constructions de quelque nature que ce soit, hors des propriétés privées et de celles des légations, sont la propriété commune des puissances protocolaires. Les décisions de ce corps diplomatique restreint sont prises à l'unanimité, ce qui ne manque pas de compliquer l'administration du Quartier. Les autres légations présentes sur le territoire du Quartier des légations sont consultées sur les questions les concernant⁴⁶⁸.

Une autre originalité de cette administration consiste en l'existence simultanée, jusqu'au 1^{er} janvier 1914 de trois administrations municipales séparées : les sections ouest, est, et anglaise. Chaque section possède un président, un secrétaire et un trésorier de nationalités différentes. Une illustration frappante de cette organisation bigarée est la question des amendes. Chaque section possède en effet ses propres règlements de police. Les sections ouest et anglaise n'imposent aucune amende en cas de contravention ; la section est, si. L'unification des sections, envisagée plusieurs fois, est compliquée par la question financière. Les statuts, préparés en 1912, sont finalement

465D'après notre classification, il s'agit en fait de projets de concessions de type « chinois ». WAGNER, Wilhelm, *Aufenthalt und Niederlassung Fremder in China*, Berlin, Karl Curtius, 1918, p. 76 ; WOODHEAD, H.G.W., MONTAGUE BELL, H.T., *The China Year Book 1919-20*, London, George Routledge & Sons, 1920, p. 625

466TROUCHE, Marcel, *le Quartier diplomatique de Pékin, Étude historique et juridique*, thèse de doctorat, Georges Subervie, Rodez, 1935, p. 85

467*id.*, p. 81

468WILLOUGHBY, Westel W., *Foreign Rights and Interests in China*, Baltimore, 1920, p. 221 ; TROUCHE, Marcel, *le Quartier diplomatique de Pékin, Étude historique et juridique*, thèse de doctorat, Georges Subervie, Rodez, 1935, p. 95

approuvés lors de la séance du corps diplomatique du 21 août 1913, et appliqués à partir du 1^{er} janvier 1914⁴⁶⁹.

La question de la juridiction et de la police n'est pas plus simple à résoudre. Ainsi, dans un premier temps, les nationaux allemands à Beijing sont-ils soumis aux règlements de police de la concession allemande de Tianjin, en tant que résidant dans le même district consulaire. Chaque section, nous l'avons vu, publie dans un premier temps ses propres règlements de police, sous la supervision du corps diplomatique. Le règlement unifié, théoriquement applicable dès 1914, ne l'est qu'à partir de 1919 *de facto*, chaque légation devant autoriser que ses nationaux y soient soumis⁴⁷⁰. Il n'est en effet pas question d'utiliser le même artifice juridique que dans le cas des concessions.

Le cas des Chinois est particulièrement baroque : théoriquement interdits de résidence dans le Quartier diplomatique, certains étrangers leur sous-louent des logements ; d'autres logent à l'unique hôtel du Quartier : l'hôtel des Wagons-lits. Le corps diplomatique, paralysé sur cette question, prend parfois des mesures d'expulsion, et applique à d'autres moments un « droit d'asile » sans base juridique solide. S'ajoutent à ces cas ceux des différents employés et domestiques chinois. Dans les faits, la police du Quartier des légations et la police chinoise de Beijing, dont relèvent en principe tout sujet chinois ayant commis un délit sur le territoire du Quartier, entretiennent des relations suffisamment cordiales pour aplanir les différents qui ne manquent pas d'apparaître⁴⁷¹. La police du Quartier des légations, organisée sur le modèle des polices concessionnaires, compte soixante-dix agents chinois⁴⁷².

Les ressources financières de cette administration municipale/concessionnaire qui ne dit pas son nom est calqué sur celle de municipalités concessionnaires étrangères équivalentes. Elle lève ainsi une taxe foncière, délivre des licences pour les banques, les commerces, et l'unique hôtel, malgré le fait que, en tant que ville fermée, aucun étranger ne peut en principe résider à Beijing pour des raisons commerciales, et encore moins y fonder d'entreprise. Une autre ressource, plus

469BAUDEZ, Marcel, *Essai sur la condition juridique des étrangers en Chine*, A. Pedone, Paris, 1913, p. 255 ; TROUCHE, Marcel, *le Quartier diplomatique de Pékin, Étude historique et juridique*, thèse de doctorat, Georges Subervie, Rodez, 1935, pp. 93-94 ; concernant l'administration unifiée, nous renvoyons le lecteur à TROUCHE, Marcel, *le Quartier diplomatique de Pékin, Étude historique et juridique*, thèse de doctorat, Georges Subervie, Rodez, 1935, p. 96. Celle-ci n'a en effet pas pu s'appliquer avant la déclaration de guerre de la Chine à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie en août 1917, les sessions du corps diplomatiques étant suspendues jusqu'à cette date et depuis l'ouverture des hostilités en Europe.

470WAGNER, Wilhelm, *Aufenthalt und Niederlassung Fremder in China*, Berlin, Karl Curtius, 1918, pp. 75-76 ; TROUCHE, Marcel, *le Quartier diplomatique de Pékin, Étude historique et juridique*, thèse de doctorat, Georges Subervie, Rodez, 1935, p. 94

471BAUDEZ, Marcel, *Essai sur la condition juridique des étrangers en Chine*, A. Pedone, Paris, 1913, p. 256 ; WAGNER, Wilhelm, *Aufenthalt und Niederlassung Fremder in China*, Berlin, Karl Curtius, 1918, pp. 74-76 ; TROUCHE, Marcel, *le Quartier diplomatique de Pékin, Étude historique et juridique*, thèse de doctorat, Georges Subervie, Rodez, 1935, pp. 76-77, 138

472TROUCHE, Marcel, *le Quartier diplomatique de Pékin, Étude historique et juridique*, thèse de doctorat, Georges Subervie, Rodez, 1935, p. 98

importante, provient des légations elles-mêmes, et est répartie par accord unanime du corps diplomatique, sur la base de la superficie occupée par chacune⁴⁷³. Les fonds sont utilisées à l'entretien de la force de police, ainsi qu'à la maintenance des routes, ponts, et autres propriétés communes du corps diplomatique⁴⁷⁴.

Le Quartier diplomatique nouvellement créé hérite d'un terrain évidemment déjà bâti. Dans son enceinte se situent banques, postes, douanes impériales chinoises, hôpitaux, l'hôtel des Wagons-lits, ainsi que la cathédrale Saint-Michel⁴⁷⁵. La rue principale, dite « des Légations », est goudronnée depuis 1899⁴⁷⁶. Le télégraphe y opère depuis 1884, et l'éclairage public est assuré par une compagnie privée, de nationalité anglaise⁴⁷⁷. La seule véritable politique du corps diplomatique en matière d'aménagement du territoire concerne les glacis, définis comme l'espace entre les limites du quartier et les murs de défense, et qui, à l'exception de certaines enclaves – les propriétés privées pré-existantes, doivent rester vierges de constructions, dans un but de défense. Cette mesure, vitale, essentielle au vue du but premier du Quartier, est cependant régulièrement bafouée, parfois avec l'approbation de certaines légations. On y construit entre autres des établissements de jeu et de divertissement, plus ou moins mal famés, à destinations des gardes des légations. Le corps diplomatique, paralysé par la règle de l'unanimité, ne parvient cependant jamais à prendre de décision énergique sur ce point⁴⁷⁸.

L'odonymie reflète la nature torturée du Quartier et de son administration. Les noms fonctionnels, les plus anciens, sont ceux des voies principales : rue des Légations, rue de la Muraille, rue du Canal, rue de la Douane. Ceux-ci sont progressivement enrichis, mais principalement après la Première Guerre mondiale (rue Linévitch le long du glacis ouest, via Elba et rue Marco Polo de chaque côté de la légation italienne, rue Verbiest devant la légation belge). La rue longeant le glacis est cependant, et significativement, nommée rue Ketteler. Il s'agit d'un hommage à la victime la plus symbolique de la guerre des Boxers, qui, ici aussi⁴⁷⁹, à valeur de mémorial. En travers de la grande rue de Hatamen se trouve le monument expiatoire en mémoire du baron von Ketteler, assassiné pendant la guerre des Boxers. Il s'agit d'un arc de triomphe, avec une

473BAUDEZ, Marcel, *Essai sur la condition juridique des étrangers en Chine*, A. Pedone, Paris, 1913, p. 256 ; WAGNER, Wilhelm, *Aufenthalt und Niederlassung Fremder in China*, Berlin, Karl Curtius, 1918, pp. 75-76

474WILLOUGHBY, Westel W., *Foreign Rights and Interests in China*, Baltimore, 1920, p. 221

475WAGNER, Wilhelm, *Aufenthalt und Niederlassung Fremder in China*, Berlin, Karl Curtius, 1918, p. 74

476SMITH, D. Warres, *European settlements in the Far East; China, Japan, Corea, Indo-China, Straits Settlements, Malay States, Siam, Netherlands, India, Borneo, the Philippines, etc.*, S. Low, Marston & Company, London, 1900, p. 73

477WRIGHT, Arnold, *Twentieth Century Impressions of Hong Kong, Shanghai and Other Treaty Ports of China*, 1908, p. 756

478TROUCHE, Marcel, *le Quartier diplomatique de Pékin, Étude historique et juridique*, thèse de doctorat, Georges Subervie, Rodez, 1935, pp. 74-76

479cf. pp. 96-97

triple inscription en chinois, allemand et latin, rappelant l'évènement⁴⁸⁰. La présence allemande, en plus, bien évidemment, de sa légation, de la garde de sa légation, et de sa section de défense, est encore signalée par un bureau de poste, ainsi surtout que par une filiale de la deutsch-asiatische Bank. Celle-ci, présente à Beijing depuis 1905, s'installe rue des Légations en 1907. Elle est gérée par Cordes de cette date jusqu'en 1917.

⁴⁸⁰CORDIER, Henri, *Histoire générale de la Chine et de ses relations avec les pays étrangers depuis les temps les plus anciens jusqu'à la chute de la dynastie mandchoue, vol. 4 : Depuis l'avènement de Tao Kouang (1821) jusqu'à l'époque actuelle*, Paris, Paul Geuthner, 1920, p. 245

j- La présence allemande en Chine du Nord et la révolution républicaine, 1911-1912

La révolution républicaine de 1911-1912 touche les positions impériales étrangères en Chine à travers la question du « droit d'asile », abus sans base juridique viable, et appliqué avec une volonté et un succès variables par les différentes puissances. L'exemple de Beijing est représentatif de l'attitude de ces puissances : l'interdiction qu'ont les Chinois de résider sur le Quartier des légations n'est jusque là pas strictement appliquée. L'inconvénient de cette politique est révélé en 1911 par la découverte de bombes confectionnées à l'hôtel des Wagons-lits. Le corps diplomatique, dans des termes vagues, demande que les propriétaires européens sous-louant à des Chinois leur signifient de quitter le Quartier – il s'agit probablement d'une mesure liée au manque de place : le Quartier est à peine assez vaste pour loger tous les Européens de Beijing, même provisoirement. Il faut attendre la déclaration de l'état de siège dans la capitale chinoise, en 1913, pour que le corps diplomatique, sur les instances du ministre de France, décide que « considérant les circonstances présentes », la direction de l'hôtel des Wagons-lits est prié de « donner avis » aux Chinois y résidant « actuellement » de l'illégalité de leur situation. Cet avis n'est *a priori* suivi d'aucune opération de police⁴⁸¹. Des non-décisions du même ordre concernent les différentes concessions, notamment à Hankou et Tianjin. Les réfugiés affluent sur les territoires sous administration étrangère, rappelant la situation qui a déjà permis aux concessions de Shanghai, pendant la guerre des Taïpings, d'étendre leurs prérogatives, voire leurs prétentions à la souveraineté, notamment par la mise en état de défense de ces enclaves.

La situation politique met en effet à l'épreuve des Européens toujours traumatisés par la guerre des Boxers, et en particulier dans leur capacité à se défendre⁴⁸². Des corps paramilitaires, sur le modèle de ce qui existe à Shanghai⁴⁸³, Hankou et Tianjin⁴⁸⁴ sont créés ou renforcés dès 1911, notamment à Guangzhou. Le corps international – mis en place en commun par les concessions britannique et française de Shamian – compte cinquante résidents, dont trente-cinq Allemands et Suisses. Les autorités consulaires et militaires allemandes s'entendent avec le consul britannique de la ville afin, en cas de danger, d'être en mesure d'y débarquer immédiatement des troupes avec pour mission de garder le consulat d'Allemagne⁴⁸⁵. Trois cents soldats indiens y sont par ailleurs

481 BAUDEZ, Marcel, *Essai sur la condition juridique des étrangers en Chine*, A. Pedone, Paris, 1913, p. 256 ; TROUCHE, Marcel, *le Quartier diplomatique de Pékin, Étude historique et juridique*, thèse de doctorat, Georges Subervie, Rodez, 1935, pp. 76-77

482 Sur le traumatisme boxer et ses conséquences sur la politique des nations impérialistes en Chine, consulter GOTTELAND, Mathieu, *les Forces de l'ordre japonaises à Tianjin, 1914-1940 : Un point de vue français*, Éditions de l'Albatros, 2019 (1^{ère} édition 2015), p. 91. Le plan d'action combinée de 1923-1924 est conçu avant tout afin de faire face à une menace de type « boxer ».

483 cf. pp. 99-100

484 cf. pp. 93-95

485 Mersmann, commandant le SMS Iltis, au commandant imp. de l'escadre, Guangzhou, 6 mai 1911, BA R901 30947A

stationnés. À Hankou sont débarqués cinquante marins allemands⁴⁸⁶. Toutes ces mesures relèvent d'une politique de force ; elles ne sont pas fondées en droit. Néanmoins, elles ne visent que la protection des concessions étrangères. Aucune opération militaire n'a lieu en territoire chinois à proprement parler.

L'attaque d'un train à Lincheng provoque la séance du corps diplomatique du 26 janvier 1912, et sa décision d'instaurer le contrôle militaire du chemin de fer Beijing-Shanhaiguan. Par la note de 1902 les puissances protocolaires s'octroient la prérogative de protéger le télégraphe, la vie et la propriété des étrangers, ainsi que la voie ferrée elle-même, sur une zone s'étendant de deux miles de chaque côté de cette voie. La séance du 26 janvier 1912 va plus loin⁴⁸⁷. Tout en reconnaissant aux troupes impériales comme aux révolutionnaires le droit d'utiliser la voie ferrée (article 2), celle-ci est divisée en secteurs de protection, alloués à l'Allemagne, aux États-Unis, à la France, à l'Italie, au Japon et au Royaume-Uni, ressuscitant ainsi le système en vigueur pendant la guerre des Boxers⁴⁸⁸. Le Royaume-Uni protège la section Beijing-Tianjin, la France, de Tianjin à son ancien poste de Juliancheng⁴⁸⁹, l'Italie, jusqu'à la mer, et de là à Hangu⁴⁹⁰. L'Allemagne protège la section Hangu – Tangshan, les Américains de là à Lanxien⁴⁹¹, et les Japonais de ce point à la Grande Muraille. La Russie s'adjoit plus tard à l'effort interallié, et protège la section Yangcun-Tianjin, y compris les gares centrale et de l'Est⁴⁹². Le principe du train international, arborant les couleurs des six – puis sept – nations alliées et transportant jusqu'à deux cent cinquante marins, de manière à patrouiller, protéger et éventuellement réparer la voie ferrée et le télégraphe, est acté lors de la même séance du corps diplomatique⁴⁹³. Le 8 mars 1912, le gouverneur général du Zhili notifie les consuls qu'il a l'intention de maintenir l'ordre avec l'aide de l'armée. Cette décision étant en contradiction avec la note de 1902, les consuls protestent et les commandants étrangers entreprennent de diviser Tianjin en « secteurs de protection » sous la responsabilité des différents corps d'occupation⁴⁹⁴. Lors des guerres civiles des années 1920, menaçant à nouveau les positions

486GRÜNFELD, Ernst, *Hafenkolonien und kolonieähnliche Verhältnisse in China, Japan und Korea*, 1913, p. 158

487cf. annexe n° 68

488cf. annexe n° 13

489Elle n'y entretient plus de présence militaire depuis 1910, dans le même mouvement international de retrait du Zhili qui pousse l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie à « dissoudre » leurs corps d'occupation.

490Au lieu de Lutai, qui se trouve un peu au nord-est de ce point. Hangu ne fait pas partie des lieux prévus par le Protocole final de 1901.

491Au lieu de Changli., qui se trouve un peu à l'est de ce point. Lanxien est situé sur la rivière Luan. Lanxien ne fait pas partie des lieux prévus par le Protocole final de 1901.

492GOTTELAND, Mathieu, *les Forces de l'ordre japonaises à Tianjin, 1914-1940 : Un point de vue français*, Éditions de l'Albatros, 2019 (1^{ère} édition 2015), pp. 54-55

493WOODHEAD, H.G.W., MONTAGUE BELL, H.T., *The China Year Book 1914*, London, George Routledge & Sons, 1914, p. 331 ; WILLOUGHBY, Westel W., *Foreign Rights and Interests in China*, Baltimore, 1920, p. 223 ; ESCARRA, Jean, « Droits et intérêts étrangers en Chine », *Revue d'économie politique*, vol. 41, n° 4 (1927), p. 1488 ; TROUCHE, Marcel, *le Quartier diplomatique de Pékin, Étude historique et juridique*, thèse de doctorat, Georges Subervie, Rodez, 1935, pp. 113-114

494*The North-China Herald*, 9 mars 1912, p. 637

étrangères en Chine du Nord, en 1917 (tentative de coup d'État monarchiste⁴⁹⁵), en 1920 (guerre Anhui-Zhili), en 1922 (guerre Zhili-Fengtian), en 1924 (alliance anti-Wu), puis en 1925 (alliance anti-Feng), des mesures identiques sont prises⁴⁹⁶.

Naturellement, les projets russes d'évacuation du Zhili doivent être reportés – prévue à nouveau quelques mois avant la guerre européenne, elle n'est effectuée, en partie, qu'en 1916. De la même manière, l'Allemagne se voit obligé de renforcer le OAMD, malgré la dissolution officielle de son corps d'occupation en 1909. Ce renforcement s'opère cependant *a minima*. Il faut voir dans ces tergiversations et ces demi-mesures un désengagement plus spectaculaire que réel : Qingdao, tout proche, possède une forte garnison, que l'Allemagne peut, au besoin, diriger sur Tanggu, Tianjin et Beijing. Elle compte mille hommes en 1909. Les effectifs réels varient de seize mille cinq cents hommes (1^{er} décembre 1900, OAEK) à quatre mille six cent quatre-vingt-douze (1902, OABB), puis quatre mille deux cent cinquante au moment de la dissolution du OABB ; les sept cent cinquante-huit hommes du OAMD (1905) ne sont plus que quatre cent douze en 1909, mais sont renforcés à nouveau lors de la révolution républicaine. Au 30 juin 1913, le corps d'occupation allemand est présent à Beijing (huit officiers et cent quarante-six hommes), Tianjin (neuf officiers et deux cent soixante-treize hommes) et possède des étapes à Tanggu (deux hommes), Hangu (six hommes), Lutai (sept hommes), Xugezhuang⁴⁹⁷ (six hommes) et Beidaihe (deux hommes). Ces effectifs sont maintenus jusqu'à l'ouverture des hostilités en Europe⁴⁹⁸.

495cf. pp. 354-355

496GOTTELAND, Mathieu, *les Forces de l'ordre japonaises à Tianjin, 1914-1940 : Un point de vue français*, Éditions de l'Albatros, 2019 (1^{ère} édition 2015), pp. 70-104

497Xugezhuang est situé un peu au sud-ouest de Tangshan. Il ne fait pas partie des lieux prévus par le Protocole final de 1901. Les étapes à Hangu, Lutai et Xugezhuang correspondent à la protection du secteur Hangu-Tangshan de la voie ferrée.

498WOODHEAD, H.G.W., MONTAGUE BELL, H.T., *The China Year Book 1914*, London, George Routledge & Sons, 1914, p. 330 ; RATENHOF, Udo, *Die Chinapolitik des deutschen Reiches, 1871 bis 1945*, Boppard am Rhein, H. Boldt, 1987, p. 209

k- La poste allemande, 1900-1914

Avant l'arrivée des étrangers en Chine, la poste n'est pas un service gouvernemental dans l'empire. C'est une entreprise purement privée, qui, d'après Hosea Ballou Morse, donne dans le pays toute satisfaction – hormis le défaut naturel d'une telle organisation, qui est que seule les routes les plus profitables sont correctement desservies. Lorsque certains ports s'ouvrent au commerce et à la résidence des étrangers, naturellement, des services postaux étrangers, gouvernementaux, se mettent en place (les Britanniques ouvrent leur premier bureau en 1834). Ceux-ci connectent les ports ouverts entre eux, et les résidents étrangers en Chine avec l'extérieur. Dans ce cas comme dans celui d'autres usages non prévus par les traités mais qui s'imposent par leur praticité et une forme de consensus entre autorités chinoises et étrangères, telles, notamment, que les concessions elles-mêmes, la tolérance chinoise se mue en privilège étranger. Les puissances impérialistes en font en effet un privilège d'ordre politique et financier, bien que sans base légale. Pour faire face à cette nouvelle perte de souveraineté, le gouvernement chinois décide de créer un service postal national en 1876, comprenant un service chinois et un étranger. Ce dernier, sous l'impulsion de Li Hongzhang et de son conseiller allemand Gustav Detring, est mis en place dans les ports de Chine du Nord en 1878, dans les ports du Yangzi en 1879, et dans tous les ports au nord du Fujian en 1882. Ce service n'est formalisé que par un décret impérial daté du 20 mars 1896, Sir Robert Hart, à la tête des douanes, ayant la responsabilité de sa mise en oeuvre. Les postes impériales deviennent indépendantes des douanes en 1911, et la Chine adhère à l'Union postale internationale en septembre 1914.

Néanmoins, ce long processus se veut aussi accommodant que possible, autant avec le public chinois qu'avec les gouvernements étrangers, qui maintiennent des bureaux concurrents : allemands, américains, britanniques, français, japonais et russes. C'est ainsi que les bureaux de poste allemands se maintiennent jusqu'en 1917 et la rupture des relations diplomatiques entre la Chine et l'Allemagne. Ces différents bureaux sont ouverts, à partir de 1900, d'abord à Shanghai, Hankou, Tianjin et Qingdao. À l'ouverture des hostilités l'Allemagne est la troisième puissance étrangère en terme de nombres de bureaux des poste ouverts en territoire chinois. Elle en possède seize, distribués comme suit : quatre dans le territoire à bail de la baie de Jiaozhou, à Qingdao, Licun, Xifang et Weixian, un à Beijing et onze dans divers ports ouverts, à savoir : Amoy, Fuzhou, Guangzhou, Hankou, Jinan, Nanjing, Shanghai, Shantou, Tianjin, Yantai et Zhenjiang⁴⁹⁹.

⁴⁹⁹Grunenwald, consul d'Allemagne à Hankou, au chancelier du Reich, le comte von Bülow, 19 juillet 1901, BA R901 30915 ; *The North-China Herald*, 14 novembre 1900, p. 1019 ; *id.*, 16 octobre 1903, p. 787 ; WOODHEAD, H.G.W., MONTAGUE BELL, H.T., *The China Year Book 1914*, London, George Routledge & Sons, 1914, pp. 245-268 ; MORSE, Hosea Ballou, *The International Relations of the Chinese Empire*, vol. 3, London & New York, Longmans, Green & Co., 1918, pp. 59-71 ; WILLOUGHBY, Westel W., *Foreign Rights and Interests in China*, Baltimore, 1920, pp. 156-160

1- La politique culturelle de l'Allemagne en Chine : Journaux, écoles, hôpitaux

Il est difficile de parler d'« impérialisme culturel » en ce qui concerne la Chine – hors territoires à bail⁵⁰⁰ et Hongkong. Pour qu'il y ait impérialisme culturel, il faut qu'il y ait contrôle, domination, voire assimilationnisme. Il serait plus juste de parler politique d'influence ou de *soft power*. Néanmoins, il est indéniable que la présence étrangère en Chine, en particulier dans sa dimension impérialiste et sur les microlonies urbaines que sont les concessions, s'accompagne d'une politique culturelle assez volontariste. Cette politique est, comme pour tout aspect de la présence impériale étrangère en Chine, à la fois dirigée vers la population nationale, européenne et chinoise. C'est ainsi que la fondation de journaux allemands en Chine vise aussi bien à installer la présence allemande dans des habitudes de vie métropolitaines, à l'autonomiser vis-à-vis des autres médias étrangers et chinois (et notamment britanniques), à servir le commerce – et l'impérialisme – allemand, mais aussi à influencer l'opinion publique chinoise en lui présentant l'actualité dans un sens allemand et en l'introduisant à la culture allemande. L'entreprise de ce genre la plus connue et au plus grand tirage est l'*ostasiatischer Lloyd*, journal shanghaiën de langue allemande, principal vecteur des intérêts allemands dans le pays. Si aucun journal de ce genre n'existe à Hankou, Tianjin est doté d'un *Tageblatt für Nord-China* (c'est-à-dire : le Quotidien de Chine du Nord) et de sa version hebdomadaire, le *China-Bote* (c'est-à-dire : le Messenger de Chine) depuis janvier 1904. Le quotidien tire à six cents exemplaires. Naturellement, il existe aussi une deutsch-chinesische Druckerei (c'est-à-dire : presse sino-allemande) à Qingdao. S'ajoutent à ces périodiques de langue allemande le *Zhibao* (直报), de langue chinoise, fondé par Hanneken le 26 novembre 1895 à Tianjin (moins d'un mois après la signature du traité cédant la concession allemande) et qui publie jusqu'en 1904. Enfin, en septembre de la même année paraît le *Zhongwai shibao* (中外日报, c'est-à-dire : Journal sino-étranger), publication allemande tirant à plusieurs centaines d'exemplaires, qui se maintient jusqu'à la Première Guerre mondiale⁵⁰¹.

Bien sûr, le système éducatif des nations impériales dans leurs microcolonies concessionnaires est avant tout conçu pour le bénéfice de la population étrangère. Il s'agit de donner aux enfants une éducation de type européenne dans les ports ouverts de Chine, au lieu de devoir, pour cela, les confier à des missionnaires, les envoyer dans la colonie la plus proche, voire jusqu'en métropole. L'Allemagne ne fait, de ce point de vue, pas exception et le Dr Ernst Grünfeld va jusqu'à affirmer que les concessions (allemandes) ne s'accompagnent d'aucun « devoir culturel ». Il est donc

500cf. pp. 106-107

501GRÜNFELD, Ernst, *Hafenkolonien und kolonieähnliche Verhältnisse in China, Japan und Korea*, 1913, p. 166 ; WOODHEAD, H.G.W., MONTAGUE BELL, H.T., *The China Year Book 1914*, London, George Routledge & Sons, 1914, pp. 101-102 ; YU, Shuxiang, 外国人在天津租界所办刊物考略 [Une étude des journaux et périodiques étrangers dans les concessions de Tianjin], *Tianjin shifan daxue xuebao (shehui kexue ban)* [天津师范大学学报 (社会科学版)], vol. 162, n° 3 (2002), pp. 77-8

hors de question de parler ici d'« impérialisme culturel », même à l'échelle concessionnaire. Si, d'ailleurs, le gouvernement affiche sur la question un volontarisme de façade, l'organisation pratique de ces établissements montre bien que ces considérations ne sont pas prioritaires. À Hankou, comme à Tianjin, sont créées des associations scolaires (all. *Schulverein*), qui lèvent des souscriptions et ont pour responsabilité de louer un terrain, construire les bâtiments et dispenser les cours. La métropole ne subventionne ces associations que de façon limitée.

Néanmoins, ces établissements participent du caractère municipal et étranger des concessions (allemandes) en Chine, ainsi que de la qualité de « vitrines » – culturelles – de ces territoires. Par ailleurs, les écoles allemandes de Hankou et de Tianjin admettent des écoliers chinois. On peut donc légitimement considérer qu'elles s'intègrent à une stratégie allemande de *soft power*, bien qu'à une échelle limitée. Notons que ces différentes écoles apparaissent relativement tard. L'école allemande de Tianjin (la Kaiser Wilhelm Schule) est inaugurée le 14 septembre 1913. Une souscription de douze mille taëls pour l'érection de l'école allemande de Hankou est acceptée par le *Schulverein* de ce port le 30 juin 1913 seulement. Un projet similaire a été proposé en octobre 1913 à Beijing, mais ne peut voir le jour en raison de l'ouverture des hostilités en Europe, moins d'un an plus tard. Ça n'est d'ailleurs qu'à la fin de 1913 que les subventions en provenance de métropole passent de quatre cent mille marks à un million cinq cent mille marks pour toutes les écoles allemandes de Chine. Notons que cette même année 1913 voit le lazaret militaire de Beijing transformé en hôpital civil, autre élément important d'influence, sous la direction du Dr Edmund Dipper⁵⁰², qui a fondé un hôpital destiné à un public chinois à Qingdao dès 1901. À Shanghai, port ouvert où la colonie allemande est la plus nombreuse, les enfants de cette nationalité sont confiés au pasteur de l'église luthérienne depuis 1894. Le 16 avril 1911 ouvre une école allemande proprement dite (aussi appelée la Kaiser Wilhelm Schule), construite grâce à des subventions de la métropole, et d'importance assez considérable. Elle compte soixante écoliers à son ouverture, mais peut accueillir jusqu'à deux cent quarante enfants. Elle est ouverte aux étrangers de Shanghai, mais non aux Chinois. Son architecte est un Allemand : Hans E. Lieb. C'est l'une de deux seules écoles étrangères, avec la japonaise. Plus significative au point de vue du *soft power* est la création d'une école allemande de médecine et d'ingénieurs (all. *deutsche Medizin- und Ingenieur-Schule*) sur la concession française de Shanghai en 1907, qui vise elle à former des étudiants chinois⁵⁰³. Une

502Dr Edmund Dipper, né le 7 août 1871 à Widdern, décédé le 8 mars 1933 à Beijing, docteur en médecine 1896, médecin-assistant à Stuttgart, fonde un hôpital à Qingdao à destination d'un public chinois 1901, fonde une clinique à destination de la clientèle européenne dans la même ville 1907, exerce en Allemagne 1908-1913, prend la direction de l'hôpital allemand de Beijing 1913, professeur à l'école de médecine de Beijing 1924

503*The North-China Herald*, 14 septembre 1906, p. 660 ; *id.*, 1^{er} avril 1911, pp. 28-29 ; *id.*, 29 avril 1911, p. 271 ; *id.*, 27 mai 1911, p. 551 ; *id.*, 12 juillet 1913, p. 137 ; *id.*, 20 septembre 1913, p. 889 ; *id.*, 29 novembre 1913, p. 679 ; *id.*, 15 avril 1916, p. 106 ; GRÜNFELD, Ernst, *Hafenkolonien und kolonieähnliche Verhältnisse in China, Japan und Korea*, 1913, pp. 164-165, 205

dernière école ouvre à Chengdu à destination des élèves allemands.

De plus, les Allemands ouvrent, autant du fait des missions que du gouvernement, huit écoles primaires et deux écoles moyennes sino-allemandes à Tianjin, quarante-trois écoles primaires et trois écoles moyennes dans le Shandong, une école primaire dans le Jiangsu, dix-sept écoles primaires et moyennes dans le Jiangxi, une école sino-allemande à Hankou, deux écoles primaires et une école pour les filles aveugles à Changsha, trois écoles primaires dans le Zhejiang, six écoles primaires et moyennes dans le Guangdong. Considérées comme des œuvres de bienfaisance, elles jouissent de la protection chinoise, y compris après 1917⁵⁰⁴.

⁵⁰⁴ARIGA, Nagao, *la Chine et la Grande Guerre européenne du point de vue du droit international*, A. Pedone, Paris, 1920, pp. 198-200

m- Les rapprochements anglo-allemands et la Chine, 1890-1894 et 1898-1901

Les relations entre l'Allemagne et le Royaume-Uni sont généralement considérées comme tendues sur la période, et ce notamment en raison du programme de construction navale allemand et de l'obtention du territoire à bail de Jiaozhou par l'Allemagne. Néanmoins, on remarque deux périodes de « rapprochement » entre ces deux puissances et au point de vue de la politique européenne et mondiale, et dans le cadre spécifiquement chinois. La première de ces périodes commence avec les efforts du prince von Bismarck en 1887, et est poursuivie avec plus de vigueur par le général comte von Caprivi à partir de 1890. Ce dernier prend l'initiative d'un rapprochement anglo-allemand dès le 4 avril 1890 par une lettre envoyée à Lord Salisbury, et très bien accueillie par ce dernier. Trois mois plus tard, les deux puissances signent le traité Helgoland-Zanzibar, évacuant ainsi les principales causes de friction sur le continent africain⁵⁰⁵. Deux questions restent en suspens : les concessions ferroviaires allemandes dans l'Empire ottoman, et la question des Samoa. En effet, l'accord de 1889 faisant de l'archipel un royaume indépendant où l'Allemagne, les États-Unis et le Royaume-Uni ont le droit de maintenir un consulat et une base navale ne suffit pas à maintenir les ambitions de chaque puissance en échec.

C'est notamment sur cette question que se refroidissent à nouveau les relations anglo-allemandes en 1894, à l'occasion de l'avènement à Londres d'un cabinet impérialiste et expansionniste. Ce premier rapprochement est enterré avec la démission forcée de Caprivi en octobre de la même année. De 1894 à 1897, comme nous l'avons vu plus haut⁵⁰⁶, s'étend une période de gouvernement quasi-personnel de la part de Guillaume II. Dans sa partie effective, la politique du nouveau chancelier, le prince Chlodwig zu Hohenlohe-Schillingsfürst, se caractérise par des tentatives de rapprochement avec la France et la Russie. Cette idée d'un rapprochement franco-germano-russe trouve son expression la plus concrète dans la « Triple Alliance d'Extrême-Orient » de 1895. Néanmoins, le gouvernement allemand doit rapidement revenir de ses illusions, et profite de la nervosité anglaise face à la Russie et aux difficultés que le Royaume-Uni rencontre en Afrique du Sud. Il propose en effet en 1898 au cabinet britannique, en échange de son désintéressement dans les affaires sud-africaines, l'annexion par l'Allemagne d'une partie des colonies portugaises du Mozambique et de l'Angola. Du côté britannique, on entrevoit même alors la possibilité d'une alliance des puissances « teutoniques » (Royaume-Uni, Allemagne, États-Unis) dans le monde extra-européen. Cette fois-ci, c'est l'Allemagne qui tient à garder sa liberté d'action, attitude qui est confortée par l'état de l'opinion publique allemande au moment de la guerre des Boers (1899-1902), enterrant ainsi le projet d'accord sur l'Angola, mais pas encore le second rapprochement anglo-

505cf. p. 32

506cf. p. 34

allemand. C'est à la suite de ce second échec que se conclue l'alliance anglo-japonaise en 1902, et que la marine allemande, pour sa part, entreprend des patrouilles régulières sur le Yangzi.

En Chine, les difficultés africaines du Royaume-Uni facilitent d'autant plus le rapprochement anglo-allemand qu'il s'agit pour les Britanniques de contrer urgemment les ambitions russes en Mandchourie. Ainsi et suite aux rapides désillusions sur la Triplique d'Extrême-Orient, deux prêts anglo-allemands sont signés au bénéfice de la Chine en 1896 et 1898, faisant contrepoids en termes d'influence au prêt franco-russe de 1895. De même, le projet de chemin de fer Tianjin-Beijing est attribué au début de l'année 1896 à un consortium anglo-allemand. Les efforts allemands en Chine, s'ils se concentrent sur les concessions de Tianjin et de Hankou en 1895, puis sur le Shandong en 1897-1898, ne se limitent pas à ces zones. Le bassin du Yangzi, dorsale économique de l'empire chinois, est considéré comme relevant d'un intérêt majeur par une Allemagne dont le commerce de Chine commence à donner des signes d'essoufflement. La primauté britannique dans la région n'est certes pas négociable, mais les circonstances internationales facilitent le travail du gouvernement allemand, qui entre en négociations sur le sujet avec Londres dès la mi-juin 1900. Si l'Allemagne s'est servie avec relativement d'habileté des ambitions russes en Mandchourie lors de l'occupation de Qingdao pour se couvrir vis-à-vis du Royaume-Uni, c'est alors le Royaume-Uni qui, en Chine, a besoin d'un partenaire pour contrecarrer les efforts des Russes. Un accord est donc signé le 16 octobre 1900 qui, en reconnaissant la nécessité de maintenir l'intégrité du territoire chinois et en réaffirmant le principe de la « porte ouverte », maintient les privilèges exclusifs allemands dans le Shandong. L'accord place l'Allemagne sur un pied d'égalité avec les grandes puissances dans le reste du territoire chinois, y compris donc dans le bassin du Yangzi. C'est d'ailleurs devant le constat que l'Allemagne refuse, en 1901, de s'opposer frontalement aux avancées des Russes en Chine qu'est définitivement enterré le rapprochement anglo-allemand.

Ce rapprochement est encore visible dans deux entreprises emblématiques. D'abord, le chemin de fer Tianjin-Pukou, dont le projet relève moins d'une véritable coopération impériale que d'une reconnaissance mutuelle des intérêts anglais et allemands. En effet, en 1897, le gouvernement chinois émet le souhait de construire une ligne de chemin de fer allant de Tianjin à Zhenjiang, via Jinan, les étrangers étant libres de concourir au capital. Cela fait immédiatement l'objet d'une protestation allemande, en raison des droits exclusifs revendiqués dans la province du Shandong. Un consortium allemand fait alors la contre-proposition de financer la construction du chemin de fer de Tianjin jusqu'au bassin du Yangzi, mais se heurte cette fois aux intérêts britanniques dans la région. Finalement un accord est trouvé entre les trois partis et ratifié par un décret impérial du 24 mai 1899. La HSBC comme la deutsch-asiatische Bank doivent alors participer au financement de l'entreprise. L'Allemagne devait entreprendre la construction de la section nord, de Tianjin à la

frontière sud du Shandong. Néanmoins, ce projet est arrêté par la guerre des Boxers, et ne peut reprendre qu'en 1906. Les négociations s'étendent jusqu'en 1908. L'emplacement de la gare tientsinoise de ce chemin de fer a donné lieu à l'entente que l'on sait entre les concessions allemande et anglaise, comme nous l'avons vu plus haut⁵⁰⁷. Enfin, mentionnons une célèbre brasserie, qui est toujours aujourd'hui en activité, fondée en 1903 sous le nom de Germania, et connue aujourd'hui sous celui de Tsingtao. L'entreprise, l'une des principales du territoire à bail de la baie de Jiaozhou, est en effet à capital anglo-allemand. Le pouvoir symbolique d'une telle combinaison est évidemment appréciable⁵⁰⁸.

507cf. pp. 86-87

508MORSE, Hosea Ballou, *The International Relations of the Chinese Empire*, vol. 3, London & New York, Longmans, Green & Co., 1918, pp. 89-90 ; RATENHOF, Udo, *Die Chinapolitik des deutschen Reiches, 1871 bis 1945*, Boppard am Rhein, H. Boldt, 1987, pp. 111, 135, 140, 164-167, 219 ; MOMMSEN, Wolfgang J., *Großmachtstellung und Weltpolitik, Die Außenpolitik des Deutschen Reiches 1870 bis 1914*, Frankfurt am Main, 1993, pp. 112-113, 117-123, 152-157 ; HEROLD, Heiko, *Deutsche Kolonial- und Wirtschaftspolitik in China 1840 bis 1914, unter besonderer Berücksichtigung der Marinekolonie Kiautschou*, Ozeanverlag Herold, Köln, 2004, pHEROLD, Heiko, *Deutsche Kolonial- und Wirtschaftspolitik in China 1840 bis 1914, unter besonderer Berücksichtigung der Marinekolonie Kiautschou*, Ozeanverlag Herold, Köln, 2004, p. 56 ; SCHÖLLGEN, Gregor, *Deutsche Außenpolitik von 1815 bis 1945*, C.H. Beck, München, 2013, pp. 69-71, 76, 78, 83

n- Le rapprochement germano-turc, 1898-1914

Il est difficile d'estimer la population musulmane des différentes régions du globe à la période qui nous occupe. D'après les estimations du Prof. Martin Hartmann, en 1909, les Indes comptent environ soixante-quinze millions de musulmans, auxquels s'ajoutent seize millions d'habitants d'autres parties de l'empire britannique, faisant de ce dernier la première puissance musulmane mondiale. Suivent les Pays-Bas, avec trente millions de musulmans environ, dans l'archipel malais, la Chine et ses vingt-trois millions et demi de musulmans⁵⁰⁹, l'Empire ottoman et ses dix-huit millions de musulmans, et la France, à dix-sept millions. Fermant la liste des puissances de plus d'un million d'habitants musulmans, la Perse, qui en compte un peu moins de neuf millions, la Russie et l'Allemagne, chacune à environ huit millions et demi de musulmans, le Maroc, à huit millions, et l'Afghanistan, à quatre millions et demi⁵¹⁰. Sean McMeekin donne par ailleurs pour l'Allemagne le chiffre beaucoup plus modeste de deux millions et demi de musulmans en 1900⁵¹¹.

L'Allemagne est une puissance musulmane de second ordre ; sa population de cette confession habite principalement l'Afrique de l'Est (future Tanzanie continentale). Ajoutons que les chiffres de la population musulmane des alliés de la Triple Alliance sont relativement négligeables. L'Autriche-Hongrie comme l'Italie comptent chacune environ un demi million de nationaux musulmans, principalement en Bosnie-Herzégovine (occupée depuis 1878, annexée en 1908) pour la première, en Érythrée et en Somalie italienne pour la seconde. À cette situation démographique s'ajoutent les empiètements territoriaux anglais, français et russe au cours du siècle précédent, notamment en Algérie (France, à partir de 1830), en Grèce (indépendance obtenue partiellement grâce à l'intervention anglo-franco-russe, 1830), en Serbie (indépendance obtenue par la Russie, 1878), en Bulgarie (autonomie obtenue par la Russie, 1878, indépendance, 1908), en Tunisie (protectorat français, 1881), en Égypte (occupation anglaise, 1882), ou encore au Maroc (protectorat français, 1912). Il n'est donc pas étonnant qu'on ait pu dire du sultan Abdül Hamid II qu'il ressentait « de la haine pour la Russie, du mépris pour la France et la peur de la Grande-Bretagne »⁵¹². Un rapprochement avec l'Allemagne est, on le voit, tout à fait dans les intérêts d'un Empire ottoman en quête de soutiens internationaux. Cet état de fait est encore renforcé lors coup d'État de 1908 qui, en remettant le pouvoir aux mains d'un comité secret de patriotes, les Jeunes

509Les chiffres varient en général entre quinze et vingt-cinq millions de musulmans. cf. « l'Ambassade turque en Chine », *ostasiatischer Lloyd*, 21 juin 1901, CADN Pékin 243bis Concernant les statistiques chinoises, cf. le paragraphe suivant.

510Ministère des Affaires étrangères, Direction des Affaires politiques et commerciales, Bureau des communications, *Population de l'Islam*, 13 juin 1909, CADN Pékin 243 ; Les chiffres, très approximatifs dans le document original, ont à nouveau été arrondis ici au demi million près.

511McMEEKIN, Sean, *The Berlin-Baghdad Express*, Penguin, London, 2010, p. 16

512KENT, Marian, « The Late Ottoman Empire », in KENT, Marian (éd.), *The Great Powers and the End of the Ottoman Empire*, London, 1984, p. 11, cité in LÜDKE, Tilman, *Jihad made in Germany, Ottoman and German Propaganda and Intelligence Operations in the First World War*, Lit, Münster, 2005, p. 19

Turcs, ne pouvait que tendre les relations entre l'Empire ottoman et ses rivaux européens.

Pour sa part, Guillaume II est marqué par sa réception splendide à Constantinople⁵¹³, en 1889, deuxième année de son règne. Après avoir négligé le sujet pendant neuf années, l'empereur allemand se réintéresse à la question proche-orientale, et décide une tournée à Constantinople, mais aussi Rhodes, Malte, Jérusalem, au Liban et à Damas. Cette visite-là est couronnée par le célèbre discours de Damas, prononcé le 8 novembre 1898, dans lequel il se proclame le protecteur de trois cent millions de musulmans. Il semble, d'après sa correspondance d'alors avec le tsar, qu'il ait d'ores-et-déjà envisagé la possibilité d'un jihad mondial comme arme contre l'empire britannique. C'est aussi de cette visite que datent les rumeurs de la conversion de l'empereur à l'islam, certes infondées, mais largement colportées à travers le Moyen-Orient ; c'est aussi d'elle que date la vision pan-germaniste d'un *Drang nach Osten*. Celui-ci est concrétisé dès l'année suivante par le projet du chemin de fer de Bagdad, concédé à Siemens, et dont la construction commence en 1903. Notons donc ici qu'il est dans l'intérêt de l'Allemagne, notamment afin de ne pas limiter l'expansion économique allemande dans la région, de maintenir l'indépendance *de jure* et l'intégrité territoriale de l'Empire ottoman. Cette dynamique de rapprochement germano-turc se poursuit tout au long de la période et trouve son apogée dans la conclusion d'une alliance, au début de la Première Guerre mondiale⁵¹⁴.

513Auj. İstanbul

514SNOUCK HURGRONJE, CHRISTIAAN, *THE HOLY WAR MADE IN GERMANY*, G.P. PUTNAM'S SONS, NEW YORK, 1915, p. 41 ;
MCMEEKIN, Sean, *The Berlin-Baghdad Express*, Penguin, London, 2010, pp. 7-18

o- L'Allemagne, l'Empire ottoman et la Chine, 1901-1914

Les relations trilatérales entre Allemagne, Empire ottoman et Chine sont principalement axées autour de deux questions : Le panislamisme et la protection. Au tournant du XIX^e et du XX^e siècle, la situation de l'islam en Chine est difficile à évaluer, notamment en ce qui concerne le nombre de musulmans et leur rapport à la population générale. D'après Dabry de Thiersant, dans un ouvrage datant de 1878 faisant alors autorité, notamment dans le service diplomatique français, les Chinois musulmans (qu'il s'agisse de Hui, c'est-à-dire des Chinois Han pratiquant l'islam⁵¹⁵, ou d'autres minorités ethniques, tels que les Ouïghours), la Chine compterait alors vingt millions de musulmans. Sir Monier Monier-Williams⁵¹⁶ donne lui le chiffre de cinquante millions et Vasilij Pavlovich Vasil'ev⁵¹⁷, celui de quatre-vingt millions. Le missionnaire américain Marshall Broomhall estime la population musulmane totale en 1910 de cinq à dix millions seulement.⁵¹⁸ Suite à l'intérêt renouvelé de la France pour la question musulmane en Chine (cf. plus bas), une enquête et un recensement sont entrepris par ses consulats, bien que les provinces les plus importantes y échappent. D'après ce recensement partiel, la population musulmane de Chine s'élèverait à environ quinze millions en 1901-1902. La vérité se situe probablement entre cette estimation basse et le chiffre avancé par le Prof. Hartmann, soit de quinze à vingt-cinq millions de musulmans, en Chine propre et dans les dépendances extérieures, notamment dans le Turkestan oriental, dit aussi Turkestan chinois ou Xinjiang, le Gansu, le Yunnan – le consul de France à Mengzi estime la population musulmane du Yunnan « de façon très vague » comme pouvant atteindre de trois cent à cinq cent mille personnes en 1902⁵¹⁹ – et la Mandchourie (surtout dans sa partie méridionale). D'autres centres musulmans importants sont le Zhili (estimation française : sept cent mille musulmans⁵²⁰), le Shandong (estimation française : quatre-vingt-dix à quatre-vingt-douze mille musulmans⁵²¹), et Beijing (estimation française : quatre-vingt-mille musulmans à Beijing-même, deux cent mille avec l'agglomération⁵²²).

La tradition veut qu'un compagnon du prophète Mohammed, Sa'd ibn Abi Waqqas, ait été reçu à l'empereur à Xian en 651. Il aurait été accompagné de trois mille musulmans. Une autre tradition veut que Wahab ibn Abi Kabsha ait atteint Guangzhou dès l'an 629. Cette population

515La question est en réalité plus complexe, le terme « hui » recoupant différentes réalités d'un point de vue ethnique.

516Sir Monier Monier-Williams, *Buddhism, in its connexion with Brahmanism and Hinduism, and in its contrast with Christianity*, 1889

517Traduit en anglais en 1958 et publié à Washington chez R. Lowenthal. Nous n'avons pas retrouvé l'édition originale russe, qui date probablement des années 1880.

518BROOMHALL, Marshall, *Islam in China: A Neglected Problem*, China Inland Mission, 1910

519C. Sainton, consul de France à Mengzi, à Beau, ministre de France à Beijing, 22 avril 1902, CADN Pékin 243

520Consul de France à Tianjin à Beau, ministre de France à Beijing, 20 juin 1902, CADN Pékin 243

521A. Guérin, vice-consul de France à Yantai, à Beau, ministre de France à Beijing, 28 septembre 1901, CADN Pékin 243

522Charles-Eudes Bonin, « l'Islam en Chine », 18 septembre 1901, expédié par le ministre de France à Beijing au ministère des affaires étrangères le 3 octobre 1901, CADN Pékin 243 bis

initiale se serait diversifiée et accrue du IX^e au XV^e siècle principalement par le moyen de diverses migrations et invasions. La route de la soie a contribué à cette dynamique, et d'après la relation du voyage du frère Bento de Góis de l'Hindoustan à Fuzhou en 1590, les musulmans du Gansu étaient alors en relations avec ceux de l'Inde centrale⁵²³. Malgré ces liens, l'éloignement géographique tend à faire évoluer l'islam chinois vers l'hétérodoxie, de telle manière que dans certaines communautés, l'exercice de cette religion ne se fait plus sentir que par l'abstention de manger du porc et la prière en direction de La Mecque. Par ailleurs, la connaissance de l'arabe tend à se perdre, et aucune traduction complète du Quran en langue chinoise n'existe avant 1927. La traduction publiée à cette date est d'ailleurs ignorée par les croyants. Une seule tentative la précède, au milieu du XIX^e siècle⁵²⁴. Les imams chinois souhaitent utiliser l'intensification des communications et des échanges entre la Chine et le monde occidental pour revenir à une certaine orthodoxie⁵²⁵.

Le sultan Abdül Hamid II, pour sa part, promet, afin de défendre l'intégrité de l'Empire ottoman contre les agressions européennes, un panislamisme porté par le « khalifat » et le « khadimat ». Le titre de « calife » est porté par les sultans ottomans depuis la conquête de l'Égypte, en 1517, mais est tombé en désuétude jusqu'au règne d'Abdül Hamid II. Le calife, commandeur des croyants, est le chef spirituel de la communauté des musulmans ou *oumma*. Le khadimat, c'est-à-dire la protection des lieux saints de l'islam (de l'arabe خَادِمُ الْحَرَمَيْنِ الشَّرِيفَيْنِ, *Khadim al-Haramayn as-Sarifayn*), est acquis à la même époque. Cette politique prend toute son ampleur après la guerre gréco-turque de 1897 qui se solde par une victoire ottomane – du moins sur le plan militaire. Des obstacles sérieux préfigurent ceux rencontrés lors de la guerre mondiale – notamment en Arabie et au Yémen – mais n'affaiblissent pas les efforts ottomans.

La Chine n'est pas une cible prioritaire pour le panislamisme du sultan-caliphe, notamment parce que la connaissance de cette région et de sa population musulmane est alors très partielle. En 1900, seuls sont connues de l'État turc les communautés musulmanes du Yunnan et du Turkestan oriental, principalement en raison des révoltes du sultan Sulayman⁵²⁶ de Dali (1856-1872) et de Yaqub Beg⁵²⁷ à Kashgar (1867-1877), le mouvement de ce dernier ayant fait appel au soutien du

523 Charles-Eudes Bonin, « l'Islam en Chine », 18 septembre 1901, expédié par le ministre de France à Beijing au ministère des affaires étrangères le 3 octobre 1901, CADN Pékin 243 bis ; Consul de France à Tianjin à Beau, ministre de France à Beijing, 20 juin 1902, CADN Pékin 243 ; « Note sur la question musulmane », mars 1906, CADN Pékin 243 ; William Bacon Pettus, « Mohammedism in Nanking, Notes on a Winter's Reading. Observations and Conversations among the Moslems », *The Chinese Recorder*, juillet 1908, pp. 395-402, CADN Pékin 243

524 L'auteur en est un Yunnanais, Ma Dexin. Il laisse sa traduction inachevée. PETERSEN, Kristian, « Qur'anic Interpretation in China », in *Oxford Islamic Studies Online*, <http://www.oxfordislamicstudies.com/article/opr/t343/e0154> (accédé le 16 janvier 2015)

525 P. Bons d'Anty, consul général de France, délégué du ministère des affaires étrangères à Chengdu, au ministère des affaires étrangères, 14 décembre 1907, confidentiel, CADN Pékin 243

526 Il s'agit de Sulayman ibn Abd-ar-Rahman, ou sous son nom chinois Du Wenxiu. cf. ATWILL, David G., *The Chinese Sultanate: Islam, Ethnicity, and the Panthay Rebellion in Southwest China, 1856-1873*, Stanford University Press, 2005

527 cf. BOULGER, Demetrius Charles, *The Life of Yakoob Beg; Athalik Ghazi, and Badaulet; Ameer of Kashgar*, London,

Royaume-Uni, de la Russie, mais aussi de l'Empire ottoman avant d'être réduit par les autorités centrales. À ce manque d'intérêt s'ajoute une situation financière alors désastreuse à Constantinople⁵²⁸.

Ces deux facteurs expliquent les réticences et les tergiversations du gouvernement ottoman qui annonce et repousse à plusieurs reprises une expédition diplomatico-militaire turque en Chine entre décembre 1900 et mai 1901, sous la pression de l'Allemagne. Cette dernière aurait même suggéré l'envoi de huit bataillons ottomans afin de participer à la répression des Boxers. Le motif officiel de cette mission est bien sûr lié à la toute récente guerre des Boxers. Il est d'abord question de persuader les musulmans de Chine, au nom du sultan-calife, de ne pas rejoindre les rangs de la société secrète ; puis d'éviter un soulèvement musulman au Gansu qui aurait eu lieu en réaction au projet d'expédition militaire allemande à Xian, où se trouve alors la cour impériale chinoise ; enfin, « d'accroître le prestige de la Turquie en Extrême-Orient⁵²⁹ » – et, probablement, celui du maréchal-comte von Waldersee. Le départ de la mission est enfin annoncé le 1^{er} mai 1901, et elle parvient un mois plus tard à Shanghai. Elle est composée d'Enver Paşa⁵³⁰, alors aide-de-camp du sultan, d'une femme qu'il présente comme son épouse⁵³¹, d'un capitaine, de deux secrétaires, de deux mollahs, de deux soldats turcs et de domestiques.

Le budget squelettique octroyé à la mission par le Trésor ottoman (cinq cents livres turques) est d'abord compensé par le convoi gratuit de la mission sur la malle allemande. Jusqu'à Suez, Enver est reçu par les consuls allemands, qui n'ont ensuite plus d'instructions pour lui. Arrivé à Shanghai, il doit même demander au consul allemand du port ouvert de télégraphier à légation d'Allemagne à Beijing, qui semble-t-il ne donne pas de réponse. Il aurait alors reconnu avoir été « grossièrement lâché » par les Allemands. Logé dans un hôtel de la concession française de Shanghai sur lequel flotte le drapeau ottoman, il est aussi courtoisé par les Britanniques et les Russes durant son court séjour de trois semaines. Humilié et à court d'argent, il doit demander son rappel, et revient en Turquie par la Russie le 22 juin. Cet événement, très symbolique, est sous-estimé dans ses conséquences pour des raisons évidentes : la mission, très courte, désargentée, qui n'atteint

W.H. Allen & Co., 1878

528Auj. İstanbul

529Communication gouvernementale ottomane du 2 janvier 1901, citée par Charles-Eudes Bonin, « l'Islam en Chine », 18 septembre 1901, expédié par le ministre de France à Beijing au ministère des affaires étrangères le 3 octobre 1901, CADN Pékin 243 bis

530İsmail Enver Paşa, né le 22 novembre 1881 à Constantinople (auj. İstanbul), décédé le 4 août 1922 à Buxoro, effectue ses études en Allemagne, entre dans l'armée, est stationné en Macédoine 1902, rejoint les Jeunes Turcs 1906, instiguit le coup d'État de 1908, attaché militaire à Berlin 1909, dirige la guérilla en Tripolitaine contre les Italiens 1911-1912, instiguit un second coup d'État et installe un triumvirat, dont il fait partie, et qui obtient les pleins pouvoirs 1913, démissionne et s'enfuit en Allemagne 1918, tente de créer un Turkestan indépendant 1920-1922

531Sa véritable ou première épouse est turque, tandis que cette femme est la fille d'un Levantin et d'une Autrichienne, élevée à l'européenne. cf. Charles-Eudes Bonin, « l'Islam en Chine », 18 septembre 1901, expédié par le ministre de France à Beijing au ministère des affaires étrangères le 3 octobre 1901, CADN Pékin 243 bis

jamais la capitale, ne touche qu'à un port ouvert où vivent deux à trois cents musulmans chinois et une cinquantaine de Levantins, sujets du sultan ; nous l'avons vu, la connaissance turque de la Chine est très lacunaire, et le consulat français de Shanghai se voit même obligé de prêter quelques manuels à Enver sur la population musulmane de Chine, dont le livre de Dabry de Thiersant mentionné plus haut. L'évènement en lui-même n'aurait peut-être pas eu d'autre importance s'il n'avait éveillé les intérêts de la Chine pour la Turquie, de la Turquie pour la Chine, et des puissances impérialistes – France, Royaume-Uni, Russie, Allemagne – dans ce derniers pays pour l'élément musulman de sa population⁵³².

Dès juin 1902, un agent secret du sultan, Mohammed Ali, se rend à Beijing où il s'entretient en arabe avec les imams de la métropole. Il se donne comme « prêtre touriste », mais s'occupe notamment des négociations avec les autorités japonaises quant à l'érection d'une mosquée à Yokohama pour la petite communauté musulmane – une trentaine d'Hindous, d'Arabes et de Persans – de la ville. Il fait par ailleurs connaître à l'explorateur français Charles-Eudes Bonin⁵³³ qu'il transmet les renseignements recueillis par lui à un certain Haki Bey, fonctionnaire du ministère des affaires étrangères à Constantinople⁵³⁴. En 1907, c'est le mufti de Beijing qui se rend à la capitale turque et rencontre le sultan ; en réponse, le gouvernement turc décide de l'envoi d'une mission à caractère religieux, l'année suivante. Cette dernière mission n'hésite d'ailleurs pas à publier dans les journaux turcs le résultat de ses investigations, selon lesquelles les musulmans de Chine ne seraient pas moins de soixante-dix millions. Enfin, des ouvertures sont faites au ministre de Chine à Sankt-Peterburg en 1911 afin d'établir une légation ottomane à Beijing ; ces dernières sont cependant rapidement rejetées⁵³⁵. C'est que cette question recoupe aussi l'autre point de contact entre les relations sino-allemandes et sino-turques, à savoir la protection, tant celle des intérêts ottomans en Chine que des sujets musulmans de ce pays.

532« l'Ambassade turque en Chine », *Ostasiatischer Lloyd*, 21 juin 1901, CADN Pékin 243 bis ; Charles-Eudes Bonin, « l'Islam en Chine », 18 septembre 1901, expédié par le ministre de France à Beijing au ministère des affaires étrangères le 3 octobre 1901, CADN Pékin 243 bis

533Charles-Eudes Bonin, né le 26 juin 1865 à Poissy, décédé le 29 septembre 1929 à Barcelona, chef du cabinet du préfet de l'Ille-et-Vilaine 1888, du Calvados 1889, vice-résident de France en Indochine 1893, voyage d'exploration au Laos 1895-1896, à travers la Chine 1898-1900, consul 1901, secrétaire d'ambassade 1902, ministre de France à Tehran 1918, à Lisboa 1921, chef du service des archives du ministère des affaires étrangères ; cf. notamment : *Voyage de Pékin au Turkestan russe: par la Mongolie, le Koukou-nor, le Lob-nor et Dzoungarie*, Masson, 1909

534Auj. İstanbul

535Ministre de France à Beijing à Delcassé, ministre des affaires étrangères, 18 juin 1902, CADN Pékin 243 bis ; Ambassadeur de France à Constantinople au ministre des affaires étrangères, 1^{er} septembre 1907, CADN Pékin 243 ; P. Bons d'Anty, consul général de France, délégué du ministère des affaires étrangères à Chengdu, à Boissonas, ministre de France à Beijing, 14 décembre 1907, CADN Pékin 243 ; A. Defrance, ministre des affaires étrangères, à Bapst, ministre de France à Beijing, 25 février 1908, CADN Pékin 243 ; Ministre de France à Constantinople au ministre des affaires étrangères, 14 mars 1908, CADN Pékin 243 ; Feit, consul suppléant gérant le consulat de France à Shanghai, à E. Bapst, ministre de France à Beijing, 8 juillet 1908, CADN Pékin 243 ; Ministre de France à Beijing au ministre des affaires étrangères, 11 août 1911, CADN Pékin 243

p- La question de la protection

On entend par « protection » plusieurs dispositions qui, si certaines sont légalement normales ailleurs dans le monde, constituent toutes de nouveaux empiètements sur la souveraineté chinoise. La manière commune d'entendre ce mot de « protection » en droit international, est alors de l'appliquer aux habitants des colonies et des protectorats d'une puissance donnée. Les Indochinois, qu'ils relèvent de la juridiction de la colonie française de Cochinchine, ou de l'un des protectorats français sur l'Annam, le Tonkin, le Laos ou le Cambodge, sont ainsi, vis-à-vis de toute puissance étrangère, considérés comme « protégés de la France »⁵³⁶. Une conséquence directe est, dans le contexte chinois, que tout Indochinois – et de façon générale tout ressortissant d'une colonie ou d'un protectorat d'une puissance ayant signé un traité avec la Chine – doit être considéré comme Français d'un point de vue légal – ou comme ressortissant de la puissance protectrice de chaque cas particulier – notamment et par exemple du point de vue de l'extraterritorialité.

Par ailleurs, et dans le contexte spécifiquement chinois, un usage (abusif) s'est progressivement introduit permettant aux sujets d'une nation sans traité de requérir la « protection » d'une nation ayant signé un traité avec la Chine. Les représentations consulaires de la puissance protectrice délivre alors à ces individus des passeports rédigés de façon à ce que les autorités chinoises leur reconnaissent la nationalité de ladite puissance. Trois cas de figure existent :

- Dans le cas le plus sûr légalement, une nation confie formellement, ou la protection de ses intérêts en Chine, ou bien celle de ses nationaux. Dans le cas où elle confie la protection de ses intérêts, les représentations diplomatiques de la puissance protectrice doivent arborer le pavillon de la nation dont elle assume les intérêts, et ses consulats sont habilités à produire des actes au nom de cette nation. Dans l'autre cas de figure, malgré l'acte formel, il ne s'agit que d'assurer aux nationaux concernés l'obtention des privilèges spéciaux que permettent la plupart des traités bilatéraux sino-étrangers, les consulats n'arborant pas le pavillon étranger, et se réservant malgré tout, en règle générale, le droit de refuser de protéger tel ou tel ressortissant de la nation demandeuse qui lui paraîtrait indésirable.
- Dans l'autre cas, il s'agit simplement du fait unilatéral d'une nation à traité en Chine, qui étend bénévolement et à ses propres conditions sa protection sur tels ou tels ressortissants d'une nation sans – et parfois même avec – traité avec la Chine, toujours dans le but de leur étendre les droits et privilèges réservés notamment à ses propres nationaux.

Les représentations françaises sont particulièrement prolifiques sous ce rapport, et tous les consulats de France en Chine sont rarement eux-mêmes très au fait de la protection qu'ils peuvent,

⁵³⁶Sur la question spéciale de savoir si les habitants des territoires à bail peuvent être considérés comme des protégés des puissances locataires, Soulié de Morant tranche la question de façon positive (SOULIÉ, Georges, *les Droits conventionnels des étrangers en Chine*, Paris, Léon Tenin, 1916, pp. 129-130).

doivent accorder, ou accordent traditionnellement aux ressortissants de telle ou telle nationalité. Certains rapports consulaires n'hésitent pas à rappeler que la France a l'habitude d'agir ainsi vis-à-vis de tous les ressortissants des nations sans traité avec la Chine⁵³⁷.

D'après Soulié de Morant – nous étudions plus loin le cas particulier des ressortissants ottomans, les Suisses peuvent se placer sous la protection de l'Allemagne ou de la France, sans pouvoir altérer leur choix, depuis 1912, les Grecs, sous la protection de la France, depuis 1901, les Monégasques, les Siamois, sous la protection de la France, les Perses, sous la protection du Royaume-Uni ou de la Russie, les Serbes, les Monténégrins, les Roumains, les Bulgares, sous la protection de la Russie, les Saint-Marinais, sous la protection de l'Italie, les Luxembourgeois enfin, sous la protection des Pays-Bas. Ce recensement est effectué en 1916 et ne concerne que les actes formels de gouvernement à gouvernement⁵³⁸. Dans le cas des Portugais, par exemple, la situation est spécifique à chaque consulat, ceux-ci étant placés tantôt sous la protection de la France, tantôt sous celle du Royaume-Uni⁵³⁹. Un autre recensement, entrepris par le consul de France à Tianjin en juin 1920, donne comme protégés de la France : les Yougoslaves, les Tchécoslovaques, les Roumains, les Suisses, les Grecs, les Ottomans, les Arméniens-Turcs, les Syriens, les Égyptiens, les Polonais, les Persans, les Sarrois, les Ukrainiens et d'autres sujets anciennement russes⁵⁴⁰.

Car cette question de la protection se complique encore par son application, non pas seulement au titre d'une nationalité, mais encore d'une ethnicité ou d'une religion. Pour cette raison, il n'est possible de dresser qu'une liste très partielle des protections accordées par les différentes puissances impérialistes aux étrangers en Chine, les archives étant par ailleurs très lacunaires sur ce sujet. Il est néanmoins possible d'affirmer que des minorités telles que les Alsaciens-Lorrains, en principe ressortissants allemands de 1871 à 1914, les Polonais⁵⁴¹, qui peuvent être ressortissants allemands, austro-hongrois ou russes jusqu'en 1918, ou encore de façon assez vague certains peuples des Balkans⁵⁴² et minorités de l'Empire ottoman – les critères se recoupant parfois avec la religion, comme dans le cas des « Arméniens-Turcs » ou des juifs allemands – se sont vues accorder la protection de la France de façon sélective.

En effet, dès son arrivée dans le pays, la France accorde sa protection aux missions et aux missionnaires chrétiens en Chine. Cette disposition continue la politique traditionnelle française au

537« Note sur la question musulmane », mars 1906, CADN Pékin 243

538SOULIÉ, Georges, *les Droits conventionnels des étrangers en Chine*, Paris, Léon Tenin, 1916, pp. 128-129

539Ministre des affaires étrangères à Bapst, ministre de France à Beijing, 31 août 1906, CADN Pékin 57 bis

540E. Saussine, consul de France à Tianjin, à G. Maugras, ministre de France à Beijing, 20 juin 1920, CADN Pékin 57 bis

541August Skarbowski, président de l'Union pour l'indépendance polonaise, au ministère des affaires étrangères chinois, 5 février 1919, CADN Pékin 57 bis

542Notion vague qui va parfois jusqu'à comprendre la totalité des peuples slaves d'Europe médiane, comme au Yunnan. Gérant du consulat de France à Mengzi à Bapst, ministre de France à Beijing, 29 janvier 1908, CADN Pékin 57 bis

Proche et au Moyen-Orient. Le contexte chinois permet à cette puissance, mais aussi aux États-Unis, au Royaume-Uni et à la Russie d'inscrire dans les traités qu'ils signent avec la Chine à partir de 1858 des clauses affirmant le droit des Chinois à pratiquer la religion chrétienne, à s'y convertir, la sécurité absolue de leurs biens et de leurs personnes, et donnant à cette portion de la population le droit de recourir à la protection de ces nations étrangères en cas de persécutions⁵⁴³. Cette bizarre disposition de la « protection » est considérée comme un outil d'influence, et fait en tant que tel l'objet d'une concurrence entre les principales puissances impérialistes en Chine ; malgré les réticences périodiques de certains consuls, qui craignent le mal fait à la bonne réputation de la nation qu'ils représentent, mais aussi la charge de travail supplémentaire et les conflits qu'elle crée inévitablement avec les autorités chinoises⁵⁴⁴.

543SOULIÉ, Georges, *les Droits conventionnels des étrangers en Chine*, Paris, Léon Tenin, 1916, p. 129

544Kammerer, consul suppléant de France à Hankou, à Dubail, ministre de France à Beijing, 9 juin 1905, CADN Pékin 57 bis ; E. Saussine, consul de France à Tianjin, à G. Maugras, ministre de France à Beijing, 20 juin 1920, CADN Pékin 57 bis

q- La question de la protection, les musulmans de Chine et les intérêts ottomans dans ce pays, 1901-1914

La mission manquée d'Enver Paşa en 1901 semble révéler à ces puissances impérialistes le potentiel que représente pour elles l'islam de Chine. Les velléités britanniques et russes semblent, de ce point de vue, être de courte durée. Néanmoins, les agents diplomatiques français se lancent dans un travail d'enquête et d'influence approfondi envers les musulmans de Chine, indifféremment de leur ethnie ou de leur nationalité. Ce travail, aidé notamment par l'explorateur Charles-Eudes Bonin, qui fait office d'intermédiaire avec certaines autorités religieuses, consiste par exemple à ménager les intérêts des musulmans chinois dans les projets d'aménagement des concessions françaises, à Shanghai et à Tianjin⁵⁴⁵ ; en l'intercession des consuls français auprès des autorités provinciales chinoises, dans l'intérêt des communautés musulmanes ; ou encore à aider les tentatives de réformation religieuse d'imams chinois, pour qui le principal attrait du panislamisme est la perspective d'un retour à une certaine orthodoxie. À Mengzi, les Français tentent dans ce but d'implanter une mission formée en Algérie, bien que sans succès⁵⁴⁶.

Étonnamment, ces efforts français laissent d'abord indifférents les Allemands en Chine, qui sont pourtant les premiers soutiens du panislamisme ottoman. Il faut attendre l'année 1908 pour que l'intérêt allemand pour l'élément musulman de la population chinoise s'éveille véritablement. Plusieurs facteurs peuvent expliquer ce retournement. D'une part, les efforts français aboutissent en 1906 à la proposition d'un collège d'imams pékinois de pétitionner le sultan-calife afin de confier à la France la protection de l'islam de Chine ; par ailleurs, l'année 1908 marque l'arrivée de la mission religieuse turque à Beijing, en réponse à la visite d'un chef musulman de la capitale ; enfin, le gouvernement chinois s'intéresse de près, et pour la première fois en 1908, à la question de la protection.

La proposition faite à la France est dangereuse pour les prétentions allemandes à la « protection » des musulmans, telles qu'elles sont formulées depuis le discours de Damas. La pétition des imams pékinois, spontanée, correspond au schéma utilisé par les autorités françaises pour justifier leur protection des missions et des Chinois chrétiens dans le pays, si l'on considère, comme il est alors assez courant, que le calife est l'équivalent islamique du pape. L'initiative, si elle ne connaît aucune suite à Paris, ne peut que susciter la nervosité à Berlin⁵⁴⁷. Le gouvernement chinois, lui, ordonne à ses fonctionnaires en 1908 d'appliquer les lois chinoises aux ressortissants de nations sans traité avec la Chine. Le corps diplomatique à Beijing se saisit de la question, mais ne

545« Note sur la question musulmane », mars 1906, CADN Pékin 243 ; P. Bons d'Anty, consul général de France, délégué du ministère des affaires étrangères à Chengdu, au ministre des affaires étrangères, 29 juin 1907, CADN Pékin 243

546P. Bons d'Anty, consul général de France, délégué du ministère des affaires étrangères à Chengdu, au ministre des affaires étrangères, 29 juin 1907, CADN Pékin 243

547« Note sur la question musulmane », mars 1906, CADN Pékin 243

parvient pas à obtenir le retrait de la circulaire. En théorie et depuis cette date, les ressortissants de pays sans traité ne peuvent résider en-dehors des ports ouverts en Chine, et sont soumis à la juridiction chinoise, partout ailleurs que dans les concessions de Shanghai – où ils relèvent de la cour mixte. Ils ne peuvent *a priori* plus bénéficier des droits et privilèges obtenus par les nations à traité, et ce sans recours⁵⁴⁸. Dans les faits, cependant, le système de la « protection » subsiste indépendamment de la décision chinoise jusqu'à la chute du système impérialiste dans les années 1940.

Les sujets ottomans en Chine sont sous la protection de la France par décision unilatérale de son gouvernement depuis l'établissement de ses consulats dans le pays et, théoriquement, juridiquement, cette protection n'a plus de valeur effective après 1908. Hors le panislamisme ottoman, nous l'avons vu plus haut, prend un intérêt particulier à l'arène chinoise depuis la mission d'Enver en 1901. Il est donc hors de question pour ses sujets de se trouver dans ce pays dans une situation inférieure à celle de toutes les grandes puissances et de leurs colonisés⁵⁴⁹. L'Empire ottoman confie donc la protection de ses nationaux à l'Allemagne, par accord intergouvernemental, c'est-à-dire avec une légitimité que n'ont pas les prétentions françaises, bien qu'en contravention avec la circulaire chinoise. Cette nouvelle puissance protectrice s'empare de l'occasion pour affermir, et ses liens avec l'Empire ottoman, et son prestige dans le « monde musulman », et sa position de puissance impérialiste en Chine, et présente ce choix turc comme une victoire diplomatique, malgré le désintérêt manifeste de la diplomatie allemande en Chine pour cette question jusqu'à cette date⁵⁵⁰. Les autorités françaises protestent, et obtiennent du gouvernement turc que les sujets de l'Empire ottoman pourraient choisir la protection de l'Allemagne ou de la France, sans qu'ils n'aient – théoriquement du moins – la possibilité d'altérer leur choix. Nous le voyons plus loin dans le cas d'Abraham Ettinger⁵⁵¹, les abus existent, et persistent pendant la Première Guerre mondiale. Ils seraient même nombreux d'après un consul de France à Hankou, qui déplore que désormais les Turcs aient « deux protecteurs, mais pas de juge », ceux-ci changeant « d'allégeance » lorsqu'ils sont menacés de la justice consulaire française⁵⁵².

548SOULIÉ, Georges, *les Droits conventionnels des étrangers en Chine*, Paris, Léon Tenin, 1916, p. 132

549Les ressortissants des pays sans traité sont – en 1916 – les Costa Ricains, les Guatémaltèques, les Haïtiens, les Honduriens, les Panaméens, les Salvadoriens, les Dominicains, les Argentins, les Boliviens, les Chiliens, les Colombiens, les Équatoriens, les Paraguayens, les Uruguayens et les Libériens. Cuba et le Nicaragua, bien que n'ayant signé aucun traité bilatéral avec la Chine, entretiennent un consulat général à Shanghai, et dans le cas de Cuba, une légation à Beijing. Par conséquent, les Cubains et les Nicaraguayens bénéficient de l'extraterritorialité et de la plupart des autres droits et privilèges accordés aux ressortissants des pays à traité. SOULIÉ, Georges, *les Droits conventionnels des étrangers en Chine*, Paris, Léon Tenin, 1916, p. 130

550« Der Schutz der Türken in China », *der ostasiatische Lloyd*, 17 juillet 1908, extrait sans numéro de page, BA R901 31828

551cf. pp. 227-230, 238-248 et 254

552Gérant du consulat de France à Hankou à Bapst, ministre de France à Beijing, 21 décembre 1908, CADN Pékin 57 bis

r- L'échec du projet d'alliance sino-germano-américaine, 1906-1910

Après l'échec du second rapprochement anglo-allemand, l'Allemagne est relativement isolée en Chine et en Extrême-Orient. L'alliance franco-russe de 1892 est maintenant complétée par l'Entente cordiale depuis 1904. L'alliance anglo-japonaise de 1902 est renouvelée une première fois en 1905. La guerre russo-japonaise de 1904-1905 permet, paradoxalement, un rapprochement russo-japonais sur la question du contrôle de la Mandchourie. La diplomatie allemande – et en particulier le ministre d'Allemagne à Beijing, le comte von Rex, craint l'établissement d'une alliance franco-russo-japonaise en Asie-Pacifique, sous l'égide britannique. Dans ces conditions, un rapprochement avec la seule grande puissance occidentale dans cette région qui n'a pas de visée annexionniste ou ne tente pas de créer ou consolider une sphère d'influence en Chine, à savoir les États-Unis d'Amérique, paraît d'un intérêt certain pour l'Allemagne. La Chine, elle, est inquiète et du maintien de son intégrité territoriale, et des ambitions japonaises.

C'est donc en se basant sur cette communion d'intérêts, ainsi que sur la coopération germano-américaine durant la guerre russo-japonaise, que le ministère allemand des affaires étrangères élabore d'abord un plan d'accord anti-anglo-japonais, en 1906, puis une proposition d'alliance sino-germano-américaine, au début de l'année 1907, auxquels la Chine comme les États-Unis ne donnent d'abord aucune suite. Puis, au cours de l'année 1907, c'est Yuan Shikai, nouvel homme fort de l'État chinois, qui réitère la proposition. L'empereur Guillaume II est enthousiaste, mais c'est la Chine qui retire sa proposition pour des questions de politique intérieure.

L'accord Root-Takahira conclu entre les États-Unis et le Japon en 1908, qui reconnaissent leurs sphères d'influence mutuelles en Asie-Pacifique, semble définitivement enterrer les espérances sino-allemandes. La diplomatie allemande tente alors de se tourner elle aussi vers le Japon en 1909 ; cependant, les discussions bilatérales tournent court. L'année suivante, la Chine reprend l'initiative de la proposition d'alliance trilatérale, mais l'Allemagne ne semble plus intéressée. Bien plus que le Royaume-Uni, c'est désormais elle, en particulier en Asie, qui tient à maintenir un « splendide isolement », afin de conserver les coudées franches. Elle considère par ailleurs la Chine comme quantité négligeable dans la politique internationale, et ne maintient aucun espoir d'obtenir des États-Unis un accord qui nécessiterait une ratification du sénat⁵⁵³.

553 Prince von Bülow, chancelier, au baron Speck von Sternburg, ambassadeur à Washington, 17 octobre 1907, secret ; Comte von Rex, ministre à Beijing, au prince von Bülow, chancelier, 31 octobre 1907 ; Baron Speck von Sternburg, ambassadeur à Washington, au ministère des affaires étrangères, 8 novembre 1907, secret et chiffré ; Comte von Rex, ministre à Beijing, au prince von Bülow, chancelier, 7 décembre 1907, secret ; Guillaume II, au prince von Bülow, chancelier, 30 décembre 1907, in *La Politique extérieure de l'Allemagne 1870-1914, Documents officiels publiés par le Ministère allemand des Affaires étrangères*, Tome XXXII (2 septembre 1907-30 janvier 1908), trad. Henri Audouin, Paris, 1939 ; RATENHOF, Udo, *Die Chinapolitik des deutschen Reiches, 1871 bis 1945*, Boppard am Rhein, H. Boldt, 1987, pp. 215-220 ; FABRITZEK, Uwe G., *Gelber Drache – Schwarzer Adler, Geschichte der deutsch-chinesischen Beziehungen*, München, 1973, p. 34 ; HEROLD, Heiko, *Deutsche Kolonial- und Wirtschaftspolitik in China 1840 bis 1914, unter besonderer Berücksichtigung der Marinekolonie Kiautschou*,

5- La politique impériale de l'Autriche-Hongrie en Chine, 1896-1914

a- L'ère Gołuchowski et l'Europe

Agenor Maria Adam comte Gołuchowski (von Gołuchowo) est né le 25 mars 1849 à Lemberg⁵⁵⁴. Il est le fils de Agenor Romuald Onufry comte Gołuchowski (von Gołuchowo), docteur en droit, né le 8 février 1812 à Lemberg et décédé le 3 août 1875 dans la même ville. Polonais, catholique et conservateur, Gołuchowski père a été notamment membre du parlement d'Autriche puis de Cisleithanie, gouverneur de Galicie (Pologne autrichienne, 1849-1859, 1861-1867 et 1871-1875) et ministre de l'intérieur de 1859 à 1860, poste où il tente de réformer la monarchie dans un sens fédéral. Gołuchowski fils, doué pour les langues étrangères, se dirige lui vers la carrière diplomatique. Attaché à Berlin en 1872, puis secrétaire d'ambassade, il succède au siège de sénateur de son père en 1875, chambellan en 1878, il est attaché à l'ambassade d'Autriche-Hongrie à Paris en 1880, puis en prend la direction. Il est ensuite ministre à București de 1887 à 1893 avant de se retirer sur ses terres de Janów. Le 16 mai 1895 et suite à la démission du comte Kálnoky⁵⁵⁵, il est nommé ministre commun des affaires étrangères⁵⁵⁶.

Comme celle de son prédécesseur, la politique de Gołuchowski a été jugée timide, sans ambition, ni vision. Cela est notamment dû à sa politique de détente avec la Russie, justifiée pourtant par le manque de volonté de l'allié allemand à soutenir l'Autriche-Hongrie dans un conflit ouvert avec cette puissance. C'est ainsi que malgré le congrès de Berlin (1878), qui met fin à six ans d'entente austro-germano-russe, malgré aussi le non-renouvellement du traité de réassurance (1887-1890) qui écarte définitivement la Russie du système d'alliances bismarckien et provoque le rapprochement de cet empire avec la France (1892), Gołuchowski permet la signature d'un accord austro-russe en avril 1897 visant à maintenir le *status quo* dans les Balkans. Il est aidé en cela par les velléités russes en Extrême-Orient : Construction du Transsibérien à partir de 1891, Première Guerre sino-japonaise aboutissant à l'ultimatum franco-germano-russe (1894-1895), concession du Transmandchourien à partir de 1896 et de manière générale rivalité russo-japonaise pour la domination en Corée. Il est alors critique pour la politique asiatique du tsar de ne rien avoir à craindre du côté des Balkans⁵⁵⁷.

Ozeanverlag Herold, Köln, 2004, p. 68

554Auj. Lviv

555Gusztáv comte Kálnoky de Köröspatak, né le 29 décembre 1832 à Lettowitz (auj. Letovice), décédé le 13 février 1898 à Prödlitz (auj. Brodek u Prostějova), premier attaché à München, Berlin 1857, secrétaire à l'ambassade de Londres 1860, conseiller de l'ambassade auprès du pape à Roma 1870, ambassadeur à København 1874, général & ambassadeur à Sankt-Peterburg 1879, ministre des affaires étrangères 1881-1895

556À la tête du bloc polonais 1907, défend la solution austro-polonaise jusqu'à la fin de l'empire, décédé le 28 mars 1921 à Lemberg, alors appelé Lwów, auj. Lviv. cf. HECHT, Elfriede, *Graf Gołuchowski als Außenminister in Bezug auf Rußland und den Balkan*, thèse non-publiée, Wien, 1951 ; WOLF, Eva, *Die Beziehungen Österreich-Ungarns zu Deutschland unter Gołuchowski (1895–1906)*, thèse non-publiée, Wien, 1967

557LARMEROUX, Jean, *la Politique extérieure de l'Autriche-Hongrie 1875-1914*, Plon, Paris, Tome 1, pp. 381-

383LARMEROUX, Jean, *la Politique extérieure de l'Autriche-Hongrie 1875-1914*, Plon, Paris, Tome 1, pp. 381-383

L'aspect impérialiste de l'action de Gołuchowski n'a lui jamais été étudié en tant que tel. Cependant, Andreas Bilgeri, dans son article sur les interventions de type impérial de la marine de guerre austro-hongroise, relève notamment l'exemple de la crise crétoise de 1896-1897. C'est en effet à l'initiative du ministre austro-hongrois qu'une intervention internationale est planifiée afin de empêcher l'annexion de la Crète à la Grèce tout en lui accordant un statut autonome. La France, la Russie, le Royaume-Uni, l'Italie et l'Allemagne adhèrent au projet. Seize navires austro-hongrois et six mille six cents marins participent à l'opération, dont six cent soixante-quinze sont débarqués sur l'île. L'intervention serait l'exemple typique d'un impérialisme périphérique⁵⁵⁸. Bien plus importante est en réalité l'action chinoise de Gohuchowski, et il est même possible d'affirmer que le ministre des affaires étrangères est l'un des trois personnages centraux pour la compréhension de la présence impériale austro-hongroise en Chine, avec le Dr Arthur *Edler* von Rosthorn⁵⁵⁹ et le lieutenant de vaisseau (all. *Linienschiffsleutnant*) Hugo Accurti⁵⁶⁰.

558BILGERI, Andreas, « Österreich-Ungarn im Konzert der Kolonialmächte, Die militärische Interventionen der Kriegsmarine », s.d., <http://www.kakanien-revisited.at/beitr/fallstudie/ABilgeri/?alpha=b> (accédé le 14 décembre 2018), pp. 6-7

559Dr Arthur *Edler* von Rosthorn, né à Wien le 16 avril 1862, décédé à Oed le 17 décembre 1945, étudie l'allemand et la linguistique comparée à Wien 1880-1883, le chinois à Oxford 1883, assistant dans les douanes impériales chinoises 1883, service diplomatique austro-hongrois 1886, docteur de l'université de Leipzig 1895, ministre par intérim à Beijing 1895-1897, ministre à Tehran 1906-1911, Beijing 1911-1917, professeur honoraire à l'université de Wien 1922 ;UNTERRIEDER, Else, « Arthur von Rosthorn: Diplomat, Wissenschaftler und Mittler zwischen Österreich und China », *Zeitgeschichte*, n° 5 (1978), pp. 221-246

560cf. pp. 163-166

b- L'ère Gołuchowski et la « partition » de la Chine, 1896-1899

La Première Guerre sino-japonaise lui ouvre un champ d'action important pour mettre en place une politique impérialiste austro-hongroise en Chine. En 1895, pourtant, la position de l'Autriche-Hongrie en Asie de l'Est n'est encore que symbolique. Certes, le traité de 1869 place la monarchie duelle parmi les « puissances à traité », bénéficiant par exemple de l'extraterritorialité ou de la clause de la nation la plus favorisée⁵⁶¹. Malgré tout, très peu d'Autrichiens et de Hongrois ont élu résidence en Chine⁵⁶² ; ils gèrent un nombre infinitésimal d'entreprises⁵⁶³ ; et malgré des progrès importants dans les années 1885-1895, les statistiques de la navigation ne placent le pavillon austro-hongrois qu'en septième position dans le port de Shanghai – alors le plus important de Chine – derrière le Japon mais aussi la Suède-et-Norvège. L'Autriche-Hongrie ne possède aucune concession dans un port ouvert chinois et n'entretient qu'une seule représentation diplomatique : le consulat général de Shanghai⁵⁶⁴. Comme nous l'avons vu plus haut, la monarchie duelle n'a pas de tradition coloniale importante et l'Asie est très éloignée de ses zones d'influence⁵⁶⁵.

Cependant, la défaite que subit la Chine face au Japon affaiblit considérablement l'empire du milieu, situation aggravée – et non corrigée – par l'ultimatum franco-germano-russe. Nous l'avons vu, l'Allemagne cherche à obtenir une « place au soleil » comme salaire de son intervention en faveur de la Chine, ce qui se traduit dès octobre 1895 par l'obtention de deux concessions à Hankou et Tianjin, simultanément à la pacification japonaise de l'île de Taiwan⁵⁶⁶. L'Autriche-Hongrie est désormais alliée à l'Allemagne et l'Italie et travaille à se rapprocher de la Russie⁵⁶⁷. Gołuchowski saisit donc l'occasion d'affirmer la présence austro-hongroise par l'établissement d'une légation à Beijing. La décision est ratifiée par l'empereur François-Joseph I le 23 juin 1896⁵⁶⁸. Carl Ritter von Bolesławski⁵⁶⁹ est d'abord pressenti – il a été consul général à Shanghai et ministre-résident par intérim auprès de la Chine, du Japon et du Siam de 1876 à 1879, mais il décède à l'été 1896. Le 26 décembre 1896 est nommé à sa place Moritz baron Czikann von Wahlborn⁵⁷⁰.

561cf. pp. 48-50

562Ils ne sont que soixante-quinze dans toute la Chine en 1895.

563Seules quatre entreprises austro-hongroises sont recensées entre 1890 et 1896.

564Depuis 1883, le ministre austro-hongrois à Tôkyô est aussi compétent pour la Chine.

565cf. pp. 41-42

566cf. pp. 68-70

567cf. p. 152

568LEHNER, Monika, « Die Errichtung des k.u.k. Gesandtschaftspalais in Beijing 1896-1900 », *Mitteilungen des Österreichischen Staatsarchivs*, vol. 46, 1998, p. 126

569Carl chevalier von Bolesławski, né le 5 janvier 1834 à Wien, décédé le 3 août 1896 à Karlsbad (auj. Karlovy Vary), consul à New York 1869-1872, *Ritter* 1873, consul général et ministre-résident par intérim auprès de la Chine, du Japon et du Siam 1876-1879, consul général par intérim à Paris 1881-1882, délégué austro-hongrois à la commission du Danube et consul à Galați 1882, consul général et ministre-résident à Tanger 1890

570Moritz baron Czikann von Wahlborn, né le 23 avril 1847 à Wien, décédé le 19 avril 1909 à Preßburg (auj. Bratislava), vice-consul, puis consul et consul général à Berlin 1882-1889, consul général à Moskva 1890-1895, délégué austro-hongrois à la commission du Danube et consul à Galați 1896, ministre à Beijing 1896-1905, à Beograd 1905-1907

L'Autriche-Hongrie est alors l'une des seules puissances européennes à ne pas être représentée à Beijing, et la difficulté de trouver un terrain approprié retarde l'érection de la légation. Czikkann parvient dans la capitale chinoise en avril 1897, mais doit d'abord loger chez le ministre espagnol Bernardo de Cologan y Cologan⁵⁷¹, puis dans une maison de style européen mise gratuitement à disposition par Sir Robert Hart⁵⁷², inspecteur général des douanes maritimes impériales chinoises. Il est finalement obligé de s'installer dans un bâtiment non encore terminé en novembre 1898 et achevé au printemps 1899. Il est dessiné par des architectes britanniques de Shanghai, Morrison & Gratton⁵⁷³. À sa suite viennent le commandant du SMS Franz Joseph, quatre officiers et dix matelots⁵⁷⁴.

La Réforme des Cent Jours, dont nous avons parlé plus haut, amène la première occasion d'intervention impériale en Chine pour l'Autriche-Hongrie. Sa répression et le coup d'État qui s'ensuit amène six puissances occidentales – les cinq autres sont : l'Allemagne, la France, le Japon, le Royaume-Uni, la Russie – à protéger le Quartier des légations à Beijing⁵⁷⁵. En effet, quinze mille soldats chinois sont déployés dans la capitale afin de prévenir une agression étrangère. Le 30 septembre 1898, des membres des légations américaine et britannique sont attaqués et le lendemain, les puissances décident de protéger les légations par des détachements issus de leurs flottes respectives⁵⁷⁶. Bien que la monarchie duelle ne soit représentée dans les eaux chinoises que par le SMS Frundsberg⁵⁷⁷, trente hommes et deux cadets en débarquent sous le commandement du lieutenant de vaisseau (all. *Linienschiffsleutnant*) Karl Prica⁵⁷⁸. Il s'agit d'abord d'une question de prestige : la légation austro-hongroise ne doit pas être protégée par des troupes étrangères⁵⁷⁹. Les marins austro-hongrois parviennent à Beijing le 10 novembre 1898 et sont accueillis par le

571 Bernardo Jacinto de Cologan y Cologan, né le 13 janvier 1847 à La Orotava, décédé le 30 juillet 1921 à Madrid, secrétaire de l'ambassade à Constantinople (auj. Istanbul) 1875, ministre à Bogotà 1881, à Beijing 1895, à Tanger 1902, à Washington 1905, à México 1907, à Buenos Aires 1914

572 Sir Robert Hart, né le 20 février 1835 à Portadown, décédé le 20 septembre 1911 à Great Marlow, étudiant interprète à Ningbo 1854, secrétaire de la commission alliée d'occupation de Guangzhou 1858, interprète au consulat britannique à Guangzhou 1858, commissaire adjoint des douanes à Guangzhou 1859, fonde le Tongwen Guan à Beijing 1862, inspecteur général des douanes impériales chinoises 1863-1910

573 LEHNER, Monika, « Die Errichtung des k.u.k. Gesandtschaftspalais in Beijing 1896-1900 », *Mitteilungen des Österreichischen Staatsarchivs*, vol. 46, 1998, p. 133, 136-138 ; DENISON, Edward, *Architecture and the Landscape of Modernity in China before 1949*, Routledge, 2017, pp. 105-106

574 KAMINSKI, Gerd, *Von Österreichern und Chinesen*, Europaverlag, Wien, 1980, p. 298

575 cf. p. 111

576 Les soldats les plus turbulents et redoutés des étrangers sont ceux de Dong Fuxiang, et c'est leur retrait spécifique qui est exigé par les étrangers en échange du retrait de leurs détachements de marine. MORSE, Hosea Ballou, *The International Relations of the Chinese Empire*, London & New York, Longmans, Green & Co., 1918, vol. 3, p. 151

577 Le SMS Frundsberg est construit à Trieste de 1871 à 1873. Il ne termine sa carrière qu'en 1905.

578 Dragutin (Karl) (*Ritter* von) Prica, né le 5 novembre 1867 à Sveti Juraj (auj. en Croatie), décédé le 14 juillet 1960 à Opatija (*id.*), académie navale de Fiume (auj. Rijeka) 1881-1885, dirige le détachement austro-hongrois à Beijing 1898, chef d'état-major de Pola 1915, commande le SMS Prinz Eugen, contre-amiral (all. *Konteradmiral*) 1917, commissaire de la marine du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes 1918, vice-amiral et commandant de la marine 1923, amiral 1925, se retire 1929

579 LEHNER, Georg, LEHNER, Monika, *Österreich-Ungarn und der « Boxeraufstand » in China*, Studien-Verlag, Wien, 2002, p. 36

détachement de marine allemand, ainsi que par le baron Czikkann von Wahlborn, qui leur rend les honneurs devant la légation en construction⁵⁸⁰. Le détachement austro-hongrois patrouille tous les dimanches ensemble avec le français et l'italien. Il reste à Beijing jusqu'en avril 1899. L'évènement provoque aussi la décision de mettre fin à la carrière déjà longue de cette corvette (all. *Panzerkorvette*), et de son remplacement dans la région par le SMS Kaiserin Elisabeth, un navire bien plus moderne⁵⁸¹.

Si la Première Guerre sino-japonaise affaiblit suffisamment la Chine pour permettre l'établissement de l'Allemagne « au soleil » avec l'obtention de deux concessions à Hankou et Tianjin en 1895, et que Gołuchowski décide de suivre le mouvement en créant une légation austro-hongroise à Beijing, c'est bien, comme nous l'avons plus haut, l'obtention de la baie de Jiaozhou comme base navale et territoire à bail par l'Allemagne le 6 mars 1898 qui donne le signal de ce que tous les diplomates s'attendent à être le « partage » de la Chine. Dans les mois qui suivent, les principales puissances impériales en Chine demandent des avantages équivalents : Lüshunkou (Port-Artur) est concédé à la Russie le 27 mars, Guangzhouwan (Kouang-Tchéou-Wan) à la France le 10 avril, les Nouveaux territoires (à Hongkong) et Weihaiwei au Royaume-Uni le 9 juin et le 10 juillet suivants.

Après la Réforme des Cent Jours, lorsque l'impératrice douairière Cixi reprend le pouvoir qu'elle a remis neuf ans auparavant à l'empereur Guangxu, elle prévient : Aucune nouvelle concession ne sera faite à une puissance étrangère. Elle ordonne par ailleurs aux gouverneurs civils et militaires des provinces de résister à toute agression extérieure⁵⁸². Malgré tout, l'Italie envoie les cuirassés RN Elba, RN Amerigo Vespucci afin de se joindre au RN Marco Polo, et à la fin février de 1899, le ministre d'Italie à Beijing, Renato de Martino, remet une note au gouvernement chinois, lui sommant de concéder à son pays la baie de Sanmen aux mêmes conditions que la baie de Jiaozhou a été concédée à l'Allemagne. Cette note est suivie le 10 mars d'un ultimatum d'une durée de quatre jours. Le gouvernement chinois n'y répond cependant jamais, et envoie des troupes à l'emplacement convoité. La flotille italienne, quant à elle, est éparpillée entre Yantai et Shanghai. L'Italie n'obtient d'ailleurs qu'un « soutien moral » du Royaume-Uni et de l'Allemagne, qui n'empêche pas l'échec retentissant et cause la chute du ministre d'Italie à Beijing – les intérêts

580Les Allemands, les Britanniques et les Russes sont sur place depuis le 7 octobre. LEHNER, Georg, LEHNER, Monika, *Österreich-Ungarn und der « Boxeraufstand » in China*, Studien-Verlag, Wien, 2002, p. 37

581Moritz baron von Czikkann, ministre d'Autriche-Hongrie à Beijing, à Agenor comte Gołuchowski, ministre des affaires étrangères, 6 novembre 1898, OESTA – HHSTA PA XXIX 5 ; *id.*, 14 avril 1899, OESTA – HHSTA PA XXIX 6 ; *Präger Abendblatt*, 1899, n° 8 (11 janvier 1899), p. 1 ; *Salzburger Volksblatt*, 22^e année, n° 9 (12 janvier 1899), p. 4 ; *Österreichische illustrierte Zeitung*, 8^e année, n° 3 (15 janvier 1899), p. 8 ; *Südsteirische Post*, 19^e année, n° 6 (21 janvier 1899), p. 5 ; KAMINSKI, Gerd, *Von Österreichern und Chinesen*, Europaverlag, Wien, 1980, pp. 19-22 ; LEHNER, Georg, LEHNER, Monika, *Österreich-Ungarn und der « Boxeraufstand » in China*, Studien-Verlag, Wien, 2002, pp. 33-49

582RENOUVIN, Pierre, *la Question d'Extrême-Orient, 1840-1940*, Hachette, Paris, 1946, p. 192

italiens étant temporairement confiés au ministre britannique le 11 mars – mais aussi du gouvernement italien en métropole, qui démissionne le 3 mai⁵⁸³.

Le comte Gołuchowski n'abandonne pourtant pas son propre plan colonial en Chine, et le SMS Kaiserin Elisabeth et le SMS Saida croisent tous deux au large du Fujian et du Zhejiang afin de reconnaître un emplacement favorable à l'établissement d'une base navale. Ils repèrent notamment la baie de Nanguan, que le baron Czikann comme le capitaine du Kaiserin Elisabeth s'accordent à considérer comme la plus adaptée en septembre 1899. Gołuchowski espère ainsi renforcer ainsi la position de l'Autriche-Hongrie en Extrême-Orient, être à même de protéger les nationaux et les intérêts austro-hongrois en Chine, favoriser le commerce entre les deux empires, mais aussi pouvoir participer aux opérations militaires conjointes des puissances occidentales dans la région et donc obtenir de participer au processus décisionnel. En bref, il souhaite faire de l'Autriche-Hongrie une puissance impériale de premier rang en Chine. C'est à la fois une question de prestige et de puissance. Malgré un travail très poussé en amont afin de ne pas provoquer la susceptibilités des autres nations intéressées voire éventuellement d'obtenir leur soutien, Gołuchowski doit céder devant l'intransigeance des Japonais qui refusent catégoriquement qu'une autre puissance installe une base navale sur la côte du Fujian, qui fait face à l'île de Taiwan, et que le Japon considère comme sa zone d'influence⁵⁸⁴.

583Moritz Czikann, ministre d'Autriche-Hongrie à Beijing, à Agenor comte Gołuchowski, ministre des affaires étrangères, 14 avril 1899, OESTA – HHSTA PA XXIX 6 ; CORDIER, Henri, *Histoire des relations de la Chine avec les puissances occidentales*, Paris, F. Alcan, 1901-1902, vol. 3, pp. 449-450 ; JÓZSA, A., « Die Bemühungen der österreichisch-ungarischen Monarchie um die Ewerbung eines Settlements in China », *Acta Orientalia Academiae Scientiarum Hungaricae*, 1962, vol. 15, n° 1/3, pp. 156-157 ; BORSA, Giorgio, « La crisi italo-cinese del marzo 1899 nelle carte inedite del ministro Canevaro », *Il Politico*, vol. 34, n° 4 (déc. 1969), pp. 618-644 ; UROŠEVIĆ, Uroš, *The Imperative of an Empire: Italian China Policy, 1867-1901*, thèse non-publiée, Université Jacobs de Bremen, pp. 73-107, 2012 ; DI MEO, Alessandro, *Tientsin, la Concessione italiana, Storia delle relazioni tra Italia e Cina (1866-1947)*, GBE, 2015, pp. 43-62

584Moritz Czikann, ministre d'Autriche-Hongrie à Beijing, à Agenor comte Gołuchowski, ministre des affaires étrangères, 27 avril 1899, OESTA – HHSTA PA XXIX 6 ; JÓZSA, A., « Die Bemühungen der österreichisch-ungarischen Monarchie um die Ewerbung eines Settlements in China », *Acta Orientalia Academiae Scientiarum Hungaricae*, 1962, vol. 15, n° 1/3, pp. 157-159 ; LEE, Chinyun, *Trieste and Austro-Chinese Trade from 1869 to 1918*, thèse non-publiée, Ljubljana, 2002, p. 90 ; CABIŠ, Adam, *Rakousko-Uhersko a Čína, Diplomatické vztahy císařství v letech 1896-1911* [l'Autriche-Hongrie et la Chine, Relations diplomatiques de 1896 à 1911], mémoire de maîtrise non-publié, Olomouc, 2012, pp. 27-28

c- La participation austro-hongroise à la guerre des Boxers, 1900-1901

Lors des événements de Beijing au début de l'année 1900⁵⁸⁵, le ministre austro-hongrois est absent. Il quitte la capitale le 4 avril pour la métropole, laissant l'intérim au Dr Arthur *Edler* von Rosthorn, pour ne revenir qu'en octobre. Or, comme nous l'avons vu lors de l'analyse plus générale de ces événements en Chine du Nord, le pouvoir décisionnel est d'abord laissé, faute de communications, entre les mains des diplomates occidentaux en poste sur place. De ce point de vue, il ne fait nul doute que la participation austro-hongroise à la répression du mouvement des Boxers est en partie due à Rosthorn lui-même, qui ordonne au SMS Zenta, alors seul navire de guerre austro-hongrois dans l'océan Pacifique, le débarquement d'un détachement de trente marins et cinq officiers – sous le commandement du lieutenant (all. *Linienschiffsleutnant*) Josef Kollar⁵⁸⁶ – qui complète le petit corps international à Beijing (vingt-trois officiers et quatre cent neuf hommes). À Wien, le débat n'est pas tranché par l'empereur avant le 9 juin. Le vice-ministre des affaires étrangères, comte Nikolaus Szécsen von Temerin⁵⁸⁷ est opposé à une aventure qui ne sert en rien les intérêts immédiats de l'Autriche-Hongrie, étant donnée la faiblesse de sa présence impériale et de ses liens commerciaux avec la Chine. Le comte Gołuchowski, lui, défend la participation à cette intervention internationale où sont représentées toutes les grandes puissances. Il s'agit avant tout, pour lui, d'une question de prestige.

La question est finalement tranchée en ce sens, et trois navires supplémentaires, les SMS Kaiserin und Königin Maria Theresia, le SMS Kaiserin Elisabeth et le SMS Aspern sont envoyés en Extrême-Orient. L'escadrille est placée sous le commandement du contre-amiral comte⁵⁸⁸. Néanmoins les navires supplémentaires n'atteignent Dagu que le 7 août, trop tard pour participer aux principales opérations. Ils retournent en Europe le 22 juin 1901. Trois cent quatre-vingt-deux marins sont débarqués, stationnés à Beijing (six officiers et cent quatre-vingt-quatorze hommes), Tianjin (deux officiers et quarante-trois hommes) et Dagu (un officier et six hommes). L'Autriche-Hongrie demande à participer au Gouvernement provisoire de Tianjin, mais sa demande n'est pas acceptée⁵⁸⁹. La présence militaire austro-hongroise est drastiquement diminuée le 2 janvier 1902,

585cf. pp. 112-116, aussi pour les participations austro-hongroises aux expéditions répressives.

586Né à Pilsen (auj. Plzeň) en 1868.

587Nikolaus comte Szécsen von Temerin, né le 26 novembre 1857 à Temerin, décédé le 18 mai 1926 à Gyöngyöszentkereszt, service diplomatique austro-hongroise, notamment à Roma, second chef de section au ministère des affaires étrangères 1895, premier chef de section 1900, ambassadeur auprès du Saint-Siège 1901, à Paris 1911, sénateur 1916-1918

588Rudolf comte Montecuccoli degli Erri, né le 22 février 1843 à Modena, décédé le 16 mai 1922 à Baden-bei-Wien, commande l'escadrille austro-hongroise en Asie de l'Est 1900, commandant de la marine et chef de la section navale du ministère de la guerre 1904-1913

589VON WINTERHALDER, Theodor, *Kämpfe in China : Eine Darstellung der Wirren und der Beteiligung von Österreich-Ungarns Seemacht an ihrer Niederwerfung in den Jahren 1900-1901*, A. Hartleben's Verlag, Wien & Budapest, 1902 ; MORSE, Hosea Ballou, *The International Relations of the Chinese Empire*, vol. 3, London & New York, Longmans, Green & Co., 1918, p. 292 ; BILGERI, Andreas, « Österreich-Ungarn im Konzert der Kolonialmächte, Die militärische Interventionen der Kriegsmarine », s.d.,

avec le départ des navires Aspern et Kaisering und Königin Maria Theresa⁵⁹⁰.

d- La concession austro-hongroise de Tianjin, 1902-1917 : Prise de possession, superficie, démographie

L'une des principales conséquences de la guerre des Boxers est, bien avant la signature du protocole de 1901, la colonisation de Tianjin⁵⁹¹. Les forces russes occupent en effet dès juin 1900 un terrain immense autour de la gare de l'Est (sur la ligne Beijing-Shanhaiguan), qu'elles estiment leur appartenir par droit de conquête. L'évènement amène un conflit avec les Britanniques, finalement soldé par l'établissement d'une concession russe, dont la gare de l'Est est exclue. À leur suite, les alliés occidentaux et japonais, soit négocient l'extension d'une concession existante (Allemagne, France, Japon, Royaume-Uni), soit, à l'exemple de la Russie, décident de revendiquer leur propre concession. C'est le cas de la Belgique le 6 novembre, de l'Autriche-Hongrie le 28 du même mois et de l'Italie le 1^{er} décembre⁵⁹². Les États-Unis se réservent le droit de revendiquer leur ancienne concession, qui fusionne finalement avec la concession britannique deux ans plus tard⁵⁹³.

Un traité, rédigé en allemand et en chinois, est signé par le baron Czikann von Wahlborn, le vice-consul Bernauer et Yuan Shikai le 20 juin 1902 à Tianjin⁵⁹⁴. La concession est délimitée dans l'article premier, bien que le tracé des frontières pose problème jusqu'en 1917, et au-delà⁵⁹⁵. L'article 2, stipule de manière intéressante que le terrain et le sol de la concession sont cédés par la Chine à l'Autriche-Hongrie, pour toujours (all. *für immerwährende Zeit*) et sans dédommagement.

<http://www.kakanien-revisited.at/beitr/fallstudie/ABilgeril/?alpha=b> (accédé le 14 décembre 2018), pp. 8-9 ; LEHNER, Georg, LEHNER, Monika, *Österreich-Ungarn und der « Boxeraufstand » in China*, Studien-Verlag, Wien, 2002 ; CABIŠ, Adam, *Rakousko-Uhersko a Čína, Diplomatické vztahy cisařství v letech 1896-1911* [l'Autriche-Hongrie et la Chine, Relations diplomatiques de 1896 à 1911], mémoire de maîtrise non-publié, Olomouc, 2012, pp. 35, 42-43, 54-56

590Kutschera, consul général d'Autriche-Hongrie à Shanghai, à Gołuchowski, ministre des affaires étrangères, 2 janvier 1902, OESTA – HHSTA PA XXXVIII 323

591La Cité chinoise reste cependant libre de toute contrôle étranger, à l'exception de la période d'existence du GPT (1900-1902). cf. pp. 117-118 et le chap. I-3 sur l'Allemagne et la question des concessions étrangères en Chine.

592Poppé, gérant du consulat de Russie à Tianjin, Circulaire, 6 novembre 1900 (?), BA R901 30912 ; Chevalier de Melotte, consul de Belgique à Tianjin, Circulaire, 6 novembre 1900, BA R901 30912 ; Czikann, ministre d'Autriche-Hongrie à Beijing, Circulaire, 28 novembre 1900, BA R901 30912 ; Salvazo Raggi, ministre d'Italie à Beijing, Circulaire, 1^{er} Décembre 1900, BA R901 30912 ; Poppé, consul de Russie à Tianjin, Circulaire, 24 décembre 1900/6 janvier 1901, BA R901 30913 ; Valli, commandant de la garnison italienne à Tianjin, au consul d'Allemagne à Tianjin, 6 février 1901, BA R901 30913 ; Consul d'Allemagne à Tianjin, Circulaire, 17 avril 1901, BA R901 30914 ; Ernest Satow, Ministre de Grande-Bretagne en Chine à Beijing, à Mumm, Ministre d'Allemagne en Chine à Beijing, 27 avril 1901, BA R901 30915 ; Consul d'Allemagne à Tianjin, Circulaire, 25 juillet 1901, BA R901 30915 ; DI MEO, Alessandro, *Tientsin, la Concessione italiana, Storia delle relazioni tra Italia e Cina (1866-1947)*, GBE, 2015, n. 258 p. 97 ; MORSE, Hosea Ballou, *The International Relations of the Chinese Empire*, vol. 3, London & New York, Longmans, Green & Co., 1918, pp. 325-326

593James W. Ragsdale, consul des États-Unis à Tianjin, à A. Zimmermann, Esquire, etc., 26 février 1901, BA R901 30913 ; VAICBOURDT, Nicolas, « De la "me too policy" aux ambitions contradictoires : la brève histoire de la concession américaine de Tianjin, 1860-1902 », *Outre-Mers*, 1er semestre 2014, n° 382-383, pp. 27-46

594cf. annexe n° 35 ; La concession italienne voisine est établie par traité le 7 juin 1902. DI MEO, Alessandro, *Tientsin, la Concessione italiana, Storia delle relazioni tra Italia e Cina (1866-1947)*, GBE, 2015, p. 97

595cf. pp. 170-171

L'article 3 donne le droit d'expropriation aux autorités austro-hongroises, aux mêmes conditions que dans la concession italienne. Il permet aux Chinois d'acheter et de vendre des propriétés sur le territoire de la concession, mais ils ne peuvent les céder qu'à des nationaux chinois, autrichiens ou hongrois sauf autorisation du consulat. L'article 5 donne douze mois aux propriétaires chinois actuels pour produire leurs titres de propriété sous peine de confiscation, manœuvre habile, particulièrement dans la mesure où la plupart de ces titres ont été perdus lors de la guerre des Boxers, et qui permet ainsi au gouvernement austro-hongrois de prendre possession d'un certain nombre de terrains, logements et temples. L'article 8 prévoit une compensation pour le déplacement des nombreuses tombes présentes sur le territoire de la concession. L'article 9 fixe le loyer de la concession austro-hongroise à un qian (c'est-à-dire un dixième de taël) par mu⁵⁹⁶, soit légèrement moins que les concessions britannique ou allemande qui payent 1.17 qian par mu. Les autorités consulaires prennent possession de la concession le 4 août.

Ce « traité préliminaire » permet le transfert de l'administration sur le territoire du GPT au consulat d'Autriche-Hongrie, le 4 août 1902. Dans un premier temps, le quartier ayant été occupé par les troupes allemandes depuis 1900, la OABB conserve un hôpital militaire et se réserve le droit d'y cantonner des troupes. Le GPT obtient lui la neutralisation de la rue principale et du pont vers la Cité chinoise, mais ces dispositions ne sont jamais appliquées, en raison de la dissolution du gouvernement international⁵⁹⁷. Un deuxième traité, très similaire au premier, est signé le 27 décembre 1902. Il précise le premier, en particulier en ce qui concerne le droit d'expropriation et le dépôt de sel qui se trouve sur le territoire de la concession (article 4)⁵⁹⁸.

Le nouveau territoire recouvre le quartier chinois de Hedong (河沿, all. Hotung) et a une superficie de 722,548.41 m², y inclus le « territoire litigieux », ou de 620,429.93 m² autrement. Le cimetière mentionné à l'article 8 occupe lui une superficie d'environ vingt cinq mille m², il est transféré de 1902 à 1905 dans un cimetière installé par le gouvernement chinois de l'autre côté du mur d'argile, au sud de Tianjin⁵⁹⁹. Les autorités austro-hongroises sont d'abord obligées de se reporter à un recensement datant de 1832 pour estimer la population du territoire. Celui-ci donne un chiffre de trente-deux mille habitants environ. Bien qu'aucun recensement complet n'ait été entrepris après 1900 par les nouvelles autorités de Hedong, les sources allemandes et austro-hongroises s'accordent à compter environ quarante mille habitants, d'abord principalement pauvres ou de classe moyenne. Quant à la population européenne, elle est limitée à trois habitants en 1902, hors

596La valeur du mu a été fixée en 1915 à 614,4 m². Les documents austro-hongrois donnent une valeur de 616 m² par mu en 1903.

597Bernauer, consul d'Autriche-Hongrie à Tianjin, à la légation d'Autriche-Hongrie à Beijing, 4 août 1902, OESTA HHSTA Peking 100

598cf. pp. 170-171 ; Accurti au consul austro-hongrois à Tianjin, 10 janvier 1906, OESTA HHSTA Peking 68

599Accurti au consul austro-hongrois à Tianjin, 10 janvier 1906, OESTA HHSTA Peking 68

personnel consulaire et militaire, et aucun Autrichien ou Hongrois. Cette situation est tout à fait inédite parmi les concessions de Tianjin⁶⁰⁰.

e - La concession austro-hongroise de Tianjin, 1902-1917 : Mode de gouvernement

Dès la prise en main du territoire à l'été 1902, les autorités austro-hongroises bouleversent le mode de son gouvernement. Jusque là et sous le gouvernement provisoire de Tianjin, le quartier chinois de Hedong était divisé en deux arrondissements, dont les maires (all. *Bürgermeister*) étaient responsables vis-à-vis du gouvernement international. Le consulat d'Autriche-Hongrie supprime ces arrondissements, démet leurs maires, et crée à la place un conseil municipal chinois (all. *chinesisches Gemeinderat*). Celui-ci, composé de cinq membres choisis par le consulat parmi les notables de la concession, est créé le 5 octobre 1902 et se réunit une fois par semaine, sous la présidence du vice-consul. Il a une voix consultative sur tous les sujets touchant la communauté, et décisive lors des litiges touchant à la perception des taxes. Cette mesure vise à rendre l'administration austro-hongroise populaire, ce à quoi elle semble parvenir. Par ailleurs, seuls cinq (puis six) employés chinois sont conservés, dont un percepteur, et deux (puis trois) employés sachant écrire et parler l'anglais. Lors de ses trois premiers mois d'existence, ce conseil municipal chinois s'est déjà occupé de sujets variés, tels que l'éclairage public, la lutte contre les incendies, et la question de l'autorisation des maisons de jeux⁶⁰¹.

Le 26 septembre 1908⁶⁰², le mode d'administration est modifié de la manière suivante. Le conseil municipal chinois, sous le nom de comité (all. *Komitee*), est maintenu et compte désormais huit membres, ses sessions étant présidées par le secrétaire de la concession austro-hongroise. Il peut éventuellement être augmenté d'Européens nommés par le consul. En parallèle est créé un conseil municipal (all. *Gemeinderat*), de huit à dix membres, et se réunissant ordinairement en janvier et en juillet. Il est composé de quatre Chinois et de quatre Austro-Hongrois (autant que faire se peut autant deux Autrichiens et deux Hongrois). Il peut être augmenté de deux étrangers, ni Chinois ni Austro-Hongrois. Ses membres sont nommés pour un an par le consul, qui préside ses sessions. Il vote le budget et décide de l'éventuelle modification des taxes et des règlements à la majorité simple, et vote les opérations financières de la concession à la majorité des deux tiers. Les premiers membres autrichiens du nouveau conseil municipal sont Franz Bauer, Johann Brunner⁶⁰³,

600Rapport du consulat austro-hongrois à Tianjin du 31 janvier 1903, OESTA HHSTA F63 Tientsin ; Rapport commercial du consulat austro-hongrois de Tianjin pour l'année 1910, OESTA HHSTA Peking 67

601Rapport du consulat austro-hongrois à Tianjin du 31 janvier 1903, OESTA HHSTA F63 Tientsin ; *Reichspost*, 22 mars 1903, 10e année, n° 67, p. 1

602Le nouveau règlement entre en vigueur le 10 octobre 1908, d'après le Prof. Enrico Catellani, *Organizzazione e funzionamento del settlement italiano en Tientsin* [Organisation et fonctionnement du *settlement* italien à Tianjin], Insititute coloniale italiano, Roma, 1911, p. 11

603Il s'agit de l'architecte de la deuxième légation austro-hongroise à Beijing (après la destruction de la première), du

Dr Rudolf Civranek et Emil S. Fischer. Aucun Hongrois n'est alors nommé par le consul. Par ailleurs, des quatre membres autrichiens, seul un habite sur le territoire de la concession et y gère une entreprise. Les trois autres ne sont qu'actionnaires de la Hotung-Baugesellschaft⁶⁰⁴.

Contrairement à ce qui existe sur les concessions allemandes – elles s'inspirent de leur modèle colonial, aucune commune n'est alors instaurée, mais seulement une « municipalité ». En effet, une telle législation aurait exigé que la commune créée appartienne à la fois à l'Empire d'Autriche et au Royaume apostolique de Hongrie, et les difficultés juridiques et politiques que cela suppose ne sont jamais surmontées⁶⁰⁵.

À ces différentes institutions, il faut ajouter, bien entendu, le consulat, qui avant la création de la municipalité est la seule autorité légale sur le territoire de la concession, mais aussi la toute puissante police⁶⁰⁶, et le secrétariat. La multiplication des organes de gouvernement et le manque de définition et de délimitation claires de leurs attributions créent les conditions de tous les abus, en particulier à partir de 1910, date à laquelle le secrétaire Hugo Accurti démissionne pour devenir consul honoraire du Brésil à Tianjin et n'est pas remplacé⁶⁰⁷. Nous développons des cas particuliers lors de l'étude des forces de l'ordre du territoire.

consulat austro-hongrois à Tianjin, et de la totalité de la rue principale de la concession austro-hongroise.

604 *Österreichische Monatsschrift für den Orient*, 1909, pp. 26-29 ; *id.*, 1910, pp. 66-67 ; à noter que Emil S. Fischer est un opposant acharné non pas à la Niederlassungsgesellschaft (sur le modèle allemand) à l'austro-hongroise, sur le modèle allemand, mais à Hugo Accurti spécifiquement. Il ne cesse d'user de son influence pour tenter de concurrencer la Hotung-Baugesellschaft par une Niederlassungsgesellschaft à capital austro-hongrois. Cf. notamment Emil S. Fischer, Fischer & Co., Tianjin, au ministre des affaires étrangères, 5 mai 1908, OESTA HHSTA Peking 67

605 WAGNER, Wilhelm, *Aufenthalt und Niederlassung Fremder in China*, Berlin, Karl Curtius, 1918, pp. 58-60

606 cf. pp. 172-173

607 Ministre du Brésil à Tôkyô à Kuczynski, ministre d'Autriche-Hongrie à Beijing, 30 août 1910, OESTA HHSTA Peking 39 ; Ministre des affaires étrangères à Kuczynski, ministre d'Autriche-Hongrie à Beijing, 17 novembre 1910, OESTA HHSTA Peking 39

f- La concession austro-hongroise de Tianjin, 1902-1917 : Aménagement du territoire

Au moment de la prise de possession du territoire par l'Autriche-Hongrie, celle-ci se divise en deux zones distinctes : la première comprend la zone autour de la rue principale et s'étend jusqu'à la frontière austro-italienne. Hormis le cimetière⁶⁰⁸ et le dépôt de sel⁶⁰⁹, cette zone sud ne comprend que des habitations pauvres, principalement des « huttes en argile ». La zone nord, elle, est pour l'essentiel déjà construite, les habitations y sont plus riches et plus solides⁶¹⁰. Les efforts des autorités austro-hongroises se concentrent donc sur le développement de la zone sud, et ce jusqu'en 1917, notamment : la translation des tombes, la construction d'un quai (sur neuf cents pieds anglais en 1910-1911⁶¹¹), le pavement des rues, l'installation de l'éclairage public, la construction d'un pont et d'une ligne de tramway, et enfin l'expropriation massive afin de construire des maisons à l'européenne. Pour cela, la création d'une *Baugesellschaft* à l'autrichienne est préconisée dès 1902⁶¹².

Hugo Accurti, un Hongrois italophone de Fiume⁶¹³, arrive en Chine comme enseigne de vaisseau (all. *Linienschiffsfähnrich*) en juin 1900 à bord du SMS Kaiserin und Königin Maria Theresa. Il rejoint le détachement de marine austro-hongrois à Beijing de 10 mai 1901 au 29 avril 1902. Le 10 septembre 1902, désormais lieutenant de vaisseau (all. *Linienschiffslieutenant*) il prend le commandement du détachement à Tianjin, assumant à la même occasion la tête de la police de la concession austro-hongroise. Il devient concurremment secrétaire de la concession austro-hongroise, position qu'il occupe jusqu'à ce que la légation d'Autriche-Hongrie lui demande de démissionner, en 1910, afin de ne pas devenir l'égal du consul austro-hongrois à Tianjin, ayant par ailleurs accepté d'être nommé consul honoraire du Brésil. Il quitte le service actif à la fin de 1904⁶¹⁴. Après une tentative infructueuse pour créer une *Baugesellschaft* (sur le modèle de ce qui existe dans les concessions allemandes à Hankou et à Tianjin) par l'intermédiaire de la Fiumaner Creditbank à la fin 1903⁶¹⁵, Accurti crée sa propre société, la Hotung-Baugesellschaft⁶¹⁶, le 19 décembre 1905. Il s'agit d'une société par actions d'un capital de deux cent mille taëls, dont la quasi-totalité est détenue par un jésuite français. Une telle société est considérée comme indispensable pour tout

608cf. p. 170

609cf. p. 171

610Accurti au consul austro-hongrois à Tianjin, 10 janvier 1906, OESTA HHSTA Peking 68

611La berge fait quatre mille cinq cent pieds anglais en tout. Rapport commercial du consulat austro-hongrois de Tianjin pour l'année 1910, OESTA HHSTA Peking 67

612Rapport du consulat austro-hongrois à Tianjin du 31 janvier 1903, OESTA HHSTA F63 Tientsin

613Auj. Rijeka

614LEHNER, Georg, LEHNER, Monika, *Österreich-Ungarn und der « Boxeraufstand » in China*, Studien-Verlag, Wien, 2002, p. 699

615Projet de contrat entre la concession austro-hongroise de Tianjin et la Fiumaner Creditbank, confidentiel, OESTA HHSTA F63 Tientsin ; il ne s'agit pas, comme le laisse supposer la rumeur rapportée par Lee Chinyun, que l'Autriche-Hongrie se débarrasse de sa concession. Elle cherche au contraire les moyens de la développer. LEE, Chinyun, *Trieste and Austro-Chinese Trade from 1869 to 1918*, thèse non-publiée, Ljubljana, 2002, p. 103

616Rapport du secrétaire de la concession austro-hongroise de Tianjin, Hugo Accurti, 17 juin 1909, OESTA HHSTA Peking 68

développement de la concession. Hugo Accurti s'adjoit Wen Shou-feng, notable chinois de la concession, comme co-directeur, ainsi que son frère cadet, Gino⁶¹⁷, comme directeur général. Divers Chinois et Autrichiens se succèdent au poste de directeur, mais Hugo et Gino Accurti conservent leurs positions jusqu'en 1917. Bien qu'il ait été soupçonné de corruption, Hugo Accurti habite avec sa femme à la frontière austro-italienne, près du marais, dans une zone insalubre de la concession⁶¹⁸. Il conserve des liens étroits avec les notabilités chinoises de la concession après sa démission, qui lui rend sa liberté de parole, mais qui ne l'empêche pas de rester la personnalité politique la plus importante du territoire jusqu'en 1917⁶¹⁹.

La concession austro-hongroise concède ainsi cinquante-neuf mu⁶²⁰ de son territoire à la Hotung-Baugesellschaft dans la zone sud, dont la rue principale, la Czikkannstraße, ainsi que son droit d'expropriation sur la zone. La société dépense cinq mille taëls afin d'exproprier les propriétaires chinois sur le terrain où, dès 1906, elle élève un marché couvert de cinq cent vingt-deux mètres carrés⁶²¹. Elle élève des bâtiments de style semi-européen le long des quatre cent quatre-vingt mètres de la Czikkannstraße, pour abriter des commerces chinois. Un théâtre est aussi construit sur la même rue. Enfin, la Hotung-Baugesellschaft trouve un accord avec la famille Zu afin d'éloigner de la concession son cimetière privé (quelques quatre cents tombes) en mars 1906⁶²².

Certains bâtiments sont élevés dès 1903, notamment un cinéma et le casino Schiller, ouvert tant aux occidentaux qu'aux Chinois. Par ailleurs, les bâtiments publics occupent certains yamens et temples laissés sans propriétaires par l'article 5 du traité de 1902. C'est notamment le cas du consulat, du yamen des officiers et de la caserne, mais aussi de deux écoles primaires en 1903 et en 1906. L'éclairage public est lui planifié et mis en place par les propriétaires dès octobre 1902⁶²³. Un consulat et une caserne sont construits par les ingénieurs viennois Rudolf Wipplinger et Johann Brunner en 1904, qui sont en charge de l'érection des maisons « à l'européenne » sur la Czikkannstraße et de la deuxième légation, à Beijing⁶²⁴.

617Ce dernier devient aussi consul honoraire du Brésil à Tianjin à partir de 1909. Sous-officier de réserve (infanterie), il parvient à rejoindre son pays natal en 1915 et se distingue au front.

618E. Zach au ministre d'Autriche-Hongrie à Beijing, privé, confidentiel, 17 juin 1908, OESTA HHSTA Peking 68 ; *Reichspost*, 13^e année, n° 45 (25 février 1906), p. 11 ; WRIGHT, Arnold, *Twentieth Century Impressions of Hong Kong, Shanghai and Other Treaty Ports of China*, 1908, p. 751 ; LEE, Chinyun, *Trieste and Austro-Chinese Trade from 1869 to 1918*, thèse non-publiée, Ljubljana, 2002, p. 101 ; Le rapport commercial du consulat austro-hongrois à Tianjin pour l'année 1915 donne le chiffre de 57,62 mu. OESTA HHSTA Peking 71

619Hugo Accurti au ministre d'Autriche-Hongrie à Beijing, 25 novembre 1911, OESTA HHSTA Peking 102

620La valeur du mu a été fixée en 1915 à 614,4 m². Les documents austro-hongrois donnent une valeur de 616 m² par mu en 1903.

621Il s'agit d'un des trois seuls marchés européens à Tianjin, avec le britannique et le français. WRIGHT, Arnold, *Twentieth Century Impressions of Hong Kong, Shanghai and Other Treaty Ports of China*, 1908, p. 726

622Accurti au consul austro-hongrois à Tianjin, 10 janvier 1906, OESTA HHSTA Peking 68

623LEE, Chinyun, *Trieste and Austro-Chinese Trade from 1869 to 1918*, thèse non-publiée, Ljubljana, 2002, pp. 93, 96-97

624Emil S. Fischer, Fischer & Co., Tianjin, au ministre des affaires étrangères, 5 mai 1908, OESTA HHSTA Peking 68 ; *Tages-Post*, 40^e année, n° 286, 15 décembre 1904, p. 5 ; cf. annexe n° 66

Si les critiques ne sont pas unanimes, et que la plus véhémence vient de Emil S. Fischer, qui a été l'un de ses directeurs et cherche à convaincre les autorités austro-hongroises de l'opportunité de soutenir une société concurrente et placée sous sa direction, notons tout de même que le rapport commercial du consulat austro-hongrois à Tianjin pour l'année 1915 mentionne que les constructions de la Hotung-Baugesellschaft sur la Czikannstraße ne font pas honneur à la concession, ni visuellement, ni d'un point de vue de sécurité, ni même de celui de l'hygiène⁶²⁵. Les critiques les plus véhémentes datent des années 1908-1910, sans qu'aucune réforme ne soit d'ailleurs adoptée⁶²⁶. En 1914, le rythme des expropriations s'accélère, afin de libérer la totalité des terrains non encore remodelés en zone sud. La population de la concession baisse d'un quart du fait de ce dernier mouvement⁶²⁷.

Le style architectural adopté est lui aussi révélateur de la nature de cette concession et de ses objectifs politiques et commerciaux. Si les sources austro-hongroises parlent de « style européen » ou « semi-européen ». D'autres n'hésitent pas à parler d'une mosaïque d'architectures nationales, allemande, autrichienne, française, britannique, etc. Comment définir un style national uniforme ? Et, à plus forte raison, qu'est-ce qu'un « style européen » ou « semi-européen » ? En vérité, seuls les bâtiments publics construits sous la direction de Brunner et Wipplinger, ingénieurs venus spécialement de Wien, peuvent être considérés comme la transposition d'un style « autrichien » dans ce contexte chinois et colonial. Les autres bâtiments, et en particulier ceux construits par la Hotung-Baugesellschaft hors Czikannstraße, sont de style indéfini, bien plus européenisant que véritablement européen. La raison en est, là encore, la particularité de ce système concessionnaire « national », qui est, tel un pavillon à l'exposition universelle, une vitrine vis-à-vis de la Chine et du monde, une vitrine politique, économique, et culturelle. Cette considération prend une importance plus considérable encore le long de la Czikannstraße, où passe la ligne de tramway et la grande majorité du trafic – d'où la véhémence des critiques portées contre la *Baugesellschaft* austro-hongroise. Une autre explication du phénomène est que la plupart de ces bâtiments est construite en vue d'être habitée par des résidents chinois, et non par des colons viennois⁶²⁸.

Tout cela renforce encore, et l'ambiguïté du statut et des buts de cette concession austro-hongroise, oscillant entre l'ambition de créer une Autriche-Hongrie idéale en Extrême-Orient, celle de maximiser l'efficacité d'un simple avant-poste commercial et d'une base arrière de la pénétration économique (et impériale) austro-hongroise en Chine et enfin la volonté d'accommoder une

625 OESTA HHSTA Peking 71

626 Fischer au consul austro-hongrois à Tianjin, 5 mai 1908 et 29 mars 1909, OESTA HHSTA Peking 68 ; Fischer, *Gründung einer Baugesellschaft mit heimatlichem Kapital in Tientsin* (1910), OESTA HHSTA Peking 68 ; Accurti au consul austro-hongrois à Tianjin, 21 février 1909, OESTA HHSTA Peking 68

627 Rapport commercial du consulat austro-hongrois de Tianjin pour l'année 1914, OESTA HHSTA Peking 71

628 cf. annexe n° 67

population presque uniquement indigène.

g- La concession austro-hongroise de Tianjin, 1902-1917 : Finances, impôts

La concession austro-hongroise, comme les concessions allemandes de Chine, n'est en aucun cas subventionnée par la métropole. Elle doit donc lever des impôts suffisamment élevés pour subvenir à ses propres besoins. Le rôle premier du conseil municipal chinois, créé dès 1902, est de rendre aussi bénigne, juste et populaire que possible la nouvelle administration fiscale. Sous l'administration du GPT, les revenus perçus sont la taxe d'habitation (fixée à trois pour cent de la valeur locative), les patentes et les permis de construire. Les patentes sont divisées en sept classes, pour les boutiques, les hôtels, les restaurants, les prêteurs sur gage, les brasseries, les salons de thé et les bains. (impôt progressif divisé en dix tranches, d'un quart de taël à vingt taëls par mois). Hormis la taxe sur les brasseries, qui est divisée en deux tranches de cinquante et de quatre-vingt taëls par mois, les autres patentes sont échelonnées entre un quart de taël et vingt taëls et demi par mois. Il existe enfin des « free-licences » pour les « huttes en argile » qu'habite la classe pauvre de la population concessionnaire, ainsi que pour les plus petits commerces (un dollar d'argent par an, dans les deux cas). Il existe enfin une taxe sur les fumeries d'opium et les ferries. Ces dispositions sont d'abord reprises intégralement par l'administration austro-hongroise. La seule modification est le réhaussement de la « free-licence » pour les maisons les plus pauvres d'un dollar d'argent à un taël par an, soit une hausse d'environ un tiers.

À ces taxes s'ajoutent naturellement les pénalités pour retard et les diverses amendes, les loyers (à partir de septembre 1902) et les taxes sur les quais (à partir de décembre 1902). Les revenus de la concession se montent ainsi à deux mille cent taëls en août 1902 et à trois mille cinq cents taëls en décembre de la même année. Les dépenses mensuelles se chiffrent elles à quatre-vingt taëls pour le loyer à payer au gouvernement chinois, cent soixante taëls pour le salaire des employés, deux cent soixante salaires pour la chancellerie et huit cents taëls pour la police, soit mille trois cent taëls. Il faut ajouter à ce montant l'entretien des rues, les travaux les plus urgents, les expropriations, mais aussi, par exemple, l'achat des uniformes, de l'armement, l'érection de postes de garde, etc. Les revenus de la concession sont donc à peine suffisants pour subvenir à ses besoins immédiats⁶²⁹.

Cela oblige les autorités concessionnaires à rechercher d'autres sources de revenus, qui ne sont pas toujours compatibles avec le prestige de la nation colonisatrice. Nous avons vu que la taxe sur les fumeries d'opium a été maintenu lors du transfert de l'administration du GPT au consulat d'Autriche-Hongrie. En janvier 1907, les consuls de Tianjin se réunissent et décident d'interdire la

629Rapport du consulat austro-hongrois à Tianjin du 31 janvier 1903, OESTA HHSTA F63 Tientsin

vente de l'opium. Toutes les fumeries doivent rendre leurs licences et fermer, y compris dans la concession austro-hongroise. Il semble, d'après Lee Chinyun, que les autorités de cette concession aient d'abord mis en œuvre la prohibition de façon sévère. Néanmoins, dès mars 1908, la vente d'opium est à nouveau autorisée en petites quantités, à condition que le vendeur et l'acheteur possèdent un permis, pour lequel il est permis de supposer que chacun ait payé une taxe à la concession austro-hongroise⁶³⁰. Dès novembre 1902, les nouvelles autorités organisent une loterie, malgré l'interdiction de telles activités sur le reste du territoire chinois. C'est un succès, financièrement, mais aussi une source de conflits avec la population chinoise, et l'initiative est rapidement abandonnée. Notons par ailleurs que les autres jeux d'argent sont strictement interdits sur le territoire de Hedong⁶³¹.

Les impôts augmentent progressivement durant la vie de la concession. L'apogée est atteint en 1911, alors que la municipalité n'est plus consultée depuis le mois d'avril. D'après une pétition d'habitants de la concession austro-hongroise : la taxe d'habitation aurait été plus que triplée (avec des variations) ; les hôtels et le music hall ont dû fermer en raison de la pression fiscale ; une taxe sur les publicités est créée ; une taxe sur les enseignes des boutiques est créée et s'ajoute aux patentes. D'autres mesures dénoncées par la pétition tiennent autant des mauvaises pratiques de gouvernement, voire de criminalité, que de la recherche de revenus permettant d'assurer l'autonomie financière du territoire. Elle cite, par exemple, une nouvelle taxe de cinq dollars payable par les magasins devant lesquels les arbres viendraient à dépérir (la rue principale est plantée d'arbres) ; ou encore la location à la concession allemande pour trois cents dollars par mois de la pompe qui normalement permet à un terrain en contrebas du reste de la concession d'éviter l'inondation pendant les mois d'été. Cette location aurait entraîné, et l'inondation du terrain, et l'effondrement de certaines maisons chinoises sur leurs habitants, dont plusieurs seraient morts ; enfin, la pétition se plaint du triplement des taxes sur les prostituées travaillant dans les maisons closes de la concession, forçant ces dernières, en majorité, à fermer ou déménager sur la concession japonaise⁶³².

630LEE, Chinyun, *Trieste and Austro-Chinese Trade from 1869 to 1918*, thèse non-publiée, Ljubljana, 2002, p. 95

631Article de journal sans titre, s.d., OESTA HHSTA F63 Tientsin ; LEE, Chinyun, *Trieste and Austro-Chinese Trade from 1869 to 1918*, thèse non-publiée, Ljubljana, 2002, p. 98

632Pétition des habitants de la concession austro-hongroise de Tianjin, signée de l'avocat Tsao Shih Tzên, 24 octobre 1911, OESTA HHSTA Peking 102 ; Hugo Accurti au ministre d'Autriche-Hongrie à Beijing, 25 novembre 1911, OESTA HHSTA Peking 102

h- La concession austro-hongroise de Tianjin, 1902-1917 : Odonymie

Il est intéressant à ce propos d'analyser l'odonymie de la concession austro-hongroise de Tianjin, c'est-à-dire principalement les noms de rue attribués par les autorités coloniales de la concession. De la même manière que l'aménagement du territoire, la réorganisation du gouvernement ou l'occupation militaire, nommer l'espace, c'est en affirmer la possession et la légitimer politiquement⁶³³. L'appellation politique des noms de rue est un « tableau d'affichage des représentations culturelles et des symboles que nos sociétés cherchent à promouvoir »⁶³⁴. C'est donc un élément essentiel dans l'analyse historique du phénomène concessionnaire, qui est une vitrine politique, économique et culturelle, vis-à-vis de la Chine et du monde, avant d'être une micro-colonie urbaine. Le cas de l'Autriche-Hongrie à Tianjin est de ce point de vue tout à fait particulier. C'est en effet l'une des seules concessions (avec l'allemande) à utiliser un système partiellement numérique – les rues perpendiculaires au fleuve comprennent ainsi la *II.*, *III.* et *IV. Hauptgasse*, les rues parallèles comprennent la *I.*, *II.*, *III. Nebengasse*, et c'est surtout celle qui regroupe le plus d'odonymes fonctionnels – *Yamengasse*, *Consulategasse* et l'inévitable *bund* (autrichien), aussi appelé *Bundstraße* ou *Uferstraße*. Ces derniers correspondent, en principe, à une période plus ancienne dans le développement des concessions en Chine et à Tianjin et ne constitue plus la norme de 1895 à 1915. C'est ainsi que les rues du Château d'eau ou du Chemin de fer dans la concession française de Tianjin deviennent après 1895 les rues Courbet et Henry Bourgeois. Seule la rue principale porte une dénomination à portée symbolique et politique : la (Baron) *Czikannstraße*, mais celle-ci est ambiguë. Le baron Czikann, s'il est celui qui a revendiqué l'établissement de la concession à Tianjin, est aussi tout simplement le (premier) ministre d'Autriche-Hongrie en Chine, ce qui tend à neutraliser la signification coloniale (vis-à-vis des habitants du territoire), impériale (vis-à-vis de la Chine) ou politique de manière plus large (vis-à-vis des autres puissances étrangères intéressées à la Chine). Cela marque certes un rang inférieur parmi ces puissances, mais aussi probablement une volonté d'éviter de provoquer la population ou les autorités chinoises. Cela souligne aussi l'intérêt d'abord commercial de l'établissement de cette micro-colonie austro-hongroise en Chine, du point de vue de la métropole comme des diplomates, moins que politique, comme c'est plus courant dans les concessions étrangères de Tianjin, y comprises les dernières venues (telles l'italienne et la russe). Notons enfin que seule la zone sud est ainsi dotée d'une nomenclature d'origine austro-hongroise, les noms chinois subsistant dans la zone nord. Cela marque clairement le désintérêt des autorités coloniales pour la partie déjà bâtie de la concession,

633 YEOH, Brenda S.A., « Street-Naming and Nation-Building: Toponymic Inscriptions of Nationhood in Singapore », *Area*, vol. 28, n° 3 (sept. 1996), p. 299

634 BADARIOTTI, Dominique, « Les noms de rue en géographie. Plaidoyer pour une recherche sur les odonymes », *Annales de géographie*, vol. 111, n° 625 (2002), pp. 285-286

éloignée des voies principales de communication et des centres d'affaires.

i- La concession austro-hongroise de Tianjin, 1902-1917 : Transports

La Hotung-Baugesellschaft a aussi pour mission d'élargir et de paver la Czikanstraße, qui relie la Cité chinoise de Tianjin aux concessions italienne et russe ainsi qu'à la gare de l'Est. Cette rue est la vitrine et l'axe majeur du trafic de la concession austro-hongroise. Entre quatre-vingt mille et cent mille personnes empruntent tous les jours une sorte de ponton qui relie la Cité chinoise à la rue principale du territoire austro-hongrois. En 1906, une double concession est accordée à la Compagnie de Tramways et d'Éclairage de Tientsin, société belge, qui doit remplacer dans l'année ce ponton par un pont levant du même ordre que le pont international qui relie la concession française à la concession russe et à la gare de l'Est. Il est en très mauvais état lorsque les autorités austro-hongroises prennent possession de la concession en 1902. Par ailleurs, une nouvelle ligne de tramways doit relier la Cité chinoise à la gare de l'Est *via* les concessions austro-hongroise, italienne et russe. Le coût du nouveau pont est de quatre cent quarante-cinq mille francs-or, dont la Chine paye trente-sept pour cent, la société belge trente-six pour cent, et les concessions austro-hongroise et italienne ensemble vingt-sept pour cent. Une fois terminé, et bien qu'il soit coutume de l'appeler le « pont autrichien » (mais aussi parfois le Dongfu qiao, qui est aussi le nom du ponton), le pont levant devient la propriété entière de la Chine, qui en théorie doit en payer les frais d'entretien, mais aussi en assurer la police et le fonctionnement, bien que dans les faits cela soit assuré par le détachement de marine austro-hongrois sur la concession.

Un projet cher à Hugo Accurti est d'ailleurs d'utiliser la position favorable de Tianjin en ce qui concerne le transport fluvial en Chine du Nord. Le marais au nord de la concession austro-hongroise, dans une plus large mesure encore que dans le cas de la concession italienne, présente un problème majeur, à la fois du point de vue de l'hygiène, de la sécurité et des frontières. Mais plutôt que d'assécher le marais, Accurti caresse longtemps le rêve de creuser un canal le reliant au Haihe, ainsi que de construire l'infrastructure nécessaire à l'établissement d'un véritable port à jonques. Le transport fluvial représente en effet environ quarante-quatre pour cent du trafic de marchandises de la ville avec son arrière-pays, et ce en 1915. L'idée est d'ailleurs incluse dans le projet de contrat entre la concession austro-hongroise et la Fiumaner Creditbank en 1903. Le coût de l'infrastructure, mais aussi les relations houleuses avec l'administration du chemin de fer condamnent le projet⁶³⁵.

635Rapport du consulat austro-hongrois à Tianjin du 31 janvier 1903, OESTA HHSTA F63 Tientsin ; Projet de contrat entre la concession austro-hongroise de Tianjin et la Fiumaner Creditbank, confidentiel, OESTA HHSTA F63 Tientsin ; Tientsin, seine handelspolitische Bedeutung und Zukunft. 12 juillet 1915, OESTA HHSTA F63 Tientsin

j- La concession austro-hongroise de Tianjin : Frontières

Les frontières de la concession austro-hongroise de Tianjin ne sont fixées que de manière très imprécise dans le traité du 20 juin 1902. Celui du 27 décembre 1902, s'il précise bien des points, n'est pas plus clair⁶³⁶. La concession est délimitée au nord et à l'ouest par le Haihe, au sud, par la concession italienne et à l'est par une ligne arbitraire qui s'étend théoriquement jusqu'aux voies de chemin de fer. Le traité précise cependant que, les droits de l'administration du chemin de fer Beijing-Shanhaiguan n'étant pas clairement établis, cette frontière doit être fixée par un accord séparé entre les autorités austro-hongroises de la concession et cette administration (plus loin : l'administration).

Ainsi, si le territoire de la concession a une superficie théorique de 1178.411 mu, les autorités ne payent au gouvernement chinois qu'un loyer calculé sur la base d'une superficie de 1012 mu. Cela tient au fait que l'administration revendique finalement la propriété d'un territoire de 166.546 mu, appelé dans les documents autrichiens le « territoire litigieux » (all. *strittiges Gebiet*). La superficie est calculée sur la base des bornes-frontières, posées à l'été 1902 par les marins austro-hongrois, puis à la fin 1902 par l'administration. Pour ne rien arranger, ce territoire est principalement situé de douze à treize pieds anglais⁶³⁷ en-dessous du niveau du Haihe et recouverts d'un marais. Ce dernier représente d'ailleurs un problème majeur d'hygiène et de sécurité pour la population voisine. Le marais déborde lors des fortes pluies de juin et d'août, et se déverse dans la concession, sans qu'aucun canal ni station de pompage ne permette de faire face à la situation. Lors de ces mois d'été, le niveau du lac peut augmenter de dix centimètres en vingt-quatre heures. Un assèchement coûterait d'ailleurs un prix considérable (au-delà de cent mille dollars). Si de son côté les autorités de la concession austro-hongroise conçoivent de grands projets pour ce bout de territoire (port à jonques, avec construction de quais et d'un canal jusqu'au Haihe) et tentent immédiatement de trouver un accord avec l'administration, cette dernière, qui revendique la propriété du territoire sans pourtant y concevoir aucun projet d'aménagement, d'assèchement ou de construction de voies, reste inflexible et rompt les négociations. Le territoire reste donc toujours « litigieux » pendant les quinze années d'existence de la concession austro-hongroise. La concession italienne, dans une situation similaire, parvient pourtant assez vite à trouver un accord en partageant de façon égale son propre « territoire litigieux »⁶³⁸. Mentionnons aussi que, du « territoire litigieux » au Haihe, aucune délimitation claire n'a jamais été adoptée, bien que les conséquences de cette imprécision particulière sont moins graves en raison du peu d'intérêt que la concession austro-

636Consulté, un avocat allemand déconseille de soumettre la question à l'arbitrage en raison des imprécisions dans le traité de décembre 1902. Schumpeter, consul d'Autriche-Hongrie à Tianjin, au ministre d'Autriche-Hongrie à Beijing, 5 septembre 1914, OESTA HHSTA Peking 100

637Entre 3.6 m et 4 m.

638Accurti au consul austro-hongrois à Tianjin, 10 janvier 1906, OESTA HHSTA Peking 68 ; cf. paragraphe précédent

hongrois accorde à sa zone nord.

La frontière sud n'est en réalité pas plus certaine. La frontière austro-italienne n'est en effet pas une ligne droite et ne suit pas le tracé d'une rue. La concession italienne tente de remédier à cette situation bizarre à partir de 1905, mais les intérêts austro-hongrois et italiens sont irréconciliables. En effet, la concession austro-hongroise n'a que peu de moyens financiers, car elle est autonome et non-subventionnée ; aucun accord ne peut être trouvée avec l'administration au nord ; et le point le plus bas de la concession se situe à presque quatre mètres au-dessous du niveau du Haihe. La concession italienne, elle, est subventionnée, et reçoit de la métropole un investissement suffisant pour construire deux canaux de drainage ; elle a fixé sa frontière nord avec l'administration, ce qui lui permet par ailleurs d'envisager l'assèchement de son propre marais ; enfin, elle obtient aussi les financements nécessaires pour élever la totalité du territoire de la concession au niveau le plus haut du Haihe. Dans ces conditions, une rue-frontière austro-italienne devrait être – du point de vue italien – élevée elle aussi, ce qui coûterait environ quarante mille dollars à la concession austro-hongroise. Cette dernière préférerait creuser cette voie, qui ne lui est pas nécessaire comme axe de communication, afin d'en faire un canal de drainage. Après de longues négociations, les autorités italiennes acceptent de ne combler les quatre rues perpendiculaires à la frontière qu'à un niveau intermédiaire. Cependant, les travaux ne sont jamais entrepris du côté austro-hongrois et le tracé n'est jamais normalisé, ce jusqu'à la rétrocession à la Chine en 1917.

Enfin, dans le coin sud-ouest de la concession, c'est-à-dire à l'endroit où la frontière austro-italienne rejoint le bund⁶³⁹, est situé un dépôt de sel. Le commerce du sel est en Chine un monopole d'État, et la ressource est donc inaliénable. L'article 4 du traité du 27 décembre 1902 prévoit bien qu'un accord soit trouvé entre les autorités de la concession austro-hongroise et les fonctionnaires chargés du dépôt, mais ceux-ci demandent environ mille cinq cents taëls par mu, soit cinq fois la valeur du terrain (en 1905). Le sel lui-même est pourtant déplacé en territoire chinois, mais le terrain du dépôt continue à constituer une exclave chinoise pendant toute la durée d'existence de la concession austro-hongroise⁶⁴⁰.

639C'est-à-dire la rive des différentes concessions.

640Accurti au consul austro-hongrois à Tianjin, 10 janvier 1906, OESTA HHSTA Peking 68 ; SINGARAVÉLOU, Pierre, « La bataille du sel. Économie, société civile et puissances étrangères à Tianjin en 1900 », *Outre-Mers*, 1er semestre 2014, n° 382-383, pp. 47-70

k- Le corps d'occupation austro-hongrois en Chine du Nord : Occupation et police dans la concession austro-hongroise Tianjin

Le corps d'occupation austro-hongrois en Chine du Nord est l'un des plus réduits en effectifs. Contrairement à d'autres corps d'occupation, il ne participe pas à la protection du chemin de fer Beijing-Shanhaiguan, ni ne rétrocede aucun poste durant la durée de sa présence en Chine du Nord (de 1900 à 1917). Il est organisé, jusqu'en 1914, en deux entités : le détachement de marine impérial et royal à Beijing – c'est-à-dire la garde de la légation austro-hongroise – et le détachement à Tianjin. De plus, un détachement de deux hommes est détaché par le détachement tientsinois à Tanggu de 1900 à 1914.

Ces deux marins gardent un petit terrain triangulaire d'une superficie de 2,9 mu⁶⁴¹ à Tanggu, dont la visée stratégique est *a priori* de permettre un éventuel débarquement en cas d'hostilités de type boxer. Ce terrain, occupé depuis 1900, est loué officiellement à l'administration – britannique – du chemin de fer Beijing-Shanhaiguan en avril 1902, au tarif symbolique de cinq dollars par mois, soit jusqu'à l'évacuation du Zhili par la marine austro-hongroise, soit jusqu'à ce que l'administration soit rendue à la Chine. Le terrain devient litigieux lors de la « dissolution » du corps d'occupation austro-hongrois en 1910, lorsque l'administration souhaite récupérer le terrain afin d'y construire des voies. Les autorités austro-hongroises refusent cependant de céder, et en raison de l'avis du commandement du détachement de marine à Tianjin, et afin de faciliter les négociations avec la même administration concernant le « terrain litigieux » (all. *strittiges Gebiet*) au nord de la concession⁶⁴².

Le détachement de marine impérial et royal à Tianjin assure l'exercice de la police sur la concession austro-hongroise⁶⁴³. Au corps d'occupation à l'effectif variable vient s'adjoindre dès 1902 un corps de soixante-dix policiers chinois, dits « shimbos », dont deux sergents (all. *Wachtmeister*), deux caporaux (all. *Korporal*), six brigadiers (all. *Gefreite*) et soixante agents répartis dans quatre corps de garde. Un petit hôpital est installé dans la caserne et est aussi ouvert aux shimbos⁶⁴⁴. En ce qui concerne les affaires militaires, le commandant du détachement est soumis à l'autorité du commandant de la garde de la légation ; dans les affaires de police, le commandant tientsinois porte

641La valeur du mu a été fixée en 1915 à 614,4 m². Les documents austro-hongrois donnent une valeur de 616 m² par mu en 1903.

642Lieutenant-colonel C.R. Brown, directeur des Imperial Railways of Northern China, au capitaine Haslinger, commandant du détachement de marine austro-hongrois à Tianjin, avril 1902, OESTA HHSTA F63 Tientsin ; Wai-wu-pu au chevalier von Storck, ministre d'Autriche-Hongrie à Beijing, 16 septembre 1910, OESTA HHSTA F63 Tientsin ; Storck, Ministre d'Autriche-Hongrie à Beijing au prince Qing, 21 septembre 1910, OESTA HHSTA F63 Tientsin ; Ministre d'Autriche-Hongrie à Beijing au ministère des affaires étrangères austro-hongrois, 5 novembre 1910, OESTA HHSTA F63 Tientsin

643Sauf entre 1908 et 1911. Consul d'Autriche-Hongrie à Tianjin à Rosthorn, ministre d'Autriche-Hongrie à Beijing, 13 décembre 1911, OESTA HHSTA Peking 87

644Rapport du consulat austro-hongrois à Tianjin du 31 janvier 1903, OESTA HHSTA F63 Tientsin

le titre d'« inspecteur de police, commandant de la police en second sur la concession austro-hongroise » ; il est alors soumis au consul d'Autriche-Hongrie à Tianjin⁶⁴⁵. Cet arrangement bizarre vient compliquer encore le gouvernement de la concession austro-hongroise. Aux différents conflits entre les autorités diplomatiques et municipales vient s'ajouter ceux entre le consul et l'inspecteur, ce dernier ayant naturellement tendance à prendre ses ordres à Beijing. Les archives gardent trace d'une rupture de contrat du lieutenant de vaisseau (all. *Linienschiffsleutnant*) Schiener, commandant du détachement tientsinois, en tant qu'inspecteur de police, par le consul d'alors, pour « dépassement de compétences », en juin 1914. Le ministère des affaires étrangères demande une enquête afin de savoir s'il ne serait pas préférable de créer une police exclusivement civile, mais n'aboutit à aucun résultat concret⁶⁴⁶. Le protocole fixant de façon claire les attributions entre le consul et l'inspecteur de police ne date lui que du 10 avril 1913⁶⁴⁷.

Nous avons vu que les nombreux organes de gouvernement et le flou dans leurs attributions respectives créent sur la concession un climat propice à la corruption et aux abus de pouvoir. Les mêmes conditions semblent avoir permis à la police austro-hongroise les mêmes écarts. La même pétition citée plus haut, qui proteste contre des hausses d'impôts spectaculaires, cite parmi ses griefs, de façon perturbante, l'habitude qu'aurait l'inspecteur de « trouver des enfants chinois pour jouer ; mais, si une enfant, ne le connaissant pas et ne sachant pas qu'il s'agit d'un officier, l'injurait, celui-ci serait immédiatement saisi et emmené au yamen, et le chef de sa famille recevrait une amende »⁶⁴⁸. Li K'o Ch'ang⁶⁴⁹, boucher sur la rue principale et notable de la concession, quant à lui, porte plainte auprès du consulat d'Autriche-Hongrie en août 1911. Il décrit la « tradition » qu'est, pour des délégués du détachement de marine, de faire la quête auprès des commerçants de la concession afin de financer la célébration de l'anniversaire de l'empereur-roi, et ce depuis 1902. Sa plainte concerne l'augmentation importante de la contribution demandée (de un tiao à un dollar et cinq cents cash en ce qui le concerne personnellement), mais aussi à la multiplication de telles extorsions pendant l'année précédente, notamment à la fête de l'été, à la fête de la lune, et pour le nouvel an. Le consulat ordonne immédiatement le remboursement des sommes indûment perçues, et le scandale se solde par le licenciement de cinq marins et un sous-officier du détachement de marine⁶⁵⁰.

645Bernauer, consul d'Autriche-Hongrie à Tianjin, au ministre d'Autriche-Hongrie à Beijing, 28 juillet 1902, OESTA HHSTA Peking 102

646Ministre des affaires étrangères au ministre d'Autriche-Hongrie à Beijing, confidentiel, 7 juillet 1914, OESTA HHSTA Peking 102

647Nouveau règlement de police de la concession austro-hongroise, 10 avril 1913, OESTA HHSTA Peking 102

648Pétition des habitants de la concession austro-hongroise de Tianjin, signée de l'avocat Tsao Shih Tzên, 24 octobre 1911, OESTA HHSTA Peking 102

649Nous ne connaissons pas les hanzi formant son nom, et nous contentons donc de reproduire la transcription Wades que porte les archives.

650Déposition de Li K'o Ch'ang, propriétaire de la boucherie Tien Ch'u Tang sur la rue principale de la concession

1- Après Gółuchowski : Conséquences sur la politique impériale austro-hongroise, 1904-1908

L'aboutissement logique de la compétition russo-japonaise pour le contrôle de la Corée, intérêt de premier ordre pour la Russie, question vitale pour le Japon, est la déclaration de guerre du dernier à la première le 10 février 1904. Dès le 8 février, les troupes japonaises débarquent à Jemulpo⁶⁵¹, en Corée. Le 23 février, celle-ci devient un protectorat japonais. Le 2 février 1905, Port-Artur (Lüshunkou) capitule. Le 10 mars, les Japonais entrent à Mukden. La fameuse bataille navale de Tsushima, du 27 au 29 mai, où la flotte russe de la Baltique est envoyée par le fond, marque la défaite de la Russie. Elle est actée par le traité de Portsmouth, signé le 5 septembre de la même année. La Russie reconnaît ainsi le contrôle japonais de la Corée et cède le territoire à bail de Port-Artur, le chemin de fer Port-Artur-Changchun, ainsi que la partie sud de l'île de Sakhalin au Japon. À l'intérieur, la Russie doit faire face à la révolution de 1905. À l'extérieur de ses frontières, le prestige ainsi que les capacités d'action de la Russie en Extrême-Orient sont durablement endommagés. Cet affaiblissement soudain remet en cause la politique d'entente austro-russe de Gółuchowski basée sur le principe de l'équilibre des forces dans les Balkans.

Le « règlement » de la question de Macédoine, dernier acte impérialiste de la politique étrangère de Gółuchowski, est aussi le chant du cygne de l'entente austro-russe. Dans cette région sous domination ottomane, des troubles durent sans discontinuer depuis 1903. Les puissances européennes tentent d'abord de mettre fin aux troubles en utilisant leur influence sur les pays limitrophes pour réprimer le mouvement insurrectionnel et, timidement, sur le sultan pour introduire des réformes. Puis, le 17 janvier 1905, les ambassadeurs d'Autriche-Hongrie et de Russie à Constantinople⁶⁵² tentent d'imposer un projet de réorganisation des finances macédoniennes. Un programme amendé, auxquelles adhèrent l'Allemagne, la France, l'Italie et le Royaume-Uni, est présenté le 9 mai. Lorsque l'Empire ottoman se déclare dans « l'impossibilité absolue » de le mettre en application, les six puissances cherchent d'abord à passer outre, nomment leurs conseillers financiers à Saloniki⁶⁵³, mais à leur arrivée le gouverneur général refuse de se mettre en rapport avec eux. Le sultan refuse, lui, d'accorder une audience collective aux ambassadeurs, le 27 octobre. Dans ces conditions et sur proposition austro-russe, une flotte alliée – les six puissances sans l'Allemagne, et commandée par l'amiral autrichien Juliusz Ripper⁶⁵⁴, est envoyée saisir les douanes

austro-hongroise, 21 août 1911, OESTA HHSTA Peking 102

651Auj. Incheon

652Auj. İstanbul

653Auj. Thessaloniki

654Juliusz Ripper, né le 6 mars 1847 à Podgórze, décédé le 15 juillet 1914 à Wien, enseigne de vaisseau (all.

Linienschiffsführer) 1869, lieutenant de vaisseau (all. *Linienschiffslieutenant*) 1878, capitaine de corvette (all.

Korvettenkapitän) 1889, commande le Planet 1891-1892, le Fasana 1892, capitaine de vaisseau (all.

Linienschiffskapitän) 1892, anobli 1894, capitaine de frégate (all. *Fregattenkapitän*) 1895, commande le Kaiserin

und Königin Maria Theresa 1898, l'arsenal de Pola 1899, contre-amiral (all. *Konteradmiral*) 1901, préside le Comité technique naval 1902, vice-amiral (all. *Vize-Admiral*) 1905, amiral (all. *Admiral*) 1911

et les bureaux de poste des îles de Mytilini et de Limnos. La Turquie doit céder⁶⁵⁵.

Parallèlement à la guerre en Mandchourie et en Corée, et à la question de Macédoine, un événement indépendant de la politique austro-hongroise précipite la situation : la signature de l'Entente cordiale. La nécessité de régler les différends coloniaux entre la France et le Royaume-Uni, ainsi qu'une méfiance britannique de plus en plus aigüe vis-à-vis de l'Allemagne, poussent les deux puissances à signer une série d'accords bilatéraux le 8 avril 1904. Bientôt, le comte Gołuchowski, l'homme de l'entente, est remplacé à Wien par Alois Leopold Johann Baptist Lexa baron (puis comte à partir de 1909) von Aerenthal⁶⁵⁶. Ce dernier, grand connaisseur des Balkans, est partisan depuis longtemps d'une politique plus audacieuse vis-à-vis de la Russie. Depuis les événements de 1904-1905, il est convaincu de la faiblesse de cette puissance. Ses convictions se doublent d'une volonté allemande manifeste de dénouer cette entente austro-russe lorsque la Russie signe un premier accord avec le Japon, allié britannique, le 30 juillet 1907, soldant la question de Mandchourie⁶⁵⁷, puis se rapproche du Royaume-Uni par un second traité le 31 août, créant ainsi ce qu'on appelle la « Triple Entente ». L'annexion de la Bosnie-Herzégovine le 5 octobre 1908, pour laquelle cependant Aerenthal croit sur un malentendu avoir obtenu le soutien d'Izvol'skiy, ministre des affaires étrangères russe, rompt toute confiance avec la Russie et humilie la Serbie⁶⁵⁸.

Ce nouveau ministre et cette nouvelle situation européenne de l'Autriche-Hongrie influe naturellement sur la politique austro-hongroise en Chine. Le comte von Calice, ancien ministre-résident à Shanghai, et ambassadeur de longue date à Constantinople⁶⁵⁹, est remplacé par le marquis Pallavicini⁶⁶⁰. Le baron Czikan von Wahlborn, le ministre à Beijing, est remplacé par Eugen von Kuczyński⁶⁶¹. La politique austro-hongroise, tout comme la politique russe, est maintenant dirigée toute entière vers le contrôle des Balkans. La présence impériale austro-hongroise en Chine ne présente donc plus d'importance de premier plan.

Dès lors, le gouvernement viennois tente avant tout de minimiser l'impact de sa présence en Chine sur les finances autrichiens et hongroises. Cela passe entre autres par une réduction

655 LARMEROUX, Jean, *la Politique extérieure de l'Autriche-Hongrie 1875-1914*, Plon, Paris, Tome 1, pp. 451-453

656 Alois Leopold Johann Baptist Lexa comte von Aerenthal, né le 27 septembre 1854 à Groß-Skal (auj. Hrubá Skála), décédé le 17 février 1912 à Wien, attaché d'ambassade de Paris 1877, Sankt-Peterburg 1878, chef de section au ministère des affaires étrangères 1883, conseiller de légation à Sankt-Peterburg 1888, ministre à București 1895, à Sankt-Peterburg 1899, ministre des affaires étrangères 1906

657 RENOUVIN, Pierre, *la Question d'Extrême-Orient, 1840-1940*, Hachette, Paris, 1946, p. 229

658 LARMEROUX, Jean, *la Politique extérieure de l'Autriche-Hongrie 1875-1914*, Plon, Paris, Tome 1, pp. 457, 462 ; BÉRENGER, Jean, *l'Autriche-Hongrie, 1815-1918*, Paris, Armand Colin, 2005, p. 157

659 Auj. Istanbul

660 Johann marquis von Pallavicini, né le 18 mars 1848 à Padua, décédé le 4 mai 1941, attaché d'ambassade à Berlin 1871, Paris 1878, Londres 1880, secrétaire d'ambassade à Beograd 1887, conseiller d'ambassade à München 1894, Sankt-Peterburg 1894, ministre à București 1899, ambassadeur à Constantinople 1906-1918, ministre des affaires étrangères par intérim 1911, sénateur 1927

661 Eugen von Kuczyński, né en 1852, décédé en 1938, ministre à Tehran 1872, à Podgorica 1895, à Rio de Janeiro 1899, à Beijing 1906-1911

drastique du corps d'occupation. Nous l'avons vu, l'Allemagne effectue son « retrait » progressif de 1906 à 1909, laissant en Chine du Nord un corps d'occupation restreint sous le nom de détachement de marine (OAMD). Il faut attendre décembre 1909 cependant pour que le ministère de la guerre austro-hongrois s'intéresse à la question et étudie la possibilité de « dissoudre » son propre corps d'occupation, c'est-à-dire son étape à Tianjin, tout en maintenant une garde de la légation d'une quarantaine ou d'une cinquantaine d'hommes pour l'honneur. L'Autriche-Hongrie ne possède pourtant alors qu'un corps très restreint de 212 hommes, officiers inclus, dont cent soixante-dix à Beijing et quarante à Tianjin, dont sont détachés deux marins pour le poste de Tanggu. Les représentations du consul austro-hongrois à Tianjin, pour qui ce retrait signifie la suppression de la police de la concession, ne change rien aux effectifs totaux. En avril 1910, le ministre d'Autriche-Hongrie à Beijing transmet au gouvernement chinois la décision finale de son gouvernement, à savoir que la garde de la légation sera désormais limitée à trois officiers et trente-sept marins, dont un officier et quatre marins seront détachés à Tianjin. Les effectifs à Tanggu restent alors inchangés⁶⁶².

⁶⁶²Ministre de la guerre austro-hongrois au ministre des affaires étrangères, 29 décembre 1909, OESTA HHSTA PA XXIX 27 ; Consul d'Autriche-Hongrie à Tianjin au ministre des affaires étrangères, 5 avril 1910, OESTA HHSTA Peking 87 ; Consul d'Autriche-Hongrie à Tianjin au chevalier von Kuczynski, ministre d'Autriche-Hongrie à Beijing, 15 avril 1910, OESTA HHSTA Peking 87 ; Chevalier von Kuczynski, ministre d'Autriche-Hongrie à Beijing, au prince Qing, président du Wai-wu-pu, 15 avril 1910, OESTA HHSTA Peking 87 ; Wai-wu-pu au ministre d'Autriche-Hongrie à Beijing, 22 avril 1910, OESTA HHSTA PA XXIX 27

m- La gestion austro-hongroise de la révolution républicaine, 1911-1912

Cette réticence viennoise à s'impliquer dans les affaires de Chine et à affirmer son impérialisme est particulièrement visible lors de la révolution républicaine. La gravité des événements oblige en effet l'Autriche-Hongrie, comme toutes les autres nations ayant des positions impériales en Chine, à les protéger des opérations militaires et des émeutes. Les premières mesures sont prises dès novembre 1911, en raison de l'arrivée à Tianjin des troupes du général Zhang (six mille hommes) et sur la demande du ministre d'Autriche-Hongrie en Chine Rosthorn. Mais alors que celui-ci demande l'envoi d'un second navire dans les eaux chinoises, et l'augmentation des effectifs de la garde de la légation à au moins trois cents hommes, seuls sont débarqués quatre-vingt hommes du SMS Franz Josef I, qui est déjà sur place, le 8 décembre. Avant le débarquement, la totalité du détachement tientsinois quitte Tianjin pour Beijing. Un officier et trente-huit hommes du Franz Josef I viennent donc reformer ce détachement à Tianjin ; Un officier, un médecin et quarante-deux hommes s'adjoignent à la garde de la légation, amenant ainsi les effectifs du corps d'occupation austro-hongrois à quatre officiers et quatre-vingt-deux hommes à Beijing. À Tianjin, d'autres demi-mesures sont prises afin d'assurer « la parfaite défense » de la concession, à savoir la création d'une milice chinoise, financée par la contribution volontaire des habitants, et l'augmentation des effectifs « shimbo » de la police de quatre-vingt à quatre-vingt-trois hommes. Hugo Accurti, ancien secrétaire de la concession, ne manque pas de protester de façon véhémement contre cette mesure, l'augmentation des effectifs étant très insuffisante, et la création d'une milice étant peu politique, selon lui, et au point de vue pratique, et à celui des principes. Comment justifier en effet du paiement des impôts par la population chinoise à une autorité étrangère, notamment afin de financer la police de la concession, si au moment critique elle est remplacée par une milice financée par des contributions extraordinaires ? C'est aussi, d'après lui, un signe de faiblesse inexcusable de la part d'une autorité coloniale, qui justifie ainsi la propagande anti-austro-hongroise en Chine et risque de faire perdre toute légitimité au gouvernement municipal. Quant à ce dernier point, notons ici que l'ancien secrétaire profite de l'occasion que les événements lui offrent pour protester contre la non-consultation du conseil municipal, et ce depuis le mois d'avril. Cette milice, créée le 25 novembre, est dissoute dès le 3 décembre, peut-être en raison de ces représentations. Quant à Rosthorn, l'envoi d'un second navire lui est refusé par le ministère des affaires étrangères, aussi le 3 décembre⁶⁶³.

663Télégramme de Rosthorn, ministre d'Autriche-Hongrie à Beijing, au ministre des affaires étrangères, chiffré, 10 novembre 1911, OESTA HHSTA PA XXIX 12 ; Hugo Accurti au ministre d'Autriche-Hongrie à Beijing, 25 novembre 1911, OESTA HHSTA Peking 102 ; Télégramme de Rosthorn, ministre d'Autriche-Hongrie à Beijing, au ministre des affaires étrangères, chiffré, 25 novembre 1911, OESTA HHSTA PA XXIX 12 ; Ministre des affaires étrangères au comte Mensdorff, ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Londres, au comte Szögyény, ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Berlin, au comte Szécsen, ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Paris, à von Mérey, ambassadeur

Les évènements les plus graves ont lieu dans la nuit du 2 au 3 mars 1912 à Tianjin. Prévenues par un détective ainsi que par le major de la police chinoise Lugowski que des troubles sont prévus pour cette nuit-là, les autorités concessionnaires, fait en sorte que les Autrichiens et les Hongrois puissent être accueillis dans le yamen du détachement de marine ou dans les bâtiments du consulat. Le détachement ne dispose que de trente-sept hommes, officiers inclus. Dix sont placés devant le consulat, dix sur le pont, et quinze à la frontière nord-est (entre le terrain litigieux et le Haihe, frontière sino-autrichienne). Une mitrailleuse est placée devant le yamen, et une autre derrière. Devant l'énormité du danger et étant donné le peu de moen à sa disposition, le consul d'Autriche-Hongrie Miloslav Kobr demande d'abord le soutien du Royaume-Uni, qui lui est refusé – les Britanniques ayant à peine assez d'hommes pour protéger leur propre concession, puis celui de l'Allemagne. Le commandant du corps d'occupation allemand à Tianjin, le capitaine (all. *Hauptmann*) Witt propose finalement son aide à 23 h, et envoie un détachement de cinquante hommes sous les ordres d'un lieutenant (all. *Oberleutnant*), qui se place sous les ordres du commandant austro-hongrois Jovičić. Huit Allemands et un Autrichien sont envoyés du côté chinois du pont afin d'en interdire l'accès aux pillards et aux « individus suspects », tandis qu'un détachement de dix hommes et un sous-officier allemands se rendent dans la Cité chinoise afin de protéger la famille Dormmüller (directeur du Tianjin-Pukou). C'est ici que le Dr Schreyer trouve la mort, son assassin étant exécuté sur place⁶⁶⁴. La police chinoise occupe la rue-frontière au nord-est et affronte les pillards. Certains policiers doivent fuir en territoire concessionnaire, et sont immédiatement arrêtés, arrestations auxquelles s'ajoutent celles de nombreux « individus suspects ». Le calme revient vers trois heures du matin, mais la concession austro-hongroise, immédiatement adjacente des quartiers chinois au nord-est et au-delà du pont, doit maintenant faire face à un afflux de réfugiés, qui doivent être systématiquement contrôlés, et leurs armes confisquées.

Le gouvernement chinois demande aux corps d'occupation étrangers d'intervenir en cas de répétition des troubles de la nuit du 2 au 3 mars, demande à laquelle le corps diplomatique ne donne aucune réponse. Le 3 mars, et malgré les protestations chinoises, les autorités austro-hongroises décident de lever le pont – les Japonais barricadent le leur, et l'une des deux mitrailleuses est placée à la frontière nord-est, l'autre sur Czikannstr. afin d'assurer la protection du consulat. Un

d'Autriche-Hongrie à Roma, au comte Thurn à Sankt-Peterburg et au baron von Hengelmüller, ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Washington, 29 novembre 1911, OESTA HHSTA PA XXIX 27 ; Ministre des affaires étrangères à Rosthorn, ministre d'Autriche-Hongrie à Beijing, 3 décembre 1911, OESTA HHSTA PA XXIX 27 ; Commandant du détachement de marine austro-hongrois en Chine du Nord au ministère de la guerre, 8 décembre 1911, OESTA HHSTA PA XXIX 27 ; Consul d'Autriche-Hongrie à Tianjin à Rosthorn, ministre d'Autriche-Hongrie à Beijing, 9 décembre 1911, OESTA HHSTA Peking 87 ; Rosthorn, ministre d'Autriche-Hongrie à Beijing à comte Alois von Aerenthal, ministre des affaires étrangères, 20 décembre 1911, OESTA HHSTA PA XXIX 27 ; Rapport sur les effectifs des corps d'occupation étrangers en Chine du Nord, annexe au précédent

664cf. pp. 96-97

détachement de quatorze hommes sous les ordres d'un sous-officier patrouille la frontière nord-est. Un couvre-feu est mis en place à 20 h, et généralement respecté. Le 4 mars, la milice chinoise est reformée, avec brassard rouge-blanc-rouge. À 22 h, un étacheemnt allemand d'un sous-officier et dix-huit hommes vient offrir son assistance, tandis que le 5 mars le détachement tientsinois reçoive un renfort de vingt hommes, sous les ordres du lieutenant de frégate Prziza⁶⁶⁵, en provenance de Beijing. Le 6 mars enfin, le lieutenant Jovičić proteste auprès des alliés contre la tenue de réunions des commandants depuis le 4 mars, sans qu'il en ait été informé ou qu'il y ait été invité. Hugo Accurti se distingue lors de ces évènements, conseillant les autorités civiles et militaires, et offrant ses services d'interprète⁶⁶⁶.

Notons que dès le 3 mars 1912, le corps diplomatique réuni décide un renforcement des différents corps d'occupation. Rosthorn approuve tout en admettant que le détachement de marine austro-hongrois n'est pas immédiatement renforçable. En octobre 1912, il demande à nouveau le renforcement du corps d'occupation et l'envoi d'un second navire, pour des raisons de sécurité et de prestige, et ce en réponse à l'ordre du ministère des affaires étrangères de réduire le corps d'occupation austro-hongrois à un officier et soixante hommes à Beijing et un officier et quarante hommes à Tianjin, soit une baisse de quinze pour cent environ⁶⁶⁷. Il n'obtient pas gain de cause. En juin 1913, les effectifs réels sont de deux officiers, un médecin et soixante hommes à Beijing et de un officier et vingt hommes à Tianjin. Les effectifs sont alors à nouveau réduits de moitié, la garde de la légation étant amenée à un officier et vingt hommes⁶⁶⁸. Enfin, lorsque le gouvernement chinois demande le retrait des corps d'occupation étrangers, le ministre d'Autriche-Hongrie à Beijing s'empresse d'acquiescer – sous réserve de l'attitude des autres puissances occupantes⁶⁶⁹.

665Probablement Karl Prica, cf. p. 155

666Kobr, consul d'Autriche-Hongrie à Tianjin au ministre des affaires étrangères, 3 mars 1912, OESTA HHSTA PA XXXVIII 357 ; Jovitsich, commandant du détachement de marine i&r à Beijing, Rapport d'incident, 7 mars 1912, OESTA HHSTA PA XXIX 27 ; Rosthorn, ministre d'Autriche-Hongrie à Beijing au comte Leopold Berchtold, ministre des affaires étrangères, 7 mars 1912, OESTA HHSTA PA XXIX 27 ; Consul d'Autriche-Hongrie à Tianjin au ministre des affaires étrangères, 8 mars 1912, OESTA HHSTA PA XXIX 27

667Rosthorn, Ministre d'Autriche-Hongrie à Beijing au comte Leopold Berchtold, ministre des affaires étrangères, 4 mars 1912, OESTA HHSTA PA XXIX 12 ; Dr von Rosthorn, Ministre d'Autriche-Hongrie à Beijing au comte Leopold Berchtold von und zu Ungarschitz, ministre des affaires étrangères, 3 octobre 1912, OESTA HHSTA PA XXIX 12

668Lieutenant Jelinek, commandant du détachement de marine i&r à Beijing, au ministre d'Autriche-Hongrie à Beijing, 30 juin 1913, OESTA HHSTA Peking 87

669Ministre d'Autriche-Hongrie à Beijing au ministre des affaires étrangères, 23 décembre 1913, OESTA HHSTA PA XXIX 27

n- L'apogée de la présence impériale austro-hongroise en Chine, 1912-1914 : Les prêts Škoda

Malgré cette attitude du gouvernement métropolitain qui oscille entre désintérêt et volonté de désengagement, on peut considérer à bon droit la période 1912-1913 comme l'apogée de la présence impériale austro-hongroise en Chine. Il y a à cela deux raisons qui sont toutes les deux le fruit des efforts continus de Rosthorn. D'abord, la question de la création d'une banque austro-chinoise qui, si elle n'aboutit pas, permet d'enfin intéresser les milieux d'affaires autrichiens à la question chinoise, et ensuite, l'octroi des « prêts autrichiens ».

La question de la création d'une banque austro-chinoise, sur le modèle de la deutsch-asiatische Bank, ou encore de la banque russo-chinoise, est régulièrement soulevée tant par la légation d'Autriche-Hongrie à Beijing que par le ministère des affaires étrangères à Wien, et ce depuis 1902, date à laquelle est écrit un rapport intitulé « Mémoire sur la promotion de l'export autrichien en outre-mer par le moyen d'une banque commerciale ». Il s'agit alors de profiter de l'opportunité de la guerre des Boxers pour créer une banque chargée de recevoir l'indemnité austro-hongroise, à l'image de ce qu'ont fait les Belges ou les Italiens. La banque, fondée à Shanghai, aurait eu dans la concession austro-hongroise de Tianjin le même rôle que les filiales dédiées de la deutsch-asiatische Bank dans les concessions allemandes de Chine⁶⁷⁰. Le projet échoue sur l'avis défavorable de capitalistes chinois⁶⁷¹. Cela n'empêche pas Rosthorn de signer un contrat préliminaire avec une banque pékinoise en 1904, la nouvelle banque, basée à Wien, devant lever douze millions de couronnes ou quatre millions de taëls, le gouvernement austro-hongrois complétant la somme dans le cas où la levée serait insuffisante, à condition que deux millions et demi de taëls au moins soient trouvés du côté chinois. La banque pékinoise rompt cependant le contrat à l'amiable en 1905⁶⁷². Enfin, un dernier mémorandum « concernant la fondation d'une banque autrichienne d'outre-mer en Chine » est rédigé en 1905 par le Dr Viktor chevalier von Bauer. Il appelle à la fin de la passivité et de la résignation du côté autrichien, tout en pointant du doigt les faiblesses les plus évidentes du projet, c'est-à-dire le manque de personnel compétent, le manque de capitaux et le peu de connaissance du pays⁶⁷³. Les choses en restent là, jusqu'aux efforts renouvelés de Rosthorn pour intéresser les entreprises autrichiennes au marché le plus accessible de son point de vue : l'armement et l'acier. L'une des principales banques autrichiennes intéressées à ces combinaisons commerciales et financières, la niederösterreichische Escomptegesellschaft, est en

670Mémoire sur la promotion de l'export autrichien en outre-mer par le moyen d'une banque commerciale, très confidentiel, juillet 1902, OESTA HHSTA Peking 42

671Li Ching-fong, Wuhu, à E. von Hirsch, consul général d'Autriche-Hongrie à Shanghai, 8 octobre 1903, OESTA HHSTA Peking 42

672Contrat entre le conseiller de légation Dr von Rosthorn et le directeur de la Hengho Bank à Beijing, 21 juillet 1904, OESTA HHSTA Peking 42

673Dr Viktor chevalier von Bauer, « Memorandum betreffend die Gründung einer österreichischen Überseebank in China », confidentiel, août 1905, OESTA HHSTA Peking 39

effet approchée par le ministre d'Autriche-Hongrie à Beijing pour établir une banque austro-chinoise, bien que les négociations n'aient pas abouti avant le commencement de la Première Guerre mondiale⁶⁷⁴.

Škoda, entreprise de stature internationale dès la fin du XIX^e siècle, arrive sur le marché chinois en 1899. Très vite, elle parvient à obtenir une part significative du marché de l'armement dans ce pays, malgré la position hégémonique de l'Allemagne. Les statistiques officielles nous sont ici encore moins utiles qu'à d'autres sujets, et ce pour plusieurs raisons, l'une d'entre elles étant l'embargo sur les armes imposé au gouvernement chinois entre 1900 et 1923. Par ailleurs, le commerce des armes s'opèrent en Chine par le biais de quelques agents, notamment H. Mandl, agent autrichien de Krupp, et Arnhold, Karberg & Co., société allemande représentant Škoda. Elles font donc état de transactions extrêmement restreintes (quelques centaines de taëls, et ce depuis 1909 uniquement). Lee Chinyun, qui a effectué des recherches dans les archives de Škoda, donne dans le détail les transactions suivantes : Vente d'un canon de montagne de 37 mm avec munitions, de sept canons de campagne de 57 mm et de trente-six canons automatiques de 37 mm avec munitions en 1899, neuf mille cartouches pour mitrailleuses 8 mm en 1904, trois mitrailleuses 8 mm avec dix-huit mille cartouches, deux canons automatiques de 37 mm et 47 mm avec deux cents obus, quatre mitrailleuses en 1906, dix-huit canons de campagne 75 mm avec vingt-sept voitures de munitions en 1910, deux mitrailleuses de 7.9 mm en 1911, douze mitrailleuses de 7.9 mm en 1912 et enfin quatre-vingt-seize barillets de manoeuvre pour mitrailleuses 7.9 mm et cent canons automatiques en 1913. Il semble que l'un des arguments majeurs de la firme autrichienne ait été ses prix plus bas que ceux de la concurrence allemande⁶⁷⁵.

En 1912, quatre contrats sont signés simultanément. L'un, au nom d'un syndicat de banquiers autrichiens (Kreditanstalt, Bodenanstalt et la niederösterreichische Escomptegesellschaft), représentés en Chine par la société allemande Arnhold, Karberg & Co., octroie au gouvernement chinois un prêt quatre cent cinquante mille livres sterling à six pour cent d'intérêts sur dix ans, garanti par l'octroi de Beijing. L'autre, au nom de Keller & Co. (munitions), la österreichische Waffenfabrik de Steyr et surtout Škoda, représentés par la même société allemande, concerne des commandes de mitrailleuses, canons, fusils et munitions de la part du gouvernement chinois, pour un montant de quatre cent cinquante mille livres sterling sur dix ans. Les deux autres contrats sont de même ordre et concernent le prêt de trois cent mille livres sterling à six pour cent d'intérêts sur cinq ans, avancés par le Kreditanstalt, la niederösterreichische Escompte et Škoda, ainsi que des

⁶⁷⁴Directeur de la niederösterreichische Escomptegesellschaft au Dr Arthur von Rosthorn, ministre d'Autriche-Hongrie à Beijing, 20 juin 1912, OESTA HHSTA Peking 36 ; Directeur de la niederösterreichische Escomptegesellschaft au Dr Arthur von Rosthorn, ministre d'Autriche-Hongrie à Beijing, 13 juillet 1912, OESTA HHSTA Peking 36

⁶⁷⁵LEE, Chinyun, *Trieste and Austro-Chinese Trade from 1869 to 1918*, thèse non-publiée, Ljubljana, 2002, pp. 171-174 ; Les contrats cités se trouvent en OESTA HHSTA Peking 36

commandes d'un même montant à cette dernière firme. En mars 1913, un troisième prêt est conclu par la niederösterreichische Escompte, d'un montant de trois cent mille livres sterling, au même taux d'intérêt et sur dix ans, afin de financer les commandes chinoises d'acier aux fonderies Poldi de Kladno (près de Praha). Ces trois premiers prêts sont connus sous le noms de « prêts Arnhold, Karberg & Co. »⁶⁷⁶.

Enfin, en avril 1914, trois nouveaux prêts sont concédés au gouvernement chinois, d'un montant de un million deux cent mille, deux millions et cinq cent mille livres sterling respectivement, toujours par l'intermédiaire de Arnhold, Karberg & Co. Ces prêts sont appelés « prêts autrichiens » et forment, ensemble avec les « prêts Arnhold, Karberg & Co. », les « prêts Škoda ». Il s'agit cette fois pour la marine chinoise de financer l'achat de dix-huit torpilleurs. Six, financés par le premier prêt, de neuf cent quatre-vingt-cinq tonnes et d'une vitesse maximale de trente-deux nœuds, doivent être construits par les chantiers navals Vulkan de Stettin⁶⁷⁷, les canons devant être fournis par Škoda, tandis que les tubes à torpilles le sont par Schwarzkopf, de Berlin. Les douze autres, plus petits, de quatre cents tonnes et d'une vitesse maximale de trente nœuds, doivent être construits au Stabilimento tecnico de Trieste, aux mêmes conditions⁶⁷⁸. L'Autriche-Hongrie, par ses propres moyens – les six principales puissances lui refusent l'accès au groupe des Quatre, puis des Six⁶⁷⁹ (Royaume-Uni, États-Unis, Allemagne, France en 1911, auxquels s'ajoutent la Russie et le Japon en 1912), obtient des intérêts financiers et commerciaux significatifs en Chine, amorçant une tendance dont la portée ne peut être sous-estimée, malgré le peu d'intérêt du gouvernement métropolitain.

676Contrat Poldi, OESTA HHSTA Peking 36 ; « Die Etablierung einer Niederlassung der Poldihütte in Peking », journal inconnu, s.d., OESTA HHSTA Peking 36 ; « Ein österreichischer Vorschuss und die chinesische Regierung », journal inconnu, s.d. OESTA HHSTA Peking 36 ; « Eine österreichische Finanzoperation für China », journal inconnu, OESTA HHSTA Peking 36

677Auj. Szczecin

678WOODHEAD, H.G.W., MONTAGUE BELL, H.T., *The China Year Book 1914*, London, George Routledge & Sons, 1914, pp. 404-407 ; LEE, Chinyun, *Trieste and Austro-Chinese Trade from 1869 to 1918*, thèse non-publiée, Ljubljana, 2002, pp. 178-187

679Qui octroient notamment au gouvernement chinois le « prêt de réorganisation » d'un montant de vingt-cinq millions de livres sterling.

o- La concession austro-hongroise de Tianjin, 1902-1917 : Conclusion

De même que pour les concessions allemandes⁶⁸⁰, les « relations commerciales florissantes entre la monarchie austro-hongroise et le nord de la Chine »⁶⁸¹ sont le prétexte retenu dans le traité du 26 décembre 1902 pour l'obtention d'une concession austro-hongroise à Tianjin. De ce point de vue, le territoire sous administration austro-hongroise a certainement des arguments à faire valoir en 1902 : proximité immédiate de la Cité chinoise, proximité relative de la gare de l'Est, grande longueur de quai ; et les autorités tentent de mettre en œuvre des projets correspondants à ces atouts, comme le « port à jonques » qui aurait dû être aménagé à l'emplacement du terrain litigieux, la construction d'un nouveau pont et d'une ligne de tramways, où la rénovation – et donc la gentrification – de la zone sud. Néanmoins, ici comme dans d'autres ports ouverts de Chine, le centre des affaires pour les firmes d'import-export est et reste sur les concessions les plus anciennes – en l'occurrence, les concessions britannique et française, dont l'austro-hongroise est éloignée de trois kilomètres. Le grand quai, non-aménagé (seulement un tiers de la longueur en 1910-1911), est inutile. Le terrain litigieux et les conflits qu'il entraîne avec l'administration des chemins de fer enterre le projet de « port à jonques » et donc la possibilité de capter le trafic fluvial ; rendant ainsi le territoire dépendant de vapeurs étrangers qui n'arrivent jamais (deux vapeurs austro-hongrois seulement accostent le territoire pendant la durée de vie de la concession). La large population chinoise du quartier de Hedong aurait lui aussi pu être un avantage, en conférant à l'administration les ressources financières nécessaires à l'aménagement du territoire ; néanmoins, il s'agit avant tout d'une population pauvre. La politique fiscale de plus en plus oppressive de la concession austro-hongroise condamne par ailleurs la plupart des commerces et des petites industries se trouvant dans le quartier, en particulier à partir de 1910.

Ces différentes difficultés inhérentes au choix du terrain lui-même s'ajoutent à celles posées à une Autriche-Hongrie colonialiste, mais sans aucune expérience coloniale ; à la présence extrême-orientale d'abord volontariste – sous l'ère Gołuchowski, mais relativement insignifiante en termes politiques, militaires, commerciaux, financiers, ou culturels. La volonté d'autonomie financière du territoire, le corps d'occupation réduit, les frontières floues, le nombre symbolique de résidents autrichiens, hongrois, ou seulement non-chinois sont des obstacles majeurs, et ce dès 1902. Le désengagement de la métropole – à partir de 1906, les trop nombreux niveaux de gouvernements, sans juridiction bien définie, source de conflits et de corruption, le manque d'intérêts des capitalistes autrichiens ou hongrois pour la concession et pour la Chine du Nord semblent condamner l'expérience.

680cf. p. 69

681Préambule du traité du 26 décembre 1902 : « Nachdem die Handelsbeziehungen zwischen der österreichisch-ungarischen Monarchie und dem Norden Chinas im Aufblühen begriffen sind [...] »

Durant toute la période, les rapports des consuls à Tianjin, invariablement, reportent, non pas des « relations commerciales florissantes », mais un commerce bilatéral « honteusement réduit et insignifiant » (hormis le secteur de l'armement, en particulier à partir de 1912). Le projet de banque austro-chinoise, nous l'avons vu, ne rencontre l'enthousiasme ni en Autriche, ni en Hongrie, ni en Chine, malgré le volontarisme du ministère, sous Gołuchowski, et surtout celui du ministre à Beijing, Dr Arthur *Edler* von Rosthorn. En 1906, Bilger & Galusser, avec le soutien du consulat, tente d'établir une ligne directe entre Trieste et Tianjin, en vain, le volume de deux à trois mille tonnes étant insuffisant. La même année, Kanitz & Co. demande à l'*österreichischer Lloyd* l'ouverture d'une ligne directe entre les deux ports, là encore sans succès. Seuls Emil S. Fischer et Gottlieb Taussig gèrent des sociétés d'import-export sur le territoire de la concession. Kanitz & Co. et L. Wannieck sont situés sur la concession britannique. Lors de l'aménagement du quai, la société Max Cylinder ouvre une filiale qui doit servir de hall d'exposition. En 1906, Schambach & Co. ouvre un magasin de tissus et de décorations, sans rapport avec le commerce bilatéral sino-austro-hongrois. Enfin, le consul Bernauer souhaite utiliser le Haihe afin d'implanter sur le territoire de la concession une usine de papier. Un expert, consulté, estime le projet faisable, mais celui-ci n'est jamais réalisé. La société de Jacob Brunner, en association avec l'ingénieur Rudolf Wipplinger et l'architecte Kowarski von Stepowron, construit la nouvelle légation à Beijing, le consulat à Tianjin, et vit des commandes de la Hotung-Baugesellschaft, seule véritable entreprise à succès sur la concession austro-hongroise – bien que son capital soit français en quasi-totalité⁶⁸².

Et de fait, il est très apparent que les succès rencontrés dans la politique indigène, l'aménagement du territoire, la sécurité, voire tout simplement le maintien du prestige et de l'autorité de l'Autriche-Hongrie sur le quartier du Hedong sont avant tout dûs à la vision et au travail infatigable d'un homme, Hugo Accurti. Hongrois d'ethnie italienne ; marié à Tianjin à une Danoise née en Chine ; commandant le détachement de marine dans la même ville et organisant donc la police de la concession de 1900 à 1904 ; secrétaire de cette concession jusqu'en 1910, il négocie avec une banque de Fiume⁶⁸³ en 1903 afin de permettre à l'administration de faire face à ses besoins financiers les plus urgents ; avec l'administration du chemin de fer et la concession italienne, bien qu'en vain, pour établir une frontière fixe ; il fonde la Hotung-Baugesellschaft en 1905, à qui sont dus les progrès visuels (architecture à l'européenne), la modernisation, la mise en valeur de la rue principale et de la zone sud ; il apprend le chinois, et maintient avec les principaux notables indigènes du quartier de Hedong des liens personnels qui lui permettent autant de tempérer les colères des colonisés que de pétitionner les colonisateurs. Négligé par une historiographie qui

682LEE, Chinyun, *Trieste and Austro-Chinese Trade from 1869 to 1918*, thèse non-publiée, Ljubljana, 2002, pp. 99-104
683Auj. Rijeka

néglige l'histoire de la concession austro-hongroise, il est l'un des personnages les plus convaincus et les plus actifs de la présence impériale austro-hongroise en Chine.

p- L'Autriche-Hongrie en Chine, 1869-1914 : Conclusion

Nous l'avons vu, le tour du monde du SMS Novara et l'expédition Petz en Asie de l'Est, puis la signature du traité de Beijing en 1869 ne suffisent pas à établir une « présence impériale » austro-hongroise en Chine. La monarchie duelle a maintenant les outils essentiels à la disposition des autres nations impériales pour s'y établir sur un pied d'égalité : liberté de résidence et de commerce, bien sûr, mais aussi clause de la nation la plus favorisée et extraterritorialité. Pourtant, la colonie austro-hongroise en Chine reste anecdotique, le commerce bilatéral insignifiant et la seule représentation diplomatique de l'Autriche-Hongrie est le consulat général de Shanghai⁶⁸⁴.

L'arrivée du comte Gofuchowski au ministère commun des affaires étrangères modifie la situation. La personnalité du nouveau ministre, qui tranche avec la timidité de ses prédécesseurs sur la question coloniale, mais aussi le climat international : Première Guerre sino-japonaise et entente austro-russe, permettent l'essor d'une politique impérialiste austro-hongroise en Chine. Celle-ci se traduit d'abord par l'établissement d'une légation à Beijing, puis par la participation à l'occupation internationale du Quartier des légations en 1898-1899, le projet avorté de territoire à bail austro-hongrois en 1899, le concours à la répression internationale du mouvement boxer en 1900-1902 et enfin l'obtention d'une concession austro-hongroise à Tianjin (revendiquée en 1900, concédée en 1902). Cette courte séquence, de 1896 à 1902, suffit à faire de l'Autriche-Hongrie une puissance coloniale en Chine, bien que les obstacles restent nombreux. Il ne fait aucun doute qu'il s'agit de l'apogée de la politique impérialiste de l'Autriche(-Hongrie) hors d'Europe, ce qui est à mettre à l'entier crédit d'Agénor Gofuchowski.

Du point de vue politique, l'Autriche-Hongrie participe à l'administration du Quartier des légations, et gère sa propre microcolonie tientsinoise, forte d'une population indigène de trente-cinq à quarante mille habitants. La monarchie maintient une présence militaire, par sa garde de la légation à Beijing, le détachement de marine à Tianjin, et l'étape de Tanggu, mais aussi par l'escadrille d'un à trois navires de guerre dans les eaux chinoises. L'impact culturel de la présence impériale austro-hongroise est minime, mais pas nul : il est à chercher dans la nouvelle architecture de la concession austro-hongroise, du consulat de Tianjin et de la légation de Beijing. Car les positions impériales européennes en Chine sont d'abord une vitrine. Vitrine commerciale, vitrine technologique, vitrine culturelle.

Enfin, la forte personnalité du Dr Arthur von Rosthorn, envoyé à Beijing dès 1896 pour

⁶⁸⁴cf. p. 53

préparer l'arrivée du dernier ministre d'Autriche-Hongrie, plusieurs fois ministre par intérim lui-même, puis ministre de plein droit de 1911 à 1917, sinologue, ami de la Chine, joue elle aussi un rôle dominant, particulièrement de 1912 à 1914, en ce qui concerne le développement des intérêts commerciaux et financiers autrichiens, base commune à tout impérialisme solide dans ce pays. Il n'est pas excessif de désigner Gołuchowski, Rosthorn et Accurti comme les trois soutiens les plus solides de l'impérialisme austro-hongrois en Chine, à qui tous les succès majeurs de l'Autriche-Hongrie doivent être rapportés.

Bien sûr, l'analyse est à nuancer. Des obstacles majeurs freinent considérablement cet essor de l'impérialisme austro-hongrois en Chine : faiblesse du capitalisme austro-hongrois, désintérêt puis désengagement du gouvernement central, à l'exception de l'ère Gołuchowski (1895-1906), expérience coloniale nulle principalement. La monarchie duelle n'a ni l'envie ni les moyens de soutenir son arrivée tardive dans l'arène chinoise par une démonstration de force équivalente aux efforts allemands ou japonais, ces pays étant prêts à cette extrémité pour obtenir leur « place au soleil ». À l'instar de la Belgique et de l'Italie, l'Autriche-Hongrie doit en conséquence se contenter en Chine d'une présence impériale de second rang.

Cette politique intermédiaire se ressent sur les relations austro-allemandes en Chine. L'Allemagne, qui le plus souvent ignore tout simplement les efforts de ses alliés de la Triplice, se les adjoint volontiers, pour la forme, lors d'événements majeurs : ainsi le soutien de l'Allemagne à la mission d'Enver jusqu'au départ de Waldersee, certaines expéditions communes en 1900-1901 avec les forces austro-hongroise et italienne, ou l'appui militaire à la concession austro-hongroise face au danger que pose la révolution républicaine à Tianjin. À l'inverse, les Austro-Hongrois émulent l'exemple allemand, lors de la conception du projet colonial de 1899, ou dans la conception de l'administration concessionnaire. Dès 1912 et les premières tensions graves avec la Russie, le SMS Franz Josef I et le corps d'occupation austro-hongrois en Chine du Nord ont l'ordre de rejoindre Qingdao en cas de guerre ouverte⁶⁸⁵. C'est pourtant une période plus difficile pour les relations austro-allemandes en Chine, en raison de la concurrence que l'Allemagne considère comme déloyale, de la part de son allié plus faible, à l'encontre de son monopole sur le commerce du matériel de guerre.

⁶⁸⁵Section de la marine du ministère de la guerre à SMS Kaiser Franz Josef I à Shanghai, 23 novembre 1912, OESTA HHSTA PA XXIX 27 ; H. Nauta, capitaine de frégate, SMS Franz Joseph I, Shanghai, Rapport 16-30 novembre 1912, OESTA HHSTA PA XXIX 27

q- L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie en Chine, 1861-1914 : Conclusion

Les puissances impérialistes les plus anciennes signent des traités bilatéraux avec la Chine entre 1842 et 1847, et en 1858 dans le cas de la Russie. L'expédition Eulenburg, en 1861, inaugure un deuxième effort de la part de nations occidentales moins puissantes, effort qui se poursuit jusqu'en 1881. Ces nations sont attirées par les nouvelles possibilités ouvertes par les seconde et troisième guerres franco-anglo-chinoises (1858-1860). Enfin, les autres nations indépendantes, à quelques rares exceptions près (Éthiopie, Libéria, nations d'Amérique centrale) ferment le rang à partir de 1896. L'enjeu est alors, tant pour l'Allemagne que pour l'Autriche-Hongrie, l'affirmation de leur prestige et de leur rang de grande puissance, dans le contexte du dualisme allemand. La Prusse, qui tente d'organiser l'Allemagne autour d'elle, obtient en représentant les intérêts du *Zollverein* en Chine une victoire signalée sur l'Autriche. Cette dernière, après la défaite de Sadowa et la signature du Compromis, veut réaffirmer sa pertinence et démentir son déclin.

Dans les deux cas, la faiblesse de leurs intérêts commerciaux en Chine, mais aussi des facteurs de politique intérieure – opposition du chancelier Bismarck et naissance tardive (1884) d'un colonialisme allemand, pour l'une, désintérêt de la métropole pour la Chine et pour l'aventure coloniale extra-européenne, pour l'autre – ne donnent à ces premiers efforts qu'une valeur symbolique, et ce jusqu'à la Première Guerre sino-japonaise (1894-1895). à nouveau, les deux puissances germaniques semblent progresser en parallèle, profitant à la fois du nouvel affaiblissement de la Chine et de la nouvelle situation intérieure des deux empires : intronisation de Guillaume II (1888), remplacement de Bismarck au poste de chancelier (1890), d'un côté ; arrivée du comte Goluchowski au ministère des affaires étrangères (1896), de l'autre.

Cependant, il ne fait aucun doute que les ambitions allemandes sont d'un autre ordre, et qu'elle est, une fois encore, à l'initiative : Projet de colonisation d'un point de la côte chinoise (depuis 1861), participation à la Triple d'Extrême-Orient (1895), obtention des deux concessions allemandes de Hankou et de Tianjin (1895), occupation et cession à bail, enfin, de la baie de Jiaozhou (1897-1898). L'Allemagne s'implique dans les affaires d'Extrême-Orient, et veut y être reconnue comme l'une des puissances majeures ; elle impose, par son arrivée, une conception coloniale des concessions étrangères ; elle donne enfin le signal du « partage » de la Chine, au moins par le système des territoires à bail et des zones d'influence.

Contrairement à l'austro-hongrois, l'impérialisme informel allemand en Chine s'étend dans tous les domaines : Politique, militaire, culturel, économique. Les commerce du matériel de guerre, qui devient rapidement en Chine un quasi-monopole allemand, ainsi que le système éducatif (écoles allemandes en Chine et étudiants chinois en Allemagne) sont les deux piliers de l'influence allemande. Quant au retrait apparemment précipité du corps d'occupation allemand en 1906-1909, il

ne porte pas la même signification que le retrait, par exemple, de l'Autriche-Hongrie. Le gouvernement viennois, en diminuant drastiquement son corps d'occupation en Chine, réalise une volonté de désengagement de la scène chinoise. Le retrait allemand, lui, vise autant à alléger le fardeau financier pour la métropole qu'à se concilier les bonnes grâces du gouvernement chinois à un moment où l'objectif premier de Guillaume II est la réalisation d'une alliance sino-germano-américaine. Mais la manoeuvre s'effectue sans affaiblir significativement les capacités d'intervention militaire d'une Allemagne dont le gros des troupes dans la région se trouve, non pas sur le chemin de fer Beijing-Shanhaiguan, mais dans la toute proche baie de Jiaozhou. Le réseau diplomatique allemand, enfin, qui en Chine est un facteur d'impérialisme (le consul préside à l'administration concessionnaire et rend la justice à ses compatriotes, notamment), est très étendu, et comprend des postes à Beijing, Shanghai, Hankou, Tianjin, mais aussi Amoy, Beihai, Changsha, Chongqing, Guangzhou, Haikou, Jinan, Mukden, Nanjing, Shantou, Yantai, Yichang, Yunnanfu⁶⁸⁶, et est très comparable en portée au réseau français. Aussi bien d'un point de vue commercial que d'un point de vue impérial, il est indéniable que l'Allemagne est, en Chine et en 1914, une puissance de premier ordre.

686Auj. Kunming

Partie 2 – Des origines à 1914

1- Les conséquences immédiates de la guerre européenne

a- Contradictions de la neutralité chinoise avec les positions impériales étrangères en Chine

Le 28 juin 1914, l'archiduc François-Ferdinand d'Autriche est assassiné à Sarajevo. Cet évènement incite l'Autriche-Hongrie à envoyer un ultimatum à la Serbie le 23 juillet, puis à la déclarer la guerre, le 28. Le 1er août, l'Allemagne déclare la guerre à la Russie, puis à la France, le 3 août ; le 4, le Royaume-Uni à l'Allemagne ; le 6, l'Autriche-Hongrie à la Russie ; le 12, le Royaume-Uni à l'Autriche-Hongrie. Bruxelles, capitale belge, est occupée par l'Allemagne dès le 20 août. Plusieurs des nations impérialistes parmi les plus importantes en Chine deviennent ennemies en Europe et le conflit se mondialise très vite en raison de l'étendue des empires coloniaux des belligérants notamment. Cette situation nouvelle – ainsi que la volonté chinoise d'apparaître comme un sujet de plein droit du droit international – amène la Chine à déclarer sa neutralité dès le 6 août 1914⁶⁸⁷.

Cette déclaration de neutralité illustre la situation spéciale de la Chine, non seulement vis-à-vis de la guerre européenne, mais encore en tant que sujet du droit international. Le 6 août, le président Yuan Shikai publie un ordre présidentiel en ce sens ; il argue du danger pour le commerce en Extrême-Orient et de la résidence et des propriétés de citoyens chinois dans les différents pays en guerre. Cependant, un second ordre du même jour, et destiné aux autorités civiles et militaires détaille les mesures à prendre et montre bien mieux cette position délicate de la Chine ; cet ordre cite nommément les ports ouverts, les églises et les légations étrangères comme devant être particulièrement protégés. De fait, tous les objets de l'impérialisme informel des différentes puissances en guerre sur le territoire chinois sont des points de friction possibles et autant de possibilités envisagées de violations de la neutralité chinoise.

Les règles de la neutralité chinoise marquent l'antinomie entre proclamation de la neutralité et impérialisme informel de façon plus criante encore : l'article 1 interdit l'occupation de son territoire aux belligérants ; l'article 2 interdit les mouvements de troupes et de matériel de guerre sur ce même territoire. Or, si évidemment ces règles n'annulent en rien l'effet des traités, le territoire chinois, est, de fait, déjà occupé par les troupes des différents belligérants. Les troupes européennes à Shanghai (ainsi que les paramilitaires du SVC), sur les points désignés par le Protocole final de 1901 entre Beijing et la mer (légations incluses), et même dans les concessions de Hankou⁶⁸⁸ occupent différents points relevant légalement de la souveraineté chinoise. Par ailleurs, ces troupes

⁶⁸⁷Le Japon déclare la guerre à l'Allemagne le 23 août.

⁶⁸⁸Il s'agit d'un droit coutumier établi après 1900, cf. ARIGA, Nagao, *la Chine et la Grande Guerre européenne du point de vue du droit international*, A. Pedone, Paris, 1920, p. 61

doivent communiquer avec leurs métropoles et être relevées régulièrement, ce qui est en soi, et en dehors toute activité belligérante, en contradiction avec l'article 2. Le privilège de l'extraterritorialité, dont bénéficient tant les Allemands et les Austro-Hongrois, que les Belges, les Britanniques, les Français, les Japonais et les Russes, ainsi que leurs protégés d'autres nationalités, empêchent l'application de ce règlement par la Chine. Toute contravention ne peut qu'être constatée et transmise au consul de la puissance intéressée, démarche bien sûr inefficace. Enfin, la Mandchourie, en partie zone d'influence russe, et en particulier la zone du Transmandchourien, est nécessairement appelée à tolérer sur son territoire le transport d'armes et de matériel de guerre depuis Vladivostok jusqu'en Europe, ainsi que, dans l'autre sens, le transport de prisonniers de guerre, notamment en raison de la signature du traité secret d'alliance défensive sino-russe signé par Li Hongzhang lors de sa visite à Moskva (convention Li-Lobanov), le 27 août 1896⁶⁸⁹.

⁶⁸⁹ARIGA, Nagao, *la Chine et la Grande Guerre européenne du point de vue du droit international*, A. Pedone, Paris, 1920, pp. 91-93

b- Les conséquences de l'ouverture des hostilités en Europe sur la présence impériale allemande et austro-hongroise en Chine

Naturellement, la première conséquence de l'ouverture des hostilités en Europe, consiste, en Chine, au départ de certaines portions des corps d'occupation étrangers – belligérents comme neutres – ainsi que de réservistes. Les départs les plus importants concernent les corps d'occupation français, italien et russe, qui sont très affaiblis, mais concerne naturellement aussi les Belges et les Britanniques. À l'inverse, les Japonais renforcent leur présence, comme à Hankou, où mille deux cents hommes sont en garnison. Les Chinois sont demandeurs d'une présence américaine plus importante, afin d'éviter tout débordement xénophobe, et de donner ainsi un prétexte au Japon pour occuper le Zhili et la Mandchourie du Sud. Les Allemands et les Austro-Hongrois tentent de rejoindre Qingdao. En raison de ces bouleversements, la police chinoise s'entend avec les consuls étrangers afin d'aider à la protection des concessions de Tianjin. À Shanghai, le départ des réservistes signifie une crise « gouvernementale » pour la concession française, le quota de conseillers municipaux de nationalité française n'étant plus assuré. G. Friedrichs, assistant à Schuldt & Co., de nationalité allemande, décide de donner sa démission afin de rétablir la « légalité ». En conséquence, le conseil municipal se contente d'expédier les affaires courantes. En 1915, et après une campagne de presse agressive, le seul conseiller municipal allemand de la concession internationale de Shanghai (H. Figge) est battu aux élections, et remplacé par un Russe. Dans le Quartier des Légations, à Beijing, le corps diplomatique ne se réunit plus, et ce jusqu'à l'été 1917, paralysant là encore le gouvernement du territoire sous administration étrangère. Un incident est par ailleurs évité de justesse à Chongqing, alors que des canonnières allemandes, britanniques et françaises se trouvent à proximité les unes des autres.

La mobilisation russe touche directement la Mandchourie. Elle est proclamée le 1^{er} août par les autorités locales russes de la zone du KZhVD, puis annulée le lendemain par le gouvernement central. Dès le 4 août, le consul d'Allemagne à Ha'erbin et les nationaux allemands et austro-hongrois (ces derniers à partir du 15 août), doivent quitter la région, sur l'ordre des autorités russes. Ces dernières interviennent dans la région, y compris hors des frontières de la zone du KZhVD. Nagao Ariga donne l'exemple d'une sucrerie située à Hulan, dans les environs de Ha'erbin, où neuf Allemands sont employés. Bien que résidant et travaillant en territoire chinois, ceux-ci sont licenciés en conséquence de la guerre. Le 26 août, c'est les consuls d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie à Mukden qui sont priés de partir par les Japonais, ainsi que les nationaux allemands et austro-hongrois de Mandchourie du Sud (principalement des réfugiés de Mandchourie du Nord). Plusieurs officiers et/ou réservistes allemands, traversant la région, sont faits prisonniers de guerre par les Russes et envoyés à Irkutsk. Soixante-dix Tchèques – et donc sujets autrichiens – de

Mandchourie pétitionnent eux les autorités afin d'être autorisés à rester sur le territoire. Lors de l'entrée en guerre de l'Empire ottoman, les Turcs présents dans la zone d'influence russe (KzhVD) sont arrêtés.

Les femmes et les enfants allemands sont évacués du territoire à bail de Jiaozhou, et dirigés sur Shanghai et les concessions allemandes de Hankou et de Tianjin. Le consul d'Allemagne à Haikou (île de Hainan), surpris par la guerre dans le Yunnan, tente de rejoindre son poste *via* l'Indochine française, où il est arrêté. Bien sûr, les organes de presse des Empires centraux comme ceux de l'Entente en Chine servent la propagande officielle. Le renforcement des corps d'occupation ou le débarquement de troupes à des endroits non prévus par le Protocole final de 1901, les mouvements de marins et de réservistes étrangers sur le territoire chinois, l'ordre de mobilisation russe, sont en contradiction, et avec la neutralité chinoise, et avec les traités⁶⁹⁰.

Un point important concerne le désarmement ou le départ des bâtiments de guerre étranger se trouvant dans les eaux chinoises, comme conséquence de la neutralité. Comme nous l'avons vu, les puissances à traité, dont l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, ont en effet le droit, non seulement de stationner des bâtiments de guerre dans les eaux et les ports de la Chine, mais encore de remonter certains fleuves, dont le Haihe et le Yangzi. Deux canonnières allemandes se trouvent ainsi à Nanjing, le Vaterland et le Otter, qui, d'après les équipages, jettent leurs armes dans le fleuve, et hissent le pavillon de commerce, de façon à éviter l'internement. Le 8 août 1914, le président Yuan Shikai ordonne que soit interné l'équipage du Vaterland ; mais les deux canonnières ont été vendues le 6 août à la compagnie privée Arnhold, Karberg & Co, de sorte que l'Allemagne prétend qu'elles doivent être considérées désormais comme des navires de commerce. Ceux-ci remontent, le 11, le Yangzi jusqu'à Shanghai, où elles font l'objet néanmoins d'une surveillance étroite. Un autre vapeur allemand, le Tsingtau, quitte Guangzhou dans la nuit du 4 au 5 août afin de transporter à Jiaozhou des réservistes, qui s'y enrôlent. Sa mission accomplie, il revient dans le port de Guangzhou, où il est gardé et surveillé par les douanes chinoises. Sa radio est détruite. Là encore, les Allemands prétendent – information invérifiable – avoir jeté les armes du navire à la mer. Notons que les radios ne sont pas détruites sur les navires Vaterland et Otter, le consul britannique à Nanjing se plaignant au commandant naval de Shanghai que celles-ci émettent. Le fait est, là

⁶⁹⁰*The North-China Herald*, 8 août 1914, pp. 10, 20, 444, 458, 460, 463 ; *id.*, 15 août 1914, pp. 482, 488, 541, 542 ; *id.*, 22 août 1914, pp. 575, 616, 619 ; *id.*, 29 août 1914, p. 619 ; *id.*, 29 août 1914, pp. 644, 660, 686, 692, 698-699 ; *id.*, 5 septembre 1914, p. 738 ; *id.*, 3 octobre 1914, p. 27 ; *id.*, 24 octobre 1914, p. 277 ; *id.*, 14 novembre 1914, p. 530 ; Ministre des États-Unis à Beijing au secrétaire d'État, 6 août 1914, NARA M367-177 ; ARIGA, Nagao, *la Chine et la Grande Guerre européenne du point de vue du droit international*, A. Pedone, Paris, 1920, pp. 80-81 ; TROUCHE, Marcel, *le Quartier diplomatique de Pékin, Étude historique et juridique*, thèse de doctorat, Georges Subervie, Rodez, 1935, p. 63 ; VANDAMME, Tobit, « The Rise of Nationalism in a Cosmopolitan Port City: The Foreign Communities of Shanghai during the First World War », *Journal of World History*, vol. 29, n° 1 (2018), pp. 51-52

encore, invérifiable, dans la mesure où le consul d'Allemagne empêche que des Chinois montent à bord pour mener l'enquête⁶⁹¹.

Le commerce sino-austro-hongrois est presque à l'arrêt, et les rares marchandises échangées le sont de façon « indirecte », c'est-à-dire sous d'autres pavillons. Le commerce sino-allemand résiste mieux d'abord. Le Royaume-Uni particulièrement durcit progressivement les conditions du commerce avec « l'ennemi ». Les ordonnances concernent d'abord seulement les entreprises basées sur les territoires allemand et austro-hongrois, puis est spécialement étendu à la Chine. À partir du 31 mai 1915, le commerce avec ces entreprises est punissable de trois mois de prison, de cinquante livres d'amende et de l'inscription sur « liste noire ». Hongkong, en tant que colonie britannique, voit toutes les entreprises allemandes et austro-hongroises liquidées et les nationaux ennemis internés. En Chine propre, les employés allemands des entreprises alliées sont licenciés. Le paiement des dividendes aux Allemands et aux Austro-Hongrois est gelé. Enfin, et suite à l'affaire du RMS Lusitania, les différents clubs contrôlés en majorités par les alliés demande aux Allemands et aux Austro-Hongrois de ne plus les fréquenter pendant la durée de la guerre ; en réaction, ceux-ci démissionnent massivement. Cela concerne notamment quarante membres du Race Club, dix-neuf membres du Shanghai Club, seize membres du Cercle sportif français et quatre membres du Country Club à Shanghai⁶⁹².

691 ARIGA, Nagao, *la Chine et la Grande Guerre européenne du point de vue du droit international*, A. Pedone, Paris, 1920, pp. 106-109, 115-119

692 Rapport commercial du consulat austro-hongrois de Shanghai pour l'année 1914, OESTA HHSTA Peking 71 ; Rapport commercial du consulat austro-hongrois de Tianjin pour l'année 1916, OESTA HHSTA Peking 72 ; *The North China Herald*, 22 mai 1915, p. 524

c- Rejoindre Qingdao

Les troupes européennes stationnées en Chine pendant la Première Guerre mondiale ne maintiennent qu'un effectif minimal : les métropoles ont besoin d'elles sur les différents fronts actifs de la guerre. Pour les corps d'occupation de l'Entente, cela veut dire s'embarquer pour l'Europe ; pour ceux des Empires centraux, cela signifie rejoindre Qingdao. Le Royaume-Uni⁶⁹³, la Russie⁶⁹⁴, l'Italie⁶⁹⁵ (en 1915) demandent ainsi des dérogations qu'ils obtiennent. Quant aux soldats et marins allemands et austro-hongrois, aucune dérogation n'est demandée pour eux, cependant hommes et matériel sont régulièrement expédiés de Beijing, Tianjin, Hankou vers Qingdao.

Il semble que les soldats allemands en route vers Jiaozhou ne se soient pas faits remarquer, si ce n'est par la fonte de leurs effectifs en Chine du Nord, et l'augmentation rapide de ceux du territoire à bail (de deux mille cinq cents hommes à quatre mille sept cent⁶⁹⁶), cause d'une protestation japonaise. Certains réservistes néanmoins, en provenance des Philippines et à destination de Shanghai, et en route vers Qingdao, sont fait prisonniers de guerre par les autorités britanniques à leur escale de Hongkong⁶⁹⁷. Le matériel de guerre allemand, par contre, est intercepté trois fois par les autorités chinoises. Une première fois le 20 août dans un train de la ligne Pukou-Jinan, douze Allemands sont découverts avec deux malles et soixante-huit caisses de munitions ; ils nient qu'elles leur appartiennent et les munitions sont saisies. A la même époque, quatre-vingt-quatre malles et quarante-huit caisses de munitions sont chargées sur des barques à Beijing et contiennent d'après les Allemands des instruments pour l'exploitation des mines du Shandong ; débarquées à 25 km de Tianjin pour être chargées sur un train de la ligne Jinpu, elles sont saisies par les autorités chinoises. Enfin, sur le Grand Canal, la police fluviale trouve le 25 août trois barques chargées de matériaux de guerre allemands (obus, amorces, appareils photographiques et télescopes)⁶⁹⁸. La gare de l'Est, sur le chemin de fer Beijing-Shanhaiguan, relève de la protection française depuis le retrait russe de Tianjin. Cela permet la saisie deux wagons de fret où se trouvent

693ARIGA, Nagao, *la Chine et la Grande Guerre européenne du point de vue du droit international*, A. Pedone, Paris, 1920, pp. 58-59

694ARIGA, Nagao, *la Chine et la Grande Guerre européenne du point de vue du droit international*, A. Pedone, Paris, 1920, pp. 61-62 ; la plupart des troupes russes s'était déjà retirée en mars de Beijing, Tianjin et Yangcun cf. Comptes rendus de la 127^{ème} séance du corps diplomatique, 17 février 1914 et de la 128^{ème} séance, 7 mars 1914, CADN Pékin 727

695ARIGA, Nagao, *la Chine et la Grande Guerre européenne du point de vue du droit international*, A. Pedone, Paris, 1920, p. 63

696HEROLD, Heiko, *Deutsche Kolonial- und Wirtschaftspolitik in China 1840 bis 1914, unter besonderer Berücksichtigung der Marinekolonie Kiautschou*, Ozeanverlag Herold, Köln, 2004, p. 71

697En particulier cinquante sur le PMS Manchuria et un ingénieur sur le NDLS Princess Alice, tous en provenance de Manila. *The North China-Herald*, 22 août 1914, p. 613

698ARIGA, Nagao, *la Chine et la Grande Guerre européenne du point de vue du droit international*, A. Pedone, Paris, 1920, pp. 55-58

quatre canons de campagne, des munitions et autre matériel de guerre allemand le 5 août⁶⁹⁹. Les Allemands protestent alors au nom du respect du Protocole de 1901⁷⁰⁰. Nous savons néanmoins que quatre-vingt-treize hommes ainsi que dix-sept matelots du vapeur Albenga ont rejoint Qingdao depuis la concession allemande de Hankou, où la colonie allemande représentait en tout deux cent vingt-et-une personnes. Nous connaissons aussi les pertes dans ce contingent spécifique, à savoir un mort au combat, un mort du typhus en détention et six blessés, dont trois graves⁷⁰¹. Quant à la colonie de Tianjin, le *Tageblatt für Nord-China* du 7 avril 1916 relate le départ discret pour Qingdao des trois cents hommes formant le détachement de marine (corps d'occupation allemand)⁷⁰². La *deutsche Freiwilligen-Truppe* (force paramilitaire⁷⁰³) y est réduite de cent cinquante à quarante hommes du fait de la campagne de Qingdao, de telle manière que la responsabilité de la protection de la concession allemande de Tianjin en cas de troubles doit être abandonnée au Capitaine Tillson, à la tête du corps d'occupation américain de la ville⁷⁰⁴. Enfin, la *deutsche Vereinigung Tientsin* note que des soixante-dix-neuf membres que l'association comptait en 1914, onze ont rejoint l'Europe, dix-neuf sont prisonniers de guerre au Japon, et un, J. von Rolf, est mort au combat à Qingdao⁷⁰⁵.

A l'opposé de leurs homologues allemands, les marins autrichiens sont souvent surpris par les autorités chinoises entre Tianjin et Qingdao. Ainsi le 6 août, à 10 heures, un Autrichien voulant quitter Tianjin pour Jinan, questionné par la police chinoise, se déclare officier de l'armée autrichienne. Il est immédiatement conduit au consulat d'Autriche-Hongrie, où il est accueilli par les éclats de rire de son consul. À nouveau, le 9 septembre, trois officiers en civil sont découverts sur la ligne Jinpu, avec les mêmes conséquences. Le 13 septembre, le consul du Japon à Tianjin prévient lui-même le gouverneur civil du Zhili que des marins austro-hongrois quittent la ville pour rejoindre Qingdao, déguisés en négociants. De fait, dans la nuit du 13 au 14, plus de quatre-vingt-dix marins atteignent Jinan ; craignant d'être retenus à l'hôtel où ils étaient descendus, ils quittent la ville par un train spécial préparé pour eux par les Allemands pendant que le consul de cette nation parlemente avec les autorités⁷⁰⁶. D'après les sources austro-hongroises, dix-huit marins quittent le détachement

699 *The North China-Herald*, 22 août 1914, p. 560

700 *Id.*, 29 août 1914, p. 696

701 Heintzes, Consul impérial d'Allemagne à Hankou, à von Bethmann-Hollweg, chancelier du Reich, 3 mars 1915, BA R901 30937

702 « Das 10jährige Bestehen der Deutschen Niederlassungs-Gemeinde in Tientsin », *Tageblatt für Nordchina*, 7 avril 1916, pp. 5-6, BA R901 90935

703 Il s'agit d'une force paramilitaire fondée le 20 octobre 1899 dans le but de protéger la vie et la propriété des Allemands à Tianjin, ainsi que la concession allemande. Dr Wendschuch, consul impérial d'Allemagne à Tianjin, au Dr von Bethmann-Hollweg, 21 octobre 1914, BA R901 30937 cf. pp. 93-95

704 Dr Wendschuch, consul impérial d'Allemagne à Tianjin, au Dr von Bethmann-Hollweg, chancelier du Reich, 21 octobre 1914, BA R901 30937 ; Capitaine John Charles Fremont Tillson, commandant le 15^e régiment d'infanterie états-unien en Chine du 9 septembre 1913 au 26 octobre 1915.

705 Minutes de l'assemblée de la *deutsche Vereinigung Tientsin*, 26 février 1915, BA R901 90394

706 ARIGA, Nagao, *la Chine et la Grande Guerre européenne du point de vue du droit international*, A. Pedone, Paris, 1920, pp. 70-73

de marine à Beijing, ainsi que la totalité des effectifs des étapes de Tianjin et de Tanggu (vingt marins) sous les ordres du commandant du détachement de Tianjin, le lieutenant von Mariašević. Des quarante marins restant à Beijing, deux sous-officiers et dix hommes sont détachés à Tianjin et la petite étape de Tanggu n'est pas rétablie, mais le terrain est gardé par un shimbô tientsinois⁷⁰⁷.

Le procédé relevé dans ces incidents a probablement été utilisé fréquemment, et ce, comme on voit, sans grand risque pour les marins austro-hongrois violant la neutralité chinoise. En effet, s'ils sont reconnus par les autorités, ces dernières n'ont d'autre choix que de livrer les « suspects » à leur consul. C'est lui et lui seul qui peut décider d'une sanction à prendre contre ses propres nationaux, d'après le principe de l'extraterritorialité. Par ailleurs, on voit aussi comment l'administration allemande de la ligne Qingdao-Jinan évoquée plus haut a pu être instrumentale dans ces mouvements de troupes répétés. Notons enfin un exemple particulièrement frappant de la sympathie pro-allemande de certains décideurs chinois, au travers l'envoi d'un train de munitions à Qingdao par Xu Shuzheng, en contradiction flagrante avec la neutralité chinoise⁷⁰⁸.

707Commandant du détachement de marine impérial et royal à Beijing au ministre d'Autriche-Hongrie à Beijing, 29 juillet 1914, OESTA HHSTA Peking 89 ; *id.*, 5 août 1914, OESTA HHSTA Peking 89 ; Schumpeter, consul d'Autriche-Hongrie à Tianjin au ministre d'Autriche-Hongrie à Beijing, 31 juillet 1914, OESTA HHSTA Peking 89 ; *id.*, 15 août 1914, OESTA HHSTA Peking 89 ; Rosthorn, ministre d'Autriche-Hongrie à Beijing, au comte Leopold Berchtold, ministre des affaires étrangères, 4 août 1914, OESTA HHSTA PA XXIX 27

708XU, Guoqi, *China and the Great War; China's Pursuit of A New National Identity and Internationalization*, Cambridge University Press, New York, 2005, pp. 86-87 ; cf. pp. 345-347

d- La campagne de Qingdao

Le 14 août 1914, le gouvernement japonais envoie un ultimatum au gouverneur allemand de la baie de Jiaozhou. Celui-ci restant sans réponse, le Japon déclare la guerre à l'Allemagne le 23 août, puis à l'Autriche-Hongrie le 25 août, en raison du refus de cette dernière de retirer le SMS Kaiserin Elisabeth de la baie. Bien qu'il agisse au nom de l'alliance anglo-japonaise, Heiko Herold, tout comme l'ancien ministre de France à Beijing Auguste Gérard, y voient aussi le deuxième épisode d'une « vengeance de Shimonoseki » contre un membre de la Triplice d'Extrême-Orient, après la guerre russo-japonaise de 1904-1905⁷⁰⁹.

Le gouverneur Meyer-Waldeck⁷¹⁰ ordonne alors à tous les réservistes de Chine, aux navires se trouvant dans les eaux avoisinantes, ainsi qu'au corps d'occupation en Chine du Nord, de se rendre à Qingdao en vue de défendre le territoire⁷¹¹. Nous l'avons vu, une partie importante des effectifs austro-hongrois en Chine du Nord, mais aussi l'unique navire de guerre austro-hongrois, le croiseur Kaiserin Elisabeth, obéissent à un ordre similaire émanant de Wien. Tant le corps d'occupation que le navire présent alors, le SMS Kaiser Franz Josef I avaient reçu des ordres similaires en novembre 1912, au plus fort des tensions avec la Russie. Il s'agit donc d'une stratégie de long terme de la part du gouvernement viennois⁷¹². Au surplus des deux corps d'occupation, des troupes déjà présentes à Qingdao, des réservistes allemands et austro-hongrois, et du Kaiserin Elisabeth, les forces allemandes comportent quatre canonnières – les SMS Iltis, SMS Jaguar, SMS Luchs, SMS Tiger, un poseur de mines, le SMS Lauting, deux torpilleurs, le SMS S-90 et le SMS Taku, et un croiseur léger, mais dont le moteur a subi des avaries, le SMS Cormoran. Les canonnières SMS Otter, SMS Tsingtau et SMS Vaterland ne peuvent rejoindre le territoire, au contraire d'au moins une partie de leurs équipages⁷¹³. En ces temps pionniers pour l'aviation tant civile que militaire, le territoire allemand dispose de trois monoplans Etrich Taube. Le lieutenant (all. *Leutnant*) Friedrich Müllerskowski est blessé lors de son premier vol, le 31 juillet, et son appareil est détruit. Franz Oster subit deux autres accidents, les 22 et 27 août, et son appareil est

709GÉRARD, Auguste, *Ma mission en Chine (1893-1897)*, Plon, Paris, 1918, p. 315 ; HEROLD, Heiko, *Deutsche Kolonial- und Wirtschaftspolitik in China 1840 bis 1914, unter besonderer Berücksichtigung der Marinekolonie Kiautschou*, Ozeanverlag Herold, Köln, 2004, p. 72

710Alfred Wilhelm Moritz Meyer, puis Meyer-Waldeck (depuis 1903), né le 27 novembre 1864 à Sankt-Peterburg, décédé le 25 août 1928 à Bad Kissingen, cadet 1884, sous-lieutenant (all. *Unterleutnant zur See*) 1887, lieutenant (all. *Leutnant*) 1890, *Kapitänleutnant* 1897, capitaine de corvette (all. *Korvettenkapitän*) 1903, gouverneur de Jiaozhou 1911, prisonnier de guerre dans les camps de Fukuoka 1914, Narashino 1918, vice-amiral (all. *Vize-Admiral*) 1920

711STEPHENSON, Charles, *The Siege of Tsingtau, The German-Japanese War 1914*, Pen & Sword, 2017, pp. 78-79

712Section de la marine du ministère de la guerre au SMS Kaiser Franz Josef I à Shanghai, 23 novembre 1912, OESTA HHSTA PA XXIX 27 ; H. Nauta, capitaine de frégate, SMS Franz Joseph I, Shanghai, Rapport 16-30 novembre 1912, OESTA HHSTA PA XXIX 27

713STEPHENSON, Charles, *The Siege of Tsingtau, The German-Japanese War 1914*, Pen & Sword, 2017, pp. 87-88

lui aussi irréparable. Quant au lieutenant (all. *Kapitänleutnant*) Gunther Plüschow⁷¹⁴, malgré un premier accident le 3 août, son appareil est opérationnel à partir du 12, et il opère des missions de reconnaissance⁷¹⁵.

Dès août, les Japonais sectionnent les câbles reliant la baie à Yantai et à Shanghai. Le 27 du même mois, ils imposent un blocus naval au territoire, occupant les îles Dagong et Zhucha. Un premier débarquement à lieu très au nord, en contradiction directe avec la neutralité chinoise, le 7 septembre. Les assaillants atteignent Pingdu le 11, puis Jimo le 14. Le chemin de fer de Qingdao à Jinan passe sous contrôle japonais le 17. En effet, du point de vue du gouvernement japonais, cette ligne est de même nature et de même caractère que le territoire à bail ; sans cette prise de contrôle, la position des assaillants à Jiaozhou resterait donc vulnérable. La Chine, elle, proteste (le 24 septembre) au nom de la préservation de sa neutralité, le théâtre de guerre ayant été délimité par elle (le 3) jusqu'à cent miles à l'ouest de Qingdao (ou bien à l'est de Weifang), lorsque les troupes japonaises occupent (le 23) la gare de cette même ville. La province du Shandong faisant partie intégrante de la Chine et n'étant officiellement pas colonisée par l'Allemagne (contrairement à Jiaozhou), l'argument chinois est, *formellement* et légalement, tout à fait audible⁷¹⁶.

Le 18 septembre, un deuxième débarquement est opéré à hauteur de la baie d'Aoshan. Ces troupes sont rejointes le 22 septembre par le corps d'occupation britannique à Tianjin, renforcé de la moitié du 36^e bataillon sikh à Weihaiwei. Le commandant du détachement, le brigadier Nathaniel Barnardiston, se place à disposition de la force japonaise. Alors commence le siège de Qingdao, sur le modèle de celui de Port-Artur, neuf ans plus tôt. Les défenseurs capitulent le 7 novembre, arrivant à court de munitions. La campagne fait cent quatre-vingt-dix-neuf morts dans le camp allemand, et huit côté austro-hongrois. Une partie des défenseurs parvient à rejoindre la Chine du Nord, dont quatre-vingt-douze hommes d'équipage du Kaiserin Elisabeth, coulé le 2 novembre⁷¹⁷.

L'équipage de la canonnière Vaterland, ainsi probablement que du Otter et du Tsingtau, sont internés à Nanjing depuis les premières semaines de la guerre européenne. Par ailleurs, le torpilleur S-90 sort de Qingdao dans la nuit du 17 au 18 octobre, coule le croiseur Takachiho, mais s'échoue

714 Gunther Plüschow, né le 8 février 1886 à München, décédé le 28 janvier 1931 en Argentine, cadet 1904, *Leutnant zur See* 1907, *Oberleutnant zur See* 1909, commandant du torpilleur SMS S-87 1911, dirige la section d'artillerie à Jiaozhou 1913, formation d'aviateur à Berlin 1914, fuit Jiaozhou en aéroplane et parvient à rejoindre l'Allemagne 1914-1915, *Kapitänleutnant* dans l'aviation allemande 1915-1919, première expédition en Amérique du Sud 1925-1926, puis au Chili et en Argentine 1927-1929 et 1930-1931 ; cf. PLÜSCHOW, Gunther, *Die Abenteuer des Fliegers von Tsingtau*, 1916

715 STEPHENSON, Charles, *The Siege of Tsingtau, The German-Japanese War 1914*, Pen & Sword, 2017, pp. 97-98

716 BAU, Mingchien Joshua, *The Foreign Relations of China, A History and A Survey*, Fleming H. Revell Company, London & Edinburgh, 1921, pp. 433-435

717 Légation impériale et royale d'Autriche-Hongrie à Beijing au comte Leopold Berchtold, ministre des Affaires étrangères austro-hongrois, 30 novembre 1914, chiffré, OESTA-HHSTA PA XXIX 13

dans la matinée du 18. L'équipage, un officier et soixante-quatre hommes, est arrêté par les Chinois vers Rizhao, puis interné à Yuanzhou, et ensuite à Nanjing⁷¹⁸.

e- Les conséquences de la guerre européenne et de la bataille de Qingdao sur les concessions allemandes et austro-hongroise en Chine

Il n'est pas contre-intuitif de penser que les concessions, microcolonies étrangères, parfois en grand nombre dans une même ville – comme par exemple à Tianjin et Hankou où se situent les concessions allemandes et austro-hongroise, soient en première ligne lors de l'ouverture des hostilités en Europe. L'étroite interdépendance des différentes concessions étrangères est le sujet d'une grande nervosité au début de la guerre. La concession allemande de Tianjin, par exemple, est immédiatement mitoyenne de la concession britannique. La concession austro-hongroise de la ville partage une frontière avec la concession italienne. À Hankou, la concession allemande est bordée à l'ouest par la française, et à l'est par la japonaise. Après la grande grève de 1908, un certain nombre de policiers sikhs furent mis à disposition des autres concessions de Hankou, dont l'allemande. Le consulat italien, situé en territoire allemand, gardé par trois soldats en 1913, l'est par seize marins en 1914. Le club allemand est inauguré, le 1^{er} août 1914, en territoire français, où se situe déjà la poste allemande. Cependant, il y a très peu d'incidents, tous les consuls étant vigilants, sinon à conserver une attitude amicale réciproque, du moins à ne pas étendre – ouvertement – les hostilités aux concessions étrangères de Chine, précisément au nom de l'interdépendance mutuelle⁷¹⁹.

Le torpillage du Lusitania marque un apogée dans les tensions entre communautés loyales à l'Entente ou à la Triplice. La presse alliée reprend, grossit, déforme ou invente des incidents, notamment des célébrations bruyantes de ce torpillage, comme preuves du barbarisme austro-allemand. À Guangzhou s'ajoute à ces bruits des rumeurs de viols et d'ivrognerie, afin de justifier une expulsion du consulat, de la poste et de la filiale locale de la deutsch-asiatische Bank, situés en concession britannique. Celle-ci, pour des raisons principalement légale, ne vient jamais, mais la menace est très nette. Ainsi, le Novoe Vremya de Sankt-Peterburg, et à sa suite le Times, reprennent le « plan » du consul belge à Shanghai – bien que l'existence d'un tel plan soit improbable – d'invasion des concessions ennemies à Hankou et à Tianjin⁷²⁰.

718ARIGA, Nagao, *la Chine et la Grande Guerre européenne du point de vue du droit international*, A. Pedone, Paris, 1920, pp. 106-109, 124-132

719Heintzes, consul impérial allemand à Hankou, à Son Excellence le chancelier du Reich von Bethmann Hollweg, 3 mars 1915, BA R901 30937 ; Dr. Heintzes, consul impérial allemand à Hankou, à Knipping, consul général impérial à Shanghai, 11 mars 1915, confidentiel, BA R901 31833

720Dr Rössler, Consul impérial allemand à Guangzhou, au chancelier von Bethmann-Hollweg, 30 octobre 1915, BA R901 30947 A ; *Times*, 4 décembre 1915, « German Concessions in China, Occupation by the Allies Advocated », BA R901 90394 ; *Frankfurter Zeitung* n° 340, 8 décembre 1915, « Deutschlands Interessen in Ostasien, Bedrohung

Les conséquences immédiates de la guerre européenne sont plus insidieuses. Des soixante-dix-neuf résidents allemands de la concession allemande de Tianjin, dix-neuf sont faits prisonniers au Japon ; onze parviennent à rejoindre le continent européen ; enfin, deux résidents meurent au combat à Qingdao. Cela correspond à un déclin de quarante pour cent de la population allemande de la concession⁷²¹. Depuis Hankou, hormis dix-sept marins du vapeur Albenga (amarré au bund allemand d'août à octobre 1914), c'est quatre-vingt-treize des deux cent vingt-et-un Allemands du district consulaire qui se rendent à Qingdao. Si le recensement de décembre 1914 donne cent-un résidents allemands sur la concession de cette nation en comparaison des cent-huit en mars 1913, la composition de cette population est radicalement différente. Pour soixante-et-onze hommes en 1913, on en compte cinquante-deux après la bataille de Qingdao ; les femmes et les enfants, eux, voient leur effectif passer de trente-sept en 1913 à quarante-neuf en décembre 1914. Ces femmes et ces enfants sont très probablement des réfugiés de Qingdao⁷²².

Si les forces de police, composées de Chinois sur la concession allemande de Tianjin, de Chinois et de Sikhs sur la concession allemande de Hankou, ne sont pas affectées dans leurs effectifs, il n'en reste pas moins que les contingents paramilitaires sont très réduits. Pour cent cinquante hommes engagés « volontaires » avant la guerre à Tianjin, seuls quarante s'y trouvent encore après les événements de l'automne 1914⁷²³. À Tianjin, l'inspecteur Grunert, à la tête des forces de police, est surpris en Europe par la guerre⁷²⁴. Autre conséquence importante en matière de sécurité, le corps d'occupation allemand en Chine du Nord, si son existence est maintenue, est considérablement affaibli par la bataille de Qingdao. Les cinquante marins allemands en garnison sur la concession allemande de Hankou avant la guerre ne sont, eux, pas remplacés. L'une des conséquences est que l'Allemagne doit confier la protection de sa concession tientsinoise, ainsi que de sa section du chemin de fer Beijing-Mukden, aux États-Unis d'Amérique. La caserne du corps d'occupation américain à Tianjin est en effet située sur le territoire de la concession allemande, dans sa zone sud, près de la frontière anglaise⁷²⁵. Au contraire, le corps d'occupation austro-hongrois se voit très renforcé, en raison du retour à Beijing et Tianjin d'une partie de l'équipage du

der deutschen Niederlassungen in China », BA R901 90394 ; Ostasiatischer Verein au Ministère des Affaires étrangères, Hamburg, 18 décembre 1915, BA R901 90394

721 Minutes de l'assemblée de l'association allemande de Tianjin, 26 février 1915, BA R901 90394

722 Heintzes, consul impérial allemand à Hankou, à Son Excellence le chancelier du Reich von Bethmann Hollweg, 3 mars 1915, BA R901 30937 ; Dr. Heintzes, consul impérial allemand à Hankou, à Knipping, consul général impérial à Shanghai, 11 mars 1915, confidentiel, BA R901 31833

723 Wendschuch, consul impérial allemand à Tianjin, à Son Excellence le chancelier du Reich Dr. von Bethmann Hollweg, 21 octobre 1914, BA R901 30937

724 Commune concessionnaire allemande de Tianjin, Bilan de l'année 1914, Prévisions 1915, BA R901 90394

725 Minutes de l'assemblée de l'association allemande de Tianjin, 26 février 1915, BA R901 90394 ; Heintzes, consul impérial allemand à Hankou, à Son Excellence le chancelier du Reich von Bethmann Hollweg, 3 mars 1915, BA R901 30937

Kaiserin Elisabeth, dont le navire a été coulé dans la baie de Jiaozhou. Les effectifs normaux sont de deux officiers et cinquante-trois hommes à Beijing et de deux officiers et dix hommes à Tianjin, mais sont renforcés d'environ soixante-dix marins de ce navire malgré la capitulation du territoire allemand. Dans les deux cas des mesures supplémentaires sont prises dans le cas où les corps d'occupation seraient appelés à protéger les concessions allemande et austro-hongroise. Ainsi, le détachement de marine à Tianjin reçoit-il l'ordre en mars 1915 de se réunir à la garde de la légation à Beijing en cas d'action japonaise agressive en Chine⁷²⁶. De son côté, la concession allemande – « ainsi que les sujets autrichiens qui souhaiteraient se mettre à l'abri dans ladite concession » – se place sous la protection américaine en juin 1916⁷²⁷.

La période est, de façon attendue, émaillée d'une série d'incidents. Ainsi, en 1915, les fils télégraphiques allemands sont-ils coupés sur le territoire de la concession russe, sans que l'on puisse déterminer s'il s'agissait d'un acte isolé ou d'une politique voulue par le gouvernement russe⁷²⁸. Les affaires d'espionnage se multiplient, et concernent autant Tianjin-même (obtention d'informations sur l'état du corps d'occupation austro-hongrois par les Russes, par exemple), que la question des prisonniers de guerre échappés de Sibérie, qui trouvent à Tianjin un refuge dans les concessions allemande et austro-hongroise. De façon intéressante, les Polonais, nation divisée, minoritaire dans les trois empires allemand, austro-hongrois et russe, et donc aux loyautés soupçonnées, deviennent un enjeu et une arme. Leur situation est ainsi tout à fait comparable à celle des Austro-Hongrois. Un Russe (peut-être un Polonais russe ?) semble ainsi avoir tenté de se faire passer pour une légionnaire polonais (austro-hongrois), mais est démasqué en mai 1916⁷²⁹. Valentin Cudziło, matelot autrichien d'ethnie polonaise, ancien prisonnier de guerre dans l'Extrême-Orient russe, réfugié à Tianjin, actif à la *Hilfsaktion* (fonds de soutien) pour les prisonniers de guerre allemands et austro-hongrois en Sibérie, est arrêté par la police de la concession russe le 2 décembre 1916. Il parvient à s'échapper le surlendemain, mais est réarrêté par les Russes, en territoire chinois ; puis remis à la police chinoise, et subséquemment libéré le 14 janvier 1917. Les autorités austro-hongroises redoublent d'efforts pour obtenir sa libération, craignant que Cudziło soit renvoyé en Sibérie. Il s'agirait de la troisième arrestation d'un Austro-Hongrois sur le territoire russe depuis le début de la guerre⁷³⁰. Il

726Bolfras, chancellerie militaire, à la section de la marine du ministère de la guerre, 2 mars 1915, OESTA-HHSTA PA XXIX 27

727Résolutions prises à la réunion des commandants des corps d'occupation le 29 juin 1916, SHD 11H53

728G.L.R. Simons in *Frankfurter Zeitung* n° 274, 3 octobre 1915, BA R901 90394

729Commandement du détachement de marine impérial et royal à Beijing au ministre d'Autriche-Hongrie à Beijing, 5 décembre 1916, OESTA HHSTA Peking 43

730Consul d'Autriche-Hongrie à Tianjin au ministre d'Autriche-Hongrie à Beijing, 2 décembre 1916, OESTA HHSTA Peking 82 ; Commandant du détachement de marine impérial et royal à Beijing au ministre d'Autriche-Hongrie à Beijing, 5 décembre 1916, OESTA HHSTA Peking 82 ; Consul d'Autriche-Hongrie à Tianjin au ministre d'Autriche-Hongrie à Beijing, 5 décembre 1916, OESTA HHSTA Peking 82 ; Consul d'Autriche-Hongrie à Tianjin au ministre d'Autriche-Hongrie à Beijing, 6 décembre 1916, OESTA HHSTA Peking 82 ; *id.*, 8 décembre 1916, OESTA HHSTA Peking

semble aussi que les Russes aient recruté des matelots austro-hongrois – mais slaves – afin d'espionner le corps d'occupation à Tianjin⁷³¹.

f- Le développement des concessions allemandes et austro-hongroise de Hankou et de Tianjin, 1914-1917

Si la Première Guerre mondiale eut des conséquences immédiates et concrètes sur les concessions des Empires centraux, elles n'en continuèrent pas moins, sinon à prospérer, du moins à progresser de la même manière qu'avant-guerre du point de vue municipal. L'un des facteurs principaux expliquant ce nouvel élan est probablement le déménagement massif des entreprises allemandes et austro-hongroises, dans les concessions allemandes et austro-hongroise de Chine⁷³². Après l'entrée en guerre de l'Italie, les résidents allemands et austro-hongrois doivent quitter la concession italienne de Tianjin, en contradiction avec la neutralité chinoise⁷³³. Notons néanmoins que le phénomène semble moins prégnant à Hankou, où la population comme les entreprises allemandes semblent partagées à part égale entre la concession allemande et le reste de l'agglomération, y comprises les concessions étrangères⁷³⁴. Symbole de l'étrange de la nouvelle situation, un club allemand est fondé à Hankou le 1^{er} août 1914, comme conséquence directe de la guerre... mais en concession française. Cela ne crée pourtant pas d'incident majeur. C'est pour cette concession le seul développement majeur, le territoire étant entièrement aménagé au début de la guerre⁷³⁵.

La concession allemande de Tianjin fut en particulier très active. Entre 1914 et 1917, outre la macadamisation des rues, la réparation des quais, l'amélioration du cadastre, la mise en place de l'éclairage de rue et de l'eau courante dans sa zone sud... etc., elle inaugure un pont ouvrant à l'embouchure du canal Haiguanzi ; crée un cimetière allemand ; inaugure une caserne de pompiers, un hôpital et de nouveaux bureaux pour la poste allemande ; rachète la centrale électrique et la

82 ; *id.*, 10 décembre 1916, OESTA HHSTA Peking 82 ; P.H. Tiedemann, consul général de Russie à Tianjin, à F.D. Fisher, consul général des États-Unis à Tianjin, 11 décembre 1916, OESTA HHSTA Peking 82 ; Consul d'Autriche-Hongrie à Tianjin au ministre d'Autriche-Hongrie à Beijing, 13 décembre 1916, OESTA HHSTA Peking 82 ; Schumpeter, consul d'Autriche-Hongrie à Tianjin au ministre d'Autriche-Hongrie à Beijing, 25 janvier 1917, OESTA HHSTA Peking 82

731 Détachement de marine impérial et royal à Tianjin au commandement du détachement de marine impérial et royal à Beijing, 4 décembre 1916, OESTA HHSTA Peking 43 ; Commandement du détachement de marine impérial et royal à Beijing au ministre d'Autriche-Hongrie à Beijing, 5 décembre 1916, OESTA HHSTA Peking 43

732 Rapport commercial du consulat austro-hongrois de Tianjin pour l'année 1915, OESTA HHSTA Peking 67 ; « Tientsin, seine handelspolitische Bedeutung und Zukunft », 12 juillet 1915, OESTA HHSTA F63 Tientsin

733 *The North China Herald*, 26 juin 1915, p. 944

734 Dr. Heintzes, consul impérial allemand à Hankou, à Knipping, consul général impérial à Shanghai, 11 mars 1915, confidentiel, BA R901 31833

735 Heintzes, consul impérial allemand à Hankou, à Son Excellence le chancelier du Reich von Bethmann Hollweg, 3 mars 1915, BA R901 30937

Tientsin Baugesellschaft, et enfin nomma trois nouvelles rues, en 1916, des noms de Falkenhayn-, Zimmermann- et Emdenstraße⁷³⁶.

Le général (alors Major) Falkenhayn⁷³⁷ se met au service du gouvernement allemand de Jiaozhou depuis l'acquisition du territoire à bail, et s'occupe de cartographie jusqu'à l'automne 1899. Il fait partie de l'état-major de l'OAEK, puis de l'OABB, et représente l'Allemagne au GPT. Il quitte la Chine en 1903. Arthur Zimmermann est consul à Tianjin de 1900 à 1902. Ce sont aussi respectivement le ministre de la guerre de 1914 à 1915 et le sous-secrétaire d'État, puis secrétaire d'État, de 1911 à 1917. Ils sont donc à la fois des figures centrales de la présence militaire, diplomatique et coloniale allemande à Tianjin et du gouvernement métropolitain dans la guerre européenne. Le nom de SMS Emden fait référence au célèbre croiseur allemand, basé à Qingdao depuis 1911, et qui quitte ce port le 2 août 1914. Ses exploits dans l'océan Pacifique et dans l'océan Indien forcent l'admiration, y compris dans la presse britannique contemporaine, notamment à Penang le 28 octobre 1914 où il coule le croiseur russe Zhemchug et le destroyer français Mousquet. Il s'agit donc là encore d'un symbole fort et connu de tous, Allemands, étrangers et Chinois.

La concession austro-hongroise de Tianjin, elle, continue son grand œuvre, les expropriations massives ayant eu lieu avant le commencement de la guerre, à savoir le remodelage de sa zone sud. Le terrain est nivelé, les nouvelles rues sont pavées, les canalisations installées, et la quasi-totalité des lots est vendues à des Chinois « d'une classe supérieure ». Le rythme de construction de maisons de style européen à l'usage d'habitants chinois continue d'ailleurs à augmenter. La rue principale (Czikannstr.), la « deuxième rue principale » (parallèle), la rue-frontière austro-italienne et le Bund sont à usage résidentiel ; les « *Nebenstrassen* », elles, qui viennent couper les rues résidentielles à angle droit, sont réservées à un usage commercial. Dès 1915, la concession s'intéresse à sa zone nord, et des travaux de comblement sont engagés. Néanmoins, rien n'est achevé dans ce secteur au moment de la rétrocession.

736 Rapport commercial du consulat austro-hongrois de Tianjin pour l'année 1915, OESTA HHSTA Peking 67 ; « Das 10jährige Bestehen der Deutschen Niederlassungs-Gemeinde in Tientsin », *Tageblatt für Nordchina*, 7 avril 1916, pp. 5-6, BA R901 90935

737 Général Erich Georg Anton Sebastian von Falkenhayn, né le 11 septembre 1861 à Burg Belchau, près de Thorn (auj. Toruń), décédé le 8 avril 1922 à Schloss Lindstedt, près de Potsdam, cadet 1880, lieutenant (all. *Leutnant*) 1891, capitaine (all. *Hauptmann*) au grand état-major, section topographique 1893, commandant d'une compagnie dans l'armée chinoise 1896, enseigne à l'école de guerre de Hankou, entre au service du gouvernement du territoire à bail de Jiaozhou, réintégré dans l'armée prussienne 1899, état-major de l'OAEK, puis de l'OABB 1900-1903, représente l'Allemagne au GPT, commandant de bataillon 1903-1905, commandant de régiment, 1911-1912, membre de l'état-major 1903-1913, ministre de la guerre 1914-1915, général d'infanterie 1915, nommé à la tête du groupe d'armée F, maréchal dans l'armée turque 1917-1918, commande la 10^{ème} armée en Biélorussie 1918-1919

g- L'affaire de Laoxikai et l'Allemagne

Suite à la guerre des Boxers, toutes les puissances alliées – sauf les États-Unis, ainsi que la Belgique, obtiennent des concessions ou l'extension de leurs concessions existantes à Tianjin. La France, après avoir obtenu une extension substantielle de sa concession en direction de l'hinterland, demande, en 1902, à ce que lui soit adjoint le quartier de Laoxikai. Aucune réponse n'est alors donnée, mais les routes sont construites par la France, qui semble en garder la propriété, dans un arrangement qui rappelle la situation bizarre du quartier de Zikawei, à Shanghai. La police de la concession française y opère sans résistance ni objection ; les autorités chinoises lui transmettent les mandats, lorsqu'elles envisagent d'arrêter un national chinois. La situation en reste là pendant de longues années, jusqu'à l'ouverture des hostilités en Europe, qui donne l'occasion et le devoir au gouvernement chinois d'assurer par lui-même la sécurité des concessions étrangères de Tianjin, sinon en y faisant patrouiller ses forces de police, du moins en renforçant la présence de ces dernières dans la partie chinoise de la ville. C'est ainsi que la police chinoise fait son apparition à Laoxikai, qui ne peut être regardé comme acquis à l'administration française que par le droit coutumier. Un premier accord permet alors aux polices chinoise et française de patrouiller toutes deux sur le petit territoire. L'affaire rebondit une première fois en janvier 1915, lorsque le consul de France a pour instructions de régler la question par des concessions réciproques ; il propose alors d'abandonner la moitié du territoire à l'administration chinoise. Les autorités tientsinoises s'abstiennent de répondre et l'affaire est portée devant le gouvernement chinois à Beijing, qui autorise provisoirement les Français à développer le territoire par le biais d'entreprises privées.

En septembre 1915, cependant, les autorités concessionnaires françaises tentent d'y prélever des taxes. La tentative ravive l'opposition chinoise à l'administration française, et provoque de longues négociations aboutissant, en décembre de la même année, à un accord provisoire par lequel la France s'engage notamment à ne pas soumettre à l'impôt « certaines classes » de la population chinoise. C'est que, au-delà de la question de prestige, le territoire représente désormais deux enjeux d'envergure pour la présence française à Tianjin : la construction d'une cathédrale et d'un hôpital. Le règlement de l'affaire est à nouveau reporté. En octobre 1916, après une nouvelle demande de report, le consul de France décide de clore l'affaire : il donne un ultimatum au gouvernement chinois, lui intimant de signer l'accord durement négocié et de donner une date précise pour sa mise en oeuvre, et ce sous quarante-huit heures. En l'absence de réponse, il fait installer des bornes-frontières, et investit le quartier, arrêtant *manu militari* les neuf policiers chinois présents.

Suite à ce « coup d'éclat », les négociations sino-françaises sont quotidiennes, à Beijing, mais n'apportent aucun nouveau résultat. En novembre 1916, Sir John Jordan, ministre britannique,

impose sa médiation et négocie point par point un nouvel accord : administration du territoire de Laotikai par une commission de trois personnes, dont un Chinois, un Français et le gouverneur du Zhili, hygiène, police, etc. placées sous le contrôle d'un officier français, police chinoise rétablie pour quinze jours, pour la face. Cependant, le 11 novembre, date prévue pour la signature de l'accord, le cabinet décide de le soumettre au parlement. Une nouvelle crise s'ensuit, entraînant boycott des produits français et grève générale dans la concession française et les entreprises françaises de Tianjin. Suivant Xu Guoqi, mille six cent Chinois, ouvriers, clerks, coolies, policiers, désertent la concession (le colonel Merienne-Lucas donne le même nombre de grévistes réguliers). Le 23 décembre, le Parlement français vote une résolution demandant un accord avec la Chine sur la question de Laotikai. Le ministre de France déclare en prendre pour base la punition des grévistes, le versement d'une indemnité, la suspension des journaux anti-français, ainsi que la cession de Laotikai pour un certain nombre d'années. La question traîne en longueur de longs mois, jusqu'à la rupture des relations diplomatiques entre la Chine et l'Allemagne et l'arrivée du nouveau ministre français Conty.

Si l'affaire de Laotikai en elle-même, dans son développement jusqu'à la grève générale, ne doit bien sûr rien à la main de l'Allemagne, il est raisonnable de penser que cette dernière ait tenté de se saisir d'une si belle occasion, qui amène la Chine et la France au bord de la guerre. C'est en effet ce que laissent croire les archives militaires françaises, et en particulier les rapports hebdomadaires du commandant du COC. Les troupes chinoises sont triplées à Langfang, à mi-distance de Beijing et de Tianjin. Elles sont garnisonnées à Yangliuqing (ouest) et « Ma Tchang » (sud). Elles sont mille cinq cents dans l'ancienne caserne française de Junliangcheng, à mi-distance de Tianjin et de Tanggu. Bien sûr, des journaux chinois pro-allemands exploitent l'affaire (Peking Post, Peking Gazette). La grève générale est, sinon pilotée, du moins massivement soutenue, par la chambre de commerce chinoise de Tianjin, et notamment Pien Yu-Ting, son vice-président. Ce dernier n'hésite pas à affirmer publiquement que s'il est abandonné par le gouvernement chinois, il irait se réfugier en Allemagne. Sans aller peut-être jusqu'à soutenir l'opinion du colonel Merienne-Lucas, commandant le COC, que « dans toute cette affaire, Pien n'est qu'un agent de l'Allemagne », il semble pourtant acquis que celui-ci est soutenu par Hintze et Hanneken, soutien lui permettant notamment de payer les grévistes (ce qui représente vingt mille dollars par semaine)⁷³⁸.

⁷³⁸Colonel Merienne-Lucas, commandant le Corps français d'Occupation de Chine (COC), au ministre de la guerre, 20 décembre 1916, SHD 11H51 ; *id.*, 29 décembre 1916, SHD 11H51 ; *id.*, 3 janvier 1917, SHD 11H51 ; *id.*, 10 janvier 1917, SHD 11H51 ; *id.*, 17 janvier 1917, SHD 11H51 ; *id.*, 23 janvier 1917, SHD 11H51 ; *id.*, 7 février 1917, SHD 11H51 ; *id.*, 26 février 1917, SHD 11H51 ; *id.*, 11 avril 1917, SHD 11H51 ; Rapport commercial du consulat austro-hongrois de Tianjin pour l'année 1915, OESTA HHSTA Peking 67 ; *The North China-Herald*, 28 octobre 1916, pp. 176, 185, 188 ; *id.*, 4 novembre 1916, pp. 238-239 ; *id.*, 11 novembre 1916, p. 301 ; *id.*, 25 novembre 1916, pp. 477, 479 ; *id.*, 30 décembre 1916, p. 686 ; *id.*, 6 janvier 1917, p. 64 ; XU, Guoqi, *Strangers on the Western Front*, Harvard University Press, 2011, p. 20 ; CHEN, Songchuan, « Shame on You!: Competing Narratives of the Nation in the

h- L'expédition Pappenheim

L'expédition menée par le capitaine (all. *Hauptmann*) Werner Rabe von Pappenheim est probablement l'une des opérations de guerre secrète les plus célèbres de la Première Guerre mondiale. Le 30 décembre 1914, le capitaine Rabe von Pappenheim quitte Beijing accompagné de cinq Allemands, deux Autrichiens et un Mongol en direction du chemin de fer russe du Transmandchourien, sous le prétexte d'une partie de chasse, et en réalité afin de saboter plusieurs ponts et tunnels. Si le capitaine lui-même déclare avoir retardé l'expédition afin de s'associer pas moins de huit cents Toungouses⁷³⁹, il est peu fait mention de cette troupe dans les sources ultérieures⁷⁴⁰.

Werner Hermann Konrad Rabe von Pappenheim, fils du baron Karl Rabe von Pappenheim, chambellan royal de Prusse, est né le 13 septembre 1877 à Liebenau. Sous-lieutenant (all. *Leutnant*) le 20 juillet 1897, il est stationné en Chine d'abord de 1900 à 1902, avant de passer deux années dans l'armée japonaise. Promu au grade de lieutenant (all. *Oberleutnant*) le 11 septembre 1907, puis de capitaine (all. *Hauptmann*) le 20 mars 1911, il est attaché militaire au Japon, avant d'assumer cette charge à Beijing à partir de 1912 ; il participe à l'organisation de la défense de Qingdao en août 1914. Il parle couramment japonais⁷⁴¹.

Ses compagnons sont pour la plupart des réfugiés, ayant échappé à la capture après la chute de Qingdao ou s'étant enfuis des camps de prisonniers sibériens avant d'atteindre Beijing. Le Slovène Zagoričnik ainsi que l'Autrichien Heinz Werrlein, tous deux lieutenants (all. *Oberleutnanten*) de l'armée austro-hongroise, n'ont pas participé à la défense de Qingdao, retenus à la légation allemande pour raisons de santé. Le sous-lieutenant (all. *Leutnant*) Hermann Berger est un réfugié des camps sibériens. L'ingénieur Friedrich Quappe, anciennement employé sur les chemins de fer du Shandong, le commerçant tientsinois Wilhelm Müller, *Vizewachtmeister* dans le *Landwehr* (réserve), ainsi que le contremaître Ludwig Ruf, ayant travaillé dans différentes mines allemandes du Shandong depuis 1908 et mobilisé en août 1914 dans l'infanterie de marine, et l'enseignant et commerçant shanghaien Fritz Pferdekämper, engagé volontaire, sous-officier et

Laoxikai Incident and the Tianjin Anti-French Campaign, 1916–1917 », *Twentieth-Century China*, vol. 37, n° 2 (mai 2012), pp. 121-138 ; MUNGELLO, D.E., *The Catholic Invasion of China: Remaking Chinese Christianity*, Rowman & Littlefield, 2015, p. 43

739Groupe ethno-linguistique du nord-est de la Chine et de la Sibérie, incluant notamment les Mandchous, les Oroqen, les Xibe, les Evenks et les Hezhe. Nagao Ariga distingue trois catégories de Toungouses en Mandchourie : les habitants des régions montagneuses, jamais soumis, les milices défensives, dans les lieux où le pouvoir de l'État est trop faible, et enfin « de véritables vagabonds, de voleurs et de déserteurs de l'armée russe ». Ce classement se base sur une enquête de l'armée russe datant de 1903. ARIGA, Nagao, *la Guerre russo-japonaise au point de vue continental et le droit international d'après les documents officiels du grand état-major japonais*, A. Pedone, Paris, 1908, pp. 268-271

740HAPPEL, Jörn, « Eine Karte voller Ziele. Deutsche Sabotageträume in Russland während des Ersten Weltkriegs », in Jörn Happel, Christophe von Werdt (éds), *Mapping Eastern Europe*, LIT, Berlin & Wien, 2003, p. 69

741*id.*, pp. 69-70

officier de réserve ont quant à eux échappé à la capture par les troupes japonaises lors de la capitulation allemande à Qingdao.

Il est hors de question pour ces hommes d'emprunter le chemin de fer, qui est contrôlé par les Japonais jusqu'à Changchun (Sud-mandchourien) et par les Russes ensuite (Transmandchourien). C'est donc avec cinq chevaux et vingt chameaux chargés de sommes considérables d'argent et de différentes sortes d'explosifs, que le groupe quitte Beijing⁷⁴². *A priori*, et d'après le *Malaya Tribune*, dans un article dont d'autres éléments sont corroborés par des faits établis, il se dirige d'abors vers Zhangjiakou⁷⁴³ au nord-ouest, puis vers Doolon Nuur⁷⁴⁴, et enfin vers le nord afin d'atteindre la portion Qiqihar-Haila'er du Transmandchourien⁷⁴⁵. Le même article du *Malaya Tribune* précise d'ailleurs de manière intéressante qu'il était alors accompagné de Toungouses. Pappenheim explique lui-même vouloir détruire les ponts sur le Nenjiang⁷⁴⁶ et le tunnel de Haila'er⁷⁴⁷. Les services de renseignement russes paraissent incidemment avoir pensé qu'il transportait deux avions en pièces détachées afin de pouvoir s'évader une fois sa mission accomplie⁷⁴⁸.

Cependant, à l'approche du tunnel de Buhaido ou Buhaydu⁷⁴⁹, près de Haila'er, Pappenheim semble avoir tenté de s'adjoindre un officier chinois et ses deux ou trois cents hommes en lui offrant pas moins de cinquante mille roubles-or. Celui-ci refuse, révélant ainsi l'affaire⁷⁵⁰. Le groupe se serait alors enfoncé en territoire mongol. La Russie proteste le 13 mars 1915, bientôt rejointe par le Royaume-Uni et le Japon, et demande des explications au gouvernement chinois, qui ne peut pas, d'après elle, ne pas être au fait des agissements de Pappenheim⁷⁵¹.

Celui-ci avait obtenu un passeport chinois sous prétexte d'une partie de chasse. La position officielle de la Chine est cependant que les autorités des trois provinces du Nord-Est (Jilin,

742SCHMIDT, Jürgen W., « Die Beschaffung geheimer Informationen durch amtliche Einrichtungen des Deutschen Reiches in China, 1896-1917 », in Nicola Spakowski, Cecilia Nathansen Milwertz, *Women and Gender in Chinese Studies*, LIT, Münster, 2006

743Longtemps connue par les Européens sous le nom de Kalgan.

744Pinyin : Duolun Nao'er.

745*Malaya Tribune*, 31 mars 1915, p. 11

746Fleuve aussi connu sous le nom de Nonni.

747HAPPEL, Jörn, « Eine Karte voller Ziele. Deutsche Sabotageträume in Russland während des Ersten Weltkriegs », in Jörn Happel, Christophe von Werdt (éds), *Mapping Eastern Europe*, LIT, Berlin & Wien, 2003, p. 69

748SCHMIDT, Jürgen W., « The Diversionary Operation of A German Military Attaché in China in 1915 », *International Intelligence History Study Group Newsletter*, vol. 7, n° 2 (hiver 1999), pp. 25-26

749Il a été impossible d'identifier ce tunnel avec certitude, bien qu'il semble qu'il s'agisse du tunnel de Haila'er mentionné par Pappenheim lui-même.

750Ils sont deux cents d'après l'article du *Malaya Tribune* cité plus haut, trois cents d'après J. Ju. Sergeev, cité par Jürgen W. Schmidt, « The Diversionary Operation of A German Military Attaché in China in 1915 », *International Intelligence History Study Group Newsletter*, vol. 7, n° 2 (hiver 1999), pp. 25-26.

751*The North-China Herald*, 13 mars 1915, p. 788 ; *id.*, 20 mars 1915, p. 806 ; SCHMIDT, Jürgen W., « The Diversionary Operation of A German Military Attaché in China in 1915 », *International Intelligence History Study Group Newsletter*, vol. 7, n° 2 (hiver 1999), pp. 25-26

Heilongjiang, Liaoning) ne savent rien de cette expédition. Les autorités chinoises ordonnent d'ailleurs aux princes de la Mongolie intérieure d'aider à la capture de Pappenheim et des soldats sont envoyés à la frontière entre Mandchourie et Mongolie afin de l'interner, lui et ses compagnons⁷⁵². Il semble aussi que les Japonais aient, dans leur zone de contrôle, émis un mandat d'arrêt contre Pappenheim et sa troupe⁷⁵³. De leur côté, les Russes dépêchent une unité spéciale du 5^e régiment de cavalerie frontalier Transamour à leur poursuite, et promet une récompense aux princes de la Mongolie extérieure pour leur capture⁷⁵⁴.

La méthode a été efficace, car un marchand russe établi à quelque quatre cents *verst* (environ quatre cent vingt-cinq km) de Haila'er aurait appris, dès la fin du mois de mars ou le début du mois d'avril 1915, la mort du baron *Hauptmann* Rabe von Pappenheim et de toute sa troupe, qui elle-même aurait eu lieu à quelque deux cents *verst* (environ deux cent quinze km) de là, non loin du Dalai Nuur (soit à plus de mille km à vol d'oiseau de Beijing)⁷⁵⁵. Un prince mongol de cette région nommé Babush-shab expédie effectivement une lettre, quelques documents et des échantillons d'explosifs aux autorités russes, afin d'établir le fait. Les explosifs, munis de détonateurs, sont analysés et s'avèrent être, entre autres, de la dynamite et de la mélinite. Quant aux papiers, il s'agit d'une note écrite de la main de Pappenheim lui-même, de sa carte de visite ainsi que d'un passeport chinois émis à son nom à Nanjing en 1913. Dans sa lettre, Babush-shab déclare que Pappenheim aurait cherché à monnayer une escorte pour un messenger devant se rendre à la Légation allemande à Beijing. Deux hommes auraient été dépêchés et auraient assassiné ce messenger peu après. Dix-huit autres soldats mongols auraient pendant ce temps massacré le reste de l'expédition, avec cette précision que Pappenheim aurait blessé deux Mongols avec son revolver avant de succomber. Les Mongols auraient alors rassemblé les corps, et versé du benzol tiré des bagages de l'expédition avant de mettre le feu au tout. Les faits auraient eu lieu le 20 février 1915⁷⁵⁶.

La très grande couverture médiatique reçue par l'expédition Pappenheim durant l'année 1915 dans le monde entier participe probablement du fait que de nombreuses rumeurs ont circulé et ont été publiées à cet époque quant au destin de l'expédition. De fait, l'enquêteur russe ne se rendit jamais sur place afin de vérifier les dires de Babush-shab. Ce dernier avait d'ailleurs, ce qu'il avoue dans sa lettre, une intention très pragmatique, à savoir s'attirer l'amitié des autorités russes – et

752 *The North-China Herald*, 20 mars 1915, p. 806 ; *id.*, 17 avril 1915, p. 167

753 JACAR C03024459800

754 *The North-China Herald*, 17 avril 1915, p. 167 ; SCHMIDT, Jürgen W., « The Diversionary Operation of A German Military Attaché in China in 1915 », *International Intelligence History Study Group Newsletter*, vol. 7, n° 2 (hiver 1999), pp. 25-26

755 Aussi dénommé lac Hulun ; *The North-China Herald*, 3 juillet 1915, p. 25

756 *The North-China Herald*, 1^{er} mai 1915, p. 338 ; SCHMIDT, Jürgen W., « The Diversionary Operation of A German Military Attaché in China in 1915 », *International Intelligence History Study Group Newsletter*, vol. 7, n° 2 (hiver 1999), pp. 25-26

toucher la récompense promise pour la capture de l'agent allemand. La disparition totale de l'expédition, corps, vêtements, bagages, animaux et explosifs inclus, alors que celle-ci manoeuvrait manifestement pour fuir la Mandchourie et de manière générale les zones contrôlées par les alliés après son échec à Haila'er est un autre élément troublant. Par ailleurs, si le baron *Hauptmann* Rabe von Pappenheim a pu proposer cinquante mille roubles-or à un officier chinois, c'est qu'il transportait au moins cette somme avec lui⁷⁵⁷.

Cette accumulation de coïncidences ne pouvait qu'alimenter les spéculations. Ainsi, parmi les journaux étrangers en Chine, le *North China Herald* se demande-t-il lui-même dès le 5 juin 1915 s'il ne s'agissait pas pour Pappenheim d'une histoire cherchant à dissimuler son évasion⁷⁵⁸. Si le *Journal de Pékin* insiste le 24 juillet que la version officielle est véridique, et qu'il détient des documents irréfutables – mais jamais publiés – allant dans ce sens⁷⁵⁹, le *Shanghai Mercury*, quant à lui, prétend au contraire que cette version officielle est non seulement peu crédible et invite le doute, mais que Pappenheim aurait pris le même vapeur que sa femme sous un faux nom, le 31 mai, depuis Shanghai et à destination de San Francisco⁷⁶⁰. Les autorités chinoises transmettront cependant telle quelle cette version officielle à la légation allemande à Beijing pour toute explication, le 2 décembre 1915⁷⁶¹. Le fait est que si nous savons bien sûr que le baron *Hauptmann* Rabe von Pappenheim ou ses compagnons ne sont jamais reparus, il est dans l'état actuel de la recherche impossible d'établir avec certitude les circonstances de leurs disparitions.

757Le coût de la mission est estimé de cinquante à soixante mille dollars ; HAPPEL, Jörn, « Eine Karte voller Ziele. Deutsche Sabotageträume in Russland während des Ersten Weltkriegs », in Jörn Happel, Christophe von Werdt (éds), *Mapping Eastern Europe*, LIT, Berlin & Wien, 2003, p. 70

758*The North-China Herald*, 5 juin 1915, p. 677

759*id.*, 24 juillet 1915, p. 258

760*id.*, 21 juin 1915, p. 8 ; *id.*, 26 juin 1915, p. 7

761HAPPEL, Jörn, « Eine Karte voller Ziele. Deutsche Sabotageträume in Russland während des Ersten Weltkriegs », in Jörn Happel, Christophe von Werdt (éds), *Mapping Eastern Europe*, LIT, Berlin & Wien, 2003, p. 69

i- Le facteur toungouse

L'échec de l'expédition Pappenheim n'est pas une surprise. La Mandchourie, comme la Mongolie, sont des zones d'influence japonaise et russe, ce qui est la raison pour laquelle le groupe doit quitter Beijing à dos de chameau. Par ailleurs, les Russes craignent que l'Allemagne n'ouvre un deuxième front à l'est, à la frontière chinoise. Les stations du Transsibérien sont donc très fortement défendues⁷⁶². Il est bien plus étonnant que les Allemands aient pu d'abord envisager le succès de cette mission de sabotage.

La raison de cette confiance réside probablement dans ces auxiliaires toungouses, dans l'attente desquels Pappenheim semble avoir repoussé sa mission de plusieurs semaines. Nous n'avons que très peu d'informations à ce propos, car les services secrets français sont absolument absents de la Mandchourie. Les interrogations britanniques, quant à elles, n'arrivent qu'à la fin de la guerre, notamment en ce qui concerne l'approvisionnement des Toungouses en munitions par les Allemands, voire le soutien allemand à une indépendance de la Mandchourie⁷⁶³. De fait, Jörn Happel n'hésite pas à mettre sur le même plan les agents irlandais soutenus par l'Allemagne et les Toungouses⁷⁶⁴.

Pour aussi médiatique qu'ait pu être cette expédition, et malgré la conscience du danger de la part des autorités russes, diverses tentatives de sabotages du Transsibérien et du Transmandchourien sont tentées tout au long de la guerre, qu'elles soient pilotées depuis Shanghai⁷⁶⁵ ou depuis Beijing. Ainsi apprenons-nous dans la presse britannique certaines réussites du contre-espionnage russe, bien qu'avec un minimum de détails⁷⁶⁶. Il semble qu'à ce propos l'amiral von Hintze ait expédié des rapports réguliers, aujourd'hui conservés aux États-Unis, et que nous n'avons malheureusement pas pu consulter dans le cadre de ce travail⁷⁶⁷.

762HAPPEL, Jörn, « Eine Karte voller Ziele. Deutsche Sabotageträume in Russland während des Ersten Weltkriegs », in Jörn Happel, Christophe von Werdt (éds), *Mapping Eastern Europe*, LIT, Berlin & Wien, 2003, pp. 68-69

763Consul général britannique à Shanghai au consul général de France à Shanghai, 21 mars 1918, CADN Shanghai 57 ; *The North-China Herald*, 8 septembre 1917, p. 529

764HAPPEL, Jörn, « Eine Karte voller Ziele. Deutsche Sabotageträume in Russland während des Ersten Weltkriegs », in Jörn Happel, Christophe von Werdt (éds), *Mapping Eastern Europe*, LIT, Berlin & Wien, 2003, p. 78

765cf. pp. 227-230

766*The North-China Herald*, 11 septembre 1915, p. 733 ; *id.*, 7 décembre 1915, p. 13

767SCHULER, Friedrich E., *Secret Wars and Secret Policies in the Americas, 1842-1929*, University of New Mexico Press, 2010, n. 13 p. 89

j- Les buts de guerre allemands en Chine : le plan Kriege

Malgré son importante présence impériale en Chine, il faudra attendre l'arrivée à la légation de l'amiral von Hintze⁷⁶⁸ au début de 1915 pour que l'Allemagne cherche à définir ses buts de guerre dans le pays. Le baron ordonne au Dr Knipping⁷⁶⁹, consul général d'Allemagne à Shanghai, d'envoyer un questionnaire aux différents consulats d'Allemagne en Chine afin de pouvoir rapporter à Berlin les résultats de ces investigations⁷⁷⁰. Les rapports ainsi expédiés entre février et juillet 1915 servent ensuite à ce qu'un certain Dr Johannes Kriege⁷⁷¹, de la section juridique du ministère des Affaires étrangères, rédige un mémoire exposant ces buts de guerre de manière condensée, le 26 octobre 1915⁷⁷².

Ce mémoire est particulièrement intéressant en ce qu'il révèle de manière honnête, puisqu'il est secret, les préoccupations allemandes en Chine. On pourrait les résumer ainsi : d'abord des préoccupations politiques, c'est-à-dire l'avancement du *Deutschtum* en Chine ; ensuite des préoccupations économiques et commerciales – qui priment souvent les premières – à savoir la satisfaction des entreprises commerciales allemandes en Chine et de la haute finance allemande en métropole ; et enfin une préoccupation diplomatique, qui est de se poser en ami de la Chine contre l'impérialisme occidental. Il est ainsi important de noter que si l'Allemagne avait prévu l'annexion et la création de plusieurs concessions, tous ces changements devaient, de l'avis du baron von Hintze comme du Dr Knipping et du Dr Cordes (directeur de la deutsch-asiatische Bank), obtenir l'aval de ces sociétés commerciales et de cette haute finance⁷⁷³.

À Shanghai, l'Allemagne s'estimait lésée, dans le sens où son poids politique – et incidemment culturel – au sein de la concession internationale ne correspond pas, selon elle, à son poids économique ni à la taille de sa colonie. Ce sentiment est renforcé par les récentes élections

768Amiral [Admiral] Paul baron [Freiherr] von Hintze, né le 13 février 1864 à Schwedt/Oder, Brandebourg, décédé le 19 août 1941 à Meran, Tyrol du Sud, cadet (all. *Kadett*) 1882, lieutenant (all. *Leutnant zur See*) 1888, attaché militaire à Sankt-Peterburg 1903, *Militärbevollmächtigter* et anobli 1908, contre-amiral (all. *Konteradmiral*) 1911, ministre à Mexico 1911, à Beijing 1915, à Christiania (auj. Oslo) 1917-1918, secrétaire d'état aux affaires étrangères juillet à octobre 1918, mission à Moskva 1921

769Dr Hubert Knipping, né le 25 mars 1868 à Hameln, Basse-Saxe, décédé le 16 juin 1955 à Bückeberg, Basse-Saxe, docteur en droit, assesseur 1896, service diplomatique 1897, vice-consul à Sydney, Apia, Shanghai, section droit du ministère des affaires étrangères, consul à Tianjin 1906, consul général à Shanghai 1913-1917, conseiller de légation à Berne 1918-1919, directeur de la section Asie de l'Est du ministère des affaires étrangères 1920-1924, ministre à Rio de Janeiro 1925-1932

770Dr Knipping, consul général impérial d'Allemagne à Shanghai, au baron von Hintze, ministre impérial allemand à Beijing, 6 février 1915, BA R901 31833

771Dr Johannes Daniel Jakob Kriege, né le 22 juillet 1859 à Lüdinghausen, décédé le 28 mai 1937 à Berlin, docteur en droit 1881, entre au service diplomatique 1885, vice-consul à Amsterdam 1887; consul à Asunción 1889, Sarajevo 1894, section juridique du ministère des affaires étrangères 1896, directeur de la section juridique 1911-1918, conseiller juridique de Guillaume II 1918-1924, député prussien 1921-1932

772Mémoire signé Kriege, Berlin, 26 octobre 1915, BA R901 31833

773Baron von Hintze, ministre impérial allemand à Beijing, à von Bethmann Hollweg, chancelier du Reich, 25 février 1915, BA R901 31833

municipales tenues à Shanghai, où l'unique conseiller allemand, Heinrich Figge, est remplacé par un Russe. Par ailleurs, à l'automne 1914, l'unique conseiller municipal allemand de la concession française de Shanghai est forcé à la démission⁷⁷⁴. C'est ainsi que le Dr Knipping recommande, en ce qui concerne cette ville, d'abord et avant tout de sécuriser lors des futures négociations de paix un nombre suffisant de conseillers allemands (deux sur neuf), tout en proposant que les Britanniques soient limités à trois, ou du moins, poursuit-il, qu'ils ne puissent jamais obtenir la majorité absolue. S'il pointe du doigt l'anglicisation de la concession internationale, qui n'est selon lui qu'une colonie britannique, ainsi que l'enseignement de l'anglais dans les écoles, il remet cependant à plus tard les remèdes à ce mal particulier.

Quant à la concession française, il souhaite « l'annexer » – c'est-à-dire en faire une concession nationale allemande, mais uniquement le temps de la « germaniser ». Il recommande notamment le départ des compagnies de navigation française et anglaise – et leur remplacement par des compagnies allemandes, ainsi que celui des ordres religieux français. Il conseille aussi de retirer aux Français la gestion de l'eau et de l'électricité. Une fois la concession « germanisée », cependant, il recommande de l'annexer à la concession internationale, afin d'éviter de se voir opposer une résistance japonaise ou chinoise trop importante⁷⁷⁵.

A Hankou, sur le Yangzi, où l'Allemagne possède déjà une concession depuis 1895, le consul allemand propose une série d'annexions :

- Au nord, jusqu'au chemin de fer, et aux dépens de la Chine, afin d'assurer la sécurité de la concession.
- À l'ouest, l'annexion de la concession française à la concession allemande.
- Arrondir l'acquisition en annexant une portion de la concession russe, des rues Zhelednovostkaya et Aleksandrovskaya jusqu'à la frontière française⁷⁷⁶.

L'extension faite au détriment de la Chine répond à une ancienne préoccupation des concessions étrangères à Hankou en matière de défense. Celles opérées au détriment des Alliés permettrait l'annexion de six cent soixante mètres de quai.

A Tianjin, sur le Haihe, autre cité où l'Allemagne possède une concession depuis vingt ans, le consul allemand propose une série de mesures, reprises dans le plan Kriege :

774cf. p. 191

775Dr Knipping, consul général impérial d'Allemagne à Shanghai, au baron von Hintze, ministre impérial allemand à Beijing, 6 février 1915, BA R901 31833

776Dr Heintzes, consul impérial d'Allemagne à Hankou, à Knipping, consul général impérial d'Allemagne à Shanghai, 11 mars 1915, confidentiel, BA R901 31833

- Consolidation de la concession allemande, par la suppression de l'option chinoise sur le terrain de l'université dans la zone sud de l'ancienne concession allemande.
- Rationnalisation de la frontière avec la concession britannique, par l'échange de deux terrains excentrés, sans compensation financière.
- À l'est, « annexion » de l'ancienne extension japonaise (sur laquelle le Japon conserve une option depuis 1903).
- Au nord, « annexion » de la concession belge, faisant face à la concession allemande.
- Arrondissement de cette nouvelle acquisition par l'annexion d'une partie de la concession russe, depuis le parc russe jusqu'à la concession belge.
- Construction d'une voie de raccordement depuis la concession allemande vers la ligne de chemin de fer Jinpu⁷⁷⁷.
- Construction d'une voie de raccordement entre le terrain de la Hamburg-Amerika-Linie à Tanggu et la ligne de chemin de fer vers Tianjin.
- Élévation du consulat d'Allemagne à Tianjin au statut de consulat général⁷⁷⁸.

Dans d'autres localités, l'établissement de concessions allemandes, ou bien d'autres scénarios moins susceptibles de froisser les autorités chinoises sont envisagés, à savoir à Guangzhou (à Fangcun, en face de l'île de Shamian), Yichang (où il est aussi suggéré une réforme du système existant, non-concessionnaire⁷⁷⁹), à Jinan (où le consul est plus prudent que Kriege, qui envisage soit une concession purement allemande, soit une révision dans le sens allemand de la concession « chinoise » existante), à Chengdu (non encore ouverte au commerce étranger), à Chongqing, ainsi qu'à Mukden (où alternativement il est suggéré de renforcer d'urgence les positions chinoises).

À Ha'erbin, on préfère l'établissement d'une concession internationale sur le modèle de Shanghai. A Zhenjiang et à Jiujiang, il est proposé comme programme minimal d'y établir deux consulats, mais aussi, où de réformer les concessions britanniques de ces deux villes dans le sens allemand, ou de les annexer, ou d'exiger leur rétrocession à la Chine, afin de se poser comme anti-impérialiste et allié de cette puissance. Enfin, dans les villes de Wanxian⁷⁸⁰ et de Xuzhou⁷⁸¹, des quais devraient être réservés pour les compagnies de navigation allemandes. Si beaucoup de ces

⁷⁷⁷cf. p. 86

⁷⁷⁸Dr Wendschuch, consul impérial d'Allemagne à Tianjin, au Dr Knipping, consul général impérial d'Allemagne à Shanghai, 30 juin 1915, confidentiel, BA R901 31833

⁷⁷⁹Le *Ichang Local Council*, organe gouvernemental au pouvoir limité, représente les intérêts des résidents étrangers.

⁷⁸⁰Auj. Wanzhou

⁷⁸¹Auj. Yibin

revendications se font au détriment de la Chine, au nom de l'expansion du *Deushtum* dans la région, on voit aussi que diverses possibilités sont envisagées afin de se la concilier dans un effort supposément anti-impérial.

2- Les affaires Nielsen⁷⁸² et la *neue Abteilung*

a- Première mention de la *neue Abteilung*

S'il semble que les services de renseignement allemands en Chine se soient rapidement organisés après le commencement des hostilités (au moins depuis le début 1915) sous le nom de « *neue Abteilung* » ou « Nouvelle Section », les services de renseignements français en Chine n'ont vent de son existence que depuis septembre 1915⁷⁸³. Le service de la sûreté à Shanghai, c'est-à-dire la section renseignements de la garde municipale de la concession française de cette ville, croit d'abord qu'il ne s'agit « que » d'une agence secrète allemande d'achats d'armes qui serait dirigée par un C. Grapow, l'inspecteur – c'est-à-dire le chef de la police – de la concession allemande de Hankou, plus haut sur le Yangzi. Ses bureaux seraient les numéros 8 et 10 du premier étage du 96, Szechuen Road⁷⁸⁴, sur la concession internationale de Shanghai⁷⁸⁵. Bien qu'un certain Adolf Nielsen, un des principaux agents allemands en Chine, occupe le numéro 10, la police de la concession internationale (ensuite : police internationale) ne le soupçonne pas encore, et semble sceptique quant à la fiabilité du renseignement français⁷⁸⁶. C'est cependant sur la foi de ce même renseignement que la police internationale fait surveiller Grapow et découvre ainsi, non seulement que celui-ci – malgré ses fonctions officielles – loge au 46-48 A, Bubbling Well Road⁷⁸⁷, sur la concession internationale, mais encore qu'il se rend quotidiennement au consulat général d'Allemagne. C'est aussi grâce à cette surveillance que les services de renseignement alliés découvrent ce nom de « *neue Abteilung* » pour la première fois, sans savoir alors quelle peut être la portée de cette « Nouvelle Section »⁷⁸⁸.

Les services de renseignements français surveillent aussi Grapow, et le résultat de leurs premières investigations est que celui-ci se rend quotidiennement à « l'agence » située sur Szechuen Road, et qu'il s'occuperait d'acheter pas moins de vingt mille fusils, de provenance allemande, et alors à Manila⁷⁸⁹, c'est-à-dire à ce moment de la guerre en territoire neutre. Il serait pour cela en concurrence avec le colonel attaché militaire russe à Shanghai, qui souhaiterait les acheter, soit pour les expédier à l'armée russe, soit pour soutenir les « révolutionnaires chinois », c'est-à-dire le

782cf. chap. I-3.

783Consul général de France à Shanghai à Conty, ministre de France à Beijing, 18 septembre 1915, CADN Shanghai 57 bis

784Auj. Sichuan Bei Lu.

785Hostnig, consul général suppléant de France à Shanghai, à Conty, ministre de France à Beijing, 19 octobre 1915, CADN Shanghai 57 bis

786Consul général britannique à Shanghai à Naggiar, consul général de France à Shanghai, 8 octobre 1915, CADN Shanghai 57 bis

787Auj. parc Jing'an.

788K. McEuen, *captain superintendent* [inspecteur] de police, à Sir Everard Fraser, consul général britannique à Shanghai, 11 octobre 1915, CADN Shanghai 57 bis

789Auj. Maynilà

Zhonghua Gemingdang⁷⁹⁰ de Sun Yat-Sen (ensuite : ZGD). Quant à « l'agence », on y discuterait journallement de la question des armes et du soutien au ZGD⁷⁹¹. Par la suite, il n'est plus fait mention des armes entreposées aux Philippines dans les archives allemandes ou françaises consultées.

b- L'affaire « Médecine pour l'Inde »

Par une coïncidence heureuse pour les services alliés, trois jours après la découverte de la *neue Abteilung* par les Français, c'est-à-dire le 21 septembre 1915, Nielsen demande à un Chinois nommé Tsong (ou Tong) Tze-tong (ou Tsz-dau) s'il connaîtrait quelqu'un en mesure de faire passer en contrebande des médicaments en Inde (ou des produits chimiques). Celui-ci répond par l'affirmative. Le 28 septembre, puis à nouveau le 9 octobre, Nielsen lui confie donc deux lots de vingt-deux et de cinquante boîtes de conserve respectivement, hermétiquement scellées. A son tour, Tsong engage Ng Vung-sing pour transporter ces boîtes à Calcutta⁷⁹² à l'intérieur de planches en bois de huit à neuf pieds de long sur un pied de large. Celles-ci sont évidées afin de pouvoir accueillir les boîtes. D'autres doivent être transportées dans un bureau spécialement conçu et doté d'un compartiment caché.

Cependant, lors d'une opération de menuiserie, Ng Vung-sing ouvre par accident – ou par méfiance ? – l'une des boîtes de conserve et se rend compte que celle-ci est remplie non pas de produits chimiques mais d'armes et de munitions. Alors qu'il se rend chez Tsong afin de lui rendre une partie de ces boîtes, probablement par peur des nouvelles implications que supposent ce trafic d'armes, il est arrêté par la police internationale. Peu après, le reste des boîtes de conserve est confisqué par le détective indigène n° 20, qui arrête l'oncle de Ng (chez qui les boîtes étaient entreposées) ainsi que Tsong. L'inventaire des objets confisqués nous révèlent que Nielsen avait ainsi l'intention d'envoyer en Inde pas moins de cent vingt-neuf pistolets de différentes marques ainsi que vingt mille huit cent trente munitions.

Bien que pour assurer le maintien du secret lors du procès, on invente ce prétexte que le détective chinois de la police internationale agissait sur l'information que ces planches pouvaient contenir de l'opium de contrebande⁷⁹³, il est hors de doute que cette saisie des boîtes de « médicaments » s'est faite à l'instigation des services de renseignements britanniques afin de permettre un procès à la cour mixte de Shanghai. Celle-ci a, en effet, juridiction sur les Chinois violant le code pénal de leur pays lorsque cette violation a lieu à l'intérieur de la concession

790Parti révolutionnaire chinois, hanzi : 中 革 命 党

791Chef de la garde p.i. G. Xavier au consul général de France à Shanghai, 24 septembre 1915, CADN Shanghai 57 bis
792Auj. Kolkata.

793Ce que le détective lui-même nie à l'audience ; *The North-China Herald*, 30 octobre 1915, pp. 324-332

internationale de la ville. Nielsen, lui, est intouchable de par sa nationalité allemande : il bénéficie, comme la plupart des étrangers en Chine, du privilège de l'extraterritorialité. Quant au procès, qui aurait pu avoir lieu à huis clos, il est public ; les minutes du procès sont publiées dans la presse. Le but est triple : stopper l'opération de Nielsen à la source ; intimider la *neue Abteilung* à Shanghai ; prévenir l'opinion publique contre l'Allemagne. L'assignation de Nielsen comme témoin est d'ailleurs demandée dès la seconde audience par l'un des avocats de la défense. Celui-ci cependant refuse de comparaître sans la présence de l'assesseur allemand. Le procès de ces trois Chinois est de fait celui de Nielsen, des opérations secrètes allemandes en Chine et de l'Allemagne. Il n'est que le premier d'une série touchant les proches et les collaborateurs de l'éluif agent allemand.

L'affaire est à la fois suffisamment sérieuse et compromettante pour qu'un associé de Nielsen, l'Autrichien Fromm⁷⁹⁴, tente de corrompre un détective de la police internationale, d'abord pour connaître les détails des arrestations et des saisies, puis pour récupérer certains papiers de Nielsen saisis en même temps que les boîtes. Deux cents dollars sont proposés au détective Quayle pour l'obtention de ces papiers, et malgré la réticence de ce dernier, le Major Fromm lui remet cinquante dollars d'avance. Bien que les faits soient dénoncés par Quayle lui-même et les cinquante dollars confisqués, le Major Fromm est, lui aussi et en tant qu'Autrichien, à l'abri de toute poursuite. Parmi ces papiers on trouve un carnet d'adresses, ainsi que les plans des navires japonais SS *Nota Maru* (?) et SS *Kitano Maru* de la *Nippon Yûsei Kaisha*, ainsi que deux cents dollars en espèces. Le procès se conclue par l'acquiescement de Ng Sze-ping (l'oncle) et la condamnation de Ng Vung-sing et de Tsong Tze-tong à trois mois et trois ans de prison respectivement pour détention d'armes et de munitions. L'assesseur britannique Grant Jones ne manquera pas de noter dans ses remarques conclusives la culpabilité flagrante de Nielsen et sa protection par le consulat général d'Allemagne à Shanghai⁷⁹⁵.

De fait, les services britanniques ont agi sur les renseignements d'un nommé Carl Erwin Stark, allemand de nationalité, né à Saulgan en 1882 ou 1883, sans profession légale connue⁷⁹⁶. Il semble qu'il s'adonne d'abord au trafic d'armes à Tianjin, et se fait alors passer pour américain, avant d'ouvrir un bar à Beijing, sous la même fausse identité⁷⁹⁷. Il fait l'objet en juillet 1911 d'un mandat d'arrêt émis par le même consulat général d'Allemagne à Shanghai pour violation de domicile, pour

794 Carl August Fromm, de nationalité autrichienne, est présent à Shanghai depuis 1905. Il semble que son titre de Major lui ait été octroyé soit dans l'armée chinoise, soit en tant qu'instructeur dans une école militaire de Shanghai, sans qu'il soit possible d'en être certain.

795 *The North-China Herald*, 23 octobre 1915, pp. 235 & 247-249, 30 octobre 1915, pp. 324-332, 6 novembre 1915, pp. 383-384

796 Rapport sur l'arrestation de Charles Erwin Stark le 16 mai 1916, CADN Shanghai 57 ; à propos de Stark, cf. aussi pp. 252 et 356-366

797 *The North-China Herald*, 27 mai 1916, p. 455

avoir hébergé sa complice Marion Pennington, et pour avoir menacé d'une arme à feu un chauffeur chinois. Il est finalement arrêté en mai 1913 à Qingdao, pour fraude, cette fois-ci, avant d'être « extradé » à Shanghai. Le 10 septembre 1913, le mandat allemand est cependant mystérieusement annulé – officiellement par manque de preuves, sans suite d'aucune sorte pour Stark. De fait, il semble qu'à partir de ce moment il devienne un agent de renseignements pour le consulat allemand à Shanghai⁷⁹⁸. Impliqué la même année dans une affaire de proxénétisme et de bagarre sur la concession française, il est comme il se doit livré à son consul, qui le relâche immédiatement⁷⁹⁹. Renvoyé cependant de ses services de renseignements par le Dr Knipping, car il ne « travaillait pas dans ses intérêts », il est ensuite – ou d'abord ? – retourné par la police internationale, qu'il informe sur les agissements de Nielsen et de Grapow, notamment en ce qui concerne l'affaire « Médecine pour l'Inde »⁸⁰⁰. Il est à nouveau arrêté sur la concession française le 19 mai 1916 pour violation de domicile, tentative d'escroquerie, port d'armes et exercice illégal de fonctions, et déféré à la cour consulaire américaine à Shanghai. Il semble qu'il ait agi cette fois-ci sur les ordres de Beijing, à la recherche de révolutionnaires du ZGD à Shanghai⁸⁰¹. Enfin, il est arrêté dans le cadre de l'affaire Kremla, bien qu'acquitté⁸⁰².

798Note sur Charles Erwin Stark par le chef p.i. de la garde municipale de la concession française de Shanghai G. Xavier, 31 janvier 1914, CADN Shanghai 57

799Note de la sûreté de la garde municipale de la concession française à Shanghai, 15 mai 1916, CADN Shanghai 57 ; H. Knipping, consul général d'Allemagne à Shanghai, à Th. Sammons, consul général américain à Shanghai, 3 juin 1916, CADN Shanghai 57

800Consul général de France à Shanghai au ministre de France à Beijing, 26 mai 1916, CADN Shanghai 57

801Rapport sur l'arrestation de Charles Erwin Stark le 16 mai 1916, CADN Shanghai 57

802cf. pp. 356-366

c- Le SS Shinten Maru et le SS Iro Maru

C'est aussi cet agent qui permet à la police internationale d'apprendre entre autres la tentative de Nielsen, neuf jours après avoir engagé Tsong, d'acheter un navire japonais. Le capitaine du SS Shinten Maru, vapeur de neuf cent soixante-dix tonnes, est en effet en pourparlers afin de le vendre à certains intermédiaires chinois, pour qu'il batte pavillon de cette nation et puisse ainsi éviter l'internement. Un capitaine et un lieutenant sont d'ores et déjà engagés et entretenus par Nielsen dans ce but et logent à l'hôtel Astor en attendant l'aboutissement des négociations, qui sont naturellement interrompues par l'intérêt de la police internationale. Une perquisition du navire, infructueuse, est même entreprise – trop tôt. Les douanes chinoises entreprennent leurs propres fouilles sur les quais, elles aussi sans succès⁸⁰³.

L'affaire « Médecine pour l'Inde » et la tentative d'affréter le SS Shinten Maru ont pu être stoppées à Shanghai et elles commencent à désigner plus clairement aux alliés la nature de la *neue Abteilung*, la place qu'y occupe Nielsen et ses tentatives pour soutenir les révolutionnaires indiens en leur fournissant armes et munitions. Cependant, tout juste un mois après ces deux succès des services alliés, le SS Iro Maru, un vapeur de six cent soixante-trois tonnes en provenance d'Ôsaka, quitte Shanghai à destination de Bangkok, officiellement afin d'inaugurer la ligne Shantou-Bangkok voulue par son nouveau propriétaire, le Chinois Kuei Yen-fang (ou Ting-fang). Ce dernier émet une requête de dernière minute avant que le navire quitte Shanghai : que le représentant de la future ligne commerciale à Bangkok, de nationalité américaine, puisse monter à bord.

Au matin du 11 novembre 1915, le destroyer français n° 18 intercepte le Iro Maru au large de la Cochinchine et le force à rejoindre Cap Saint-Jacques⁸⁰⁴. Les Français découvrent à bord des armes et des munitions destinées à rejoindre la Birmanie et la péninsule malaise⁸⁰⁵. « L'Américain », son boy et deux autres Chinois sont d'abord incarcérés à la Maison centrale de Sàì Gòn⁸⁰⁶. De fait, il s'agit du Dr Heintzes⁸⁰⁷, consul d'Allemagne à Mukden d'abord⁸⁰⁸, puis à Hankou jusqu'en 1915. Ce dernier avoue avant son transfert avoir été porteur d'une dépêche de Berlin qu'il ne devait ouvrir qu'à Bangkok et être chargé d'une mission importante et secrète. Trois quarts d'heure après son arrestation, malheureusement, une caisse est jetée à la mer depuis le Iro Maru et coule à pic, y

803 Chef p.i. de la garde municipale de la concession française de Shanghai, G. Xavier, au consul général de France à Shanghai, 13 novembre 1915, CADN Shanghai 57

804 Auj. Vũng Tàu

805 C'est aussi à ce moment qu'ont lieu les troubles au Haut-Laos avec le soutien allemand, cf. pp. 272-275 et 338-340

806 Auj. Thành phố Hồ Chí Minh

807 Le nom de ce consul allemand est parfois orthographié Heintjes ou Heintges en fonction des sources, y compris allemandes et/ou germanophones. Nous avons retenu l'orthographe la plus probable, qui est aussi celle donnée par le *Bundesarchiv*.

808 Il est expulsé par les Japonais le 25 août, suite à quoi la Mandchourie fait partie du district consulaire de Hankou. *The North-China Herald*, 29 août 1914, p. 699

incluse cette mystérieuse dépêche. Sur la demande des Britanniques, les quatre prisonniers sont expédiés à Singapour à bord de l'Iberville avec la promesse d'être rendus sur demande ; ils y arrivent le 6 décembre. L'état de la recherche ne permet pas de dire si la nationalité de ces navires est une coïncidence, ou si elle marque un soutien japonais à l'opération secrète et aux révolutionnaires de l'Asie du Sud-Est⁸⁰⁹.

⁸⁰⁹Courbeil, gouverneur de la Cochinchine au gouverneur général de l'Indochine, 25 novembre 1915, CADN Shanghai 57 ; E. Roume, gouverneur général de l'Indochine, au ministre de France à Beijing, 29 novembre 1915, CADN Shanghai 57 ; Gouverneur général de l'Indochine au consul général de France à Shanghai, 14 décembre 1915, CADN Shanghai 57 ; *The Straits Times*, 5 mai 1916, p. 10

d- Le personnage de Nielsen

Lorsque le 13 novembre 1915, le détective chinois n° 22 de la concession française de Shanghai arrête deux charrettes à bras et les Chinois les convoyant, Adolf Nielsen ainsi que J. Morscher⁸¹⁰ et E. Rybar, de nationalité autrichienne, se présentent au poste, pour protester de la saisie de leurs effets et en revendiquer la propriété. Lors de la fouille entreprise alors, on découvre, parmi la literie et les ustensiles chinois, une caisse de munitions de divers modèles ainsi qu'un revolver et trois fusils. Sans égaler la saisie du procès « Médecine pour l'Inde », celle-ci et l'affaire du Shinten Maru font désormais de Nielsen, au lieu de Grapow, le chef supposé du réseau allemand de trafic d'armes à Shanghai au yeux des services alliés⁸¹¹.

Il ne prend garde d'ailleurs de cacher son aisance matérielle, et il possède au moins deux automobiles, ainsi qu'un bateau à moteur qui sillonnerait quotidiennement le Huangpu – à vitesse vertigineuse, précise-t-on. En plus de sa résidence principale, qui se situe alternativement au 32, Yangtzepoo Road⁸¹² et au 44, route de Zikawei⁸¹³, ainsi que de son bureau mentionné plus haut au 96, Szechuen Road, Nielsen aurait encore trois bureaux au 108 et au 128, Chaotong Road⁸¹⁴ – sous le nom chinois de Mai Tai Chi – ainsi qu'au 1A, Jinkee Road⁸¹⁵. Il visiterait souvent une maison chinoise habitée par deux Allemands, située elle sur Antung Road⁸¹⁶. Plusieurs de ces endroits sont d'ailleurs régulièrement cités par les services de renseignements alliés, soit comme des ateliers de confections de bombes, soit comme des lieux où se traite la question des armes. Il porte enfin sur lui en permanence un pistolet de gros calibre, un second de plus petit calibre et une dague. Il se rend presque quotidiennement au consulat général d'Allemagne, parfois accompagné de Grapow. Ce n'est certes pas là le portrait normal d'un assureur et chimiste de vingt-cinq ans (en 1915)⁸¹⁷. Ce profil et ces différents incidents lui attirent semble-t-il aussi l'intérêt des services secrets chinois, qui eux lui reprocheraient la vente de cinq canons de campagnes au ZGD. On sait par ailleurs qu'il aurait

810J. Morscher, de nationalité autrichienne, est harpiste à l'orchestre communal de la concession internationale de Shanghai, de 1912 jusqu'à la date du 16 mai 1916, où il est congédié en raison de son implication dans l'affaire des obus de Shanghai. Une instruction est ouverte dans la foulée par la cour consulaire austro-hongroise à Shanghai. Les archives austro-hongroises ne permettent pas d'en connaître l'issue.

811Chef p.i. de la garde municipale de la concession française de Shanghai, G. Xavier, au consul général de France à Shanghai, 13 novembre 1915, CADN Shanghai 57

812Auj. Yangshupu Lu.

813Auj. Xujiahui Lu.

814cf. pp. 224-225

815Auj. Dianchi Lu.

816Auj. Andong Nan Lu.

817Compte-rendu de G. Xavier, chef p.i. De la garde municipale de la concession française de Shanghai, 13 octobre 1915, CADN Shanghai 57 bis ; Du même, au consul général de France à Shanghai, 13 novembre 1915, CADN Shanghai 57 ; Note du service de la sûreté, Shanghai, 13 novembre 1915, CADN Shanghai 57 ; *The Straits Times*, 12 avril 1916, p. 3 ; Capitaine de vaisseau Mercier de Lostende, attaché naval à Londres, au ministre de la marine, 29 mai 1916, CADN Shanghai 57

proposé en 1916 quatre canons et huit cents obus à un représentant de Sun Yat-Sen à Shanghai⁸¹⁸.

e- Le procès Lo Tuck-wei : les sources de financement probables de la *neue Abteilung*

Un autre des « procès Nielsen » nous donne une idée de la provenance possible de cette richesse apparente. Lo Tuck-wei, un boy chinois, comparaît le 29 septembre 1916 devant la cour mixte de Shanghai pour trafic d'opium. Précédemment employé par Morscher, il se fait recommander au Major Fromm – dit-il d'abord avant de se raviser pendant le procès, et de remplacer le nom de Fromm par celui de Nielsen. Ce dernier le contacte et lui demande de le rencontrer le 26 au soir, au Neumann's Café. Arrivé à 21 heures 45 en automobile et accompagné de de J. Harvey et de « mademoiselle Schwartz » (l'amante de Nielsen et de Harvey, cf. l'affaire des obus de Shanghai, pp. 224-225), il lui demande de monter, avant de le déposer au coin de Canton⁸¹⁹ et Shantung Road⁸²⁰. Il sort ensuite un paquet du coffre de la voiture et lui demande de le livrer à un certain Li, au n° 4 d'une pension, où le boy trouve plusieurs Européens. Maîtrisé par l'un deux, il est ensuite livré au détective chinois n° 1166 de la police internationale. Au poste, le paquet est ouvert : il contient quatre boules d'opium.

Si Lo Tuck-wei commence par donner les noms de Fromm et Nielsen – et une jeune dame étrangère, la confrontation avec « Schwartz » et le témoignage de J. Harvey l'oblige à réviser sa version : Fromm n'était pas dans cette voiture, où se trouvaient Nielsen, Harvey et « Schwartz ». Par ailleurs, ce n'est pas non plus le Major Fromm qui lui donne la commission de livrer les boules d'opium, mais bien Nielsen. La cour trouve que le boy chinois est « le dupe de son maître » mais le condamne malgré tout à un mois de prison. Son procès aura du moins permis de lier le nom de Nielsen au trafic d'opium pour l'opinion publique. De fait, nous pouvons nous reposer sur la déposition de Harvey lors du procès et non seulement celle du boy chinois pour nous assurer que le trafic d'opium était probablement l'une des sources de revenus de Nielsen – et de la *neue Abteilung*⁸²¹.

Ce n'est pas la seule et la Chine est un cas particulier pour la diplomatie allemande. En effet, durant les trois premières années de la guerre (et jusqu'à la rupture des relations diplomatiques en mars 1917), la Chine continue de verser l'indemnité due à l'Allemagne après la guerre des Boxers, ainsi que celle négociée après la révolution républicaine de 1912. Le capital de la *deutsch-*

818 *The Chinese Courier*, 5 mars 1916, une ; Note du service de la sûreté, Shanghai, s.d. [1916], CADN Shanghai 57

819 Auj. Guangdong Lu.

820 Auj. Shandong Zhong Lu.

821 *The North-China Herald*, 30 septembre 1916, pp. 667-668

asiatische Bank au moment de sa liquidation était de vingt-quatre à vingt-six millions de taëls⁸²². Rien ne s'oppose à penser que ces indemnités cumulées ont pu être utilisées par la diplomatie allemande en Chine dans des buts de propagande mais aussi pour payer des opérations de guerre secrète, ainsi qu'alimenter le trafic d'armes et de munitions. Ce fait est considéré comme acquis par les services de renseignements alliés, malgré le manque de preuves dans les archives françaises.

⁸²²*The North-China Herald*, 26 octobre 1918, p. 217 ; *id.*, 21 décembre 1918, p. 737

f- L'affaire des obus de Shanghai ou des jardins Otto Meuser : Le procès Liu King-piao

Une nouvelle coïncidence fournira à l'année 1916 sa plus importante affaire d'espionnage allemand – d'un point de vue juridique et médiatique – en Chine. En effet, la maison qu'occupe alors Nielsen, au 44, route de Zikawei⁸²³, prend feu le 4 mars. La société d'assurance, considérant les circonstances de l'incendie comme suspectes, demande à la police française d'enquêter. Celle-ci, connaissant maintenant la place de Nielsen dans la *neue Abteilung* à Shanghai, enquête scrupuleusement, jusqu'à sonder les étangs du jardin attendant avec un bâton. Très vite, on découvre une première caisse d'obus, puis, après drainage, sept autres suivent. Chaque caisse contient vingt-cinq obus de marque Hotchkiss et de calibre 65 mm. Bien que Nielsen, en tant qu'Allemand, soit alors protégé par le principe de l'extraterritorialité, la police française recherche son chauffeur chinois, lui passible de la cour mixte française de Shanghai. Le lendemain, l'agent allemand convoque son employé pour lui intimer de ne plus revenir sur le territoire de la concession française. Il est cependant arrêté par la police internationale le 8 mars, puis « extradé » sur la concession française.

Liu King-piao, vingt-neuf ans, est alors accusé de transport et de dépôts de matières explosives non-autorisées. Son procès s'étend du 13 au 31 mars. Les deux premières audiences amènent d'ores-et-déjà une révélation spectaculaire. En effet, si deux cents obus sont d'abord découverts dans les jardins Otto Meuser – du nom du propriétaire allemand alors en Europe – Liu déclare avoir transporté seize caisses supplémentaires, soit en tout six cents obus. Les deux polices étrangères de Shanghai ainsi que les douanes chinoises cherchent alors activement les quatre cents obus manquants.

Lors de ces premières audiences, Liu identifie clairement Nielsen et son associé autrichien Morscher⁸²⁴ comme les propriétaires de ces obus, les ayant conduit du 32, Yangtzepoo Road⁸²⁵ au 44, route de Zikawei. C'est cette affaire qui entraîne le limogeage de Morscher de l'orchestre municipal de Shanghai, le 16 mars, et subséquemment la saisie de boules d'opium par la police internationale⁸²⁶. C'est aussi en partie à ce Morscher qu'appartenaient les armes et munitions saisies par la police française le 13 novembre 1915. Enfin, c'est sur la foi du témoignage de Liu que la cour

823Auj. Xujiahui Lu. Le 44, route de Zikawei était signalé par un agent français comme un lieu de réunion pour des « conspirateurs allemands ». Par ailleurs un informateur anglais prévient le 2 décembre 1915 que Nielsen y fabrique des bombes. Étonnamment ces deux informations cruciales ne sont pas mentionnées dans les archives françaises à l'époque du procès Liu King-piao. Consul du Royaume-Uni à Shanghai au consul de France à Shanghai, 2 décembre 1915, confidentiel, CADN Shanghai 57 ; consul de France au consul du Royaume-Uni à Shanghai, 10 janvier 1916, CADN Shanghai 57 bis

824cf. note 811 p. 221

825Auj. Yangshupu Lu.

826cf. p. 222

consulaire austro-hongroise de Shanghai ouvre une investigation contre Morscher⁸²⁷. Le chauffeur révèle à cette occasion que Nielsen se rend quotidiennement au consulat général d'Allemagne et qu'il s'y rend trois fois par jour pendant le mois d'octobre 1915, c'est-à-dire pendant l'affaire « Médecine pour l'Inde ». La presse s'empare bien sûr du fait pour suggérer à la fois la culpabilité de Nielsen dans cette affaire, mais aussi et surtout la complicité des autorités consulaires allemandes.

⁸²⁷Consulat général de France à Shanghai à la légation de France à Beijing, 26 mai 1916, CADN Shanghai 57 ; Notons ici que le consulat général d'Autriche-Hongrie à Shanghai croit Morscher innocent et consent à un prêt de deux cents dollars par mois afin qu'il paye ses frais d'avocats et compense la perte de ses effets personnels. cf. J. Morscher au consul général d'Autriche-Hongrie à Shanghai, 27 juin 1916, et réponse non-datée du consul, CADN Pékin 75

g- L'affaire des obus de Shanghai ou des jardins Otto Meuser : Le procès Schwartz

Coïncidence ou non, au lendemain de l'arrestation de Liu, et deux jours après la découverte des obus des jardins Meuser, la maîtresse de Nielsen demande par téléphone au consulat français de Shanghai, sous le nom de Emma Schwartz, un passeport afin de se rendre en France. S'il s'agit bien de la passagère de l'automobile de Nielsen mentionnée dans le procès Lo Tuck-wei, Emma Schwartz n'existe cependant pas. Le consulat français de Moskva, où elle se disait enregistrée, n'ayant aucune trace d'elle dans ses registres, elle est à son tour arrêtée et traduite devant la cour mixte française, bien sûr pour avoir demandé un passeport sous une fausse identité, mais aussi pour avoir, dans le passé, utilisé un faux passeport sous cette même fausse identité lors de son passage à Singapour. Elle choisit d'ailleurs d'avouer dès sa première audience que ce dernier lui a été donné par un certain David Weiss ou Wise, de confession juive mais de nationalité incertaine – probablement russe bien qu'il possède un passeport turc, son époux⁸²⁸. Son domicile est perquisitionné, sans résultat⁸²⁹.

Cette première audience de « la femme Schwartz » comme l'appellent dès lors les sources françaises ainsi que les journaux, eut lieu lors de la troisième audience de Liu. Par la suite, les deux proches de Nielsen sont jugés en même temps, révélant ainsi qui est, pour les autorités françaises, le véritable accusé. Il s'agit en vérité de deux nouveaux procès Nielsen, faisant suite au procès « Médecine pour l'Inde », à la saisie d'armes et de munitions du 13 novembre 1915, puis de la perquisition du SS Shinten Maru et de l'interception du SS Iro Maru. Cinq jours après, par une autre coïncidence, on pense les quatre cents obus manquants retrouvés. Cette nouvelle découverte entraîne l'arrestation de cinq Chinois sur la concession internationale et un quatrième procès dont nous donnerons les détails plus bas.

828Consul du Royaume-Uni à Shanghai au consul de France à Shanghai, 13 mars 1916, CADN Shanghai 57

829*id.*, 6 mars 1916, CADN Shanghai 57

h- L'affaire des obus de Shanghai ou des jardins Otto Meuser : Le témoignage de George Popovich

Si la quatrième audience de Liu et la seconde de « Schwartz » n'apportent que peu de révélations, il est cependant l'occasion du témoignage dans le procès Liu d'un George Popovich. Si celui-ci se présente au procès comme un ancien associé de Nielsen ayant appris dans la presse l'arrestation de Liu et ses premières audiences à la cour mixte, il s'agit pourtant d'un agent russe. Les Britanniques, après avoir obtenu le consentement de Kartaradzy, l'intermédiaire entre Popovich et Petrograd⁸³⁰, le présentent aux Français afin qu'il témoigne dans le procès Liu King-piao. « Popovich », de son vrai nom Visarion Radion, né en Russie, est d'abord trafiquant d'opium et faux-monnayeur. Le consulat général de Russie à Shanghai le condamne le 10 février 1913 à deux mois de prison pour fraude, et il est probable que ce soit à partir de cette date qu'il devient agent de renseignements au service de son pays natal. Il semble que les Russes aient eu vent bien plus tôt que les Français et les Britanniques de l'existence de la *neue Abteilung*, puisque Radion a pour mission de déjouer les plans de cette dernière en ce qui concerne le Transsibérien et le Transmandchourien depuis le début de l'année 1915. A la date du procès cependant, il est déjà grillé auprès de Nielsen et des services de renseignements allemands⁸³¹.

Radion alias Popovich dévoile ainsi au procès non seulement des éléments concernant le trafic d'armes, de munitions et d'explosifs exercé par les services allemands, mais aussi concernant le sabotage du Transsibérien, de vapeurs sur le Transpacifique, l'expédition d'armes et de munitions en Inde, ou encore le « département » de la *neue Abteilung* chargé des faux passeports. Il introduit ainsi un autre personnage central de la « Nouvelle Section » jusque là inconnu des Français : Abraham Ettinger. Ce dernier, connu aussi sous le pseudonyme de D. Jackson, est né à Constantinople⁸³² en 1884. Partenaire dans une affaire de rickshaws, on lui délivre un passeport au consulat de France à Vladivostok le 3 décembre 1909, et il est inscrit au registre des protégés français à Shanghai à partir du 14 mars 1911. Il en est rayé sur sa propre demande le 6 avril 1914, avant d'être inscrit sur le registre allemand à partir du lendemain. On lui connaît plusieurs adresses, notamment au 12, Minghong Road, au New Travellers Hotel, 1-2 Fearon Road, et enfin au 11, Seward Road. *A priori* marié à Dora Jackson, juive protégée anglaise et ancienne prostituée du Café Riche, elle demande pour eux deux la protection française au milieu 1915, qui leur est refusée. Enfin, selon Radion, Ettinger parle couramment l'allemand, le russe, le turc et le français⁸³³.

830Auj. Sankt-Peterburg.

831*The Deutsche Zeitung für China*, 21 mars 1916, CADN Shanghai 57 ; Note du 23 mars 1916, CADN Shanghai 57 ; Capitaine de vaisseau Mercier de Lostende, attaché naval à Londres, au ministre de la marine, 29 mai 1916, CADN Shanghai 57

832Auj. Istanbul

833Déclaration de Radion au consulat de France à Shanghai, 15 mars 1916, CADN Shanghai 57 ; Note s.d., CADN Shanghai 57

Ainsi concernant les plans de sabotage du Transsibérien, c'est Ettinger et non Nielsen qui dirige les opérations et recrute Radion – bien que la rencontre ait lieu au 128, Chaotong Road, c'est-à-dire à l'un des bureaux de Nielsen. Lors de cette réunion à laquelle assistent aussi deux Russes et quatre Allemands, on décide de saboter certains ponts du Transsibérien au niveau d'Irkutsk. Radion identifie un des Allemands présents comme étant un ex-interprète au consulat d'Allemagne à Vladivostok. S'il sous-entend qu'un autre pourrait être Knipping, parce que les autres Allemands se comportent avec lui comme ils ont l'habitude de le faire avec leurs autorités et qu'il porte des lunettes – ce dont évidemment la presse s'empare – rien n'est moins sûr. Les photos données aux autorités françaises afin d'établir les sauf-conduits du personnel diplomatique allemand en 1917 ne montrent pas que Knipping porte des lunettes, ni aucun autre consul allemand hormis celui de Chongqing⁸³⁴ et Radion se garde bien de mentionner un nom. La réunion a bien eu lieu cependant, puisqu'on sait par ailleurs que Radion se rend à Irkutsk avec ces deux Russes en mai 1915 et que les bombes sont remises au gouverneur militaire de la ville⁸³⁵.

C'est aussi Ettinger qui propose à Radion de se rendre à Dalian, afin de transmettre des renseignements sur les troupes russes qui y étaient alors stationnées et, si possible, de placer des bombes à bord des transports. Il se fait fort pour cela de lui fournir un faux passeport français ou russe, ou d'ailleurs de toute autre nationalité. Il semble que ce soit en refusant cette dernière mission que Radion se soit grillé auprès des services de renseignements allemands. À sa place est recruté P. Schlimovitch, de nationalité turque, qui au lieu d'exécuter sa mission se rend à Dalian afin, probablement, de s'adonner au trafic d'opium. Ce dernier, fâché avec Ettinger, avoue tout au commandant-en-chef des forces britanniques en Chine à la mi-mars 1916 et accepte même, le cas échéant, de servir d'agent double, bien qu'*a priori* il n'ait plus lui non plus la confiance d'Ettinger. Le renseignement fut transmis au consul général de Russie à Shanghai, mais pas aux Japonais, dont apparemment le commandant britannique se méfiait. Après tout, Schlimovitch est bien connu de ces derniers, qui lui ont délivré des passeports à plusieurs reprises afin de se rendre à Qingdao et Dalian⁸³⁶.

Si Radion ne mentionne pas les développements concernant Schlimovitch lors du procès, il rapporte une autre opération prévue par Ettinger et Nielsen, à savoir la pose de bombes sur le RMS *Empress of Russia*. Contrairement à ce qui est rapporté dans la presse cependant, cette opération de sabotage devait avoir lieu lorsque le navire séjournerait à Wusong, et non à Dalian. Le RMS *Empress of Russia* est d'abord un vapeur civil du Canadian Pacific Railway effectuant de fréquents

834CADN Shanghai 57

835Capitaine de vaisseau Mercier de Lostende, attaché naval à Londres, au ministre de la marine, 29 mai 1916, CADN Shanghai 57

836*id.*

allers-retours depuis 1913 sur le trajet Hongkong, Shanghai, Nagasaki, Kôbe, Yokohama, Vancouver, et pouvait accueillir jusqu'à mille deux cent passagers environ. Si son nom est probablement lancé pour choquer l'opinion, « Schwartz » témoigne le 27 mars avoir voulu rejoindre l'Europe afin de subir une opération médicale. Pour se faire, elle avait conçu le plan d'emprunter l'Empress of Russia afin de rejoindre l'Europe *via* le Canada. Nielsen lui aurait alors demandé de faire d'autres plans, ayant le « sentiment » qu'un désastre allait advenir à ce navire en particulier. Par ailleurs, le commandant-en-chef des forces britanniques y place des agents de la police internationale pendant son passage à Wusong⁸³⁷. L'information est aussi rendue crédible par les états de services de l'Empress of Russia, qui est réquisitionné plusieurs fois par l'Amirauté britannique pendant la Première Guerre mondiale et armé dès 1914. A la date du procès, il avait déjà servi aux Philippines, dans l'Océan indien, où il avait servi au convoi des survivants du SMS Emden et à celui de trente mille soldats australiens vers l'Europe, puis dans la mer Rouge⁸³⁸.

Radion mentionne encore deux éléments majeurs dans son témoignage du 20 mars lors du procès Liu King-piao. D'une part, Ettinger et Nielsen lui auraient encore proposé de convoier des bombes en Inde. Pour cela, ils lui fourniraient le moyen de transport, les faux passeports, mais aussi un guide indien. Cette opération pourrait bien correspondre, ou du moins c'est ce qu'indiqueraient les dates, à l'opération démantelée par les Britanniques en février 1916. À ce moment, la police internationale de Shanghai arrête Sam Newhouse, de nationalité britannique ou brésilienne, et un certain Shagarofsky, sujet russe. Ils auraient en effet été recrutés par les services allemands afin, eux aussi, de convoier des bombes vers l'Inde⁸³⁹. Les archives françaises et allemandes consultées ne sont cependant pas suffisantes pour s'assurer que ce soit bien une seule et même opération.

D'autre part, Radion révèle que Nielsen lui-même lui aurait enseigné comment fabriquer des bombes au 128, Chaotong Road, et d'ajouter que l'agent allemand est un chimiste hors-pair. Cette facette des opérations allemandes, inconnue jusque là du grand public, et peu investiguée par les services de renseignements français – et *a priori* par les services britanniques – avant l'infiltration de la *neue Abteilung* par Radion, permet aussi de se poser la question de l'implication de Nielsen et des services allemands à Shanghai dans d'autres dossiers⁸⁴⁰.

837Capitaine de vaisseau Mercier de Lostende, attaché naval à Londres, au ministre de la marine, 29 mai 1916, CADN Shanghai 57

838*The New York Times*, 31 janvier 1915

839Capitaine de vaisseau Mercier de Lostende, attaché naval à Londres, au ministre de la marine, 29 mai 1916, CADN Shanghai 57 ; Le North China Herald le donne comme brésilien, les archives françaises comme britannique. Il aurait été inspecteur sanitaire à Hongkong. Il est arrêté le 31 décembre 1915 pour avoir tenté d'importer pas moins de deux cent trente-neuf livres d'opium pur à Hongkong par le SS Suwa Maru. Le 7 janvier suivant, il est condamné à mille dollars d'amende ou trois mois d'emprisonnement. Le journal ne précise rien concernant l'opération indienne, ou un éventuel éloignement en tant qu'indésirable. *The North China Herald*, 15 janvier 1916, pp. 133 et 135 ; *id.*, 25 août 1917, p. 443

840cf. chap. II-4

Dans un registre se rapportant plus directement à l'affaire jugée, le témoignage de Popovich / Radion permet d'incriminer Liu, qui dès lors n'est plus considéré comme un dupe. En effet, l'agent russe rapporte avoir rencontré Nielsen de nombreuses fois à la fois au 44, route de Zikawei⁸⁴¹, mais aussi près des jardins Quinsan⁸⁴². A ces différentes occasions, il rapporte que Nielsen aurait ordonné à son chauffeur, en mauvais anglais, de garder le secret sur ces entrevues. Hors Liu, qui jusque là faisait appel aux services d'un interprète, nie vigoureusement parler l'anglais. Lorsque cependant l'assesseur britannique dit d'une voix autoritaire « *Left side!* », l'accusé tourne immédiatement sa tête à gauche. Après cet incident, Liu ne peut plus nier parler anglais : il reconnaît connaître Radion, et concourt entièrement à sa version des faits. Il est par la suite, le 31 mars 1916, condamné pour transport et dépôt d'explosifs à six mois de prison, ainsi qu'à être placé sous surveillance après sa libération.

841Auj. Xujiahui Lu.

842Auj. Kunshan Gongyuan.

i- L'affaire des obus de Shanghai ou des jardins Otto Meuser : Le procès Schwartz (2)

Emma « Schwarz » *alias* Weinstock est née d'après ses faux papiers le 2 mai 1889 à Lyon. Elle même se dit native de Kovel', en Volhynie (auj. en Ukraine), fait qui n'est pas reconnu par le consulat général de Russie. C'est ce doute sur sa nationalité qui la rend justiciable malgré le privilège de l'extraterritorialité dont bénéficie en Chine la plupart des étrangers et notamment donc les Français et les Russes. Elle reconnaît dès sa première audience avoir épousé en rite juif à Paris un certain David Weiss ou Wise, peut-être russe mais détenteur d'un passeport turc, enregistré au consulat général allemand de Shanghai à la date du procès.

L'histoire de Schwarz / Weinstock épouse Weiss est ensuite celle des femmes victimes de la traite des blanches et si elle l'expose à l'assesseur français, elle refuse d'en déclarer la plus grande partie en public. D'abord placée en « maison de tolérance » par son mari à Buenos Aires, cette première expérience vaut onze jours d'emprisonnement à celui-ci, période pendant laquelle elle sort de cette institution avec l'aide des autres prostituées, qui font apparemment appel à un Russe non-identifié. Elle subit ensuite une expérience similaire au Caire, où David Weiss lui remet le faux passeport qui lui vaut son procès shanghaien (en août 1914), puis à Singapour, où elle utilise à nouveau son faux papier d'identité afin de parvenir à Shanghai, suite à quoi elle le détruit.

À Shanghai, son époux ouvre une horlogerie près de Astor House (peut-être au 3, Yalu Road), apparemment sans succès. Ainsi, confie-t-elle à l'assesseur français, lui confisque-t-il toutes ses possessions à son arrivée en Chine. Ayant rencontré Nielsen huit mois avant ce procès, soit à l'été 1915, au 57, Kiangse Road⁸⁴³, elle rompt avec Weiss et déménage au 77, rue du Consulat⁸⁴⁴. Un rapport de la sûreté du 24 janvier 1916 la dit au numéro 73 et surtout entretenue non pas par Nielsen, mais par J. Harvey⁸⁴⁵. Ce rapport ne fait d'ailleurs aucune mention de Nielsen puisqu'elle recevrait alors deux Français, l'un le lundi et le jeudi, l'autre le mardi et le vendredi. Enfin, une lettre du consulat à Shanghai destinée à la légation de France la dit « partagée impartialement » entre Harvey, Nielsen, et un certain Madler. Elle-même dit lors de son entretien avec l'assesseur français que Weiss aurait menacé de morts *ses* amants, sans toutefois préciser leurs noms.

À partir de ce déménagement rue du Consulat cependant, Schwarz *alias* Weinstock déclare – au procès cette fois – que Nielsen lui rend visite presque quotidiennement. Après avoir voulu nier dans un premier temps connaître la véritable nationalité de son sauveur, elle reconnaît dans la suite du procès que toutes leurs conversations étaient tenues en langue allemande. Si elle déclare aussi

843Auj. Jiangxi Zhong Lu.

844Auj. Jinling Lu

845Son domicile est perquisitionné par la police française, sans résultat. Consul du Royaume-Uni à Shanghai au consul de France à Shanghai, 6 mars 1916, CADN Shanghai 57 ; cf. p. 222

que Nielsen ne souhaite pas discuter de ses affaires « avant la fin de la guerre » et qu'il explique sa fortune par les profits effectués par sa pharmacie du 128, Chaotong Road, il rencontre souvent le consul allemand à Shanghai et même des agents secrets chinois. Dernier élément de son témoignage, plutôt incriminant pour Nielsen que pour elle-même, elle déclare qu'il ferait en sorte de lui procurer un passeport d'un pays neutre si elle éprouvait des difficultés à en obtenir un français, et encore qu'il lui aurait demandé de ramener certains « souvenirs » à ses amis en France.

La cour comme la presse s'emparent bien sûr de cette information et font de ces amis français des agents de renseignements allemands. Rien, cependant, ne permet de confirmer cette hypothèse dans les archives françaises. L'avocat de Schwarz, Musso, demande la clémence pour elle au vu de son parcours, et obtient ainsi une peine relativement légère de trois mois de prison et deux mille dollars d'amende, assortis de l'interdiction de quitter la concession française. Comme pour Liu King-piao, la cour demande à ce qu'elle soit placée sous surveillance une fois libérée.

j- L'affaire des obus de Shanghai ou des jardins Otto Meuser : L'affaire Telge & Schroeder

La saisie de munitions mentionnée p. 226 entraîne le troisième procès de l'affaire des obus de Shanghai. Le 25 mars, à 9 heures, un détective de la police internationale remarque un officier en uniforme sur le pont d'un navire de la marine chinoise, à Suzhou Creek⁸⁴⁶, sur la concession internationale. Lorsqu'il s'enquiert de la raison de sa présence, le marin lui répond qu'il attend une livraison d'armes qu'il a pour ordre d'amener à Ferry Road, c'est-à-dire à l'arsenal. Il s'agirait, d'après une source chinoise du North China Herald confirmée par la suite lors du procès, de deux mitrailleuses de 37 mm et de deux canons de campagne de 53 mm de la firme Telge & Schroeder.

Immédiatement, le détective appelle Gordon Station, et le sous-inspecteur Young arrive sur les lieux. Là, il aperçoit une charrette tirée par un poney, avançant vers Suzhou Creek, et accompagnée de cinq Chinois et deux étrangers, dont un fait immédiatement demi-tour. Après une rapide inspection, il apparaît clairement que la charrette transporte des munitions. L'étranger resté près de la charrette, un H. Thomsen, allemand, représente les intérêts de la firme Schnabel, Gaumen & Co. de Shanghai. Il admet tout de suite avoir voulu délivrer ces armes et munitions au navire chinois et prétend posséder un permis pour cette livraison à l'arsenal, mais ne pas être en mesure de le présenter immédiatement. Les armes sont immédiatement saisies et l'inventaire montre alors qu'il s'agit de huit caisses de vingt-cinq obus – deux sont manquants, mettant le total à trois cent quatre-vingt-dix-huit obus – et dix-huit caisses de munitions de pistolet, à savoir cinquante-cinq mille cartouches de calibre 322, et trente-quatre mille cinq cent cinquante cartouches Mauser de .765 mm. La moitié environ des cartouches Mauser sont des balles dites « *dum-dum* », interdites par la première conférence de La Haye en 1899. Par ailleurs, si les obus sont bien trois cent quatre-vingt-dix-huit – en regard des quatre cents obus manquants dans les jardins Otto Meuser d'après le chauffeur de Nielsen, coïncidence dont s'empare très vite la presse – un examen ultérieur permet de déterminer que, contrairement aux obus Nielsen de calibre 53 mm, ceux saisis à cette occasion sont de calibre 37 mm. D'abord, les obus Nielsen semblent malgré tout correspondre, toujours d'après la source chinoise du North China Herald, aux deux canons de campagne attendus par la marine chinoise et les obus saisis le 25 mars semblent eux être destinés aux deux mitrailleuses. Cependant, ni ces mitrailleuses, ni ces canons de campagne, ni les quatre cents obus Nielsen manquants ne sont retrouvés.

Quant aux cinq Chinois qui accompagnaient la charrette – l'Allemand Thomsen est protégé par le principe de l'extraterritorialité – ils sont arrêtés et bientôt traduits en justice, lors d'un procès qui dure du 27 mars au 5 avril 1916. Il s'agit de Zung Pou-zu, Oo Ling-Kwi, Tsang Dzung-sung,

846Aussi appelée Wusong

Nyen Ah-nyu et Lok Waung-kung, inculpés de possession illégale d'explosifs et de port d'armes illégal. Sur la route du commissariat, les policiers croisent une automobile conduite par un Fritz Sommer, accompagné d'un officier chinois en uniforme. Cet Allemand s'avèrera être le second étranger ayant fait demi-tour précipitamment à la vue du sous-inspecteur Young. De nationalité allemande, il se présente comme vice-consul d'Allemagne à Tianjin – en réalité il y représente la Norvège⁸⁴⁷ – et est par ailleurs agent de la firme Telge & Schroeder dans cette ville. C'est ce Fritz Sommer qui, d'après la source chinoise du North China Herald, aurait appelé l'amirauté le jeudi 23 mars, afin d'effectuer une livraison le samedi 25 à 7 heures⁸⁴⁸.

Le cas est intéressant pour plusieurs raisons, et d'abord parce qu'il s'agit du premier procès Nielsen – où sont jugés les actes de guerre secrète allemands à Shanghai – où un Allemand prend la parole pour défendre les intérêts de sa nation. La première audience nous apprend peu de choses, sauf par le témoignage du sous-inspecteur Young. D'après lui, bien que Thomsen ait d'abord refusé de donner son nom, ait menacé l'inspecteur des représailles du consul d'Allemagne, etc., il aurait ensuite laissé échapper qu'il possédait les lots saisis de munitions depuis 1910, mais qu'il les convoyait pour le compte d'un autre. Ces lots venaient de chez Thomsen, au 1, Yu Yuen Road⁸⁴⁹.

Il est intéressant ici de s'arrêter une seconde sur les spéculations ayant cours dans la presse britannique de Chine lors de la première semaine de cette seconde affaire des obus. Et il faut bien dire que cette affaire appelle à la spéculation. D'abord à cause de la coïncidence entre l'affaire des jardins Otto Meuser, où sont retrouvés deux cents obus – mais dont manqueraient quatre cents autres, et cette nouvelle saisie où en sont trouvés trois cent quatre-vingt-dix-huit ; ensuite en raison de la bizarrerie de la commande de la marine chinoise à une firme allemande de ces deux mitrailleuses dites « *pom-pom* »⁸⁵⁰ et de deux canons de campagne ; par ailleurs, autre coïncidence, ces canons de campagne se trouvaient être du même calibre que les obus trouvés dans les jardins Meuser ; enfin parce que les caisses de munitions que Thomsen et Sommer avaient l'intention de livrer en lieu et place des armes attendues ne correspondaient elles-mêmes pas à cette commande bizarre. L'inspection du premier chariot a-t-elle donné l'alarme à un second, qui lui transportait les mitrailleuses et les canons de campagne ? S'agissait-il bien – uniquement – d'une livraison à la marine chinoise, où s'agissait-il aussi d'une couverture pour un trafic d'armes et de munitions

847Il aurait d'ailleurs en cette qualité facilité l'obtention d'un passeport au Major Dinkelmann. cf. pp. 90 et 315 et *The North-China Herald*, 10 février 1917, pp. 266-267 et 305

848*The North-China Herald*, 31 mars 1916, p. 349

849Auj. Yu Yuan Lu

850Bien que dans un premier temps le nombre des obus Nielsen manquants et celui des obus saisis à cette nouvelle occasion prêtent lieu à spéculations, le North China Herald, avant qu'on sache que les calibre des seconds obus était inférieur à celui des obus Nielsen, avait modéré ces propos en insistant sur le fait que, si Hotchkiss – c'est-à-dire le fabricant des obus Nielsen – produisait bien des mitrailleuses dites « *pom-pom* », c'était aussi le cas de Maxim et de Nordenfeldt.

indéterminé ? S'agissait-il, pourquoi non, de livrer ces munitions ou ces armes aux révolutionnaires du ZGD ? Par ailleurs, si Thomsen se justifie spontanément quant à la date depuis laquelle il possédait ces lots de munitions, c'est que nous sommes au milieu d'une guerre mondiale. Ces lots n'auraient pu en effet entrer en possession d'un Allemand de Shanghai qu'avant la guerre, légalement, ou bien pendant la guerre et illégalement. Dans ce dernier cas, cette saisie serait la preuve de l'existence d'un trafic d'armes et de munitions impliquant des échanges non seulement intra-chinois mais aussi internationaux, ce qui dans les circonstances est une hypothèse stupéfiante⁸⁵¹.

Les deux audiences suivantes apportent des débuts de réponses et d'explications.

R.B. Mauchan, ingénieur britannique attaché aux chantiers navals de Jiangnan (ministère de la marine), est cité à comparaître lors de la deuxième audience. Son témoignage vient à l'appui de la source chinoise du *North China Herald* déjà citée. D'après lui, l'amiral Wang aurait reçu des instructions de Beijing le 20 mars afin de réceptionner quatre canons à placer sur un puissant remorqueur de cent trente-six pieds de long, alors en construction, et aurait souhaité le consulter sur ce sujet. Mauchan de préciser qu'il n'avait pas jusque là été question de placer des canons sur ce navire. Le télégramme pékinois mentionnait deux canons à tir rapide, l'un de 37 mm, l'autre de 53 mm, sans autre précision sur leur nature. Le 24 mars, l'amiral lui aurait demandé d'envoyer un vapeur à l'endroit du rendez-vous, à Suzhou Creek, afin de prendre possession des quatre canons. S'ensuit une série de questions visant à montrer que le SS *Deike Rickmers*⁸⁵² s'était repositionné sans raison évidente en face du lieu de rendez-vous fixé au vapeur chinois, sans que l'accusation puisse démontrer le lien entre ces différents faits. Sont enfin produits, d'une part un échantillon des obus Nielsen, visant à montrer qu'ils sont du même calibre que deux des canons attendus, et le permis que Sommer déclare avoir produit le jour de la saisie, indiquant que : « Le porteur de [permis] est un officier naval de la marine chinoise et est chargé de transporter 79 caisses de Ferry Road via Suzhou Creek à l'arsenal Jiangnan. ».

Ce témoignage précède celui de Fritz Sommer, qui surprenamment propose lui-même d'être interrogé comme témoin afin de défendre la position allemande dans cette affaire. C'est ainsi qu'il se saisit d'abord de l'occasion afin de se plaindre, lui qui n'a jamais eu besoin d'un permis local pour faire des affaires en Chine, que celui émis par le ministère chinois de la marine ne soit pas considéré comme valable par McEuen, chef de la police internationale. Celui-ci lui aurait alors dit que pour

851 *The North-China Herald*, 31 mars 1916, pp. 349-350

852 Construit en 1908, interné au début de la guerre, il est saisi par la Chine en 1917 et renommé *Hwah Ting*. Il passe ensuite à la *Ching Kee Steamship Navigation Co.* et est renommé *Kia LeeLEE*, *Chinyun*, *Trieste and Austro-Chinese Trade from 1869 to 1918*, thèse non-publiée, Ljubljana, 2002, p. 95 en 1924, puis à la *Dairen Kisen Kabushiki Kaisha* en 1927 et est renommé *Toku Maru*. Il est enfin torpillé en 1944 au large de Lubang.

transporter des armes à l'intérieur de la concession internationale de Shanghai, un permis du consul de sa nationalité, contre-signé par le doyen du corps diplomatique, était nécessaire. Ce permis est obtenu le même jour, mais McEuen refuse une deuxième fois de rendre les munitions. Si le permis est en effet signé par le doyen du corps diplomatique de Shanghai, le consul Siffert, représentant la Belgique, c'est que celui-ci n'a pas été informé de la saisie des munitions.

Bien qu'ensuite Sommer refuse de répondre à certaines questions essentielles en raison de la guerre, il apporte malgré tout deux nouvelles informations. La première, que les armes étaient en sa possession, non depuis 1910 comme l'affirmait Thomsen, mais depuis la guerre des Boxers. Cette information est cependant démentie par les archives du North China Herald, contenant une lettre du consul général d'Allemagne publiée à cette période à la demande de la firme Telge & Schroeder et faisant état des armes allemandes confisquées par lui et stockées temporairement par les Britanniques. Elle ne fait en effet mention que de fusils et de pistolets et en aucun cas d'obus. Les deux versions concurrentes de Thomsen et de Sommer et la fausseté de la seconde rendent donc probable l'hypothèse que les munitions ont été obtenues à l'étranger pendant le cours de la guerre.

A cette occasion Sommer révèle, dans le but de mitiger l'importance de ces saisies d'obus et de munitions (à la fois les obus Nielsen et la saisie occasionnant le nouveau procès) très imprudemment il faut le dire, une deuxième information capitale : toutes les munitions n'ont pas été saisies, le reste se trouvant chez Thomsen ; lui-même prétend posséder des obus de même nature que ceux trouvés dans les jardins Otto Meuser. Cette nouvelle révélation encourage donc les spéculations susmentionnées. Par ailleurs, elles occasionnent un nouveau chef d'accusation, contre Thomsen cette fois, pour dépôt d'explosifs non-autorisé sur le territoire de la concession internationale. Cependant, cette fois comme les fois précédentes, le consul d'Allemagne protège l'accusé du foudre du tribunal britannique.

Par ailleurs, si le permis produit par Fritz Sommer est bien en règle, un détail troublant est mis en relief par l'accusation lors de l'audience du 31 mars. Le permis ne porte en effet pas le nombre 79, mais plutôt 44 et 35, aucun des deux n'étant d'ailleurs recouvert par le sceau comme il est d'usage. L'assesseur suggère même que le nombre 35 aurait été rajouté à un autre moment sur le permis original et par une autre main. L'audience finale du 5 avril débute par une communication du gouvernement chinois confirmant l'authenticité du permis produit par Fritz Sommer. Cependant, cette communication ne fait état que d'un permis pour quarante-quatre caisses, correspondant aux canons achetés par le gouvernement chinois. L'amiral Wang, de son côté, avait pourtant bien demandé à récupérer soixante-dix-neuf caisses et non quarante-quatre.

Le tribunal en déduit évidemment que si huit des caisses saisies correspondent à un achat

légitime du gouvernement chinois à la firme Telge & Schroeder, les autres ne sont pas couvertes par le permis et ne correspondent à aucune transaction légale connue. En conséquence, les huit caisses en question sont libérées, mais les autres restent saisies. Quant aux balles « *dum-dum* », elles sont détruites. Tous les accusés chinois sont acquittés à l'issue du procès, qui les a en fin de compte assez peu concernés.

k- Le procès Ettinger

Le 31 mai 1917, soit deux mois et demi après la rupture des relations diplomatiques entre la Chine et l'Allemagne – et quelques jours à peine avant le départ supposé de Hintze, Abraham Ettinger⁸⁵³ est arrêté à Shanghai. Le *detective sergeant* Schmidt de la police internationale le reconnaît dans les jardins publics et lui demande alors de l'accompagner au commissariat. Curieusement, la justification donnée publiquement à cette interpellation n'est pas le rôle de Ettinger dans la *neue Abteilung* tel qu'il a pu être dévoilé dans les précédentes affaires, mais plutôt sa nationalité turque. Le DS Schmidt trouve alors sur lui deux passeports espagnols en blanc ainsi qu'une photographie de Nielsen. Ces objets sont confisqués, mais Ettinger est d'abord relâché et son domicile perquisitionné. Chez lui, la police internationale ne trouve rien d'incriminant, hormis un coffre-fort vide et grand ouvert. Il est finalement retrouvé sur le territoire de la concession internationale et arrêté à nouveau à 19 h.

Le lendemain, Ettinger est inculpé d'atteinte à la neutralité chinoise et de tentative de fabrication de faux passeport. Ne viennent à l'appui de l'accusation que les documents trouvés sur lui lors de sa première interpellation, ainsi que le témoignage du chancelier du consulat général d'Espagne à Shanghai, un Vizenzinovitch. Ce dernier affirme que les passeports en blanc saisis sur Ettinger sont des copies photographiques de passeports espagnols.

Suit une courte bataille juridique afin de savoir si la cour mixte de Shanghai a juridiction sur un sujet turc. En effet, la rupture des relations diplomatiques entre la Chine et l'Allemagne a, comme le veut alors la pratique légale, suspendu ou même abrogé tous les traités conclus entre les deux nations. Cela inclut nécessairement le traité conclu entre la Prusse et la Chine en 1861 et donnant à tous les sujets allemands le privilège d'extraterritorialité. Le cas est d'autant plus bizarre que Ettinger, en tant que Turc, n'est évidemment pas compris expressément dans le traité de 1861, mais jouit seulement de la protection du consulat général d'Allemagne à Shanghai, comme il était alors d'usage en Chine pour un certain nombre de nations occidentales sans traité.

La protection des sujets de l'Empire ottoman a d'abord relevé des consulats français, avant que l'Allemagne ne conclue un nouvel accord avec cette Puissance afin d'assumer cette protection. Suite à la protestation de la France, en 1909, un nouvel accord est trouvé permettant aux sujets turcs de choisir, soit la protection française, soit la protection allemande. Ainsi, Abraham Ettinger était protégé français de 1911 à 1914, avant de se placer sous la protection allemande de 1914 à 1917. Un accord similaire a été trouvé pour les Suisses en 1912.

853cf. pp. 227-230

L'avocat de Ettinger, le Dr Fischer, prétend que, de par son enregistrement au consulat général d'Allemagne, son client relève désormais de la protection néerlandaise, les Pays-Bas ayant assumé la défense des droits et intérêts allemands en Chine depuis la rupture des relations diplomatiques. De plus, ce qui n'est cependant pas démontré, Ettinger prétend s'être enregistré au consulat général néerlandais à Shanghai le jour de son arrestation, pendant l'intervalle où il a été laissé en liberté. Bien entendu, l'accusation défend elle la thèse selon laquelle Ettinger est désormais un étranger d'une nation sans traité avec la Chine, c'est-à-dire sans prétention possible au privilège d'extraterritorialité. C'est la thèse finalement retenue par la cour mixte.

Face à cette première défaite – mais attendue, le Dr Fischer dépose une motion afin que son client soit jugé devant l'assesseur espagnol et non devant le britannique. En effet, d'une part, le Royaume-Uni est en guerre contre l'Empire ottoman, ce qui laisse à penser que l'assesseur britannique ne peut pas être impartial, et par ailleurs les passeports dupliqués étant espagnols, ce sont les intérêts espagnols, et non britanniques, qui sont directement concernés par l'affaire. Incidemment, l'assesseur espagnol à la cour mixte de Shanghai se trouve être, tout comme le Dr Fischer d'ailleurs, un Autrichien. Le tribunal accepte cependant de considérer la nouvelle motion, à cette condition curieuse que l'accusé se soumette « absolument et irrévocablement » à la juridiction de la cour, ce qui est aussi demandé du consulat général des Pays-Bas.

Lorsque cette nouvelle motion est rejetée, le Dr Fischer demande à ce que son client puisse faire appel de la décision. En effet, la cour mixte de Shanghai est techniquement parlant un tribunal chinois, ce qui devrait ouvrir la possibilité de faire appel devant une plus haute cour, chinoise elle aussi. Cependant et pour des raisons évidentes, c'est la première fois dans l'histoire de la cour mixte de Shanghai qu'une telle demande doit être examinée. Elle est elle aussi rejetée après un bref examen. Le DS Schmidt donne son témoignage lors de ce qui est déjà la troisième audience. On y apprend peu de nouvelles informations, si ce n'est que lors de son interpellation, Ettinger se trouvait en compagnie du Roumain Leon Lazar, et qu'un Rothman, qui va se trouver être au centre du procès, l'accompagnait lors de la perquisition de son domicile. Ce dernier est arrêté le 6 juin 1917, afin de le forcer à comparaître comme témoin.

Nous possédons très peu d'informations sur ce Lazar, si ce n'est qu'il trafique apparemment de l'opium. Il aurait été jugé et acquitté par la cour mixte de Shanghai, mais ni les archives françaises, ni le North China Herald – qui en principe reproduit les minutes des procès – n'en gardent trace. Quant à Rothman – parfois orthographié Rottman dans les minutes du procès reproduites dans la presse – nous savons qu'il est naturalisé britannique, mais nous n'avons aucun

indice sur son ancienne nationalité, qu'il refuse d'ailleurs de dévoiler lors du procès⁸⁵⁴. D'après le consul général de France à Shanghai, il aurait été au service des Britanniques depuis 1915. C'est d'ailleurs ce qui motive cette remarque du consul français : Que « malheureusement, la police anglaise, qui depuis deux ans paraît avoir été mystifiée par un de ses principaux agents, Rothmann [sic], un sujet britannique, probablement allemand, a manoeuvré si maladroitement que je crois bien que cette affaire ne tourne à la grande confusion et ne nuise à la cause des Alliés plutôt que de la servir. »⁸⁵⁵

D'après ce même rapport du consul à son ministre à Beijing, le procès Ettinger fait suite à des tentatives manquées pour que les consuls alliés à Shanghai prennent des mesures coercitives contre les Allemands. Le consul de France était d'avis que de telles mesures auraient été parfaitement illégales et d'ailleurs le refus du consul états-unien de se joindre aux autres diplomates alliés de Shanghai enterre l'initiative. S'il s'agit bien d'une rétorsion ou plutôt dans les termes du consul de France d'une « manifestation intéressante d'indépendance et d'autorité » de la part des Britanniques, il faut bien avouer qu'elle s'est retournée contre eux, justement en raison de ce Rothman.

C'est en effet la ligne de défense développée par le Dr Fischer lors de la quatrième audience. Rothman se serait présenté à Ettinger dès le 25 décembre 1916, date à laquelle il lui aurait annoncé être un agent du service de renseignements consulaire britannique, être mécontent de la manière dont il y était traité, et de vouloir tout révéler du système d'espionnage britannique en Chine. En tant que « vieil homme qui a beaucoup voyagé » et franc-maçon, il ne pouvait accepter « ce qu'on faisait à Shanghai ». Il aurait alors donné l'adresse du QG des services de renseignements britanniques de la ville – au 3, Kiukiang Road⁸⁵⁶, le montant de son salaire mensuel – trois cent cinquante taëls, le nom de ses collègues et de ses « sous-agents », ainsi que leurs opérations. Il aurait aussi donné, afin de prouver sa bonne foi, une série de photographies des agents les plus importants de Shanghai, tant britanniques que russes ou allemands, y incluse celle de Nielsen, ainsi que les mesures secrètes de protection des résidents de Shanghai. Ces photographies, ces listes, ces noms sont simultanément produits à titre de preuves. Il aurait possédé aussi une série de copies photographiques de passeports en blanc de différents pays. Ettinger, appelé à la barre, confirme point par point.

Par ailleurs, ajoute le Dr Fischer, Rothman aurait confié à Ettinger que lui et Nielsen étaient activement recherchés par les Britanniques depuis la rupture des relations diplomatiques entre

854D'après Richard J. Popplewell, il serait d'origine roumaine. POPPLEWELL, Richard, *Intelligence and Imperial Defence: British Intelligence and the Defence of the Indian Empire 1904-1924*, Routledge, London, 1995, p. 270

855Consul de France à Shanghai au ministre de France à Beijing, 9 juin 1917, CADN Shanghai 57 bis

856Auj. Jiujiang Lu.

l'Allemagne et la Chine. Rothman aurait eu la mission de surveiller les deux agents allemands, mais étant incapable de les protéger plus longtemps, aurait proposé de leur fournir des passeports et des tickets sur des vapeurs en partance de Shanghai. Nielsen aurait dû se faire passer pour un Québécois et partir pour le Mexique, où Rothman avait des amis. Ettinger, quant à lui, devait se faire passer pour Russe. Toute l'affaire a très bien pu être un piège tendu par les Britanniques, sans que cela soit certain. En effet, Rothman est venu voir « une certaine personne » au consulat américain de Shanghai, afin de la prévenir que Nielsen s'en irait, et lui a montré un tirage de la même photographie saisie sur Ettinger lors de son arrestation. Cette « certaine personne » aurait alors à son tour prévenu Ettinger du danger.

Ce contact serait un C.H.S. Williams. Rothman serait allé le voir avec une série de photographies, lui aurait posé beaucoup de questions sur Nielsen, avant de lui dire qu'il aurait « découvert » que Nielsen avait l'intention de quitter Shanghai pour le Mexique avec un faux passeport. Comme à ce moment les États-Unis n'étaient pas encore en guerre contre l'Allemagne, Williams lui aurait répondu que si Nielsen voulait partir pour le Mexique ou les États-Unis d'Amérique, il n'avait pas besoin de faux passeport, et que cette affaire ne regardait en rien le consulat américain. Williams aurait rapporté à Ettinger être perplexe sur les intentions de Rothman, malgré le fait qu'il connaissait son employeur. C'est cet incident qui a convaincu Nielsen de fuir en territoire chinois – probablement à Shanghai, mais hors du territoire de la concession internationale⁸⁵⁷.

Apparemment et d'après Ettinger, Rothman aurait fait la tournée des agents allemands de Shanghai en leur tenant le même langage, afin de le convaincre de tenter de quitter Shanghai. Au moment de la rupture des relations diplomatiques, Rothman aurait insisté sur la portée de cette photographie de Nielsen : il s'agirait d'une circulaire envoyée au consulats britanniques du monde entier et visant à le capturer où qu'il se rende. Par ailleurs, il aurait ajouté que des bombes seraient posées sur les vapeurs allemands de Shanghai et que Nielsen serait pointé du doigt. Pour convaincre Nielsen de sa bonne foi et l'inciter à partir, Rothman aurait donné deux listes noires où figuraient les noms d'Allemands collaborant avec les indépendantistes indiens – et où incidemment figurait le nom de l'avocat de Ettinger, le Dr Fischer ! Par erreur, précise-t-il, ou plutôt par malveillance, puisque le dénonciateur aurait été un Autrichien mis en cause à la cour consulaire austro-hongroise de Shanghai, où Fischer était procureur.

Au début du mois de juin, Rothman aurait été licencié par les Britanniques en raison d'une

⁸⁵⁷En effet, Nielsen aurait payé le billet de train de Walter Bernhardt entre Shanghai et Tianjin au moment du complot Goennert, soit en août 1917. Nous ne pouvons que supputer les motivations qui le poussent à soutenir ainsi un agent de l'Entente. Compte-rendu téléphonique de Heinrich Kremla, 13 août 1917, MNL KM 672 ; cf. pp. 367-373

réduction d'effectifs « après trois ans de loyaux services ». Il aurait montré sa lettre de licenciement à Ettinger, lui donnant deux feuilles de papier – produites – et lui demandant d'enquêter sur le meurtre de deux résidents shanghaiens. Sur la demande de l'assesseur, une liste des noms des sous-agents de Rothman, communiquée par ce dernier à Ettinger, est également produite lors du procès. De manière intéressante, un de ces sous-agents, au nom orthographié « Kinder » dans les minutes du procès reproduites dans le North China Herald, est désigné par Rothman à Ettinger comme étant celui qui avait fourni la copie du passeport espagnol trouvée sur ce dernier lors de son arrestation. Ce « Kinder » aurait comparu devant la cour consulaire allemande de Shanghai pour cette raison, sans pouvoir être inquiété. Ettinger serait en effet venu au domicile de « Kinder » afin d'en effacer toute trace de son implication. Hors, un Kindler, comme nous le verrons ensuite⁸⁵⁸, était bien responsable de la copie de nombreux passeports étrangers pour le compte du consulat d'Allemagne à Shanghai depuis le début de la guerre. Il semble aussi prouvé qu'il s'agissait d'un agent britannique. Seulement, nous n'avons pas trouvé de trace d'un procès contre Kindler ou « Kinder » dans les archives allemandes. Par ailleurs, il aurait dû comparaître devant la cour consulaire austro-hongroise et non allemande, étant lui-même autrichien⁸⁵⁹. S'il comparait bien dans un procès de la cour mixte de Shanghai pour ces mêmes raisons, ce dernier a lieu trois mois après le procès Ettinger.

La stratégie de la défense est dans le même temps d'exposer et de discréditer Rothman. La tâche leur est d'ailleurs facilitée par Rothman lui-même, qui aurait proposé directement ses services au consulat général d'Allemagne à Shanghai. Il aurait aussi insisté pour que Ettinger donne la photographie de Nielsen trouvée lors de son arrestation au consul des Pays-Bas. Le Dr Fischer, tout comme l'assesseur britannique d'ailleurs, en déduisent que Rothman cherchait à se faire employer par le consul néerlandais. Incidemment, cela permet d'expliquer pourquoi les passeports en blanc et la photographie ont été trouvés sur Ettinger lors de son arrestation : il les apportait, en citoyen modèle, à ses nouvelles autorités consulaires. En plus de proposer ses services aux Allemands et aux Néerlandais, sans contrepartie pécuniaire est-il précisé, Rothman aurait voulu causer le plus d'ennuis possible à ses propres « sous-agents ». En effet, d'après lui, « ces gens ne sont pas britanniques, ce sont des traîtres à leur pays ». Et l'assesseur de noter qu'il leur en voulait de faire exactement ce que lui-même faisait.

Joseph Rothman comparait lors du procès, mais il nie tout en bloc. Il reconnaît seulement avoir été employé par les services secrets britanniques jusqu'au 1^{er} mai, connaître Ettinger, Nielsen et le DS Schmidt. Il reconnaît encore avoir pris une photographie de Nielsen, dont il précise qu'il l'a

858cf. pp. 249-252

859Le Dr Fischer prétend plus loin que le Dr Kindler était apatride.

remise à la police. Quant au DS Schmidt, c'est-à-dire l'officier ayant arrêté Ettinger, le Dr Fischer insiste : lui et Rothman se connaîtraient et auraient assisté ensemble à l'arraisonnement du China. Bien sûr, Rothman nie avoir collaboré avec Schmidt et prétend avoir été à Manila⁸⁶⁰ lors de l'évènement. Les Britanniques, qui ont suscité ce procès, sont sur la défensive. Ils décident de solder l'affaire lors d'une dernière audience durant une journée pleine. Ils décident de libérer Ettinger contre une caution de cinq cents dollars pendant l'intervalle, ce qu'ils avaient jusque là toujours refusé. En contrepartie, ils exigent une fois encore la garantie écrite que le consulat néerlandais reconnaisse la juridiction de la cour mixte de Shanghai lors de ce procès. Lors de l'audience suivante, Rothman nie à nouveau tout en bloc : il n'a pas voulu faire arrêter Ettinger, il ne connaissait aucune liste, ni aucun nom de ses collègues, il avait l'ordre de laisser Nielsen et Ettinger en paix. Il n'a pas non plus montré le 3, Kiukiang Road⁸⁶¹ – QG supposé des services secrets britanniques – à un Allemand. Il profite seulement de l'occasion pour signaler que l'épouse de Ettinger avait menacé « de le coincer » s'il ne libérait pas son mari, au lendemain de son arrestation.

Cette même femme, une Dora Ettinger, témoigne ensuite. D'après elle, Rothman avait donné la photographie à son époux le 30 mai dans le but qu'il la donnât au consul général des Pays-Bas à Shanghai. Par ailleurs, elle confirme que Rothman distribue cette photographie à d'autres. Enfin, elle confirme avoir appelé Rothman le lendemain de l'arrestation de son mari. Il lui aurait alors dit de ne pas mentionner son nom et que ça ne ferait qu'empirer la situation. Le boy chinois d'Ettinger comparait lui aussi, et témoigne que le coffre-fort trouvé lors de la perquisition avait été apporté récemment à son domicile. Ce coffre servait pour l'affaire de rickshaws récemment vendue par Ettinger, et le coffre n'avait ni été utilisé ni fermé depuis.

Vient ensuite le témoignage du journaliste Bernhardt⁸⁶², de nationalité allemande. Au 30 mai, ce Bernhardt était au domicile de Ettinger pour prendre une leçon de langue – le couple est notoirement polyglotte. Abraham Ettinger lui aurait alors montré la photographie de Nielsen, en lui disant : « Regarde ce que font ces gens ». Il n'aurait pas nommé Rothman, mais plutôt Kindler, mentionné plus haut. Ce serait ce dernier qui prendrait les photos des principaux résidents de Shanghai à leur insu. C'est enfin Bernhardt qui se rend au consulat néerlandais de Shanghai afin de signaler l'arrestation de Ettinger le 1^{er} juin, à la demande de sa femme Dora.

C.H.S. Williams – du consulat américain – témoigne à son tour. Il connaîtrait Ettinger en raison d'un différend que ce dernier aurait voulu régler avec l'arbitrage du consulat des États-Unis. Lorsque Rothman l'avait rencontré, en tant que maréchal de la cour américaine de Shanghai, afin de

860Auj. Maynilà

861Auj. Jiujiang Lu.

862cf. pp. 356-366

dénoncer Nielsen, il lui aurait présenté, non pas la photographie de Nielsen, mais une série de photographies d'autres résidents shanghaiens de premier ordre. Williams, insistant sur le calendrier – Rothman est venu le voir un ou deux jours avant le départ de Hintze pour l'Amérique – livre ensuite son analyse – du moins autant qu'il peut se figurer les intentions obscures de ce Rothman.

D'après lui, Rothman voulait non seulement causer autant d'ennuis que possible « aux Shanghaiens d'une certaine classe », mais encore il voulait obtenir ses entrées dans tous les consulats de Shanghai – ce qui suppose que Williams n'est pas le seul officiel démarché par Rothman. Tous les consulats, sauf le britannique, puisque bien sûr Rothman n'avait pas livré ses informations et ses photographies à la police internationale. Étrangement, Rothman aurait dénoncé Nielsen à Williams, mais pas Ettinger, bien qu'il eût apparemment voulu tendre un piège *aux deux agents* de l'Allemagne.

Le sixième témoin de la journée est Rosa Pollack, l'amante de Joseph Rothman. Pollack, de nationalité russe, connaît Rothman depuis huit mois à la date du procès. Celui-ci lui avait promis le mariage, avant de se rétracter – et elle admet d'ailleurs que c'est la raison qui la pousse à témoigner. Plus encore, c'est à cette occasion qu'on apprend que Rothman a non seulement été arrêté pour comparaître en tant que témoin lors du procès Ettinger, mais encore en tant qu'accusé dans une autre affaire. Nous ne connaissons pas le motif d'inculpation, et le North China Herald ne reproduit pas les minutes de cet autre procès, s'il a bien eu lieu⁸⁶³. C'est en tout cas à Pollack que Rothman doit sa situation judiciaire. Rothman lui aurait bien montré les photographies apparemment connues de Williams ainsi que d'autres agents consulaires. Il aurait ajouté à cette occasion qu'il voulait mettre en prison les Shanghaiens photographiés et que Ettinger serait le premier. Elle ajoute encore, bien qu'elle ne connaisse pas le destinataire exact – les consulats russes ? – qu'il aurait envoyé des copies de ces photos à Hongkong et Singapore.

Leon Lazar, qui comparaît lui aussi lors de cette journée chargée, se contente de confirmer que Rothman lui aurait montré de nombreuses photographies de Shanghaiens, dont celle de Nielsen. Témoigne ensuite Karl Huntze⁸⁶⁴, un Allemand, sans emploi du fait de la guerre. Ce Karl Huntze semble avoir été invité par Rothman à la mi-janvier en tant qu'intermédiaire avec le consulat d'Allemagne à Shanghai. Lors du dîner, Rothman aurait évoqué son souhait de voir les « nombreux

863Il est à noter que Joseph Rothman est cependant éloigné sur recommandation du ministre britannique à Beijing le 5 juillet 1917 et déporté à Singapore, en raison de « motifs raisonnables laissant penser [qu'il] ait atteint à la sécurité publique ». *The North-China Herald*, 17 juillet 1917, p. 54

864D'après l'ostasiatische Lloyd, le Hankow Daily News, Reuter et le Central China Post, Karl Huntze aurait été condamné à six mois de prison – purgés à Qingdao – et à payer une compensation financière le 18 juillet 1912 pour avoir tiré sur trois Chinois à Hankou. Il semble qu'il montait la garde aux locaux de Carlowitz & Co. quand un début d'émeute lui fit penser que le bâtiment subissait une attaque. Même si ça ne suit pas nécessairement, cela conforte l'hypothèse selon laquelle il s'agirait d'un agent allemand.

Allemands scélérats et traîtres à leur pays » sous les verroux et aurait proposé de transmettre au consulat des « informations de valeur ». Il aurait en effet mentionné être un agent des services britanniques. Le Dr Kindler, un sous-agent de Rothman déjà mentionné, serait « le pire ». Rothman aurait alors emmené Huntze au 3, Kiukiang Road – c'est-à-dire au QG des services secrets britanniques à Shanghai – lui aurait fait visiter l'endroit et lui aurait conseillé de surveiller l'adresse. En effet, Kindler était à court d'argent et viendrait donc bientôt. Huntze rapporte encore au tribunal avoir suivi le conseil de Rothman et avoir vu Kindler se rendre à cet endroit, puis avoir rapporté l'ensemble de l'incident au consulat d'Allemagne. À ce consulat, on lui aurait dit tout savoir de l'affaire mais ne pas vouloir agir.

Deux mois avant le procès, Huntze aurait rendu visite à Rothman, alors en compagnie de Nielsen. De ce qu'il avait compris de la situation, Rothman tentait de convaincre Nielsen de fuir au Mexique sous une identité québécoise et avec un faux passeport canadien. Huntze aurait alors prévenu Nielsen qu'il s'agissait d'un piège. Le lendemain, Nielsen serait revenu chez Rothman, qui lui aurait demandé cent dollars en paiement de ses services. D'après ce dernier, le Dr Kindler aurait déjà falsifié le passeport canadien et l'aurait vendu aux services britanniques. Il aurait en effet des problèmes de jeu et le loyer de son cabinet de dentiste serait payé par les Britanniques.

Le Dr Fischer prévient alors que Kindler n'est pas autrichien mais apatride. Ce détail est d'importance dans la mesure où il explique pourquoi il n'avait pas déjà comparu devant la cour austro-hongroise, mais aussi parce que ce statut le rend justiciable de la cour mixte de Shanghai. Karl Huntze insiste d'ailleurs : Il est surpris que cet agent double n'ait jamais comparu devant cette dernière cour. Enfin, le Dr Fischer conclue et insiste lui aussi : si Ettinger avait une photo de Nielsen et de faux passeports espagnols sur sa personne, c'est parce qu'il savait que Rothman jouait un double jeu, et qu'il voulait les remettre à son consul – néerlandais ; l'arrestation a elle eu lieu le lendemain de l'après-midi où Rothman lui avait donné ces objets. On peut donc légitimement penser que Ettinger ait été piégé. Le procureur, pour sa part, résume ainsi l'affaire : il est prouvé que les services secrets allemands à Shanghai fabriquent des faux passeports depuis le début de la guerre, Ettinger étant un agent de premier ordre de ce point de vue, comme d'autres procès l'ont montré ; par ailleurs, les services secrets britanniques ne sont supposés exister que dans l'imagination du Dr Fischer. Dans le même temps, il insiste sur le fait que ces mêmes services inexistants avaient licencié Rothman en date du 1^{er} mai, c'est-à-dire que Ettinger n'a aucun cas pu être piégé par Rothman pour le compte des Britanniques.

1- Le procès Ettinger : Conclusion et épilogue

Le jugement est finalement rendu le 13 juin 1917 et Abraham Ettinger est acquitté. L'assesseur considère en effet que Ettinger possédait les passeports en blanc afin de nuire au Dr Kindler. Dans ces conditions, l'accusé ne peut être responsable d'avoir tenté de fabriquer un faux passeport. Tel est l'épilogue de cette longue farce juridique, fiasco qui a permis de révéler toutes sortes de détails sur les services secrets britanniques à Shanghai et leur fonctionnement ordinaire, sans nuire en rien à la cause de l'Allemagne.

Que faut-il penser cependant de cette affaire ? Car aucune des révélations de ce procès Ettinger ne fait véritablement sens. Quelle est la véritable cause de l'arrestation de Ettinger ? Pourquoi, et ce jusqu'aux remarques conclusives de l'accusation, n'est-il jamais fait mention de son rôle dans la *neue Abteilung*, à laquelle il fournit justement des faux passeports ? Le DS Schmidt, qui arrête Ettinger, collabore-t-il avec Rothman ? Et dans de cas dans quel but, puisque Rothman n'est plus employé par les services secrets britanniques de Shanghai ? Pourquoi les copies photographiques des passeports espagnols en blanc ne sont-elles jamais produites – car elles ne le sont pas ? Si Rothman travaille bien pour les Britanniques dans cette affaire, pourquoi est-il arrêté par eux le 6 juin, sur la simple déposition d'une amante bafouée – et pour quel motif ? Quel double jeu étrange peut bien vouloir jouer Rothman vis-à-vis de Nielsen et de Ettinger ? Pourquoi d'ailleurs distribuer la photographie de Nielsen à tout va ? Pourquoi ce Rothman s'acharne-t-il avec autant d'ardeur contre ses propres sous-agents, en particulier les Allemands et les Austro-Hongrois travaillant donc pour les Britanniques ? Pourquoi dans le même temps semble-t-il tant s'acharner contre Ettinger ? Voilà quelques-unes des nombreuses questions qu'il est au moins difficile de démêler.

Un tel nombre de témoins – pas moins de douze en comptant l'accusé lui-même – aux points de vue et aux intérêts si différents permet au moins de corroborer certains faits avec certitude. D'abord, Rothman est effectivement un agent britannique, comme cela est confirmé par ailleurs dans les archives françaises, employé par eux depuis 1915 et licencié quelques semaines avant le procès. Dans l'intervalle, il est très peu probable qu'il agisse pour le compte des services britanniques à Shanghai, et si c'est le cas cependant, le procès dévoile certains faits suffisamment graves pour motiver son expulsion de Chine. En effet, sur la demande du ministre britannique à Beijing, Rothman est déporté à Singapore le 6 juillet 1917, avant probablement d'être interné dans un camp australien ou indien pour la durée de la guerre, et ce car il aurait agit « d'une manière préjudiciable à la sécurité publique ».

Cette décision pourrait venir confirmer certains témoignages selon lesquels Rothman aurait

tenté de vendre ses services à l'Allemagne et aux Pays-Bas. La large distribution de photos de résidents shanghaiens de premier ordre, c'est-à-dire probablement de la communauté du renseignement, paraît établie. L'authenticité des listes noires d'Allemands soutenant l'indépendantisme indien paraît probable.

Autant l'acharnement supposé de Rothman contre le Dr Kindler son ancien sous-agent peut alors s'expliquer, que le motif soit la vengeance ou la simple volonté de se faire embaucher chez l'ennemi, autant sa tentative de piéger Ettinger et Nielsen, qui elle aussi ne paraît que trop probable, reste inexplicable. Sauf cependant si on doit croire le témoignage de Williams, à qui Rothman serait venu « vendre » les deux stars de l'espionnage allemand, auquel cas le motif aurait été de passer aux services des Américains. Les États-Unis d'Amérique sont pourtant encore neutres dans la guerre, et si Williams dit être perplexe, nous pouvons l'être tout autant. S'il suppose que le but de Rothman est d'obtenir ses entrées dans les consulats de Shanghai – sauf le britannique, cela n'explique pas qu'il s'en prenne autant à son ancien réseau qu'à Ettinger et Nielsen. La coïncidence avec le départ de Hintze pour l'Europe ne nous apporte aucune lumière de ce point de vue. Une hypothèse est envisageable, bien qu'elle paraisse grossière, à savoir que Rothman aurait tenté de réintégrer les services britanniques grâce à un coup d'éclat, qui aurait alors consisté à leur livrer Ettinger et Nielsen. Ses efforts simultanés pour brûler son ancien réseau de sous-agents et vendre ses services à l'Allemagne ne viennent cependant pas soutenir cette solution.

Quoi qu'il en soit, la divulgation du nom du Dr Kindler, écrit par lui sur sa liste de sous-agents, nous éclaire au moins sur la provenance des faux passeports espagnols qui sont à l'origine du procès. Comme nous le verrons plus loin, cet homme est partagé entre ses activités de dentiste, de révolutionnaire et d'agent double chargé de la reproduction de faux passeports. Ces faux passeports font cependant l'objet d'un tel trafic, les uns comme les autres sachant à quoi s'en tenir concernant la loyauté de cet agent, sans pour autant agir, que cela ne démêle pas une question essentielle, à savoir : comment, par qui et dans quel but Rothman obtient-il des faux passeports de Kindler, transmis ensuite à Ettinger ? Car enfin si nous ne savons pas à quelle époque les passeports espagnols ont été copiés – si ce n'est que la signature est celle d'un précédent consul d'Espagne à Shanghai, détail qui n'est pas déterminant en lui-même – Rothman semble pour le moins, ou s'être procuré les passeports nécessaires à piéger Nielsen et Ettinger, ou ne pas douter de pouvoir les obtenir, et ce après avoir été licencié.

Une autre question qui elle reste sans réponse, concerne la nationalité des passeports dont les copies se retrouvent en possession de Ettinger. Rothman souhaite convaincre Nielsen de fuir la Chine avec un passeport canadien, et Ettinger avec un passeport russe. Pourquoi alors des

passports espagnols ? Est-il possible que ces passports ne venaient pas de Rothman, mais devaient servir aux activités de la *neue Abteilung* ? Après tout, et cela a été démontré dans un précédent procès, Ettinger est à la tête de la section des faux passports des services allemands à Shanghai. Mais si Ettinger est encore en mesure de se procurer des faux passports en 1917, pourquoi Rothman aurait-il besoin de fournir les faux passports nécessaires à la fuite de Nielsen et à la sienne ?⁸⁶⁵

⁸⁶⁵*The North China Herald*, 9 juin 1917, pp. 568-573 ; *id.*, 16 juin 1917, pp. 633-639 ; *id.*, 15 septembre 1917, pp. 607-608 ; *id.*, 22 septembre 1917, pp. 664-667

m- Les procès Kindler

Quelques mois après ce procès Ettinger et la déclaration de guerre de la Chine à l'Autriche-Hongrie ont lieu deux autres procès qu'on ne peut qualifier autrement que de bizarres. Nous ne possédons pas tous les éléments, car les minutes des procès publiées dans la presse sont en l'occurrence insuffisantes pour connaître les enjeux. Seules les archives britanniques pourraient éventuellement nous éclairer sur ce point. Néanmoins, ils apportent quelques éléments d'explication sur un personnage central à Shanghai ainsi que dans la bande à Goennert, à savoir le Dr Max Kindler.

D'après la version officielle, confirmée évidemment par cet agent britannique, sans que ça n'ajoute à sa crédibilité, le Dr Kindler aurait été arrêté à Tianjin pour être ensuite « extradé » à Shanghai. Là, il aurait spontanément décidé de tout avouer concernant ses activités de fabrication de faux passeports. Plusieurs imprimeurs sont donc mis en cause dans un grand procès, où Kindler n'est que témoin, et non accusé. Mais différents éléments permettent à tout le moins de douter de cette version. D'après le procureur, répondant au consul général de Norvège à Shanghai durant le procès, le Dr Kindler aurait effectué ses aveux au mois de juin 1917. Hors, son arrestation à Tianjin est liée non pas à ses activités de fabrication de faux passeports mais à son rôle de meneur de la bande à Goennert. Elle a lieu le 18 août, pour un procès qui commence le 31 août – et qui a d'ailleurs toujours lieu lorsque débute cette nouvelle instruction. La seule autre arrestation dont il soit fait mention pour le Dr Kindler, et dont la date n'est pas précisée, a été effectuée par les autorités austro-hongroises dans une affaire de fraude – bien que probablement en rétorsion aux révélations du procès Ettinger. Celles-ci le retiennent pendant trois semaines avant de le relâcher.

On peut par ailleurs douter d'un procès qui met en cause les exécutants chinois, mais pas le principal concerné, européen, et dont les précédentes affaires ont révélé son rôle d'agent double pour l'Allemagne et le Royaume-Uni. Il est désormais un justiciable comme un autre depuis la déclaration de guerre de la Chine à l'Autriche-Hongrie en juillet. La première perquisition d'une imprimerie chinoise et donc une enquête effectuée sur la base des aveux du Dr Kindler a lieu en décembre 1916, soit plus de six mois avant la date supposée de ces « aveux ». Rothman, lors du procès Ettinger, qui a lieu dans la première moitié du mois de juin 1917, donne d'ailleurs le nom de Kindler comme celui d'un de ses principaux sous-agents, et on comprend même que ce serait lui qui aurait pris les fameuses photographies, et de Nielsen, et des autres personnages importants de la communauté du renseignement à Shanghai. Enfin, précisément, ce procès Ettinger et les révélations publiques de Rothman ont définitivement « brûlé » l'agent Kindler, bien qu'apparemment les Allemands et les Américains connaissaient déjà son emploi par les Britanniques.

Ce premier procès Kindler a au moins ce mérite de permettre le développement de la version officielle des faits. Le Dr Max Kindler, âgé de trente-et-un ans au moment du procès, serait né en Roumanie, bien qu'Autrichien. Ses activités professionnelles l'auraient poussé à voyager à Wien, Berlin, en Égypte, en Inde puis enfin à Shanghai. Dentiste de son état, il possède un cabinet au 19A, North Szechuen Road⁸⁶⁶ (bien que les minutes du procès le signalent parfois à Nanking Road⁸⁶⁷). Le procès commence le 3 septembre avec les arrestations de Loh Kien-tsa, imprimeur au 382, Honan Road⁸⁶⁸, et de Sung Koh-shee en qualité de témoin, puis le 5 de Yeu Zung-tsia, imprimeur, et de Tseu Dau-tsz, ancien boy de Kindler. Deux jours après cette dernière arrestation, la cour abandonne ses poursuites contre Tseu, mais Yang Ying-tsoo, imprimeur, est arrêté.

D'après le Dr Kindler, il aurait eu à une date indéterminée un client allemand à son cabinet de dentiste, réfugié de Sibérie, qui se serait vanté de ses faux papiers qui lui permettraient de retourner au front. Le Dr Kindler aurait alors critiqué la grossièreté de cette imitation d'un passeport russe. Peu de temps après, Gätjen, chancelier du consulat général d'Allemagne à Shanghai, vient le voir en tant « qu'expert » en faux passeports, lui demandant de lui procurer de meilleurs papiers que le faux repéré par lui. C'est ensuite un certain Schaller, qui obtient aussi un sauf-conduit comme chancelier du consulat général d'Allemagne à Shanghai en 1917, qui lui aurait demandé d'obtenir des passeports de pays neutres. Devant le refus du dentiste autrichien, Schaller l'aurait menacé d'un boycott des communautés allemande et austro-hongroise de Shanghai, le faisant enfin plier.

Kindler aurait alors sollicité un client roumain désargenté, ancien employé de la SBG et donc sans emploi du fait de la guerre, et surtout protégé espagnol. Les Allemands auraient retrouvé ce Roumain et lui auraient acheté son passeport espagnol et payé ses frais d'hôtel. Le lendemain et sur l'insistance de Schaller, Kindler aurait envoyé son boy (Tseu) à l'imprimerie Mei Sing (ou Mei Sung), cette dernière firme imprimant cent copies pour une somme de vingt-huit ou de trente-huit dollars. Schaller aurait pris l'original et deux copies, et Kindler aurait conservé les quatre-vingt-dix-huit autres. D'après lui, en l'espace de trois ou quatre semaines, trois ou quatre personnes auraient profité de ces faux passeports espagnols.

Plus tard, Schaller serait revenu le voir afin de lui demander d'obtenir cette fois-ci un passeport norvégien, au motif qu'il ne serait pas sûr de n'utiliser que des faux passeports espagnols. Kindler aurait alors tenté d'approcher les employés chinois du consulat général de Norvège à Shanghai, sans succès, ceux-ci n'ayant pas accès au coffre contenant les passeports. Il aurait payé son agent roumain qui sous vingt-quatre heures aurait amené un passeport norvégien au nom de

866Auj. Sichuan Bei Lu

867Auj. Nanjing Lu

868Auj. Henan Lu

Tollefsen. Ce « Tollefsen » aurait à son tour été logé aux frais de l'Allemagne, son passeport étant loué au tarif de deux ou trois dollars par jour jusqu'à la fin de l'impression. Kindler mentionne en passant avoir appris plus tard que ce « Tollefsen » s'appelait réellement Körner, sans donner d'explication.

L'imprimerie Mei Sing / Mei Sung se déclarant incapable d'imprimer des copies de ce passeport, d'autres imprimeries à Honan⁸⁶⁹ et Sinza Road⁸⁷⁰ sont approchées. Pas moins de cinq perquisitions ont lieu dans ces différentes imprimeries chinoises, ainsi qu'une autre à Ningpo Road⁸⁷¹, sans cependant rien trouver. Le procureur, qui d'abord voulait prouver que l'une d'elles avait servi aux impressions de faux passeports de Ettinger et Nielsen, à Foochow Road⁸⁷², ne peut absolument pas le prouver. D'ailleurs, le dossier de l'accusation tient entièrement aux témoignages du Dr Kindler et de son ancien boy, ainsi qu'aux confrontations de ce boy, Tseu, avec les différents imprimeurs. Si Vizeninovitch pour le consulat d'Espagne certifie que les passeports fournis par le Roumain sont des copies photographiques de papiers espagnols, le consul de Norvège, Eitzen, refuse lui de témoigner. Il motive son refus par : la nationalité britannique de l'assesseur ; le fait que ce procès serait basé sur des informations confidentielles fournies par lui à la police internationale en juillet, sous conditions ; et enfin le fait que ce procès ne concerne que les imprimeurs chinois et pas les principaux concernés européens, à savoir d'abord et avant tout le Dr Kindler lui-même. Eitzen lui reproche entre autres d'avoir « le printemps dernier » offert deux dollars par passeport norvégien à ses boys chinois. Il déclare aussi qu'après avoir transmis cette information au Dr Bernauer consul austro-hongrois à Shanghai, ce dernier aurait fait perquisitionner le domicile de Kindler où quatorze copies de passeports norvégiens auraient été trouvées – d'où peut-être le procès en cour consulaire autrichienne. Il dénonce par ailleurs le Dr Kindler comme agent double. Les informations de Eitzen proviendraient, elles, d'un certain « Monsieur S », dont il souhaite conserver l'anonymat, lui ayant fait cette promesse contre l'obtention d'une liste des passeports copiés et de la plaque d'impression.

Le procès se clot finalement par l'acquittement de Yeu et la condamnation de Loh et Yang à des peines de prison. Un développement reste inexpliqué. Le 29 octobre, le Dr Kindler, acquitté dans l'affaire Kremla, est à nouveau arrêté. Le lendemain, c'est au tour de trois Européens directement impliqués dans cette affaire de faux passeports, et cette fois-ci à l'instigation du consul de Norvège, à savoir Ernst Mathias Berthel, chimiste autrichien, E. Josephi, Turc sans emploi et Karl Adolf Körner *alias* Tollefsen, d'origine autrichienne. Berthel est cette fois-ci accusé d'avoir

869Auj. Henan Lu

870Auj. Xinzha Lu

871Auj. Ningbo Lu

872Auj. Fuzhou Lu

commandité la fabrication de copies du passeport de « Tollefsen », et Josephi d'avoir voulu en acheter un au nom de Han Heidersen. Ce second procès Kindler a lieu cette fois-ci devant un assesseur norvégien. Il est d'ailleurs intéressant de noter que le fameux Carl Erwin Stark⁸⁷³ a menacé de briser la nuque du Dr Kindler si ce dernier mentionnait le nom de Berthel lors du premier procès. A son propre procès, le 12 octobre, Stark reconnaît ses menaces de mort, mais déclare qu'elles ne concernaient nullement le procès, mais une femme qu'il pointe du doigt dans l'assistance sans l'identifier, et ce malgré les témoignages de Goennert *alias* Krempasky et de Schubert. Il est condamné à signer un bon de cinq cents dollars, s'engageant à payer la somme s'il devait reparaître devant la cour mixte dans les six mois.

Finalement, les deux condamnations du premier procès sont annulées le 7 novembre à la demande de l'accusation. Il s'agirait d'un « malentendu » avec le consul général de Norvège – qui s'était pourtant expliqué longuement lors des débats. Le lendemain, toutes les poursuites contre les différents accusés européens sont elles aussi annulées, cette fois-ci à la demande du consul de Norvège, pourtant instigateur du procès. Les minutes de ces différents procès à elles seules ne permettent d'expliquer ni les deux procès, ni leur annulation. Un seul élément d'explication est apporté par Eitzen lui-même : Körner, d'abord autrichien, aurait été naturalisé danois par le consul de Norvège, alors consul de Danemark par intérim, le 29 juin 1916. C'est pourtant un passeport norvégien et non un passeport danois qui était copié par Kindler et *a priori* par Berthel. Cela n'explique pas non plus le changement de patronyme de Körner en Tollefsen.

873cf. pp. 217-218, 252 et 356-366

3- Les indépendantistes indiens, la Chine et l'Allemagne

a- Le rôle de la *neue Abteilung* à Shanghai

Ici comme ailleurs se pose le problème des sources. Les affaires Nielsen ne sont en effet des affaires qu'autant qu'elles donnent lieu à des procès. Si, heureusement, nous n'avons pas à nous contenter de compte-rendus au ton plus ou moins propagandaire, mais que nous pouvons nous appuyer aussi sur les minutes de ces procès, publiées dans la presse et qu'il est parfois possible d'opposer aux archives diplomatiques, il n'en reste pas moins que ces événements en eux-mêmes sont problématiques. En effet, et bien que parfois cette stratégie se retourne contre les stratèges, il n'y a procès qu'autant que les autorités le souhaitent, en se basant sur les informations de police et des services de renseignements, autant que les autorités veulent bien les utiliser et donc les publier. Le système-même de la cour mixte de Shanghai – sinon évidemment des différentes cours consulaires – est aggravé par l'état de guerre, et on conçoit mal qu'un procès jugé par un assesseur britannique contre des sujets de pays ennemis de la Grande-Bretagne, basé sur des informations britanniques et souvent provoqué par des Britanniques, puisse être tout à fait impartial. Il ne s'agit plus en 1915, en 1916 ou en 1917, uniquement de faire appliquer la loi, mais bien de contrecarrer les efforts ennemis de guerre secrète, y compris par la condamnation des agents ennemis et de leurs complices et par la publication des procès pour prévenir l'opinion.

Par ailleurs, rien ne dit, évidemment, que les services de renseignements alliés aient tout su des efforts des Empires centraux (souvent connus et déjoués au dernier moment), certains ont pu être ignorés, sous-estimés, méconnus, d'autres au contraire ont pu être exagérés, que ce soit par le jeu de l'intérêt financier des agents indigènes, le zèle patriotique parfois paranoïde des agents des puissances de l'Entente, ou bien encore par des mécanismes liés spécifiquement à la situation chinoise à l'époque de la guerre. Ainsi Shanghai, où co-existent une concession internationale et une concession française de première importance, le port ouvert de Chine alors le plus peuplé et le plus riche, est naturellement le point de mire des services de renseignements allemands, anglais, français, japonais, russes... etc. Pour ces raisons précises, il est raisonnable de penser que ce point du territoire chinois est l'un des plus importants en ce qui concerne les efforts de guerre secrète, mais il est tout aussi raisonnable d'envisager que son importance ait pu être exagérée vis-à-vis d'autres ports ouverts tels que Guangzhou, Hankou, Tianjin, ou encore vis-à-vis de Beijing ou des différentes zones frontalières (Mandchourie, Turkestan oriental, Yunnan). Hors les archives allemandes et austro-hongroises nous font cruellement défaut sur ces différents sujets.

Ce qui est cependant hors de doute, c'est que les affaires Nielsen démontrent d'une manière indéniable que Shanghai est un centre important de guerre secrète. En ce qui concerne le soutien

aux révolutionnaires indiens, en particulier, l'alerte est d'abord donnée par l'affaire Médecine pour l'Inde. Nigel West mentionne la confession d'un agent de Abraham Ettinger, arrêté à Peshawar en juin 1915, et qui y aurait été envoyé, *via* Hongkong, en mars de la même année – faisant ainsi écho au témoignage bien plus tardif de George Popovich⁸⁷⁴. Cet agent, un Moses Silberstein, donne alors certaines informations concernant une – désormais fameuse – *neue Abteilung* ou « nouvelle section », son recruteur, ainsi que le consul général à Shanghai le Dr Knipping, qui est à la tête de ce service de renseignements. Cependant, si les Russes l'ont *a priori* découvert plus tôt, et que les Britanniques (ou plutôt le *Delhi Intelligence Bureau*) connaissaient son existence depuis les aveux de Silberstein, la correspondance entre le consul de France et celui de Grande-Bretagne à Shanghai font bien ressortir que les Britanniques de Shanghai n'ont appris l'existence de cette *neue Abteilung* qu'en septembre 1915, date de la découverte de ce service par les Français, comme expliqué plus haut⁸⁷⁵.

Heather Streets-Salter, qui s'appuie sur des archives du *Colonial Office*, affirme d'ailleurs que les Britanniques sont persuadés depuis l'affaire « Médecine pour l'Inde » que Shanghai est le centre des intrigues allemandes pro-indiennes en Chine. Cette conviction est bien illustrée par David Petrie et son nouveau *Far Eastern Bureau*, compétent pour contrer les intrigues allemandes en Asie de l'Est et du Sud-Est et en premier lieu leurs activités pro-indiennes. Ce nouveau service de renseignements britannique doit d'abord être installé à Singapour, mais après une tournée des principaux pays concernés par sa nouvelle « juridiction », c'est à Shanghai que Petrie installe son quartier général, ville considérée comme la plus active et aussi comme la plus dangereuse en raison de la situation chinoise⁸⁷⁶.

Toujours d'après ces sources, l'affaire « Médecine pour l'Inde » et les incidents du SS Shinten Maru et du SS Iro Maru ne sont pas isolés, mais doivent se comprendre comme faisant partie d'un plan visant à affréter et à charger en armes et munitions pas moins de cinq navires destinés aux révolutionnaires indiens. Le rapport Rowlatt parle d'un navire devant partir de Shanghai en direction de l'île de Hatiya, à l'embouchure du fleuve Meghna, dans le Bangladesh actuel, transportant vingt mille fusils, huit millions de cartouches, deux mille pistolets, des grenades à main, des explosifs et des lakhs de roupies. Des instructeurs allemands devaient venir par le même moyen⁸⁷⁷.

874cf. pp. 227-230

875cf. pp. 215-216

876STREETS-SALTER, Heather, *World War One in Southeast Asia, Colonialism and Anticolonialism in An Era of Global Conflict*, Cambridge University Press, Cambridge, 2016, pp. 166-167

877Ce après l'échec du SS Maverick, cf. pp. 283-286 ; ROWLATT, *Sedition Committee, Report 1918*, Calcutta, 1918, p. 124 ; BOSE, Arun Coomer, *India Revolutionaries Abroad, 1905-1922, In the Background of International Developments*, Bharati Bhawan, Patna, 1971, pp. 148, 170

b- Les révolutionnaires indiens et le monde

La guerre est totale et mondialisée, et les efforts de guerre secrète allemands en Chine doivent aussi se comprendre dans un cadre plus large, asiatique et mondial, point sur lequel Heather Streets-Salter insiste tout au long de sa monographie sur l'Asie du Sud-Est et la Première Guerre mondiale⁸⁷⁸. Il n'est pas possible de comprendre toute la portée des activités allemandes en Chine en cette manière si on oublie d'autres maillons essentiels tels que l'Empire ottoman, la Perse, l'Afghanistan, le Siam, les Indes néerlandaises, la Sibérie, le Japon, les États-Unis (y incluses les Philippines), ... etc. Cette remarque est particulièrement pertinente en ce qui touche à l'indépendantisme indien, comme nous le verrons plus bas.

L'accent est rarement mis, dans l'historiographie du mouvement indépendantiste indien, sur son aspect mondial⁸⁷⁹. Pourtant, dès avant la fondation du parti Ghadar puis pendant la Première Guerre mondiale, des liens forts existent entre les indépendantistes indiens et les autres mouvements révolutionnaires de leur temps. Ainsi, Shyamji Krishna Varma⁸⁸⁰, qui a créé l'*India House* de Londres en 1905⁸⁸¹, assiste-t-il à une réception donnée par la Société pan-islamique en l'honneur de Mustafa Kamil Pasha⁸⁸², alors à la tête du Parti nationaliste égyptien, pour marquer sa solidarité⁸⁸³. Le même Krishna Varma noue aussi des contacts étroits avec les Irlandais : à partir de 1906, des articles de la revue indépendantiste l'*Indian Sociologist* sont reproduits dans le journal républicain (Sinn Féin) le *Gaelic American*, et vice-versa ; quant au *Free Hindustan*⁸⁸⁴ de Tarak Nath Das⁸⁸⁵,

878STREETS-SALTER, Heather, *World War One in Southeast Asia, Colonialism and Anticolonialism in An Era of Global Conflict*, Cambridge University Press, Cambridge, 2016

879FISCHER-TINÉ, Harald, « Indian Nationalism and the "World Forces": Transnational and Diasporic Dimensions of the Indian Freedom Movement on the Eve of the First World War », *Journal of Global History*, vol. 2, n° 3 (2007), p. 325

880Shyamji Krishna Varma, né le 4 octobre 1857 à Mandvi, Kutch, décédé le 30 mars 1930 à Genève, licencié à Oxford 1883, avocat 1885, *diwan* (premier ministre) du roi de Ratlam, conseiller du maharaja d'Udaipur 1893-1895, *diwan* de Junadagh 1895-1897, fonde l'*India House* de Londres et le journal *The Indian Sociologist* 1905, à Paris 1907, à Genève 1914

881Résidence étudiante et foyer nationaliste ; FISCHER-TINÉ, Harald, « Indian Nationalism and the "World Forces": Transnational and Diasporic Dimensions of the Indian Freedom Movement on the Eve of the First World War », *Journal of Global History*, vol. 2, n° 3 (2007), p. 330

882Mustafa Kamil Pasha, né le 14 août 1874 au Caire, décédé le 10 février 1908 dans la même ville, pétitionne le parlement français 1895, fonde le journal *Al-Liwa'* 1900, fonde le Parti nationaliste égyptien 1907

883FISCHER-TINÉ, Harald, « Indian Nationalism and the "World Forces": Transnational and Diasporic Dimensions of the Indian Freedom Movement on the Eve of the First World War », *Journal of Global History*, vol. 2, n° 3 (2007), p. 332

884D'abord édité à Vancouver, puis à Seattle, et enfin à New York à partir de 1908.

885Tarak Nath Das, né le 15 juin 1884 à Kanchrapara, décédé le 22 décembre 1958 à New York, district des vingt-quatre Parganas, Bengale occidentale, au Japon 1905, à Seattle 1907, fonde la Ligue pour l'indépendance de l'Inde et le *Free Hindustan* 1907, département de l'immigration à Vancouver 1908, déporté à Seattle 1908, co-fonde l'Association nationale pour la promotion des gens de couleur 1909, co-fonde le Ghadar 1913, chercheur à l'université de Californie à Berkeley 1914, membre de l'expédition Niedermayer 1915, en Californie 1916, co-fonde le Parti national des femmes 1916, condamné à vingt-deux mois de prison au procès de San Francisco 1918, fonde l'Institut indien de München, professeur de sciences politiques à l'université Columbia, *fellow* de l'université de Georgetown, fondation Tarak Nath Das 1935, fonde la société Vivekananda à Calcutta (auj. Kolkata) 1952

George Freeman⁸⁸⁶ (du même journal irlando-américain) en supervise la publication de 1908 à 1910⁸⁸⁷. Maulana Barkatullah⁸⁸⁸, arrivé à Tôkyô en 1909, édite l'*Islamic Fraternity* à partir de l'année suivante, journal financé par l'Empire ottoman et à vues pan-islamiques, tout en y appelant à la libération de l'Inde. Lui aussi collabore d'ailleurs avec l'*Indian Sociologist* de Krishna Varma⁸⁸⁹. Lala Har Dayal Singh Mathur⁸⁹⁰, enfin, figure éminente du parti Ghadar, est arrêté peu après le début de la guerre à San Francisco en raison de ses liens avec les *International Workers of the World* (anarchistes)⁸⁹¹. D'ailleurs et malgré l'existence de plusieurs sociétés secrètes indépendantistes à vocation terroriste en Inde et créées dans les années 1900, c'est d'abord en Amérique du Nord que s'organise le mouvement révolutionnaire indien sous forme de parti « organisé »⁸⁹².

Bien que New York n'ait pas abrité de communauté indienne d'un nombre significatif avant 1903, la métropole américaine a constitué l'un des pôles majeurs de l'indépendantisme indien hors d'Inde jusqu'en 1910. Les Indiens y trouvent en effet le soutien des indépendantistes irlandais du Clan-Na-Gael, qui permet d'expédier pamphlets et journaux de propagande en Inde dès 1903⁸⁹³. George Freeman, du *Gaelic American*, mentionné plus haut, proclame son alliance avec les indépendantistes indiens dès 1905⁸⁹⁴. C'est enfin Myron H. Phelps, un avocat irlando-américain de

886George Fitzgerald, dit George Freeman, né en 1836, soldat britannique pendant la guerre de Crimée 1855, journaliste au *Daily News*, fermier au Canada, chef du *Separation Party*, se rend aux États-Unis d'Amérique à partir de 1903 pour amalgamer ce mouvement au Clan-Na-Gael, édite le *Free Hindustan* 1908-1910, fonde le Club indo-américain 1909-1910

887FISCHER-TINÉ, Harald, « Indian Nationalism and the "World Forces": Transnational and Diasporic Dimensions of the Indian Freedom Movement on the Eve of the First World War », *Journal of Global History*, vol. 2, n° 3 (2007), pp. 333-335 et pp. 339-341

888Abdul Hafiz Mohamed Barkatullah, dit Maulana Barkatullah, né le 7 juillet 1854 à Bhopal, Madhya Pradesh, décédé le 20 septembre 1927 à San Francisco, professeur de hindoustani à Tôkyô 1904-1914, co-fonde l'association pan-aryenne à New York 1907, au Japon 1909, lance le journal *Islamic Fraternity* à Tôkyô 1910-1912, voyage à Constantinople (auj. İstanbul) et Petrograd (auj. Sankt-Peterburg) 1911, co-fonde le parti Ghadar à San Francisco 1913, membre de l'expédition Niedermayer, puis premier ministre du gouvernement provisoire indien à Kaboul 1915

889FISCHER-TINÉ, Harald, « Indian Nationalism and the "World Forces": Transnational and Diasporic Dimensions of the Indian Freedom Movement on the Eve of the First World War », *Journal of Global History*, vol. 2, n° 3 (2007), p. 338

890Lala Har Dayal Singh Mathur, né le 14 octobre 1884 à Delhi, décédé le 4 mars 1939 à Philadelphia, licencié en sanskrit du Saint Stephen's College, maîtrise en sanskrit à l'université du Panjab, étudie le sanskrit à l'université d'Oxford 1907, en Inde 1908, édite le *Vande Mataram* à Paris 1909, en Algérie, puis à la Martinique, à Boston, San Francisco, Honolulu, secrétaire de la branche de San Francisco des *International Workers of the World* 1911, fonde l'institut Bakunin de Californie à Oakland 1912, co-fonde le parti Ghadar 1913, docteur de la *School of Oriental and African Studies* de l'université de Londres 1930 cf. HAR DAYAL, Lala, *Forty-four months in Germany and Turkey, February 1915 to October 1918, A Record of Personal Impressions*, P.S. King & Son, London, 1920

891SINGH, Sunit, « Dayal, Har », in *1914-1918-online, International Encyclopaedia of the First World War*, Freie Universität Berlin, Berlin, 2015

892Sur l'organisation du parti Ghadar ou plutôt son absence d'organisation, consulter PURI, Harish K., *Ghadar Movement, Ideology Organisation and Stratgegy*, Amritsar, Guru Nanak Dev University, 1993. cf. p. 258

893KER, James Campbell, *Political Trouble in India, 1907-1917*, Calcutta, Superintendent Government Printing, 1917, pp. 218, 222 ; BOSE, Arun Coomer, *India Revolutionaries Abroad, 1905-1922, In the Background of International Developments*, Bharati Bhawan, Patna, 1971, p. 38

894BOSE, Arun Coomer, *India Revolutionaries Abroad, 1905-1922, In the Background of International Developments*,

Brooklyn, qui fonde à l'automne 1906 l'Association pan-aryenne, renommée successivement Association nationale indo-américaine, puis Société pour l'avancement de l'Inde en septembre et novembre 1907. Ces efforts se maintiennent jusqu'au départ de Phelps pour l'Inde en mars 1909⁸⁹⁵. Freeman prend le relais pour encore une année en fondant le Club indo-américain, actif de janvier ou février 1909 à mars 1910⁸⁹⁶. Le pôle indépendantiste indien en Amérique du Nord se déplace ensuite en Californie.

En Asie, Tôkyô devient le principal centre d'activités des indépendantistes indiens après l'arrivée de Maulana Barkatullah, cité plus haut, et d'abord actif à New York. Après la victoire du pays contre la Russie en 1905, les espoirs des indépendantistes de nombreuses nations asiatiques colonisés se tournent en effet vers le Japon. Le nombre d'étudiants indiens augmente donc sensiblement. Ils sont une centaine en 1910-1911. Le contact de ces Indiens avec le pan-asiatique Kakura Kakuzô encourage d'ailleurs le mouvement indépendantiste au Bengale. Lorsque Barkatullah arrive au Japon en février 1909, il fait la connaissance de l'Égyptien Fadli, dont il reprend le journal *Islamic Fraternity* financé par les Ottomans, et devient professeur d'ourdou à l'université. Sa position lui permet de nouer de nombreux contacts de haut niveau, et il emmagasine notamment les soutiens de Inukai Tsuyoshi⁸⁹⁷, Tôyama Mitsuru⁸⁹⁸, ainsi que le ministre de Chine à Tôkyô, Ma, un musulman. La présence d'un centre indépendantiste important dans la capitale japonaise permet aussi d'expédier propagande et pamphlets édités au Japon et aux États-Unis, notamment à destination des Indiens de Chine et du Siam. Étonnamment il faut attendre le 1^{er} août 1912 pour que le Royaume-Uni s'inquiète de ces développements et proteste officiellement. Barkatullah, averti, ne changeant rien au ton du journal, l'*Islamic Fraternity* est donc fermé par ordre du gouvernement le 12 octobre de la même année. Lui retourne finalement en Amérique en mai 1914⁸⁹⁹.

Bharati Bhawan, Patna, 1971, p. 39

895KER, James Campbell, *Political Trouble in India, 1907-1917*, Calcutta, Superintendent Government Printing, 1917, pp. 218, 221 ; MUKHERJEE, Uma, *Two Great Indian Revolutionaries, Rash Behari Bose & Jyotindra Nath Mukherjee*, K.L. Mukhopadhyay, Calcutta, 1966, p. 60

896KER, James Campbell, *Political Trouble in India, 1907-1917*, Calcutta, Superintendent Government Printing, 1917, p. 221 ; BOSE, Arun Coomer, *India Revolutionaries Abroad, 1905-1922, In the Background of International Developments*, Bharati Bhawan, Patna, 1971, p. 41

897Inukai Tsuyoshi, 犬養毅, né le 4 juin 1855 à Okayama, décédé le 15 mai 1932 à Tôkyô, travaille au *Yûbi Hôchi Shimbun* et à l'*Akita Sakigake Shimpô*, reporter attaché à l'armée japonaise lors de la rébellion de Satsuma, co-fonde le *Rikken Kaishintô* 1882, député 1890-1932, ministre de l'éducation 1898, en Chine 1907, soutient Sun Yat-Sen, le prince Cường Đê, ministre des communications 1923-1926, en Chine 1929, préside le *Rikken Seiyûkai* 1929, premier ministre 1931-1932

898Tôyama Mitsuru, 頭山満, né le 27 mai 1855, décédé le 5 octobre 1944 à Gotemba, préfecture de Shizuoka, participe à la rébellion de Saga 1874, co-fonde la société de l'Océan noir 1881, organise la société de l'Assistance céleste (*ten'yûkyô*, 天佑侠) en Corée 1894, participe à la révolution républicaine en Chine 1911

899BOSE, Arun Coomer, *India Revolutionaries Abroad, 1905-1922, In the Background of International Developments*, Bharati Bhawan, Patna, 1971, pp. 66-70

c- Les débuts de l'indépendantisme indien : Terrorisme bengalais et parti Ghadar, 1901-1913

À ses débuts, l'indépendantisme s'organise autour de trois pôles : les sociétés secrètes et terroristes⁹⁰⁰ du Bengale, le parti Ghadar en Amérique du Nord et le pan-islamisme d'inspiration ottomane. Le Congrès national indien, fondé en 1885, prone d'abord la collaboration avec le gouvernement britannique pour l'avancement de la cause nationaliste en Inde. C'est en opposition à cette politique qu'est né le mouvement terroriste indépendantiste inspiré par Bal Gangadhar Tilak⁹⁰¹, dans le Maharashtra. Le premier assassinat politique est commis dès 1897 à Pune. À partir de 1901, des sociétés secrètes de cette obédience sont fondées au Bengale. L'Anusilan Samiti – fondé en 1902 à Calcutta⁹⁰², déclaré illégal en 1909 – et le Yugantar (Nouvelle Ère) – du nom du journal publié à partir de 1906 – sont deux organes de la même puissante organisation révolutionnaire. Encouragé par la tentative de partition du Bengale – ironiquement conçue pour contenir l'indépendantisme indien – en 1904-1905, l'organisation commet un certain nombre d'attentats (principalement à partir de 1907) et organise le boycott des produits étrangers. Elle imite en cela des mouvements similaires alors actifs en Chine, en Corée et au Vietnam. Les sources britanniques insistent aussi sur l'influence japonaise⁹⁰³.

L'organisation nord-américaine est plus récente, et coïncide avec l'arrivée de Lala Har Dayal en Californie, en janvier 1911. Il obtient d'abord un poste de professeur de philosophie indienne et de sanskrit à l'Université de Stanford, mais démissionne dès le mois de septembre de la même année afin de se consacrer à la propagande révolutionnaire. Il fonde le journal Ghadar (Rébellion) en novembre 1913, à San Francisco. Le nouveau parti s'adresse d'abord aux immigrants indiens en Amérique du Nord, principalement des Sikhs, et le journal est d'abord publié en ourdou et en gurmukhi⁹⁰⁴. De même que le mouvement révolutionnaire au Bengale a grandement été aidé par la tentative de partition de 1904-1905, le parti Ghadar trouve un aliment inespéré dans l'affaire du SS Komagata Maru, traumatisme toujours vif aujourd'hui⁹⁰⁵.

900Le mot de « terrorisme » et ses dérivés sont à entendre au sens stratégique d'usage de moyens relevant de la criminalité dans un but de guerre.

901Bal Gangadhar Tilak, né le 23 juillet 1856 dans le district de Ratnagiri, Maharashtra, décédé le 1^{er} août 1920 à Bombay (auj. Mumbai), fonde la *New English school for secondary education* 1880, et le Fergusson College 1885, adhère au Congrès national indien 1890, condamné à dix-huit mois d'emprisonnement pour incitation au meurtre suite à l'attentat de 1897, puis à six ans de prison pour sédition 1908-1914

902Auj. Kolkata

903KER, James Campbell, *Political Trouble in India, 1907-1917*, Calcutta, Superintendent Government Printing, 1917, pp. 5-11, 154-155 ; MUKHERJEE, Uma, *Two Great Indian Revolutionaries, Rash Behari Bose & Jyotindra Nath Mukherjee*, K.L. Mukhopadhyay, Calcutta, 1966, pp. 9-29 ; BOSE, Arun Coomer, *India Revolutionaries Abroad, 1905-1922, In the Background of International Developments*, Bharati Bhawan, Patna, 1971, p. 159

904ER, James Campbell, *Political Trouble in India, 1907-1917*, Calcutta, Superintendent Government Printing, 1917, pp. 234-236 ; MUKHERJEE, Uma, *Two Great Indian Revolutionaries, Rash Behari Bose & Jyotindra Nath Mukherjee*, K.L. Mukhopadhyay, Calcutta, 1966, pp. 63-67

905Le premier ministre Justin Trudeau présente les excuses officielles du gouvernement canadien en mai 2016. ; JOHNSTON, Hugh J.M., *The Voyage of the Komagata Maru, The Sikh Challenge to Canada's Colour Bar*, University of British Columbia Press, Vancouver, 2014

L'immigration indienne vers la côte ouest du Canada et des États-Unis, en nombre significatif, débute en 1904. En 1906, le chiffre annuel se monte à plusieurs milliers de migrants. Les raisons en sont multiples, notamment la volonté des employeurs américains d'engager une main d'oeuvre peu chère pour faire concurrence au prolétariat local, mais aussi les mauvaises conditions météorologiques dans le Panjab – la plupart des immigrants sont sikhs. De nombreux policiers et militaires de Chine ou de Malaisie, une fois leur service terminé, y cherchent un supposé pays de cocagne. En 1908, ils sont trois mille cinq cent en Colombie britannique, et presque autant sur la côte ouest des États-Unis. Les premiers incidents anti-indiens dans ce dernier pays ont lieu dès 1906. En effet, ces immigrants sont regardés d'un mauvais oeil, d'abord et évidemment par les travailleurs américains qu'ils viennent concurrencer – les Indiens sont fréquemment employés comme briseurs de grèves ; mais aussi par les employeurs, qui y voient des syndicalistes et des anarchistes. En janvier 1914, le gouvernement canadien décrète de nouveaux amendements à ses lois sur l'immigration visant particulièrement les Indiens, notamment la nécessité de voyager de façon continue d'un port asiatique à un canadien, alors qu'aucune ligne de navigation ne dessert un tel trajet. Les Chinois et les Japonais ne sont pas concernés en raison d'accords spéciaux entre leurs gouvernements et celui du Canada.

C'est dans ce contexte qu'un Sikh de Singapore, Baba Gurdit Singh, décide d'affréter un navire faisant le voyage spécial de Hongkong à Vancouver, *via* Shanghai, Moji et Yokohama, le Komagata Maru. Il prend le départ le 4 avril 1914. Trois cent soixante-seize passagers le rejoignent aux différentes étapes, des Sikhs dans leur écrasante majorité, mais aussi vingt-cinq musulmans. À Yokohama, le vapeur est visité par le chef ghadarite Bhagwan Singh, ainsi que par le pan-islamiste Barkatullah. L'attitude du gouvernement canadien, qui refuse aux passagers de débarquer à Vancouver, ordonne l'éloignement du Komagata Maru des eaux canadiennes, puis envoie la police, et enfin un navire de guerre, attire la publicité et excite dans la communauté sikh des désirs de vengeance. Il est tout à fait certain que l'épisode a encouragé l'exode de révolutionnaires indiens d'Amérique vers l'Inde dans le but d'y propager l'idéal indépendantiste et d'y prendre les armes⁹⁰⁶.

906KER, James Campbell, *Political Trouble in India, 1907-1917*, Calcutta, Superintendent Government Printing, 1917, pp. 239-243 ; ROWLATT, *Sedition Committee, Report 1918*, Calcutta, 1918, pp. 147-149 ; MUKHERJEE, Uma, *Two Great Indian Revolutionaries, Rash Behari Bose & Jyotindra Nath Mukherjee*, K.L. Mukhopadhyay, Calcutta, 1966, p. 68 ; BOSE, Arun Coomer, *India Revolutionaries Abroad, 1905-1922, In the Background of International Developments*, Bharati Bhawan, Patna, 1971, pp. 42-48, 63-65 ; SAREEN, Tilak Raj, *Indian Revolutionary Movement Abroad (1905-1921)*, Sterling, New Delhi, Bangalore & Jullundur, 1979, pp. 77-83

d- Les dispositions de l'Allemagne vis-à-vis des indépendantistes indiens en 1914

En juin 1912, Chempakaraman Pillai fonde à Zürich l'*International Pro-India Committee*. Shyamji Krishna Varma est l'un des assesseurs. Ce comité s'occupe de propagande anti-britannique, publiée dans les presses allemande et suisse, et contribue aux plans allemands de soutiens aux révolutionnaires indiens, élaborés dès 1912⁹⁰⁷. En octobre 1914, Pillai contacte le consul d'Allemagne à Zürich, puis se rend à Berlin, il y rejoint le nouvellement formé – en septembre 1914 – Comité pour l'indépendance de l'Inde (all. *indisches Unabhängigkeitskomitee*, ensuite IUK), qui organise différents types d'activités révolutionnaires en liaison avec le Service d'informations pour l'Orient (all. *Nachrichtenstelle für den Orient*, ensuite NFO). La NFO, sous la direction du baron von Oppenheim⁹⁰⁸, organise principalement les efforts jihadistes et pro-indiens de l'Allemagne, ainsi que le soutien à d'autres nationalités : Égyptiens, Perses, Géorgiens, etc.. Elle publie notamment les journaux *Der neue Orient* et *El Dschihad*. Le IUK, lui, prend contact avec les deux pôles principaux d'activités révolutionnaires, à savoir les révolutionnaires bengalais et le parti Ghadar en Amérique du Nord. Il publie le journal *Hindustan*, destiné aux prisonniers de guerre indiens, tente d'encourager les mutineries et les désertions dans les troupes indiennes, et tente de coordonner les efforts indépendantistes. Grâce au comité, l'Allemagne s'investit directement dans la formation des révolutionnaires, leur financement et leur équipement, ainsi que leur transport en Inde. L'un des principaux membres – leur nombre varie au cours de la guerre – en est Virendra Nath Chattopadhyaya⁹⁰⁹, étudiant à Halle au début de la guerre⁹¹⁰.

Si le plan rencontre l'enthousiasme du ministre des affaires étrangères – Arun Coomer Bose va jusqu'à parler d'un « plan Zimmermann », du chancelier et de l'empereur, il n'en reste pas moins que des voix dissidentes se font entendre au ministère ainsi que dans les postes diplomatiques,

907BOSE, Arun Coomer, *India Revolutionaries Abroad, 1905-1922, In the Background of International Developments*, Bharati Bhawan, Patna, 1971, p. 83 ; FRASER, Thomas Grant, « Germany and Indian Revolution, 1914-1918 », *Journal of Contemporary History*, avr. 1977, vol. 12, n° 2, p. 256

908Dr Max baron von Oppenheim, né le 15 juillet 1860 à Köln, décédé le 15 novembre 1946 à Landshut, docteur en droit 1883, ministre-résident au Caire 1910, directeur de la NFO) août 1914 ; cf. OPPENHEIM, Max, *Die Revolutionierung der islamischen Gebiete unserer Feinde*, Leipzig, Hinrichs, 1908 ; LÜDKE, Tilman, *Jihad Made in Germany*, LIT, Berlin, 2005

909Vivendra Nath Chattopadhyaya, dit Chatto, né en 1880 à Hyderabad, Telangana, *a priori* décédé en 1937 en Union soviétique, étudie le droit, éditeur de l'*Indian Sociologist* 1907, éditeur de *Talvar* 1909, à Paris, rejoint la SFIO 1910, à Pondichéry (auj. Puducherry), éditeur du *Dharma*, à Berlin, forme le IUK 1914, à Stockholm 1917, participe au troisième congrès de l'Internationale communiste à Moskva, fonde un *Indian News and Information Bureau* à Berlin 1921, adhère au parti communiste allemand 1927, arrêté et exécuté 1937

910MUKHERJEE, Uma, *Two Great Indian Revolutionaries, Rash Behari Bose & Jyotindra Nath Mukherjee*, K.L. Mukhopadhyay, Calcutta, 1966, pp. 77-79 ; BOSE, Arun Coomer, *India Revolutionaries Abroad, 1905-1922, In the Background of International Developments*, Bharati Bhawan, Patna, 1971, pp. 84-86 ; SAREEN, Tilak Raj, *Indian Revolutionary Movement Abroad (1905-1921)*, Sterling, New Delhi, Bangalore & Jullundur, 1979, pp. 120-124 ; DEEPAK, B.R., « Revolutionary Activities of the Ghadar Party in China », *China Report*, n° 35 (1999), p. 443 ; LIEBAU, Heike, « Berlin Indian Independence Committee », in *1914-1918-online, International Encyclopaedia of the First World War*, Freie Universität Berlin, Berlin, 2015

notamment à Washington⁹¹¹. Il est difficile d'établir avec certitude et impartialité les raisons du soutien allemand au mouvement indépendantiste indien. Rowlatt n'hésite pas à parler de l'ignorance et la naïveté des responsables allemands⁹¹². Franz von Papen, dans ses mémoires, avance seul une explication rationnelle : la limitation du nombre de troupes indiennes sur le front européen de la guerre⁹¹³. Par ailleurs, les indépendantistes ont naturellement tendance à exagérer la réalité de la situation en Inde, afin d'obtenir un soutien dont ils sentent toute l'importance. Néanmoins, nous ne pouvons qu'approuver l'opinion de Bose qui ne voit aucune corrélation entre les efforts allemands et la réalisation d'un objectif clair et immédiat⁹¹⁴. Il faut probablement y voir l'effet de la totalisation de la guerre. Il est important de frapper l'ennemi partout où c'est possible et à la mesure des moyens immédiatement disponibles. Si l'Allemagne recherche la réalisation de l'indépendance indienne, il s'agit indéniablement d'un échec. Néanmoins, il est beaucoup plus probable que le but recherché est le harcèlement de l'ennemi. De ce point de vue, et étant donné l'importante mobilisation de moyens – ainsi que l'immobilisation de troupes loin des théâtres de guerre – pour faire face au danger, les efforts allemands ont assurément rempli leur office.

911HOOVER, Karl, « The Hindu Conspiracy in California, 1913-1918 », *German Studies Review*, vol. 8, n° 2 (mai 1985), pp. 245-261

912ROWLATT, *Sedition Committee, Report 1918*, Calcutta, 1918, p. 125

913VON PAPAN, Franz, *Memoirs*, Andre Deutsch, London, 1922, p. 40

914BOSE, Arun Coomer, *India Revolutionaries Abroad, 1905-1922, In the Background of International Developments*, Bharati Bhawan, Patna, 1971, pp. 90-91

e- Propagande, recrutement, émigration et la révolte de février 1915

L'incident du Komagata Maru et l'entrée du Royaume-Uni dans la guerre européenne convainct les ghadarites que l'heure est venue de libérer l'Inde du joug étranger. Ils intensifient donc leurs efforts de propagande en Amérique du Nord et diffusent désormais un message central : Il est temps pour les émigrés de retourner au pays pour servir la cause. Celui-ci est entendu, et d'après Joan M. Jensen, deux mille Indiens (soit 20 % des émigrés aux États-Unis et au Canada) rejoignent l'Inde entre août et octobre 1914⁹¹⁵. Durant toute l'année 1914 néanmoins, ce mouvement massif ne donne aucun résultat appréciable. Des ateliers de fabrication de bombes sont installés sur le territoire ; les troupes indiennes sont travaillées par les révolutionnaires ; quelques ponts et chemins de fer sont sabotés ; enfin quelques efforts désordonnés ont lieu afin d'obtenir des armes et des fonds, par des raids sur des postes de police. Le manque de stratégie de la part des ghadarites, leur précipitation – le soutien allemand n'a pas le temps de s'organiser, le manque d'argent, d'armes et de munitions, l'internement des chefs, le manque de coordination entre les différents groupes sont autant de raisons de ce premier échec. Une véritable alliance entre ghadarites – principalement revenus dans le Panjab – et Bengalais n'est conclue qu'en janvier 1915. C'est aussi à cette date que sont libérés une grande partie des passagers du Komagata Maru. Une mutinerie (troupes déloyales et émigrés ghadarites) simultanée est donc planifiée à Lahore et Ferozpur le 21 février 1915, mais la tentative est déjouée par les Britanniques. L'organisation indépendantiste est infiltrée par des agents du gouvernement. Le fait est connu pourtant des ghadarites, qui tentent de modifier la date au 19 février, mais l'information parvient au gouvernement britannique. C'est le dernier mouvement d'envergure venu de l'intérieur du pays pendant le cours de la guerre⁹¹⁶.

Il serait faux néanmoins de conclure avec plusieurs auteurs⁹¹⁷ que l'Allemagne n'a pas soutenu le mouvement ghadarite, ou la révolution de février 1915. Certes, elle a été prise de court par la précipitation des chefs révolutionnaires en Amérique durant les premiers mois de la guerre, et ce n'est pas elle qui est alors à l'initiative. Des efforts substantiels sont néanmoins apportés, et nous avons tout lieu de penser que c'est d'abord la raison d'être de la *neue Abteilung* de Shanghai⁹¹⁸. Les émigrés, lors de leur voyage vers l'Inde, doivent en effet nécessairement faire halte en Chine, de même que les Indiens de Chine, du Japon, des Philippines et d'autres pays asiatiques sont travaillés

915JENSEN, Joan M., « The "Hindu Conspiracy": A Reassessment », *Pacific Historical Review*, vol. 48, n° 1 (fév. 1979), p. 73

916ROWLATI, *Sedition Committee, Report 1918*, Calcutta, 1918, pp. 153-154 ; SAREEN, Tilak Raj, *Indian Revolutionary Movement Abroad (1905-1921)*, Sterling, New Delhi, Bangalore & Jullundur, 1979, pp. 95-105

917KER, James Campbell, *Political Trouble in India, 1907-1917*, Calcutta, Superintendent Government Printing, 1917, p. 263 ; SAREEN, Tilak Raj, *Indian Revolutionary Movement Abroad (1905-1921)*, Sterling, New Delhi, Bangalore & Jullundur, 1979, p. 123

918BOSE, Arun Coomer, *India Revolutionaries Abroad, 1905-1922, In the Background of International Developments*, Bharati Bhawan, Patna, 1971, pp. 148-149

par la propagande ghadarites⁹¹⁹ et émigrent, eux aussi, vers l'Inde⁹²⁰. Dans cette optique, il semblerait que les différents diplomates allemands d'Asie soient placés sous les ordres directs du Dr Knipping, consul général à Shanghai, qui obéit lui-même aux instructions du comte Bernstorff⁹²¹, ambassadeur à Washington⁹²².

f- Les chefs ghadarites et la Chine : Bhagwan Singh

Le Dr Bhai Bhagwan Singh Gyanees est né le 27 juillet 1884 dans le village de Wring, district d'Amritsar, au Panjab. À l'âge de vingt ans, il obtient le grade universitaire de « *gyanees* », puis occupe une place de professeur à l'Updeshak College de Gujranwala. Lecteur en sikhisme en 1907, sa nouvelle situation le pousse à voyager dans le nord de l'Inde. C'est à cette période que Bhagwan Singh épouse la cause de l'indépendantisme. Après les premiers revers subis par les révolutionnaires indiens au Panjab, Bhagwan Singh enseigne et étudie à Daska, dans le district de Sialkot, avant de quitter son pays natal en août 1909⁹²³.

Il voyage alors à travers la Birmanie, le Siam, Java, les États malais et les Établissements des Détroits. Au scandale de ses positions toujours ouvertement révolutionnaires, s'ajoute semble-t-il des reproches concernant son comportement et son orthodoxie religieuse, notamment à Perak, dans les États malais fédérés, puis plus tard à Hongkong, où il est prêtre (*granthi*). On le soupçonne notamment d'avoir dû quitter l'Inde, non pour faciliter la cause de l'indépendance indienne, mais pour avoir enlevé une femme mariée⁹²⁴. Manabendra Nath Roy, dans ses mémoires, porte un jugement bien plus sévère sur le personnage. Il le présente comme un cinquantenaire bourru, voire

919Arun Coomer Bose n'hésite pas à faire remonter l'époque à laquelle les Indiens de Chine sont en majorité engagés dans des combinaisons révolutionnaires à 1910-1912. BOSE, Arun Coomer, *India Revolutionaries Abroad, 1905-1922, In the Background of International Developments*, Bharati Bhawan, Patna, 1971, p. 74

920BOSE, Arun Coomer, *India Revolutionaries Abroad, 1905-1922, In the Background of International Developments*, Bharati Bhawan, Patna, 1971, pp. 87-89, 121-123, 161

921Johann Heinrich comte von Bernstorff, né le 14 novembre 1862 à Londres, décédé le 6 octobre 1939 à Genève, service diplomatique, à Constantinople (auj. Istanbul), Beograd, Sankt-Peterburg, München, secrétaire de légation à Londres 1902, au Caire 1906, ambassadeur à Washington 1908, à Constantinople 1917, député 1921-1928, président de la Ligue allemande pour la Société des Nations 1922, délégué à la conférence pour le désarmement 1926-1931, émigre en Suisse 1933

922KER, James Campbell, *Political Trouble in India, 1907-1917*, Calcutta, Superintendent Government Printing, 1917, p. 272 ; ROWLATT, *Sedition Committee, Report 1918*, Calcutta, 1918, p. 120 ; STREETS-SALTER, Heather, *World War One in Southeast Asia, Colonialism and Anticolonialism in An Era of Global Conflict*, Cambridge University Press, Cambridge, 2016, pp. 209-210

923SINGH, S.P., *Bhai Bhagwan Singh Gyanees, The Story of My Grandfather*, <https://web.archive.org/web/20080914214652/http://www.sikhpioneers.org/P1BhaiBhagwanSinghGyanees.html>, page archivée le 14 septembre 2008

924Capt. C. McI. Messer, capitaine superintendant de police, Note « Bhagwan Singh », 17 mai 1915, NARA M1868-2 ; SINGH, S.P., *Bhai Bhagwan Singh Gyanees, The Story of My Grandfather*, <https://web.archive.org/web/20080914214652/http://www.sikhpioneers.org/P1BhaiBhagwanSinghGyanees.html>, page archivée le 14 septembre 2008

vulgaire, peureux, libidineux et qui ne pense qu'à manger et à boire de la bière. Ce jugement est à nuancer cependant : Roy n'a jamais tenu les dirigeants du parti Ghadar en très haute estime, et il fait la connaissance de Bhagwan Singh sur le navire qui doit l'amener de Shanghai à Kôbe, caché à fond de cale afin d'échapper aux inspections impromptues des navires britanniques⁹²⁵.

Des États malais, Bhagwan Singh se rend à Hongkong en mars 1910. Là le suivent, et les scandales, et l'intérêt des autorités. En effet, sans être ouvertement séditionniste dans ses prêches, il continue ses activités révolutionnaires et propagandaires. Il est alors arrêté à deux reprises, en 1911 et en 1912. La fréquentation de prostituées chinoises fournit au gouvernement britannique un argument supplémentaire pour le déplacer de la colonie. En mai 1913, Bhagwan Singh organise le retour en Inde de sa femme et de ses trois enfants, alors que lui-même se rend à Vancouver⁹²⁶. Il y prêche désormais la sédition de manière ouverte. Arrêté deux mois après son arrivée, il est déporté vers l'Inde le 18 novembre 1913, sur le RMS Empress of Japan⁹²⁷.

Lors de son escale japonaise, Bhagwan Singh parvient à échapper à la vigilance de ses gardes. Il loge chez Maulana Barkatullah, autre indépendantiste et pan-islamiste⁹²⁸. Dans ce pays, il rencontre Sun Yat-Sen et Tôyama Mitsuru, fondateur de la société de l'Océan noir⁹²⁹. En mars 1914, il tente de rejoindre l'Allemagne sur un navire japonais, mais est découvert par les Britanniques à Shanghai, et s'enfuit au Japon, déguisé en Japonais, avec l'aide du capitaine du vaisseau⁹³⁰. Lors du passage du Komagata Maru en mai 1914, il monte à bord afin d'y encourager les sentiments indépendantistes et antibritanniques des passagers⁹³¹.

Ainsi, lorsque Bhagwan Singh arrive à San Francisco, le 23 mai 1914, n'est-il étranger ni

925ROY, M.N., *Memoirs*, Bombay, New Delhi, Calcutta & Madras, Allied Publishers, 1964, pp. 15-17

926Capt. C. McI. Messer, capitaine superintendant de police, Note « Bhagwan Singh », 17 mai 1915, NARA M1868-2 ; KER, James Campbell, *Political Trouble in India, 1907-1917*, Calcutta, Superintendent Government Printing, 1917, pp. 238-239 ; MUKHERJEE, Uma, *Two Great Indian Revolutionaries, Rash Behari Bose & Jyotindra Nath Mukherjee*, K.L. Mukhopadhyay, Calcutta, 1966, pp. 73-74 ; BOSE, Arun Coomer, *India Revolutionaries Abroad, 1905-1922, In the Background of International Developments*, Bharati Bhawan, Patna, 1971, pp. 73-74 ; SINGH, S.P., *Bhai Bhagwan Singh Gyanee, The Story of My Grandfather*, <https://web.archive.org/web/20080914214652/http://www.sikhpioneers.org/P1BhaiBhagwanSinghGyanee.html>, page archivée le 14 septembre 2008

927Memorandum regarding Hindus convicted in the German-Hindu conspiracy case, « Bhagwan Singh », NARA M1868-2 ; SINGH, S.P., *Bhai Bhagwan Singh Gyanee, The Story of My Grandfather*, <https://web.archive.org/web/20080914214652/http://www.sikhpioneers.org/P1BhaiBhagwanSinghGyanee.html>, page archivée le 14 septembre 2008

928cf. p. 256

929Kanji : 玄洋社, romaji : Gen'yōsha ; cf. pp. 255-257 ; SINGH, S.P., *Bhai Bhagwan Singh Gyanee, The Story of My Grandfather*, <https://web.archive.org/web/20080914214652/http://www.sikhpioneers.org/P1BhaiBhagwanSinghGyanee.html>, page archivée le 14 septembre 2008 ; DEEPAK, B.R., « The Colonial Connections: Indian and Chinese Nationalists in Japan and China », *China Report*, n° 48 (2012), p. 154

930SINGH, S.P., *Bhai Bhagwan Singh Gyanee, The Story of My Grandfather*, <https://web.archive.org/web/20080914214652/http://www.sikhpioneers.org/P1BhaiBhagwanSinghGyanee.html>, page archivée le 14 septembre 2008

931Capt. C. McI. Messer, capitaine superintendant de police, Note « Bhagwan Singh », 17 mai 1915, NARA M1868-2

aux activités révolutionnaires, ni à l'Asie de l'Est. Le fondateur du parti Ghadar, Lala Har Dayal Singh Mathur, après une arrestation pour propagande anarchiste en avril 1914, fuit en Allemagne. Bhagwan Singh en prend alors la présidence, Maulana Barkatullah en devient vice-président, et Ram Chandra Bharadwaj prend les rênes du journal éponyme du parti⁹³². Hors, si la guerre européenne, et donc le pan-islamisme allemand, amène Barkatullah en Europe – puis en Afghanistan – dès la fin du mois d'octobre 1914, Bhagwan Singh quitte l'Amérique pour un autre avant-poste du nationalisme révolutionnaire indien : l'Asie de l'Est. Il est important de noter ici que l'intérêt du parti Ghadar pour l'Asie ne date pas de la mission de Bhagwan Singh. Dès mai 1913, Guran Ditt Kumar⁹³³ se rend en effet de San Francisco à Manila⁹³⁴ afin d'y établir une base du Ghadar et de superviser le travail effectué à Hongkong et à Shanghai⁹³⁵. Par ailleurs, un Mathra Singh travaille la communauté indienne de Shanghai dans le sens ghadarite depuis septembre 1913⁹³⁶.

Bhagwan Singh passe plusieurs années à arpenter la région, notamment le Japon, les Philippines et la Chine⁹³⁷. Le 21 novembre, il parvient à Manila⁹³⁸, où il établit une branche du Ghadar, œuvre qu'il continue à Shanghai, Hankou, Hongkong, puis à Singapour, Bangkok et Yokohama entre la fin de 1914 et le début de 1915⁹³⁹. Beijing, Guangzhou, Nanjing et Tianjin sont d'autres centres d'activités du Ghadar en Chine, grâce aux efforts de Bhagwan Singh⁹⁴⁰. Dès cette époque, il travaille de concert avec l'Allemagne et notamment son consulat général à Shanghai. La *neue Abteilung* est déjà active, notamment en ce qui concerne l'enjeu indien, bien qu'elle ne soit pas citée nommément par les services secrets britanniques⁹⁴¹. En effet, au début du mois de décembre

932Notes on accused, « Bhagwan Singh », NARA M1868-2 ; Notes on accused, « Santokh Singh », NARA M1868-2 ; sur l'organisation du parti Ghadar, cf. PURI, Harish K., *Ghadar Movement, Ideology Organisation and Strategy*, Amritsar, Guru Nanak Dev University, 1993

933Guran Ditt Kumar (Singh), natif de Bannu dans la Province de la Frontière du Nord-Ouest (auj. Khyber Pakhtunkhwa), rejoint le *National College* de Calcutta (auj. Kolkata) en tant que professeur de hindi et d'ourdou 1907, à Vancouver 31 octobre 1907, à Seattle août 1909, lance le journal *Swadesh Sewak* en gurmukhi à Vancouver novembre 1909 – 1911

934Auj. Maynilà

935KER, James Campbell, *Political Trouble in India, 1907-1917*, Calcutta, Superintendent Government Printing, 1917, p. 237 ; RAMNATH, Maia, *Haj to Utopia: How the Ghadar Movement Charted Global Radicalism and Attempted to Overthrow the British Empire*, University of California Press, Berkeley, 2011, p. 75

936DEEPAK, B.R., « Revolutionary Activities of the Ghadar Party in China », *China Report*, n° 35 (1999), p. 442

937Notes on accused, « Ram Chandra », NARA M1868-2 ; Notes on accused, « Bhagwan Singh », NARA M1868-2

938Auj. Maynilà

939Note « Beginning of war, Hindu activities, Am. activities », NARA M1868-2 ; Notes on accused, « Santokh Singh », NARA M1868-2 ; RAMNATH, Maia, *Haj to Utopia: How the Ghadar Movement Charted Global Radicalism and Attempted to Overthrow the British Empire*, University of California Press, Berkeley, 2011, p. 75 ; YIN, Cao, *Red Turbans on the bund, Sikh Migrants, Policemen, and Revolutionaries in Shanghai 1885-1945*, thèse non-publiée, National University of Singapore, 2016, p. 153

940DEEPAK, B.R., « Revolutionary Activities of the Ghadar Party in China », *China Report*, n° 35 (1999), p. 440 ; cf. annexe n° 14

941Note « Beginning of war, Hindu activities, Am. activities », NARA M1868-2 ; Notes on accused, « Santokh Singh », NARA M1868-2 ; cf. chapitre I-II, pp. 215-252

1914, Adolf Nielsen, le consul général Knipping, et trois ghadarites : Tahal Singh, Santosh Singh et Shiv Dayal Kapur, décident de diriger les ghadarites retournant en Inde vers Shanghai, et de là à Shantou, où un marchand indien du nom de Haroon doit les amener à Bangkok. Certains reviennent ensuite en Inde *via* Penang, tandis que d'autres participent au plan Siam-Birmanie⁹⁴². Arun Coomer Bose estime que ce système a bien fonctionné pendant près d'une année, et que les Allemands ont dépensé trente mille dollars dans le but d'aider les ghadarites à rejoindre le Siam durant cette période⁹⁴³.

Le 15 janvier 1915 et sur recommandation des services d'immigration américains, un mandat d'arrêt est émis contre Bhagwan Singh⁹⁴⁴. Il est arrêté le 8 février par les douanes philippines alors qu'il tente de se rendre au côté néerlandais – et donc neutre – de l'île de Bornéo. Ses noms d'emprunt (B.S. Jakh, J. Amar, Amar Singh, Ram Lal, Bali Pritam) sont connus des Américains, et après avoir tenté de maintenir sa couverture, il admet être un chef révolutionnaire indien et dit se rendre dans son pays natal⁹⁴⁵. Il est relâché, mais désormais Ram Chandra lui délègue un « aide et messenger », Gopal Singh, auparavant responsable de l'édition du journal du *Ghadar* en gurmukhi. Ce dernier parvient à Manila⁹⁴⁶ le 27 mars 1915⁹⁴⁷.

Le 17 juin, Bhagwan Singh quitte les Philippines pour se rendre au Japon, Gopal Singh lui permettant de garder contact avec la *neue Abteilung* à Shanghai, et notamment le fameux agent Adolf Nielsen⁹⁴⁸. Au début de septembre 1915, Nielsen fait d'ailleurs demander le chef ghadarite par Tahal Singh, nommé à la tête du Ghadar shanghaien par Bhagwan Singh trois mois plus tôt⁹⁴⁹. Ce dernier, étant alors retenu en Corée et en Mandchourie y envoie d'abord Gopal Singh et Rash Behari Bose⁹⁵⁰, qui assistent à une réunion du Ghadar ayant lieu *chez Nielsen* pendant leur visite et reçoivent de l'agent allemand pas moins de cinquante mille yen⁹⁵¹. En octobre 1915, Bhagwan Singh

942cf. pp. 272-275

943BOSE, Arun Coomer, *India Revolutionaries Abroad, 1905-1922, In the Background of International Developments*, Bharati Bhawan, Patna, 1971, p. 123 ; cf. annexe n° 15

944Memorandum regarding Hindus convicted in the German-Hindu conspiracy case, « Bhagwan Singh », NARA M1868-2

945Notes on accused, « Bhagwan Singh », NARA M1868-2 ; RAI, Lala Lajpat, *Young India, An Interpretation and A History of the Nationalist Movement from within*, London, Home Rule for India League, 1917, p. 207

946Auj. Maynilà

947Notes on accused, « Ram Chandra », NARA M1868-2 ; Notes on accused, « Bhagwan Singh », NARA M1868-2 ; Notes on accused, « Gopal Singh », NARA M1868-2

948Notes on accused, « Bhagwan Singh », NARA M1868-2 ; Memorandum regarding Hindus convicted in the German-Hindu conspiracy case, « Bhagwan Singh », NARA M1868-2

949Notes on accused, « Gopal Singh », NARA M1868-2 ; Son nom est souvent orthographié Tehl Singh. BOSE, Arun Coomer, *India Revolutionaries Abroad, 1905-1922, In the Background of International Developments*, Bharati Bhawan, Patna, 1971, p. 148

950Rash Behari Bose, né le 25 mai 1886 à Subaldaha, district de Purba Bardhaman, Bengale occidentale, lié aux révolutionnaires bengalais, puis au parti Ghadar, fuit au Japon 1915, naturalisé japonais 1923, organise une conférence des chefs de la Ligue pour l'indépendance de l'Inde à Tôkyô, puis à Bangkok 1942, organise l'armée nationale indienne ou *Azad Hind Fauj*

951Notes on accused, « Bhagwan Singh », NARA M1868-2 ; Notes on accused, « Gopal Singh », NARA M1868-2 ; BOSE,

se rend lui-même en Chine et rencontre Gopal Singh, soit à Shanghai, soit à Nanjing. De là, ils se rendent ensemble à Tianjin, mais manquent de peu d'être arrêtés par les Britanniques, suite à quoi Gopal Singh se réfugie à Nanjing et Bhagwan Singh sur la concession austro-hongroise de Tianjin, sous le nom d'emprunt de J. Amar⁹⁵². C'est en effet l'époque où les Britanniques de Shanghai découvrent et l'existence de la *neue Abteilung* et l'affaire « Médecine pour l'Inde »⁹⁵³.

Au début du mois de mai 1916, Bhagwan Singh quitte Shanghai en compagnie de M.N. Roy et parvient à se rendre clandestinement à Kôbe⁹⁵⁴. De là, il parvient à se rendre à San Francisco en juin, mais au mépris de la loi américaine⁹⁵⁵. Il reprend donc la mer et parvient à Balboa, au Panama, le 21 juin 1916, par le SS Cuzco⁹⁵⁶. Sa situation panaméenne n'étant pas plus tenable, il quitte Cristobal, au Panama, le 4 octobre 1916 par le SS Alliance, en direction de Galveston, Texas⁹⁵⁷. Il est alors détenu trois jours à La Habana avant d'être renvoyé au Panama par les services d'immigration américains⁹⁵⁸. Ayant tenté une nouvelle traversée, légale cette fois-ci, il parvient à New York le 11 octobre 1916⁹⁵⁹. Il se rend alors à San Francisco, où il dirige un parti Ghadar dissident, rejoint par Gopal Singh et Santokh Singh⁹⁶⁰. Le 18 avril 1917, il est arrêté à la frontière mexicaine. Il est condamné à dix-huit mois d'emprisonnement pour violation de la neutralité américaine au fameux procès de San Francisco⁹⁶¹. Gopal Singh y est lui condamné, à un an et un jour de prison.

Arun Coomer, *India Revolutionaries Abroad, 1905-1922, In the Background of International Developments*, Bharati Bhawan, Patna, 1971, p. 148

952Notes on accused, « Bhagwan Singh », NARA M1868-2 ; Memorandum regarding Hindus convicted in the German-Hindu conspiracy case, « Bhagwan Singh », NARA M1868-2

953cf. pp. 216-218

954Memorandum regarding Hindus convicted in the German-Hindu conspiracy case, « Bhagwan Singh », NARA M1868-2 ; ROY, M.N., *Memoirs*, Bombay, New Delhi, Calcutta & Madras, Allied Publishers, 1964, pp. 15-17

955Notes on accused, « Ram Chandra », NARA M1868-2

956Notes on accused, « Bhagwan Singh », NARA M1868-2 ; Memorandum regarding Hindus convicted in the German-Hindu conspiracy case, « Bhagwan Singh », NARA M1868-2

957Notes on accused, « Bhagwan Singh », NARA M1868-2 ; Memorandum regarding Hindus convicted in the German-Hindu conspiracy case, « Bhagwan Singh », NARA M1868-2

958SINGH, S.P., *Bhai Bhagwan Singh Gyanee, The Story of My Grandfather*,

<https://web.archive.org/web/20080914214652/http://www.sikhpioneers.org/P1BhaiBhagwanSinghGyanee.html>, page archivée le 14 septembre 2008

959Notes on accused, « Bhagwan Singh », NARA M1868-2 ; SINGH, S.P., *Bhai Bhagwan Singh Gyanee, The Story of My Grandfather*,

<https://web.archive.org/web/20080914214652/http://www.sikhpioneers.org/P1BhaiBhagwanSinghGyanee.html>, page archivée le 14 septembre 2008

960Notes on accused, « Bhagwan Singh », NARA M1868-2 ; Notes on accused, « Santokh Singh », NARA M1868-2 ; Notes on accused, « Gopal Singh », NARA M1868-2 ; MUKHERJEE, Uma, *Two Great Indian Revolutionaries, Rash Behari Bose & Jyotindra Nath Mukherjee*, K.L. Mukhopadhyay, Calcutta, 1966, p. 71. Les Américains le croient arrivés à San Francisco par le SS Ecuador en provenance de Yokohama. Memorandum regarding Hindus convicted in the German-Hindu conspiracy case, « Taraknath Das », NARA M1868-2 ; Santokh Singh, né à Singapore en 1893, décédé en 1927, au Panjab 1903, délégué Ghadar au 4^e congrès de l'International communiste 1922, arrêté alors qu'il tente d'entrer en Inde par la frontière du nord-ouest et condamné à un an de prison 1924, lance le journal *Kirti* 1926

961Notes on accused, « Bhagwan Singh », NARA M1868-2

g- La frontière sino-birmane⁹⁶²

Bien qu'il ne se soit probablement jamais rendu à Bangkok, un des ouvrages essentiels de Bhagwan Singh en Asie est l'organisation du plan dit « Siam-Birmanie ». Étant donnée la situation géographique de l'Inde, il n'est pas étonnant que l'Allemagne, qui par ailleurs envoie une mission en Perse et en Afghanistan⁹⁶³, s'intéresse aussi à la frontière nord-est, bien plus perméable et facile d'accès, c'est-à-dire en premier lieu la frontière siamo-birmane. La frontière nord de l'Inde est bien sûr inaccessible aux efforts allemands en raison de la chaîne himalayenne, de l'indépendance tibétaine (déclarée en 1913) ainsi que de l'absence de consulats dans la région. Les pays frontaliers de la Birmanie, la Chine et le Siam, sont deux pays neutres qui, contrairement à la et l'Afghanistan au nord-ouest de l'Inde, sont parcourus par un dense réseau diplomatique des deux empires centraux et comportent d'importantes communautés indiennes au début de la guerre (plusieurs centaines d'individus en Chine et presque deux mille au Siam)⁹⁶⁴. La Birmanie est quant à elle un centre d'activités pan-islamiques soutenu par le consul ottoman à Rangoon⁹⁶⁵, notamment depuis la visite de Tewfiq Bey en 1913. Les Ottomans y envoient plusieurs agents dès 1914⁹⁶⁶. Les Bengalais du Yugantar joignent leurs forces aux pan-islamistes la même année⁹⁶⁷. La Birmanie compte en effet quatre cent mille musulmans au moment de la guerre. Un habitant de Rangoon sur six est mahométan⁹⁶⁸.

Ainsi, au printemps 1915, deux Chinois approchent-ils le prince birman Myngoon-Min⁹⁶⁹ à Sàï Gòn⁹⁷⁰ afin de le mettre à la tête d'une insurrection anti-britannique dans son pays natal. Ce dernier dénonce cependant les messagers aux autorités indochinoises. Interrogés, les deux Chinois admettent avoir été envoyés par le Dr Ernst Arthur Voretzsch⁹⁷¹, figure principale du soutien

962cf. annexe n° 16

963cf. chap. II-4

964MUKHERJEE, Uma, *Two Great Indian Revolutionaries, Rash Behari Bose & Jyotindra Nath Mukherjee*, K.L. Mukhopadhyay, Calcutta, 1966, p. 71-72

965Auj. Yangon

966ROWLATT, *Sedition Committee, Report 1918*, Calcutta, 1918, p. 170

967BOSE, Arun Coomer, *India Revolutionaries Abroad, 1905-1922, In the Background of International Developments*, Bharati Bhawan, Patna, 1971, p. 135

968ROWLATT, *Sedition Committee, Report 1918*, Calcutta, 1918, p. 167

969Prince Myngoon-Min, né en 1884, décédé en 1921 à Sàï Gòn, tentative de coup d'État 1866, hériter du royaume de Haute-Birmanie 1878, à Chandernagor (auj. Chandannagar) 1882, à Pondichéry (auj. Puducherry) 1884 cf. KHORAT, Pierre, « l'Odyssée d'un prétendant birman », *Revue des Deux Mondes*, vol. 48, n° 3 (1^{er} décembre 1908), pp. 678-708 ; DELAYE, Karine, « l'Affaire Myngoon Min ou les tribulations d'un prince birman entre rivalités impérialistes et entente cordiale (1884-1921) », in Jacques Weber, *les Relations entre la France et l'Inde de 1673 à nos jours*, Paris, les Indes savantes, 2002 ; EDWARDS, Penny, « The Elusive Exile of Prince Myngoon of Burma », in Ronit Ricci, *Exile in Colonial Asia: Kings, Convicts, Commemoration*, 2016

970Auj. Thành phố Hồ Chí Minh

971Dr Ernst Arthur Voretzsch, né le 13 août 1868 à Lucka, Thuringe, décédé le 18 mai 1965 à Colmberg, Bavière, étudie le droit et l'histoire à Göttingen, Berlin et Leipzig, docteur en droit 1895, service diplomatique 1899, vice-consul à Calcutta (auj. Kolkata), Christiania (auj. Oslo), Johannesburg, consul à Hongkong, Hankou 1914-1917, ministre d'Allemagne à Christiania 1919, Lisboa 1920 et Tôkyô 1928-1933, fonde le lycée allemand de Lisboa 1925, le *deutsche Kulturinstitut* de Tôkyô 1932 et le musée d'art asiatique de Bamberg 1937, *Spruchkammervorsitzende*

allemand aux indépendantistes vietnamiens en Chine et consul d'Allemagne à Hankou⁹⁷². Dès décembre 1914, les Britanniques détiennent la preuve d'un complot yunnanais dirigé contre la Birmanie par le gouverneur militaire de la province, Tang Jiyao⁹⁷³, avec le soutien probable du consul allemand à Yunnanfu⁹⁷⁴, le Dr Fritz Weiss⁹⁷⁵.

De fait, Charles Lépissier à Simao, parti sur les traces d'agents ennemis, à savoir un Autrichien, Pawelka⁹⁷⁶, un Allemand se disant consul en Chine et leur interprète musulman nommé « Tou », découvre-t-il que les efforts à la frontière sino-birmane ne sont pas découragés à l'été 1915, malgré la protestation britannique à Beijing près d'un an plus tôt. D'après Lépissier, cette « mission Pawelka », qui n'est pas ou peu dirigée contre le Haut-Laos⁹⁷⁷, comme ont pu le craindre les autorités françaises, a un double objet : propagande jihadiste d'une part⁹⁷⁸, organisation d'une expédition armée contre la Birmanie par ailleurs. Après s'être rendu lui-même à Simao en juillet, Lépissier envoie deux émissaires sur la trace de la « mission Pawelka ».

La région de Sipsong Panna est partagée entre la Chine (auj. Préfecture autonome dai de Xishuangbanna), la France (Haut-Laos et pays taï) et le Royaume-Uni (États shan de Birmanie). Du côté chinois, trois chefs « indigènes » (non-han) subsistent : le « roi de Tche-Li », le « tou-seu » de « Kieou-Long-Kiang » et le « tou-seu » de « Mong-Lieu » (Menglian ?). C'est ce dernier chef, un nommé « Tao », dont la mission Pawelka – sur les ordres du consul d'Allemagne à Yunnanfu⁹⁷⁹ –

pour l'Ansbach 1945, co-fondateur de la *christliche-soziale Union* (CSU) 1945, docteur *honoris causa* de l'Université de Erlangen 1958 cf. WIPPICH, Rolf-Harald, « Dr Ernst-Arthur Voretzsch, Deutscher Botschafter in Tokyo im Übergang von der Weimarer Republik zum "Dritten Reich" (1928-1933) », in *Deutschland – Japan in der Zwischenkriegszeit*, 1990, pp. 129-162, VORETZSCH, Ernst-Arthur, *Chinesische Gemälde*, 1932

972BOSE, Arun Coomer, *India Revolutionaries Abroad, 1905-1922, In the Background of International Developments*, Bharati Bhawan, Patna, 1971, pp. 137-138 ; STREETS-SALTER, Heather, *World War One in Southeast Asia, Colonialism and Anticolonialism in An Era of Global Conflict*, Cambridge University Press, Cambridge, 2016, p. 210 ; cf. pp. 332-335

973Maréchal Tang Jiyao, 唐吉尧, né le 14 août 1883 à Qujing, Yunnan, décédé le 23 mai 1927 à Yunnanfu (auj. Kunming), étudie la théorie militaire à Tôkyô 1904, membre du TMH puis du ZGD, académie militaire impériale japonaise 1907, au Yunnan 1909, participe à l'insurrection de Wuhan 1911, gouverneur militaire du Guizhou 1912, du Yunnan 1913, déclare l'indépendance du Yunnan 1915, nommé maréchal par Sun Yat-Sen 1917, défait dans la guerre Yunnan-Guangxi 1925-1927

974Auj. Kunming

975Lépice, délégué par intérim du ministère français des affaires étrangères au Yunnan, à Conty, ministre de France à Beijing, 14 août 1915, CADN Pékin 510bis ; Max Friedrich "Fritz" Weiss, puis Wyss (1951), né le 23 février 1877 à Zürich, décédé le 22 octobre 1955 à Heidelberg, étudie le droit et le chinois à Berlin, douanes maritimes de Qingdao 1899, service diplomatique (interprète) 1900, consul à Chongqing et Chengdu 1911, consul à Yunnanfu (auj. Kunming) 1914-1917, ministre à Addis Abeba 1921-1928, puis en Amérique latine 1928-1934, à Berlin 1936 cf. WEISS, Fritz, *Als deutscher Konsul in China, Erinnerungen 1899-1911*, Harassowitz Verlag, Berlin, 2017 et DOHRMANN, Alke, « Fritz Weiss: Unter Schildkröten und Hyänen. Das Leben eines Gesandten und seiner Familie in der deutschen Gesandtschaft in Addis Abeba in den 20er Jahren », in Kerstin Volker-Saad, Anna Greve (éds), *Äthiopien und Deutschland. Sehnsucht nach der Ferne*, Deutscher Kunstverlag, München & Berlin, 2006

976F. Pawelka, *watcher* aux douanes maritimes chinoises août 1900, démissionne (alors en poste à Mengzi) juin 1915

977cf. pp. 338-340 ; Roume, gouverneur général de l'Indochine au ministre de France à Beijing, 24 août 1915, CADN Pékin 510bis ; Ministre de France à Beijing à Lu Zhengxiang, 26 août 1915, CADN Pékin 510bis

978Cela est au moins prouvé en ce qui concerne l'imam de la mosquée de Pu'er, rencontré par Lépissier. cf. chap. II-4

979Lépissier à Lépice, délégué par intérim du ministère français des affaires étrangères au Yunnan, 3 novembre 1915,

devait acheter le concours afin de pénétrer en Birmanie par Menghai. Ce dernier « tou-seu » aurait deux cents hommes de troupes permanentes à sa disposition et aurait la possibilité de réquisitionner jusqu'à mille huit cents hommes supplémentaires. Seule une intervention française à Beijing basée sur les renseignements de Lépissier permet de faire échouer les efforts austro-allemands, la mission Pawelka devant rester un mois et six jours à « Tchen-Pien-Ting » sans avoir pu rencontrer le « tou-seu »⁹⁸⁰. Sohan Lal Pathak et Hassan Khan, ghadarites impliqués dans le plan Siam-Birmanie, se dirigent eux de Rangoon⁹⁸¹ vers la frontière sino-birmane en janvier 1915, *a priori* dans le but d'y travailler les soldats et policiers indiens⁹⁸². Le 3 août, peu après l'échec du plan, une quarantaine d'Indiens, bien armés, avec trente mules, partent de Chiang Mai, en direction des États shan. Il est probable qu'ils tentent de rejoindre la mission Pawelka. Cependant, ils se perdent en route et doivent retourner au Siam⁹⁸³.

En 1915, M.N. Roy est à Shanghai dans le cadre du plan Kraft⁹⁸⁴. D'après lui, le Dr Knipping disparaît mystérieusement le jour où il doit donner les ordres nécessaires. Cependant, il obtient du consul allemand à Shanghai une somme d'argent suffisamment importante pour financer un projet bengalais : la révolte des Abors. Le terme « Abors » signifie « barbares » ou « indépendants » et s'applique aux tribus frontalières de l'Arunachal Pradesh, notamment les Adis et les Galos. Il semble que les révolutionnaires bengalais les aient incités à la rébellion, et que Roy ait tenté de fournir aux Abors des armes par voie de terre. Il ne précise pas cependant sur quels soutiens les Bengalais peuvent compter (Tang Jiyao ? Fritz Weiss ?) pour mettre ce plan à exécution⁹⁸⁵. D'après le rapport Ker, lorsque deux recrues du Yugantar rencontrent le consul d'Allemagne à Batavia⁹⁸⁶ à la fin de 1915, ce dernier « condescend » à mentionner le projet d'un Bengalais de Shanghai de faire passer des armes en Assam par Dali, tout en le disant sans espoir de réussite – bien qu'apparemment ce

CADN Pékin 510bis

980Roume, gouverneur général de l'Indochine, au ministre de France à Beijing, 24 août 1915, CADN Pékin 510bis ; Lépissier à Lépice, délégué par intérim du ministère français des affaires étrangères au Yunnan, 3 novembre 1915, CADN Pékin 510bis ; Lépissier à Lépice, délégué par intérim du ministère français des affaires étrangères au Yunnan, 3 décembre 1915, CADN Pékin 510bis ; Charles Lépissier, *Mission à Si Mao*, Collection Lépissier

981Auj. Yangon

982BOSE, Arun Coomer, *India Revolutionaries Abroad, 1905-1922, In the Background of International Developments*, Bharati Bhawan, Patna, 1971, p. 136

983KER, James Campbell, *Political Trouble in India, 1907-1917*, Calcutta, Superintendent Government Printing, 1917, p. 294 ; BOSE, Arun Coomer, *India Revolutionaries Abroad, 1905-1922, In the Background of International Developments*, Bharati Bhawan, Patna, 1971, p. 141

984cf. pp. 287-289

985Nous ne connaissons pas la date exacte, qui n'est pas précisée dans les mémoires de M.N. Roy. Cependant, la coïncidence avec la révolte des Murongs au Tonkin, elle directement provoquée par Fritz Weiss, est au moins troublante. Par ailleurs, nous savons que Roy a été en contact direct avec Tang dans le cadre d'une autre opération. cf. pp. 290-293 ; ROY, M.N., *Memoirs*, Bombay, New Delhi, Calcutta & Madras, Allied Publishers, 1964, pp. 4-5 et 12

986Auj. Jakarta

consul soit « dégoûté » de cette affaire, et que Knipping soit réputé se méfier des Indiens⁹⁸⁷. Par ailleurs, Tarak Nath Das, agent du IUK en Chine, tente toujours en 1916, bien après l'échec du plan Siam-Birmanie, de faire passer des armes en Inde par la frontière yunnanaise et tibétaine⁹⁸⁸. On note enfin que les États shan de Birmanie constituent l'un des objectifs principaux établis par le IUK à Berlin, avec la Chine et le Siam⁹⁸⁹. Enfin, sur la nouvelle de négociations entreprises avec Sun Yat-Sen⁹⁹⁰, le Yugantar décide en février 1916 d'envoyer deux groupes aux passages les plus probables par lesquels les armes auraient pu franchir la frontière sino-indienne, à savoir à Udalguri, au sud du Bhoutan, et à Ledo, au coin nord-est de l'Assam. Les émissaires bengalais sont restés jusqu'à l'arrivée de la mousson, sans que les armes ne leur parviennent. Ce serait d'après Arun Coomer Bose, la dernière tentative des révolutionnaires bengalais de se procurer armes et soutien à l'étranger durant la guerre⁹⁹¹.

987KER, James Campbell, *Political Trouble in India, 1907-1917*, Calcutta, Superintendent Government Printing, 1917, p. 282

988Notes on accused, « Taraknath Das », NARA M1868-2

989SPERRY, Earl E., *German Plots and Intrigues in the United States during the Period of Our Neutrality*, Committee on Public Information, Washington, 1918, p. 48

990cf. pp. 290-293

991BOSE, Arun Coomer, *India Revolutionaries Abroad, 1905-1922, In the Background of International Developments*, Bharati Bhawan, Patna, 1971, p. 172

h- Le plan Siam- Birmanie

Un des aspects les plus connus des activités indépendantistes indiennes en Asie, notamment du fait de la médiatisation du procès de Mandalay, est le plan dit « Siam-Birmanie ». Dès octobre 1914, le parti Ghadar décide d'établir une base d'opérations au Siam, afin de travailler la police militaire birmane, principalement composée de Sikhs. Le baron von Oppenheim prend connaissance de ce plan en janvier 1915, lorsque Lala Har Dayal et Maulana Barkatullah parviennent à Berlin, et le principe d'une assistance allemande y est validé⁹⁹². Le Yugantar a quant à lui travaillé la région depuis 1913⁹⁹³. Le plan est « piloté » depuis Shanghai, mais financé en partie par la légation allemande à Bangkok⁹⁹⁴. Le Dr Voretzsch, mentionné plus haut, aurait dépensé cent mille marks lors de son séjour à Bangkok d'octobre à décembre 1914⁹⁹⁵. La frontière siamo-birmane est longue de mille huit cent kilomètres, montagneuse et parcourue de jungles peu densément peuplées. Un chemin de fer transfrontalier est d'ailleurs en construction du côté siamois de la frontière sous la supervision d'ingénieurs allemands ; les ouvriers sont indiens⁹⁹⁶.

Lorsque Har Dayal fuit en Europe et que Bhagwan Singh prend la présidence du Ghadar, Santokh Singh en devient le secrétaire. Il est d'abord chargé de collecter des fonds. Quand Bhagwan Singh quitte San Francisco pour Manila⁹⁹⁷, Santokh Singh s'y rend lui aussi avec une vingtaine de ghadarites et la mission plus particulière d'organiser la branche que le Ghadar envisage d'établir à Bangkok. Sohan Lal Pathak⁹⁹⁸ l'y précède. Santokh Singh assiste aux fameuses réunions avec l'agent allemand Adolf Nielsen, ainsi qu'à l'inauguration par Bhagwan Singh de la branche shanghaienne du Ghadar⁹⁹⁹.

En juin-juillet 1915, à l'apogée du Ghadar siamois, Santokh Singh a établi une branche à Bangkok, une presse à Pakoh¹⁰⁰⁰ – au sud-ouest de Chiang Mai – où un agent allemand devait

992FRASER, Thomas Grant, « Germany and Indian Revolution, 1914-1918 », *Journal of Contemporary History*, avr. 1977, vol. 12, n° 2, p. 266

993BOSE, Arun Coomer, *India Revolutionaries Abroad, 1905-1922, In the Background of International Developments*, Bharati Bhawan, Patna, 1971, pp. 72-73

994KER, James Campbell, *Political Trouble in India, 1907-1917*, Calcutta, Superintendent Government Printing, 1917, p. 294

995BOSE, Arun Coomer, *India Revolutionaries Abroad, 1905-1922, In the Background of International Developments*, Bharati Bhawan, Patna, 1971, p. 133

996RAMNATH, Maia, *Haj to Utopia: How the Ghadar Movement Charted Global Radicalism and Attempted to Overthrow the British Empire*, University of California Press, Berkeley, 2011, p. 81

997Auj. Maynilà

998Sohan Lal Pathak, né le 7 janvier 1883 à Patti, district d'Amritsar, décédé le 10 février 1916 à Mandalay, Birmanie, co-éditeur du *Bande Matram*, arrêté à Memyo, Birmanie, août 1915, condamné à mort au procès de Mandalay

999Notes on accused, « Santokh Singh », NARA M1868-2 ; cf. p. 266

1000Pakoh serait son quartier général, et il y travaillerait avec un conseiller militaire allemand. Notes on accused, « Santokh Singh », NARA M1868-2

faciliter le passage de la frontière birmane aux ghadarites¹⁰⁰¹, un camp à Bandon¹⁰⁰² – un lieu situé sur le tracé d'une voie ferrée où travaillent des Indiens sous la supervision d'ingénieurs allemands – dont on pense que certains Indiens embarquent pour la Birmanie¹⁰⁰³, un atelier de fabrications d'explosifs à Paknampho¹⁰⁰⁴. Une centaine de Sikhs et de musulmans indiens opèrent en ce dernier lieu sous la supervision de deux Allemands. Enfin, il existe un camp d'entraînement à la frontière birmane. On estime qu'en mars 1915, entre six et sept cents ghadarites ont émigré au Siam dans un but révolutionnaire¹⁰⁰⁵. Le chef ghadarite est en contact constant avec le ministre d'Allemagne à Bangkok, Dr Erwin Remy, par l'intermédiaire de deux Siamois¹⁰⁰⁶. Là comme au Yunnan, les Britanniques retrouvent des exemplaires de la *fatwa* appelant au jihad¹⁰⁰⁷. Sohan Lal Pathak, l'autre important ghadarite californien, possède différentes adresses à Bandon¹⁰⁰⁸, Bangkok et Pakoh. Il est notamment chargé de la fabrication de bombes et d'explosifs¹⁰⁰⁹. Enfin, une autre branche du Ghadar est établie à Rangoon¹⁰¹⁰ sous sa direction¹⁰¹¹. L'une des premières missions assignées à Gopal Singh par Bhagwan Singh est de se rendre à Bangkok pour rendre compte sur l'avancement du travail de Santokh Singh. Celui-ci se rend à Pakoh et y reste pendant la majeure partie du mois de juin¹⁰¹².

La Chine joue un rôle central dans les ambitions ghadarites au Siam. D'abord parce que les participants ne viennent pas seulement d'Amérique du Nord, mais aussi de l'Asie de l'Est¹⁰¹³. Ensuite, parce que le Dr Knipping, consul général d'Allemagne à Shanghai, finance en partie le

1001KER, James Campbell, *Political Trouble in India, 1907-1917*, Calcutta, Superintendent Government Printing, 1917, p. 294

1002Auj. Surat Thani

1003KER, James Campbell, *Political Trouble in India, 1907-1917*, Calcutta, Superintendent Government Printing, 1917, p. 289

1004cf. annexe n° 17

1005DEEPAK, B.R., « Revolutionary Activities of the Ghadar Party in China », *China Report*, n° 35 (1999), p. 443 ; RAMNATH, Maia, *Haj to Utopia: How the Ghadar Movement Charted Global Radicalism and Attempted to Overthrow the British Empire*, University of California Press, Berkeley, 2011, pp. 81-82 ; STREETS-SALTER, Heather, *World War One in Southeast Asia, Colonialism and Anticolonialism in An Era of Global Conflict*, Cambridge University Press, Cambridge, 2016, pp. 155-156

1006Notes on accused, « Santokh Singh », NARA M1868-2

1007MUKHERJEE, Uma, *Two Great Indian Revolutionaries, Rash Behari Bose & Jyotindra Nath Mukherjee*, K.L. Mukhopadhyay, Calcutta, 1966, p. 93 cf. chap. II-4 ; des exemplaires du journal *Ghadar* et de la *fatwa* jihadiste sont aussi retrouvés sur les agents du Ghadar en Birmanie ayant franchi la frontière siamoise. ROWLATT, *Sedition Committee, Report 1918*, Calcutta, 1918, p. 171

1008Auj. Surat Thani

1009Notes on accused, « Ram Chandra », NARA M1868-2

1010Auj. Yangon

1011ROWLATT, *Sedition Committee, Report 1918*, Calcutta, 1918, pp. 170-171 ; RAMNATH, Maia, *Haj to Utopia: How the Ghadar Movement Charted Global Radicalism and Attempted to Overthrow the British Empire*, University of California Press, Berkeley, 2011, p. 86

1012Notes on accused, « Gopal Singh », NARA M1868-2 ; Memorandum regarding Hindus convicted in the German-Hindu conspiracy case, « Gopal Singh », NARA M1868-2

1013FRASER, Thomas Grant, « Germany and Indian Revolution, 1914-1918 », *Journal of Contemporary History*, avr. 1977, vol. 12, n° 2, p. 267 ; STREETS-SALTER, Heather, *World War One in Southeast Asia, Colonialism and Anticolonialism in An Era of Global Conflict*, Cambridge University Press, Cambridge, 2016, p. 155

plan¹⁰¹⁴. Il arrange l'envoi d'armes et de munitions, notamment *via* un capitaine norvégien à Amoy¹⁰¹⁵ ou Shantou¹⁰¹⁶. C'est aussi sur ses instructions que trois gardes de la légation d'Allemagne à Beijing se rendent au Siam pour encadrer les révolutionnaires¹⁰¹⁷. Enfin, le plan vise non seulement à pénétrer en Birmanie par la frontière siamoise, mais aussi et simultanément depuis le Yunnan (probablement en direction des États shan)¹⁰¹⁸.

Les Britanniques connaissent le plan, et ce au moins depuis mars 1915. Une vingtaine de ghadarites est ainsi arrêtée du côté birman de la frontière dès cette date. En juin, un agent secret britannique, se faisant passer pour révolutionnaire, prend connaissance des détails du plan auprès du ministre austro-hongrois à Bangkok. Le 21 juillet 1915, le nouveau ministre britannique à Bangkok, Herbert Dering¹⁰¹⁹, porte le coup décisif en demandant l'extradition d'une cinquantaine d'indépendantistes¹⁰²⁰. Or, bien que l'opinion publique siamoise soit pro-allemande dans les premiers mois de la guerre, le roi Rama VI, ainsi que le prince-héritier Devawongse Varoparkar, sont pro-britanniques¹⁰²¹. Les arrestations ont lieu à partir du début du mois d'août. Au même moment, un dernier raid de six ghadarites est intercepté ; les « envahisseurs » sont pendus¹⁰²². Des restrictions au mouvement des Indiens de Thaïlande leur sont imposés à compter du 15 octobre 1915, étouffant tout espoir de ressusciter le plan¹⁰²³. Santokh Singh parvient cependant à fuir. Il revient à San Francisco le 15 novembre 1916 par le SS Ecuador en provenance de Yokohama¹⁰²⁴. Il y est arrêté le 7 avril 1917, en même temps que Gopal Singh, et condamné au procès de San Francisco à vingt-et-

1014RAMNATH, Maia, *Haj to Utopia: How the Ghadar Movement Charted Global Radicalism and Attempted to Overthrow the British Empire*, University of California Press, Berkeley, 2011, p. 86

1015Auj. Xiamen

1016Shantou d'après FRASER, Thomas Grant, « Germany and Indian Revolution, 1914-1918 », *Journal of Contemporary History*, avr. 1977, vol. 12, n° 2, p. 267 et , Giles T., « The Hindu Conspiracy, 1914-1917 », *Pacific Historical Review*, vol. 17 (1948), p. 301 ; Amoy d'après STREETS-SALTER, Heather, *World War One in Southeast Asia, Colonialism and Anticolonialism in An Era of Global Conflict*, Cambridge University Press, Cambridge, 2016, pp. 122, 153 et 157

1017FRASER, Thomas Grant, « Germany and Indian Revolution, 1914-1918 », *Journal of Contemporary History*, avr. 1977, vol. 12, n° 2, p. 267 ; STREETS-SALTER, Heather, *World War One in Southeast Asia, Colonialism and Anticolonialism in An Era of Global Conflict*, Cambridge University Press, Cambridge, 2016, p. 157

1018Notes on accused, « Santokh Singh », NARA M1868-2 ; cf. pp. 269-270

1019Sir Herbert Guy Nevill Dering, né en 1867, décédé en 1933, conseiller de légation à Roma 1911-1915, ministre à Bangkok 1915-1919, ministre à București 1920-1926

1020KER, James Campbell, *Political Trouble in India, 1907-1917*, Calcutta, Superintendent Government Printing, 1917, p. 289

1021BOSE, Arun Coomer, *India Revolutionaries Abroad, 1905-1922, In the Background of International Developments*, Bharati Bhawan, Patna, 1971, p. 134 ; STREETS-SALTER, Heather, *World War One in Southeast Asia, Colonialism and Anticolonialism in An Era of Global Conflict*, Cambridge University Press, Cambridge, 2016, pp. 143-144 ; HELL, Stefan, « Siam », in *1914-1918-online, International Encyclopaedia of the First World War*, Freie Universität Berlin, Berlin, 2015

1022FRASER, Thomas Grant, « Germany and Indian Revolution, 1914-1918 », *Journal of Contemporary History*, avr. 1977, vol. 12, n° 2, pp. 267-268

1023BOSE, Arun Coomer, *India Revolutionaries Abroad, 1905-1922, In the Background of International Developments*, Bharati Bhawan, Patna, 1971, p. 141

1024Notes on accused, « Santokh Singh », NARA M1868-2 ; Memorandum regarding Hindus convicted in the German-Hindu conspiracy case, « Taraknath Das », NARA M1868-2

un mois d'emprisonnement¹⁰²⁵. Cela signifie qu'en novembre 1915, lorsque les Français interceptent le SS Iro Maru au large de Cap Saint-Jacques¹⁰²⁶, le plan ghadarite a déjà échoué¹⁰²⁷. Après deux tentatives de mutinerie de régiments principalement musulmans stationnés à Rangoon en janvier puis en octobre-décembre 1915, plusieurs centaines de conspirateurs sont jugés et/ou internés. Les activités des indépendantistes indiens et des jihadistes sont entravées pour le restant de la guerre¹⁰²⁸.

1025Memorandum regarding Hindus convicted in the German-Hindu conspiracy case, « Taranath Das », NARA M1868-2 ; Memorandum regarding Hindus convicted in the German-Hindu conspiracy case, « Gopal Singh », NARA M1868-2

1026Auj. Vũng Tàu

1027cf. pp. 219-220

1028ROWLATT, *Sedition Committee, Report 1918*, Calcutta, 1918, pp. 170-172

i- Albert Wehde et le Henry S

Le procès de San Francisco, connu sous le nom de *Hindu-German conspiracy trial*, porte un coup fatal au Ghadar nord-américain. Les premières arrestations des principaux Allemands et Indiens accusés d'avoir violé la neutralité américaine ont ironiquement lieu peu après la déclaration de guerre des États-Unis d'Amérique à l'Allemagne le 6 avril 1917. Le procès lui-même s'étend sur six mois, de novembre 1917 à avril 1918, et est alors le plus long et le plus coûteux de l'histoire des États-Unis. Au cœur des thèses de l'accusation se trouvent deux tentatives de ravitailler en armes et en munitions les ghadarites du plan Siam-Birmanie : celle du SS Maverick (et du Annie Larsen), et celle de Albert H. Wehde et du Henry S. Bien que ces affaires ne touchent pas directement à l'enjeu indien ou à la présence allemande en Chine, ni à la place de la Chine et des Allemands de Chine dans les réseaux indépendantistes indiens, leur compréhension est malgré tout essentielle à ces différentes problématiques. Certes, le Dr Knipping de Shanghai est ici un simple intermédiaire, dont le nom est présent en raison de la supervision du dossier indien dans la zone asiatique qui lui incombe. Néanmoins, d'autres acteurs de ces expéditions et leur parcours durant la guerre mondiale permettent d'y éclairer plus particulièrement la place de la Chine dans la guerre secrète allemande.

Ainsi, notamment, en va-t-il de Albert Wehde lui-même. Personnage haut en couleurs, aventurier infatigable, parfois commerçant, parfois chercheur d'or¹⁰²⁹, il parcourt jusqu'en 1899 le Nicaragua, le royaume des Mosquitos¹⁰³⁰ – où il travaille dans une plantation de bananes, le Honduras, le Belize, le Mexique, le Guatemala et le Salvador¹⁰³¹. Originaire de Westphalie, il est naturalisé américain peu avant le début de la guerre¹⁰³². Il conserve une double allégeance qui le pousse d'abord à s'enrôler – sans succès – dans l'armée américaine en 1899 lors de la guerre contre l'Espagne¹⁰³³. La Première Guerre mondiale lui fait chercher une opportunité de servir son pays natal. Celle-ci arrive lorsqu'un fonctionnaire colonial allemand évadé d'un camp d'internement australien cherche à revenir en Allemagne *via* les États-Unis d'Amérique. Wehde lui prête son propre passeport, en échange d'une recommandation auprès du gouvernement allemand. Il envisage de servir en Afrique. Son passeport lui revient par la poste, et six semaines plus tard, le consul d'Allemagne à Chicago prend contact avec Wehde et lui propose de se rendre en Extrême-Orient afin, « probablement », de soutenir d'une façon ou d'une autre les indépendantistes indiens¹⁰³⁴.

1029 WEHDE, Albert H., *Since Leaving Home*, Tremonia Pub., Chicago, 1923, p. 227

1030 Auj. divisé en deux régions autonomes dites de la côte caraïbe nord et sud, au Nicaragua. Il est annexé à ce pays en 1894. WEHDE, Albert H., *Since Leaving Home*, Tremonia Pub., Chicago, 1923, p. 227

1031 WEHDE, Albert H., *Since Leaving Home*, Tremonia Pub., Chicago, 1923, pp. 274, 279, 309, 339

1032 *id.*, pp. 17, 364

1033 Wehde ne peut alors se rendre sur le territoire américain du fait de la guerre, ni donc s'enrôler. WEHDE, Albert H., *Since Leaving Home*, Tremonia Pub., Chicago, 1923, p. 350

1034 WEHDE, Albert H., *Since Leaving Home*, Tremonia Pub., Chicago, 1923, p. 371

En mars 1915 et par l'intermédiaire de Gustave H. Jacobsen, il rencontre H.L. Gupta¹⁰³⁵, alors l'agent du IUK aux États-Unis¹⁰³⁶. Deux mois plus tard, il se rend à New York, où il fait la connaissance de Jodh Singh et Dirhendra Nath Sen¹⁰³⁷. Il retrouve Sen à San Francisco et s'embarque avec lui sur le SS Manchuria pour Manila¹⁰³⁸, via Honolulu, Yokohama, Kôbe et Nagasaki, le 14 mai 1915¹⁰³⁹. Deux autres Allemands intéressés par le plan ghadarite se trouvent à bord du même vapeur : George Paul Boehm et Scholz / Sterneck.

Boehm est lui aussi un Américain d'origine allemande. Naturalisé en 1901, il est né en 1873 à Forbach de parents allemands de Bohême. Il émigre aux États-Unis en décembre 1895 ou 1896¹⁰⁴⁰. Souvent présenté comme un vétéran, il a effectué un service militaire d'à peine quatorze mois en Allemagne, interrompu pour cause de remarques insultantes sur l'armée. Tout comme Wehde, il se porte volontaire en 1899, obtient le grade de second lieutenant, et s'entraîne pendant sept à huit mois. Il est démobilisé sans avoir vu le front. Il exerce depuis le métier d'ingénieur mécanique dans différentes entreprises, et contrairement à Wehde ne souhaite pas participer à la guerre européenne. D'après Boehm, Wehde maintient vis-à-vis de lui sa couverture de joaillier et d'artiste venu étudier les arts mélanésien et acheter des œuvres. Lui-même prétend dans un premier temps vouloir se rendre au Siam pour une partie de chasse¹⁰⁴¹. Tout comme Wehde, Boehm est recruté par H.L. Gupta à Chicago en mars 1915, mais dans un but différent. Tout comme / Sterneck, Boehm doit en effet se rendre au Siam afin d'entraîner les troupes ghadarites.

Boehm lui-même déclare que H.L. Gupta l'a recruté non pas pour se rendre au Siam mais « au nord de l'Inde », et lui avoir conseillé le Népal comme endroit sûr au cas où il rencontrerait des problèmes¹⁰⁴². D'après la déposition de Sukumar Chatterji, arrêté à Bangkok et interrogé par les

1035Herambra Lal Gupta, membre du IUK au début de la guerre, puis agent du IUK aux États-Unis 1914, agent britannique 1918

1036WEHDE, Albert H., *Since Leaving Home*, Tremonia Pub., Chicago, 1923, p. 371 ; BOSE, Arun Coomer, *India Revolutionaries Abroad, 1905-1922, In the Background of International Developments*, Bharati Bhawan, Patna, 1971, p. 89 ; MUKHERJEE, Uma, *Two Great Indian Revolutionaries, Rash Behari Bose & Jyotindra Nath Mukherjee*, K.L. Mukhopadhyay, Calcutta, 1966, p. 79

1037Memorandum on evidence of Sukumar Chatterji and Jodh Singh, 15 février 1916, NARA M367-183 ; WEHDE, Albert H., *Since Leaving Home*, Tremonia Pub., Chicago, 1923, p. 372 ; RAMNATH, Maia, *Haj to Utopia: How the Ghadar Movement Charted Global Radicalism and Attempted to Overthrow the British Empire*, University of California Press, Berkeley, 2011, p. 88

1038Auj. Maynilà

1039WEHDE, Albert H., *Since Leaving Home*, Tremonia Pub., Chicago, 1923, p. 375 ; RAMNATH, Maia, *Haj to Utopia: How the Ghadar Movement Charted Global Radicalism and Attempted to Overthrow the British Empire*, University of California Press, Berkeley, 2011, p. 88

10401895 selon la déposition de Boehm lui-même à Singapore JACAR B07091079800

1041Déposition de Boehm, JACAR B07091079800

1042Déposition de Boehm, JACAR B07091079800 ; WEHDE, Albert H., *Since Leaving Home*, Tremonia Pub., Chicago, 1923, p. 373 ; RAMNATH, Maia, *Haj to Utopia: How the Ghadar Movement Charted Global Radicalism and Attempted to Overthrow the British Empire*, University of California Press, Berkeley, 2011, p. 82 ; STREETS-SALTER, Heather, *World War One in Southeast Asia, Colonialism and Anticolonialism in An Era of Global Conflict*, Cambridge University Press, Cambridge, 2016, p. 133

Britanniques, l'expédition siamoise devait, une fois passée la frontière, se diriger vers les États shan et le Népal, sous la direction de Boehm¹⁰⁴³. D'après la déposition de Chandra Kanta Chakravarty à la police new-yorkaise, la mission de Boehm était de faire prisonnière l'expédition de l'explorateur polaire américain Friederick A. Cook¹⁰⁴⁴, suite à quoi Boehm devait se faire passer pour lui, et sous cette couverture prêcher la sédition dans le nord de l'Inde¹⁰⁴⁵. D'après Arun Coomer Bose, qui s'appuie sur une note du comte von Bernstorff datée de décembre 1914, le ministère allemand des affaires étrangères a l'intention de soudoyer les gurkhas et de proposer le trône indien au roi du Népal¹⁰⁴⁶. Il est donc tout à fait envisageable que tel ait été le cadre de la véritable mission de Boehm.

À Manila¹⁰⁴⁷, la situation change. La destination finale de Boehm n'est plus Bangkok, mais Chittagong¹⁰⁴⁸. Quant à Wehde, il doit désormais tenter d'affréter un petit navire afin d'y transborder les armes des vapeurs allemands internés dans la capitale philippine, les SMS Sachsen et SMS Suevia¹⁰⁴⁹. Après avoir approché les propriétaires de l'Eclipse, Wehde se décide finalement pour le Henry S, un deux-mâts de soixante-huit tonnes (tonnage net) auquel a récemment été rajouté un moteur de basse qualité¹⁰⁵⁰. Le capitaine de l'Eclipse, après avoir tenté en vain de faire chanter Wehde, aurait – s'il a effectivement mis ses menaces à exécution – alerté les autorités britanniques concernant le Henry S¹⁰⁵¹.

Les douanes américaines donnent dans un premier temps leur feu vert pour le transbordement des armes et munitions, achetées par des Chinois avant la guerre, le Henry S devant officiellement se rendre à Shanghai¹⁰⁵². D'après Arun Coomer Bose et Maia Ramnath, cinq cents révolvers sont destinés à Bangkok et quatre mille cinq cents (ou cinq mille) fusils à Chittagong¹⁰⁵³.

1043 SPERRY, Earl E., *German Plots and Intrigues in the United States during the Period of Our Neutrality*, Committee on Public Information, Washington, 1918, pp. 48-49

1044 Friederick Albert Cook, né dans les montagnes Catskill, New York, décédé le 5 août 1940 à New Rochelle, New York, docteur en médecine 1889, expédition Peary au Groënland 1891, expéditions arctiques 1893-1894, expédition antarctique belge 1897-1899, atteint le pôle Nord 1908, condamné pour escroquerie et emprisonné 1923-1930

1045 JONES, John Price, HOLLISTER, Paul Merrick, *The German Secret Service in America 1914-1918*, Small, Maynard & Company, Boston, 1918, p. 259 ; TUNNEY, T.J., *Throttled*, Boston, 1919, p. 82

1046 BOSE, Arun Coomer, *India Revolutionaries Abroad, 1905-1922, In the Background of International Developments*, Bharati Bhawan, Patna, 1971, p. 91

1047 Auj. Maynilà

1048 Déposition de Boehm, JACAR B07091079800

1049 Achille Barclay à Robert Lansing, secrétaire d'État, 16 septembre 1915, NARA M367-183 ; FRASER, Thomas Grant, « Germany and Indian Revolution, 1914-1918 », *Journal of Contemporary History*, avr. 1977, vol. 12, n° 2, p. 267

1050 Minutes of a Board of Special Inquiry appointed and convened pursuant to instructions contained in Jolo Special Order n° 54, 24 août 1915, NARA M367-164

1051 WEHDE, Albert H., *Since Leaving Home*, Tremonia Pub., Chicago, 1923, pp. 376-378

1052 J. Bernstorff, ambassadeur d'Allemagne à Washington, à Robert Lansing, secrétaire d'État, 12 novembre 1915, NARA M367-164 ; RAMNATH, Maia, *Haj to Utopia: How the Ghadar Movement Charted Global Radicalism and Attempted to Overthrow the British Empire*, University of California Press, Berkeley, 2011, p. 88

1053 KER, James Campbell, *Political Trouble in India, 1907-1917*, Calcutta, Superintendent Government Printing, 1917, p. 275 ; RAMNATH, Maia, *Haj to Utopia: How the Ghadar Movement Charted Global Radicalism and Attempted to*

Wehde, dans ses mémoires, ne parle plus de se rendre au Siam, et dit devoir livrer les armes en Inde *via* les Indes néerlandaises. Une mission secondaire aurait consisté en une assistance apportée à Hellmuth von Mücke¹⁰⁵⁴. Tout l'équipage est cependant convoqué par la douane américaine le 12 juillet 1915¹⁰⁵⁵. Les explications données à ce retournement sont incohérentes, et pour les services américains contemporains concernés, et dans la correspondance entre le consul allemand à Manila¹⁰⁵⁶, l'ambassade d'Allemagne à Washington et le gouvernement de la colonie¹⁰⁵⁷. D'après Wehde, l'explication qui lui aurait été donnée était, officiellement, qu'un doute existait quant à la destination ; et officieusement, que les douanes agissaient sur instructions spéciales du gouvernement fédéral de ne laisser le Henry S prendre la mer qu'en laissant le chargement d'armes et de munitions derrière lui, à Manila¹⁰⁵⁸.

Wehde cède, débarque les armes, et modifie la destination officielle : le Henry S se rend désormais à Pontianak, sur la côte néerlandaise de l'île de Bornéo. Il prend la mer le 14 juillet 1915. Son intention est semble-t-il toujours de collecter des armes, cette fois-ci celles des navires allemands internés aux Indes néerlandaises. Boehm continue le voyage sur le Henry S, ainsi que Sterneck, espérant rejoindre le Siam depuis leur nouvelle destination¹⁰⁵⁹. Le navire a des problèmes de moteur réguliers et de plus en plus inquiétants, jusqu'à ce qu'il devienne inopérable, peu après avoir passé Tolitoli, au nord de l'île de Sulawesi¹⁰⁶⁰. À Manila, la police philippine fait descendre la totalité de l'équipage du Henry S pendant que Wehde donne sa déposition à la douane. Pour cette raison, ce dernier soupçonne un sabotage¹⁰⁶¹.

Le Henry S doit d'abord relâcher à Paleleh¹⁰⁶². Pour Boehm, malade et qui reste alité pendant

Overthrow the British Empire, University of California Press, Berkeley, 2011, p. 88

1054 WEHDE, Albert H., *Since Leaving Home*, Tremonia Pub., Chicago, 1923, p. 376 ; Hellmuth von Mücke, né le 25 juin 1881 à Zwickau, Saxe, décédé le 30 juillet 1957 à Ahrensburg, Schleswig-Holstein, premier lieutenant du SMS Emden, est chargé de détruire la station télégraphique de Direction Island, aux îles Cocos (Keeling), le 9 novembre 1914, peu avant la rencontre entre le Emden et le HMAS Sydney. Lui et les cinquante-trois hommes sous ses ordres s'emparent d'un trois mâts de quatre-vingt-dix-sept tonnes, l'Ayasha, et se rend de là à Padang sur la côte ouest de Sumatra. Là, ils embarquent sur le SS Choising, qui les amènent jusqu'à Hodayda, au Yémen. De là il parvient à Djeddah, puis à Al Wajh, avant de s'embarquer dans un train en direction de Constantinople (auj. İstanbul) à l'oasis d'Al-'Ula. De là il parvient à revenir en Allemagne. Wehde le croit mort en raison de l'échec de sa mission. Il a effectivement été attaqué par des bédouins à Djeddah, où trois de ses hommes ont perdu la vie. cf. VON MÜCKE, Hellmuth, *Emden*, Verlag August Scherl, Berlin, 1915 et *id.*, *Ayasha*, Verlag August Scherl, Berlin, 1915

1055 Déposition de Boehm, JACAR B07091079800

1056 Auj. Maynilà

1057 J. Bernstorff, ambassadeur d'Allemagne à Washington, à Robert Lansing, secrétaire d'État, 12 novembre 1915, NARA M367-164 ; WEHDE, Albert H., *Since Leaving Home*, Tremonia Pub., Chicago, 1923, p. 379

1058 WEHDE, Albert H., *Since Leaving Home*, Tremonia Pub., Chicago, 1923, pp. 379-380

1059 Déposition de Boehm, JACAR B07091079800 ; WEHDE, Albert H., *Since Leaving Home*, Tremonia Pub., Chicago, 1923, p. 381

1060 Déposition de Boehm, JACAR B07091079800 ; WEHDE, Albert H., *Since Leaving Home*, Tremonia Pub., Chicago, 1923, pp. 391 et 396

1061 WEHDE, Albert H., *Since Leaving Home*, Tremonia Pub., Chicago, 1923, p. 382

1062 Au nord de l'île de Sulawesi. Orthographié Palele ou Pelele dans les archives américaines et les mémoires de Wehde.

la majeure partie du voyage, c'est la fin de l'expédition. Il ne souhaite désormais que rentrer en Amérique, et tente la traversée par Surabaya et Batavia¹⁰⁶³. Les ordres du consulat d'Allemagne vont dans son sens, mais le vapeur sur lequel il s'embarque fait escale à Singapour, où il est arrêté par les Britanniques. Gardé deux ans en détention, il est extradé aux États-Unis et condamné au procès de San Francisco¹⁰⁶⁴. Sterneck et Sen restent aussi en territoire neutre. Quant à Wehde, il fait réparer le moteur et tente de se rendre en territoire américain en trompant la vigilance du SS Akashi, le vaisseau japonais ayant pour mission d'intercepter le Henry S et mouillant lui aussi à Paleleh¹⁰⁶⁵. Cinq jours plus tard, le Henry S parvient sans encombre à Jolo, capitale de l'archipel de Sulu¹⁰⁶⁶. S'ensuit un nouvel interrogatoire par les douanes américaines, à l'issue duquel Wehde voit son fusil Winchester confisqué. Lui-même se rend à Manila¹⁰⁶⁷ par le SS Romulus, en tant que simple passager¹⁰⁶⁸. Pour permettre au Henry S de rejoindre la capitale philippine, Wehde a recours à une ruse. Il se dénonce anonymement au consulat britannique de la ville, se décrivant comme solitaire et criblé d'ennui, et recommande qu'on lui envoie un agent féminin afin d'apprendre le véritable but du voyage du Henry S. Un agent lui arrive effectivement, apparemment intéressé par sa collection d'oeuvres d'art. Wehde joue la comédie, et lui avoue être un trafiquant d'opium. Immédiatement, l'Akashi est rappelé, et le Henry S peut rejoindre Manila sans être autrement inquiété¹⁰⁶⁹.

C'est la fin de l'aventure « siamoise » de Wehde, mais pas la fin de ses activités de guerre secrète en Extrême-Orient. En effet, avant même que le Henry S ne parvienne à son port d'attache, Wehde est convoqué à Beijing par l'amiral von Hintze¹⁰⁷⁰. Vers septembre 1915, Wehde prend le SS Nippon Maru pour Nagasaki. Là, les Japonais sont à sa recherche, mais ne parviennent pas, d'après Wehde lui-même, à reconnaître son nom comme étant celui du « plus dangereux des agents allemands opérant en Asie » signalé par l'ambassade du Royaume-Uni. Le hasard veut d'ailleurs que les agents japonais lui demandent son assistance, et Wehde de leur répondre qu'il vit à Manila où il est trafiquant d'opium¹⁰⁷¹.

De là, il se rend à Shanghai où il rend compte au Dr Knipping, puis après quelques jours prend le train pour Beijing afin de rencontrer Hintze. Les aventures de ce dernier, tant au Mexique,

1063Auj. Jakarta

1064Déposition de Boehm, JACAR B07091079800 ; WEHDE, Albert H., *Since Leaving Home*, Tremonia Pub., Chicago, 1923, p. 381

1065WEHDE, Albert H., *Since Leaving Home*, Tremonia Pub., Chicago, 1923, p. 409

1066*id.*, pp. 413-414 ; Le Henry S quitte les eaux néerlandaises en octobre 1915. STREETS-SALTER, Heather, *World War One in Southeast Asia, Colonialism and Anticolonialism in An Era of Global Conflict*, Cambridge University Press, Cambridge, 2016, p. 1414 ; cf. annexe n° 18

1067Auj. Maynilà

1068WEHDE, Albert H., *Since Leaving Home*, Tremonia Pub., Chicago, 1923, pp. 413-414

1069*id.*, pp. 416-417

1070*id.*, p. 418

1071Ambassadeur britannique à Tôkyô à Shidehara, vice-ministre japonais des affaires étrangères, 17 juillet 1916, JACAR B07091079800 ; WEHDE, Albert H., *Since Leaving Home*, Tremonia Pub., Chicago, 1923, pp. 421-425

que lors de son retour en Allemagne, puis de son arrivée en Chine sont très médiatisées, et connues de Wehde, qui souhaite vivement servir sous ses ordres¹⁰⁷². Dans un premier temps, Wehde s'occupe de propagande, notamment à Shanghai, sous la direction du Dr Knipping, dans le journal anglophone *The War*¹⁰⁷³. D'après les Britanniques, il s'occupe aussi alors de trafic d'armes, ce qui n'est pas improbable, bien que Wehde ne mentionne rien de tel dans ses mémoires¹⁰⁷⁴. Ce qui par contre est certain, c'est qu'il doit voyager constamment dans le cadre de ses activités, et donc se fabriquer des faux papiers. Afin de ne rien faire d'illégal, il se contente d'acheter des certificats et des diplômes burlesques, l'essentiel, selon lui, étant que l'aigle américain y apparaisse. Il cite notamment dans ses mémoires des certificats de pilote ou d'adhésion au syndicat des souffleurs de verre, un passeport de la république imaginaire de l'Ecuador, ou encore un laissez-passer signé Cole I, par la grâce de Dieu, roi du Missouri. Quelle que soit la légalité ou le sérieux d'une telle entreprise, ce qu'il y a de certain est que cela permet à Wehde de faciliter les déplacements en Chine – et en Asie – d'autres Allemands, et notamment de prisonniers de guerre évadés de Sibérie¹⁰⁷⁵.

Enfin, au printemps 1916, Hintze souhaite lui confier une mission à Vladivostok, qu'il s'agisse, comme le prétend Wehde, de rendre compte du matériel japonais et des troupes russes qui y transitent, ou bien, plus probablement, de saboter le Transsibérien¹⁰⁷⁶. Wehde ne souhaite d'abord pas accepter cette mission, quelle qu'elle soit, mais est finalement convaincu par une lettre de Hintze, qui y donne sa vision de la guerre secrète :

« C'est le dernier vestige de romantisme dans la guerre. Cela demande du courage, de la versatilité, de l'énergie, de la force, de l'autodiscipline, de l'imagination, un cœur généreux et du sang froid. Cela demande des hommes au grand cœur, dévoué avec zèle à leur cause ; des héros et des soldats qui peuvent faire face à la mort, n'importe où, n'importe quand, même si elle est sans gloire. »

Wehde se rend donc d'abord à Nagasaki, *via* Kôbe, probablement en mai 1916¹⁰⁷⁷. De là, il rejoint Kyôto, puis Tôkyô, où la légation américaine lui refuse cependant d'étendre son passeport à la Sibérie. Selon Wehde, il est hors de question de se rendre en territoire russe sans véritable passeport. Sa mission est donc un échec¹⁰⁷⁸. Après trois mois ainsi passés au Japon, il retourne à Shanghai, puis à Beijing, où il s'occupe là encore de propagande¹⁰⁷⁹. Les Britanniques pèsent de tout leur poids

1072 WEHDE, Albert H., *Since Leaving Home*, Tremonia Pub., Chicago, 1923, pp. 427-428

1073 Ambassadeur britannique à Tôkyô à Shidehara, vice-ministre japonais des affaires étrangères, 17 juillet 1916, JACAR B07091079800 ; Méemorandum de l'ambassade britannique à Tôkyô, 1er août 1916, JACAR B07091079800 ; WEHDE, Albert H., *Since Leaving Home*, Tremonia Pub., Chicago, 1923, pp. 430-431

1074 Ambassadeur britannique à Tôkyô à Shidehara, vice-ministre japonais des affaires étrangères, 17 juillet 1916, JACAR B07091079800

1075 WEHDE, Albert H., *Since Leaving Home*, Tremonia Pub., Chicago, 1923, pp. 434-438

1076 *id.*, p. 448

1077 *id.*, pp. 449-452

1078 *id.*, pp. 454 et 457

1079 *id.*, p. 467

pour que les Japonais détiennent Wehde de manière préventive, le temps de rassembler toutes les preuves nécessaires à une condamnation dans les différents consulats concernés. Cependant, Shidehara Kijûrô¹⁰⁸⁰ refuse de l'arrêter sans preuve, et ce jusqu'à ce que Wehde soit revenu en Chine¹⁰⁸¹. Dans ses mémoires, Wehde reconnaît lui-même avoir été favorisé par les Japonais à plusieurs reprises lors de ses tribulations asiatiques. La rupture des relations diplomatiques entre la Chine et l'Allemagne marque la fin des années chinoises de Wehde, qui retourne aux États-Unis, non sans accomplir une dernière mission d'importance¹⁰⁸².

Wehde et Boehm comparaissent au procès de San Francisco et y sont condamnés à la prison. Après avoir épuisé tout recours juridique, hormis l'appel à une grâce présidentielle, Wehde est emprisonné trois ans au pénitencier de Leavenworth, au Kansas, où il écrit ses mémoires¹⁰⁸³. H.L. Gupta, leur recruteur commun, se rend d'abord de New York à San Francisco. L'ambassadeur d'Allemagne à Washington, le comte von Bernstorff, n'est pas satisfait du travail des ghadarites du Japon, de Chine et des Indes néerlandaises, et dit ne pas vouloir continuer à les financer sans rapport sur leurs activités. H.L. Gupta tente donc une tournée d'inspection. Il ne parvient cependant jamais jusqu'à Shanghai. Quarante-huit heures après son arrivée au Japon, il apprend que les autorités ont l'intention de le livrer aux Britanniques, et se place sous la protection de Tôyama Mitsuru et de la société de l'Océan noir¹⁰⁸⁴. Chakravarty le remplace comme agent du IUK à New York¹⁰⁸⁵. Les autres Allemands condamnés au procès de San Francisco pour leur participation au plan Siam-Birmanie sont : Gustave H. Jacobsen, intermédiaire entre les Indiens et les Allemands à Chicago, Hans Kurd baron von Reiszitz und Kaderžin, consul général d'Allemagne à Chicago et Scholz / Sterneck. Jodh Singh et J.N. Sanyal y sont aussi condamnés à ce titre¹⁰⁸⁶.

1080 Baron Shidehara Kijûrô, 幣原 喜重郎, né le 11 août 1872 à Kadoma, préfecture d'Ôsaka, décédé le 10 mars 1951 à Tôkyô, consul à Jemulpo (auj. Incheon) 1896, à Londres, Antwerpen, Washington, ambassadeur aux Pays-Bas, vice-ministre des affaires étrangères 1915, ambassadeur à Washington 1919, baron 1920, sénateur 1925, ministre des affaires étrangères 1924-1927 et 1929-1931, premier ministre par intérim 1930-1931, premier ministre et président du parti progressiste 1945-1946, député du parti libéral 1947-1951

1081 Shidehara, vice-ministre japonais des affaires étrangères, à Norman, ministre du Canada à Tôkyô, 11 août 1916, JACAR B07091079800

1082 WEHDE, Albert H., *Since Leaving Home*, Tremonia Pub., Chicago, 1923, pp. 478-491 ; cf. pp. 306-309

1083 *id.*, p. 525

1084 Morris, ambassadeur des États-Unis d'Amérique à Tôkyô, au secrétaire d'État, 25 avril 1919, strictement confidentiel, NARA M367-177 ; German-Indian conspiracy in America, 15 février 1916, NARA M367-183 ; , Giles T., « The Hindu Conspiracy, 1914-1917 », *Pacific Historical Review*, vol. 17 (1948), p. 301 ; HOOVER, Karl, « The Hindu Conspiracy in California, 1913-1918 », *German Studies Review*, vol. 8, n° 2 (mai 1985), p. 260

1085 cf. pp. 296-298

1086 SPERRY, Earl E., *German Plots and Intrigues in the United States during the Period of Our Neutrality*, Committee on Public Information, Washington, 1918, p. 49

j- Le SS Maverick et l'Annie Larsen¹⁰⁸⁷ – le SS Djember

Parallèlement aux efforts philippins de Wehde, l'Allemagne cherche à ravitailler ses alliés indiens depuis les États-Unis. Dans les deux cas, ils semblent être la conséquence directe de la mission Chattopadhyaya à Berlin, de l'établissement du IUK en septembre 1914, puis le mois suivant d'une réunion au *Reichsmarineamt* suite à laquelle est décidé l'achat de dix à vingt mille fusils sur le marché américain pour être transportés en Inde¹⁰⁸⁸. Dès la première semaine de décembre, Franz von Papen¹⁰⁸⁹ parvient à rassembler un important arsenal à New York grâce aux contacts du représentant de Krupp, Hans Tauscher¹⁰⁹⁰. Il comprend huit mille quatre-vingt fusils et deux mille quatre cent carabines Springfield 1873, quarante-et-un fusils Hotchkiss avec trois millions neuf cent quatre mille trois cent quarante cartouches de calibre .45, cinq cents revolvers Colt avec cent mille munitions et deux cent cinquante pistolets Mauser avec munitions¹⁰⁹¹. Les armes et munitions sont ensuite expédiées par chemin de fer à San Diego, où elles parviennent à la fin janvier 1915¹⁰⁹².

Là, elles sont chargées sur l'Annie Larsen, un trois-mâts construit en 1881. En effet, un certain Marcos Martínez doit acheter le bateau, mais celui-ci ne connaît que la version officielle donnée aux douanes américaines, à savoir que les armes et munitions sont destinées au port de Tobolobampo, au Sinaloa, dans le golfe de Californie¹⁰⁹³. La guerre civile fait rage au Mexique, et

1087cf. annexe n° 19

1088FRASER, Thomas Grant, « Germany and Indian Revolution, 1914-1918 », *Journal of Contemporary History*, avr. 1977, vol. 12, n° 2, p. 261

1089Franz von Papen, né le 29 octobre 1879, à Werl, Westphalie, décédé le 2 mai 1969 à Obersasbach, Bade-Wurtemberg, attaché militaire à Washington et Mexico 1913-1915, dirige le Bureau d'information militaire allemand à New York, attaché militaire à Madrid, attaché d'état major à la Quatrième Armée turco-allemande, député centriste en Prusse 1921, ministre-président de Prusse 1932 et 1933, député au *Reichstag* 1933-1945, vice-chancelier 1933-1934, en résidence surveillée 1934, ambassadeur à Wien 1934-1938, à Ankara 1939-1944, acquitté au procès de Nürnberg ; cf. VON PAPEN, Franz, *Memoirs*, Andre Deutsch, London, 1922

1090LECHARTIER, G., *Intrigues & Diplomaties à Washington (1914-1917)*, Plon, Paris, 1918, p. 61 ; SPERRY, Earl E., *German Plots and Intrigues in the United States during the Period of Our Neutrality*, Committee on Public Information, Washington, 1918, pp. 43-44 ; TUNNEY, T.J., *Throttled*, Boston, 1919, pp. 76-77 ; FRASER, Thomas Grant, « Germany and Indian Revolution, 1914-1918 », *Journal of Contemporary History*, avr. 1977, vol. 12, n° 2, p. 261 ; Hans Tauscher, né le 29 octobre 1867 à Prenzlau, Brandebourg, décédé le 6 septembre 1941 à New York, lieutenant 1891, agent de Krupp aux États-Unis 1898-1931

1091John B. Elliott, collecteur des douanes à Los Angeles, au secrétaire d'État, 1^{er} mai 1915, NARA M367-177 ; SPERRY, Earl E., *German Plots and Intrigues in the United States during the Period of Our Neutrality*, Committee on Public Information, Washington, 1918, p. 43 ; FRASER, Thomas Grant, « Germany and Indian Revolution, 1914-1918 », *Journal of Contemporary History*, avr. 1977, vol. 12, n° 2, p. 261 ; HOOVER, Karl, « The Hindu Conspiracy in California, 1913-1918 », *German Studies Review*, vol. 8, n° 2 (mai 1985), p. 250

1092Le 26 d'après : Procureur général au secrétaire d'État, 26 février 1917, NARA M367-177, les 27 et 28 d'après : Chronologie concernant le SS Maverick, l'Annie Larsen et le Henry S, NARA M367-177 ; les 28 et 29 d'après : Andrew J. Peters, secrétaire assistant au Trésor, au collecteur des douanes à Los Angeles, 28 janvier 1915, NARA M367-177

1093FRASER, Thomas Grant, « Germany and Indian Revolution, 1914-1918 », *Journal of Contemporary History*, avr. 1977, vol. 12, n° 2, p. 262 ; HOOVER, Karl, « The Hindu Conspiracy in California, 1913-1918 », *German Studies Review*, vol. 8, n° 2 (mai 1985), p. 253 ; d'après Othmer, capitaine du Annie Larsen, il ne se rend jamais à Tobolobampo, mais directement à l'île Socorro. SPERRY, Earl E., *German Plots and Intrigues in the United States during the Period of Our Neutrality*, Committee on Public Information, Washington, 1918, p. 44

les armes y seraient attendues par la faction du président Carranza¹⁰⁹⁴. Leur chargement sur un navire absolument incapable de traverser l'océan Pacifique apaise les craintes des douanes américaines, qui permettent au navire de lever l'ancre le 8 mars 1915¹⁰⁹⁵. De fait, la version officielle paraît suffisamment légitime pour que Pancho Villa¹⁰⁹⁶ propose de payer quinze mille dollars pour l'arsenal allemand¹⁰⁹⁷. Carranza comme Villa, pourtant, nient catégoriquement au *State Department* être les véritables destinataires de ses armes ; mais la situation mexicaine est assez floue pour convaincre le gouvernement américain de la légalité du voyage de l'Annie Larsen¹⁰⁹⁸.

C'est à Frederick Jebsen que le consulat d'Allemagne à San Francisco s'adresse pour redresser la situation. Réserviste allemand, il est recherché au Mexique pour avoir pratiqué la traite des blanches, et soupçonné d'avoir, dans la même affaire, violé la neutralité des États-Unis. Le SS Mazatlán, concerné dans l'affaire mexicaine, est aussi soupçonné d'avoir approvisionné le SMS Leipzig dans l'océan Pacifique au début de la guerre¹⁰⁹⁹. Durant le mois de mars, Jebsen met en place la Maverick Steamship Company, qui achète le SS Maverick, un ancien pétrolier de la Standard Oil Company, au nom de l'American-Asiatic Oil Company, une société new-yorkaise imaginaire. Officiellement, la transaction doit permettre de reprendre l'export de pétrole de l'île de Bornéo (côté néerlandais) vers la Chine, commerce où les intérêts allemands ont souffert de la guerre européenne¹¹⁰⁰. Le navire est vieux et en mauvais état, et des réparations en cale sèche sont nécessaires, retardant d'un mois son départ vers l'Asie¹¹⁰¹. Il ne peut partir de San Pedro que le 23 avril 1915. Il parvient à sa destination déclarée, San Jose del Cabo, en Basse-Californie, le 27. De là, il se rend enfin au point de rendez-vous avec l'Annie Larsen, sur l'île Socorro, à six cents

1094 Venustiano Carranza de la Garza, né le 29 décembre 1859 à Cuatro Ciénegas, Coahuila, décédé le 21 mai 1920 à Tlaxcalantongo, Puebla, colonel, maire de Cuatro Ciénegas 1887-1898, sénateur 1904, ministre de la guerre de Francisco Madero 1911, gouverneur du Coahuila 1911, *primer jefe* de l'armée constitutionnaliste 1913, président du Mexique 1917-1920 ; Procureur général, « Memorandum AGW Indian Revolutionary Matters », s.d., NARA M367-183 ; FRASER, Thomas Grant, « Germany and Indian Revolution, 1914-1918 », *Journal of Contemporary History*, avr. 1977, vol. 12, n° 2, p. 262

1095 FRASER, Thomas Grant, « Germany and Indian Revolution, 1914-1918 », *Journal of Contemporary History*, avr. 1977, vol. 12, n° 2, p. 262

1096 José Doroteo Arango Arámbula, dit Francisco "Pancho" Villa, né le 5 juin 1878 à San Juan del Río, Durango, décédé le 20 juillet 1923 à Parral, Chihuahua, conscrit 1902-1903, rebelle au président Porfirio Díaz 1910, réprime la rébellion de Orozco au Chihuahua, emprisonné à Mexico, fuit aux États-Unis 1912, rebelle au président Victoriano Huerta, gouverneur de Chihuahua 1913, rebelle au président Venustiano Carranza 1914

1097, Giles T., « The Hindu Conspiracy, 1914-1917 », *Pacific Historical Review*, vol. 17 (1948), p. 302

1098 Andrew J. Peters, secrétaire assistant au Trésor, au collecteur des douanes à Los Angeles, 28 janvier 1915, NARA M367-177 ; Achille Barclay, ambassadeur du Royaume-Uni à Washington, à William J. Bryan, secrétaire d'État, 13 mars 1915, NARA M367-177 ; Procureur général au secrétaire d'État, 26 février 1917, NARA M367-177

1099 HOOVER, Karl, « The Hindu Conspiracy in California, 1913-1918 », *German Studies Review*, vol. 8, n° 2 (mai 1985), p. 253

1100 Memorandum Frederic R. Coulert, 15 janvier 1916, NARA M367-183 ; HOOVER, Karl, « The Hindu Conspiracy in California, 1913-1918 », *German Studies Review*, vol. 8, n° 2 (mai 1985), pp. 254-255 ; RAMNATH, Maia, *Haj to Utopia: How the Ghadar Movement Charted Global Radicalism and Attempted to Overthrow the British Empire*, University of California Press, Berkeley, 2011, p. 79

1101 FRASER, Thomas Grant, « Germany and Indian Revolution, 1914-1918 », *Journal of Contemporary History*, avr. 1977, vol. 12, n° 2, p. 262

kilomètres de la côte mexicaine. Il y parvient le 29¹¹⁰². Ses ordres initiaux sont d'y transférer les armes et munitions de l'Annie Larsen, les armes devant être submergées dans le pétrole, puis de se rendre à Anyer, sur l'île de Java. Si ce port ne pouvait être rejoint, le Maverick devait se rendre à Bangkok ou, à défaut, à Karachi¹¹⁰³.

Là, pas de trace du trois-mâts. Un message a été laissé par l'équipage de l'Annie Larsen, dans une bouteille en verre enfoncée dans le sable. Ce dernier a attendu le Maverick pendant un mois, mais la petite île volcanique ne permet pas de se ravitailler en eau douce. Il doit donc se réapprovisionner à Acapulco¹¹⁰⁴. L'Annie Larsen y mouille du 23 au 28 avril 1915, avant de tenter de revenir à l'île Socorro. Le Maverick l'y attend à son tour pendant vingt-neuf jours¹¹⁰⁵. L'Annie Larsen fait face à des vents contraires, et n'a pas d'autre choix que de toucher au port de Hoquiam, dans l'État de Washington, le 29 juin 1915. Les armes sont immédiatement confisquées par les douanes américaines¹¹⁰⁶. Le comte von Bernstorff, ministre d'Allemagne à Washington, en revendique la propriété, et demande confidentiellement au *State Department* de les lui rendre. Il reconnaît l'achat new-yorkais et l'acheminement jusqu'à San Diego, mais nie avoir aucun détail sur la suite des événements. D'après lui, ces armes sont destinées à l'Afrique de l'Est allemande¹¹⁰⁷, version qu'il maintient dans ses mémoires¹¹⁰⁸. Durant son mois d'attente, le Maverick est visité par les douanes mexicaines, le USS Nanshan, ainsi que deux navires britanniques, le HMS Kent et le HMS Rainbow¹¹⁰⁹. Bien sûr, aucun matériel de guerre n'est trouvé, et le ghadarite Hari Singh brûle ses six caisses de matériel de propagande avant qu'elles ne puissent être découvertes¹¹¹⁰.

1102Chronologie concernant le SS Maverick, l'Annie Larsen et le Henry S, NARA M367-177 ; Notes on accused, « Ram Chandra », NARA M1868-2 ; FRASER, Thomas Grant, « Germany and Indian Revolution, 1914-1918 », *Journal of Contemporary History*, avr. 1977, vol. 12, n° 2, p. 262

1103SPERRY, Earl E., *German Plots and Intrigues in the United States during the Period of Our Neutrality*, Committee on Public Information, Washington, 1918, p. 47 ; TUNNEY, T.J., *Throttled*, Boston, 1919, p. 77 ; FRASER, Thomas Grant, « Germany and Indian Revolution, 1914-1918 », *Journal of Contemporary History*, avr. 1977, vol. 12, n° 2, p. 262

1104SPERRY, Earl E., *German Plots and Intrigues in the United States during the Period of Our Neutrality*, Committee on Public Information, Washington, 1918, p. 44 ; STREETS-SALTER, Heather, *World War One in Southeast Asia, Colonialism and Anticolonialism in An Era of Global Conflict*, Cambridge University Press, Cambridge, 2016, p. 115

1105Chronologie concernant le SS Maverick, l'Annie Larsen et le Henry S, NARA M367-177

1106Procureur général au secrétaire d'État, 26 février 1917, NARA M367-177 ; TUNNEY, T.J., *Throttled*, Boston, 1919, p. 78 ; FRASER, Thomas Grant, « Germany and Indian Revolution, 1914-1918 », *Journal of Contemporary History*, avr. 1977, vol. 12, n° 2, p. 262

1107Actuels Burundi, Rwanda et Tanzanie (sans Zanzibar).

1108Bernstorff à Frank L. Polk, secrétaire STATE, 5 octobre 1916, NARA M367-177 ; Procureur général au secrétaire d'État, 26 février 1917, NARA M367-177 ; VON BERNSTORFF, Johann Heinrich, *Deutschland und Amerika, Erinnerungen aus dem fünfjährigen Kriege*, Ullstein & Co, Berlin, 1920, p. 121

1109W.D. Prideaux, officier commandant l'USS Hanshan, au commandant-en-chef, 13 mai 1915, NARA M367-177 ; Procureur général au secrétaire d'État, 26 février 1917, NARA M367-177 ; STREETS-SALTER, Heather, *World War One in Southeast Asia, Colonialism and Anticolonialism in An Era of Global Conflict*, Cambridge University Press, Cambridge, 2016, p. 115

1110Chronologie concernant le SS Maverick, l'Annie Larsen et le Henry S, NARA M367-177

Sans nouvelles de l'Annie Larsen, le Maverick se rend le 28 mai 1915 aux îles Coronado, en face de San Diego, mais dans les eaux mexicaines¹¹¹¹. À San Diego, le consulat allemand ordonne au Maverick de se rendre à Hilo, sur l'île de Hawaï'i, pour y prendre ses nouveaux ordres¹¹¹². Là, la presse publie certains propos du capitaine du Maverick concernant l'expédition, et l'ordre est donné d'abandonner une mission désormais beaucoup trop publique¹¹¹³. Le Maverick se rend d'abord à l'atoll Johnston, à environ mille trois cent quatre-vingt-dix kilomètres au sud-ouest de l'île de Hawaï'i¹¹¹⁴. Le 19, le Scylla, de la marine néerlandaise, inspecte le Maverick après qu'il ait atteint le port de Merak, à l'ouest de l'île de Java. N'ayant trouvé aucun matériel de contrebande à son bord, le navire allemand est autorisé à se rendre à Tanjung Priok, près de Batavia¹¹¹⁵, où il est interné jusqu'à la fin de la guerre¹¹¹⁶. Au-delà des considérations d'organisation et de praticabilité, il semble que le plan allemand ait réussi à mystifier les autorités américaines, qui ne font le lien entre les deux navires qu'au mois de juillet 1915¹¹¹⁷.

Moins connus sont les efforts fournis par Papen et Tauscher pour faire partir un troisième navire de New York. Alors que le SS Maverick et l'Annie Larsen prennent la route du Pacifique pour atteindre les Indes néerlandaises, ce chargement doit rejoindre la même destination (soit Deli, sur l'île de Sumatra, d'après Arun Coomer Bose, soit Surabaya, sur l'île de Java, d'après Thomas G. Fraser) en doublant le cap de Bonne-Espérance. Il ne s'agit pas cette fois-ci d'acheter un navire, avec les complications et les bévues que l'affaire du Maverick ont engendrées, mais de confier la cargaison à un navire de la Holland America Line, le SS Djember. Celle-ci se compose de sept mille trois cents fusils Springfield, de mille neuf cent vingt pistolet, de dix mitrailleuses Gatling et de trois millions de cartouches. Si semble-t-il certains révolutionnaires indiens croient, et ceux jusqu'à la date de leur entretien avec Arun Coomer Bose, que le Djember a été coulé par un navire britannique, le travail de Thomas G. Fraser nous permet d'affirmer que, la compagnie ayant été informée du contenu des caisses par le consul général britannique à New York, celle-ci a tout bonnement refusé le chargement des caisses allemandes, coupant ainsi court à la troisième et

1111*id.*

1112Chronologie concernant le SS Maverick, l'Annie Larsen et le Henry S, NARA M367-177 ; Ambassade britannique à Washington à Robert Lansing, secrétaire d'État par intérim, 16 juin 1915, NARA M367-177 ; STREETS-SALTER, Heather, *World War One in Southeast Asia, Colonialism and Anticolonialism in An Era of Global Conflict*, Cambridge University Press, Cambridge, 2016, p. 115

1113STREETS-SALTER, Heather, *World War One in Southeast Asia, Colonialism and Anticolonialism in An Era of Global Conflict*, Cambridge University Press, Cambridge, 2016, p. 115

1114Chronologie concernant le SS Maverick, l'Annie Larsen et le Henry S, NARA M367-177 ; KER, James Campbell, *Political Trouble in India, 1907-1917*, Calcutta, Superintendent Government Printing, 1917, p. 274 ; STREETS-SALTER, Heather, *World War One in Southeast Asia, Colonialism and Anticolonialism in An Era of Global Conflict*, Cambridge University Press, Cambridge, 2016, p. 115

1115Auj. Jakarta

1116STREETS-SALTER, Heather, *World War One in Southeast Asia, Colonialism and Anticolonialism in An Era of Global Conflict*, Cambridge University Press, Cambridge, 2016, pp. 112 et 114

1117Procureur général au secrétaire d'État, 26 février 1917, NARA M367-177

dernière tentative allemande de faire parvenir aux révolutionnaires indiens aux Indes néerlandaises armes et munitions américaines.

k- Le plan Kraft

Au début de l'année 1915, Vincent Kraft, planteur allemand des Indes néerlandaises, est blessé au front en France, où il s'est porté volontaire. Depuis son lit d'hôpital, il écrit au ministère allemand des affaires étrangères sur les divers moyens de soutenir les révolutionnaires indiens depuis Java et Sumatra. Il rencontre donc Wesendonk¹¹¹⁸ en avril à Berlin. Son projet est formellement approuvé le 4 mai par le ministère ainsi que par le IUK¹¹¹⁹.

Le « plan Kraft » consiste à lever une force formée de volontaires allemands des Indes néerlandaises et de prendre le contrôle des navires y étant internés. Les armes auraient été fournies par des trafiquants chinois, ainsi que par un capitaine suédois, qui aurait caché des mitrailleuses et des munitions sur les îles Nicobar. La force expéditionnaire aurait ensuite débarqué à l'est et à l'ouest de l'île Andaman du Sud, pris Port Blair, détruit la station télégraphique et libéré les prisonniers politiques, notamment les révolutionnaires bengalais et les ghadarites, mais aussi, pense-t-on, des mutins de Singapore. De là, elle aurait tenté de prendre Rangoon¹¹²⁰, participant ainsi au plan Siam-Birmanie. S'il avait réussi, le plan aurait entraîné la mobilisation des Allemands du Siam et des Indes néerlandaises¹¹²¹.

Pourtant, quelques mois avant l'approbation du plan, Kraft est aux Pays-Bas, afin de se rendre en mission au Royaume-Uni. La mission qui l'y amène n'a jamais lieu, mais lors de son séjour à Amsterdam, Kraft écrit au consul britannique afin de proposer ses services en tant qu'agent double. Dès son arrivée à Medan, sur l'île de Sumatra, à la mi-juillet 1915, il récidive et écrit au vice-consul britannique, lui conseillant de se renseigner sur l'homme qui a proposé ses services à Amsterdam. Une fois cette précaution prise, il se rend à Singapore, où il est d'abord arrêté, puis engagé au tarif de deux livres par jour. Au début du mois d'août les Britanniques l'envoient à Shanghai, où il présente un plan détaillé au Dr Knipping, afin de le vendre à son retour à Singapore.

1118Otto Günther Wesendonck, puis von Wesendonk (1900), né le 3 octobre 1885 à Berlin, décédé le 27 juin 1933, anobli 1900, étudie le droit à Bonn, Berlin et Heidelberg 1903-1908, docteur en droit 1908, service diplomatique 1908, NFO 1914, consul général à Tbilissi 1918

1119FRASER, Thomas Grant, « Germany and Indian Revolution, 1914-1918 », *Journal of Contemporary History*, avr. 1977, vol. 12, n° 2, p. 265

1120Auj. Yangon

1121KER, James Campbell, *Political Trouble in India, 1907-1917*, Calcutta, Superintendent Government Printing, 1917, p. 286 ; ROY, M.N., *Memoirs*, Bombay, New Delhi, Calcutta & Madras, Allied Publishers, 1964, p. 4 ; FRASER, Thomas Grant, « Germany and Indian Revolution, 1914-1918 », *Journal of Contemporary History*, avr. 1977, vol. 12, n° 2, p. 265 ; RAMNATH, Maia, *Haj to Utopia: How the Ghadar Movement Charted Global Radicalism and Attempted to Overthrow the British Empire*, University of California Press, Berkeley, 2011, p. 81 ; cf. annexe n° 17

Le plan était suffisamment avancé, car Kraft avait sous ses ordres une centaine d'Allemands (d'après des informations indépendantes de Kraft), dont le Dr Karl Gehrman ou Gebberman¹¹²², un ancien fonctionnaire colonial de Nouvelle-Guinée, ainsi que deux réfugiés des camps de Singapour. Son exécution est prévue pour le 25 décembre 1915¹¹²³. Kraft dit pouvoir compter sur la coopération du Sarikut islam, mouvement nationaliste indonésien alors allié aux indépendantistes indiens. Il semble que dès la fin mai 1915, l'amiral von Hintze ait dépêché un agent chinois, un certain Li Jiao, à Sumatra, afin de préparer le terrain. Enfin, les armes du SS Djember semblent être destinées à l'exécution du plan¹¹²⁴.

Cependant, le plan de l'agent provocateur est trahi par un autre informateur : Oren. Les frères Helfferich¹¹²⁵, aux Indes néerlandaises, qui dirigent en sous-main les opérations allemandes dans cette colonie, le soupçonnent par ailleurs d'être un espion britannique¹¹²⁶. Le Dr Knipping et le IUK recommandent donc d'en rester là. De plus, les Britanniques auraient employé un « Austro-Hongrois mécontent » de Shanghai afin de faire échouer deux tentatives d'expéditions d'armes visant à alimenter le plan Kraft, probablement un certain Rüdinger. On remarque d'ailleurs la coïncidence entre les efforts de cet Austro-Hongrois et l'affaire « Médecine pour l'Inde », en octobre-novembre 1915. Les armes saisies à Shanghai sont-elles destinées à Vincent Kraft¹¹²⁷ ? Pourtant, celles-ci étaient *a priori* expédiées à Calcutta¹¹²⁸ ; la question reste ouverte¹¹²⁹. Quant à Kraft, il continue sa carrière au double service de l'Allemagne et du Royaume-Uni, d'abord au Mexique, puis au Japon¹¹³⁰.

Narendra Nath Battacharya, qui n'est pas encore Manabendra Nath Roy¹¹³¹, quitte son pays

1122 Orthographié Gehrman dans FRASER, Thomas Grant, « Germany and Indian Revolution, 1914-1918 », *Journal of Contemporary History*, avr. 1977, vol. 12, n° 2, p. 265 ; et Gebberman dans SCHULER, Friedrich E., *Secret Wars and Secret Policies in the Americas, 1842-1929*, University of New Mexico Press, 2010, p. 139

1123 FRASER, Thomas Grant, « Germany and Indian Revolution, 1914-1918 », *Journal of Contemporary History*, avr. 1977, vol. 12, n° 2, p. 265

1124 BOSE, Arun Coomer, *India Revolutionaries Abroad, 1905-1922, In the Background of International Developments*, Bharati Bhawan, Patna, 1971, p. 142 ; FRASER, Thomas Grant, « Germany and Indian Revolution, 1914-1918 », *Journal of Contemporary History*, avr. 1977, vol. 12, n° 2, p. 263

1125 BOSE, Arun Coomer, *India Revolutionaries Abroad, 1905-1922, In the Background of International Developments*, Bharati Bhawan, Patna, 1971, p. 142

1126 *id.*, p. 143

1127 FRASER, Thomas Grant, « Germany and Indian Revolution, 1914-1918 », *Journal of Contemporary History*, avr. 1977, vol. 12, n° 2, p. 266

1128 Auj. Kolkata

1129 ROWLATT, *Sedition Committee, Report 1918*, Calcutta, 1918, pp. 124-125 ; cf. pp. 216-218

1130 FRASER, Thomas Grant, « Germany and Indian Revolution, 1914-1918 », *Journal of Contemporary History*, avr. 1977, vol. 12, n° 2, p. 266

1131 Manabendra Nath Roy, né Narendra Nath Bhattacharya, le 21 mars 1887 à Arbelia, Bengale occidentale, décédé le 26 janvier 1954 à Dehradun, Uttarakhand, arrêté pour appartenance à une société secrète révolutionnaire à Calcutta (auj. Kolkata) décembre 1907 cf. ROY, M.N., *Memoirs*, Bombay, New Delhi, Calcutta & Madras, Allied Publishers, 1964

natal pour la première fois en 1914. Il est alors l'agent de Jatindra Nath Mukherjee¹¹³² et du parti Yugantar (Nouvelle Ère) des révolutionnaires bengalais. Il semble qu'à la fin de 1914, des armes devaient déjà parvenir à Java, bien que Roy ne revienne qu'avec un peu d'argent allemand, après deux mois sur place. Au début de 1915, Roy quitte à nouveau l'Inde, cette fois-ci afin de se rendre en Chine. Là, il organise le soutien à la révolte des Abors¹¹³³ par voie de terre, et participe au plan Kraft. Au dernier moment, « le consul général allemand disparaît mystérieusement alors qu'il devait donner l'ordre d'exécuter le plan ». Dégoûté, Roy se rend alors au Japon, afin de rencontrer Rash Behari Bose. L'échec du plan Kraft marque la fin de son premier séjour en Chine¹¹³⁴. D'après lui, « l'armée de libération » ne devait pas débarquer à Rangoon¹¹³⁵, mais sur la côte de l'Odisha. D'après Arun Coomer Bose, un premier navire doit se rendre à Balasore, et un deuxième aux îles Andamans. Concomitement, un troisième navire venant de Chine doit rejoindre l'île de Hatiya, à l'embouchure du Meghna, fleuve né de l'union du Gange et du Brahmapoutre¹¹³⁶.

1132Jatindra Nath Mukherjee, dit Bagha Jatin, né le 8 décembre 1879 à Kushtia, Bengladesh, décédé le 10 septembre 1915 à Balasore, Odisha, co-fondateur (?) de l'*Anushilan Samiti* 1900, dirige le parti Yugantar 1908, arrêté 1910, acquitté 1911

1133cf. p. 270

1134ROY, M.N., *Memoirs*, Bombay, New Delhi, Calcutta & Madras, Allied Publishers, 1964, pp. 3-5

1135Auj. Yangon

1136BOSE, Arun Coomer, *India Revolutionaries Abroad, 1905-1922, In the Background of International Developments*, Bharati Bhawan, Patna, 1971, p. 143

1- Sun Yat-Sen, le gouvernement chinois, l'Allemagne et l'Inde

Les contacts entre les révolutionnaires indiens et le Dr Sun Yat-Sen mériteraient une étude en soi, tant ils ont été nombreux, variés, mais aussi ambigus. Ainsi, M.N. Roy, à son arrivée au Japon, est-il d'abord déçu par Rash Behari Bose, qui lui conseille seulement de patienter : La libération de l'Inde se ferait dans le cadre de la mission japonaise en Asie de libération de la « domination blanche ». Livré à lui-même, Roy approche donc Sun Yat-Sen. Il est à nouveau reçu froidement : Sun serait du même avis que Bose. Pire, il aurait alors refusé de prêter son aide à l'indépendantisme en Inde, au prétexte que Hongkong était alors sa base d'opérations en Chine du Sud¹¹³⁷. Une position « opportuniste » et donc décevante pour Roy.

Ce dernier négocie malgré tout, à la fin de 1915 ou au début de 1916, un accord prévoyant la vente des stocks d'armes des provinces du Yunnan et du Sichuan, alors rebelles à Yuan Shikai et à sa tentative de restauration impériale, une fois la « Troisième Révolution »¹¹³⁸ couronnée de succès. L'idée aurait émané de Sun lui-même. Roy devait se rendre à Beijing afin d'obtenir cinq millions de dollars de l'amiral von Hintze, suite à quoi il l'aurait payé en personne à Shanghai. De son côté, Sun s'engageait à envoyer un émissaire au Yunnan une fois la transaction effectuée. Le transport des armes vers la frontière sino-indienne restait à la charge de Roy.

Recherché par les autorités japonaises, Roy décide donc de mettre ce plan en action. Il se rend d'abord en train jusqu'à Shimonoseki, puis de là traverse à Busan. Il achète ensuite un billet de train pour Mukden, mais descend à Seoul et se rend au port de Jemulpo¹¹³⁹. Il cherche à traverser la mer Jaune jusqu'à Shanhaiguan, mais descend à Dalian. De là, il achète un nouveau billet de train pour Mukden, puis pour Beijing. Il descend cependant à Shanhaiguan où il passe la nuit, avant de prendre un train qui l'emmène à Tianjin. Toutes ces circonvolutions ont pour but de semer les détectives japonais. Pourtant, à Tianjin, il est accueilli en gare de l'Est par le chef de la police de la concession britannique. Il est d'abord menacé d'être traduit en cour consulaire, mais le consul général du Royaume-Uni de la ville décide de le libérer, sa police se révélant incapable de trouver un chef d'accusation dans le temps légal imparti.

Dès sa libération, Roy se rend en rickshaw à la Cité chinoise, avant de traverser le Haihe en ferry et débarque en concession austro-hongroise, afin notamment d'y trouver Bhagwan Singh¹¹⁴⁰.

1137BOSE, Arun Coomer, *India Revolutionaries Abroad, 1905-1922, In the Background of International Developments*, Bharati Bhawan, Patna, 1971, p. 132

1138Si la révolution républicaine de 1911 est la Première Révolution, et que la Deuxième Révolution correspond à la répression du Guomindang (en suite : GMD) par Yuan Shikai (1913), la rébellion contre la restauration impériale (1915-1916) est la Troisième Révolution.

1139Auj. Incheon

1140cf. p. 267

Dès le lendemain, il se rend au consulat allemand (ou austro-hongrois ?¹¹⁴¹) de la ville. Il se rend ensuite à Beijing, où il a un entretien avec l'amiral von Hintze. Celui-ci met en avant le défaut majeur du plan de Sun : la transaction a lieu sans la connaissance ou l'approbation du véritable détenteur des armes, à savoir Tang Jiyao, gouverneur militaire du Yunnan. D'après Roy, Hintze promet cependant de soutenir ce plan si la difficulté est levée, c'est-à-dire que des pourparlers ont lieu avec Tang directement. À ce moment, en effet, Yuan Shikai est déjà décédé, et la rébellion des provinces du sud n'a plus lieu d'être.

Après de nouvelles pérégrinations, Roy parvient à conclure un accord avec un représentant de Tang à Hankou, sous les auspices du consul allemand de la ville, le Dr Ernst-Arthur Voretzsch¹¹⁴². Le nouvel accord prévoyait que les Allemands payent directement Tang, qui se chargerait pour sa part du transport des armes jusqu'aux tribus rebelles de l'Arunachal Pradesh. Un accord subsidiaire prévoyait qu'un paiement supplémentaire permettrait un ravitaillement régulier des révolutionnaires indiens en provenance de l'arsenal de Chengdu, les armes devant être transportées par la passe de Sadiya¹¹⁴³. Lorsque Roy lui présente le nouveau plan, Hintze prétend cependant ne pas pouvoir déboursier une telle somme d'argent, et conseille à Roy de plaider sa cause à Berlin. Ce dernier se rend ensuite aux États-Unis, et d'abord dans ce but, mais ne parvient pas à retraverser l'océan Atlantique avant la fin de la guerre¹¹⁴⁴.

D'après Roy, Sun ne soutient pas la Troisième Révolution de bon cœur. De plus, ce que Roy décrit comme de « l'opportunisme » de la part de Sun est une dimension stratégique essentielle de son mouvement : Il recherche toujours le soutien de l'étranger, Allemagne¹¹⁴⁵, France¹¹⁴⁶, Grande-Bretagne¹¹⁴⁷, Japon¹¹⁴⁸, Russie¹¹⁴⁹, certains particuliers américains¹¹⁵⁰, et parfois au prix fort, qui est

1141 Dans ses mémoires, Roy parle de concession « allemande » et de consul « allemand ». Les indications géographiques ne laissent cependant pas de doute, il s'agit bien de la concession austro-hongroise, où nous savons par ailleurs que s'est réfugié Bhagwan Singh, après une mésaventure similaire à celle vécue par Roy. Dès lors, il est tout à fait possible que Roy se soit adressé au consul de la concession dans laquelle il se trouvait, sans que nous ne puissions l'affirmer avec certitude.

1142 Principal soutien allemand aux révolutionnaires vietnamiens, c'est aussi les hommes de Voretzsch qui ont tenté d'approcher le prince birman Myngoon-Min. cf. p. 268

1143 Cette dernière précision est étonnante. La frontière sino-indienne est en effet la même qu'actuellement (*de facto*), le tracé de la ligne McMahon étant en vigueur depuis 1914. Tang se serait-il engagé à transporter les armes depuis l'Arunachal Pradesh jusqu'en Assam ? cf. LAMB, Alastair, *The McMahon line: a study in the relations between India, China and Tibet, 1904 to 1914*, London, 1966

1144 ROY, M.N., *Memoirs*, Bombay, New Delhi, Calcutta & Madras, Allied Publishers, 1964, pp. 5-13 ; cf. p. 270

1145 cf. pp. 377-378

1146 MUNHOLLAND, J. Kim, « The French Connection that Failed: France and Sun Yat-Sen, 1900-1908 », *The Journal of Asian Studies*, vol. 32, n° 1 (nov. 1972), pp. 77-95 ; BERGÈRE, Marie-Claire, *Sun Yat-Sen, Connaissances et savoirs*, Saint-Denis, 2017, pp. 129-138

1147 BERGÈRE, Marie-Claire, *Sun Yat-Sen, Connaissances et savoirs*, Saint-Denis, 2017, pp. 353-355

1148 JANSEN, Marius B., *The Japanese & Sun Yat-Sen*, Stanford University Press, 1954 ; ROY, M.N., *Memoirs*, Bombay, New Delhi, Calcutta & Madras, Allied Publishers, 1964, p. 6 ; BERGÈRE, Marie-Claire, *Sun Yat-Sen, Connaissances et savoirs*, Saint-Denis, 2017, pp. 81-86, 268-269, 296-300

1149 BERGÈRE, Marie-Claire, *Sun Yat-Sen, Connaissances et savoirs*, Saint-Denis, 2017, pp. 344-352, 356-363

1150 *id.*, pp. 220-222

d'après lui le prix du succès de la révolution chinoise. Malgré cette expérience décevante de Roy, nombreux sont les indépendantistes indiens qui rencontrent Sun Yat-Sen pendant son exil japonais.

Le professeur indien B.R. Deepak¹¹⁵¹, de l'université Jawaharlal Nehru de New Delhi, en dresse une liste impressionnante. Bose lui-même, dont l'extradition est demandée par les autorités britanniques, est alors placé sous la double protection de Tōyama Mitsuru et de Sun. Ce dernier l'avait déjà protégé des poursuites lors du passage du révolutionnaire bengalais à Shanghai. Comme nous l'avons vu, le Japon est l'une des bases d'opérations du chef ghadarite Bhagwan Singh, qui y rencontre et Tōyama, et Sun. Lala Lajpat Rai¹¹⁵² lui-même, qui alors ne croit pas encore venu le temps de la révolution, et certainement pas avec l'aide allemande¹¹⁵³, rencontre Sun Yat-Sen lors de son passage au Japon en 1915. Une amitié naît entre les deux hommes. Maulana Barkatullah, enfin, révolutionnaire et pan-islamiste, est au Japon depuis 1909. Il rencontre Sun en 1913, après l'échec de la Deuxième Révolution, et maintient le contact avec le leader chinois dont il espère le soutien. D'après Deepak, les contacts entre révolutionnaires indiens et le Dr Sun ont débuté dès 1905. Et si Sun s'appuie effectivement sur « la mission libératrice du Japon en Asie », il n'en oublie pas les révolutionnaires asiatiques eux-mêmes. Deepak voit encore des marques du soutien de Sun, et dans les écrits de Zhang Taiyan¹¹⁵⁴ dans le *People's Tribune*, un organe du TMH, mais aussi dans les écrits de Sun lui-même, qui voit en une Inde indépendante une alliée naturelle de la Chine pour maintenir l'indépendance de l'Asie vis-à-vis de l'occident¹¹⁵⁵.

Darisi Chenchiah est un des ghadarites participant au plan Siam-Birmanie. Lors de son passage au Japon, il rencontre Sun, qui l'encourage dans l'idée que l'impérialisme britannique est le plus grand danger pour l'indépendance des autres pays du monde. Un rapport des services de renseignement sur un autre entretien de Sun avec un militant indépendantiste indien au Japon laisse transparaître tout l'intérêt de Sun pour le mouvement, mais aussi « l'admiration » pour les Indiens

1151 Si les sympathies pro-chinoises de B.R. Deepak sont connues, et que la liste regroupe essentiellement des indépendantistes proches de Sun, il n'en reste pas moins qu'elle s'appuie sur un travail historique sérieux, qui permet à tout le moins de recenser ces nombreux partisans indiens.

1152 Lala Rajpat Rai, né le 28 janvier 1865 à Dhudike, district de Moga, Panjab, décédé le 17 novembre 1928 à Lahore, Panjab, membre de l'*Arya Samaj* de Lahore et éditeur de l'*Arya Gazette*, avocat 1892-1914, déporté à Mandalay 1907, au Royaume-Uni 1914, fonde l'*India Home Rule League of America* à New York 1917, président du Congrès national indien 1920, emprisonné 1921-1923, député 1923

1153 Néanmoins, Rai est apparemment en contact avec le consul allemand à New York. Notes on accused, « Taraknath Das », NARA M1868-2

1154 Zhang Xuecheng, dit Zhang Binglin, 章炳麟, dit Zhang Taiyan, 章太炎, né le 25 décembre 1868 à Yuhang, Zhejiang, décédé le 14 juin 1936 à Suzhou, Jiangsu, membre de la Société pour le Renforcement national 1895, reporter pour le *Taiwan Nichinichi Shimpō* et *Qing Yi Bao* 1898, rencontre Sun Yat-Sen au Japon 1899, reporter pour le *Yadong Shihao* de Shanghai 1899, enseigne à l'université de Suzhou 1901, emprisonné 1903-1906, au Japon, membre du TMH 1906, éditeur-en-chef du *Min Bao* 1906-1908, en Chine, éditeur-en-chef du *Dagonghe Ribao* 1912, conseiller de Yuan Shikai 1913, résidence surveillée 1913-1916, ministre de Sun Yat-Sen 1917, quitte le GMD 1924, fonde la *Société d'études nationales*, éditeur-en-chef de *Zhi Yan* 1934,

1155 DEEPAK, B.R., « The Colonial Connections: Indian and Chinese Nationalists in Japan and China », *China Report*, n° 48 (2012), pp. 152-155

d'Allemagne. En 1916, le pan-asianiste Tarak Nath Das, agent du IUK, parvient au Japon. Il rend compte à Chandra Kanta Chakravarty. Il négocie alors l'achat d'un million de fusils, dans des circonstances étonnamment similaires à la mission de Roy, et de manière presque concomitante. Il s'agit cependant d'armes archaïques, des fusils à silex et à chargement par la bouche, de telle façon que la transaction n'aboutit pas¹¹⁵⁶. Arun Coomer Bose et Giles T. Brown, quant à eux, décrivent la même négociation, mais à San Francisco, entre H.L. Gupta et James Deitrick, le représentant de Sun Yat-Sen¹¹⁵⁷. Enfin, le Dr Karl Gehrman ou Gebberman¹¹⁵⁸, impliqué dans le plan Kraft¹¹⁵⁹, propose à l'automne 1917 un plan visant au soutien de Tang Jiyao et de Sun à une mutinerie des troupes indigènes en Inde, par une force de trente mille hommes de troupes et le ravitaillement en munitions. Cependant, les agents allemands au Mexique¹¹⁶⁰ recommandent que ce plan soit considéré avec la plus grande prudence¹¹⁶¹.

Les indépendantistes indiens cherchent aussi à obtenir le soutien passif ou actif du gouvernement chinois en place. Lorsque Li Yuanhong¹¹⁶² succède à Yuan Shikai à la présidence de la république, en juin 1916, son secrétaire privé W.T. Wang se trouve aux États-Unis. Ce dernier rencontre Chakravarty, alors agent du IUK aux États-Unis. Le projet d'accord prévoyait un soutien militaire allemand au gouvernement de Li, en échange de l'expédition d'armes et de munitions en Inde. Les Chinois devaient recevoir un dixième des armes ainsi échangées. La protection allemande accordée à la Chine devait durer cinq ans après la conclusion de la paix. La raison donnée par Brown à l'échec de l'établissement de cette alliance sino-indienne est étrange. Sun aurait en effet mis son veto face à la perspective d'une alliance sino-allemande¹¹⁶³. Lui-même est pourtant soutenu par l'Allemagne en 1917¹¹⁶⁴. Enfin, le gouvernement provisoire indien établi à Kaboul au début de l'année 1916 envoie des émissaires à Beijing afin d'obtenir la reconnaissance diplomatique de la

1156RAMNATH, Maia, *Haj to Utopia: How the Ghadar Movement Charted Global Radicalism and Attempted to Overthrow the British Empire*, University of California Press, Berkeley, 2011, p. 117

1157BOSE, Arun Coomer, *India Revolutionaries Abroad, 1905-1922, In the Background of International Developments*, Bharati Bhawan, Patna, 1971, p. 147 ; BROWN, Giles T., « The Hindu Conspiracy, 1914-1917 », *Pacific Historical Review*, vol. 17 (1948), p. 301

1158Orthographié Gehrman dans FRASER, Thomas Grant, « Germany and Indian Revolution, 1914-1918 », *Journal of Contemporary History*, avr. 1977, vol. 12, n° 2, p. 265 ; et Gebberman dans SCHULER, Friedrich E., *Secret Wars and Secret Policies in the Americas, 1842-1929*, University of New Mexico Press, 2010, p. 139

1159cf. p. 288

1160L'agent double Vincent Kraft est alors lui aussi au Mexique. La question de la loyauté du Dr Gehrman/Gebberman est donc posée elle aussi. cf. p. 288

1161SCHULER, Friedrich E., *Secret Wars and Secret Policies in the Americas, 1842-1929*, University of New Mexico Press, 2010, p. 139

1162Li Yuanhong, 黎元洪, né le 19 octobre 1864 à Huangpi, Hubei, décédé le 3 juin 1928 à Tianjin, diplômé de l'académie navale de Tianjin 1889, gouverneur militaire par intérim du Hubei 1911, vice-président de la république de Chine 1912-1916, président 1916-1917 et 1922-1923

1163TUNNEY, T.J., *Throttled*, Boston, 1919, pp. 97-98 ; BROWN, Giles T., « The Hindu Conspiracy, 1914-1917 », *Pacific Historical Review*, vol. 17 (1948), pp. 306-307

1164cf. pp. 377-378

république de Chine, là encore sans succès¹¹⁶⁵.

m- La dernière tentative chinoise de M.N. Roy lors de la guerre mondiale

L'échec du plan Kraft d'abord, celui de l'épisode du SS Maverick ensuite – Roy se rend à Java pour réceptionner les armes, et enfin celui de l'accord conclu avec Tang Jiyao – dissipent les « illusions » de M.N. Roy sur « la sympathie allemande avec les victimes de l'impérialisme britannique ». Cependant, ne pouvant pas aider la révolution plus avant en Chine et au Japon, il décide d'abord de rencontrer le comte von Bernstorff à Washington, puis de se rendre à Berlin. De Beijing, il se rend à Hankou en train, puis prend un vapeur vers Nanjing. Il embarque ensuite sur une canonnière allemande entre Nanjing et Pukou. Là, il rencontre le chef ghadarite Bhagwan Singh. Les deux révolutionnaires sont ensuite amenés secrètement à Shanghai, où ils embarquent immédiatement sur un navire en partance pour Kôbe. Roy fuit la compagnie de son compatriote et se rend à Yokohama par ses propres moyens, grâce à un passeport indien-français fourni par les Allemands. De là, il embarque sur un vapeur vers San Francisco, où il parvient à l'été 1916. Roy rencontre Chandra Kanta Chakravarty à New York et attend de lui sur la suite de sa mission des instructions qui ne viennent pas. Roy soupçonne alors Chakravarty de n'avoir jamais écrit à Berlin à son sujet. Pourtant, d'après la déposition de ce dernier, un télégramme est envoyé en septembre 1916, selon lequel Roy devait partir dès qu'un passeport lui serait obtenu¹¹⁶⁶. Ce dernier aurait dû, semble-t-il, voyager par la U-Deutschland, mais ne put s'embarquer à temps pour le dernier voyage Amérique-Europe du sous-marin allemand¹¹⁶⁷. C'est lors de son séjour américain qu'il se convertit au socialisme. Il parvient à échapper à la vague d'arrestations visant à fournir le banc des accusés au futur procès de San Francisco et fuit alors au Mexique.

Là, il s'intègre à la communauté allemande de Mexico. Le secrétaire de légation baron von Schoen¹¹⁶⁸ espère que Roy peut reprendre depuis la capitale mexicaine son travail extrême-oriental. Dans ce but, il prévoit d'envoyer deux ghadarites américains en Chine, ainsi qu'un marchand chinois au Japon, afin de s'assurer la coopération de Rash Behari Bose. De plus, un Dr X, agent allemand, se rend lui aussi au Japon. Le marchand chinois devait remettre l'équivalent de vingt mille roupies à

1165 ANSARI, K.H., « Pan-Islam and the Making of the Early Indian Muslim Socialists », *Modern Asian Studies*, vol. 20, n° 3 (1986), p. 516

1166 Notes on accused, « Chandra Kanta Chakravarty », NARA M1868-2

1167 BOSE, Arun Coomer, *India Revolutionaries Abroad, 1905-1922, In the Background of International Developments*, Bharati Bhawan, Patna, 1971, pp. 154-155

1168 Dr Wilhelm Albrecht baron von Schoen, né le 29 août 1886 à La Hague, décédé le 12 avril 1960 à Irschenberg, Bavière, étudie le droit à Heidelberg, Berlin, München et Strasbourg, docteur en droit 1908, service diplomatique 1909, à Antwerpen, Bruxelles, Paris, secrétaire de légation à Tôkyô 1913, Washington, Mexico, conseiller de légation à Roma 1921-1924, Beijing 1925-1927, Tôkyô 1928, dirige la section Asie de l'Est au ministère des affaires étrangères 1929, ministre à Addis Abeba 1932, à Santiago de Chile 1935-1943

Bose, de manière à ce que l'argent soit ensuite expédié en Inde. Il devait ensuite se rendre au Yunnan afin de reprendre contact avec Tang. D'après Roy, l'argent n'est jamais arrivé à destination. Quant aux deux ghadarites, Roy tente de leur faire parvenir deux mille dollars pour financer leur traversée du Pacifique. L'émissaire indien qu'il choisit, cependant, détourne l'argent de manière à financer ses propres activités de lobby à Washington, ce qu'il admet lui-même dans une lettre expédiée à Roy depuis la frontière américano-mexicaine.

Plus d'un an après les négociations entre lui et l'émissaire de Tang, Roy tente une dernière fois de faire valoir l'accord conclu à Hankou. La Chine a alors rompu les relations diplomatiques avec l'Allemagne, et l'amiral von Hintze, qui approuve le plan, est de retour en Europe, où Roy le croit ministre des affaires étrangères¹¹⁶⁹. Il doit ordonner la vente d'une partie des avoirs – pourtant gelés – de la *deutsch-asiatische Bank* afin de financer l'opération. Le capitaine Z, un ami allemand de Roy à Java, doit aussi retourner en Chine dans cette perspective. En attendant la vente des avoirs allemands, la légation d'Allemagne à Mexico met cinquante mille dollars à la disposition de Roy.

Le révolutionnaire bengalais rencontre le président Carranza lui-même, qui l'assure de son soutien. Roy débute son voyage avec un passeport mexicain « semi-diplomatique » et une lettre d'introduction destinée au consul général du Mexique à Yokohama. Il se rend d'abord en train à Guadalajara, puis de là au port de Manzanillo, sous escorte militaire. Il embarque ensuite sur un vapeur américain en direction de Salina Cruz. Là, il apprend que le navire japonais qui devait l'emmener à Yokohama avait quitté le Chili en direction de Honolulu, sans escale. S'il reste à Manzanillo, il doit attendre un mois le prochain navire se rendant au Japon sans faire escale à San Francisco. Une autre option est de se rendre à Valparaíso, au Chili. Peu convaincu par sa mission, il décide de l'abandonner et de revenir à Mexico. C'est la dernière aventure « chinoise » de Roy durant la guerre mondiale¹¹⁷⁰.

1169 Il est alors ministre à Christiania (auj. Oslo). Hintze occupe le ministère des affaires étrangères de juillet au début du mois d'octobre 1918.

1170 ROY, M.N., *Memoirs*, Bombay, New Delhi, Calcutta & Madras, Allied Publishers, 1964, pp. 14-18, 25, 29, 89-93, 95-103

n- Les chefs ghadarites et la Chine : Chandra Kanta Chakravarty

Comme nous l'avons vu plus haut, la fuite de Lala Har Dayal peu avant le début de la guerre, puis la mission de Bhagwan Singh en Asie de l'Est et de Maulana Barkatullah à Berlin et à Kaboul, enfin le fiasco japonais de H.L. Gupta, qui reste caché à l'intérieur du pays pendant six mois avant de pouvoir revenir à San Francisco, obligent le ministère allemand des affaires étrangères et le IUK à désigner un autre chef aux ghadarites¹¹⁷¹. Chandra Kanta Chakravarty, qui serait diplômé de l'université de Calcutta¹¹⁷² et aurait vécu quelques mois à Londres et à Paris, habite à New York depuis 1909, en compagnie de l'Allemand Ernst A. Sekunna, agent de liaison entre Allemands et Indiens pendant la guerre. Il y vit d'un brevet portant sur un médicament supposément miracle : Omin. Il semble qu'il ait écrit quelques pamphlets contre la domination britannique en Inde, mais aussi qu'il ait participé aux activités du Yugantar avant 1909¹¹⁷³.

Convoqué à Berlin, il s'y rend le 11 décembre 1915 par le SS Kristianiafjord à destination de Bergen, grâce à un faux passeport portant le nom de Reza Bager. Là, il rencontre et le IUK, et Wesendonk, dont Chakravarty dit qu'il est alors secrétaire à l'Inde au ministère des affaires étrangères, bien qu'il appartienne à la NFO¹¹⁷⁴. Il revient à New York le 1^{er} février 1916 par le SS Hellig Olav en provenance de København¹¹⁷⁵. Trois jours plus tard, un télégramme expédié par Arthur Zimmermann¹¹⁷⁶ et destiné au comte von Bernstorff met Chakravarty à la tête des ghadarites¹¹⁷⁷. Les papiers de Igel¹¹⁷⁸ sont saisis par la police américaine en avril 1916. Dans l'intervalle, pas moins de soixante mille dollars ont été payés par lui à Chakravarty, finançant –

1171 Si le Ghadar souffre d'un déficit organisationnel évident, et mérite mieux le qualificatif de « nébuleuse » que celui de « parti », le soutien allemand aux révolutionnaires indiens entraîne le besoin pour Berlin de s'adresser à une hiérarchie chez les ghadarites. cf. PURI, Harish K., *Ghadar Movement, Ideology Organisation and Strategy*, Amritsar, Guru Nanak Dev University, 1993

1172 Auj. Kolkata

1173 Notes on accused, « Chandra Kanta Chakravarty », NARA M1868-2 ; TUNNEY, T.J., *Throttled*, Boston, 1919, pp. 71-74 ; KER, James Campbell, *Political Trouble in India, 1907-1917*, Calcutta, Superintendent Government Printing, 1917, pp. 403-404 ; VON PAPEN, Franz, *Memoirs*, Andre Deutsch, London, 1922, p. 40

1174 Notes on accused, « Chandra Kanta Chakravarty », NARA M1868-2 ; Memorandum regarding Hindus convicted in the German-Hindu conspiracy case, « C.K. Chakravarti », NARA M1868-2 ; TUNNEY, T.J., *Throttled*, Boston, 1919, pp. 75-76

1175 Memorandum regarding Hindus convicted in the German-Hindu conspiracy case, « C.K. Chakravarti », NARA M1868-2

1176 Arthur Zimmermann, né le 5 octobre 1864 à Marggrabowa (auj. Olecko), Varmie-Mazurie, décédé le 6 juin 1940 à Berlin, étudie le droit, assesseur à Königsberg (auj. Kaliningrad) 1892, service diplomatique 1893, vice-consul à Shanghai, Guangzhou, Tianjin, conseiller de légation 1902, section juridique du ministère des affaires étrangères 1903, section politique, directeur de la section politique 1910, sous-secrétaire d'État 1911, secrétaire d'État 1916-1917

1177 JONES, John Price, HOLLISTER, Paul Merrick, *The German Secret Service in America 1914-1918*, Small, Maynard & Company, Boston, 1918, p. 263 ; TUNNEY, T.J., *Throttled*, Boston, 1919, p. 84

1178 Wolf Walter Franz von Igel, né le 11 janvier 1888 à Posen (auj. Poznań), décédé le 17 mai 1970 à Bremen, lieutenant (all. *Leutnant*), crée le *deutsche Kriegsnachrichtenbüro* à New York août 1914, attaché militaire à Washington décembre 1915-1917, saisie de ses papiers par la police américaine et courte incarcération avril 1916, directeur de la *Reichs-Kredit-Gesellschaft*

notamment – l'achat d'une maison à Manhattan, 364 West 120th Street, mais aussi d'un autre bâtiment transformé en restaurant indien, 77th Street, et enfin d'une ferme située à Hopewell Junction, dans l'État de New York¹¹⁷⁹. Les sources américaines le présentent comme proche de Bernstorff, qui envoie certains de ses messages en utilisant le code de l'ambassade¹¹⁸⁰.

Chakravarty a une personnalité clivante : il excite la jalousie de Gupta, rentré du Japon, ancien agent du IUK à New York et à Chicago, et conseille aux Allemands de ne pas payer certains frais de Ram Chandra. M.N. Roy, dans ses mémoires, et H.L. Gupta, dans une lettre adressée à Virendra Nath Chattopadhyaya et saisie par les services secrets français à la frontière suisse, dressent tous deux un portrait sévère du personnage. D'après Gupta, personne ne veut travailler avec Chakravarty, qui dépense l'argent allemand de manière extravagante et n'effectue aucun travail utile à la révolution. De plus, il lui reproche son goût pour les femmes, et en particulier de « parler du travail » avec elles. Il dénonce d'ailleurs à Berlin l'une de ces relations, avec une Mrs. Warren¹¹⁸¹. Quant à M.N. Roy, il le présente comme sale, maladroit, arrogant et vaniteux, bien que sans grande importance, un excentrique et un bouffon. D'après Roy, il justifierait entièrement le surnom à lui attribué par la presse américaine de « oily leader of the oily revolution » en raison de la quantité de vaseline qu'il s'applique sur les cheveux, et de la fréquence à laquelle il renouvelle l'opération¹¹⁸².

Il ne fait aucun doute que cette perception de sa personnalité n'a pu que gêner le travail révolutionnaire de Chakravarty. Néanmoins, il est certain qu'il occupait une position importante durant l'année 1916 et jusqu'au début de l'année 1917 dans le mouvement indépendantiste indien, en Amérique du Nord et ailleurs dans le monde. Il est en contact avec Rash Behari Bose, au Japon, ainsi qu'avec Maulana Barkatullah. Lorsque le IUK envoie Tarak Nath Das en Chine, ses instructions sont de rendre compte à Chakravarty¹¹⁸³. D'après lui, deux mille pistolets ont été expédiés en Inde par son intermédiaire entre février et décembre 1916¹¹⁸⁴. D'après Arun Coomer Bose, le chiffre serait de deux cents pistolets et trois mille fusils entre mars et septembre 1916¹¹⁸⁵.

Son premier soin est d'envoyer deux agents en Angleterre et plusieurs autres jusqu'en Inde. Néanmoins, la conviction de Chakravarty est que la Chine et le Japon sont des enjeux de premier ordre, et pour la propagande, et pour l'expédition en Inde d'armes et de munitions. Il paraît désormais impossible d'expédier des armes vers l'Inde directement depuis les États-Unis. En

1179 TUNNEY, T.J., *Throttled*, Boston, 1919, pp. 70 et 100

1180 Notes on accused, « Chandra Kanta Chakravarty », NARA M1868-2 ; TUNNEY, T.J., *Throttled*, Boston, 1919, p. 97

1181 TUNNEY, T.J., *Throttled*, Boston, 1919, pp. 84, 87-91

1182 ROY, M.N., *Memoirs*, Bombay, New Delhi, Calcutta & Madras, Allied Publishers, 1964, pp. 32-34

1183 cf. paragraphe suivant

1184 Notes on accused, « Chandra Kanta Chakravarty », NARA M1868-2

1185 BOSE, Arun Coomer, *India Revolutionaries Abroad, 1905-1922, In the Background of International Developments*, Bharati Bhawan, Patna, 1971, p. 153

conséquence, il envoie également un agent dans ces pays. En Chine, il s'agit de Harold A. Chen¹¹⁸⁶, *alias* Chen Ding Nin *alias* Ching Su-chen, un étudiant rencontré par Chakravarty à New York, et qui a pour mission de se rendre à la frontière sino-indienne. Il est cependant arrêté par la police internationale peu après son arrivée à Shanghai. Chakravarty préfère d'ailleurs aux Indiens des agents chinois ou japonais, au prétexte qu'ils peuvent se mouvoir plus facilement à travers l'Asie sans être repérés par les Britanniques¹¹⁸⁷. En juillet 1916, deux agents de Chakravarty sont en Chine¹¹⁸⁸ ; Chen lui-même se signale à Chakravarty au début du mois de novembre 1916, demandant vingt millions de dollars pour acheter des armes dans le sud de la Chine¹¹⁸⁹.

Comme nous l'avons vu plus haut, il tente d'établir une alliance objective avec le nouveau gouvernement de Li Yuanhong en Chine, afin de faciliter l'expédition d'armes et de munitions par les frontières sino-birmane et sino-indienne¹¹⁹⁰. Par ailleurs, d'après Friedrich E. Schuler, Chakravarty se rend au Japon à l'automne 1916 afin de rencontrer le premier ministre d'alors, le comte Terauchi Masatake¹¹⁹¹. Il y est question d'utiliser le territoire chinois comme base arrière pour une invasion de l'Inde. Il y demande la neutralité bienveillante du Japon. D'après des archives allemandes saisies par les États-Unis, Chakravarty aurait eu le sentiment que Terauchi n'était « pas opposé » aux plans indiens¹¹⁹². La presse alliée se saisit de cette affaire pour discréditer le mouvement indépendantiste indien. Le 7 mars 1917, la police new-yorkaise arrête le chef ghadarite et son associé Sekunna. Chakravarty est condamné à trente jours de prison au procès de San Francisco.

1186 Orthographié Chin par TUNNEY, T.J., *Throttled*, Boston, 1919, p. 97

1187 Notes on accused, « Chandra Kanta Chakravarty », NARA M1868-2 ; Notes on accused, « Taraknath Das », NARA M1868-2 ; TUNNEY, T.J., *Throttled*, Boston, 1919, p. 97

1188 Notes on accused, « Taraknath Das », NARA M1868-2 ; BOSE, Arun Coomer, *India Revolutionaries Abroad, 1905-1922, In the Background of International Developments*, Bharati Bhawan, Patna, 1971, pp. 153-154

1189 BOSE, Arun Coomer, *India Revolutionaries Abroad, 1905-1922, In the Background of International Developments*, Bharati Bhawan, Patna, 1971, p. 154

1190 cf. p. 293

1191 Maréchal Comte Terauchi Masatake, 寺内正毅, né le 5 février 1852 à Hagi, préfecture de Yamaguchi, décédé le 3 novembre 1919 à Tôkyô, combat le shôgunat dans la guerre de Boshin, attaché militaire à Paris 1882, inspecteur général de l'éducation militaire 1898, ministre de la guerre 1902-1911, baron (jap. *danshaku*) 1907, résident général en Corée 1909-1910, gouverneur général de Corée 1910-1916, comte (jap. *hakushaku*) 1911, premier ministre 1916-1918, maréchal (jap. *gensui*) 1917

1192 SCHULER, Friedrich E., *Secret Wars and Secret Policies in the Americas, 1842-1929*, University of New Mexico Press, 2010, p. 137

o- Les chefs ghadarites et la Chine : Tarak Nath Das

Le révolutionnaire bengalais Tarak Nath Das est membre de l'organisation terroriste *Anusilan Samiti* depuis 1903. Après un séjour de deux ans au Japon, il se rend à Seattle en 1907, où il fonde la Ligue pour l'indépendance de l'Inde et édite le *Free Hindustan* sur le modèle de l'*Indian Sociologist* de Shyamji Krishna Varma. Il est aidé en cela par George Freeman, républicain irlandais de New York. Employé des services d'immigration canadiens à Vancouver pendant quelques mois en 1908, il est déporté aux États-Unis pour ses opinions anti-britanniques. En 1909, il co-fonde l'Association nationale pour la promotion des gens de couleur. En 1913, il est l'un des co-fondateurs du parti Ghadar, avec Lala Har Dayal. Malgré ses activités politiques, il est naturalisé américain en 1914¹¹⁹³.

En novembre 1914, Das se rend en Europe. D'après les sources américaines, il y parcourt l'Allemagne, les Pays-Bas, la Suisse, la Roumanie et l'Empire ottoman, un parcours exceptionnel en temps de guerre¹¹⁹⁴. De fait, il accompagne une mission du IUK en Palestine, afin de soutenir l'offensive allemande dans le désert du Sinai par un travail de propagande dans les troupes indiennes d'Égypte et l'établissement de contacts avec des tribus bédouines et des révolutionnaires égyptiens. Il demande cependant à être relevé de ce poste¹¹⁹⁵. En février 1915, il rencontre le IUK et Wesendonk à Berlin. Il est décidé de l'envoyer en Chine, malgré d'évidentes réticences¹¹⁹⁶.

Das se rend alors à Stockholm, dans le but de passer en Russie et de se rendre à Beijing par le Transsibérien. La légation allemande est informée *via* l'ambassade à Washington de son arrivée. Dix mille marks doivent y être mis à sa disposition. Après un premier échec, il se rend en Suisse, dans le but de se rendre aux États-Unis d'Amérique *via* l'Espagne, et de là rejoindre l'Extrême-Orient. Néanmoins, la légation américaine refuse de lui délivrer un passeport. Le 28 juin 1916, il rejoint la Norvège, et de là parvient à rejoindre New York le 11 juillet. Comme nous l'avons vu plus haut, ses instructions sont de rendre compte à Chakravarty¹¹⁹⁷. Dès son retour en Amérique, il se rend chez lui et y reste une dizaine de jours avant de se rendre à San Francisco, où les deux chefs ghadarites se rencontrent une seconde fois. Étrangement, Lala Lajpat Rai, qui proteste dans ses mémoires avoir jamais envisagé de travailler avec les Allemands pendant la guerre, et

1193Notes on accused, « Taraknath Das », NARA M1868-2 ; RAMNATH, Maia, *Haj to Utopia: How the Ghadar Movement Charted Global Radicalism and Attempted to Overthrow the British Empire*, University of California Press, Berkeley, 2011, p. 117, pp. 28-29

1194Auj. İstanbul

1195BOSE, Arun Coomer, *India Revolutionaries Abroad, 1905-1922, In the Background of International Developments*, Bharati Bhawan, Patna, 1971, pp. 116-117 ; MUKHERJEE, Uma, *Two Great Indian Revolutionaries, Rash Behari Bose & Jyotindra Nath Mukherjee*, K.L. Mukhopadhyay, Calcutta, 1966, p. 83

1196Notes on accused, « Taraknath Das », NARA M1868-2 ; cf. pp. 306-309

1197cf. p. 297

l'indépendantiste irlandais George Freeman, qui l'aide pourtant à imprimer son journal depuis huit ans, se plaignent au consul d'Allemagne à New York de Das, « suspect » selon eux. Chakravarty prend sa défense dans un télégramme adressé à Berlin.

De Californie, Das se rend d'abord à Yokohama, sous la couverture d'agent commercial représentant Chakravarty et Sekunna en Extrême-Orient. Il y parvient le 11 septembre 1916. Il passe bientôt à Beijing et à Shanghai, où on signale son arrivée en octobre 1916. Il semble qu'il soit alors financé par le Dr Knipping, bien que modestement. Il soutient les activités de Chen Ding Nin, l'ami chinois de Chakravarty à New York¹¹⁹⁸. Son but est, sous le couvert de pan-asianisme – idée qu'il défend avec autant de ferveur que l'indépendance de l'Inde, de construire en Chine un organisation suffisamment importante pour permettre l'envoi d'armes et de munitions par les frontières sino-birmane et sino-indienne. Pour une raison inconnue, il revient au Japon en avril 1917, puis embarque à bord du SS Siberia Maru le 8 août à destination de San Francisco. Il est arrêté à son arrivée, le 24 août, et comparaît au fameux procès de San Francisco¹¹⁹⁹. Il y est condamné à vingt-deux mois d'emprisonnement.

Il semble qu'il ait, sinon incité, du moins financé Atma Ram, qui assassine Harnam Singh à Nanjing ou à Shanghai¹²⁰⁰. Il lui fournit notamment les trois cents dollars nécessaires à l'achat d'un revolver. Harnam Singh est en effet un informateur britannique. Après les faits, Das tente d'aider Atma Ram à fuir la police britannique, bien que sans succès¹²⁰¹.

1198cf. p. 298

1199Notes on accused, « Taraknath Das », NARA M1868-2

1200À Nanjing d'après Notes on accused, « Taraknath Das », NARA M1868-2 ; , à Shanghai d'après DEEPAK, B.R., « Revolutionary Activities of the Ghadar Party in China », *China Report*, n° 35 (1999), p. 445

1201Notes on accused, « Taraknath Das », NARA M1868-2

p- Autres expéditions connues d'agents révolutionnaires indiens en Chine : M.A. Nandedkar, Hideo Nakao

Deux autres agents nous sont connus et ont pour mission de se rendre en Chine. Le premier est Mohamed Abaji Nandedkar. Tout comme Tarak Nath Das, il se rend de New York à Berlin *via* Bergen par le SS Kristianiafjord, où il rencontre le IUK et Wesendonk. Il revient à New York le 9 novembre 1915 par le SS America en provenance de Christiania¹²⁰², et embarque à San Francisco le 8 janvier 1916 pour le SS Tenyo Maru à destination de Yokohama. Sa mission est de se rendre à Shanghai, véritable centre névralgique du soutien allemand à l'indépendantisme indien en Asie, et de là, en Inde. Pour des raisons inconnues, il reste au Japon pendant dix mois, avant de revenir à San Francisco en même temps que Santokh Singh. Il est arrêté à New York le 24 juillet et comparait au procès de San Francisco, où il est condamné à trois mois d'emprisonnement¹²⁰³.

Un troisième agent directement envoyé par le IUK de Berlin en Chine, *via* l'Amérique, devant lui aussi rendre compte à Chandra Kanta Chakravarty. Nakao Hideo, nom de code Sphinx, doit se rendre d'abord aux États-Unis *via* Christiania et le Mexique, en janvier 1917. Là, il organise la propagande destinée directement à l'Inde, y incluses des presses secrètes établies à Baroda¹²⁰⁴ et Hyderabad par le biais d'un agent à Bombay¹²⁰⁵. Les consuls japonais en Inde, des particuliers de la communautés chinoise de Calcutta¹²⁰⁶ doivent être recrutés. Une société d'import-export doit être organisée afin de permettre le trafic des renseignements depuis et vers Berlin. Cette société doit employer des Indiens, des Japonais et des Chinois. La propagande indienne au Japon doit être organisée pour viser des leaders sociaux et politiques, et un service de renseignements allemand doit être organisé dans le pays. Une partie de sa mission en Chine concerne l'Inde, une autre consistant à saboter le Transsibérien, et en particulier la mine de zinc et de plomb de « Tetiuhe » à Vladivostok. D'après Friedrich E. Schuler, le budget de l'ensemble de sa mission s'élève à cinquante mille marks, alors que d'après les sources américaines, ces cinquante mille marks ne représentent que le budget alloué à Nakao à Beijing et à Shanghai¹²⁰⁷. Tant l'amiral von Hintze que le Dr Knipping doivent envoyer des rapports réguliers sur les activités de cet agent¹²⁰⁸. Notons enfin que Nakao est un converti musulman, d'abord employé à l'ambassade du Japon à Constantinople¹²⁰⁹,

1202Auj. Oslo

1203Memorandum regarding Hindus convicted in the German-Hindu conspiracy case, « M.A. Nandedkar », NARA M1868-2

1204Auj. Vadodara

1205Auj. Mumbai

1206Auj. Kolkata

1207Notes on accused, « Taraknath Das », NARA M1868-2 ; SCHULER, Friedrich E., *Secret Wars and Secret Policies in the Americas, 1842-1929*, University of New Mexico Press, 2010, p. 138

1208Notes on accused, « Taraknath Das », NARA M1868-2 ;

1209Auj. İstanbul ; BOSE, Arun Coomer, *India Revolutionaries Abroad, 1905-1922, In the Background of International Developments*, Bharati Bhawan, Patna, 1971, p. 157

et donc probablement chargé de propagande jihadiste. Ces missions, ajoutées à celle de Tarak Nath Das, confirment sans doute possible l'intérêt particulier porté, non seulement par Chakravarty, mais par le IUK lui-même à la Chine de 1915 à 1917.

4- Le jihad turco-allemand en Chine

a- L'Allemagne, l'Empire ottoman, l'Inde et le pan-islamisme

Les facteurs ayant entraîné l'entrée en guerre de l'Empire ottoman sont multiples. L'initiative est turque, et relève d'un raisonnement défensif : Quelle que soit l'issue de la guerre européenne, l'empire se trouve dans une position plus vulnérable que jamais. Le principal danger vient des appétits russes, mais aussi britanniques. Seule la guerre aux côtés de l'un des deux blocs peut encore sauver la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Empire ottoman. Le gouvernement turc approche donc d'abord la Russie, puis la France, en vue de la signature d'une alliance, mais ces avances sont repoussées. Dans la continuité du rapprochement opéré graduellement depuis 1898 et le respect de ses intérêts, il propose donc son alliance à l'Allemagne, le 22 juillet 1914¹²¹⁰. Celle-ci est acceptée par l'empereur Guillaume II le surlendemain, et signée le 2 août, contre l'avis de l'ambassadeur à Constantinople¹²¹¹, mais aussi et surtout de l'armée. C'est d'ailleurs les difficultés techniques et financières liées à la mobilisation qui confinent la Turquie à une neutralité bienveillante dans les premiers mois de la guerre, malgré les instances pressantes de l'Allemagne. C'est que l'enthousiasme de l'empereur allemand pour l'alliance ne concerne pas tant la diversion que l'armée turque peut opérer dans le Caucase et le Sinai que le rêve d'utiliser le pan-islamisme ottoman à des fins allemandes, créant des troubles importants dans toutes les colonies musulmanes de l'Entente, et particulièrement en Inde.

Le 29 octobre, le gouvernement ottoman ordonne le bombardement de villes russes de la mer Noire par les deux navires allemands qui y croisent sous pavillon turc, provoquant une déclaration de guerre de la Russie le 2 novembre. Le 14 novembre sont publiées par le Shaykhülislam cinq fatwas décrétant le jihad¹²¹² contre la France, le Royaume-Uni et la Russie. C'est le premier jihad de portée mondiale de l'époque moderne. L'enthousiasme allemand pour cette guerre sainte est bien plus important que le soutien du gouvernement turc lui-même. C'est que la déclaration de jihad présente plusieurs difficultés, d'ordre juridique, politique et religieux.

Les Jeunes Turcs, notamment, au pouvoir depuis la révolution de 1908, ne misent pas tous sur l'islamisme pour renforcer l'empire. Certains lui préfèrent l'ottomanisme, c'est-à-dire la loyauté de la population de l'empire au sultan, sans distinction d'ethnies ou de religions. D'autres misent sur la sécularisation, ainsi que l'amitié et la coopération des puissances industrielles, et se méfient des autorités religieuses. Par ailleurs et en principe, un jihad ne se décrète pas, mais caractérise toute guerre défensive contre des non-musulmans ; il n'est pas sélectif, visant telle nationalité particulière

1210cf. pp. 140-141

1211Auj. İstanbul

1212Terme que l'on doit comprendre, dans le cadre de cette étude, dans le sens de « guerre sainte ».

à défaut d'une autre ; il dépend enfin de la reconnaissance de la légitimité du sultan-caliphe dans le monde musulman. Sur ce dernier point, nous devons reconnaître que l'état actuel de la recherche ne permet pas une approche nuancée du problème. Les convictions politico-religieuses des populations musulmanes varient en effet considérablement du Maroc aux Indes néerlandaises. Plusieurs arguments s'opposent à la reconnaissance d'une telle légitimité. Le caliphe devrait, par exemple, faire partie de la tribu du prophète Muhammad, les Quraysh. Hors, la dignité caliphale du sultan ottoman date de la conquête de l'Égypte en 1517, la « confisquant » aux Mamelouks, dont la légitimité à porter le titre caliphal est elle-même contestée. La déposition d'Abdül Hamid II en 1909 et le couronnement de son frère pose aussi question. D'autres arguments de valeur politico-religieuse sont cependant à prendre en compte : le développement d'un pan-islamisme ottoman propagandaire sous Abdül Hamid II ; le prestige de l'Empire ottoman, dernier État musulman indépendant et souverain – l'Afghanistan et la Perse subissant des restrictions fondamentales de leur souveraineté ; le khadimat, enfin, c'est-à-dire la protection des villes saintes de La Mecque, Médine et Jérusalem.

Grâce à l'excellente étude de Tilman Lüdke sur les opérations de propagande jihadistes turco-allemandes dans les limites de l'Empire ottoman lui-même, il est possible d'affirmer de façon péremptoire que ces efforts sont voués à l'échec – tout du moins, sur l'étendue du territoire impérial. Cette remarque est particulièrement vraie de la péninsule arabique, qui supporte de plus en plus impatiemment le joug ottoman mais aussi le califat turc¹²¹³. De telles études sont néanmoins trop rares et incomplètes concernant les autres pays et dépendances¹²¹⁴.

Il n'est pas possible de s'appuyer absolument sur des préjugés qui ne prendraient en compte que des lignes de force connues chez telle ou telle composante ethnique ou religieuse pour en déduire une attitude probable vis-à-vis du jihad turco-allemand. Ainsi, les wahhabites et les shiïtes,

1213 LÜDKE LÜDKE, TILMAN, *JIHAD MADE IN GERMANY*, LIT, BERLIN, 2005, p. Tilman, *Jihad Made in Germany*, LIT, Berlin, 2005, pp. 12, 41-51

1214 NORRIS, Ted, *German Attempts to Incite Insurgency among the Muslims of the French and British Colonies during the First World War*, Berlin, 1990 ; sur l'Afrique de l'Est allemande, cf. PESEK, Michael, « Jihad made in Germany, German Propaganda in East Africa during the First World War, 1914-18 », s.d., <https://uni-hamburg.academia.edu/MichaelPesek> (accédé le 14 décembre 2018) ; sur l'Afrique du Nord, cf. MÜLLER, Herbert, *Islam, gihad ("Heiliger Krieg") und Deutsches Reich, Ein Nachspiel zur wilhelminischen Weltpolitik im Maghreb, 1914-1918*, P. Lang, Frankfurt am Main, 1991 ; sur l'Égypte, cf. HAMED, Raouf Abbas, « Germany and the Egyptian Nationalist Movement 1882-1918 », *Die Welt des Islams*, 1988, vol. 28, n° 1/4, pp. 11-24 ; sur les Indes néerlandaises, cf. VAN DIJK, Kes, « Religion and the Undermining of British Rule in South and Southeast Asia During the Great War », in Michael Feener, Terenjit Feener (éds), *Islamic Connections, Muslim Societies in South and Southeast Asia*, Institute of Southeast Asian Studies, Singapore, 2009 ; sur le Nigéria, cf. OSUNTOKUN, Jide, « Nigeria's Colonial Government and the Islamic Insurgency in French West Africa, 1914-1918 », *Cahier d'études africaines*, 1975, vol. 15, n° 57, pp. 85-93 ; sur la , cf. GEHRKE, Ulrich, *Persien in der deutschen Orientpolitik während des ersten Weltkrieges*, W. Kohlhammer, Stuttgart, 1960, 2 vols ; CROUZET, Guillemette, « "For England everything centres round India and Arabia" : La guerre anglo-allemande dans le golfe Persique : impérialismes, politique tribale et jihad (1914-1915) », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, vol. 141 (2017), pp. 85-103

soit refusent tout pouvoir temporel au caliphe, soit sont peu enclins à reconnaître un caliphe d'obédience sunnite. Hors Lüdke remarque l'enthousiasme de la communauté de Turquie pour la cause jihadiste¹²¹⁵ ; de même, les wahhabites de la Frontière du Nord-Ouest (à la frontière indo-afghane, aujourd'hui comprise dans le Khyber Pakhtunkhwa de l'actuel Pakistan) y répondent-ils avec enthousiasme. C'est qu'aux questions de croyances religieuses s'ajoutent des intérêts politiques et économiques, eux aussi très variables. Les wahhabites de la Frontière, installés dans la région en 1822, prêchent le jihad contre l'occupant depuis 1824¹²¹⁶. Les Perses y voient eux un moyen de recouvrer une souveraineté amputée et menacée par le Royaume-Uni et la Russie.

Il est certain néanmoins que les relations entre alliance germano-turque, soutien à l'indépendantisme indien et jihadisme sont étroites et imposent pour ainsi dire une alliance entre ces deux pôles fondamentaux des efforts germano-turcs de guerre secrète. Nous avons vu plus haut le cas des pan-islamistes de l'IUK, et notamment de Barkatullah ; les liens déjà cités entre révolutionnaires indiens et indépendantistes égyptiens¹²¹⁷ ; l'enjeu que représente le pan-islamisme en Birmanie¹²¹⁸ ; ou encore le cas de Hideo Nakao¹²¹⁹. La NFO elle-même est d'abord créé dans un but de propagande jihadiste, sa composante indienne ne venant que compléter et renforcer cette première vocation¹²²⁰. Notons aussi la publication de certains journaux pan-islamiques révélateurs d'une conscience de la communauté d'objectifs avec les révolutionnaires indiens : le *Zamindar* de Zafar Ali Khan¹²²¹, à Lahore, encouragé par les efforts du pan-islamisme ottoman dans la région, et le *Jehan-i-islam*, publié en arabe, turc et ourdou depuis mai 1914 à Constantinople¹²²² par Abu Said el-Arabi, Indien originaire de Gujrat, dans le Panjab¹²²³.

1215*id.*, p. 53

1216KER, James Campbell, *Political Trouble in India, 1907-1917*, Calcutta, Superintendent Government Printing, 1917, p. 174

1217cf. p. 255

1218cf. p. 268

1219cf. pp. 301-302

1220cf. p. 260

1221Zafar Ali Khan, né en 1873 à Kot Mehrath, district de Sialkot, décédé le 27 novembre 1956 à Wazirabad, écrivain et poète, est considéré comme le père du journalisme ourdou.

1222Auj. İstanbul

1223KER, James Campbell, *Political Trouble in India, 1907-1917*, Calcutta, Superintendent Government Printing, 1917, p. 298 ; ROWLATT, *Sedition Committee, Report 1918*, Calcutta, 1918, p. 145 ; TANVIR WASTI, Syed, « The Political Aspirations of Indian Muslims and the Ottoman Nexus », *Middle Eastern Studies*, vol. 42, n° 5 (sept. 2006), pp. 709-722

b- La mission Hentig-Niedermayer-Pratap au Moyen-Orient

Ces différents intérêts austro-allemands, turcs, indiens et jihadistes se retrouvent dans différentes tentatives de déstabiliser tant les frontières nord-ouest (Perse et Afghanistan) que nord-est¹²²⁴ (Siam et Chine) de l'Inde. Une première mission, formée de Wilhelm Waßmuß¹²²⁵ et de quelques vingt-cinq officiers allemands parvient à Constantinople¹²²⁶ en septembre 1914. Une deuxième, dirigée par le lieutenant (all. *Oberleutnant*) Oskar Niedermayer¹²²⁷, rejoint la capitale ottomane le 5 décembre. Un troisième groupe enfin, composé du Dr Werner Otto von Hentig¹²²⁸, de Mahendra Pratap Singh¹²²⁹ et du pan-islamiste, ghadarite et désormais jihadiste Barkatullah¹²³⁰ rejoint les deux premiers en avril 1915. Waßmuß est polyglotte, et notamment arabophone, et est fort de son expérience consulaire à Zanzibar, mais aussi en . Niedermayer, militaire de profession, n'en a pas moins effectué des études en sciences naturelles, en géographie et en farsi ainsi qu'un voyage d'études à travers la et l'Inde. Il est le premier Européen à avoir traversé le désert du Lut, dans le sud-est persan. Hentig, qui commence sa carrière diplomatique en 1911, a néanmoins déjà

1224cf. notamment pp. 268-275

1225Wilhelm Waßmuß, né le 14 février 1880 à Ohlendorf, décédé le 29 novembre 1931 à Berlin, étudie le droit et l'arabe à Marburg, Berlin et Göttingen, III^e division d'artillerie de marine 1904-1905, employé du consulat de Zanzibar 1906, vice-consul par intérim à Bushehr 1909, vice-consul à Tanga 1910, à nouveau vice-consul par intérim à Bushehr 1913, mène diverses opérations de guerre secrète en 1914-1918, IV^e section (renseignements) du ministère des affaires étrangères 1920, s'établit à Bushehr 1924-1931 ; cf. SYKES, Christopher, *Wassmuss "The German Lawrence"*, Longmans, Green & Co., New York, 1936 ; GÖTTRUP, Hendrik, *Wilhelm Wassmuss: Der deutsche Lawrence*, Metropol Verlag, Berlin, 2013 ; CROUZET, Guillemette, « "For England everything centres round India and Arabia" : La guerre anglo-allemande dans le golfe Persique : impérialismes, politique tribale et jihad (1914-1915) », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, vol. 141 (2017), pp. 85-103

1226Auj. İstanbul

1227Oskar Niedermayer, *puis* chevalier von Niedermayer (depuis 1916), né le 8 novembre 1885 à Freising, décédé le 25 septembre 1948 à Vladimir, sous-lieutenant (all. *Leutnant*) 1907, étudie les sciences naturelles, la géographie et le farsi, voyage à travers la et l'Inde 1912-1914, lieutenant (all. *Oberleutnant*) 1914, combat sur le front de l'ouest, expédition en Afghanistan 1914-1916, capitaine (all. *Hauptmann*) 1917, retourne sur le front de l'ouest 1918, docteur en géographie 1919, quitte l'armée (agent officieux en Russie) 1921, réintègre l'armée avec grade de Major 1932-1933, rejoint le NSDAP 1933, *Privatdozent* de géographie et de politique à Berlin 1933, commande la 162^e division d'infanterie 1942, arrêté pour démoralisation des troupes et défaitisme 1944, libéré par les Américains puis réarrêté par les Soviétiques et condamné pour espionnage 1945 ; cf. VON NIEDERMAYER, Oskar, *Unter der Glutsonne Irans. Kriegserlebnisse der deutschen Expedition nach Persien und Afganistan*, Einhornverlag, Dachau 1925 ; SEIDT, Hans-Ulrich, *Berlin, Kabul, Moskau, Oskar Ritter von Niedermayer und Deutschlands Geopolitik*, Universitas, München, 2002

1228Dr Werner Otto von Hentig, né le 22 mai 1886 à Berlin, décédé le 8 août 1984 à Lindesnes, docteur en droit 1909, attaché à la légation d'Allemagne à Beijing 1911, Constantinople, Tehran, combat sur le front de l'est 1914-1915, expédition en Afghanistan 1915-1917, chef du service de la presse à l'ambassade d'Allemagne à Constantinople 1917, chargé d'affaires à Tallinn 1921, puis Sofiya, consul général à Poznań 1924, puis à San Francisco et Bogotá, dirige la section Orient du ministère des affaires étrangères 1937-1939, interné 1945-1946, ambassadeur à Jakarta 1952, conseiller de la dynastie saoudienne ; cf. VON HENTIG, Werner Otto, *Meine Diplomatenfahrt ins verschlossene Land*, Ullstein-Kriegsbücher, Berlin, 1918 ; *id.*, *Von Kabul nach Schanghai*, Libelle, Konstanz, 2003

1229Mahendra Pratap Singh, né le 1^{er} décembre 1886 à Mursan, décédé le 29 avril 1979, troisième fils du raja Ghanshyam Singh, adopté par le raja de Mursan 1889, rejoint la Suisse puis le UK 1914, expédition en Afghanistan et président du gouvernement en exil 1915-1917, se rend en Russie puis au Japon 1925, y fonde le *World Federation Monthly Magazine* 1929 et le Conseil exécutif indien 1940, revient en Inde 1946, député 1957-1962 ; cf. PRATAP, Mahendra, *My Life Story of Fifty-Five Years (December 1886 to December 1941)*, World Federation, Dehradun, 1947

1230Concernant Barkatullah, cf. notamment pp. 256-257, 265, 272 et 292

l'expérience de la Chine, de l'Empire ottoman et de la Perse. Quant à Mahendra Pratap, fils adoptif du raja de Mursan, il parvient à rejoindre la Suisse en décembre 1914, puis est invité à rejoindre le IUK par Chattopadhyaya le mois suivant. À Berlin, il rencontre l'empereur Guillaume II. C'est en quelque sorte la caution hindoue de l'expédition.

Niedermayer quitte Constantinople¹²³¹ le 5 décembre 1914. Il rejoint Waßmuß à Halab le 13 décembre, puis les deux hommes se rendent ensemble à Bagdad. Waßmuß, avec l'appui de Turcs et d'Indiens, se rend ensuite à Bushehr le 28 janvier, où il organise des opérations de guerre secrète diverses et dans un premier temps efficaces. Si Jörn Happel n'hésite pas à placer le soutien allemand aux Toungouses au même rang que celui offert aux Irlandais¹²³², il est certain que les Tangestanis opèrent dans le sud-ouest de la un rôle équivalent pour la guerre secrète allemande aux Toungouses de Mandchourie. Car si le but final de la mission est l'Afghanistan, la Perse, la Mésopotamie, la péninsule arabique et le Sinai en sont autant d'enjeux complémentaires, mais non pas de second ordre. Les Indiens sont eux mis à contribution dans le Sinai, en soutien aux opérations turco-allemandes contre l'Égypte, et en Mésopotamie, afin de convertir à leur cause les troupes en provenance de l'Inde et de les engager dans une Légion nationale¹²³³.

La mission Niedermayer quitte aussi Bagdad pour la frontière iranienne, qu'elle attend le 3 avril, puis Doulatabad¹²³⁴, où elle se divise en deux branches, l'essentiel des effectifs atteignant Esfahan le 21 avril, pendant que Niedermayer et plusieurs diplomates allemands se rendent à Tehran. Le passage de la mission dans la capitale s'accompagne d'une expansion momentanée mais considérable de l'influence allemande. En-dehors des succès de Waßmuß dans le sud et le sud-ouest (Bushehr, Shiraz, Kerman), avec l'appui des tribus tangestanis et du gouverneur du Fars, les Allemands peuvent compter sur le soutien du parti démocrate, des anticolonialistes soutenus par la NFO, du corps de gendarmerie suédoise, mais aussi sur l'influence d'un jihad conçu pour dépasser les différences sectaires. Le jihad shiite, qui s'appuie sur des fatwas de soutien de chefs religieux iraqiens, est considéré comme celui ayant eu le plus de succès¹²³⁵.

Pendant ce temps, le ministère allemand des affaires étrangères, sur les représentations de Enver et de Waßmuß, décide de l'envoi d'une mission diplomatique turco-allemande en Afghanistan.

1231Auj. İstanbul

1232HAPPEL, Jörn, « Eine Karte voller Ziele. Deutsche Sabotageträume in Russland während des Ersten Weltkriegs », in Jörn Happel, Christophe von Werdt (éds), *Mapping Eastern Europe*, LIT, Berlin & Wien, 2003, p. 78

1233MUKHERJEE, Uma, *Two Great Indian Revolutionaries, Rash Behari Bose & Jyotindra Nath Mukherjee*, K.L. Mukhopadhyay, Calcutta, 1966, pp. 79-91 ; SAREEN, Tilak Raj, *Indian Revolutionary Movement Abroad (1905-1921)*, Sterling, New Delhi, Bangalore & Jullundur, 1979, pp. 164-165, 171

1234Auj. Malayer

1235HANIOĞLU, M. Şükrü, « Ottoman Jihad or Jihads: Te Ottoman Shī'ī Jihad, the Successful One », in Zürcher, Erik-Jan (éd.), *Jihad and Islam in World War I*, Leiden University Press, 2016, pp. 117-134

Les révolutionnaires indiens de l'IUK obtiennent de participer à la mission, et quittent Berlin ensemble avec Hentig en janvier 1915, rejoignant Constantinople¹²³⁶ par București. Ils reçoivent un accueil chaleureux du gouvernement turc, qui nomme un certain Kazim Bey, du ministère de la guerre, afin d'accompagner la mission à Kaboul. La mission Hentig-Pratap quitte la capitale ottomane le 20 avril 1915, puis rejoint Bagdad le 27 mai et Kermanshah le 7 juin. Hentig, seul, rejoint Tehran afin d'y rencontrer Niedermayer. Le reste de l'expédition quitte Kermanshah le 20 juin et rejoint Esfahan le 28, où Hentig y rejoint les autres membres de la mission. Le 1^{er} juillet, tous prennent la direction de la frontière afghane, *via* Anarak, Na'in et Rabatgur. Niedermayer, désillusionné sur la situation à Tehran¹²³⁷, rejoint Hentig dans cette dernière ville le 22 juillet. Quelques hommes sont dépêchés en direction du sud, afin de dérouter les efforts russes pour capturer ou annihiler l'expédition, puis la mission reprend la route de la frontière perso-afghane, qu'elle atteint le 9 août, *via* Birjand. De là, elle parvient à Herat le 24 août, puis à Kaboul, *via* Kandahar, le 2 octobre 1915. Lors de l'arrivée dans la capitale afghane, la mission Hentig-Niedermayer-Pratap comprend six Allemands, deux Indiens, deux Turcs, un Perse, soixante Arabes et des déserteurs afridis (Frontière du Nord-Ouest)¹²³⁸.

En Afghanistan, la mission rencontre des obstacles similaires à ceux sur lesquels Niedermayer a eu affaire à Tehran. L'émir Habibullah, pour des raisons stratégiques aussi bien que financières, tient à conserver une neutralité bienveillante vis-à-vis des Britanniques. Les Allemands ne ménagent pourtant pas leurs efforts : propagande jihadiste, bien sûr, réorganisation de l'armée afghane, conseils techniques, ou encore signature d'un traité d'amitié très favorable à l'Afghanistan, le 24 janvier 1916. Les effectifs britanniques très réduits – quinze mille hommes seulement dans les Indes, le soutien des jihadistes wahhabites à la frontière indo-afghane, la perspective d'une alliance avec l'Empire ottoman, l'arrivée de prisonniers de guerre austro-hongrois évadés du Turkestan russe, ou encore de quinze étudiants de Lahore (les « mujahirin »), tous arguments puissants, ne parviennent pas à retourner la situation en faveur de l'Allemagne. Les Allemands auraient, semble-t-il, promis à l'émir une extension de son territoire allant de Bombay¹²³⁹ à Samarkand, enregistré des soutiens puissants, dans la noblesse, dans le peuple et jusque dans le frère de l'émir en personne, que ce dernier lui-même semble craindre, Nasrullah. Grâce à ce soutien, Pratap et Barkatullah, ensemble avec Ubaidullah, fondent un gouvernement provisoire ainsi que « l'armée de Dieu ».

1236Auj. İstanbul

1237Un coup d'État pro-allemand est néanmoins tenté en novembre 1915. STEWART, Jules, *The Kaiser's Mission to Kabul, A Secret Expedition to Afghanistan in World War I*, I.B. Tauris, London & New York, 2014, p. 58

1238KER, James Campbell, *Political Trouble in India, 1907-1917*, Calcutta, Superintendent Government Printing, 1917, p. 301 ; BOSE, Arun Coomer, *India Revolutionaries Abroad, 1905-1922, In the Background of International Developments*, Bharati Bhawan, Patna, 1971, pp. 103-109 ; SAREEN, Tilak Raj, *Indian Revolutionary Movement Abroad (1905-1921)*, Sterling, New Delhi, Bangalore & Jullundur, 1979, pp. 172-174

1239Auj. Mumbai

Révolutionnaire indien de premier plan, Ubaidullah Sindhi¹²⁴⁰ rejoint l'Afghanistan accompagné de trois compagnons musulmans depuis l'Inde. Pratap assume alors la présidence du gouvernement provisoire et à ce titre appelle au jihad contre les Britanniques ; il propose la couronne de l'empire des Indes à l'émir afghan, qui la refuse. Découragé, comme ses homologues allemands, il quitte finalement Kaboul le 17 septembre 1916, marquant ainsi la fin des efforts indo-turco-allemands pour impliquer l'Afghanistan dans la guerre mondiale et le jihad¹²⁴¹.

1240Buta Singh Uppal, *ensuite* Ubaidullah Sindhi, né le 10 mars 1872 à Sialkot, décédé le 21 août 1944 dans le district de Rahim Yar Khan, dans le Panjab, conversion à l'islam 1887, rejoint le gouvernement provisoire à Kaboul en tant que ministre de l'intérieur 1915-1916, puis voyage en Russie 1918-1923, en Turquie 1923-1927 et au Hedjaz 1927-1938, avant de retourner en Inde

1241KER, James Campbell, *Political Trouble in India, 1907-1917*, Calcutta, Superintendent Government Printing, 1917, pp. 305-316 ; MUKHERJEE, Uma, *Two Great Indian Revolutionaries, Rash Behari Bose & Jyotindra Nath Mukherjee*, K.L. Mukhopadhyay, Calcutta, 1966, pp. 89-91 ; SAREEN, Tilak Raj, *Indian Revolutionary Movement Abroad (1905-1921)*, Sterling, New Delhi, Bangalore & Jullundur, 1979, pp. 176-180 ; STEWART, Jules, *The Kaiser's Mission to Kabul, A Secret Expedition to Afghanistan in World War I*, I.B. Tauris, London & New York, 2014, p. 29

c- Indices sur la propagande jihadiste en Chine

Nous l'avons vu, la population musulmane de la Chine, probablement forte de quinze à vingt-cinq millions d'individus, représente un enjeu majeur pour les puissances impérialistes européennes et pour le pan-islamisme ottoman, et ce depuis la visite d'Enver à Shanghai en 1901. Une illustration frappante en est la double protection franco-allemande accordée aux sujets ottomans depuis 1908¹²⁴². Le gouvernement central chinois en est très conscient, et dès l'entrée en guerre de l'Empire ottoman, des instructions spéciales sont envoyées aux gouverneurs du Shanxi, du Gansu et du Xinjiang sur la prévention des activités jihadistes et donc pro-allemandes¹²⁴³. Le gouverneur militaire du Shanxi, lui-même musulman, est d'ailleurs considéré par le corps d'occupation français en Chine comme antigouvernemental et pro-allemand¹²⁴⁴. Naturellement, et de même que l'enjeu jihadiste se recoupe, au Moyen-Orient et dans le reste du monde, avec les enjeux turc et indien, la question ne concerne pas seulement la population musulmane de nationalité chinoise, mais aussi les Ottomans et les Indiens de Chine, indifféremment, dans le cas de ces derniers, de leur obédience religieuse. Étonnamment, aucune réelle mesure n'est prise de la part du gouvernement central vis-à-vis des sujets ottomans se trouvant en Chine. Il faut attendre la rupture des relations diplomatiques avec l'Allemagne pour que ceux-ci perdent leur protection consulaire allemande, et donc leur prétention au privilège de l'extraterritorialité. La France, seconde protectrice, leur refuse déjà – ainsi qu'aux Grecs – tout passeport afin de se rendre aux États-Unis, en Sibérie ou en Europe, et ce après la saisie de pamphlets jihadistes à Shanghai¹²⁴⁵. Nous savons en effet par ailleurs que Shanghai sert de lieu d'expédition pour ces pamphlets par les Allemands, notamment en direction de l'Inde¹²⁴⁶. Dans le même temps, les autorités chinoises interdisent à leurs nationaux le pèlerinage de La Mecque, qui présente pourtant désormais beaucoup moins de danger depuis l'alliance du sharif du Hedjaz avec les Britanniques en 1916¹²⁴⁷.

Les indices de propagande jihadiste par les Turco-Allemands sont nombreux et corroborés, bien qu'ils donnent rarement l'objet de procès aussi spectaculaires que ceux concernant la *neue Abteilung*. Le Xinjiang et le Gansu sont l'objet d'une inquiétude particulière de la part des Chinois, des Britanniques et des Russes. La presse britannique de Chine fait ainsi état de propagande suivies de révoltes jihadistes à Kashgar et à Yarkant en 1916¹²⁴⁸. La réalité et les conséquences d'une, au moins, est certaine : celle provoquée par le passage du Dr von Hentig de retour de Kabul. En effet,

1242cf. pp. 142-150

1243*The North China Herald*, 28 novembre 1914, p. 683 ; *id.*, 26 décembre 1914, p. 930

1244Colonel Merienne-Lucas, commandant le COC, au ministre de la guerre, 7 mars 1917, SHD 11H51

1245Consul général de France à Shanghai à Conty, ministre de France à Beijing, 20 février 1915, CADN Shanghai 64

1246*The North China Herald*, 27 novembre 1915, p. 659

1247*id.*, 31 mars 1917, p. 620

1248*id.*, 14 octobre 1916, pp. 72-73

alors que Niedermayer tente de retraverser la Perse d'est en ouest, cette fois, Hentig, lui – ensemble avec ses compagnons européens, perses et indiens – dont un déserteur afridi, décide de traverser la Chine, et de là de rejoindre l'Allemagne, *via* le Mexique et l'Espagne. Il y parvient en traversant d'abord le corridor de Wakhan, zone-tampon entre les empires britannique et russe. Les fonctionnaires chinois et la population musulmane rencontrés sur le trajet sont, sinon infailliblement, régulièrement amicaux, notamment en raison des visées impériales russe et britannique sur le Turkestan chinois. C'est ainsi que l'amban de Tashkurgan prévient Hentig que ses mouvements sont connus des Britanniques et des Russes, ces derniers concentrant des troupes dans la région, et se propose de l'escorter. L'expédition décide cependant de prendre la direction de Yarkant, afin d'y prêcher le jihad. C'est cette détermination du diplomate en fuite qui provoque la révolte de 1916, dirigée contre les Russes. Il se rend ensuite successivement à Kashgar, Ürümqi, Bachu et Mianchi qu'il atteint le 24 décembre 1916. De là, il rejoint Hankou par le train, et prend ses instructions à Beijing. Hintze refuse son départ, mais la rupture des relations diplomatiques oblige Hentig à reprendre le chemin de l'Allemagne, qu'il atteint enfin *via* Shanghai, Kôbe, Honolulu, San Francisco, New York et Bergen¹²⁴⁹. D'autres articles, plausibles mais dont il est à l'heure actuelle impossible de vérifier la véracité, font état d'efforts turcs sur la frontière sino-russe, à Fergana¹²⁵⁰, ainsi que d'efforts allemands pour soutenir l'indépendance tibétaine, grâce à des réfugiés austro-allemands venant de Sibérie et de jihadistes du Gansu et du Xinjiang. Cette dernière information semble néanmoins confirmée par les gouverneur militaire de cette dernière province¹²⁵¹.

Par ailleurs, tant les efforts allemands en Mandchourie contre la présence russe, que les données que nous possédons sur la *neue Abteilung* semblent démontrer, en continuité avec la politique berlinoise autant que celles d'autres postes consulaires allemands et austro-hongrois en Asie, une utilisation intensive de la propagande jihadiste par les Allemands de Chine. La mission Lépissier, dans le Yunnan, démontre elle la diffusion de cette propagande lorsqu'il traque Pawelka et son acolyte sur le trajet de Simao¹²⁵². Le colonel Merienne-Lucas, commandant le COC français, commente lui en février 1917 : « J'ai dernièrement signalé [les] intrigues musulmanes [des Allemands] dans le centre du pays, c'est montrer que l'imbroglio qui peut éclater, aura au moins la force de celui qu'ils ont fomenté dans le Levant. »¹²⁵³. Il est par ailleurs avéré qu'au moment-même de la rupture des relations diplomatiques avec l'Allemagne, le Dr Ziegler (dit « Zaïako »), qui habite

1249*id.*, 14 octobre 1916, pp. 72-73 ; *id.*, 10 février 1917, pp 297-298 ; VON HENTIG, Werner Otto, *Von Kabul nach Shanghai*, Libelle, Konstanz, 2003 ; STEWART, Jules, *The Kaiser's Mission to Kabul, A Secret Expedition to Afghanistan in World War I*, I.B. Tauris, London & New York, 2014, pp. 151-158

1250Auj. Farg'ona ; *The North China Herald*, 26 janvier 1918, p. 177

1251*id.*, 10 août 1918, p. 322 ; *id.*, 2 novembre 1918, p. 265

1252cf. p. 268

1253Colonel Merienne-Lucas, commandant le COC, au ministre de la guerre, 26 février 1917, SHD 11H51

dans la Cité chinoise de Tianjin, dirige un réseau « d'activité musulmane » s'étendant sur le Hebei, le Gansu, la Mandchourie, le Shanxi et le Shaanxi. Des résultats très concrets sont observés, notamment chez les troupes chinoises postées à l'ouest de Mukden, sur le trajet du Transsibérien. D'autres troubles éclatent dans ces diverses provinces, *après* la rupture des relations diplomatiques et le départ des consuls allemands¹²⁵⁴. Enfin et d'après un missionnaire français, agent du COC au Turkestan chinois, cette dernière province serait « complètement inféodée aux Turcs » – c'est-à-dire au jihad turco-allemand – depuis la révolution russe¹²⁵⁵.

Un seul procès est mentionné dans la presse britannique en relation avec la propagande jihadiste en Chine : Rex v. Gholam Haidar et Hadji Mohamed. Ces deux Indiens, arrêtés à Hankou et traduits devant la cour consulaire britannique à Shanghai en avril 1916, sont reconnus coupables d'avoir prêché le jihad dans l'intérieur de la Chine en compagnie d'un sujet turc. Malheureusement, les minutes du procès ne permettent pas de déterminer l'implication – néanmoins probable – des autorités allemandes dans l'affaire¹²⁵⁶.

1254 Colonel Merienne-Lucas, commandant le COC, au ministre de France à Beijing, 19 mars 1917, SHD 11H51 ;
Colonel Merienne-Lucas, commandant le COC, au ministre de la guerre, 21 mars 1917, SHD 11H51 ; *id.*, 4 avril 1917, SHD 11H51

1255 Colonel Merienne-Lucas, commandant le COC, au ministre de la guerre, 14 juillet 1918, SHD 11H51

1256 Consul général du Royaume-Uni à Shanghai à Naggiar, consul général de France à Shanghai, 28 avril 1916, CADN Shanghai 57 ; *The North China Herald*, 29 avril 1916, pp. 223-224

d- L'expédition Dinkelman

À la suite de Hentig, plusieurs Allemands ont tenté d'emprunter la même route, mais en sens inverse, de la Chine vers l'Europe, *via* l'Afghanistan et la Perse. L'idée, pour baroque qu'elle paraisse, n'est cependant pas une invention allemande. C'est ainsi que lorsque le comte Beniowski est escorté vers son lieu d'exil, c'est-à-dire le Kamchatka, un Chinois lui offre en chemin de s'enfuir jusqu'en à travers la Mongolie et le Turkestan oriental. D'autres exemples existent, bien que moins célèbres, et un autre Polonais, Ferdynand Antoni Ossendowski, tente lui aussi l'expérience en 1920 afin de fuir la Sibérie communiste. Ce dernier, cependant, ne parvient pas plus loin que la Mongolie du baron Ungern. Certains Allemands, pendant la période, ont eu, malgré les obstacles liés à la guerre mondiale, plus de succès. C'est notamment le cas du Major Dinkelman.

Richard Dinkelman¹²⁵⁷ est né le 4 novembre 1868 à Heilbronn, dans le Württemberg. Il s'engage dans l'armée wurtembergeoise à dix-huit ans, puis gravit progressivement les échelons de la carrière militaire : sous-lieutenant (all. *Sekondeleutnant*) en 1888, lieutenant (all. *Premierleutnant*) en 1895, il rentre la même année à l'académie de guerre à Berlin, puis entre au service du grand état-major. Son premier contact avec la Chine s'opère pendant la guerre des Boxers, où il sert comme photographe de guerre. Il ne reste pas cependant, est promu en 1903 au grade de capitaine (all. *Hauptmann*) et obtient le commandement de la 12^{ème} compagnie du 123^{ème} régiment de grenadiers. Il occupe l'année 1907-1908 à se former au séminaire de langues orientales à Berlin, avant de retourner en Chine en juillet 1908, et est affecté au 3^{ème} *Seebataillon* de l'OAMD, dont il prend le commandement, ainsi que de la garde de la légation allemande à Beijing, le 23 avril 1909. Le 13 mai 1911, il est promu au grade de commandant (all. *Major*), puis entre dans l'armée chinoise. Il devient d'abord conseiller au ministère de la guerre et enseigne à l'école militaire de Baoding. En 1913, il est promu conseiller personnel du président Yuan Shikai pour les questions militaires.

L'ouverture des hostilités en Europe le trouve enseignant l'art militaire à Changsha, concurrentement avec les capitaines Koenig (allemand) et Borrey (français), au fils aîné du président chinois, Yuan Keding. Ce dernier, qui a étudié en Allemagne, parle couramment la langue allemande. Dinkelman obtient de se rendre à Qingdao, afin de participer à la défense du territoire à bail contre les Anglo-Japonais (section de renseignements, all. *Nachrichtenabteilung*). Le 10 octobre, le gouverneur de Jiaozhou Meyer-Waldeck lui remet une mission spéciale, dont nous ne connaissons pas la teneur exacte. En conséquence, il s'enfuit de la ville assiégée par la voie des

1257Décédé le 5 mars 1942, à Überlingen, quitte l'armée en 1920, entre au directoire de la banque de Darmstadt, membre du NSDAP, puis *Sturmhauptführer* dans les SA.

airs¹²⁵⁸. Il atterit sur la côte de la province du Jiangsu, à quelques trois cents kilomètres de là ; son aéroplane est saisi par les autorités chinoises ; lui-même est livré à son consul à Nanjing. Il dîne avec lui, après quoi il fuit à nouveau, de lourds soupçons pesant sur le consul allemand, qui laisse entendre que le Major Dinkelman a l'intention de se rendre à Shanghai. En réalité, il est retrouvé, mais à Beijing, où il est autorisé à résider et placé sous surveillance, en tant qu'officier d'une armée belligérante parvenu sur le territoire d'un pays neutre, malgré la protestation du ministre du Japon. Il bénéficie alors toujours de la protection du président Yuan Shikai, mais, à nouveau, il disparaît sans laisser de traces.

On le retrouve dans le Turkestan chinois, où il prêche le jihad, sans que nous n'ayons d'autres précisions sur cette première expédition vers l'ouest – cet épisode, s'il est authentifié par les archives chinoises consultées par le Dr Nagao Ariga, ne figure cependant pas dans la presse contemporaine, et aucun indice supplémentaire ne se trouve, à notre connaissance, aux archives wurtembergeoises, où un fonds est créé dès 1939. Il est arrêté par les autorités chinoises et ramené à Beijing, où la protection présidentielle perd de sa fiabilité, au fur et à mesure des protestations des ministres étrangers – de France, de Royaume-Uni et de Russie. C'est que le Major utilise sa fortune privée¹²⁵⁹ – son contrat de conseiller lui aurait rapporté mille dollars par mois – concurremment avec son ancien collègue le capitaine Koenig, afin de soutenir la propagande allemande, dont les pamphlets sont largement distribués tant aux officiels que dans les universités.

En décembre 1915, il est forcé à la démission, et il lui est ordonné de quitter Beijing. La rumeur veut qu'il se soit retiré dans un monastère. C'est donc en secret qu'il quitte la capitale chinoise, en mai 1916, accompagné de Bernhard Waurick¹²⁶⁰. Ce dernier, né en 1889 à Schweinerden/Swinjarnja, en pays sorabe, étudie de 1909 à 1914 le droit, l'histoire et l'économie à Berlin et à Leipzig. Mobilisé à l'automne 1914, il est envoyé au front russe en décembre, blessé après quelques jours et fait prisonnier de guerre. Il est d'abord envoyé au camp de Novonikolaevsk¹²⁶¹, puis, à l'automne 1915, à Vladivostok. Il s'enfuit peu après son transfert, par le train, jusqu'en Mandchourie. Il descend du train de prisonniers avant Haila'er, est repris par des Toungouses, parvient à Jilin où il rencontre M, commerçant allemand de Tianjin. De là, il se rend à Mukden, où il échappe à un contrôle japonais, se place sous la protection du consulat d'Allemagne, dont il ne subsiste que le chef de la chancellerie, resté dans cette ville pour apporter aide et soutien

1258Très probablement dans le monoplan de Gunther Plüschow, cf. pp. 197-198

1259La presse anglophone sous-entend, sans que cela soit absolument prouvé, qu'il aurait aussi bénéficié de fonds gouvernementaux allemands.

1260Décède le 9 janvier 1979 à Traunstein, entreprend diverses missions diplomatiques et économiques à Moskva 1920-1926, puis en Iran, en Afghanistan, en Inde, en Chine et au Japon, conseiller à la section commerciale de l'ambassade chinoise à Berlin 1927-1941

1261Auj. Novosibirsk

aux réfugiés de Sibérie. Grimé en marchand, il se rend ensuite à Tianjin par le train. Prévenu que la ville est sous contrôle japonais (du fait, sans nul doute, de la force de son corps d'occupation), il rejoint Beijing, où la légation lui propose de se rendre à Kaboul afin d'y renforcer la mission Niedermayer. Waurick parle couramment le russe et le turc, et profite de son séjour pékinois pour obtenir des livres d'apprentissage en chinois, en ouïghour et en allemand. La légation lui fournit des faux papiers au nom chinois de Fei Sche-shi ; par ailleurs, Fritz Sommer¹²⁶² aurait fourni à Waurick et Dinkelman des faux passeports norvégiens aux noms de Andersen et Petersen. Waurick rencontre des Chinois musulmans à Beijing, sans que le but de cette prise de contact soit explicitée.

Il n'en dit pas plus, dans ses mémoires, sur les buts réels de sa mission, et maintient autant que possible l'anonymat de tous les protagonistes, son objet étant essentiellement ethnographique. C'est ainsi que Dinkelman, jamais nommé, devient un « conseiller des postes provinciales ». Il aurait attendu Waurick à Taiyuan et l'y aurait aidé à obtenir un poney mongol, mais ne figure pas dans le reste du texte des mémoires. La nécrologie du Major Dinkelman mentionne pourtant un Waurick, réfugié de Sibérie, comme compagnon de voyage. « L'expédition » se compose en tout et pour tout des deux Allemands et de leurs deux poneys mongols. De Taiyuan, ils rejoignent la province de Ningxia, traversent le Huanghe, puis se rendent à Tulinfu (Yulin ?), Hua Ma Chi, puis à Yinchuan, où ils restent dix jours. De là, ils atteignent la forteresse de Jiayuguan en quinze jours. Ensuite, ils quittent la route impériale, qui se dirige vers Kashgar et est surveillé par les Russes. À Dunhuang, et après plusieurs semaines d'attente, Waurick et Dinkelman rejoignent une caravane, grâce à laquelle ils rejoignent l'oasis de Miran en vingt-huit jours à travers le désert de Gobi et le Taklamakan, puis Charklik (Qakilik) en cinq jours, Cherchen (Qarqan), Keriya, et Hotan quatre jours plus tard. Dans cette dernière ville, il réside chez l'aksakal afghan. Notons la remarque intéressante de Waurick à ce propos, que « le concept d'Europe n'est lié pour les musulmans d'Extrême-Asie qu'à la pensée du calife, commandeur des croyants à Istanbul ». Il dit aussi y rencontrer un Turc, fait prisonnier de guerre par les Russes en Asie centrale, et réfugié sur le territoire chinois. Ce dernier se joint d'ailleurs à l'expédition. Les trois compagnons rejoignent ensuite Pjalma (Piyalema ?), puis différents postes-frontières chinois. Leurs porteurs fuient, la nuit, avant l'ascension des montagnes de l'Himalaya. Ils tentent de passer le col d'Oprang, en vain, puis le col de Kilik, vers l'actuel Pakistan. Ayant passé la frontière sino-britannique, ils acceptent que leur voyage se termine ici, à plus de six mois et trois mille six cent kilomètres de Beijing. Ils rencontrent des Kanjutis¹²⁶³ qui, après trois jours de marche, les guident vers le fort de Baltit, où le capitaine

1262cf. pp. 90, 234-236

1263Habitants de l'État princier de Hunza ou Kanjut, allié à l'Inde britannique depuis 1892, capitale Baltit.

Stone, venu spécialement de Gilgit, les fait prisonniers le 25 décembre 1916. D'après le Major Dinkelmann, les Kanjutis leur auraient promis de les guider en Afghanistan (corridor de Wakhan). Tant Waurick que Dinkelmann – ainsi, probablement, que le Turc réfugié d'Asie centrale – sont internés au camp d'Ahmednagar en 1917, puis rapatriés au début de l'année 1920¹²⁶⁴.

¹²⁶⁴LABW M707 269 ; *Australische Zeitung*, 27 septembre 1911, p. 10 ; *The Straits Times*, 19 mars 1914, p. 8 ; *id.*, 20 novembre 1914, p. 6 ; *The North-China Herald*, 13 novembre 1915, pp. 467, 519 ; *The Malaya Tribune*, 23 novembre 1915, p. 8 ; *The Malay Tribune*, 20 décembre 1915, p. 10 ; *The North-China Herald*, 17 février 1917, p. 360 ; *Radio Wien*, 12 mai 1933, p. 51 ; ARIGA, Nagao, *la Chine et la Grande Guerre européenne du point de vue du droit international*, A. Pedone, Paris, 1920, pp. 77-79 ; WAURICK, Bernhard, *Von Sibirien durch China nach Indien, Eine ungewöhnliche Reise an den Jahren 1915-1917*, Museum für Völkerkunde, Leipzig, 1973 ; www.tsingtau.info, consulté le 23 janvier 2017

e- Les enjeux indo-jihadistes et la présence allemande en Chine : Conclusion

L'enjeu indo-jihadiste, au cœur des missions de la NFO, est l'une des armes les plus utilisées par les services de renseignement allemands hors d'Europe. S'il semble concerner d'abord les Indes britanniques et l'Empire ottoman, il est appuyé néanmoins par un réseau mondial dont la Chine, au même titre que les États-Unis, est l'un des pivots essentiels. Les centres ghadarites en Chine, dont certains sont établis dès avant la guerre, prolifèrent dans les ports ouverts du pays sous l'influence de Bhagwan Singh. Le Ghadar chinois se coordonne avec les services allemands et notamment avec la *neue Abteilung*, qui le finance, comme il finance d'autres efforts indo-jihadistes en Chine et en Asie¹²⁶⁵. La Chine est aussi, tout simplement, une étape importante de l'émigration des ghadarites américains vers l'Inde. Ils y trouvent le soutien des Allemands des ports ouverts, et leurs contingents sont renforcés d'Indiens de Chine¹²⁶⁶. Les Allemands de Chine tentent à de nombreuses reprises de fournir au mouvement révolutionnaire indien, en Inde comme au Siam, des armes et des munitions, soit par la voie maritime (affaire Médecine pour l'Inde, Shinten Maru, Iro Maru), soit par les frontières sino-indienne et sino-birmane¹²⁶⁷. Les divers explosifs confectionnés par les agents allemands et leurs alliés sur le territoire chinois sont entre autres destinés aux révolutionnaires indiens en Chine, en Inde et au Siam¹²⁶⁸. C'est aussi dans ce but que sont facilités ou commandités des accords entre Indo-Allemands, d'une part, et autorités provinciales, centrales ou révolutionnaires chinoises d'autre part¹²⁶⁹ ; c'est dans ce sens que vont les efforts des agents ghadarites et de l'IUK en Chine, soutenus par les Allemands (M.N. Roy, Tarak Nath Das, les agents de Chakravarty) ou les agents employés directement par les Allemands eux-mêmes, comme Nakao Hideo¹²⁷⁰. L'essai d'un consul allemand de Chine, le Dr Voretzsch, de recruter le prince Myngoon-Min, les encouragements à des opérations armées, soit du gouvernement yunnanais lui-même, soit de forces plus modestes à la frontière sino-birmane, le soutien, le financement, l'armement, et l'entraînement des Indiens du plan Siam-Birmanie par les Allemands montrent assez l'importance primordiale des Allemands de Chine pour les efforts révolutionnaires indiens à la frontière nord-est¹²⁷¹.

L'atout jihadiste dans le jeu allemand, s'il peut très bien être utilisé dans des opérations entièrement dissociées de l'enjeu indien (comme c'est le cas par exemple en Mandchourie), est néanmoins et prêché et secondé par les révolutionnaires indiens, aussi bien que par les Allemands et

1265cf. pp. 263-266, 273-274

1266cf. pp. 260-263

1267cf. pp. 216-220, 269-270, 273

1268cf. pp. 229

1269cf. pp. 289-293

1270cf. pp. 296-298, 300-301

1271cf. pp. 264-265, 267-268, 272

les Turcs, y compris s'ils sont de confession sikh ou hindouiste. La cible de leur propagande est aussi bien la population musulmane de la Chine (Xinjiang, Gansu, Mandchourie, Yunnan, mais aussi Hebei, Shanxi et Shaanxi principalement) que les musulmans indiens en Chine. Les révoltes de Kashgar et de Yarkant sont des événements à résonance chinoise principalement, anti-russe plus encore qu'anti-britannique, mais elles sont provoquées par des efforts indo-allemands (mission Hentig-Niedermayer-Pratap). À l'inverse, il est apparent que les Indiens concernés par le seul procès anti-jihadiste en Chine sont d'abord des cibles turques de cette propagande, avant d'en devenir des agents¹²⁷². L'argument indo-jihadiste est donc un argument majeur, voire essentiel de la guerre secrète allemande en Chine, et lui permet d'obtenir un certain nombre de succès. Lesdits succès auraient eux probablement été hors de portée pour les révolutionnaires indiens d'Amérique et d'Asie sans ce soutien crucial apporté par les services allemands.

1272cf. pp. 310-316

5- Les indépendantistes vietnamiens, la Chine et l'Allemagne

a- L'indépendantisme vietnamien avant Châu : le Cần Vương et les Pavillons noirs, 1885-1896

La dimension internationale de l'indépendantisme vietnamien s'impose comme fondamentale dès ses débuts¹²⁷³. D'abord parce que la conquête française de l'empire d'Annam se fait contre la Chine, sa suzeraine. Si cette dernière n'est pas en mesure de réagir lors de l'annexion à la France de la Cochinchine en 1862, la demande d'assistance des Annamites à sa voisine chinoise et les visées françaises sur l'Annam et le Tonkin opposent clairement à la Chine la puissance colonisatrice. Le mouvement des Pavillons noirs (chinois : *Heiqijun*), menés par Liu Yongfu¹²⁷⁴ alias Luru Vĩnh Phúc, résistant opiniâtre et célébré à la conquête de ces territoires par les Français, contribue largement à cet antagonisme, ainsi qu'à sa perpétuation.

Liu Yongfu, Chinois d'ethnie hakka, natif du Guangxi (du Guangdong d'alors), est intégré dès 1869 dans l'armée vietnamienne. Il participe activement à la défense du pays contre les Français à partir de 1873, mais doit regagner la Chine après la défaite de cette dernière en 1885. Lors de l'annexion japonaise de Taiwan, Liu joue un rôle essentiel dans la résistance de l'île à l'occupation étrangère. Retiré par la suite à Qinzhou, sa ville natale, près de la frontière annamite, il reste sa vie durant un ennemi farouche de la France.

Au Vietnam-même, la France fait face à une résistance importante du fait de la fuite de l'empereur Hàm Nghi¹²⁷⁵ et de la proclamation par le régent Tôn Thất Thuyết¹²⁷⁶ de l'édit Cần Vương (Aider le roi). Du fait de cet édit, le Tonkin n'est véritablement pacifié que onze ans après la conquête, en 1896. Enfuis en Chine à la fin des années 1880, Liu et Thuyết sont les premiers alliés de la génération suivante d'indépendantistes vietnamiens.

La mise sous protectorat du Cambodge en 1867, puis du Laos (alors royaume de Luang Phrabang) vient elle en contradiction avec la suzeraineté du Siam sur ces pays qui amène ce dernier et la France à une guerre ouverte en 1893. Puis, en 1907, soit moins d'une décennie avant l'ouverture des hostilités en Europe, différents territoires siamois sont annexés par la France à ses protectorats cambodgien et laotien. Par ailleurs, le Siam est alors l'hôte de l'une des seules communautés annamites importantes à l'étranger, contribuant à donner au mouvement indépendantiste vietnamien une forte dimension internationale.

1273 STREETS-SALTER, Heather, *World War One in Southeast Asia, Colonialism and Anticolonialism in An Era of Global Conflict*, Cambridge University Press, Cambridge, 2016, p. 8

1274 Liu Yongfu, dit Luru Vĩnh Phúc, né le 10 octobre 1837 à Qinzhou, décédé en janvier 1917 dans la même ville

1275 Hàm Nghi, né le 3 août 1872 à Hué, décédé le 4 janvier 1943 à Alger, empereur d'Annam 1884-1885, sous la protection de Tôn Thất Thuyết 1885-1888, capturé par les Français et exilé à Alger 1888

1276 Tôn Thất Thuyết, né le 12 mai 1839 à Hué, décédé en 1913 à Longzhou, régent impérial 1884-1885, lance le mouvement Cần Vương 1885, se réfugie en Chine 1887

b- Le Việt Nam Duy Tân Hội et ses soutiens étrangers, 1906-1912

Phan Bội Châu¹²⁷⁷ est né en 1867 dans un village de la province du Nghệ An¹²⁷⁸. Il est le nouveau visage de l'indépendantisme vietnamien après la défaite du mouvement Cần Vương au Tonkin. Il se pose comme héritier du mouvement et fait la connaissance dès les années 1890 de certains de ses chefs, qui l'aident au recrutement de nouvelles vocations. Ses deux objectifs principaux auraient alors été de rallier les survivants du Cần Vương et de gagner à sa cause un membre de la famille royale. Il a d'ailleurs tenté dès 1900 d'attaquer la citadelle du Nghệ An, cependant sans succès¹²⁷⁹.

Quant à son second objectif, il l'atteint après avoir rencontré en 1903 le prince Cường Để¹²⁸⁰, né en 1882, descendant direct de l'empereur Gia Long (1802-1820), fondateur de la dynastie des Nguyễn qui règne sur l'Annam jusqu'en 1945¹²⁸¹. La voie est ouverte pour la fondation d'un parti révolutionnaire. Phan Bội Châu et Cường Để se rendent donc à Guangzhou, chez le chef des Pavillons noirs, Liu Yongfu, afin d'y trouver le régent Tôn Thất Thuyết. C'est là, en 1906, qu'ils fondent le Việt Nam Duy Tân Hội (ensuite DTH) ou Société de modernisation de l'Annam¹²⁸².

Phan se pose ainsi en défenseur d'une monarchie constitutionnelle, trait d'union entre l'ancienne résistance défaite et un nouveau mouvement, moderniste. Si comme ses prédécesseurs il choisit de faire de la Chine du Sud sa base arrière, le principal objet du parti est d'abord d'organiser le départ d'étudiants vietnamiens vers le Japon. Ce dernier pays est en effet célèbre pour son développement économique et politique fulgurant sous l'ère Meiji, qui lui permet dès 1895 de confirmer son statut de grande puissance par la signature du traité de Shimonoseki, à peine onze ans avant la fondation du parti vietnamien. Par ailleurs, depuis sa victoire contre la Russie en 1905, le Japon représente un espoir, si ce n'est à travers un éventuel soutien direct, du moins en tant qu'exemple, pour les anticolonialistes d'Asie.

Phan se rend donc au Japon dès 1905, où il collecte encouragements et soutiens. Il a notamment un entretien avec Liang Qichao, de l'obédience du réformateur chinois Kang Youwei¹²⁸³. Ce dernier, qui a tenté lors de la Réforme des Cent-Jours (1898) de moderniser l'Empire chinois dans de nombreux domaines, doit fuir au Japon avec Liang du fait de l'opposition de l'impératrice

1277Phan Bội Châu, né le 26 décembre 1867 à Sa Nam, Nghệ An, décédé le 29 octobre 1940 à Huế

1278Capitale : Vinh.

1279LE JARIEL, Yves, *Phan Boi Chau (1867-1940), le Nationalisme vietnamien avant Ho Chi Minh*, Paris, L'Harmattan, 2008, p. 24

1280Cường Để, né Nguyễn Phước Dân, né le 11 janvier 1882, décédé le 5 avril 1951 à Tôkyô

1281LE JARIEL, Yves, *Phan Boi Chau (1867-1940), le Nationalisme vietnamien avant Ho Chi Minh*, Paris, L'Harmattan, 2008, p. 28

1282*id.*, p. 51

1283*id.*, pp. 44-47

douairière Cixi¹²⁸⁴.

Après être revenu quelques mois au Vietnam et en Chine, Phan repart pour le Japon en 1906 en compagnie de Cường Đê dans le but d'y poursuivre des études et d'inciter ses partisans à l'y suivre¹²⁸⁵. Sans être directement protégé par le gouvernement japonais, le mouvement vietnamien peut malgré tout compter sur des appuis de poids, notamment le vicomte Aoki Shûzô¹²⁸⁶, Inukai Tsuyoshi et le marquis Ôkuma Shigenobu¹²⁸⁷. C'est le mouvement dit Đông Du (Aller vers l'est). En 1908, on compte plus d'une centaine d'Annamites venus étudier au Japon. Cependant, la même année, un accord franco-japonais leur fait perdre la protection de leur pays d'adoption¹²⁸⁸.

Ce revers n'empêche pas Châu de bénéficier de nombreux soutiens en Chine et au Vietnam. Ainsi, en 1907, il conclut une alliance avec le Đê Thám¹²⁸⁹, l'une des figures les plus importantes de la résistance à l'occupation française. Il recherche la conclusion d'un tel accord depuis 1901, mais il faut la victoire japonaise sur la Russie et le ralliement du prince Cường Đê pour y aboutir. C'est à ce soutien qu'est due la tentative d'empoisonnement de la garnison française de Hà Nội, en juin 1908¹²⁹⁰.

Les relations avec Sun Yat-Sen (et son parti d'alors, le *Zhongguo Tongmenghui*, ensuite TMH) n'ont pas toujours été cordiales. La conviction de Sun que le soutien de l'étranger, de tout étranger, est nécessaire à l'aboutissement de la révolution républicaine en Chine l'a d'abord incité à obtenir la neutralité bienveillante de la France. De fait, il l'obtient, du moins jusqu'à son expulsion d'Indochine, en 1908. Par la suite, les relations entre le TMH de Sun et le DTH de Châu se réchauffent. Des Annamites font leur éducation dans les écoles militaires chinoises (dirigés par des républicains) et combattent dans l'armée révolutionnaire en 1912. Châu et Sun ont d'ailleurs une courte entrevue cette même année, bien que Sun ne lui laisse pas espérer de soutien direct et immédiat à la cause

1284cf. p. 111

1285LE JARIEL, Yves, *Phan Boi Chau (1867-1940), le Nationalisme vietnamien avant Ho Chi Minh*, Paris, L'Harmattan, 2008, pp. 52-54

1286Vicomte Aoki Shûzô, né le 3 mars 1844 à San'yô-Onoda, préfecture de Yamaguchi, décédé le 16 février 1914 à Nasu, préfecture de Tochigi, né dans une famille de samurai, étudie en Allemagne, premier secrétaire de la légation du Japon en Allemagne, en Autriche-Hongrie et aux Pays-Bas 1873, vice-ministre des affaires étrangères 1885, ministre des affaires étrangères 1889-1892 et 1898-1900, ambassadeur à Londres 1894-1898, Washington 1906

1287Marquis Ôkuma Shigenobu, né le 11 mars 1838 à Saga, décédé le 10 janvier 1922 à Tôkyô, premier ministre japonais 1898 et 1914-1916

1288LE JARIEL, Yves, *Phan Boi Chau (1867-1940), le Nationalisme vietnamien avant Ho Chi Minh*, Paris, L'Harmattan, 2008, p. 60 ; MARR, David G., *Vietnamese Anti-Colonialism, 1885-1925*, Berkeley, University of California Press, 1971, pp. 120, 126 et 149

1289Hoàng Hoa Thám, dit Đê Thám, né en 1858 dans le district de Tiên Lữ, province de Hưng Yên, décédé le 10 avril 1913 à Hồ Lầy, seigneur de Yên Thế, reconnu par les Français 1892

1290PHAN, Bội Châu, *Overtaken Chariot, The Autobiography of Phan-Boi-Chau*, University of Hawaii'i Press, Honolulu, 1999, p. 213 ; LE JARIEL, Yves, *Phan Boi Chau (1867-1940), le Nationalisme vietnamien avant Ho Chi Minh*, Paris, L'Harmattan, 2008, pp. 85-92 ; MARR, David G., *Vietnamese Anti-Colonialism, 1885-1925*, Berkeley, University of California Press, 1971, pp. 193-194 ; MORLAT, Patrice, *les Affaires politiques de l'Indochine (1895-1923), les Grands Commis : Du savoir au pouvoir*, Paris, L'Harmattan, 1995, p. 81

annamite¹²⁹¹.

Cette révolution républicaine chinoise porte pourtant au pouvoir de nombreux sympathisants à la cause de l'indépendance vietnamienne. Il en est ainsi de Cai E¹²⁹² au Yunnan et Hu Hanmin¹²⁹³ au Guangdong¹²⁹⁴. Au Guangxi, l'autre province frontalière, le seigneur de la guerre Lu Rongting¹²⁹⁵, aux allégeances variables, est l'ami de Liu Yongfu et partage sa haine de la France. La révolution républicaine le voit confirmé dans son governorat, et il est l'allié de Cai E dans la deuxième révolution de 1916¹²⁹⁶.

1291LE JARIEL, Yves, *Phan Boi Chau (1867-1940), le Nationalisme vietnamien avant Ho Chi Minh*, Paris, L'Harmattan, 2008, p. 103 ; MARR, David G., *Vietnamese Anti-Colonialism, 1885-1925*, Berkeley, University of California Press, 1971, p. 149

1292Cai E, 蔡□, né le 18 décembre 1882 à Shaoyang, décédé le 8 novembre 1916 à Fukuoka, gouverneur du Yunnan 1911-1913

1293Hu Hanmin, 胡□民, né le 9 décembre 1879 à Panyu, décédé le 12 mai 1936 dans le Guangdong, étudie au Japon 1902, rejoint le TMH 1905, gouverneur du Guangdong 1911-1913, ministre des transports de Sun Yat-Sen 1917, président du Yuan législatif 1928-1931, secrétaire du GMD 1935-1936

1294LE JARIEL, Yves, *Phan Boi Chau (1867-1940), le Nationalisme vietnamien avant Ho Chi Minh*, Paris, L'Harmattan, 2008, pp. 105-106 ; MARR, David G., *Vietnamese Anti-Colonialism, 1885-1925*, Berkeley, University of California Press, 1971, p. 220

1295Lu Rongting, 陆荣廷, né le 9 septembre 1859 dans le comté de Yongxing, Hunan, décédé le 11 juin 1928 à Shanghai, gouverneur du Guangxi 1911-1921 et 1923-1924, du Guangdong 1916-1920

1296LE JARIEL, Yves, *Phan Boi Chau (1867-1940), le Nationalisme vietnamien avant Ho Chi Minh*, Paris, L'Harmattan, 2008, pp. 107-109

c- Le Việt Nam Quang Phục Hội : État des lieux à la veille de la guerre

En mai 1912, c'est à nouveau Guangzhou que choisissent Phan Bội Châu et Cường Đê pour la refondation du parti. L'exemple chinois incite en effet les Annamites à changer de stratégie. Le nouveau parti, Việt Nam Quang Phục Hội (ensuite : QPH) ou Ligue pour la restauration de l'Annam, vise désormais à instaurer une république. Si cela constitue un tournant majeur d'un point de vue politique, les questions organisationnelles restent mises de côté¹²⁹⁷, hors l'officialisation de son bras armé, le Việt Nam Quang Phục Quân (ensuite : QPQ) ou Armée pour la restauration de l'Annam¹²⁹⁸.

Châu, comme d'autres révolutionnaires à la même époque¹²⁹⁹, est un partisan de l'action violente, de la guérilla comme du terrorisme. Une série d'attentats touche donc le Vietnam en 1913, accompagnés de préparatifs d'invasion sur la frontière chinoise et siamoise – mais non-réalisés. Une tentative d'attentat est presque concomitante à celles du QPH. Dès le 24 mars, Phan Xích Long¹³⁰⁰, qui prétend être un descendant de l'empereur Hàm Nghi, tente un coup d'État à Sài Gòn¹³⁰¹. Différents engins explosifs en bronze d'une quinzaine de kilos sont retrouvés contre le mur du parc du gouvernement général, au camp des tirailleurs annamites, à l'angle du palais de justice, près du marché ainsi qu'à Chợ Lớn. Aucun n'explose. Les partisans de Phan Xích Long se montrent par centaines, sans armes, mais sont rapidement dispersés. Une centaine d'entre eux est arrêtée avec leur chef. Il semble que cette tentative de coup d'État avait des motifs principalement religieux et aucun lien direct ne peut être établi avec Phan Bội Châu et Cường Đê. Néanmoins, il est établi que Phan Xích Long a été en contact avec des membres du QPH au Siam¹³⁰².

La véritable campagne du QPH débute peu de temps après. Le 12 avril 1913, Nguyễn Duy Han, mandarin de Thái Bình et collaborant à la répression française de l'indépendantisme, est tué dans l'explosion d'une bombe. Le 26 du même mois, une autre bombe est jetée sur la terrasse du café du Hanoi hôtel faisant deux morts, le chef de bataillon Montgrand et le commandant Chapuis. Le but de ce second attentat n'est pas clair. Il est possible que le groupe d'officiers français était la cible, mais certains témoignages laissent à penser que le gouverneur général lui-même peut avoir

1297LE JARIEL, Yves, *Phan Boi Chau (1867-1940), le Nationalisme vietnamien avant Ho Chi Minh*, Paris, L'Harmattan, 2008, p. 109

1298MARR, David G., *Vietnamese Anti-Colonialism, 1885-1925*, Berkeley, University of California Press, 1971, pp. 218-219

1299David G. Marr avance comme presque certain que Phan suit l'exemple du terrorisme coréen, à savoir la tentative d'assassinat du prince Itô Hirobumi en 1909. MARR, David G., *Vietnamese Anti-Colonialism, 1885-1925*, Berkeley, University of California Press, 1971, p. 220 ; cf. p. 258 concernant le terrorisme bengalais.

1300Phan Xích Long, né le 1^{er} janvier 1893, décédé le 22 février 1916 à Sài Gòn

1301Auj. Thành phố Hồ Chí Minh

1302LE JARIEL, Yves, *Phan Boi Chau (1867-1940), le Nationalisme vietnamien avant Ho Chi Minh*, Paris, L'Harmattan, 2008, pp. 111-113 ; MARR, David G., *Vietnamese Anti-Colonialism, 1885-1925*, Berkeley, University of California Press, 1971, pp. 222-223 ; MORLAT, Patrice, *les Affaires politiques de l'Indochine (1895-1923), les Grands Commis : Du savoir au pouvoir*, Paris, L'Harmattan, 1995, p. 149

été visé. La répression est sévère : la commission criminelle de Hà Nội prononce sept condamnations à mort, une aux travaux forcés à perpétuité et onze acquittements¹³⁰³. David G. Marr en analyse ainsi les résultats : un enthousiasme renouvelé chez les partisans du QPH, la mise à mal du peu d'organisation de l'appareil clandestin du parti et enfin une pression diplomatique française sur le gouvernement chinois¹³⁰⁴.

De façon intéressante, deux axes étaient envisagées pour l'invasion de l'Indochine, l'un par le Guangxi, depuis Longzhou, et l'autre par le Laos¹³⁰⁵, depuis le territoire siamois. À l'été 1913, Yuan Shikai nomme Long Jiguang¹³⁰⁶ gouverneur militaire du Guangdong. Ni francophile, ni francophobe, il cherche dans un premier temps à se rapprocher de ses voisins indochinois, notamment en faisant fermer la permanence du QPH à Guangzhou. Par ailleurs, l'arrivée de Long signifie la liquidation dans le Guangdong du pouvoir Guomindang (ensuite : GMD) et la perte d'un soutien précieux pour les révolutionnaires annamites en la personne de Hu Hanmin¹³⁰⁷. Le 18 janvier 1914, Long arrête Phan Bội Châu et l'un de ses principaux lieutenants, Mai Lão Bạng¹³⁰⁸. Ni l'un, ni l'autre n'est finalement livré aux Français, Long ayant diffusé la fausse nouvelle d'une évasion de Châu le 22 janvier. Il ne sont libérés qu'en 1917¹³⁰⁹.

1303 PHAN, Bội Châu, *Overtaken Chariot, The Autobiography of Phan-Boi-Chau*, University of Hawai'i Press, Honolulu, 1999, p. 217 ; LE JARIEL, Yves, *Phan Boi Chau (1867-1940), le Nationalisme vietnamien avant Ho Chi Minh*, Paris, L'Harmattan, 2008, pp. 113-114 et pp. 119-126 ; MARR, David G., *Vietnamese Anti-Colonialism, 1885-1925*, Berkeley, University of California Press, 1971, pp. 220-221 ; MORLAT, Patrice, *les Affaires politiques de l'Indochine (1895-1923), les Grands Commis : Du savoir au pouvoir*, Paris, L'Harmattan, 1995, p. 150

1304 MARR, David G., *Vietnamese Anti-Colonialism, 1885-1925*, Berkeley, University of California Press, 1971, pp. 220-221

1305 cf. pp. 338-340

1306 Long Jiguang, 龍濟光, né en 1867 au Yunnan, décédé le 12 mars 1925 à Beijing

1307 LE JARIEL, Yves, *Phan Boi Chau (1867-1940), le Nationalisme vietnamien avant Ho Chi Minh*, Paris, L'Harmattan, 2008, pp. 140-141

1308 Mai Lão Bạng, né en 1866, décédé en 1942

1309 LE JARIEL, Yves, *Phan Boi Chau (1867-1940), le Nationalisme vietnamien avant Ho Chi Minh*, Paris, L'Harmattan, 2008, pp. 145-148 ; MORLAT, Patrice, *les Affaires politiques de l'Indochine (1895-1923), les Grands Commis : Du savoir au pouvoir*, Paris, L'Harmattan, 1995, pp. 171-174

d- Le facteur allemand : État et problèmes intrinsèques de la recherche

Au-delà de ces alliés asiatiques, il semble que le QPH ait très tôt cherché le soutien d'un autre acteur important malgré l'éloignement géographique : l'Allemagne. D'après Patrice Morlat, le QPH a établi des contacts avec le consulat d'Allemagne à Guangzhou dès 1912. Quant au Dr Voretzsch, dont nous verrons l'importance par la suite, il est établi que son boy chinois fait partie du GMD. Par ailleurs, il aurait été en contact aussi bien avec les révolutionnaires chinois que vietnamiens au Japon¹³¹⁰. David G. Marr confirme la date de 1906 pour les premiers contacts entre Châu et le consul d'Allemagne à Hongkong (qui est alors le Dr Voretzsch)¹³¹¹. Il semble enfin que le voyage du prince Cường Đê en Europe en 1913-1914 ait eu pour principal objet de chercher le soutien de cette puissance¹³¹². Si ce facteur allemand est mentionné dans les diverses monographies ayant trait à l'anticolonialisme vietnamien, peu sont celles qui prennent au sérieux les quelques éléments disponibles. À ce jour, seule Heather Streets-Salter tente d'explorer cet aspect de la question dans un chapitre de sa monographie sur la Première Guerre mondiale et l'Asie du Sud-Est¹³¹³.

Il existe plusieurs explications à ce manque d'intérêt apparent. Les sources posent notamment plusieurs problèmes d'ampleur. En effet, s'il n'existe aucun travail allemand ou germanophone sur cette question, c'est que les archives allemandes touchant à ce sujet sont probablement, ou perdues, ou détruites, ou éparpillées hors d'Allemagne. La Première Guerre mondiale, la Seconde, les différents aléas qui en résultent, les saisies d'archives par les vainqueurs de ces conflits sont des circonstances aggravées par le fait que les services de renseignements allemands hors d'Europe relèvent de la responsabilité des ambassades et des consulats¹³¹⁴. Hors ces archives sont aussi les plus vulnérables. Les archives allemandes saisies, quand elles sont recensées, ne sont pas toujours utilisées, et ne l'ont jusqu'à présent jamais été dans un travail touchant à l'indépendantisme vietnamien.

L'historien est donc dans l'obligation de s'appuyer exclusivement sur trois sortes de sources, à savoir les archives indochinoises, les archives diplomatiques françaises et les témoignages des indépendantistes eux-mêmes. Dans les faits, les principales monographies touchant à l'étude de

1310MORLAT, Patrice, *les Affaires politiques de l'Indochine (1895-1923), les Grands Commis : Du savoir au pouvoir*, Paris, L'Harmattan, 1995, p. 188

1311PHAN, Bội Châu, *Overtured Chariot, The Autobiography of Phan-Boi-Chau*, University of Hawai'i Press, Honolulu, 1999, p. 216 ; MARR, David G., *Vietnamese Anti-Colonialism, 1885-1925*, Berkeley, University of California Press, 1971, p. 127

1312PHAN, Bội Châu, *Overtured Chariot, The Autobiography of Phan-Boi-Chau*, University of Hawai'i Press, Honolulu, 1999, p. 218 ; LE JARIEL, Yves, *Phan Boi Chau (1867-1940), le Nationalisme vietnamien avant Ho Chi Minh*, Paris, L'Harmattan, 2008, pp. 162-163

1313STREETS-SALTER, Heather, *World War One in Southeast Asia, Colonialism and Anticolonialism in An Era of Global Conflict*, Cambridge University Press, Cambridge, 2016, pp. 169-213

1314LÜDKE, Tilman, *Jihad Made in Germany*, LIT, Berlin, 2005, p. 16

l'anticolonialisme vietnamien puisent dans les archives coloniales françaises et dans les témoignages des principaux intéressés, au détriment des archives diplomatiques françaises. La plupart des témoignages d'indépendantistes vietnamiens date *d'après* l'indépendance – c'est notamment le cas des mémoires du prince Cường Để¹³¹⁵ – et ne s'appesantissent donc pas sur la période de la Première Guerre mondiale ou sur le soutien apporté par l'Allemagne avant la guerre. Seules les notes de prison, puis l'autobiographie de Phan Bội Châu en parlent en longueur. Cependant, ces deux ouvrages ont moins un but historique que propagandaire. Ils visent à guider la nouvelle génération d'indépendantistes et à leur éviter les échecs qu'a pu connaître Châu. La description exacte du mouvement indépendantiste vietnamien et de ses soutiens étrangers – et notamment allemands – n'est pas l'objet de ces livres¹³¹⁶.

Enfin, et si les archives des postes utilisées lors de l'élaboration de cette thèse complètent utilement les travaux basés sur les archives coloniales, la complexité organisationnelle des services de renseignement français, les jalousies entre postes, le manque de communication, mais aussi la nécessité d'utiliser de nombreux agents chinois et vietnamiens à la loyauté douteuse, beaucoup étant des mercenaires du renseignement, obligent à une extrême prudence.

1315 *Cuộc Đòi Cách Mạng* [Vie d'un révolutionnaire], Nhà in Tôn Thất Lễ, Saigon, 1957

1316 *Prison Notes & Hò*, Chí Minh, *Prison Diary*, Ohio University Press, 1978 ; *Overtured Chariot, The Autobiography of Phan-Boi-Chau*, University of Hawai'i Press, Honolulu, 1999

e- La structure des services de renseignements français

Les services de renseignements français en Chine sont de plusieurs ordres :

- d'abord et avant tout, les services de renseignements indochinois, qui souvent s'appuient sur les consulats de France en Chine (mis en place en 1912¹³¹⁷) ;
- les services de renseignements des consulats de France en Chine eux-mêmes, d'une situation très variable d'un poste à l'autre ;
- les services de renseignements des quatre concessions françaises en Chine (notamment à Shanghai et à Guangzhou) ;
- les services secrets militaires liés au Corps d'Occupation de Chine (ensuite : COC), notamment à Tianjin.

Au-delà de ces embarras d'ordre juridictionnel et administratif, les services de renseignements français souffrent d'un manque chronique de moyens financiers et humains, ainsi que d'un manque de connaissance du terrain et des forces en présence. Il faut aussi noter que la plupart des agents de ces services de renseignements sont de fait des Annamites (loyaux ou soumissionnaires) ou des Chinois, bien plus que des Européens. Le manque de fiabilité que cela entraîne est évident : On soupçonne toujours les Annamites de collusion avec les indépendantistes ; et il s'agit souvent de « mercenaires », motivés par l'appât d'une prime, et donc très susceptibles d'exagération. En raison de ces lacunes que l'expérience passée n'a pas permis de combler, notamment en raison du manque de moyens financiers, mais aussi d'un manque de vision des services de renseignements et de leur rôle, ces derniers sont essentiellement tournés vers l'Indochine, dirigés depuis l'Indochine, et affectés à la contre-insurrection et à la poursuite des « rebelles annamites » en vue d'arrestation, d'extradition, etc. Par ailleurs, malgré la quasi-exclusivité de leurs buts, les services de renseignements français doivent souvent leurs demi-succès plus à leur ténacité et aux circonstances qu'à une réelle efficacité de fonctionnement.

Il faut de plus noter, les embarras d'ordre juridictionnel et personnel, comme au consulats de Mengzi ou de Yunnanfu, où le consul Lépice refuse les avances de l'Indochine pour organiser un service de renseignements dans la province, et préfère affecter un collègue éprouvé à ce métier, en l'occurrence à Simao¹³¹⁸. D'autres, comme le consulat de Guangzhou, qui est d'abord le QG des indépendantistes vietnamiens, coopèrent pleinement avec l'Indochine à travers leur propre service de renseignements, mais n'ont pas les moyens humains nécessaires. Le consul de cette ville doit ainsi délaissier en partie ses fonctions officielles et normales tant il est accaparé par ses activités de

1317MORLAT, Patrice, *les Affaires politiques de l'Indochine (1895-1923), les Grands Commis : Du savoir au pouvoir*, Paris, L'Harmattan, 1995, p. 146

1318cf. p. 268

renseignement ; il n'a en effet à sa disposition qu'un secrétaire annamite ne parlant ni anglais ni chinois¹³¹⁹.

Un autre problème connu concerne l'un des postes diplomatiques français les plus productifs en termes de renseignements sur les activités vietnamiennes en Chine. Gaston Liébert, consul de France à Hongkong, développe en effet son propre service de renseignements dès avant 1914 en parallèle de tous les services déjà évoqués, mais en concertation avec l'Indochine. Son zèle (voire son activisme) donne à son réseau parallèle, qui doit d'abord concerner la Chine du Sud, des proportions gigantesques, avec des agents jusqu'en Chine du Nord et au Siam¹³²⁰. Hors la fiabilité de ce réseau Liébert, qui donne des renseignements parfois contradictoires avec ceux des autres services, est sérieusement remise en cause par les nombreux rapports concernant des allées et venues de Phan Bội Châu et de Cường Đê en Chine, les repérant à Hangzhou, à Shanghai, à Qinzhou, etc., alors que l'un est en prison à Guangzhou et que le second est à Beijing puis au Japon. Long Jiguang a en effet prétendu jusqu'en 1916 que Châu avait pu s'évader, ce à quoi Liébert a toujours cru sans réserve. Cet échec particulier du consul français peut s'expliquer de différentes façons. Naïveté du consul, d'abord, dont le réseau n'est pas contrôlé par l'Indochine et qui n'est pas un professionnel, les primes aux renseignements déjà évoquées, mais aussi peut-être, rien ne s'y oppose, certaines stratégies annamites (de contre-espionnage ?). Bien que nous n'ayons aucun renseignement positif allant dans ce sens, pourquoi le mythe n'aurait pas été maintenu par les indépendantistes de voyages et d'activités diverses au service de la cause annamite de ses deux principaux chefs, à un moment où le mouvement est aux abois ?

En effet, aux efforts de répression ayant immédiatement suivi les attentats en Annam et au Tonkin vient s'ajouter le contexte de la guerre mondiale et d'efforts allemands réels ou supposés pour aider le Vietnam à se libérer du joug français. Il est à noter par contre, que certains des coups les plus durs portés à ce mouvement viennent précisément eux aussi du réseau Liébert. Ce dernier est, dès avant la guerre, à l'origine de l'arrestation de Châu et de Mai Lão Bạng à Guangzhou¹³²¹. Il permet aussi l'arrestation de Hoàng Trọng Mậu¹³²² et Lê Đức Nhuận¹³²³, puis de Luong Lap Nam¹³²⁴,

1319 Rapport sur l'organisation d'un service de renseignements en Chine adressé à Boppe, ministre de France à Beijing, 14 septembre 1918, CADN Pékin 291 ; Lépice, délégué par intérim du ministère des affaires étrangères au Yunnan, à Conty, ministre de France à Beijing, secret, CADN Pékin 510 bis

1320 MORLAT, Patrice, *les Affaires politiques de l'Indochine (1895-1923), les Grands Commis : Du savoir au pouvoir*, Paris, L'Harmattan, 1995, p. 202

1321 LE JARIEL, Yves, *Phan Boi Chau (1867-1940), le Nationalisme vietnamien avant Ho Chi Minh*, Paris, L'Harmattan, 2008, pp. 145-148 ; MORLAT, Patrice, *les Affaires politiques de l'Indochine (1895-1923), les Grands Commis : Du savoir au pouvoir*, Paris, L'Harmattan, 1995, pp. 171-174

1322 Hoàng Trọng Mậu, né en 1874, décédé en 1916

1323 LE JARIEL, Yves, *Phan Boi Chau (1867-1940), le Nationalisme vietnamien avant Ho Chi Minh*, Paris, L'Harmattan, 2008, p. 151

1324 MORLAT, Patrice, *les Affaires politiques de l'Indochine (1895-1923), les Grands Commis : Du savoir au pouvoir*, Paris, L'Harmattan, 1995, p. 199

toutes figures de premier plan du parti indépendantiste vietnamien. La question fondamentale reste : Que vaut réellement le réseau Liébert ? Avec quelles réserves prendre les informations qu'il nous livre ? Les fausses informations sont-elles circonscrites au seul domaine de la localisation de Châu et du prince Cường Để ? Nous n'avons aucun élément nous permettant de nous prononcer pour l'une ou l'autre option. Notre opinion personnelle est qu'il ne faut pas écarter *a priori* des informations précieuses, et rares en dehors du réseau Liébert, bien que des recoupements devront toujours être tentés. La seule piste de l'historien pour tenter de donner des fondements plus solides à ces informations est l'exploitation de certaines sources japonaises – si, à l'instar des sources allemandes et pour des raisons similaires, elles ne sont pas perdues pour la science¹³²⁵.

1325MORLAT, Patrice, *les Affaires politiques de l'Indochine (1895-1923), les Grands Commis : Du savoir au pouvoir*, Paris, L'Harmattan, 1995, pp. 199-207 ; STREETS-SALTER, Heather, *World War One in Southeast Asia, Colonialism and Anticolonialism in An Era of Global Conflict*, Cambridge University Press, Cambridge, 2016, pp. 169, 177 et 189-205 ; LE JARIEL, Yves, *Phan Boi Chau (1867-1940), le Nationalisme vietnamien avant Ho Chi Minh*, Paris, L'Harmattan, 2008, pp. 253-259

f- Le QPH, le Siam et les Austro-Allemands

Quatre pôles de soutien principaux émergent au commencement de la guerre européenne pour le QPH : Les nouveaux alliés objectifs austro-allemands, dont nous avons vu que leur intérêt pour le mouvement remonte à 1912, voire 1906¹³²⁶ ; les deux grands voisins neutres – tous deux jusqu'en 1917 – avec qui l'Indochine partage l'essentiel de ses frontières : la Chine et le Siam ; le Japon enfin, malgré son appartenance à l'Entente. Le Siam, à la frontière ouest, abrite, comme la Chine, une large communauté vietnamienne. Par ailleurs, Châu connaît le pays, où il s'est réfugié après son expulsion du Japon en 1910¹³²⁷. Il semble alors que l'oncle du roi du Siam autorise les indépendantistes à s'installer dans le village de Ban Cham¹³²⁸. Dès la formation du QPH en 1912, et s'il est entendu que le centre des opérations se situe à la frontière nord (Chine du Sud), Châu tient donc à y développer la section siamoise du mouvement, qui est d'abord confiée à Cường Đê, puis à Trần Hữu Lực¹³²⁹. Il y crée le Nam Hùng Thương Hội (ensuite : HTH) ou Société commerciale pour la restauration de l'Annam. Parmi le millier d'affiliés hors d'Indochine, les services de renseignement français estime que quatre cents se trouvent alors au Siam. Le HTH participe notamment au financement et à l'armement du QPH. De même qu'en Chine, les coolies, interprètes, mais aussi les bandits et les prostituées sont des cibles prioritaires de la propagande indépendantiste vietnamienne¹³³⁰.

Étonnamment, il semble que les ministres d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie à Bangkok n'aient rencontré les partisans de Châu qu'à l'été 1915, offrant dix mille piastres indochinoises aux révolutionnaires afin de permettre « un incident sensationnel », « une attaque frontalière » et leur promettant des fonds supplémentaires en cas de succès. Une partie aurait été transférée à Guangzhou. L'information est reprise par Liébert, qui croit que Châu lui-même se trouve alors dans la capitale siamoise. Les services de renseignement français font pourtant état d'un soutien équivalent (dix mille dollars mexicains) apporté à Cường Đê au début de 1915, et le consul de

1326f. p. 325

1327C'est le troisième voyage de Châu au Siam.

1328Il s'agit peut-être de Kamburi, ou bien de Phichit, cf. PHAN, Bội Châu, *Overturned Chariot, The Autobiography of Phan-Boi-Chau*, University of Hawai'i Press, Honolulu, 1999, n. 121 p. 184

1329Nguyễn Thức Đường, dit Trần Hữu Lực, né en 1886 à Đông Chũr, district de Nghi Lộc, province de Nghệ An, décédé le 24 janvier 1916 à Bạch Mai, émigre au Japon en 1908 dans le cadre du mouvement Đông Du, puis étudie l'art militaire en Chine et rejoint les rangs révolutionnaires chinois dans le Guangdong, rejoint le QPH en 1912, co-responsable de l'attaque du poste de Tà Lùng en 1915, puis prend la tête de la section siamoise du QPH, capturé par les Français le 26 juin 1915, puis exécuté ; cf. PHAN, Bội Châu, *Overturned Chariot, The Autobiography of Phan-Boi-Chau*, University of Hawai'i Press, Honolulu, 1999, pp. 153-154

1330PHAN, Bội Châu, *Overturned Chariot, The Autobiography of Phan-Boi-Chau*, University of Hawai'i Press, Honolulu, 1999, pp. 15-17, 172-175, 183-186 ; GOSCHA, Christopher, *Thailand and the Southeast Asian Networks of the Vietnamese Revolution, 1885-1954*, Psychology Press, London, 1999, pp. 30-44 ; STREETS-SALTER, Heather, *World War One in Southeast Asia, Colonialism and Anticolonialism in An Era of Global Conflict*, Cambridge University Press, Cambridge, 2016, p. 181

France à Guangzhou, qu'on ne peut soupçonner des mêmes errements que le réseau Liébert, n'hésite pas à affirmer que les Allemands financent le mouvement indépendantiste vietnamien en Chine à hauteur de – là encore – dix mille dollars mexicains par mois. Enfin, Siou, un Chinois de Singapour, doit apporter aux révolutionnaires une forte somme d'argent en mars 1915, que les Français soupçonnent d'être le premier versement mensuel. Notons à ce propos que Châu signale dans son autobiographie avoir été consulté à propos de la rencontre avec les ministres austro-allemands à Bangkok, à l'automne 1915, ce qui laisse entrevoir la possibilité qu'il ait conservé la tête effective du mouvement indépendantiste, du moins dans certains aspects importants. Il est en vérité beaucoup plus probable que les Austro-Allemands aient contacté les révolutionnaires vietnamiens au Siam dès l'ouverture des hostilités en Europe, ce qui semble confirmé par le voyage qu'y fait le Dr Voretzsch dans les derniers mois de 1914 – pendant lequel il est acquis qu'il finance le mouvement indépendantiste indien. Il semble que le soutien financier des Austro-Allemands au Siam ait surtout été utile au HTH à la frontière laotienne, dans l'affaire de Muang Khua¹³³¹.

1331 Liébert, consul général de France à Hongkong, au gouvernement général de l'Indochine, 10 février 1915, secret, CADN Pékin 361 ; *id.*, 2 mars 1915, secret, CADN Pékin 361 ; Beauvais, consul de France à Guangzhou, au gouverneur général de l'Indochine, 5 mars 1915, CADN Pékin 361 ; Gaston Liébert, consul général de France à Hongkong, au gouvernement général de l'Indochine, 15 mars 1915, secret, CADN Pékin 361 ; Saint-Chaffray, secrétaire général p.i. du gouvernement général de l'Indochine, au consul de France à Hongkong, secret, 25 juin 1915, CADN Pékin 510 bis ; Gaston Liébert, consul général de France à Hongkong, au gouvernement général de l'Indochine, 28 octobre 1915, CADN Pékin 361 ; *id.*, 31 décembre 1915, CADN Pékin 361 ; PHAN, Bội Châu, *Overtured Chariot, The Autobiography of Phan-Boi-Chau*, University of Hawai'i Press, Honolulu, 1999, pp. 220-225 ; STREETS-SALTER, Heather, *World War One in Southeast Asia, Colonialism and Anticolonialism in An Era of Global Conflict*, Cambridge University Press, Cambridge, 2016, pp. 191, 194-195 ; cf. pp. 338-340

g- Le Dr Ernst-Arthur Voretzsch

Le Dr Ernst-Arthur Voretzsch, consul à Hongkong jusqu'à la déclaration de guerre du Royaume-Uni à l'Allemagne, s'il est ensuite nommé consul à Hankou, est avant tout à la tête du réseau allemand de soutien aux indépendantistes vietnamiens en Chine. Pendant les quelques mois qu'il passe au Siam à la fin de 1914, il apporte son soutien tant aux indépendantistes indiens que vietnamiens. C'est aussi lui qui envoie des agents chinois à Sài Gòn¹³³² afin de recruter le prince birman Myngoon-Min. C'est enfin sous ses auspices qu'est conclu à Hankou un accord entre M.N. Roy et un représentant de Tang Jiyao, gouverneur militaire du Yunnan¹³³³. C'est le diplomate allemand qui entretient les relations les plus anciennes avec Châu, dès 1906¹³³⁴. Bien que ses activités anti-françaises sont concentrées dans les provinces frontalières du Yunnan, du Guangxi et du Guangdong, Voretzsch semble prendre ses ordres tant à Beijing, auprès de l'amiral von Hintze, qu'à Shanghai, où il se fait détacher auprès du Dr Knipping, lui-même à la tête de la *neue Abteilung*¹³³⁵. Dès octobre 1914, il finance le QPH à hauteur de cent mille dollars. Après la rupture des relations diplomatiques, il se transporte au Siam, où il continue son soutien aux révolutionnaires vietnamiens¹³³⁶.

L'un de ses voyages à Beijing fait sensation, lorsqu'il est découvert par hasard qu'il se trouve à l'hôtel des Wagons-lits sous le nom de son ancien collègue suédois à Hongkong. Les services de renseignements français confirment les fréquentes visites que Voretzsch fait alors à la légation d'Allemagne. De façon très intrigante, l'autobiographie de Châu fait état de plusieurs visites faites à Voretzsch et à Beijing, et ce alors que le consul allemand est stationné à Hongkong avant la guerre, et ne peut se trouver dans la capitale chinoise après la rupture des relations diplomatiques entre la Chine et l'Allemagne ; hors Châu n'est libéré qu'en mars 1917¹³³⁷.

Peu après, des rapports circonstanciés du consul Liébert laissent à penser que Châu – qui se trouve alors en prison à Guangzhou – rencontre à Hangzhou un certain Wou Sao Lün, secrétaire

1332Auj. Thành phố Hồ Chí Minh

1333cf. pp. 268, 272 et 291

1334Voretzsch aide de façon plus modeste le mouvement de Châu et Cường Đê dès avant la guerre, cf. PHAN, Bội Châu, *Overtaken Chariot, The Autobiography of Phan-Boi-Chau*, University of Hawai'i Press, Honolulu, 1999, p. 104, LE JARIEL, Yves, *Phan Boi Chau (1867-1940), le Nationalisme vietnamien avant Ho Chi Minh*, Paris, L'Harmattan, 2008, pp. 180, 254

1335Gaston Liébert, consul général de France à Hongkong, au gouvernement général de l'Indochine, 4 mars 1915, secret, CADN Pékin 361 ; STREETS-SALTER, Heather, *World War One in Southeast Asia, Colonialism and Anticolonialism in An Era of Global Conflict*, Cambridge University Press, Cambridge, 2016, p. 188

1336LE JARIEL, Yves, *Phan Boi Chau (1867-1940), le Nationalisme vietnamien avant Ho Chi Minh*, Paris, L'Harmattan, 2008, pp. 149

1337À propos de la chronologie, et en particulier de la durée réelle du séjour de Châu en prison, cf. PHAN, Bội Châu, *Overtaken Chariot, The Autobiography of Phan-Boi-Chau*, University of Hawai'i Press, Honolulu, 1999, n. 173 p. 227. Il n'est pas exclu que Châu ait été libéré dès 1916. ; Gaston Liébert, consul général de France à Hongkong, au gouvernement général de l'Indochine, 2 mars 1915, secret, CADN Pékin 361 ; Roume, gouverneur général de l'Indochine, au ministre de France à Beijing, 25 mars 1915, CADN Pékin 361

chinois de Voretzsch, qui par ailleurs appartient au GMD. Ce rendez-vous aurait visé à régler les détails d'un plan d'achat d'armes japonaises par de l'argent allemand, afin qu'elles soient acheminées au Tonkin¹³³⁸. Malgré le défaut évident de l'information, celle-ci ne peut être rejetée *a priori*. D'une part, parce que de tels arrangements sont documentés et connus, notamment en ce qui concerne le soutien aux indépendantistes indiens ; ensuite, parce que d'autres rapports, qu'ils émanent ou non du réseau Liébert, font état de contrebande d'armes japonaises et allemandes en direction de l'Indochine afin d'y ravitailler le QPH, soit directement depuis Guangzhou et Shantou¹³³⁹, soit *via* des contrebandiers, tels que l'Australien Charles Bearwolf, l'Allemand Lüssein, le Suisse Landolt et le Français Rosselet à Guangzhou, ou encore l'Américain W.F. Carrey¹³⁴⁰. Il est donc probable que la rencontre ait eu lieu entre Voretzsch et un représentant de Châu. On sait que ce dernier reste en contact avec l'extérieur, et qu'il se maintient à la tête du QPH pendant son séjour en prison : lui-même documente le fait dans son autobiographie à propos de la rencontre entre ses partisans et les ministres d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie à Bangkok à l'automne 1915¹³⁴¹.

En dehors des menées de Voretzsch lui-même (à Hankou) et des centres de commandement de la guerre secrète allemande que sont Shanghai et Beijing¹³⁴², il est certains que le réseau consulaire allemand est particulièrement actif dans le soutien aux révolutionnaires vietnamiens, notamment dans les provinces frontalières du Yunnan et des deux Guang¹³⁴³. Le consul d'Allemagne à Guangzhou, réputé – comme le consul du Japon dans ce port – être en relations avec Châu. Il finance notamment le QPH à hauteur de dix mille dollars mexicains et en promet vingt mille autres par le biais de l'école franco-allemande – ce qui motive probablement la fermeture de cette dernière par les autorités françaises au début de 1917. La Ligue maintient par ailleurs un compte à la filiale cantonaise de la deutsch-asiatische Bank¹³⁴⁴.

1338Gaston Liébert, consul général de France à Hongkong, au gouvernement général de l'Indochine, 15 mars 1915, secret, CADN Pékin 361

1339À propos de l'expédition d'armes et de munitions allemandes depuis Shantou dans des circonstances similaire, cf. pp. 219, 265-266 et 274.

1340Gaston Liébert, consul général de France à Hongkong, au gouvernement général de l'Indochine, 22 novembre 1915, CADN Pékin 361 ; Gaston Liébert, consul général de France à Hongkong, au gouvernement général de l'Indochine, 10 octobre 1915, secret, CADN Pékin 361 ; *id.*, 31 janvier 1916, CADN Pékin 361

1341STREETS-SALTER, Heather, *World War One in Southeast Asia, Colonialism and Anticolonialism in An Era of Global Conflict*, Cambridge University Press, Cambridge, 2016, p. 194

1342Le Dr Kindler transmet des informations à propos de Schaller, employé consulaire à Shanghai et Kimpao, agent coréen de l'Allemagne, qui opérerait lui à Beijing, renseignements confirmés par les services anglais et russes, mais négligés par les Français. Gouverneur général de l'Indochine au ministre de France à Beijing, 14 octobre 1915, CADN Pékin 291 bis ; Consul suppléant de France à Shanghai au gouverneur général de l'Indochine, 29 octobre 1916, CADN Pékin 291 bis

1343À propos de la livraison d'explosifs allemands aux indépendantistes vietnamiens du Guangxi : Beauvais, consul de France à Guangzhou, au ministre de France à Beijing, 26 août 1918, CADN Pékin 291

1344Liébert, consul général de France à Hongkong, au gouvernement général de l'Indochine, 22 mars 1915, secret, CADN Pékin 361 ; *id.*, 28 octobre 1915, CADN Pékin 361

h- Le Dr Fritz Weiss, le Yunnan et les révolutionnaires vietnamiens

Le consul d'Allemagne au Yunnan, le Dr Fritz Weiss, est particulièrement actif dans le dossier vietnamien. Ainsi que tous les autres diplomates allemands de Chine, en particulier dans les postes importants de Guangzhou, Hankou, Shanghai, Tianjin ou donc Yunnanfu¹³⁴⁵, Weiss déploie une activité de guerre secrète dans plusieurs directions, et utilise les différentes armes de propagande à la disposition des Allemands de Chine. Il est puissamment aidé dans ses efforts par la situation spéciale de la province, qui rentre à la fois dans les zones d'influence britannique et française, notamment à travers les concessions du syndicat du Yunnan, qui obtient l'autorisation d'ouvrir quatre-vingt-neuf mines sur le tiers de son territoire, ainsi que le chemin de fer Hải Phòng – Yunnanfu, entretenant l'animosité des fonctionnaires et des militaires yunnanais, dont le consul Lépice estime qu'en 1915 ils sont très majoritairement pro-allemands.

C'est grâce à ce soutien provincial exceptionnel que la capitale Yunnanfu devient rapidement l'un des centres de production et d'expédition de fausses nouvelles pro-allemandes en Chine. Trois des quatre journaux de la ville sont sous contrôle allemand ; l'un d'eux est l'organe de presse personnel du gouverneur Tang Jiyao, qui par ailleurs se pose en 1915 en avocat d'un « Grand Yunnan ». Des pamphlets pro-allemands, saisis par les alliés, se reconnaissent comme produits à l'imprimerie officielle du gouvernement provincial. Les mines et le chemin de fer offrent d'ailleurs aux efforts anti-français la possibilité de travailler les expatriés vietnamiens dans le sens révolutionnaires. Plusieurs deviennent d'ailleurs des agents d'un service de renseignement établi par Weiss, dont sept sont arrêtés par les autorités françaises, extradés et exécutés à Yên Bái. L'un des sept, interprète à la maison Speidel de Yunnanfu, aurait servi d'intermédiaire dans le financement du QPH. Une rafle équivalente a lieu simultanément à Hà Nội : neuf Vietnamiens y sont arrêtés, dont l'un est découvert avec des bombes et du matériel pour leur fabrication¹³⁴⁶.

Cette alliance objective explique aussi et de façon beaucoup plus sérieuse que, dès décembre 1914, les Britanniques découvrent un complot yunnanais contre la Birmanie qui a le soutien de Weiss, et que la mission Pawelka, qui vise à enrôler des chefs de la région de Sipsong Panna afin de pénétrer en Birmanie par Menghai et prêche le jihad dans le Yunnan du Sud, suit ses instructions¹³⁴⁷. Weiss tente aussi de faire jouer ces passions et ces intérêts communs, afin d'obtenir le soutien

1345Auj. Kunming

1346Rapport commercial du consulat allemand de Guangzhou pour l'année 1903, BA R901 54129 ; Gouverneur général de l'Indochine au ministre des colonies, 28 décembre 1914, CADN Pékin 361 ; Lépice, délégué par intérim du ministère des affaires étrangères au Yunnan, à A.R. Conty, ministre de France à Beijing, 17 février 1915, CADN Pékin 231 ; *id.*, 14 août 1915, CADN Pékin 510 bis ; Roume, gouverneur général de l'Indochine, à Liébert, consul général de France à Hongkong, 6 juillet 1915, CADN Pékin 510 bis ; MARR, David G., *Vietnamese Anti-Colonialism, 1885-1925*, Berkeley, University of California Press, 1971, p. 225 ; MORLAT, Patrice, *les Affaires politiques de l'Indochine (1895-1923), les Grands Commis : Du savoir au pouvoir*, Paris, L'Harmattan, 1995, pp. 191-192

1347cf. pp. 269-270

yunnanais à une déclaration de guerre de la Chine à la France, dans le sillage de l'affaire de Laoxikai. Le général de la première division, Zhang Zizhang télégraphie ainsi directement au gouvernement central afin d'obtenir l'autorisation d'envahir l'Indochine. L'effet produit est tel que la chambre provinciale se réunit pour débattre de la situation en réunion secrète en décembre 1916, puis qu'une conférence militaire traite du même objet en février 1917. Étonnement, c'est dans les deux cas le gouverneur Tang, que les diplomates français considèrent au début de la guerre comme violemment gallophobe, qui tempère les ardeurs et s'oppose aux tentatives de Weiss. Devant la chambre provinciale, il argue que les troupes yunnanaises sont alors trop démunies en hommes, en armes et en munitions ; puis, lors de la conférence militaire qui vise à examiner l'offre de Weiss de combler à ces défauts de l'armée du Yunnan, il met en avant le danger de guerre avec le Royaume-Uni et le Japon en cas d'invasion de l'Indochine, ainsi que les difficultés qu'auront probablement les Allemands à remplir leurs promesses¹³⁴⁸.

1348A. Wilden, délégué du ministère des affaires étrangères au Yunnan, à de Martel, ministre de France à Beijing, 26 décembre 1916, CADN Pékin 231 ; *id.*, 5 février 1917, CADN Pékin 231 ; *id.*, 7 février 1917, CADN Pékin 231 ; *id.*, 8 février 1917, CADN Pékin 231 ; A. Wilden, délégué du ministère des affaires étrangères au Yunnan, au gouverneur général de l'Indochine, 26 décembre 1916, CADN Pékin 231

i- Les attaques frontalières, 1914-1915

Les troubles à la frontière franco-chinoise ne sont naturellement pas un problème nouveau en 1914. L'ancienne suzeraineté chinoise sur l'Annam et le Tonkin, l'impérialisme français en Chine et particulièrement dans les provinces frontalières, le mouvement des Pavillons noirs sont des éléments perturbateurs connus. Les attentats de 1908 et 1913 donnent une première alarme, et quelques attaques frontalières ont lieu dès le premier semestre 1914, mais le mouvement révolutionnaire est alors encore trop faible pour inquiéter le pouvoir colonial. Le 27 janvier 1914, c'est une bande de cent à trois cents hommes qui attaque les villages de Đổng Đăng et de Nà Chà ; les 22 et 23 février, deux attaques plus importantes ont lieu, toujours dans la région de Lạng Sơn. Liu Yongfu est impliqué dans celle du 23¹³⁴⁹. Ces différents événements n'ont pour effet que de renforcer la zone-frontière, d'inciter l'Indochine à négocier avec le gouvernement central à Beijing, et enfin d'obtenir l'arrestation de Phan Bội Châu et de Mai Lão Bạng à Guangzhou.

Il faut le soutien de l'Allemagne, depuis le Siam, les deux Guang et le Yunnan pour redonner au mouvement révolutionnaire les moyens d'agir. Ceux-ci, parfois en conjonction avec les Japonais, parfois avec différents fonctionnaires, pirates ou militaires chinois, obtiennent quelques succès. La domination française en Indochine n'est pas remise en cause de façon immédiate par ces démonstrations, notamment en raison du système répressif de grande envergure qui se met en place entre 1913 et 1916 en Asie de l'Est, et du soutien anglo-russe aux efforts des services français. Néanmoins, du point de vue allemand, il est certain que le but principal est atteint. Comme dans le cas de leur soutien aux révolutionnaires indiens ou au jihad turc, il s'agit avant tout, d'une part de recruter des agents pour mener la guerre secrète allemande contre les puissances de l'Entente, et d'autre part d'inquiéter, de harceler l'ennemi, l'incitant ainsi à investir dans la défense coloniale des moyens financiers et humains importants.

Une première attaque a lieu à Bآن Cra, province de Cao Bằng, en septembre 1914, mais nous ne possédons pas les éléments nécessaires pour appréhender une implication allemande. C'est elle néanmoins qui justifie la création de conseils de guerre dans tel ou tel État de l'Union indochinoise placé en état de siège durant la durée de la guerre européenne – ce qui est le cas du Tonkin à partir du 28 mars 1915. En décembre 1914, un complot est découvert à Móng Cái, ville frontalière de la Chine, visant à l'empoisonnement de la garnison et à la détonation de bombes, dans la lignée des attentats de 1908 et 1913. C'est cette fois-ci une opération du QPH, dirigée par Nguyễn Mạnh Hiếu, dit Hai Tac. Phú Thọ est attaqué par une bande de cent cinquante hommes armés de bambous le 6 janvier 1915, puis Phú Thọ Quận le mois suivant. Le 13 mars 1915, c'est le poste-

1349MORLAT, Patrice, *les Affaires politiques de l'Indochine (1895-1923), les Grands Commis : Du savoir au pouvoir*, Paris, L'Harmattan, 1995, pp. 174-177

frontière de Tả Lũng qui est attaqué par environ soixante-dix Chinois et trente Vietnamiens armés de bombes, de fusils et de révolvers. Des brassards du QPQ sont retrouvés après leur retraite¹³⁵⁰.

L'évènement le plus connu de la guerre en Indochine, à savoir la révolte de Thái Nguyên, du 31 août au 6 septembre 1917, semble un évènement isolé, dont il est difficile d'estimer dans quelle mesure il a pu être planifié par le QPH¹³⁵¹.

1350 Rapport du lieutenant Guillerat, 18 mars 1915, Chef de bataillon Marquet, commandant le 2e territoire militaire, au gouverneur général de l'Indochine, 19 mars 1915, CADN Pékin 361 ; Conty, ministre de France à Beijing, à Lu Zhengxiang, ministre des affaires étrangères chinois, 29 mars 1915, CADN Pékin 361 ; MORLAT, Patrice, *les Affaires politiques de l'Indochine (1895-1923), les Grands Commis : Du savoir au pouvoir*, Paris, L'Harmattan, 1995, pp. 191-198

1351 cf. à ce propos PHAN, Bội Châu, *Overtured Chariot, The Autobiography of Phan-Boi-Chau*, University of Hawai'i Press, Honolulu, 1999, p. 148 ; MARR, David G., *Vietnamese Anti-Colonialism, 1885-1925*, Berkeley, University of California Press, 1971, pp. 234-235

j- La révolte des Mùrongs, septembre 1914 – janvier 1916

Les troubles les plus importants de la guerre en Indochine française débutent avec l'assassinat, le 10 novembre 1914, de l'administrateur Lambert, à Xam Neua, au Laos. Notons ici que les renseignements qui suivent sont en grande partie le résultat de la mission du vice-consul Lépissier à Simao, dans le Yunnan, analyse inhabituellement fine en comparaison de ce à quoi les services de renseignements français nous habituent pendant cette période, et que l'on peut considérer comme le plus grand succès du contre-espionnage français en Asie pendant la durée de la guerre. Les assassins sont des Mùrongs, contrebandiers d'opium, menés par un certain Luong, et se vengent ainsi des entraves mises à leurs activités. La colonne Sourisseau-Monceau est formée pour réprimer l'insurrection et obtient une importante victoire à Sơn La dans le Haut-Tonkin, contraignant les rebelles à se retirer dans la région de Muang Khua. Du 23 au 30 décembre 1914, la colonne pacifie la région de la rivière Noire¹³⁵² puis remporte une dernière rencontre à Sopnao¹³⁵³. Les archives françaises consultées traitent comme une question séparée la révolte des Mùrongs de la région de Yên Bái, qui se déclare souveraine, se donne un roi (Triều Tiên Tiên) et attaque Bảo Hà. D'après un chef mường qui est arrêté par les Français mais proteste de son loyalisme, les rebelles ont tenté d'obtenir son soutien en arguant notamment que « tous les Mans¹³⁵⁴ de Chine et du Tonkin avaient promis leur concours. Un consul qui se trouve en Chine donnait tout l'argent nécessaire, des fusils et des munitions en quantités aussi considérables que les circonstances l'exigeraient. ». D'après le compte-rendu de sa déposition au conseil de guerre de Yên Bái, de l'argent aurait été promis à Triều Tiên Tiên par le Dr Weiss. La question est d'importance, d'autant que les services de renseignement français considèrent que l'affaire de Xam Neua est d'abord un acte de piraterie, et non un enjeu révolutionnaire ou de guerre secrète.

Néanmoins, après la fin des opérations de la colonne Sourisseau-Monceau, causée par les difficultés d'accès de cette région du Haut-Laos et le commencement de la saison des pluies, plusieurs acteurs à motivation nettement politique entrent en jeu – hormis Liu Yongfu, qui semble-t-il soutient les Mùrongs révoltés dès la fin de 1914. Les bourgeois du centre minier de Gejiu, au Yunnan, affiliés au GMD, pétitionnent le gouvernement central en février 1915 pour « signaler les atrocités commises par les Français contre les Chinois résidant au Tonkin » et organisent une campagne de propagande efficace afin de renforcer les troupes rebelles de la région de Muang Khua par des recrutements au Yunnan et dans les deux Guang. Ils sont puissamment aidés en cela par les Allemands, leur propagande (jihadiste), leur financement et leur ravitaillement – comme nous

1352En vietnamien : Sông Đà.

1353À mi-distance entre Muang Khua, au Laos, et Điện Biên Phủ, au Tonkin.

1354Autre nom sino-vietnamien des Mùrongs.

l'avons vu avec la mission Pawelka, ce qui est reconnu par le commissaire chinois de la frontière à Hekou lors d'une visite de militaires français en septembre 1915. Le Yunnan proteste même contre la violation de la neutralité chinoise par l'Allemagne ! Il est alors question de mitrailleuses de Manila¹³⁵⁵, au moment où la question d'un achat identique agite les milieux du renseignement shanghaien¹³⁵⁶. Le QPH souhaite lui aussi profiter de l'aubaine et vient renforcer les rangs murongs. Ajoutons enfin que les autorités yunnanaises, ou encouragent, ou du moins favorisent par leur inaction les recrutements destinés au Haut-Laos.

La frontière sino-laotienne n'est en effet que très peu ou pas gardée, à l'opposé de la frontière sino-tonkinoise où la vigilance est de règle depuis les attaques du premier semestre 1914. À leur apogée, il semble que les effectifs sino-vietnamiens dans le Haut-Laos aient pu atteindre plus de trois mille hommes et mille cinq cents fusils. La colonne Friquegnon-Dussault, organisée en septembre 1915 pour mettre fin contre une offensive rebelle en direction du Tonkin, atteint Lai Châu le 8 octobre. Depuis les postes de surveillance de Mường Nhé, de Muang Khua et de Sopnao les Français trouvent deux groupes de « pirates » au nord : l'un basé à Ou Neua, l'autre à Ha Hin. Ils auraient de trois à quatre cents fusils et « attendraient, pour prendre l'offensive, le retour de leur chef, parti en Chine chercher des armes et de l'argent. »¹³⁵⁷. Au sud, six cents pirates seraient répartis le long du Nam Ou, dans le pays phunoi¹³⁵⁸ et à « Longnai ». Les insurgés se dirigeant vers le sud, le gros des forces de la colonne Friquegnon est positionné sur le Nam Phak avant de remonter vers le nord, en direction de Ou Neua, considéré comme le pivot de la résistance et le centre de formation des bandes.

Le 9 novembre, les Français sont renseignés « de source très sûre » que des bandes importantes de Chinois se concentrent à Mengla afin de rejoindre les rebelles dans le Haut-Laos. Deux Allemands seraient allés près de Ou Neua, et un autre à Menghai, près de la frontière birmane. Par ailleurs, une quarantaine d'Allemands sont en route depuis le bassin du Yangzi en direction de Simao. Le 7 décembre, les Français prennent le village de Moc Pha. Ils y trouvent des uniformes de réguliers chinois. Ban Longnai, mieux défendu, est emporté le 12 décembre, après cinq jours de combats. Ils rejoignent ensuite Phongsali, que les rebelles quittent le 23 décembre après y avoir mis le feu. La colonne Dussault quitte elle Lai Châu le 5 décembre, atteint Mường Nhé le 12, prend le

1355Auj. Maynilà

1356cf. pp. 215-216

1357Déposition de Triêu Quy Kim, Yên Bái, 27 janvier 1915 ; Consul de France à Haikou au ministre de France à Beijing, 11 mars 1915, CADN Pékin 361 ; Gouverneur général de l'Indochine au consul général de France à Hongkong, 4 août 1915, CADN Pékin 361 ; *id.*, 19 août 1915, CADN Pékin 361 ; *id.*, 8 septembre 1915, CADN Pékin 361 ; Beauvais, consul de France à Guangzhou, à Conty, ministre de France à Beijing, 7 octobre 1915, CADN Pékin 361 ; Consul général de France à Hongkong au gouverneur général de l'Indochine, 10 octobre 1915 ; GUILLEMET, O'KELLY, *En colonne dans le Haut-Laos*, Imprimerie d'Extrême-Orient, Hanoi, 1916, p. 62

1358Peuple tribal de langue tibéto-birmane.

village de « Sin Tsin » le 17, puis remporte une deuxième victoire au col de « Si-niou-ho » le 19, et une autre à « Ma-lin-tao » le 25. Elle parvient le 28 à Ou Neua qui est évacué le 26 par les rebelles. Les deux colonnes se rejoignent à Sop Pong le 10 janvier alors que les pirates se dirigent maintenant vers la frontière chinoise et Mengla. Étonnamment, ils y rencontrent la résistance de l'armée régulière chinoise, et passent à nouveau la frontière sino-laotienne. Ils attaquent le petit poste de Muang Boun, qui résiste du 23 au 27 janvier 1916 malgré des forces quatre fois inférieures en nombre. Face à ce dernier échec, les rebelles muôngs négocient leur passage en Chine avec les autorités, marquant la fin de dix-sept mois de troubles dans le Haut-Laos¹³⁵⁹.

1359 Roume, gouverneur général de l'Indochine, à Liébert, consul général de France à Hongkong, 6 juillet 1915, chiffré, CADN Pékin 510 bis ; Lépice, délégué p.i. du ministère des affaires étrangères au Yunnan, à A.R. Conty, ministre de France à Beijing, 14 août 1915, CADN Pékin 510 bis ; Roume, gouverneur général de l'Indochine, au ministre de France à Beijing, 24 août 1915, CADN Pékin 510 bis ; Lépissier à Lépice, délégué p.i. du ministère des affaires étrangères au Yunnan, 3 novembre 1915, CADN Pékin 510 bis ; *id.*, 12 novembre 1915, CADN Pékin 510 bis ; *id.*, 3 décembre 1915, CADN Pékin 510 bis ; Lépissier, « Voyage à Szemao 11 octobre 1915 – 23 janvier 1916 », 11 février 1916, CADN Pékin 510 bis ; « La Révolte des Mans », *l'Avenir du Tonkin*, 10 mars 1915, CADN Pékin 361 ; GUILLEMET, O'KELLY, *En colonne dans le Haut-Laos*, Imprimerie d'Extrême-Orient, Hanoi, 1916 ; MORLAT, Patrice, *les Affaires politiques de l'Indochine (1895-1923), les Grands Commis : Du savoir au pouvoir*, Paris, L'Harmattan, 1995, pp. 192-198

k- Les soutiens étrangers aux indépendantistes vietnamiens en Chine

Bien entendu, l'Allemagne n'a pas la main dans la totalité des incidents ayant touché l'Indochine française pendant la guerre européenne. Son soutien ne se manifeste pas non plus toujours de façon aussi directe que dans la question mường. Souvent, il s'agit plutôt d'un important soutien financier, logistique (ravitaillement, livraison d'armes, de munitions et d'explosifs), mais aussi humain (conseillers et instructeurs, enseignement de la fabrication de bombes). Néanmoins, il est certain que sans l'important soutien allemand au QPH pendant la durée de la guerre, peu des incidents cités auraient été réalisables, ou du moins pas dans les mêmes proportions.

L'Allemagne n'est par ailleurs pas le seul soutien de poids des indépendantistes vietnamiens en Chine. Les autorités chinoises, civiles et militaires, au niveau local ou provincial particulièrement, sont d'une aide essentielle. Ainsi pendant l'affaire laotienne les Français pointent-ils la totale liberté de mouvement permise aux révolutionnaires, lorsque les travailleurs et interprètes du chemin de fer Hải Phòng – Yunnanfu font l'objet d'un contrôle strict de leurs passeports. L'ancien chef des Pavillons noirs et héros sino-japonais Liu Yongfu, à Qinzhou, qui s'est distingué pendant la guerre franco-chinoise et la résistance à l'occupation japonaise de l'île de Taiwan, allié de Nguyễn Thiện Thuật depuis l'occupation française du Tonkin, et que nous avons vu impliqué tant dans l'attaque frontalière du 23 février 1914 – et très probablement d'autres – ainsi que dans la rébellion des contrebandiers mường dans le Haut-Laos et la région de la rivière Noire, ou encore le gouverneur du Yunnan Tang Jiyao sont des exemples évidents mais non isolés. À Qinzhou, des bandes se forment et réunissent plusieurs centaines de fusils ; cinq ou même sept cents peu avant l'attaque du poste de Tả Lũng. Il est allié au pirate de la bande de Wong Mingtong. Liu expédie aussi des explosifs de l'autre côté de la frontière par les forêts de la région de Tunghing. Aussi bien Long Jiguang¹³⁶⁰ que le gouverneur du Guangxi Lu Rongting sont réputés toucher de l'argent allemand en échange de leur soutien – ou peut-être de leur neutralité bienveillante, en faveur du QPH. Le parti GMD de Sun Yat-Sen apporte aussi un appui important à Châu ce que nous avons vu par ailleurs à travers les efforts moins secrets des bourgeois de Gejiu, et qui se traduit aussi par les soutiens de Hu Hanmin ou Chen Jiongming¹³⁶¹. À Beijing, Yuan Shikai et Duan Qirui eux-mêmes ne restent pas indifférents à la cause vietnamienne¹³⁶², comme le montre le témoignage

1360 Si Long Jiguang ferme le bureau du QPH et arrête Châu et Mai Lão Bạng à Guangzhou en 1914, il n'en mène pas moins une politique équilibrée guidée par ses intérêts politiques immédiats, et régulièrement favorable au parti vietnamien, en particulier en 1917-1918.

1361 Chen Jiongming, 陳炯明, né le 18 janvier 1878 à Haifeng, décédé le 22 décembre 1933 à Hongkong, rejoint le TMH 1906, gouverneur militaire du Guangdong 1911-1912, 1913 et 1923, gouverneur civil du Guangdong 1920-1922, gouverneur militaire du Guangxi 1921-1922

1362 D'après Châu, le prince Cường Để est l'intermédiaire du QPH auprès de Duan Qirui, qui parle aussi au nom de Yuan Shikai.

de Châu à propos des pressions françaises sur le gouvernement pékinois après les attentats de 1908 et 1913. Si Châu ne fait pas mystère du soutien austro-allemand dans son autobiographie, qu'il dit rechercher particulièrement à partir de 1913, le soutien japonais, bien que principalement non-gouvernemental, n'en est pas moins aussi constant. Les Japonais, comme les Austro-Allemands, sont soupçonnés de financer le QPH dès 1914, bien que les archives françaises ne précisent pas par quel biais. On pense qu'ils participent au financement d'attaques frontalières, et en particulier de celle de Tả Lũng. Les services de renseignement français citent aussi les contacts de chefs vietnamiens avec les consuls du Japon, notamment à Guangzhou ; et les ventes d'armes japonaises effectuées au parti de Châu et financés par de l'argent allemand. Ce dernier se rend d'ailleurs au Japon en 1917. Le prince Cường Để, lui, y réside depuis 1915¹³⁶³.

1363Gouverneur général de l'Indochine au ministre de France à Beijing, 8 février 1914, CADN Pékin 291 bis ; Van Vollenhoven, gouverneur général de l'Indochine, au ministre des colonies, 28 décembre 1914, CADN Pékin 361 ; Gouverneur général de l'Indochine au ministre de France à Beijing, 3 janvier 1915, CADN Pékin 291 bis ; Point, vice-consul de France à Longzhou et Nanning, au ministre des affaires étrangères, 4 mars 1915, CADN Pékin 361 ; Beauvais, consul de France à Guangzhou, au gouverneur général de l'Indochine, 5 mars 1915, CADN Pékin 361 ; Gaston Liébert, consul général de France à Hongkong, au gouvernement général de l'Indochine, 12 mars 1915, chiffré, CADN Pékin 361 ; *id.*, 15 mars 1915, secret, CADN Pékin 361 ; Médecin-Major de 2^e classe Esserteau, gérant du vice-consulat de France à Haikou, au gouverneur général de l'Indochine, 18 janvier 1918, CADN Pékin 232 ; Beauvais, chargé du consulat de France à Guangzhou, au gouvernement général de l'Indochine, 22 mars 1918, CADN Pékin 231 ; Médecin-Major de 2^e classe Esserteau, gérant du vice-consulat de France à Haikou, au ministre de France en Chine, 22 avril 1918, CADN Pékin 231 ; Beauvais, chargé du consulat de France à Guangzhou, à Boppe, ministre de France à Beijing, 24 mai 1918, CADN Pékin 231 ; P. Crépin, vice-consul de France à Longzhou et Nanning, à Beauvais, ministre de France à Beijing, 24 juillet 1918, CADN Pékin 291 bis ; PHAN, Bội Châu, *Overtured Chariot, The Autobiography of Phan-Boi-Chau*, University of Hawai'i Press, Honolulu, 1999, pp. 93-94, 102-104, 116-118, 147, 182, 210-211, 214-220, 230

1- Le complot de Tianjin et l'attaque de Cốc Pàng, mars – septembre 1918

Étonnamment, ni la déclaration de guerre de la Chine à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie, ni le décès la même année du vieux chef des Pavillons noirs Liu Yongfu ne permettent de mettre fin aux attaques frontalières sur le Tonkin. D'après Châu, Lê Ấp Tồn et Trường Quốc Uy, deux membres du QPH établis à Beijing, sollicitent l'amiral von Hintze pendant la durée de la guerre européenne, sans obtenir de résultats. Ce n'est qu'après la rupture des relations diplomatiques qu'un « Allemand de Tianjin » – peut-être Hanneken ? – en contact avec les deux Vietnamiens propose d'établir un accord formel entre le gouvernement allemand et le QPH. Plusieurs rencontres ont lieu jusqu'à ce qu'ils soient trahis par un agent yunnanais des services français et que Lê Ấp Tồn soient arrêtés sur le territoire de la concession britannique de Tianjin. Extradé vers l'Indochine, il est condamné à la prison à perpétuité. En apprenant la nouvelle, Châu rejoint ensuite l'armée de Tang Jiyao, et ce jusqu'en décembre 1918, date à laquelle il apprend la nouvelle de la capitulation allemande.

Néanmoins et au vu des sources françaises sur ce « complot » tientsinois, l'autobiographie de Châu, ici comme à d'autres occasions – il s'agit d'un écrit politique avant d'être une chronique historique, masque une partie de la vérité. S'il dit bien que les Allemands proposent argent, armes et munitions pour un dernier coup d'éclat, il ne mentionne pas d'autres soutiens essentiels, et bien plus puissants en cette année 1918. Des souscriptions massives sont levées chez les Chinois du Yunnan et des deux Guang pour le financement de l'opération ; Long Jiguang apporte sa protection et son soutien direct aux nouvelles troupes du QPQ ; Lu Rongting, soit permet à cette armée le libre passage au Guangxi, soit participe directement au recrutement. Le deuxième fils de Liu Yongfu, Luu Nhi Sing, doit prendre le commandement du QPQ – peut-être, pensent les services français, afin de s'approprier un trésor caché par son père dans la citadelle de Tuyên Quang dont l'existence serait révélé dans son testament. Bien plus important encore, les renseignements concordent à donner la part belle au soutien japonais, soit *via* la fourniture d'armes et de munitions, soit *via* la Ligue panasiatique et ses agents coréens¹³⁶⁴.

Dans tous les cas, la capture de Lê Ấp Tồn, en mars 1918, ne freine en aucun cas l'exécution du plan germano-vietnamien, dont il est question jusqu'à l'armistice. La cible de l'assaut est plus floue. Un rapport prévient d'une attaque simultanée de Móng Cái, « Nam Kham » et Lào Cai ; un autre désigne Lạng Sơn. Les effectifs de l'armée ainsi constituée concordent cependant : dix mille hommes doivent attaquer la frontière sous le commandement sino-vietnamien. La date aussi est

¹³⁶⁴Sur la Ligue panasiatique et le Japon, cf. DEACON, Richard, *Kempei Tai, A History of the Japanese Secret Service*, Beaufort Books, New York & Toronto, 1983, p. 134

connue des Français. L'attaque est attendue pour la fin du mois d'août 1918 ou le début du mois de septembre.

Hors, le 4 septembre 1918 a lieu la plus importante attaque frontalière de la guerre mondiale. Sept à huit cents Chinois et Vietnamiens attaquent le poste de Cốc Pàng avant d'être refoulés avec pertes – trente morts et dix blessés – et de se réfugier au Tonkin. Le vice-consul de France à Longzhou et à Nanning, cependant, dit avoir averti les autorités chinoises de l'existence de cette bande, qui serait restée plus de deux mois dans les villages chinois avoisinants la frontière. S'agit-il néanmoins d'une partie des dix mille hommes recrutés pour le QPQ ? La question est difficile à trancher. La coïncidence chronologique, près de trois ans et six mois après la dernière attaque d'un poste-frontière français, laisse pourtant à penser qu'il s'agit bien d'une réalisation – certes bien mineure en comparaison des chiffres régulièrement évoqués – du complot de Tianjin, qui n'en aura pas d'autre jusqu'à l'armistice¹³⁶⁵.

1365 Rapport sur la surveillance des Annamites, 15 juillet 1918, CADN Pékin 291 ; Circulaire du 24 juillet 1918, ministre de France à Beijing aux consuls de France à Shanghai, Hankou, Guangzhou, Honkong, Yunnanfu, confidentiel, CADN Pékin 291 ; P. Crépin, vice-consul de France à Longzhou et à Nanning, à Beauvais, ministre de France à Beijing, 24 juillet 1918, CADN Pékin 291 ; P. Crépin, vice-consul de France à Longzhou et à Nanning, à S. Pichon, ministre des affaires étrangères, CADN Pékin 231 ; PHAN, Bội Châu, *Overturned Chariot, The Autobiography of Phan-Boi-Chau*, University of Hawai'i Press, Honolulu, 1999, pp. 230-237

6- La guerre sans hostilités, 1917-1918

a- La politique intérieure et extérieure chinoise et la question de la guerre, 1914-1917

Deux mouvements majeurs marquent la politique intérieure chinoise de 1912 à 1917. La révolution républicaine (1911-1912) met fin à deux cent soixante-huit ans de domination mandchoue sous la dynastie Qing, mais ne parvient pas à enrayer l'affaiblissement de l'État chinois. Le conservateur Yuan Shikai¹³⁶⁶ fait le lien entre la période de décadence impériale et la nouvelle ère républicaine, en s'installant au poste de président de la république chinoise. L'antagonisme entre son régime dictatorial et le parti de Sun Yat-Sen provoque deux révolutions manquées, en 1913 d'abord, puis en 1916, lorsque Yuan tente de restaurer l'empire en sa faveur. Cette première période de troubles prend fin lors de la mort du président-empereur le 6 juin 1916. Li Yuanhong, révolutionnaire tiède et soutien passif de Yuan, accède alors à la présidence de la république. Duan Qirui¹³⁶⁷, l'un des principaux lieutenants de Yuan et à la tête de la clique d'Anhui, occupe lui le poste de premier ministre. La mort du dernier homme fort en Chine permet la libération de forces militaires indépendantes que seul il parvenait à maîtriser. Le pouvoir politique démissionne face à la force militaire, qui est aidée par le flou autour de la constitution et de la structure de l'État chinois. C'est le début de l'ère des seigneurs de la guerre, qui dure jusqu'en 1928 et la réunification par le sud. D'après Anthony B. Chan, la Chine correspond alors à la définition-même d'un État failli ou nominal, ayant durablement perdu le monopole de la violence¹³⁶⁸.

En parallèle de cette déliquescence de l'État, une opinion publique chinoise se forme et commence à prendre conscience de sa puissance. Sans être experte, elle s'intéresse de près à la politique étrangère et en particulier à la guerre européenne. Un des facteurs principaux de la formation de cette opinion publique est, en effet, la naissance d'un « nationalisme » chinois au sens du *Triple Démisme* de Sun Yat-Sen, c'est-à-dire la défense de la « nation » ou de l'ethnie.

« Quel dommage qu'une race aussi grande que la nôtre ait perdu l'idée nationaliste ! C'est parce que nous avons perdu l'idée nationaliste que l'oppression étrangère politique et économique nous a ruinés. Si l'idée nationaliste n'était pas perdue, l'oppression étrangère politique et économique, n'aurait pas pu nous nuire. »¹³⁶⁹

1366 Yuan Shikai, 袁世凱, né le 16 septembre 1859 à Zhangying, comté de Xiangcheng, décédé le 6 juin 1916 à Beijing, résident impérial à Seoul 1885-1894, gouverneur du Shandong 1899, vice-roi du Zhili 1902, premier ministre 1911, président de la république 1912, se proclame empereur 1915-1916 ; cf. CH'EN, Jerome, *Yuan Shih-K'ai*, Stanford University Press, 1972

1367 Duan Qirui, 段祺瑞, né le 6 mars 1865 à Hefei, décédé le 2 novembre 1936 à Shanghai, premier ministre 1913, 1916-1917, 1917 et 1918, à la tête de la clique d'Anhui 1916, chef par intérim du gouvernement provisoire 1924-1926

1368 CHAN, Anthony B., *Arming the Chinese, The Western Armaments Trade in Warlord China, 1920-1928*, Vancouver & Toronto, UBC Press, 2010 (2^e édition), p. IX

1369 SUN, Yat-Sen, *le Triple Démisme*, Bureau sinologique de Si-Ka-Wei, Shanghai, 1930, p. 77

C'est-à-dire qu'il s'agit de l'intuition du principe posé par Jürgen Osterhammel selon lequel l'impérialisme est un processus de domination entre des collectifs, le colonisé pouvant réagir par soumission, adaptation, adhésion, collaboration collective ou encore résistance¹³⁷⁰. L'humiliation de la guerre des Boxers, puis le nouvel espoir que représente la révolution républicaine contribuent fortement à ce nouveau comportement, qui valorise la résistance à l'impérialisme étranger. Dès avant le mouvement du 4-Mai 1919, avant même l'entrée en guerre (1917), la nouvelle situation est visible dans la réaction de l'opinion à la crise de Laoxikai (1915-1916), ainsi qu'aux Vingt-et-une Demandes japonaises (1915). Les tensions internationales sont chaque fois provoquées par un fort mouvement d'opinion, bien plus que par l'attitude gouvernementale chinoise, au point de risquer le conflit ouvert avec le Japon et la France¹³⁷¹.

Paradoxalement, si cette situation ne laisse plus à l'impérialisme étranger ses moyens d'action coutumiers, celui-ci trouve dans les seigneurs de la guerre de nouveaux vecteurs. Ils sont nombreux à revendiquer parmi leurs objectifs principaux l'établissement d'une Chine unie et forte, capable de traiter d'égal à égal avec les États étrangers, tout en la morcellant, l'affaiblissant et l'épuisant. Le pouvoir politique est désormais lié étroitement à la puissance militaire. Si le rapport de forces entre une puissance impérialiste et son ou ses champions chinois sont bien entendu dynamiques, et que les seigneurs de guerre ne peuvent être réduits à de simples agents de l'étranger, il n'en reste pas moins que leur situation de dépendance est particulièrement forte en cette période 1916-1917 où nombre d'entre eux se trouvent confrontés à la nécessité urgente de réorganiser et renforcer leur appareil militaire afin de conquérir le pouvoir ou de s'y maintenir. C'est notamment le cas de Duan Qirui et de sa clique d'Anhui, qui cherche pour cela le soutien japonais¹³⁷².

Xu Guoqi divise les décideurs et lobbies chinois en trois principaux « camps » opposés à l'entrée en guerre – poreux et qui parfois se superposent l'un à l'autre – à savoir : le groupe du *status quo*, les soutiens de l'Allemagne et les adversaires du Japon. Néanmoins, il existerait un consensus assez large dans l'opinion, dans la presse et au parlement afin de permettre à la Chine d'entrer en guerre aux côtés de l'Entente. Les bénéfices immédiats que l'on attend d'une telle politique sont la

1370 OSTERHAMMEL, Jürgen, *Colonialism: A Theoretical Overview*, Princeton, 1997 ; MÜHLHAHN, Klaus, *Herrschaft und Widerstand in der "Musterkolonie" Kiautschou, Interaktionen, 1897-1914*, München, Oldenbourg Wissenschaftsverlag, 2000 ; VARGAS GARCIA, Eugênio, "¿Imperio informal? La política británica hacia América Latina en el siglo XIX", *Foro internacional*, vol. 46, nr 2 (Apr.-Jun. 2006), p. 357 ; cf. aussi GOTTELAND, Mathieu, « What Is Informal Imperialism? », *The Middle Ground Journal*, n° 15 (automne 2017), pp. 1-14

1371 XU, Guoqi, *China and the Great War, China's Pursuit of A New National Identity and Internationalization*, Cambridge University Press, New York, 2005 ; cf. pp. 204-205

1372 BEASLEY, W.G., *The Modern History of Japan*, Weidenfeld & Nicolson, London, 1963, p. 205 ; DEACON, Richard, *Kempei Tai, A History of the Japanese Secret Service*, Beaufort Books, New York & Toronto, 1983 ; XU, Guoqi, *China and the Great War, China's Pursuit of A New National Identity and Internationalization*, Cambridge University Press, New York, 2005, pp. 213, 226 ; CHAN, Anthony B., *Arming the Chinese, The Western Armaments Trade in Warlord China, 1920-1928*, Vancouver & Toronto, UBC Press, 2010 (2^e édition), p. 13

reconnaissance de l'indépendance et de la souveraineté de la Chine, l'intégration à la communauté internationale sur un pied d'égalité avec les puissances occidentales, l'obtention d'une aide financière suffisante pour mettre sur pied une armée nationale moderne et, enfin, la rétrocession du territoire à bail de Jiaozhou, occupé dès le début de la guerre par les forces japonaises. Sous la présidence de Yuan, le pays tente donc à deux reprises d'entrer en guerre aux côtés de l'Entente. En 1914, d'abord, lorsqu'il propose un assaut sino-anglais sur Qingdao, puis, secrètement, en novembre 1915. Ces aspirations ne se réalisent qu'en partie par l'envoi de coolies sur le front ouest, en 1916, au service des Britanniques et des Français¹³⁷³.

C'est que la question de l'entrée en guerre de la Chine est aussi un enjeu de politique internationale, qui doit tenir compte des lignes de force d'avant-guerre – résistance chinoise à un impérialisme plurinational solidaire, montée en puissance du Japon – et des premiers signes d'une nouvelle organisation des forces dans la région autour de la confrontation américano-japonaise¹³⁷⁴. Cela explique le scepticisme britannique¹³⁷⁵, l'inaction américaine et la résistance japonaise sur la période 1914-1916, forces qui coïncident alors avec une volonté austro-allemande de maintenir la neutralité de la Chine, qui est bien plus favorable à leurs intérêts qu'une entrée en guerre aux côtés des Empires centraux, à laquelle la jeune opinion publique chinoise n'est pas prête¹³⁷⁶. Le changement d'attitude du gouvernement japonais suite à l'accession au poste de premier ministre du maréchal-comte Terauchi permet un retournement total de situation. En janvier 1917, celui-ci négocie l'envoi d'un groupe naval dans les eaux européennes, qu'il monnaie en échange du soutien britannique à la prise de contrôle des colonies allemandes au nord de l'équateur (dont Jiaozhou) par le Japon. Il obtient les mêmes promesses de la France¹³⁷⁷ et de l'Italie en échange d'une entrée en guerre de la Chine ; tout en se promettant par ce moyen de faciliter la conclusion d'un accord sino-japonais concernant le transfert de Jiaozhou au Japon. L'entrée en guerre de la Chine permet, dans le même temps, de contrer toute tentative américaine de contenir l'influence japonaise dans ce pays,

1373XU, Guoqi, *China and the Great War, China's Pursuit of A New National Identity and Internationalization*, Cambridge University Press, New York, 2005, pp. 87, 91, 106-154, 164-165, 205-211

1374Sur la confrontation américano-japonaise en Asie-Pacifique, qui vise à contenir les ambitions de l'impérialisme japonais et est aggravée par la question des migrants (à partir de 1904-1905), cf. BEASLEY, W.G., *The Modern History of Japan*, Weidenfeld & Nicolson, London, 1963, p. 210 ; GOTTELAND, Mathieu, *les Forces de l'ordre japonaises à Tianjin, 1914-1940 : Un point de vue français*, Éditions de l'Albatros, 2019 (1^{ère} édition 2015), pp. 60-63

1375Scepticisme britannique qui fait écho aux tentatives de prévenir l'entrée en guerre du Japon puis de limiter ses opérations en août 1914, cf. BEASLEY, W.G., *The Modern History of Japan*, Weidenfeld & Nicolson, London, 1963, p. 202

1376Et ce malgré l'existence d'un puissant groupe de pression pro-allemand. L'exemple le plus frappant de cette sympathie est sans conteste l'envoi d'un train de munitions à Qingdao par Xu Shuzheng en 1914. RATENHOF, Udo, *Die Chinapolitik des deutschen Reiches, 1871 bis 1945*, Boppard am Rhein, H. Boldt, 1987, p. 264 ; XU, Guoqi, *China and the Great War, China's Pursuit of A New National Identity and Internationalization*, Cambridge University Press, New York, 2005, pp. 86-87, 185, 206-208

1377Seuls les Français sont consistants, tout au long du conflit mondial, dans leurs efforts afin d'obtenir l'entrée en guerre de la Chine à ses côtés, ainsi qu'une participation militaire de celle-ci sur le front ouest. cf. *id.*, p. 185

et offre à Duan une excuse prestigieuse pour l'obtention de prêts japonais¹³⁷⁸.

b- La rupture des relations diplomatiques entre la Chine et l'Allemagne, janvier-mars 1917

Le *casus belli* survient, opportunément, le 31 janvier 1917. Il s'agit de la note allemande annonçant la guerre sous-marine à outrance, et qui entraîne, le 3 février, la rupture des relations diplomatiques entre les États-Unis et l'Allemagne. La note américaine se termine avec cette phrase que « [Le président des États-Unis d'Amérique] croit qu'il serait de l'intérêt du monde que les autres Puissances neutres puissent agir de la même manière que le Gouvernement des États-Unis. » La Chine a en vérité peu à souffrir de la guerre sous-marine jusqu'à cette date. Un incident d'ampleur, le torpillage du paquebot français Athos, provoque la disparition de cinq cent quarante-trois ouvriers chinois, mais leur gouvernement n'en est informé que le 24 février. Mais l'occasion est trop belle pour Duan, qui est convaincu que la Chine doit participer à l'Entente depuis 1914. La réaction de Washington permet aussi à son pays de s'aligner à la fois sur les positions japonaise et américaine, sans favoriser l'un des deux adversaires. Dès le 9 février, le gouvernement chinois remet donc au ministre d'Allemagne à Beijing une note de protestation. Contrairement à la plupart des réactions des pays neutres en réponse à l'appel américain, la protestation chinoise est assortie d'une menace qui est pratiquement un ultimatum. Si l'Allemagne persistait dans sa politique, la Chine se verrait contrainte de rompre les relations diplomatiques¹³⁷⁹.

L'amiral von Hintze déploie alors une activité importante, officielle et officieuse, afin d'éviter que la menace chinoise soit mise à exécution. Tant lui à Beijing que Hanneken à Tianjin multiplient les entrevues avec les officiels chinois. D'après Nagao Ariga, ils tentent de corrompre « toutes les classes de la société pékinoise. »¹³⁸⁰. Les corps de volontaires allemands, très affaiblis par la campagne de Qingdao, sont néanmoins mobilisés à Tianjin et à Hankou. À Tianjin, ils sont noyautés par quelques soldats de la garde de la légation, et renforcés de nombreux déserteurs américains d'origine allemande. Le colonel Hale, commandant le corps d'occupation américain à Tianjin, est « des plus soucieux » concernant la loyauté de ses troupes. D'après le colonel Merienne-Lucas, commandant le COC, les Allemands disposent sur leur concession de deux à cinq cents bons fusils, appuyés de mitrailleuses. Armes, munitions, grenades, bombes et explosifs sont dirigés vers les

1378 BEASLEY, W.G., *The Modern History of Japan*, Weidenfeld & Nicolson, London, 1963, p. 206 ; CHAN, Anthony B., *Arming the Chinese, The Western Armaments Trade in Warlord China, 1920-1928*, Vancouver & Toronto, UBC Press, 2010 (2^e édition), p. 15

1379 ARIGA, Nagao, *la Chine et la Grande Guerre européenne du point de vue du droit international*, A. Pedone, Paris, 1920, pp. 140-141

1380 ARIGA, Nagao, *la Chine et la Grande Guerre européenne du point de vue du droit international*, A. Pedone, Paris, 1920, p. 144

consulats et les casernes sous le couvert des caisses de la Croix rouge – qui opère un trafic licite avec les prisonniers de guerre allemands et austro-hongrois de Sibérie depuis 1914. À Tianjin, le consulat allemand est miné, l'explosion devant être provoquée automatiquement par une pression sur la quatrième marche supérieure du perron d'accès. Les services allemands, qui peuvent encore compter notamment sur le soutien des généraux Yang I-Teh (à Tianjin), Zhang Xun (le long du Jinpu) et Ma Kin Siu (à Xian), soufflent sur les braises de l'affaire de Laoxikai. Des agents français assistent à des réunions secrètes où les Allemands prêchent le jihad, sur la concession allemande de Tianjin. Ils déploient aussi une activité jihadiste remarquée à Rehe¹³⁸¹ ou encore à Xian, avec l'appui d'agents turcs. La menace est réelle, et ni le corps d'occupation français squelettique, ni les quelques Sikhs du corps britannique, ni le suspect corps américain, ni des troupes chinoises à la loyauté incertaine ne peuvent faire face seuls à une éventuelle tentative allemande de résistance par les armes. Les Français se coordonnent donc étroitement avec les Japonais, qui seuls auraient les moyens d'agir¹³⁸².

Malgré l'opinion des diplomates et militaires français en Chine, qui n'hésitent pas à faire du président Li Yuanhong l'agent des intérêts allemands, il semble que ce dernier ait lui aussi voulu l'entrée en guerre de la Chine aux côtés de l'Entente. Tant Xu Guoqi que Udo Ratenhof semblent d'accord sur ce point. La première épreuve de force entre Li et Duan est plutôt due, d'abord à l'alignement de Duan sur le Japon – Li lui préférerait le soutien américain, et aussi et surtout à des questions de constitutionnalité et d'ambitions politiques. La première constitution, établie après la révolution républicaine, est provisoire, mais n'est remplacée en 1915 que par un texte légitimant la dictature de Yuan et rejeté par l'opposition, et notamment par Sun Yat-Sen. Les rôles respectifs du président et du premier ministre sont donc flous et sujets à controverse. Le conflit se cristallise le 8 mars 1917 autour d'un télégramme destiné au gouvernement japonais, afin d'obtenir son avis quant aux buts de guerre chinois, et que le président Li refuse de signer sans l'approbation du parlement. En réaction, Duan démissionne et se rend sur la concession italienne de Tianjin. Le 10 mars, Hintze répond à la protestation chinoise, offrant même d'ouvrir des négociations bilatérales afin de permettre le respect du droit maritime chinois. Néanmoins, le même jour, Li cède, Duan reprend son poste et la rupture des relations diplomatiques est votée au parlement à une écrasante majorité, les 10 et 11 mars 1917¹³⁸³.

1381Auj. Chengde

1382Colonel Merienne-Lucas, commandant le COC, au ministre de la guerre, 21 février 1917, confidentiel, SHD 11H51 ; *id.*, 26 février 1917, confidentiel, SHD 11H51 ; *id.*, 7 mars 1917, secret, SHD 11H51 ; *id.*, 16 mars 1917, confidentiel, SHD 11H51 ; ARIGA, Nagao, *la Chine et la Grande Guerre européenne du point de vue du droit international*, A. Pedone, Paris, 1920, pp. 135-141 ; Sur l'alliance objective franco-japonaise à partir de 1915, cf. GOTTELAND, Mathieu, *les Forces de l'ordre japonaises à Tianjin, 1914-1940 : Un point de vue français*, Éditions de l'Albatros, 2019 (1^{ère} édition 2015), pp. 64-67

1383DUBOSCQ, André, *l'Evolution de la Chine, Politique et Tendances (1911-1921)*, Bossard, Paris, 1921, p. 50 ; ARIGA,

c- Les conséquences immédiates de la rupture des relations diplomatiques

Les conséquences de la rupture des relations diplomatiques entre la Chine et l'Allemagne ne sont pas d'abord aussi dramatiques et définitives qu'il est en général suggéré dans l'historiographie. Le fait est que les règles juridiques régissant une telle situation ne sont pas particulièrement claires en 1917. Néanmoins, et d'après le droit international prévalant à cette époque, elle signifie l'annulation de tous les traités existants entre les deux nations. Sont concernés notamment : le traité de Tianjin, signé en 1861 ; son complément, signé en 1880 ; les deux traités cédant les concessions allemandes de Hankou et de Tianjin, signés en 1895, ainsi que ceux ayant permis de les élargir, signés en 1898 et en 1901 ; le traité cédant le territoire à bail de Jiaozhou, signé en 1898. Sont aussi concernés les effets du Protocole final de 1901 et la note de 1902 – dans la mesure où ils concernent l'Allemagne – ainsi que tous les accords secondaires concernant les prêts et le versement des indemnités liées à la guerre des Boxers ainsi qu'à la révolution républicaine. Par ailleurs, des considérations plus normales s'appliquent : expulsion des diplomates, enregistrement des nationaux allemands. La Chine confie ses intérêts en Allemagne au Danemark, et en Belgique occupée, à la Suède ; les intérêts allemands en Chine sont remis aux Pays-Bas. Ces derniers se révèleront d'un zèle souvent suspects aux puissances de l'Entente et à la Chine dans l'exécution de leur mandat. Cette disposition ne pose de réelle difficulté qu'à Hankou, où, lors de la rupture, les Pays-Bas ne sont représentés que par un consul honoraire de nationalité britannique. Les autorités chinoises saisissent donc l'occasion de refuser dans cette ville l'autorité du consul général des Pays-Bas à Shanghai.

Le départ de l'amiral von Hintze, ainsi que de certains autres consuls allemands, pose problème. Hintze refuse dans un premier temps de quitter le territoire chinois, et dit souhaiter y rester en tant qu'homme privé. D'ailleurs, Hintze aurait rencontré à huis clos, et le président Li, et un général mandchou et germanophile notoire – peut-être Zhang Xun – le 14 mars 1917, alors que la rupture. Bien que le gouvernement chinois lui ait officiellement donné quarante-huit heures pour ce faire, ce n'est pas avant le 20 mars que Hintze annonce avoir décidé d'embarquer sur le vapeur néerlandais Rembrandt, à Shanghai, à destination de San Francisco *via* Nagasaki. Ce plan est finalement exécuté le 27 mars. D'autres, tels le consul Knipping, à Shanghai, et le vice-consul Schirmer parviennent à rester sur le territoire jusqu'à la fin de la guerre, en prétextant la maladie.

L'annulation du traité de 1861 a pour conséquence immédiate de placer l'Allemagne dans la position d'une « *non-treaty power* », c'est-à-dire d'une des quelques – rares, en 1917 – puissances à

Nagao, *la Chine et la Grande Guerre européenne du point de vue du droit international*, A. Pedone, Paris, 1920, p. 135-150 ; RATENHOF, Udo, *Die Chinapolitik des deutschen Reiches, 1871 bis 1945*, Boppard am Rhein, H. Boldt, 1987, pp. 266-268 ; XU, Guoqi, *China and the Great War, China's Pursuit of A New National Identity and Internationalization*, Cambridge University Press, New York, 2005, pp. 212-215

ne pas pouvoir faire valoir la clause de la nation la plus favorisée, ni le privilège de l'extraterritorialité. En ce qui concerne cette dernière clause, la Chine adopte d'abord une attitude modérée. Si l'Allemagne perd en effet la juridiction sur ses nationaux en territoire chinois, la Chine permet, par un « effet spécial de sa grâce », que les affaires qui ne sont pas directement liées au maintien de sa neutralité soient confiées « à un consul neutre », c'est-à-dire aux consuls des Pays-Bas, qui représentent les intérêts allemands en Chine. Les cas qui sont soumis au consul néerlandais à Shanghai, suivis avec intérêt par la presse britannique, révèlent que celui-ci impose la langue allemande dans les débats et que ceux-ci ont lieu à huis clos. On le soupçonne un temps d'avoir appliqué le droit allemand – ce qui est peut-être illégal – sans que cela ait pu être prouvé. Les cas non-confiés aux consuls des Pays-Bas sont jugés par une cour chinoise spéciale. Par ailleurs, l'assesseur allemand perd le droit de siéger à la cour mixte de Shanghai, lorsque le défenseur est allemand. Dans ce cas, il est remplacé par un délégué du commissaire des affaires étrangères.

Les conséquences potentielles de l'annulation de la clause de la nation la plus favorisée sont immenses, bien que difficilement mesurables. Néanmoins – et comme, il faut le remarquer, c'était déjà le cas avant 1861 – la Chine conserve aux nationaux allemands le droit de résider et de commercer dans les ports ouverts chinois. Ceux-ci doivent enregistrer leur identité et leur lieu de résidence auprès des autorités chinoises, et s'exposent en cas de contravention à une amende, à l'internement, voire à l'expulsion du territoire. Les armes et le matériel militaire aux mains de personnes privées de nationalité allemande sont confisquées par les autorités, qui peuvent user du droit de perquisition. Les employés allemands du bureau des taxes (ils sont quinze), des douanes impériales chinoises (cent vingt-six), du ministère des communications (cinquante-cinq), du ministère de l'éducation (six), du ministère des finances (cinq), des ministères de la guerre (deux), de l'intérieur (trois), du bureau d'audit (un) sont tous immédiatement licenciés sans solde. Il en va de même des employés des lignes de chemin de fer Tianjin-Pukou (vingt-sept), Hankou-Guangzhou-Sichuan (onze), Shanghai-Nanjing (un) et des postes chinoises (onze). La poste allemande, *a priori* illégale mais d'abord justifiée par le manque d'un système postal moderne – avant l'organisation de ce dernier par Sir Robert Hart, est dissoute en tant qu'institution. Ses bâtiments, comme les consulats d'Allemagne, échangent le drapeau allemand pour le néerlandais.

L'annulation des quatre traités portant cessions et élargissements des deux concessions allemandes en Chine provoque, à Hankou et à Tianjin, leur rétrocession. Les troupes chinoises obtiennent d'ailleurs le libre passage sur les concessions étrangères afin de se rendre en territoire allemand, de prendre possession des bâtiments et des archives, et d'élever le drapeau chinois sur les municipalités. La concession allemande de Hankou est rétrocédée le 15 mars, dans l'après-midi.

Trois cents hommes de troupe se rendent à Tianjin, afin d'opérer la rétrocession de la concession allemande, qui a elle lieu le 16 mars, à 15 heures. Les agents de police des deux concessions reçoivent l'ordre de porter l'uniforme chinois. On leur coupe la natte – symbole de loyauté à la dynastie des Qing depuis 1645, afin de marquer leur nouvelle allégeance. Les corps paramilitaires de « volontaires » allemands y sont désarmés et, *a priori*, internés. Notons d'ailleurs que la compagnie allemande du SVC (quatre-vingt-dix-neuf hommes et deux officiers), ainsi que celles du HVC, sont dissoutes, et leurs membres désarmés. Suite aux rétrocessions, les ex-concessions allemandes deviennent le 1^{er} district spécial de Hankou et de Tianjin. Un système hybride de gouvernement est mis en place, les anciens conseils municipaux restant théoriquement en fonction, mais ses prérogatives étant désormais partagées avec un bureau chinois. Les anciens règlements de police et dispositions fiscales restent en vigueur lorsqu'elles ne sont pas en contradiction avec les chinoises. En contrepartie, les décisions futures des conseils municipaux sont soumises à l'approbation du bureau chinois.

L'annulation du traité portant cession du territoire à bail de Jiaozhou est, bien sûr, de peu de conséquence vis-à-vis du territoire à bail lui-même, celui-ci ayant déjà été conquis par les forces japonaises et britanniques à l'automne 1914. Néanmoins, la province du Shandong cesse d'être considérée comme une zone d'influence allemande, où prévalent les intérêts commerciaux allemands. Les mines et les chemins de fer du Shandong, au même titre que la section nord du Jinpu (Tianjin-Jinan) sont « rétrocédés » à la Chine.

L'annulation de la signature allemande au Protocole final de 1901 est capitale. Dans le Quartier des Légations, à Beijing, les forces néerlandaises – les Pays-Bas maintiennent une petite garde de trente-quatre marins et un officier – désarment la garde de la légation allemande, occupent la caserne allemande ainsi que la légation, le drapeau néerlandais flottant sur les deux bâtiments – et ce malgré l'opposition des ministres de Belgique, de France, du Japon, du Portugal, de Royaume-Uni et de Russie. Le corps d'occupation allemand, dont ne subsistent que les postes de Beijing et de Tianjin après que l'Allemagne ait confié la protection de sa section du chemin de fer Beijing-Mukden aux États-Unis, est interné par la Chine. La garde de la légation comprend en mars 1917 un chef de comptabilité, huit sous-officiers et vingt-huit marins ; elle est internée dans le temple de Long Rung Yuan à Haidian.

Dans le même mouvement, les vapeurs allemands sont saisis, et des gardes chinois sont placés à bord. Ces mesures concernent notamment les vapeurs Albenga, Deike Rickmers, Sikiang, Meidah, Meilee et le petit navire en bois Fortuna, à Shanghai, ainsi que quatre navires à Shantou et deux canonnières stationnées à Nanjing. À Guangzhou, les quatre Allemands présents à bord pour

l'entretien du Tsingtao sabotent le navire et tentent de l'envoyer par le fond ; ils sont arrêtés. Au moins neuf bombes sont trouvées à bord de l'Albenga, le Deike Rickmers et le Sikiang ; les officiers de ce dernier ayant été vus jetant des bombes par-dessus bord. Une explosion a aussi lieu sur le Keong-Wai interné à Amoy.

La Chine décide de cesser tout remboursement des prêts allemands, ainsi que des parts allemandes des indemnités dues au titre de la guerre des Boxers et de la révolution républicaine. En représailles, la deutsch-asiatische Bank déclare saisir sept cent mille dollars déposés dans ses coffres, montant correspondant à un mois de levée de la gabelle. Enfin, les alliés de l'Entente profitent de cette nouvelle conjoncture pour prendre certaines mesures d'importance secondaire contre l'Allemagne. La concession française de Shanghai ferme ainsi l'école allemande de médecine et d'ingénieurs, au titre qu'elle représente une menace pour la sécurité du territoire administré par la France. Cette fermeture entraîne un rapport de force franco-chinois, à l'issue duquel l'école est finalement réinstituée dans le quartier de Wusong, en territoire chinois. L'administration française saisit aussi dans cette ville le « German Garden Club », avenue Joffre. Bien que l'information n'ait été ni conservée dans les archives françaises, ni relayée par la presse, il est probable que le club allemand de Hankou, situé sur la concession française, subit le même sort. La concession britannique de Tianjin reprend elle possession des anciens bâtiments du consulat allemand, alors occupés par la filiale locale de la deutsch-asiatische Bank. Enfin le Dr Gilbert Reid, qui assume du fait de la rupture le rôle d'éditeur en chef du Peking Post, de tendance germanophile, est arrêté et conduit à Tianjin, puis à Shanghai, pour être traduit devant la cour consulaire américaine ; il lui est reproché d'avoir diffamé le président Woodrow Wilson¹³⁸⁴.

1384 Colonel Merienne-Lucas, commandant le COC, au ministre de la guerre, 14 mars 1917, secret, SHD 11H51 ; *The North-China Herald*, 7 novembre 1914, p. 452 ; 17 mars 1917, pp. 561 à 565 ; *id.*, 24 mars 1917, pp. 619 à 626 ; *id.*, 31 mars 1917, pp. 672-675, 682, 710 ; *id.*, 7 avril 1917, p. 10 ; *id.*, 21 avril 1917, p. 121 ; *id.*, 28 avril 1917, p. 169 ; *id.*, 5 mai 1917, p. 227 ; *id.*, 16 juin 1917, p. 667 ; ARIGA, Nagao, *la Chine et la Grande Guerre européenne du point de vue du droit international*, A. Pedone, Paris, 1920, pp. 153-154, 157-158, 176, 188-189, 194-195, 224-229, 234-254 ; TROUCHE, Marcel, *le Quartier diplomatique de Pékin, Étude historique et juridique*, thèse de doctorat, Georges Subervie, Rodez, 1935, pp. 70-71, 151

d- De la rupture à la guerre, avril-août 1917

Afin de briser toute opposition à sa politique future, Duan réunit les gouverneurs militaires à Beijing, le 25 avril 1917. Ayant obtenu leur soutien, il décide de déclarer la guerre à l'Allemagne le 1^{er} mai, et obtient du président Li de présenter la motion devant le parlement. D'après Xu Guoqi, la motion eut dû passer avec une large majorité. Néanmoins, soit que Duan en ait directement donné l'ordre, soit que le général Fu Liangzuo, proche conseiller de Duan, ait agi sans autorisation, une campagne massive de harcèlement, d'intimidation et de menaces a lieu le 10 mai, mobilisant une foule de plusieurs milliers de personnes se réclamant de divers « groupes d'intérêt ». En conséquence, le parlement chinois retarde le vote de la déclaration de guerre et le GMD décide de ne plus participer à ses sessions. À la mi-mai, les gouverneurs militaires profèrent de nouvelles menaces à l'occasion d'une réception qu'ils donnent aux députés. Le 19 mai, le parlement vote une motion retardant le vote de la déclaration de guerre jusqu'au remaniement du gouvernement de Duan. Tous les membres de ce dernier, sauf Duan lui-même, démissionnent d'ailleurs en masse. Le premier et désormais seul ministre, ainsi que les gouverneurs militaires, cherchent alors à faire pression sur le président Li afin de dissoudre le parlement. Le 21 mai, les gouverneurs regagnent leurs différentes régions ; le 23, Li révoque le gouvernement ; à la fin de ce même mois, huit provinces déclarent l'indépendance en soutien à Duan Qirui. Ce dernier, réfugié à Tianjin, tente d'organiser un gouvernement provisoire, pendant que des troupes s'amassent sur les trois chemins de fer qui depuis Pukou, Mukden et Baoding convergent sur la capitale.

Le 1^{er} juin, Li demande au très conservateur général Zhang Xun, gouverneur de l'Anhui, d'exercer sa médiation. Zhang accepte le 7 juin, à la condition que le président dissolve le parlement avant que ses troupes n'atteignent Beijing. Ce dernier s'y résout le 13 juin. En réaction, c'est désormais les provinces républicaines qui déclarent leur indépendance vis-à-vis du gouvernement central. Le 1^{er} juillet enfin, Zhang déclare la dynastie Qing restaurée sur le trône impérial chinois. Duan Qirui, à Tianjin, s'entend immédiatement avec le vice-président Feng Guozhang¹³⁸⁵, réfugié à Nanjing., coupant ainsi Zhang du reste de ses troupes, situées entre Pukou et Suzhou, aussi bien que des renforts espérés de Mukden. Une première défaite lui est infligée par les troupes républicaines à Langfang les 5-6 juillet, et l'oblige à se retirer sur Beijing et Fengtai. Le 5, un train militaire, formé de deux compagnies américaine et japonaise et d'un peloton français, est envoyé de Tianjin sur Beijing, afin d'obtenir le respect du Protocole de 1901, de réparer la voie et le télégraphe, et de renforcer les gardes des légations. Finalement défait le 12 juillet lors de l'assaut sur la Cité impériale, Zhang fuit dans le Quartier des légations par le moyen d'une voiture de la Croix rouge, et

1385 Feng Guozhang, 冯国璋 né le 7 janvier 1859 à Hejian, décède le 12 décembre 1919 à Beijing, attaché militaire à Tôkyô 1895, fonde la clique du Zhili, vice-président 1916, président 1917-1918

trouve refuge à la légation des Pays-Bas ; il confie sa famille à la légation austro-hongroise. Le 14 août 1917 enfin, Duan, revenu au pouvoir, parvient à faire voter la déclaration de guerre à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie¹³⁸⁶.

L'amiral von Hintze n'est pas inactif pendant cette période troublée. Il engage notamment le lobbyiste Yong Jianqiu afin d'obtenir de Duan un délai de six mois avant la déclaration de guerre de la Chine à l'Allemagne – offre rejetée par Duan. Les activités allemandes de « corruption », notamment dirigées vers le parlement et la marine, continuent elles aussi, naturellement. Un agent allemand permet le maintien de contacts étroits avec Kang Youwei. Enfin, de forts soupçons pèsent dès 1917 sur le soutien allemand à la tentative de coup d'État de Zhang Xun. Pourtant, même la presse britannique de Chine semble indécise dans ses accusations. Les officiels chinois nient, et les indices sont circonstanciels : Zhang parvient dans le Quartier des légations par la porte gardée par les marins austro-hongrois, se rend d'abord à la légation austro-hongroise puis néerlandaise, où il demande la médiation du doyen du corps diplomatique. La garde de la légation allemande aurait enfin été rapatriée dans le Quartier des légations, en uniformes et en armes, afin de faciliter les échanges entre Zhang et la légation des Pays-Bas, qui l'interne dans l'ancienne caserne allemande, à son désarroi apparent. Rosthorn, ministre d'Autriche-Hongrie à Beijing, serait lui-même favorable à la restauration impériale en raison de ses liens avec l'homme de lettres Gu Hongming¹³⁸⁷. Il est néanmoins établi aujourd'hui que Zhang Xun, germanophile, a été largement fourni en argent et en armes par le biais des officiels allemands restés secrètement en Chine. Zhang maintient d'ailleurs ces « excellentes relations » après juillet 1917, assurant même Knipping et Schirmer qu'ils pourraient rester sur le territoire chinois aussi longtemps qu'ils le voudraient¹³⁸⁸.

1386 ARIGA, Nagao, *la Chine et la Grande Guerre européenne du point de vue du droit international*, A. Pedone, Paris, 1920, pp. 262-264 et OESTA HHSTA Peking 83

1387 Gu Hongming, 辜鴻銘, né le 18 juillet 1857 à Penang, décédé le 30 avril 1928, ministre des affaires étrangères 1908, président de l'école publique de Nanyang 1910, démissionne en 1911 en signe de loyauté à la dynastie Qing, et conserve la natte toute sa vie, professeur à l'université de Beijing 1915

1388 Colonel Merienne-Lucas, commandant le COC, au ministre de la guerre, 17 mai 1917, confidentiel, SHD 11H51 ; *id.*, 14 juin 1917, confidentiel, SHD 11H51 ; *id.*, 14 juillet 1917, confidentiel, SHD 11H51 ; *The North-China Herald*, 14 juillet 1917, pp. 63, 94 ; *id.*, 21 juillet 1917, p. 132 ; *id.*, 28 juillet 1917, pp. 200-201, 220 ; *id.*, 11 août 1917, p. 336 ; *id.*, 9 novembre 1918, p. 378 ; GÉRARD, Auguste, *Ma mission en Chine (1893-1897)*, Plon, Paris, 1918, p. 323 ; XU, Guoqi, *China and the Great War, China's Pursuit of A New National Identity and Internationalization*, Cambridge University Press, New York, 2005, pp. 216-220, 242

e- La bande à Goennert : Le procès Kremla, août 1917

Le 15 août 1917, peu après 5 h, un homme se présente à la grille du consulat austro-hongrois à Shanghai. Il prétend avoir des affaires urgentes à traiter avec son consul. Convaincu, le gardien lui ouvre la grille, avant de déverrouiller l'accès au bâtiment. Une fois entré, il ne trouve pas un, mais quatre hommes. Il s'agit de Anthony Brazzianovitch *alias* Antonio Brazzano¹³⁸⁹, Heinrich Kremla, Joseph Marascek¹³⁹⁰ et Joseph Schubert. Le garde est facilement maîtrisé, puis baillonné et ligoté. Les fils de l'alarme et du téléphone sont coupés. Trois des hommes vont ensuite trouver le coffre du consulat et tentent de le forcer, sans succès. La clef n'étant pas à portée, Kremla et Marascek décident de se rendre à l'étage où logent les officiels. Arrivés dans la chambre d'un Ludwig Peter, élève interprète, chacun se place d'un côté du lit et pointe son revolver sur l'infortuné. Lorsqu'on lui demande la clef du coffre, il répond qu'il ne l'a pas, et qu'un autre employé, Franz Winkler, la détient. Marascek déclare alors « Si tu ne me donnes pas les clefs, je tire ». Kremla le devance et lui tire une balle dans la poitrine et une autre dans la nuque. Brazzianovitch et Schubert s'enfuient, après que Marascek se soit effondré sur la véranda en criant : « Kremla ! Kremla ! ».

Ledit Kremla, après avoir déclaré à Peter dans sa chambre « Je m'appelle Kremla. Kremla a fait ça. » est trouvé au rez-de-chaussée par les officiels du consulat austro-hongrois, armé d'un Browning mais n'opposant aucune résistance. À 7 h, soit moins de deux heures après les faits, le drapeau néerlandais est hissé, comme prévu, sur le mât du consulat austro-hongrois. En effet, la veille la Chine a déclaré la guerre à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie. Les Pays-Bas, qui avaient déjà à charge la défense des intérêts allemands en Chine depuis la rupture des relations diplomatiques en mars, ont désormais celle des intérêts autrichiens et hongrois – ainsi que bulgares, d'après les autorités néerlandaises, bien que cette revendication ne paraisse pas fondée en droit. C'est donc désormais au vice-consul néerlandais Quist – le consul général des Pays-Bas est absent – que revient la gestion de cette affaire.

Hors, dès 5h30, un pistolet chargé appartenant probablement à Brazzianovitch ou à Schubert est retrouvé non loin du consulat austro-hongrois par un coolie de rickshaw, qui le remet au détective chinois 727 de la police internationale. Le *detective sergeant* J Sullivan se rend alors au consulat. Après une courte concertation à huis-clos du côté austro-néerlandais, Sullivan est introduit dans une pièce où se trouvent le vice-consul Quist, Peter, Winkler, A Kunz (vice-consul austro-hongrois) ainsi que Kremla. Celui-ci avoue immédiatement avoir tué Marascek ; le vice-consul prend cependant sa défense et précise que l'homicide a été commis afin de sauver la vie de Peter.

1389 Orthographié Anton Brazzanovitch dans les archives austro-hongroises.

1390 Orthographié Marecek dans les archives austro-hongroises.

Les difficultés liées à la juridiction ne tardent pas à apparaître. Quist refuse en effet que Kremla quitte le consulat et prétend avoir ouvert une instruction, bien qu'il attende son supérieur pour qu'un procès puisse s'ouvrir¹³⁹¹. De son côté, la police internationale décide d'envoyer sur place deux agents afin de garder Kremla. Quist refuse cependant qu'ils pénètrent dans le bâtiment. Il demande par ailleurs six hommes en renfort afin de garder le terrain autour du consulat et éviter ainsi que Kremla ne s'évade. Le conseil municipal de Shanghai répond que deux hommes sont bien suffisants, puisque pour éviter l'évasion, il suffit de garder la chambre du suspect. Chacun campe sur ses positions et le vice-consul néerlandais annonce finalement ne pas assumer la responsabilité d'une éventuelle évasion.

Durant ces négociations, Kremla s'évade effectivement. Les autorités austro-hongroises lui auraient en effet accordé l'autorisation de se rendre chez lui, à condition qu'il soit de retour au consulat à 14 h. Celui-ci semble avoir changé d'avis, car il trahit sa promesse et prend le premier train pour Tianjin. Le lendemain 16 août, ne pouvant plus cacher le fait, Quist abandonne ses premières revendications et déclare reconnaître la compétence de la cour mixte de Shanghai. Cette dernière a en effet ouvert une instruction dès l'après-midi du 15. À ce moment, Franz Winkler et Ludwig Peter sont tous deux cités à comparaître – il existe alors une confusion sur l'identité de l'employé mis en joue par Kremla et Marasek. Quist leur ayant interdit d'obéir à la cour, deux mandats d'amener doivent être émis le lendemain, et les débats commencent véritablement en date du 17 août. Pendant ce temps, la police internationale opère quatre arrestations pour complicité : Alexander Kellermann, Emmanuel Skalicky¹³⁹², Walter Bernhardt et Carl Erwin Stark¹³⁹³.

Kremla aurait en effet confié au *detective sub-inspector* Cruickshank la nature de l'organisation à laquelle la police internationale faisait face et les noms de plusieurs de ses membres. C'est ainsi que l'on sait bientôt qu'il ne s'agit probablement pas d'un simple cambriolage, mais d'une action à motivation politique, commanditée par une bande organisée dont le chef est Josef Goennert *alias* Kremasky. Peu de temps après, le Peking & Tientsin Times publie un article annonçant l'arrestation de Goennert à la gare de Tianjin le 13 août en tant que leader de la même organisation, mais dans une autre affaire. On apprend à ce moment qu'il aurait tenté un coup de main sur la concession austro-hongroise de Tianjin, avant de se rabattre sur Shanghai. C'est d'ailleurs en voulant se rendre sur place et participer à l'affaire shanghaienne qu'il aurait été arrêté par les Austro-Hongrois.

Chez Kellermann, la police trouve un pistolet, chez Skalicky, un fusil, et chez Bernhardt un

1391Durant le procès, Kremla prétendra ne pas avoir été arrêté, car le consulat austro-hongrois n'a pas de prison.

1392Orthographié Skalitzky dans les archives austro-hongroises.

1393cf. pp. 217-218, 252

Japonais. Ce dernier, après une courte déclaration, est remis à ses autorités consulaires et n'est donc pas jugé par la cour mixte. D'après la déposition de Bernhardt lui-même au consulat général austro-hongrois, il s'agirait d'un Yoshima Tatsumi¹³⁹⁴. Bernhardt nie d'abord être impliqué, Kellermann et Skalicky disent ne rien savoir. Enfin le 18 août, Brazzianovitch, le Dr Max Kindler¹³⁹⁵ et Schubert sont arrêtés à Shanghai. Dans le même temps, Kremla est arrêté à la gare de Tianjin, après une résistance furieuse. Goennert, remis par les autorités néerlandaises à Beijing aux Chinois, et par les Chinois à la police internationale, arrive à Shanghai, de même que Kremla, le 29 août par le vapeur Hsin-Fung¹³⁹⁶. Le procès de ceux qui sont d'abord considérés comme des complices de Kremla, puis comme des conspirateurs, commence le 24 août. Schubert et Brazzianovitch sont à la fois accusés de conspiration et d'entrée par effraction. Kremla, concerné par le procès du 24 août en tant que conspirateur, reste jugé dans un procès distinct pour le meurtre de Marascek.

Le procès Kremla permet de reconstituer les événements précédant immédiatement la tentative de coup de main sur le consulat austro-hongrois à Shanghai, mais aussi les motivations politiques de cet acte, et l'existence d'un complot visant à envahir la concession austro-hongroise à Tianjin, jusque là ignoré car gardé secret par les autorités autrichiennes et chinoises. Kremla, qui était alors employé par l'orchestre municipal de la concession internationale de Shanghai, aurait rencontré Goennert et Marascek dès le 23 juillet. Marascek, alors réfugié des camps de Sibérie et sans emploi, et Kremla, pianiste à l'Empire Theatre, avaient partagé un logement sur la concession austro-hongroise en 1916.

Cette première rencontre avec ceux qui sont déjà des « conspirateurs » semble avoir été mouvementée. Goennert prend congé, car il doit voir Kellermann, son intermédiaire avec les marins du SS Bohemia, vapeur austro-hongrois interné à Shanghai¹³⁹⁷. Marascek, quant à lui, emmène Kremla, dont il ne semble pas douter d'abord, à un rendez-vous avec un trafiquant d'opium chinois. Ce dernier demande à Marascek de convoier pas moins de vingt mille dollars d'opium à Tianjin – probablement convoyés par Goennert ou lui-même peu après¹³⁹⁸. Il ne faut pas cependant supposer que Marascek et Goennert étaient plus que des messagers et trafiquaient eux-mêmes.

1394Déposition de Walter Bernhardt au consulat général impérial et royal austro-hongrois à Shanghai, 13 août 1917, MNL KM 672

1395cf. pp. 242, 249-252, 333

1396Vapeur de la China Merchants Steam Navigation Co.

1397Où la mutinerie menace en raison du non-paiement des salaires et du ravitaillement aléatoire, l'Autriche-Hongrie y envoyant quinze marins de Tianjin et demandant même à la Chine d'y maintenir l'ordre en son nom. Rosthorn, ministre d'Autriche-Hongrie à Beijing au ministre des affaires étrangères, chiffré, 29 novembre 1915, ÖSTA HHSTA PA XXIX 13 ; ARIGA, Nagao, *la Chine et la Grande Guerre européenne du point de vue du droit international*, A. Pedone, Paris, 1920, pp. 62-63

1398Il n'est pas certain que Marascek ait quitté Shanghai pour se rendre à Tianjin entre cette date et la tentative de cambriolage du consulat à Shanghai.

Leur société révolutionnaire semble en effet être démunie d'argent, ce qui semble être une motivation secondaire de leur tentative de prise de contrôle du consulat austro-hongrois à Shanghai. Kellermann lui-même faisait probablement partie de cette société dans l'espoir de se loger et de se nourrir. Sans subsistance, il en avait été réduit à briser une vitrine en janvier 1917, de manière à être logé et nourri par les autorités austro-hongroises pendant trois mois de prison – passés, malheureusement pour lui, sur un vapeur austro-hongrois¹³⁹⁹. Lorsque celui-ci est interné, sa sentence est écourtée d'un tiers. Revenu à son premier état de vagabond, il jure alors de briser une autre vitrine, pour qu'on lui donne ce mois de prison qu'il estime lui être dû.

Deux ou trois jours après, Goennert se rend à Tianjin afin de préparer l'attaque de la concession austro-hongroise. Après l'échec de cette tentative, le 8 août, il envoie au commissaire de la police internationale¹⁴⁰⁰ une lettre annonçant le raid sur le consulat et lui demandant de ne pas interférer dans une affaire qui intéresse la cause de l'Entente. Ce dernier dit au procès avoir immédiatement lancé une enquête qui n'était pas arrivée à son terme au moment du délit. Il est tout aussi probable qu'il n'ait effectivement pas voulu entraver une affaire qui allait dans le sens britannique¹⁴⁰¹.

Il semble établi que Kremla ne devait d'abord pas faire partie du commando prenant le consulat d'assaut. Le hasard le fait cependant rencontrer son ami Marascek ainsi que Brazzianovitch et Schubert le 14 à 20h30 dans une voiture de tramway. Il l'aurait d'abord questionné sur l'affaire désastreuse de Tianjin – les faits étant alors gardés secrets, on doit supposer qu'il tenait l'information en confidence, soit d'un officiel austro-hongrois, soit d'un conspirateur. Ce à quoi Marascek répond que rien ne s'était passé correctement parce que Goennert ne l'avait pas attendu et n'avait pas suivi le plan prévu. Puis Kremla, Brazzianovitch et Schubert se rendent à la gare, car Goennert – arrêté par les Austro-Hongrois la veille – doit venir de Tianjin avec dix hommes de renfort, dont un interprète américain.

Celui-ci ne venant pas, ils se rendent au bar l'Archangel, près de Hongkew Park. Brazzianovitch montre à Kremla deux télégrammes écrits en italien, les prévenant d'attendre les renforts le soir-même, et une lettre dans la même langue, leur ordonnant de prendre le consulat austro-hongrois de la ville, de garder les objets de valeur, et de remettre les documents se trouvant dans le coffre à la police internationale. Schubert, de son côté, semble avoir demandé au consul général du Japon à Shanghai s'il avait bien reçu une lettre de Tianjin, ce à quoi ce dernier aurait

1399En effet, le consulat austro-hongrois ne possède pas de prison ; *The North-China Herald*, 24 mars 1917, p. 637

1400Le *chief detective-inspector* W. Armstrong.

1401Walter Bernhardt, lors de sa déposition au consulat général d'Autriche-Hongrie, affirme que Goennert est en relation avec les capitaines Singe et Hilton-Johnsen à Shanghai, de la police internationale. Déposition de Walter Bernhardt au consulat général impérial et royal austro-hongrois à Shanghai, 13 août 1917, MNL KM 672

répondu par l'affirmative. Il lui aurait alors demandé un bateau afin de se rendre sur les navires autrichiens internés. Le consul lui aurait répondu que bientôt les navires pourraient être achetés aux enchères – la guerre étant déclarée le jour-même par la Chine – et de ne rien tenter de ce côté. Ces différentes conversations et correspondances et l'inaction du commissaire de la police internationale après avoir reçu la lettre de Goennert permet de se poser la question du soutien étranger à cette bande anti-autrichienne.

Stark les rejoint et trouve Kremla et Schubert qui se disputent. Lorsque lui aussi interroge Schubert sur l'affaire de Tianjin, ce dernier lui dit : « Nous Autrichiens ne recevons pas le même traitement que vous, les Allemands. Nous n'avons rien à manger. »¹⁴⁰². Kremla dit à Stark que ni Brazzianovitch ni Schubert n'ont d'endroit où aller. Brazzianovitch, interrogé par Kremla, lui confirme d'ailleurs qu'ils n'ont pas d'argent, mais ajoute de manière intrigante que s'ils réussissent dans leur entreprise, l'argent ne manquera pas. Ils se rendent ensuite à un autre bar, le Golden Eagle. Là, Brazzianovitch donne un brassard rouge à une *bargirl*¹⁴⁰³.

Kremla tente de repousser encore le moment de l'attaque en invitant chez lui la bande. Il essaye alors de persuader Schubert de ne pas participer au coup de main, et de se rendre au consulat le lendemain pour s'excuser auprès de Kunz de l'affaire de Tianjin. On propose encore de prendre les vaisseaux autrichiens de Shanghai, mais ceux-ci sont encerclés par des navires de guerre chinois. Ainsi, peu après 4 h, la bande décide de prendre le contrôle du consulat. Kremla dit au procès qu'il avait décidé d'aller avec eux pour prévenir le danger couru par le consulat et les officiels autrichiens.

Quant aux motivations de chacun, la presse spéculé d'abord – mais avec l'appui de certaines sources sûres, puisqu'elles sont à la fois alliées et ennemies et concordent. On pense – il s'agit de l'édition hebdomadaire du North China Herald du 18 août, l'article est non-daté – que les cambrioleurs sont peut-être des marins austro-hongrois issus des vapeurs internés à Shanghai, et qu'on sait en délicatesse avec leurs autorités. On évoque déjà aussi la possibilité qu'il s'agisse de révolutionnaires, en raison de la fouille de la chambre à l'hôtel de France où on trouve des drapeaux et des brassards rouges. Une troisième hypothèse est qu'il s'agirait de Tchèques ou bien d'irrédentistes venus chercher des papiers risquant, s'ils étaient transmis à la métropole, d'exposer leurs familles. Cependant selon le consulat, le seul document d'importance dont ils ont la garde à ce moment est le dossier Rüdinger¹⁴⁰⁴. On estime par ailleurs qu'il est probable que Heinrich Kremla

1402 Sur le motif national, cf. p. 363

1403 Le DSI Cruickshank trouve un brassard rouge et des drapeaux rouges dans la chambre occupée par Brazzianovitch ou Marascek et Schubert à l'hôtel de France et des Colonies.

1404 cf. p. 288

soit un agent provocateur à la solde de l'Autriche.

Cette dernière supputation est soutenue par le témoignage de Brazzianovitch, qui dit soupçonner Kremla depuis le 14 août, et avoir prévenu Schubert. De son côté, Schubert dit que Kremla avait tenté de voler l'argent à Goennert lors de son passage à Shanghai, perdant ainsi sa confiance. Mais la motivation avouée de ces témoins à voir Kremla condamné à mort – ce qui suppose qu'il n'ait pas agi en légitime défense en tuant Marascek – modère singulièrement la foi qu'on doit ajouter à leurs récits. C'est d'ailleurs grâce à Brazzianovitch que Kremla a pu être arrêté à Tianjin. Plusieurs éléments restent troublants à la clôture du procès. D'abord parce que lorsque Schubert avait prévenu Kremla qu'il vaudrait mieux pour ce dernier de n'être pas vu en sa compagnie, Kremla aurait répondu : « Je ne peux pas avoir d'ennuis. ». Par ailleurs, avant de rencontrer Marascek dans une voiture de tramway la veille au soir, il semble que Kremla se soit rendu au consulat austro-hongrois, et d'après le procureur Newman ait même discuté du raid à venir avec Kunz. Dans les archives du consulat conservées aujourd'hui à Budapest, on trouve trois dépositions de Kremla sur la bande à Goennert datées du 9 et du 10 août et un compte-rendu téléphonique. Une note autrichienne adjointe à ce dernier compte-rendu fait état d'une offre de services de la part de Kremla, bien qu'aucun indice ne laisse entendre que sa proposition ait été acceptée¹⁴⁰⁵. De là à dire qu'il est un agent provocateur, il n'y a qu'un pas, mais les archives sont insuffisantes pour que nous le franchissions de manière définitive. Malgré tout, la nuit du coup de main, Kremla essaye de dissuader Schubert d'y participer, et lui propose de se rendre au consulat le lendemain pour présenter à Kunz ses excuses. Il essaye aussi de retarder l'heure fatidique en passant de bar en bar, jusqu'à enfin inviter la bande dans son propre logement. Enfin, si comme il le prétend au procès il rejoignait les conjurés parce que le consulat était en grave danger, la question devient : Pourquoi Kremla les rejoint au lieu de remettre le sort du consulat et de ses occupants entre les mains des autorités compétentes et prévenues par lui ?

Le déroulement du procès suggère aussi plusieurs autres motivations possibles. Schubert, dont il faut certes prendre les propos avec circonspection, révèle par exemple que les Austro-Hongrois avaient mis à prix – dix mille dollars – la tête de Marascek. Cela n'est pas invraisemblable, dans la mesure où nous savons par ailleurs qu'une telle prime existait aussi pour Goennert / Krempasky. Par ailleurs, ce que Kremla lui-même confie au DSI Cruickshank pour se justifier est assez significatif. Avant de donner les noms et la nature de l'organisation, il commence par déclarer : « Ce n'est pas la révolution, c'est du vol et de l'assassinat. ». On peut donc supposer qu'à la possibilité qu'il soit un agent – provocateur ? – de l'Autriche et à la motivation pécuniaire

1405Compte-rendu téléphonique de Heinrich Kremla, 13 août 1917, MNL KM 672

s'ajoutent un dilemme d'ordre moral. Jusqu'où est-il possible de justifier une action violente à motif politique ? Si le motif révolutionnaire n'ajoute pas d'exception éthique particulière, la bande à Goennert ne devient en effet rien de mieux qu'une organisation criminelle. Cette justification est dans la droite ligne de la défense : Kremla ne participe au raid que pour préserver la vie des officiers autrichiens, et quand l'un d'eux, Ludwig Peter, est menacé, il le défend, quitte à tuer pour cela. Kremla d'ailleurs dit pendant le procès avoir visé le bras de Marascek, afin de lui faire lâcher son arme. Il est possible, après tout, que Kremla soit un très mauvais tireur.

Une autre motivation est encore possible. On apprend en effet lors d'une des dernières audiences que Kunz, auprès duquel Kremla propose que Schubert s'excuse, est le bienfaiteur de Kremla. Celui-ci, malade, sans travail, sans argent, ayant dû quitter l'hôpital faute de pouvoir payer son séjour, bientôt incapable aussi de payer ses médicaments, sans amis, prend enfin la résolution de se rendre, à pied et avec toutes les difficultés que supposent alors son état, au consulat d'Autriche-Hongrie à Shanghai. Là, il aurait non seulement reçu quelques sous du *Hilfsfonds* austro-hongrois¹⁴⁰⁶, mais il aurait encore reçu de l'argent de la poche-même de Kunz, qui lui aurait aussi permis de s'enregistrer en tant que Russe, afin de pouvoir trouver un emploi – tâche qui aurait autrement été presque impossible par suite de la guerre et de sa nationalité. De fait, cette ruse lui a permis d'obtenir un poste à l'orchestre municipal de la concession internationale de Shanghai. Ce motif de pure reconnaissance est-il pourtant le seul ? Marascek, Schubert sont après tout des amis sincères de leur aveu et de l'aveu-même de Kremla. Le procès ne permet pas de démêler ces raisons plus avant.

En ce qui concerne maintenant les motivations de la bande à Goennert elle-même, il faut séparer celle de Goennert et de son bras droit Marascek des autres conjurés. Nous l'avons vu, Brazzianovitch et Schubert n'ont nulle part où aller. Brazzianovitch est d'ailleurs un ancien marin de l'*österreichische Lloyd*, qui lui doit semble-t-il un retard important de salaire. La situation est la même pour plusieurs marins autrichiens recrutés par Goennert sur les navires de Shanghai. Kellermann en est lui réduit à devoir commettre une infraction quelconque pour obtenir le privilège d'être condamné à une peine de prison, et d'être ainsi logé et nourri aux frais de l'État. Kremla est donc dans une position difficile en raison de la guerre et de son état de santé, jusqu'à au moins ce qu'il soit embauché à l'orchestre municipal. Marascek est réfugié des camps de Sibérie depuis 1916, et apparemment sans emploi depuis cette époque. Stark, nous l'avons vu, est un malfrat sans profession légale connue. Quant au Dr Kindler, comme nous le verrons plus loin, il est dépendant au jeu. Sa profession de dentiste ne lui permet pas de se soutenir. Le motif financier, s'il n'est pas

1406Fonds de soutien aux prisonniers de guerre.

nécessairement prévalent pour chacun, existe bel et bien. C'est ainsi que si apparemment l'attaque du consulat de Shanghai est motivée politiquement, les conjurés peuvent disposer des objets de valeur, et Goennert s'assure aussi de pouvoir disposer du bâtiment.

Parmi les accusés au procès pour conspiration, Heinrich Kremla, Joseph Marascek, ainsi – probablement – qu'Emmanuel Skalicky, sont tchèques – et donc autrichiens. Josef Goennert *alias* Krempasky ainsi qu'Alexander Kellermann sont hongrois. Anthony Brazzianovitch *alias* Antonio Brazzano, s'il dit à l'hôtel où il descend être serbe est en réalité dalmatien – c'est-à-dire autrichien – mais enregistré au consulat d'Italie¹⁴⁰⁷. Le Dr Max Kindler seul est autrichien d'un point de vue ethnique aussi bien que légal, ainsi que Joseph Schubert, se disant lui, à l'hôtel où il descend, sujet russe, et qui cependant est peut-être tchèque. Les seuls accusés allemands sont le journaliste Walter Bernhardt et Carl Erwin Stark. Il est d'ailleurs intéressant de noter que le consulat d'Italie à Shanghai ne revendique pas l'enregistrement de Brazzianovitch / Brazzano, ce qui aurait mis ce dernier à couvert du principe d'extraterritorialité, et qui à tout le moins l'aurait rendu justiciable de la cour consulaire italienne. Pourtant, l'enregistrement d'un Dalmatien au consulat d'Italie suggère qu'il s'agit d'un irrédentiste.

Si pour ce dernier, il existe donc sûrement un motif d'ordre ethnique, il n'est pas aussi aisé d'un identifier un chez chacun des conjurés. Le Dr Kindler est autrichien, c'est-à-dire ethniquement allemand. Seuls les Tchèques semblent surreprésentés, ce qui peut par ailleurs s'expliquer par un réflexe communautariste très courant dans les ports ouverts de Chine. Bien que cela soit difficile à établir à partir des minutes des procès seules, il semble que certains ne parlent pas de langue vernaculaire, que ce soit l'anglais ou l'allemand. Il ne s'agit donc pas nécessairement d'indépendantistes tchèques / panslaves. Marascek, un des principaux conjurés, bien que tchèque, est avant tout un réfugié. Hors il ressort des minutes du procès une amertume due au manque d'empressement des autorités austro-hongroises à venir en aide à ses nationaux, en particulier en ce qui concerne les réfugiés, allant jusqu'à des accusations de mauvais traitements.

Cela nous amène aux motivations plus proprement politiques de l'attaque. Dès l'ouverture du procès, la fouille de la chambre de l'hôtel de France suggère un but révolutionnaire. En effet, le DSI Cruickshank y trouve un drapeau rouge, différents badges, un brassard rouge, une fausse barbe – deux des assaillants en portent – et des munitions de révolver. Originellement, trois drapeaux rouges auraient été fabriqués, peut-être pour être hissés sur les trois vapeurs austro-hongrois internés à Shanghai. Peut-être aussi le nombre correspond-il aux positions impériales austro-hongroises en Chine, à savoir : la légation à Beijing, le consulat et la concession à Tianjin et enfin le consulat à

1407Note du service de la sûreté à Shanghai, 14 août 1917, CADN Shanghai 57

Shanghai. Vers le 5 ou le 6 août, Skalicky se rend – d'après son témoignage – de Shanghai à Tianjin avec deux ou trois marins du SS Bohemia. Chez Goennert / Krempasky, il participe alors à une réunion rassemblant environ vingt personnes, y incluses Goennert lui-même, Kindler – ces deux derniers étant les seuls orateurs et Schubert. Chacun pointe alors un revolver à la tête de l'autre pour s'assermenter. D'après Skalicky, il s'agit d'un « parti révolutionnaire » dont l'objectif était de prendre le contrôle des représentations consulaires austro-hongroises en Chine, ainsi que de la concession de Tianjin. D'après Brazzianovitch, il s'agissait d'une « société républicaine ». Goennert / Krempasky en est le président et Marascek son vice-président.

Le témoignage de Goennert lui-même vient conclure le procès. Celui-ci dit avoir appris la mort de Marascek lors de son transfert des geôles néerlandaises aux mains de la police internationale. Il en est profondément désolé. En effet, dit-il, Marascek était sa meilleure recrue – ce qui incidemment accredit l'idée d'une prime sur la tête de ce dernier. Lui-même donne quatre raisons principales pour l'existence de sa société et pour ses actions à Shanghai et à Tianjin. Tout d'abord, il s'agissait de libérer les prisonniers politiques détenus à Tianjin et à Beijing dans des conditions – selon lui – indécentes. Notons cependant que, revenant lui-même des geôles tientsinoises et pékinoises de l'Autriche-Hongrie, et étant donné son état de santé lorsque la police internationale le met en état d'arrestation, il n'y a aucune raison de douter de son récit. Il décrit des cas de passages à tabac, d'euthanasie et de torture. Notamment le cas d'un officier autrichien, enchaîné de telle sorte que le métal lui rentrait dans les chairs, enfermé dans une cellule sans lumière ni ventilation et battu tous les jours par les ordres du lieutenant Vladimir von Mariašević commandant la garde de la légation. La seconde raison est une raison ethnique. Il dit lui-même avoir voulu montrer aux Autrichiens qu'il était dangereux de vouloir soumettre les autres « races » de l'empire. Un autre motif est son engagement révolutionnaire personnel, qu'il dit mener depuis dix-sept ans, c'est-à-dire depuis son exil¹⁴⁰⁸. Enfin, il dit vouloir protester contre le traitement réservé à leurs nationaux par les autorités austro-hongroises, citant notamment le cas des réfugiés de Sibérie, dont il prétend même que certains seraient revenus en Russie, mais aussi celui d'une misérable à qui les officiels du consulat de Tianjin auraient répondu que jamais une femme n'était véritablement dans le besoin.

Le procès conclut par l'acquittement successif de tous les accusés – alors pourtant qu'un des mandats d'arrêt n'est jamais exécuté. Ce dernier est émis contre un certain Frantz Novotny (aussi orthographié dans la presse : Novodik ou Novotné, nom qui suggère là encore une origine tchèque),

¹⁴⁰⁸Il semble être arrivé pour la première fois à Shanghai de Nagasaki par le Ryazan le 16 juillet 1913. *The North-China Herald*, 19 juillet 1913, p. 224

envoyé à Changchun pour acheter des révolvers. Kellermann et Stark (agent de renseignements¹⁴⁰⁹) ne sont plus accusés dès le 17 septembre. Bernhardt (qui signe une déposition au consulat austro-hongrois¹⁴¹⁰), le Dr Kindler (agent de renseignements¹⁴¹¹) et Skalicky (même remarque que pour Bernhardt¹⁴¹²) sont acquittés le 25 septembre. Enfin, Goennert / Krempasky, Brazzianovitch et Schubert, pour ainsi dire convaincus mais excusés, doivent pouvoir présenter une garantie de ce qu'ils ne troubleront plus la paix du settlement, sans quoi ils devront être déportés. Mais cette décision est encore modérée lorsque, le 26, ceux-ci se montrent dans l'incapacité de présenter quelque garantie financière que ce soit. Goennert fait cependant part de son intention de quitter la Chine et de prendre à charge Brazzianovitch et Schubert. Ils signent alors chacun des bons, de mille dollars pour Goennert, et de cinq cents dollars chacun pour Brazzianovitch et Schubert, s'engageant à payer la somme due si jamais ils devaient se retrouver devant un tribunal dans les deux ans. Kremla, dont le procès est très retardé par son refus entêté de prendre un autre avocat que le Dr Fischer – qui en tant qu'Autrichien n'a plus le droit d'exercer à la cour mixte de Shanghai, est finalement acquitté lui aussi le 26 octobre, malgré un passif judiciaire non-précisé, en raison de l'impossibilité de prouver qu'il ait tué Marascek autrement qu'en légitime défense¹⁴¹³.

En ce qui concerne Brazzianovitch, il poursuit en justice Wilhelm Pulcher, agent de l'*österreichische Lloyd* à Shanghai, dès le 9 octobre, afin de recouvrer une partie de ce que lui doit la société. Il est débouté, et c'est Pulcher cette fois-ci qui l'accuse de l'avoir menacé afin de toucher ce qui lui est dû. Brazzianovitch est acquitté le 12 novembre. Le 8 juillet, ce dernier comparaît à nouveau, cette fois-ci pour vol à main armée. Avec un complice occidental et un Chinois, il se fait passer pour un détective et fait une « descente » au 26, rue du Whangpoo¹⁴¹⁴, sur la concession française. Là, il « saisit » vingt-huit balles d'opium indien et quatre cents onces d'opium sibérien pour une valeur totale de vingt mille dollars. Étonnamment, il est acquitté, pour la troisième fois en l'espace d'une année. Il n'est *a priori* pas menacé d'être tenu à payer les cinq cents dollars de son bon, ni même d'être interne¹⁴¹⁵.

De son côté, Kremla comparaît à nouveau avec une régularité méritoire devant la cour

1409cf. pp. 217-218, 252

1410Déposition de Walter Bernhardt au consulat général impérial et royal austro-hongrois à Shanghai, 13 août 1917, MNL KM 672

1411cf. pp. 242, 249-252, 333

1412Déposition de Emmanuel Skalicky au consulat général impérial et royal austro-hongrois à Shanghai, 3 août 1917, MNL KM 672

1413*The North-China Herald*, 18 août 1917, pp. 358 et 380-382 ; *id.*, 25 août 1917, pp. 1 et 442-444 ; *id.*, 1^{er} septembre 1917, pp. 501-502 ; *id.*, 8 septembre 1917, p. 550 ; *id.*, 22 septembre 1917, pp. 668-673 ; *id.*, 29 septembre 1917, p. 731 ; *id.*, 20 octobre 1917, p. 162 ; *id.*, 27 octobre 1917, pp. 224-226 ; *id.*, 3 novembre 1917, pp. 256-257 et 285-286

1414Auj. Huangpu Lu

1415*The North-China Herald*, 13 octobre 1917, p. 124 ; *id.*, 17 novembre 1917, p. 406 ; *id.*, 13 juillet 1918, p. 97

mixte. Accusé d'avoir agressé le couple Vanovich au 899, East Hanbury Road¹⁴¹⁶, ainsi que Carl Erwin Stark au Grand Bar, sur North Szechuen Road¹⁴¹⁷, il est acquitté dans un cas et condamné dans l'autre à un mois de prison. Le 21 décembre il bat un coolie de rickshaw, puis s'en prend aux deux détectives chinois venu à son secours. Malgré le témoignage d'un Tchèque Hagen en sa faveur, ainsi que la qualité d'escroc du coolie, il est à nouveau condamné à quatre semaines de prison. En avril 1918, la police internationale découvre que Kremla a changé d'adresse sans le signaler, et qu'il a quitté Shanghai pendant plusieurs jours sans en avoir demandé la permission. Il dirige en effet un orchestre chinois. Il est condamné à cinq dollars d'amende. Le 17 juillet, il comparaît à nouveau pour ne pas s'être signalé comme il le doit à la police internationale. Les Allemands et les Austro-Hongrois doivent alors le faire deux fois par semaine en concession internationale et deux fois par mois en territoire chinois. Il est donc condamné à dix dollars d'amende... et décide de déménager dans le quartier chinois de Zhabei. Le 28 août, il comparaît à nouveau dans une affaire de bagarre et d'incitation au cirque du New World où il travaille désormais. Il est acquitté. Entré sans permission depuis Zhabei sur la concession internationale, il comparaît une dernière fois le 4 janvier 1919 et est cette fois-ci interné au camp de l'Arsenal. Sur sa demande expresse, des négociations sont entamées avec les autorités russes blanches pour qu'il retrouve ses compatriotes tchèques à Vladivostok, mais il s'évade avant que celles-ci n'arrivent à terme¹⁴¹⁸.

1416Auj. Hanyang Lu

1417Auj. Sichuan Bei Lu

1418*The North-China Herald*, 17 novembre 1917, p. 406, 29 décembre 1917, p. 771, 27 avril 1918, p. 210, 20 juillet 1918, p. 133, 31 août 1918, p. 520, 11 janvier 1919, p. 88, 8 mars 1919, p. 636

f- La bande à Goennert : L'attaque de la concession austro-hongroise à Tianjin, juillet 1917

La bande à Goennert n'en est donc pas à son coup d'essai avec l'attaque de Shanghai, ce que permet de révéler le procès Kremla pour le grand public. Josef Goennert *alias* Krempasky¹⁴¹⁹ reste à l'hôtel Continental de Shanghai le 22 juillet d'après le gérant de l'hôtel V. Chelmis, ou le 23 d'après lui-même, pour deux nuits. Il se rend ensuite à Tianjin après avoir effectué un crochet par la concession française pour brouiller les pistes¹⁴²⁰. S'ensuit la description par Skalicky de la prestation de serment lors d'une réunion du « parti révolutionnaire » chez Goennert, où lui et Kindler sont les principaux orateurs. On y appelle à envahir la concession austro-hongroise et à prendre le consulat.

La nuit du 29 au 30 juillet est fatidique. Nous en connaissons certains éléments par le témoignage de Goennert lui-même au procès Kremla, ainsi que par la déposition de certains conjurés. Ce soir-là, en effet, une nouvelle réunion du « parti » a lieu, toujours chez Goennert, au 28, Cousins Road¹⁴²¹, sur la concession britannique de Tianjin. En début de soirée, un monde hétéroclite se rend à cette adresse, Autrichiens, Hongrois et étrangers. Le Dr Kindler arrive à trois heures du matin avec huit à dix revolvers, dont Skalicky, dans sa déposition du 3 août au consulat austro-hongrois à Shanghai¹⁴²², sous-entend qu'ils sont fournis par les Français. D'après Goennert, les conjurés étaient cette nuit-là entre vingt-cinq et trente. Kindler aurait alors dit « Nous sommes des révolutionnaires, nous voulons prendre la concession autrichienne, qui ne vient pas avec nous sera tué. » – déclaration qui aurait donné lieu, comme on l'imagine, à un grand tumulte. On parle allemand, mais aussi et principalement italien et hongrois. Beaucoup refusent de suivre Kindler. Goennert mentionne l'incident, qu'il qualifie de « désaccord ». Ces débats amenant la compagnie vers 4h30 du matin, il était maintenant trop tard, aurait dit Kindler, pour tenter quelque chose, et il faudrait reporter l'attaque à la nuit suivante. Goennert, de peur d'être trahi, aurait alors voulu séquestrer tout ce monde jusque là. Kindler l'aurait cependant convaincu de n'en rien faire, mais aurait ajouté que quiconque ne reviendrait pas ou parlerait de leurs plans aux autorités serait retrouvé et tué.

Les événements donnent raison à Goennert, car dès le 30 à 8 heures du matin, trois matelots de l'*österreichische Lloyd*, L. Arbanas, M. Raicich et J. Koinz vont dénoncer le complot au consulat austro-hongrois à Tianjin. Le sergent (all. *Feldwebel*) Thomas Koszil et le fantassin de réserve Lajos Marko, interrogés par le commandant du détachement de marine austro-hongrois à Tianjin,

1419Appelé Goennert dans les archives austro-hongroises, il est suggéré dans les minutes du procès Kremla qu'il s'agit d'un pseudonyme et que son nom véritable est Krempasky.

1420*The North-China Herald*, 22 septembre 1917, p. 670

1421La déposition de Skalicky donne parfois le numéro 26. Le 28 est cependant le plus probable.

1422Pour une raison inconnue, il semble que le nom de Goennert soit orthographié Bernat de manière systématique dans la déposition de Skalicky. Il s'agit pourtant bien du même homme.

confirment. Quatre personnes ne reviennent d'ailleurs pas au 28, Cousins Road au soir du 30, apprenant ainsi aux conjurés que leurs plans sont éventés¹⁴²³.

Dans cette même nuit du 29 au 30 juillet, les autorités austro-hongroises remarquent des mouvements inhabituels aux abords de leur concession. Certaines personnes, certes isolées, semblent rôder autour du consulat, du *yamen*¹⁴²⁴ et de la caserne. Elles sont aussi bien chinoises qu'européennes et japonaises. Vers 4 h du matin, un groupe est repéré dans la partie sud de la rue frontière entre la concession italienne et l'austro-hongroise. Il se disperse bientôt, mais deux Japonais, interrogés sur la raison de leur présence, préfèrent fuir que de répondre. On repère à peu près au même moment vingt à vingt-cinq personnes sur le bund¹⁴²⁵ faisant face à la concession, avec une automobile. Lorsque les policiers chinois tentent de les interroger, tous s'enfuient sauf trois, dont un Italien. La raison qu'ils obtiennent est tout aussi déroutante : on leur répond qu'on observe le niveau de l'eau. D'après ces policiers, le groupe devait comprendre un inspecteur de police britannique avec trois agents, un inspecteur de police japonais avec quelques compatriotes, et encore quelques Français. Suite à ces événements et aux dénonciations de la matinée, vingt-cinq à trente hommes sont prélevés sur la garde la légation à Beijing pour renforcer le détachement de marine à Tianjin ; un tiers des policiers reçoit l'ordre de garder les bâtiments officiels ; les matelots sont armés et dispersés dans des postes de garde dont le nombre est revu à la hausse¹⁴²⁶. Les Chinois, de leur côté, gardent la maison de Feng Guozhang et envoient soixante policiers à celle de Cao Kun, toutes deux situées sur la concession austro-hongroise (soit le 30, soit le 31 juillet)¹⁴²⁷.

D'après le compte-rendu téléphonique d'un rapport de Heinrich Kremla au consulat général austro-hongrois de Shanghai, quarante hommes auraient dû approcher des bâtiments officiels par bateaux (ceux-ci sont situés en face du « pont autrichien ») et faire du bruit en tirant au revolver afin de donner un prétexte aux Japonais pour envahir la concession et « rétablir l'ordre public »¹⁴²⁸. Il est difficile d'estimer le véritable nombre de ces conjurés, et pas uniquement parce qu'apparemment tous n'avaient pas l'intention de suivre Goennert et Kindler et d'attaquer la concession austro-hongroise. Si on s'en tient aux assermentés du témoignage de Skalicky au procès Kremla, ils seraient vingt ; d'après le consul austro-hongrois à Tianjin, ils seraient entre vingt et vingt-cinq ;

1423Déposition de Emmanuel Skalicky au consulat général impérial et royal austro-hongrois à Shanghai, 3 août 1917, MNL KM 672 ; Schumpeter, consul impérial et royal austro-hongrois à Tianjin, à la Légation impériale et royale austro-hongroise à Beijing, 31 juillet 1917, ÖSTA HHSTA Peking 83 ; *The North-China Herald*, 22 septembre 1917, p. 671

1424Bâtiment administratif abritant la municipalité austro-hongroise.

1425Le quai.

1426Schumpeter, consul impérial et royal austro-hongrois à Tianjin, au ministre d'Autriche-Hongrie à Beijing, 31 juillet 1917, ÖSTA HHSTA Peking 83

1427*id.*, 5 août 1917, ÖSTA HHSTA Peking 83

1428Compte-rendu téléphonique de Heinrich Kremla, 13 août 1917, MNL KM 672

d'après le compte-rendu téléphonique de Kremla, ils seraient quarante ; d'après une lettre trouvée dans les effets de Marascek à Shanghai et expédiée par Goennert, ce dernier aurait eu à sa disposition pas moins de cent cinquante hommes ; enfin, le même déclare plus tard à Hugo Accurti avoir à sa disposition autour de deux cents hommes¹⁴²⁹.

Si la différence d'appréciation est si grande, c'est que le groupe placé sous la tutelle de Goennert est très hétéroclite. Il est composé aussi bien d'Autrichiens et de Hongrois que d'étrangers. Parmi les Autrichiens et les Hongrois, certains sont des déserteurs du détachement de marine à Tianjin ou de la garde de la légation austro-hongroise à Beijing, des réservistes, ou encore des marins de l'*österreichische Lloyd* dont trois navires, le Bohemia, le China et le Silesia sont alors internés à Shanghai. D'autres encore sont des réfugiés de Sibérie, ou de simples particuliers, soit qu'ils aient la fibre révolutionnaire comme Goennert, soit qu'ils soient agents pour les services secrets d'autres nations comme le Dr Kindler, soit enfin qu'ils soient réduits au chômage et à la misère du fait de la guerre.

L'affaire prend un tour médiatique le 31 juillet, bien que la presse ne révèle pas l'existence du complot à proprement parler. À 14h30, ce jour-là, le matelot de 1^{ère} classe Edmund Richter se rend en rickshaw de la concession austro-hongroise à la *Hilfsaktion* austro-hongroise¹⁴³⁰, située en concession allemande. À la hauteur de la Chartered Bank, sur Victoria Road, en concession britannique, il est soudain encerclé par Goennert sur sa droite, le caporal Emmerich Henzel sur sa gauche, Mikula et Jozzip devant et derrière lui, qui arrêtent le rickshaw. Goennert et Henzel pointent alors leurs Brownings sur Richter, ce dernier ajoutant « Maintenant vous allez venir avec nous. ». Ainsi cerné, le rickshaw de Richter se remet donc en route. Richter demande à Henzel ce qu'on lui veut, à quoi on lui répond : « Vous allez venir chez nous, vous aurez à manger et à boire, et rien de mal ne vous arrivera. On veut seulement vous poser quelques questions ! », puis en réponse à sa protestation : « Je suis un soldat et vous êtes un soldat, nous sommes bons amis, mais le commandant est un gros porc ; il dit toujours : "Les Hongrois ne savent pas se battre et sont des déserteurs." ». Alors que Richter demande à ce qu'on le libère, Henzel répond : « Le commandant devra venir vous chercher lui-même. ».

Après avoir bifurqué sur Meadow Road, puis sur la route de Taku, se sachant n'être plus très

1429Déposition de Emmanuel Skalicky au consulat général impérial et royal austro-hongrois à Shanghai, 3 août 1917, MNL KM 672 ; Consul impérial et royal austro-hongrois à Tianjin au ministre impérial et royal austro-hongrois à Beijing, 5 août 1917, ÖSTA HHSTA Peking 83 ; Déposition de Hugo Accurti au consulat impérial et royal austro-hongrois à Tianjin, 6 août 1917, ÖSTA HHSTA Peking 83 ; PÁLVÖLGYI, Balázs, « L'Autriche-Hongrie et l'aventure de Tientsin en 1917 ou l'assassinat d'un policier chinois », in Peres, Delacasse, Hornyák, Juhász (éds.), *Turning Points and Breaklines: 4th Yearbook Young Legal History*, Martin Meidenbauer Verlagsbuchhandlung, München, 2009, pp. 354-355 ; *The North-China Herald*, 22 septembre 1917, p. 671

1430Fonds de soutien aux prisonniers de guerre.

loin de l'ancienne frontière anglo-allemande, Richter bondit hors de son rickshaw et court en zig zag et aussi vite qu'il peut en direction du commissariat de police le plus proche, sur Mummstraße, qu'il atteint sain et sauf. Ses poursuivants, eux, tirent à vue, et un policier chinois est touché en plein cœur. Il meurt sur le coup. Là, Richter téléphone au consulat austro-hongrois qui vient le chercher en automobile, après avoir répondu à l'interrogatoire d'un inspecteur de police anglais qui le soupçonne d'avoir tiré lui aussi... bien qu'il soit désarmé¹⁴³¹.

Trois de ses poursuivants (dont Goennert) sont bien arrêtés par la police de la concession britannique, mais sont relâchés peu après par le consul en personne, le motif officiel étant qu'il s'agit d'un délit politique – bien qu'ils aient d'abord prétendu que leurs prisonniers se soient évadés. Par ailleurs, il semble que l'enlèvement ait eu lieu à trente mètres à peine de policiers chinois de la concession britannique, devant une foule de badauds, et après que Goennert ait été en conversation avec un certain Pennel, de nationalité anglaise. Il ne fait aucun doute à cette date pour les autorités austro-hongroises que Goennert est un espion britannique et qu'il agit avec le soutien du Royaume-Uni et du Japon. Cet incident leur sert au moins de prétexte pour demander à toutes les autorités concessionnaires de la ville – ainsi qu'aux Chinois – de leur remettre les déserteurs et comploteurs, qui ont semble-t-il fuit d'abord en concession italienne, puis passé une nuit dans un hôtel russe, avant de s'évanouir dans la nature¹⁴³².

Des recherches d'autant plus actives sont entreprises afin de découvrir l'identité de ses membres, leurs motivations et l'identité de leurs chefs. Le Dr Max Kindler, connu par eux à travers les échos du procès Ettinger¹⁴³³, est poursuivi à Shanghai pour fraude¹⁴³⁴. Il aurait aussi été inculpé de haute trahison par les Allemands et interné sur le Meidah, avant d'être libéré sur l'intervention du Dr Rosthorn, celui-ci s'opposant pour une question de dignité nationale à ce qu'un sujet autrichien soit jugé par le consul allemand¹⁴³⁵. Ils retiennent bien sûr de ce procès que Kindler est un espion britannique. Parmi les conjurés qu'à cette date les autorités austro-hongroises estiment être entre vingt et vingt-cinq, ils citent outre Goennert, Kindler, Henzel, Joszip et Mikula, Arbanas (qui pourtant a déposé contre la bande à Goennert le 30), un

1431Déposition du matelot de 1^{ère} classe Edmund Richter au détachement de marine impérial et royal austro-hongrois à Tianjin, 31 juillet 1917, ÖSTA HHSTA Peking 83 ; Consul impérial et royal austro-hongrois à Tianjin au ministre impérial et royal austro-hongrois à Beijing, 5 août 1917, ÖSTA HHSTA Peking 83 ; *Tageblatt für Nord-China*, 1 août 1917, cité in PÁLVÖLGYI, Balázs, « Zwischenfall in Tientsin – ein Stück der Doppelmonarchie in China im Jahre 1917 », in Radovan David, Jan Neckář, Martin Orgonik, David Sehnalek, Jaromir Tauchen, Jiří Valdhans (éds.), *COFOLA Conference for Young Lawyers*, Masarykova Univerzita, Brno, 2008, pp. 1100-1118

1432Consulat impérial et royal austro-hongrois à Tianjin au ministre impérial et royal austro-hongrois à Beijing, 31 juillet 1917, ÖSTA HHSTA Peking 83 ; *id.*, 5 août 1917, ÖSTA HHSTA Peking 83

1433cf. pp. 238-245, Rothman l'aurait dénoncé au consulat général d'Allemagne à Shanghai comme agent britannique. Le Dr Fischer déclare d'ailleurs que sa nationalité lui avait été retirée.

1434cf. pp. 249-252

1435Consul de France à Shanghai au gouverneur de l'Indochine, 29 octobre 1919, CADN Pékin 291bis

Künstlinger, Brazzianovitch et Schubert, cités lors du procès Kremla, ainsi que quatre déserteurs de la garde de la légation à Beijing.

Le 5 août à 14h, Goennert se rend chez Hugo Accurti, secrétaire de la concession austro-hongroise, après l'avoir prévenu par téléphone de son arrivée. Deux de ses hommes font le guet pendant toute la conversation. Goennert, disant venir de la part de l'Angleterre et de la France, joue cartes sur table avec cet Autrichien italophone qu'il pense être germanophobe. Il dit à cette occasion pouvoir compter sur deux cents affiliés, chiffre sûrement très exagéré. D'après lui, le plan originel était de prendre d'assaut la concession austro-hongroise, de manière à contrôler les bâtiments officiels et en particulier le consulat, de prendre possession des armes qui s'y trouvaient et d'y hisser le drapeau rouge. Les Japonais devaient intervenir afin d'éviter une intervention chinoise qui aurait fait échouer la tentative. Malgré l'échec des soirées du 29 et du 30 juillet, Goennert dévoile envisager cette fois d'attaquer la concession avec des bombes et des grenades à main¹⁴³⁶. Cinq mille dollars seraient prévus afin d'acheter la trahison d'un des matelots du détachement de marine austro-hongrois, dont Goennert connaît l'effectif et l'équipement exact (trente-sept hommes et quatre mitrailleuses).

Quant à l'affaire Richter, Goennert dit à Accurti avoir soupçonné que ce matelot, vu trop souvent rôder autour de chez lui, était un espion autrichien. Il confirme aussi à cette occasion ce qui était déjà su depuis le procès Ettinger, à savoir que le Dr Kindler était effectivement un agent de renseignements britannique. Ce dernier ayant appris qu'une radio se trouvait à bord du SMS Bohemia, navire austro-hongrois interné à Shanghai, aurait vendu l'information aux Anglais.

Quant à l'attaque et aux motivations qui se font jour lors de cet entretien, Goennert fixe la date de sa troisième tentative au lendemain 6 août. Le but de sa visite à Accurti est de tenter de convaincre et/ou d'acheter le secrétaire de la concession austro-hongroise, en lui proposant cinquante mille dollars de rétribution et un passeport britannique, ainsi que la place de président d'une concession républicaine austro-hongroise, battant drapeau rouge et se prononçant en faveur de l'Entente dans la guerre mondiale. Goennert aurait ajouté que l'affaire était placée sous l'égide du Japon.

Lui-même aurait touché trois mille dollars si elle réussissait. Son objectif ultime aurait cependant été d'emprisonner Schumpeter afin de pouvoir monnayer la libération d'un Liesner, soupçonné d'être un espion russe. Il s'agit très probablement de l'officier torturé mentionné par Goennert lors du procès Kremla. Il se serait déclaré prêt à se rendre à Beijing si nécessaire pour le

¹⁴³⁶Lors du procès Kremla, on rapporte des propos du Dr Kindler confirmant cette information, et ajoutant que la base d'opérations serait la concession italienne de Tianjin.

libérer, sous-entendu – là encore comme déjà évoqué lors de l'affaire Kremla – en prenant d'assaut la légation austro-hongroise en Chine¹⁴³⁷. Quant aux marins de l'*österreichische Lloyd* et aux déserteurs austro-hongrois obéissant à Goennert, leurs motifs seraient à la fois ethniques et financiers. Goennert – ou plutôt les autorités étrangères à qui il répond – auraient promis cinquante dollars par mois à chacun, ainsi que le paiement de leur translation aux États-Unis d'Amérique. Très mal payés par leurs autorités, ils se plaindraient aussi de mauvais traitements. Accurti cependant trompe les dernières espérances de Goennert et Kindler, et rend compte à son consulat dès le lendemain matin ; son témoignage devenant une pièce capitale dans un procès par contumace pour haute trahison intenté contre Goennert, mais qui *a priori* n'arrive jamais à terme¹⁴³⁸.

Après ce dernier revers, Goennert reste encore à Tianjin près d'une semaine, sans qu'aucune archive ni article de presse ne puisse venir à l'appui de l'hypothèse selon laquelle il envisageait une quatrième tentative d'attaque de la concession austro-hongroise. Dès le 11 août, A. Kunz écrit au consul général absent de Shanghai, lui signalant les plans d'attaque des vaisseaux internés en ce lieu et du consulat lui-même¹⁴³⁹. Les archives hongroises conservent en effet la trace de plusieurs dépositions de sujets autrichiens et hongrois à leur consulat général à Shanghai, notamment : Skalicky le 3 août, deux marins du Lloyd le 6, Kremla le 9, le 10 et par téléphone, et Bernhardt le 10 août¹⁴⁴⁰.

Goennert est arrêté par les Autrichiens sur le quai de la gare, alors qu'il se rendait à Shanghai pour participer au coup de main sur le consulat. D'après le Peking & Tientsin Times du 15 août, une forte récompense était offerte pour son arrestation. Alors qu'il est déjà installé dans son compartiment, des policiers chinois de la concession austro-hongroise viennent lui demander son ticket, puis l'assomment lorsqu'il le produit. Transporté jusqu'au consulat austro-hongrois, il est battu en route. Après avoir été ligoté et baillonné, il est amené à la seconde gare de la ville et convoyé à Beijing sous escorte militaire. Il semble que la déclaration de guerre de la Chine à l'Autriche-Hongrie (le 14 août) l'ait sauvé. En effet, le commandant de la garde de la légation, le lieutenant Vladimir von Mariašević, souhaitait l'exécuter immédiatement, ce qui fut finalement remis au lendemain afin de pouvoir consulter le ministre Dr Arthur von Rosthorn. L'Autriche-Hongrie se trouvant alors en état de guerre, Rosthorn aurait ordonné que Goennert soit remis aux Néerlandais, qui à leur tour le livrèrent à la police de la concession internationale de Shanghai par l'intermédiaire de la police chinoise, en raison du procès Kremla. Goennert déclare d'ailleurs lors du

1437Goennert a déjà tenté un attentat à la bombe contre cette légation en juillet 1917.

1438Déposition de Hugo Accurti au consulat impérial et royal austro-hongrois à Tianjin, 6 août 1917, ÖSTA HHSTA Peking 83

1439A. Kunz au consul général impérial et royal austro-hongrois à Shanghai, ÖSTA HHSTA Peking 83

1440MNL KM 672

procès que le DSI Cruickshank lui a ainsi sauvé la vie, ce qui laisse à penser qu'il n'était pas hors de danger entre les mains des Néerlandais. Le même article du Peking & Tientsin Times fait état de rumeurs disant que les Austro-Hongrois auraient fusillé certains irrédentistes dans leur légation de Beijing. Cela est à rapprocher des accusations portées par Goennert lui-même concernant des faits de torture sur des prisonniers politiques, et de l'empressement mis par lui pour délivrer Liesner.

On apprend aussi à cette occasion que les autorités chinoises avaient présenté pour contre-signature aux consuls à Tianjin un mandat d'arrêt émis contre Goennert en raison de l'affaire Richter. Ceux-ci auraient cependant refusé de le signer au prétexte qu'au moment de la fusillade, l'accusé se trouvait chez lui – ce qui est évidemment faux. Néanmoins cela marque le soutien chinois à la position austro-hongroise dans ce rapport de forces. En face, il est établi avec certitude que la bande à Goennert est protégée et financée par les Britanniques et les Japonais, à Tianjin et à Shanghai. Skalicky sous-entend dans sa déposition qu'elle est aussi soutenue et peut-être même armée par la France (à Tianjin, du moins). Goennert prétend de son côté être soutenu à la fois par le Royaume-Uni et la France lors de son entretien avec Accurti. Si aucune archive française ne va dans ce sens, cette hypothèse n'est cependant pas à écarter. Une grande inondation a en effet touché de plein fouet les archives diplomatiques et militaires françaises de Tianjin en cette année 1917, qui sont donc incomplètes. Par ailleurs, que faire du choix de la concession italienne comme base d'opérations contre la concession austro-hongroise, des lettres et télégrammes en langue italienne envoyées à Shanghai, ou encore du manque d'empressement du consul italien à livrer Goennert après l'affaire Richter, lui laissant ainsi le temps de se rendre en concession russe et de disparaître ? Ni les archives, ni la presse, ni les dépositions enregistrées aux consulats austro-hongrois contre la bande à Goennert, ni les différents témoignages lors du procès Kremla ne permettent d'éclaircir ce point. Seules, éventuellement, les archives italiennes, britanniques et japonaises pourraient résoudre la question.

g- Les conséquences immédiates de la déclaration de guerre à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie

La déclaration de guerre de la Chine à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie imprime un caractère plus définitif que la rupture des relations diplomatiques à l'impérialisme de ces deux puissances européennes dans le pays. D'un point de vue légal, il est certain que la doctrine de l'annulation des traités, incertaine lors d'une rupture des relations diplomatiques, est en 1917 sans équivoque dans le cas d'une déclaration de guerre. L'Autriche-Hongrie, épargnée par la décision du mois de mars, voit ses traités bilatéraux annulés, en particulier : le traité signé à Beijing en 1869, le traité portant cession de la concession austro-hongroise de Tianjin, la signature austro-hongroise au Protocole final de 1901. De même que dans le cas de l'Allemagne quatre mois plus tôt, les accords secondaires réglant les conditions des prêts et du versement des indemnités liées à la guerre des Boxers et à la révolution républicaine sont eux aussi annulés. Les Autrichiens et Hongrois de Chine sont enregistrés au même titre que les Allemands. Les diplomates austro-hongrois en Chine sont expulsés. La Chine confie ses intérêts en Autriche-Hongrie au Danemark. Les intérêts chinois en Bulgarie et en Turquie étant jusque là confiés au représentant austro-hongrois à Constantinople¹⁴⁴¹, une conséquence annexe de la déclaration de guerre consiste à remettre au Danemark les intérêts chinois en Turquie. Aucune mesure n'est prise en ce qui concerne la Bulgarie. Pour sa part, l'Autriche-Hongrie confie ses intérêts en Chine aux Pays-Bas, nation à qui ont déjà été confiés les intérêts allemands en mars 1917. En conséquence de la guerre, la Chine met en place des mesures de censure des communications.

Du fait de l'annulation du traité de 1869, les Autrichiens et les Hongrois se trouvent, de même que les Allemands, privés du privilège de l'extraterritorialité. La déclaration de guerre durcit cependant la situation de ces derniers. Les Allemands, Autrichiens et Hongrois sont en effet désormais justiciables devant les cours chinoises ordinaires. L'assesseur austro-hongrois ne peut plus siéger dans une cour mixte. Enfin, tous les employés autrichiens et hongrois des ministères chinois sont licenciés sans solde.

L'annulation du traité de 1902 portant cession de la concession austro-hongroise de Tianjin provoque, comme dans le cas des concessions allemandes de Hankou et de Tianjin quatre mois plus tôt, sa rétrocession. D'après le commissaire des affaires étrangères de la province du Zhili, celle-ci a lieu à 16 h le 14 août 1917. Toutes les armes et les munitions sont remises aux autorités chinoises. Le drapeau chinois est hissé sur la caserne et la municipalité austro-hongroises. Un conflit concerne le drapeau à hisser sur le consulat d'Autriche-Hongrie à Tianjin, le consul souhaitant hisser le drapeau néerlandais. Celui-ci est rapidement résolu dans ce sens. Suite à la rétrocession, l'ex-

1441Auj. İstanbul

concession austro-hongroise devient le 2^{ème} district spécial de Tianjin.

Du fait de l'annulation du Protocole final de 1901 en ce qu'il concerne l'Autriche-Hongrie, la garde de la légation austro-hongroise est désarmée et internée. Il en va naturellement de même pour le corps d'occupation austro-hongrois en Chine du Nord, réduit aux postes de Tianjin et à l'étape (deux marins) de Tanggu. Les Dalmatiens de la garde de la légation austro-hongroise se rendent cependant à la légation italienne, à qui ils demandent la protection. Trois marins austro-hongrois tentent de fuir vers la Mandchourie ; ils sont rattrapés. La version du consul austro-hongrois Schumpeter diffère cependant en plusieurs points. Notamment, il dit avoir négocié la destruction des armes par le détachement de marine impérial et royal. Les marins peuvent eux se rendre à Beijing en uniforme¹⁴⁴². Sur proposition française, le glacis¹⁴⁴³ autrichien, dans le Quartier des Légations, est placé sous le contrôle du Japon. Une commission est mise en place, dans le Quartier, afin de renommer la rue Ketteler. Malgré des tergiversations dues aux oppositions du ministre néerlandais, celle-ci est finalement renommée rue Yamato. Les casernes allemandes à Beidaihe et à Tanggu, vides, mais placées sous la protection néerlandaise, ainsi que le poste austro-hongrois à Tanggu sont rétrocédés à la Chine le 12 septembre 1917, à 10 h. Notons ici que, de même que pour les compagnies allemandes du SVC et du HVC quatre mois plus tôt, la compagnie austro-hongroise du SVC (vingt-neuf hommes et un officier) est dissoute, et ses membres désarmés.

Les vapeurs de l'österreichischer Lloyd encore présents à Shanghai, les SS China, SS Bohemia et SS Silesia, sont saisis. Des gardes chinois montent à bord. Comme dans le cas de l'Allemagne en mars, la Chine s'affranchit du remboursement des prêts dits « autrichiens » (dus aux fonderies Škoda et Poldi), ainsi que du versement de la part austro-hongroise des indemnités dues au titre de la guerre des Boxers et de la révolution républicaine. Enfin, tous les clubs et journaux allemands subsistant sur le territoire chinois sont fermés. Cela concerne, entre autres, les clubs allemands de l'ancienne concession allemande de Tianjin, le club Concordia, à Shanghai, le *Tageblatt für Nord-China*, organe des intérêts allemands à Tianjin, ainsi que l'*ostasiatischer Lloyd* de Shanghai¹⁴⁴⁴.

1442Schumpeter, consul d'Autriche-Hongrie à Tianjin au ministre d'Autriche-Hongrie à Beijing, 14 août 1917, ÖSTA HHSTA Peking 83

1443Les glacis sont les zones, qui auraient dû rester vierges de constructions, situées entre le Quartier des Légations lui-même et le territoire chinois, et ayant vocation à servir à la défense des étrangers. Ils sont divisés en différentes zones placées sous la protection de certaines gardes des légations.

1444*The North-China Herald*, 18 août 1917, pp. 363-367 ; *id.*, 25 août 1917, pp. 1, 421-422, 426-427 ; *id.*, 1^{er} septembre 1917, pp. 475-476, 479-481, 500 ; *id.*, 8 septembre 1917, p. 533 ; *id.*, 15 septembre 1917 ; p. 580, 591 ; *id.*, 29 septembre 1917, p. 734 ; *id.*, 6 octobre 1917, p. 43 ; ARIGA, Nagao, *la Chine et la Grande Guerre européenne du point de vue du droit international*, A. Pedone, Paris, 1920, pp. 268-269, 278-294 ; TROUCHE, Marcel, *le Quartier diplomatique de Pékin, Étude historique et juridique*, thèse de doctorat, Georges Subervie, Rodez, 1935, p. 68

Le comte Sforza, ministre d'Italie à Beijing de 1911 à 1915, juge l'évènement :

« La guerre a ceci de fatal qu'elle enferme les belligérants dans un état de nécessité. Inutile donc, aujourd'hui, de discuter s'il était vraiment opportun de forcer la Chine à entrer dans la grande guerre aux côtés des Alliés, si, même alors, il n'aurait pas fallu prévoir les dangers dont on semait les germes.

Certes, l'Europe n'y gagna rien, ni alors, ni après. Si quelqu'un y gagna, ce fut la Chine, j'entends la Chine officielle, celle qui entretient des ministères et des légations, et qui est si peu de chose pour la masse laborieuse et millénaire [...].

Ce ne fut que la Chine officielle, la Chine qui parle anglais, qui tira de la participation à la guerre des avantages de *face* tels qu'aucun de nous n'osa en rêver pour son pays, même au moment des illusions les plus lyriques.

[...]

Le cri de guerre : *Rétrocession des concessions ! c'est nous qui l'avons fait naître, en provoquant en 1917 le fatal précédent*¹⁴⁴⁵. »

Et de choisir un exemple significatif : le monument expiatoire, à Beijing, érigé après la guerre des Boxers à l'endroit où le ministre d'Allemagne fut assassiné, subit les assauts de la foule à la nouvelle de l'armistice de novembre 1918. Prétextant la dangerosité pour les passants d'un édifice qui menace désormais de s'effondrer, les autorités chinoises le transportes d'abord dans un parc public. Les inscriptions latines sont effacées. Et ce, avec l'accord tacite du corps diplomatique, informé. En vérité, cette guerre sans hostilités, qui commence par la rétrocession de trois concessions occidentales, pour la première fois dans l'histoire, et qui se termine par la disparition du monument Ketteler, plus encore que le mouvement de résistance à l'annexion du quartier de Laoxikai ou que l'indignation que suscite les Vingt-et-une demandes japonaises, marque le début du déclin de l'impérialisme étranger en Chine. Les puissances qui prétendent maintenir soumis un pays de quatre cent cinquante millions d'habitants, à l'État nominal, mais à l'opinion publique naissante et qui prend conscience de sa force, offrent à sa population le spectacle de conflits qui condamnent, de fait, le système qu'elles souhaitent protéger en leur faveur, en évinçant deux de leurs membres. Désormais et jusqu'aux années 1940, l'impérialisme occidental vole de revers en revers et de rétrocession en rétrocession. Sa pertinence n'est plus que secondaire pour la Chine en comparaison des conflits qui couvent entre le Japon et la Chine, entre le Japon et les États-Unis, et entre les nationalistes et les communistes.

1445 SFORZA, *l'Enigme chinoise*, Paris, Payot, 1928, pp. 30-32

h- Sun Yat-Sen et l'Allemagne

1917 marque un tournant dans l'histoire politique chinoise, mais aussi dans celle du parti de Sun Yat-Sen, le GMD. Lorsqu'en juin 1917, le président Li se voit contraint par Zhang Xun de dissoudre le parlement, Sun saisit l'occasion de se poser en défenseur de la constitution et de l'unité nationale. Il prend d'abord contact avec le ministre de la marine Cheng Biguang, propose le transfert du gouvernement à Shanghai et une intervention contre les généraux nordistes. Finalement, il se rend à Guangzhou, escorté par deux vaisseaux de guerre, le 17 juillet 1917. Le 21 juillet, Cheng ordonne à la flotte d'une quinzaine de navires stationnée à Shanghai de rejoindre Guangzhou, où se trouvent aussi cent trente parlementaires, soit environ le tiers des effectifs. Un rapport du Dr Knipping, régulièrement cité dans l'historiographie, permet d'attribuer une partie de ces différents succès à l'amitié allemande.

« Un partisan et ami de Sun, Cao Yaobo, sert d'intermédiaire. Sun réclame deux millions de dollars chinois pour acheter l'armée et la marine. Rien ne prouve qu'il ait reçu cet argent, mais tout incite à le croire, y compris les confidences du gouverneur militaire du Guangdong, recueillies par le consul général des États-Unis. »¹⁴⁴⁶

Il ne s'agit pourtant pas, comme il est apparent, d'une amitié de circonstance, forcée par les évènements et vite trahie par l'anti-gouvernement de Sun qui déclare la guerre à l'Allemagne le 13 septembre 1917. En effet, l'irritation de Sun Yat-Sen à l'égard de l'Angleterre va croissant durant les années 1910 ; lui-même désire ardemment le maintien de la Chine dans la neutralité et désapprouve l'entrée en guerre du Japon contre l'Allemagne. De nombreux membres éminents du GMD sont en désaccord avec cette attitude, néanmoins et contrairement à Xu Guoqi, qui y voit de la part de Sun un pur calcul politique, nous y voyons volontiers un effet de la vision géostratégique du leader nationaliste, qui craint plus l'hégémonie des puissances de l'Entente en Asie-Pacifique qu'une éventuelle victoire d'une puissance représentée dans la région par des colonies archipélagiques sans potentiel militaire important et par le territoire à bail de Jiaozhou, ces deux ensembles étant passés aux mains des Anglo-Japonais dès la fin de 1914. Il n'hésite d'ailleurs pas, en mars 1917, à expédier un télégramme au premier ministre britannique Lloyd George, l'avertissant du danger et du handicap que représenterait une entrée en guerre de la Chine dans le camp de l'Entente. Cette dimension essentielle de la pensée politique de Sun, la recherche à tout prix du soutien de l'étranger, condition du succès de la révolution chinoise, se traduit pendant la guerre par des amitiés allemandes et japonaises, comme elle a pu à d'autres moments signifier l'amitié avec la France¹⁴⁴⁷, la

¹⁴⁴⁶BERGÈRE, Marie-Claire, *Sun Yat-Sen, Connaissances et savoirs*, Saint-Denis, 2017, p. 309

¹⁴⁴⁷MUNHOLLAND, J. Kim, « The French Connection that Failed: France and Sun Yat-Sen, 1900-1908 », *The Journal of Asian Studies*, vol. 32, n° 1 (nov. 1972), pp. 77-95 ; BERGÈRE, Marie-Claire, *Sun Yat-Sen, Connaissances et savoirs*, Saint-Denis, 2017, pp. 129-138

Grande-Bretagne¹⁴⁴⁸, le Japon¹⁴⁴⁹, la Russie¹⁴⁵⁰, ou encore certains particuliers américains.

Enfin, et à travers l'étude de la guerre secrète allemande en Chine qui précède, remarquons la régularité et l'importance du soutien allemand à Sun, soit de façon directe¹⁴⁵¹, soit dans un soutien commun apporté ponctuellement aux révolutionnaires indiens¹⁴⁵², et de façon plus constante aux indépendantistes vietnamiens¹⁴⁵³. Ces différents éléments pointent bien vers une alliance voulue, réfléchie, entre le gouvernement allemand et Sun Yat-Sen, et ce depuis 1914¹⁴⁵⁴.

1448BERGÈRE, Marie-Claire, *Sun Yat-Sen*, Connaissances et savoirs, Saint-Denis, 2017, pp. 353-355

1449JANSEN, Marius B., *The Japanese & Sun Yat-Sen*, Stanford University Press, 1954 ; ROY, M.N., *Memoirs*, Bombay, New Delhi, Calcutta & Madras, Allied Publishers, 1964, p. 6 ; BERGÈRE, Marie-Claire, *Sun Yat-Sen*, Connaissances et savoirs, Saint-Denis, 2017, pp. 81-86, 268-269, 296-300

1450BERGÈRE, Marie-Claire, *Sun Yat-Sen*, Connaissances et savoirs, Saint-Denis, 2017, pp. 344-352, 356-363

1451cf. pp. 215-216, 221-222

1452cf. pp. 264, 271, 290-295

1453cf. pp. 321-324, 333, 341

1454*The North-China Herald*, 10 mars 1917, p. 564 ; JANSEN, Marius B., *The Japanese & Sun Yat-Sen*, Stanford University Press, 1954, pp. 206-207 ; XU, Guoqi, *China and the Great War, China's Pursuit of A New National Identity and Internationalization*, Cambridge University Press, New York, 2005, pp. 242-243 . CHAN, Anthony B., *Arming the Chinese, The Western Armaments Trade in Warlord China, 1920-1928*, Vancouver & Toronto, UBC Press, 2010 (2^e édition), p. 18 ; BERGÈRE, Marie-Claire, *Sun Yat-Sen*, Connaissances et savoirs, Saint-Denis, 2017, pp. 307-309

i- La guerre sans hostilités, 1917-1918

Après la rupture des relations diplomatiques entre la Chine et l'Allemagne en mars 1917, puis la déclaration de guerre de la Chine aux deux Empires centraux en août de la même année, la structure officielle de l'État allemand disparaît. Ce processus est lent et a lieu avec retard dans le cas de l'amiral von Hintze par exemple, comme nous l'avons vu plus haut¹⁴⁵⁵, qui tient à rester en Chine «en tant qu'homme privé ». Par contraste, dans le cas de l'Autriche-Hongrie, le processus est rapide et sans compromis, les diplomates évacuent le pays, rétrocèdent la concession tientsinoise, et ce dans l'indifférence marquée de la métropole – le consul austro-hongrois à Tianjin, faute de réponse de sa hiérarchie, doit opérer la rétrocession du territoire de son propre chef et sous la pression des Chinois et des Néerlandais. La petite communauté autrichienne (trois cent dix-sept résidents et 12^e rang en 1917, deux cent soixante-et-onze en 1918) et hongroise (dix-huit résidents en 1917, sept en 1918) est donc laissée aux soins des consulats néerlandais, de même que la beaucoup plus importante communauté allemande (deux mille huit cent quatre-vingt-dix-neuf résidents et 5^e rang en 1917, derrière les populations japonaise, russe, anglaise et américaine, deux mille six cent cinquante-et-un résidents en 1918)¹⁴⁵⁶.

La présence impériale allemande subsiste néanmoins, à travers l'organisation des ex-concessions allemandes à Hankou et à Tianjin, mais aussi à travers la présence des influents Hanneken et Knipping, qui restent libres de leurs mouvements jusqu'en novembre 1918. Il faut attendre le même mois pour que la deutsch-asiatische Bank, soupçonnée à plusieurs reprises de servir à financer la guerre secrète allemande en Chine, soit définitivement liquidée. À Shanghai, les employés de la banque doivent être expulsés du bâtiment qu'ils occupent. Certes, le conseil communal et les principaux employés allemands de la concession allemande de Tianjin – comme de celle de Hankou – sont licenciés au moment de la déclaration de guerre – ils sont maintenus en l'état de mars à août, sous supervision d'un commissaire chinois. Néanmoins, leurs secrétaires, désormais embauchés par le gouvernement sous le nom de « conseillers », travaillent étroitement avec les autorités chinoises en vue d'écarter les consuls alliés de toute prétention à l'administration des deux territoires. C'est ainsi que le général Yang I-Teh refuse catégoriquement toute perquisition par les alliés aux domiciles des résidents allemands de l'ex-concession tientsinoise. Par ailleurs, Heinrich Frickhöffer, anciennement secrétaire de la commune concessionnaire allemande de Tianjin, se targue que les Chinois appliquent presque toutes ses propositions. Certes, le 11 novembre 1918, l'ex-concession est pillée par des soldats français, le monument allemand mis à terre, le consulat

¹⁴⁵⁵cf. p. 350

¹⁴⁵⁶Rapport commercial du consulat austro-hongrois de Tianjin pour l'année 1917, OESTA HHSTA Peking 72 ; *id.*, 1918, OESTA HHSTA Peking 72 ; WOODHEAD, H.G.W., MONTAGUE BELL, H.T., *The China Year Book 1919-20*, London, George Routledge & Sons, 1920

Conclusion

Guerre mondiale hormise – la question présente des spécificités importantes – le présent travail permet d'identifier quatre périodes principales dans l'établissement et l'évolution des impérialismes tant allemand qu'austro-hongrois en Chine. Une première période, allant des expéditions Eulenburg (1859-1862) et Petz (1868-1869) à la guerre sino-japonaise (1894-1895) marque des débuts timides mais réels, plutôt dynamisés par la compétition austro-allemande et par le contexte européen et de construction nationale (dans le cas de l'Allemagne) ou de stabilisation relative dans le déclin (dans le cas de l'Autriche-Hongrie) que par un intérêt marqué pour l'aventure chinoise. Une deuxième période va de la paix de Shimonoseki et la Triplique d'Extrême-Orient (1895) à la guerre des Boxers (1900-1901), âge d'or de l'impérialisme étranger en Chine, tiré par la locomotive allemande. L'Allemagne cherche et obtient sa « place au soleil », devient ainsi l'une des principales puissances coloniales dans le pays et dans la région Asie-Pacifique et se rapproche de l'Angleterre. Une troisième période complète la mise en oeuvre d'une véritable politique coloniale en Chine du Nord à la suite de la guerre des Boxers. Enfin une quatrième période, à partir de 1906, se démarque par le passage à une politique d'influence plutôt que d'agression, par le retrait progressif du corps d'occupation allemand (hors baie de Jiaozhou) et par des combinaisons internationales visant à garantir son statut de grande puissance asiatique.

Les Allemands, satisfaits jusque là des privilèges accordés de façon large aux étrangers en Chine¹⁴⁵⁹ ne lancent pas l'expédition Eulenburg afin de protéger leurs intérêts commerciaux. L'entrée retentissante de l'Allemagne sur la scène impérialiste en Chine – le traité de 1861 est le premier obtenu par une nation n'appartenant pas aux principales puissances étrangères en Chine (États-Unis, France, Royaume-Uni, Russie) depuis le traité sino-suédois de 1847 – s'inscrit de façon très claire dans la compétition austro-prussienne pour le contrôle de l'Allemagne. Elle répond d'abord au tour du monde du SMS Novara (1858-1859), bien qu'elle profite aussi de circonstances favorables créées par l'ouverture du Japon (1853) et la Seconde Guerre franco-anglo-chinoise (1858-1860). L'expédition Petz, à son tour, est plutôt une réponse de la marine autrichienne à l'expédition Eulenburg qu'une tentative de projection de puissance économique, politique ou militaire de la part de l'Autriche-Hongrie. La multiplication de la signature de traités bilatéraux entre Chine et puissances étrangères, initiée par la Prusse en 1861, trouve donc son origine dans les rivalités européennes, plutôt que dans l'abaissement de l'État chinois, conclusion encore confortée par les difficultés prussiennes dans les négociations et la nécessité du soutien français aux efforts allemands.

1459La liberté de résidence et de commerce dans les ports ouverts est étendue à tous les étrangers dès 1843.

De même, la nouvelle défaite militaire de la Chine contre le Japon en 1895 n'est que l'opportunité saisie, et non la cause réelle de l'arrivée de l'Allemagne dans l'arène chinoise. Il faut y voir avant tout la conséquence de la fin de l'ère bismarckienne et les aspirations du nouvel empereur Guillaume II au statut de grande puissance, européenne, coloniale et mondiale. La Chine est l'enjeu majeur des compétitions impériales, son démembrement est craint par de nombreux observateurs et les gouvernements étrangers se préparent à défendre leur part éventuelle du butin. Hors l'Allemagne tient depuis 1861 à obtenir sur la côte de l'océan Pacifique un point d'appui pour sa marine qui lui permette d'obtenir sa « place au soleil » dans la région chinoise et asiatique. Cet objectif, poursuivi avec plus ou moins de décision depuis trente-sept ans, est considéré comme un « intérêt vital » de l'Allemagne, là encore dans le cadre de rivalités européennes, cette fois-ci principalement anglo-allemandes. C'est sa réalisation qui donne le signal de la curée : cessions de territoires à bail à la France, au Royaume-Uni et à la Russie en 1898 et découpage en zones d'influence.

L'Autriche-Hongrie, elle, désormais alliée de l'Allemagne prussifiée, tente de rester dans son sillage : érection d'une légation à Beijing en 1897-1899, envoi d'un détachement de marine dans la capitale chinoise en 1898, projet colonial de 1899. Cette fois encore, plutôt que la défense de très modestes intérêts commerciaux, les motivations autrichiennes – ou plutôt austro-hongroises – sont le maintien du rang de grande puissance et de son prestige, après la signature du Compromis en 1867. Ce ressort fondamental à la politique autrichienne, malgré ou en raison du déclin de l'empire au cours du XIX^e siècle, ne suffit pourtant pas à expliquer l'intérêt soudain du gouvernement viennois pour la Chine – l'indifférence pour cet enjeu extra-européen dominant les années 1869-1896. C'est que, de même que l'intérêt allemand pour la Chine et la cession de Jiaozhou procèdent en partie de l'influence de l'amiral von Tirpitz et de l'intérêt de Guillaume II, la politique étrangère de l'Autriche-Hongrie prend une orientation résolument impérialiste sous l'impulsion du comte Goluchowski, qui parvient à imposer ses vues contre un parti contradictoire pourtant puissant (manifeste lors de l'opposition du comte Szécsen à la participation à la guerre des Boxers).

En conséquence de ce contexte national et européen, l'impérialisme allemand se distingue des efforts anglais, français, américains et russes par son ambition expressément coloniale, dont on trouve les premiers signes dans les traités de 1895 portant cession des deux concessions allemandes à Hankou et à Tianjin. Il se caractérise aussi par ses aspirations totalisantes : si l'Allemagne tente d'abord de trouver sa place sur le marché chinois, notamment par l'établissement d'un quasi-monopole sur les importations de matériel de guerre ; qu'elle obtient la cession de territoires ainsi que la reconnaissance d'une zone d'influence dans la province du Shandong ; les événements de 1898 puis de 1900 lui permettent d'établir une présence militaire permanente. Lors de la dernière

période (1906-1914), elle insiste de façon plus décidée sur une politique d'influence et d'impérialisme culturel.

L'impérialisme austro-hongrois, naissant, hésitant, conscient de ses fragilités, tire profit des possibilités ouvertes par l'Allemagne et tente de trouver sa place politique parmi les puissances étrangères en Chine. De même que l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie participe à la défense des légations (1898), à la guerre des Boxers (1900), obtient une concession tientsinoise (1902). Elle aussi administre ce territoire de manière coloniale ; elle aussi maintient une présence militaire en Chine du Nord de 1900 à 1917. De manière révélatrice, elle ne trouve sur le plan économique qu'une place tout à fait médiocre, y compris dans le commerce de l'acier et des armes, et ce jusqu'à la conclusion des prêts Škoda (1912-1914). De même, l'aspect culturel, ou de manière plus large tout mécanisme de *soft power* est remarquablement absent. C'est que cet impérialisme austro-hongrois est d'abord l'oeuvre de personnalités et qu'il est bâti malgré l'absence de groupes de pression, l'indifférence de l'opinion publique et des principaux acteurs économiques, le manque de moyens financiers, le peu de goût du gouvernement métropolitain pour l'aventure chinoise, enfin le manque total de tradition coloniale. Tous les principaux développements ont lieu sous l'ère Gołuchowski, qui serait complètement isolé s'il n'entretenait de bonnes relations avec l'empereur et roi. Son successeur est d'ailleurs lui un adversaire convaincu de l'impérialisme extra-européen. Il faut le travail, à Beijing et à Wien, d'une autre forte personnalité, Rosthorn, pour obtenir la participation de l'Autriche à un mécanisme d'impérialisme financier qui permet l'effritement en sa faveur du monopole allemand dans le domaine des armes et munitions. Enfin, toutes les avancées dans l'administration de la concession tientsinoise de 1902 à 1917, malgré le peu de résidents autrichiens, hongrois, ou même étrangers sur le territoire, malgré l'absence totale de subventions de la part de la métropole, malgré enfin l'incompétence, l'hostilité ou la corruption des fonctionnaires, sont dues spécialement à un homme : Hugo Accurti.

Dans le cas de l'Allemagne, il existe une relation dynamique entre les forces économiques, l'opinion publique, le lobby colonialiste et les acteurs politiques, qui entraîne une émulation en faveur de l'aventure chinoise. L'occupation puis la cession de la baie de Jiaozhou constituent donc naturellement une date importante, non seulement de l'histoire coloniale allemande, mais aussi de l'histoire politique et même du récit national. Au contraire, la concrétisation de l'impérialisme austro-hongrois en Chine se fait malgré les forces profondes.

La présence impériale austro-hongroise se contente donc de s'inscrire dans une dynamique globale d'aggravation de l'impérialisme multinational en Chine, sans influencer particulièrement, ni d'un point de vue politique, ni d'un point de vue économique (du moins jusqu'à la conclusion des

prêts Škoda), ni sur les nations impérialistes – et leur conception propre de l'impérialisme, y compris dans le cadre colonial de Tianjin, ni sur la Chine, ni sur la métropole. Naturellement, le fait que les efforts de Rosthorn ne portent tous leurs fruits qu'à partir de 1912 pose la question d'une évolution possible vers une place plus à la mesure de la monarchie duelle. Néanmoins, lors de la quinzaine d'années où son impérialisme s'est manifesté de la manière la plus concrète – garde des légations de Beijing (1898), corps d'occupation à Beijing, Tianjin et Tanggu (1900-1917), concession tientsinoise (1902-1917) – force est de constater que l'Autriche-Hongrie ne donne l'image que d'une puissance de second rang, pour qui l'aventure chinoise est plutôt un poids financier qu'une opportunité commerciale, ou plus largement l'occasion d'une projection de sa puissance hors d'Europe.

Au contraire, l'arrivée de l'Allemagne dans l'arène chinoise est un événement majeur, qui participe à redéfinir, non seulement les relations sino-allemandes et la place de l'Allemagne parmi les puissances coloniales en Asie-Pacifique et dans le monde, mais aussi la forme que prend l'impérialisme étranger en Chine. Dès 1861, la volonté allemande de signer un traité bilatéral marque un premier changement de paradigme, aux conséquences concrètes limitées, mais réelles. Il s'agit plutôt d'ouvrir la voie à la signature de traités bilatéraux à caractère impérialiste avec la grande majorité des États souverains dans le monde, y compris la Corée ou le Congo. La signature des traités cédant les concessions allemandes à Hankou et à Tianjin en 1895 marquent elles une mutation proprement coloniale de l'impérialisme concessionnaire. Les concessions étrangères en Chine, dont le caractère proprement impérial et national est jusque là plutôt le résultat de l'obtention de privilèges coutumiers que d'une politique assumée de la part des gouvernements étrangers, sont désormais comprises comme des microcolonies à caractère national, cédées à perpétuité – bien que contre un loyer symbolique – et où la puissance concessionnaire prend en main la quasi-totalité des pouvoirs régaliens – sans pour autant posséder le sol. La multiplication des conflits sur le tracé des frontières « internationales », mais aussi des acteurs coloniaux, le Japon suivant l'Allemagne de près (1896), puis les autres puissances européennes – réinvestissement de l'espace délaissé par la France à Hankou dans une démonstration d'amitié franco-russe (1896), extension des concessions existantes et création de concessions nouvelles à Tianjin suite à la guerre des Boxers (1900-1902) – sont d'abord l'effet de la nouvelle conception allemande du système concessionnaire. De même, en 1898, la cession du territoire à bail de Jiaozhou à l'Allemagne entraîne-t-elle la cession de Lüshunkou/Dalian à la Russie, de Weihaiwei au Royaume-Uni, de Guangzhouwan à la France, et la division de l'empire chinois en zones d'influence. L'importance des opérations militaires de 1900-1901 et la fréquence des expéditions sont, là encore, la conséquence d'une volonté allemande

(commandement en chef de Waldersee). Le retrait gradué des différents corps d'occupation en Chine du Nord, enfin, bien qu'il soit initié par des décisions russe et italienne, est suivi de tous dès lors que l'Allemagne, l'une des principales puissances occupantes, prend des décisions similaires (1906 et 1909).

Sa présence en Chine, si elle inspire les politiques impériales des autres puissances, lui donne aussi le rang, la visibilité d'une nation avec qui il faut désormais compter d'un point de vue stratégique. De là le rapprochement anglo-allemand de 1898 et les négociations autour d'une alliance sino-germano-américaine (1906-1910), de là aussi l'inquiétude que cause – notamment à la France – l'attention nouvelle de l'Allemagne pour l'islam de Chine et la représentation des intérêts ottomans dans ce pays. Par contraste, l'Autriche-Hongrie dimensionne sa présence impériale en fonction du contexte international. Elle s'implante en Chine lorsque les relations avec l'Allemagne et la Russie le permettent, et que cette dernière porte plutôt les yeux sur l'Extrême-Orient que sur les Balkans. Elle revoit sa politique lorsque les tensions croissent avec le voisin russe dans cette dernière région.

Le caractère mondial et total de la guerre permet d'en faire un laboratoire des différents impérialismes étrangers en Chine, et particulièrement des impérialismes allemand et austro-hongrois. Les puissances de l'Entente sont en effet, sur le papier, en position hégémonique dans la région Asie-Pacifique, voire même dans le monde extra-européen sauf l'Empire ottoman. Leurs agents hors d'Europe, s'ils sympathisent bien sûr avec leurs métropoles qui traversent des dangers sans équivalent, ne considèrent pas leur rôle particulier comme participant d'une lutte pour la survie de la mère patrie. Au contraire, le salut des Empires centraux dépend uniquement du respect de la neutralité de quelques pays souverains comme la Perse, l'Afghanistan, la Chine ou le Siam, n'ayant plus d'emprise territoriale depuis la perte des colonies îliennes du Pacifique, puis de la baie de Jiaozhou dès l'automne 1914. *Soft power*, impérialisme formel à Qingdao et à l'intérieur des microcolonies concessionnaires, informel ailleurs, influence et amitiés dans les milieux dirigeants : la guerre met ces nations à l'épreuve et les contraint à convoquer tous les éléments de la puissance. À l'opposé, les Français, par exemple, dont le rôle – certes rendu considérable par les efforts allemands – est limité au contre-espionnage et à la contre-insurrection, rechignent à « faire du roman policier » : Ce serait « affecter des allures d'espionnage à l'allemande »¹⁴⁶⁰.

De ce point de vue, le verdict est sans appel pour l'Autriche-Hongrie en Chine. À court de ressources financières, cantonnée à une position défensive, elle soutient l'Allemagne lors de la

1460 Rapport sur l'organisation d'un service de renseignements en Chine, à Boppe, ministre de France en Chine, 14 septembre 1918, CADN Pékin 291

campagne de Qingdao, mais a bien du mal à maintenir sa dignité nationale, que ce soit vis-à-vis de la Chine, des puissances de l'Entente, ou même de son allié allemand¹⁴⁶¹. Les mécanismes d'impérialisme financier mis en place depuis 1912 ne suffisent pas même à financer les salaires des agents de ses postes diplomatiques, ceux de ses matelots ou de son petit corps d'occupation en Chine du Nord. Par ailleurs, toute livraison d'armes par Škoda est bien entendu suspendue. Ses nationaux participent à la guerre secrète que se livrent en Chine l'Allemagne et l'Entente, mais elle reste dans l'ignorance des plans allemands et n'y contribue pas en tant qu'État¹⁴⁶². Elle-même se limite à des efforts de contre-espionnage dont les quelques succès sont dus bien plus aux défauts et aux faiblesses des tentatives opérées contre elle qu'à une quelconque efficacité opérationnelle. Enfin, le commerce bilatéral est complètement annihilé dès les premiers mois de la guerre. Seule lumière au tableau, les grands travaux d'aménagement sur sa concession austro-hongroise, certes débutés avant le début des hostilités. Le remodelage de sa zone sud et la vente des lots à de riches Chinois, envisagée dès 1902, est achevée durant les années de guerre ; pour la première fois, les autorités concessionnaires s'intéressent à la zone nord et entament des travaux de comblement. Bref, la concession connaît une vitalité sans égale dans sa courte histoire.

Bien sûr, le commerce allemand souffre lui aussi, mais dans des proportions bien moindres, et de façon plus progressive. Il n'est pas annihilé lorsqu'intervient la rupture des relations diplomatiques, puis la déclaration de guerre de la Chine à l'Allemagne, malgré l'arrêt des exportations d'armes et de munitions. Il existe par ailleurs un fort parti pro-allemand en Chine au début de la guerre, même si celui-ci faiblit avec le temps¹⁴⁶³. Il faut y voir en partie l'effet du *soft power* allemand, des échanges d'étudiants et de l'envoi d'instructeurs militaires en Chine. Notons à ce propos que les mesures prises contre l'école d'ingénieurs allemande par les autorités française de Guangzhou, après la rupture des relations diplomatiques, fait l'objet d'une véhémence protestation chinoise. L'Allemagne peut d'ailleurs se permettre de mener de violentes campagnes de presse, en langue allemande, certes, mais aussi anglaise et chinoise. Le prestige du vainqueur de 1870 et de 1900, sa position de grande puissance européenne et mondiale, l'alliance objective enfin entre nationalistes, indépendantistes des pays soumis à la domination occidentale, pan-asiatiques et Allemands participent de ce succès d'estime. Il n'est pas prouvé que la défense désespérée de Qingdao ait la même portée, bien qu'elle soit probablement en partie une question de prestige pour le nom allemand en Chine.

C'est notamment cet état de fait, nous l'avons vu, que la propagande comme la guerre secrète

1461cf. notamment le procès *allemand* du Dr Kindler pour haute-trahison, et son emprisonnement, p. 370

1462Sauf le soutien financier apporté aux indépendantistes vietnamiens par son ministre à Bangkok. cf. p. 330

1463D'où le soutien de Xu Shuzheng lors de la campagne de Qingdao, cf. p. 196.

allemandes exploitent avec décision et constance, bien qu'avec des succès opérationnels très variables. Néanmoins, le maintien de services de renseignement allemands en Chine jusqu'en novembre 1918 ; les mesures d'exception prises dans les colonies anglaises et françaises, ou bien en Mandchourie russe ; la paranoïa des agents diplomatiques et de renseignement de l'autre camp ; le maintien de troupes toujours trop nombreuses et de moyens financiers conséquents par les puissances de l'Entente, en période de guerre mondiale, sur les théâtres asiatiques sont des arguments très sérieux à l'appui d'une réévaluation de la valeur stratégique réelle des efforts de guerre secrète allemands en Asie et en Chine.

Si nous considérons que le soutien aux révolutionnaires indiens, perses ou vietnamiens vise, du point de vue allemand, à rien de moins que l'obtention de ces indépendances ; que la propagande jihadiste menée en Chine, en Asie et dans le monde vise à l'unification de plusieurs centaines de millions de musulmans derrière la double bannière turco-allemande dans un jihad anti-britannique, anti-français et anti-russe ; alors, bien sûr, le bilan est un échec cuisant. Les tentatives allemandes dynamisent au contraire les efforts alliés de contre-insurrection et de contre-espionnage, et le mouvement vietnamien, par exemple, est devenu bien plus inoffensif après la guerre que précédemment. Mais s'il s'agit de constituer une menace sérieuse, sous la forme de terrorisme ou de guérillas, de harceler l'ennemi et de l'obliger à mobiliser hors d'Europe les ressources nécessaires à la pacification, alors au contraire nous sommes obligés de conclure à un succès relatif. Les services de renseignement de cette période, particulièrement hors d'Europe, très récents et d'un fonctionnement encore amateur, sont facilement sous-estimés dans l'historiographie. L'expédition Pappenheim, par exemple, paraît plus relever d'un romantisme décalé¹⁴⁶⁴, que d'une entreprise sérieuse, susceptible du moindre succès. C'est oublier la mobilisation considérable de moyens financiers et humains de la part de la Russie en Mandchourie et en Chine, et la création d'un service de renseignement dédié à déjouer ce type de complots¹⁴⁶⁵.

Enfin, notons à ce sujet que la persistance et la relative efficacité des services de renseignement en Chine pendant toute la période de la guerre, y compris de l'été 1917 à l'automne 1918, font la preuve de la puissance allemande. Si d'ailleurs les efforts de Duan Qirui aboutissent en mars-août 1917 à la rupture officielle avec l'Allemagne, remarquons qu'un certain nombre des difficultés qu'il rencontre sont le fait de l'ennemi de demain. La tentative de restauration de Zhang Xun, la translation de Sun Yat-Sen à Guangzhou, les efforts pour détacher le Yunnan du reste de la Chine et le jeter sur l'Indochine française sont autant d'échecs dans le sens où ils ne parviennent pas à contraindre la jeune république à conserver sa neutralité. Ils font néanmoins montre de capacités

1464cf. l'opinion de l'amiral von Hintze sur l'espionnage, « le dernier vestige de romantisme dans la guerre », p. 281
1465Dont nous avons un exemple probant en la personne de Radion / Popovich. cf. pp. 227-230

stupéfiantes de la part d'une puissance généralement considérée comme quantité négligeable dans la région depuis la perte de ses colonies asiatiques et de la baie de Jiaozhou d'août à novembre 1914.

Bien sûr, le corps d'occupation allemand en Chine du Nord ainsi que les corps de paramilitaires sont très affaiblis par la campagne de Qingdao. Néanmoins, la fonction militaire allemande en Chine n'est plus la même pendant la durée de la guerre. Si le maintien d'une présence symbolique est important, et qu'une résistance semble bien un temps avoir été envisagée contre le gouvernement chinois au premier semestre 1917, la défense des concessions est désormais moins dirigée contre des militants xénophobes de type boxer que contre un éventuel coup de main des puissances de l'Entente sur les concessions, qui est une préoccupation récurrente de la presse et des officiels allemands. Comme les événements l'ont prouvée pendant les trois premières années de la guerre cependant, la protection américaine (à Tianjin) et surtout l'interdépendance étroite des concessions étrangères à Hankou comme à Tianjin suffit à maintenir le *status quo*. À Tianjin comme à Beijing, malgré la difficulté de mettre en oeuvre des accords entre contingents de l'Entente et des Empires centraux afin d'éviter les rencontres et donc les incidents, ceux-ci ont le mérite d'exister, et montrent une volonté véritable de coexistence pacifique pour la durée de la guerre, dans le cadre de l'impérialisme multinational du Protocole de 1901. La concession allemande de Tianjin est d'ailleurs particulièrement dynamique, et connaît, à l'image de la concession austro-hongroise, un regain considérable d'intérêt et d'activité entre 1914 et 1917. C'est que malgré la défaite de Qingdao et la menace lancinante d'une rétrocession à la Chine ou d'un coup à la Goennert, ces microcolonies sont plutôt dynamisées qu'affaiblies par l'afflux des réfugiés de Qingdao – femmes et enfants principalement, mais aussi les militaires qui sont parvenus à éviter la capture – et par l'exode des entreprises allemandes et austro-hongroises établies jusque là dans des concessions administrées par les pays en guerre avec ces deux nations, et particulièrement, à Tianjin, les concessions britannique et française, centre des affaires¹⁴⁶⁶. La persistance de systèmes de gouvernement allemands ou pro-allemands après les rétrocessions de mars 1917, avec semble-t-il la promesse de les rendre à l'Allemagne en cas de victoire, participe elle aussi d'un constat, sinon d'un contrôle formel et absolu, du moins de la puissance et de l'influence allemandes en Chine, et ce jusqu'à l'armistice de 1918¹⁴⁶⁷.

À l'inverse, il semble bien que, si bien sûr la Chine a participé à la guerre mondiale par l'envoi de travailleurs sur le front ouest, par sa double déclaration de guerre, et que le manque de conséquences plus concrètes à cet engagement n'est certes pas dû à une réticence gouvernementale chinoise, comme l'a réaffirmé Xu Guoqi¹⁴⁶⁸ ; la guerre mondiale a, à son tour, durablement influencé

1466cf. pp. 199-203

1467cf. pp. 379-380

1468China and the Great War; China's Pursuit of A New National Identity and Internationalization, Cambridge University Press, New York, 2005

la Chine. Elle agite une opinion publique naissante mais déjà puissante : elle permet, très probablement, les résistances populaires à l'annexion de Laokai et aux Vingt-et-une Demandes en 1915, et ce plusieurs années avant la date-clef du 4 mai 1919¹⁴⁶⁹. Les réseaux de soutien qu'elle organise durant le cours de la guerre aux révolutionnaires indiens ou vietnamiens en Chine, au GMD, les activités allemandes en Mandchourie et en Mongolie préfigurent de façon troublante les activités de renseignement et de guerre secrète japonaise en Chine à partir des années 1910¹⁴⁷⁰. La guerre marque la fin, en Chine et dans la région Asie-Pacifique, d'une ère d'entente impérialiste européen-japonaise, et le début d'un affrontement américano-japonais ; ainsi que le début de la lente agonie de l'impérialisme étranger en Chine et celui des rétrocessions des concessions étrangères, et ce malgré l'affaiblissement considérable de l'État chinois depuis la mort de Yuan Shikai en 1916. Après les rétrocessions des concessions allemandes de Hankou et de Tianjin (mars 1917) et de la concession austro-hongroise de Tianjin (août 1917) ont lieu la rétrocession des concessions russes de Hankou et de Tianjin (1920), puis en 1928 de la concession belge de Tianjin et des concessions britanniques de Hankou, de Jiujiang et de Zhenjiang. La disparition ou la mise à bas des monuments allemands à Beijing et à Tianjin après la fin de la guerre est elle aussi chargée d'une forte symbolique. Enfin, l'Allemagne belligérante a directement influé sur le cours de l'histoire politique chinoise en soutenant des événements majeurs tels que la tentative de restauration impériale de Zhang Xun et la translation de Sun Yat-Sen à Guangzhou.

Les perspectives de recherches futures sont nombreuses. Un travail considérable reste à effectuer, notamment concernant l'histoire des concessions allemandes en Chine et de la guerre secrète allemande en Chine et en Asie-Pacifique – dans une perspective d'histoire mondiale. Les archives américaines, belges, britanniques, italiennes, japonaises, russes, ainsi que les archives allemandes ou austro-hongroises saisies lors des deux guerres mondiales et qui forment aujourd'hui des fonds considérables et largement inexploités, nous apporteront très certainement des éclairages nouveaux ainsi que des données capitales. Il est probable notamment que les activités allemandes en Mandchourie et en Mongolie ainsi que la propagande jihadiste en Chine soient deux sujets d'étude très prometteurs, comme cela a notamment été indiqué par Friedrich E. Schuler¹⁴⁷¹.

1469 Mouvement de protestation étudiant contre la cession de la baie de Jiaozhou au Japon, considéré comme l'acte de naissance du nationalisme chinois.

1470 Le cas de l'indépendantisme vietnamien est particulièrement frappant, avec l'exil tōkyōite du prince Cường Đê et le soutien japonais à des actions de guérilla en Chine du Sud, dès la période de la guerre mondiale.

1471 SCHULER, Friedrich E., *Secret Wars and Secret Policies in the Americas, 1842-1929*, University of New Mexico Press, 2010, n. 13 p. 89

Introduction

- a- L'objet « Chine », microcosme géant à la souveraineté limitée ? -- p. 2
- b- Quelques réflexions historiographiques : Histoire locale, histoire régionale, histoire mondiale – p. 6
- c- La Première Guerre mondiale et la Chine : État des lieux des connaissances historiques – p. 8
- d- Problèmes et enjeux liés aux archives – p. 10
- e- Problématique et plan – p. 11

Partie 1 – Des origines à 1914

I- L'Allemagne, sa situation nationale, européenne, coloniale, et ses relations avec la Chine jusqu'en 1897

- a- Les relations entre l'Allemagne et la Chine : État des lieux historiographique – p. 12
- b- La construction d'une Allemagne unifiée – p. 14
- c- Préhistoire des relations sino-allemandes – p. 16
- d- L'expédition Eulenburg, 1859-1862 – p. 18
- e- le traité sino-allemand de Tianjin, 1861 – p. 20
- f- L'extraterritorialité – p. 21
- g- La clause de la nation la plus favorisée – p. 23
- h- L'ère Bismarck, 1862-1890 – p. 25
- i- Les premiers pas du colonialisme allemand, 1884-1899 – p. 30
- j- Le gouvernement Caprivi, 1890-1894 – p. 32
- k- La Première Guerre sino-japonaise et la Triplique d'Extrême-Orient, 1894-1895 – p. 34
- l- À la recherche d'une station navale, 1895-1897 – p. 38

II- L'Autriche-Hongrie, sa situation nationale, européenne, coloniale et ses relations avec la Chine jusqu'en 1895

- a- Les premiers pas du colonialisme autrichien – p. 41
- b- Le déclin de l'Empire d'Autriche, 1846-1866 – p. 43
- c- L'expédition Petz, 1868-1869 – p. 45
- d- Le traité sino-austro-hongrois de Beijing, 1869 – p. 48
- e- Les relations entre l'Autriche-Hongrie et la Chine : État des lieux historiographique – p. 51
- f- L'Autriche-Hongrie et la Chine du traité de Beijing à la Première Guerre sino-japonaise, 1869-1895 – p. 52

g- La situation européenne de l'Autriche-Hongrie du Compromis à la détente avec la Russie, 1867-1892 – p. 54

III- L'Allemagne et la question des concessions étrangères en Chine, 1895-1914

a- La situation de Tianjin et de Hankou, 1816-1895 – p. 57

b- Les concessions étrangères en Chine : État des lieux historiographique – p. 59

c- Qu'est-ce qu'une concession ? : Éléments de langage – p. 61

d- Qu'est-ce qu'une concession ? : Tentative de définition et de catégorisation – p. 63

e- La « concession allemande » de Shantou – p. 67

f- Les concessions allemandes de Hankou et de Tianjin, 1895-1914 : Prise de possession, superficie, démographie – p. 68

g- La concession allemande de Hankou, 1895-1914 : Frontières et élargissement de 1898 – p. 71

h- La concession allemande de Tianjin, 1895-1914 : Frontières et élargissement de 1901 – p. 74

i- Les concessions allemandes de Hankou et de Tianjin, 1895-1914 : Les sociétés concessionnaires – p. 78

j- Les concessions allemandes de Hankou et de Tianjin, 1895-1914 : Mode de gouvernement – p. 79

k- Les concessions allemandes de Hankou et de Tianjin, 1895-1914 : Finances – p. 81

l- Les concessions allemandes de Hankou et de Tianjin, 1895-1914 : Aménagement du territoire depuis l'établissement des communes – p. 83

m- Les concessions allemandes de Hankou et de Tianjin, 1895-1914 : Transports – p. 86

n- Les concessions allemandes de Hankou et de Tianjin, 1895-1914 : Coopération impériale – p. 88

o- Les concessions allemandes de Hankou et de Tianjin, 1895-1914 : Forces de police et paramilitaires – p. 93

p- Les concessions allemandes de Hankou et de Tianjin, 1895-1914 : Odonymie – p. 96

q- Les concessions allemandes de Hankou et de Tianjin, 1895-1914 : Conclusion – p. 98

r- La concession internationale de Shanghai, 1863-1914 – p. 99

s- La concession internationale d'Amoy à Gulangyu, 1902-1914 – p. 101

t- Les concessions « chinoises », 1898-1914 – p. 102

IV- La présence impériale de l'Allemagne en Chine, 1897-1914

a- L'obtention du « territoire à bail » de la baie de Jiaozhou 1897-1898 – p. 103

b- L'administration allemande du territoire de Jiaozhou, 1898-1914 – p. 106

c- La « zone d'influence » allemande, 1898-1914 – p. 109

d- L'intervention des puissances à Beijing, 1898 – p. 111

- e- La participation allemande à la guerre des Boxers, 1900-1901 – p. 112
- f- Le Gouvernement provisoire de Tianjin, 1900-1902 – p. 117
- g- Le corps d'occupation allemand en Chine du Nord, 1900-1914 : Beijing, Langfang, Yangcun, Tianjin, Tanggu, Beidaihe, Qinhuangdao, – p. 119
- h- L'occupation de Hankou (1900-1914) et de Shanghai (1900-1902) – p. 124
- i- Le Quartier des légations à Beijing, 1901-1914 – p. 125
- j- La présence allemande en Chine et la révolution républicaine, 1911-1912 – p. 130
- k- La poste allemande, 1900-1914 – p. 133
- l- La politique culturelle de l'Allemagne en Chine : Journaux, écoles, hôpitaux – p. 134
- m- Les rapprochements anglo-allemands et la Chine, 1890-1894 et 1898-1901 – p. 137
- n- Le rapprochement germano-turc, 1898-1914 – p. 140
- o- L'Allemagne, l'Empire ottoman et la Chine, 1901-1914 – p. 142
- p- La question de la protection – p. 146
- q- La question de la protection, les musulmans de Chine et les intérêts ottomans dans ce pays, 1901-1914 – p. 149
- r- L'échec du projet d'alliance sino-germano-américaine, 1906-1910 – p. 151

V- La politique impériale de l'Autriche-Hongrie en Chine, 1896-1914

- a- L'ère Gołuchowski et l'Europe – p. 152
- b- L'ère Gołuchowski et la « partition » de la Chine, 1896-1899 – p. 154
- c- La participation austro-hongroise à la guerre des Boxers, 1900-1901 – p. 158
- d- La concession austro-hongroise de Tianjin, 1902-1917 : Prise de possession, superficie, démographie – p. 159
- e - La concession austro-hongroise de Tianjin, 1902-1917 : Mode de gouvernement – p. 161
- f- La concession austro-hongroise de Tianjin, 1902-1917 : Aménagement du territoire – p. 163
- g- La concession austro-hongroise de Tianjin, 1902-1917 : Finances, impôts – p. 166
- h - La concession austro-hongroise de Tianjin, 1902-1917 : Transports – p. 168
- i- La concession austro-hongroise de Tianjin, 1902-1917 : Odonymie – p. 169
- j- La concession austro-hongroise de Tianjin, 1902-1917 : Frontières – p. 170
- k- Le corps d'occupation austro-hongrois en Chine du Nord, 1900-1917 : Occupation et police dans la concession austro-hongroise de Tianjin, à Beijing et à Tanggu – p. 172
- l- Après Gołuchowski : Conséquences sur la politique impériale austro-hongroise, 1904-1908 – p. 174
- m- La gestion austro-hongroise de la révolution républicaine, 1911-1912 – p. 177

- n- L'apogée de la présence impériale austro-hongroise en Chine, 1912-1914 : Les prêts – p. 180
- o- La concession austro-hongroise de Tianjin, 1902-1917 : Conclusion – p. 183
- p- L'Autriche-Hongrie en Chine, 1869-1914 : Conclusion – p. 185
- q- L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie en Chine, 1861-1914 : Conclusion – p. 187

Partie 2 – la Première Guerre mondiale

I- Les conséquences immédiates de la guerre européenne

- a- Contradictions de la neutralité chinoise avec les positions impériales étrangères en Chine – p. 189
- b- Les conséquences de l'ouverture des hostilités en Europe sur la présence impériale allemande et austro-hongroise en Chine – p. 191
- c- Rejoindre Qingdao – p. 194
- d- La campagne de Qingdao – p. 197
- e- Les conséquences de la guerre européenne et de la bataille de Qingdao sur les concessions allemandes et austro-hongroise en Chine – p. 199
- f- Le développement des concessions allemandes et austro-hongroise de Hankou et de Tianjin, 1914-1917 – p. 202
- g- L'affaire de Laoxikai et l'Allemagne – p. 204
- h- L'expédition Pappenheim – p. 206
- i- Le facteur tOUNGouse – p. 210
- j- Les buts de guerre allemands en Chine : Le plan Kriege – p. 211

II- Les affaires Nielsen et la *neue Abteilung*

- a- Première mention de la *neue Abteilung* – p. 215
- b- L'affaire « Médecine pour l'Inde » – p. 216
- c- Le SS Shinten Maru et le SS Iro Maru – p. 219
- d- Le personnage de Nielsen – p. 221
- e- Le procès Lo Tuck-wei : Les sources de financement probables de la *neue Abteilung* – p. 222
- f- L'affaire des obus de Shanghai ou des jardins Otto Meuser : Le procès Liu King-piao – p. 224

- g- L'affaire des obus de Shanghai ou des jardins Otto Meuser : Le procès Schwartz – p. 226
- h- L'affaire des obus de Shanghai ou des jardins Otto Meuser : Le témoignage de George Popovich – p. 227
- i- L'affaire des obus de Shanghai ou des jardins Otto Meuser : Le procès Schwartz (2) – p. 231
- j- L'affaire des obus de Shanghai ou des jardins Otto Meuser : L'affaire Telge & Schroeder – p. 233
- k- Le procès Ettinger – p. 238
- l- Le procès Ettinger : Conclusion et épilogue – p. 246
- m- Les procès Kindler – p. 249

III- Les indépendantistes indiens, la Chine et l'Allemagne

- a- Le rôle de la *neue Abteilung* à Shanghai – p. 253
- b- Les révolutionnaires indiens et le monde – p. 255
- c- Les débuts de l'indépendantisme indien : Terrorisme bengalais et parti Ghadar, 1901-1913 – p. 258
- d- Les dispositions de l'Allemagne vis-à-vis des indépendantistes indiens en 1914 – p. 260
- e- Propagande, recrutement, émigration et la révolte de février 1915 – p. 262
- f- Les chefs ghadarites et la Chine : Bhagwan Singh – p. 263
- g- La frontière sino-birmane – p. 268
- h- Le plan Siam-Birmanie – p. 272
- i- Albert Wehde et le Henry S – p. 276
- j- Le SS Maverick et l'Annie Larsen – le SS Djember – p. 283
- k- Le plan Kraft – p. 287
- l- Sun Yat-Sen, le gouvernement chinois, l'Allemagne et l'Inde – p. 290
- m- La dernière tentative chinoise de M.N. Roy – p. 294
- n- Les chefs ghadarites et la Chine : Chandra Kanta Chakravarty – p. 296
- o- Les chefs ghadarites et la Chine : Tarak Nath Das – p. 299
- p- Autres expéditions connues d'agents révolutionnaires indiens en Chine : M.A. Nandedkar, Hideo

Nakao – p. 301

IV- Le jihad turco-allemand en Chine

- a- L'Allemagne, l'Empire ottoman, l'Inde et le pan-islamisme – p. 303
- b- La mission Hentig-Niedermayer-Pratap au Moyen-Orient – p. 306
- c- Indices sur la propagande jihadiste en Chine – p. 310
- d- L'expédition Dinkelman – p. 313
- e- Les enjeux indo-jihadistes et la présence allemande en Chine : Conclusion – p. 317

V- Les indépendantistes vietnamiens, la Chine et l'Allemagne

- a- L'indépendantisme vietnamien avant Châu : le Cần Vương et les Pavillons noirs, 1885-1896 – p. 319
- b- Le Việt Nam Duy Tân Hội et ses soutiens étrangers , 1906-1912 – p. 320
- c- Le Việt Nam Quang Phục Hội : État des lieux à la veille de la guerre – p. 323
- d- Le facteur allemand : État et problèmes intrinsèques de la recherche – p. 325
- e- La structure des services de renseignement français – p. 327
- f- Le QPH, le Siam et les Austro-Allemands – p. 330
- g- Le Dr Ernst-Arthur Voretzsch – p. 332
- h- Le Dr Fritz Weiss, le Yunnan et les révolutionnaires vietnamiens – p. 334
- i- Les attaques frontalières, 1914-1915 – p. 336
- j- La révolte des Mùòngs, septembre 1914 – janvier 1916 – p. 338
- k- Les soutiens étrangers aux indépendantistes vietnamiens en Chine – p. 341
- l- Le complot de Tianjin et l'attaque de Cốc Pàng, mars – septembre 1918 – p. 343

VI- La guerre sans hostilités, 1917-1918

- a- La politique intérieure et extérieure chinoise et la question de la guerre, 1914-1917 – p. 345

- b- La rupture des relations diplomatiques entre la Chine et l'Allemagne, janvier-mars 1917 – p. 348
- c- Les conséquences immédiates de la rupture des relations diplomatiques – p. 350
- d- De la rupture à la guerre, avril-août 1917 – p. 354
- e- La bande à Goennert : Le procès Kremla, août 1917 – p. 356
- f- La bande à Goennert : L'attaque de la concession austro-hongroise à Tianjin, juillet 1917 – p. 367
- g- Les conséquences immédiates de la déclaration de guerre à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie – p. 374
- h- Sun Yat-Sen et l'Allemagne – p. 377
- i- La guerre sans hostilités, 1917-1918 – p. 379

Conclusion – p. 381

Liste des abréviations

BA : Bundesarchiv (Archives fédérales allemandes)	Administration (Archives nationales américaines)
CADN : Centre des Archives Diplomatiques de Nantes	NfO : Nachrichtenstelle für den Orient
COC : Corps d'Occupation (français) de Chine	OABB : Ostasiatische Besatzungsbrigade
DTH : Việt Nam Duy Tân Hội	OAEK : Ostasiatisches Expeditionskorps
GMD : Guomindang	OAMD : Ostasiatischer Marine-Detachment
HSBC : Hongkong & Shanghai Bank Corporation	OESTA HHSTA : Oesterreichisches Staatsarchiv – Haus-, Hof- und Staatsarchiv (Archives nationales autrichiennes – Archives diplomatiques)
HTH : Nam Hùng Thương Hội	QPH : Việt Nam Quang Phục Hội
HVC : Hankow Volunteer Corps	QPQ : Việt Nam Quang Phục Quân
IUK : Indisches Unabhängigkeitskomitee	SBG : Schantung Bergbaugesellschaft
JACAR : Japan Center for Asian Historical Records (Archives nationales japonaises)	SEG : Schantung Eisenbahngesellschaft
Jinpu : ligne Tianjin-Pukou	SHD : Service Historique de la Défense (Vincennes)
KVZhD : chemin de fer de l'Est chinois	SVC : Shanghai Volunteer Corps
MNL : Magyar Nemzeti Levéltár (Archives nationales hongroises)	TMH : Zhongguo Tongmenhui
NARA : National Archives and Records	ZGD : Zhonghua Gemindang

Index des noms propres¹⁴⁷²

- !khorebeb-!Naixab, *aussi* Josef Frederiks II :Aleksandrovskaya, rue (concession russe de Hankou) : p. 212
- 4-Mai, mouvement du : pp. 8, 346
- Algérie : pp. 140, 149
- Abdül Hamid II, sultan : pp. 140, 143
- Ali, Mohammed : p. 145
- Abors : pp. 270, 289
- Allemagne de l'Ouest : p. 14
- Acapulco : p. 285
- Allemagne du Nord, confédération de l' : pp. 15, 17, 25, 44
- Accurti, Gino : p. *164*
- Allemagne du Sud : p. 14
- Accurti, Hugo : pp. 153, 164-164, 169, 177, 179, 184, 186, 369, 371-373, 383
- SS Alliance : p. 267
- Adalbert de Prusse, prince : p. 25
- Alliance anti-Feng (1925) : p. 132
- Aerenthal, Alois Leopold Johann Baptist Lexa comte von : p. *175*
- Alliance anti-Wu (1924) : p. 132
- Afghanistan : pp. 5, 140, 255, 265, 268, 304, 306-309, 313, 316, 385
- Alsace-Lorraine : p. 15
- Afrique : pp. 30-32, 41, 79, 137, 140, 276, 285
- SS America : p. 301
- Afrique de l'Est : pp. 32, 140
- American-Asiatic Oil Company : p. 284
- Afrique de l'Est allemande : pp. 30, 140, 285
- RN Amerigo Vespucci : p. 156
- Afrique de l'Ouest : p. 30
- Amérique : 10, 187, 244, 256-260, 262, 265, 280, 294, 301, 318
- Afrique du Sud : p. 137
- Amérique centrale : p. 187
- Afrique du Sud-Ouest allemande : pp. 30, 32
- Amérique du Nord : pp. 256-258, 260, 262, 273, 297
- Afrique méridionale : p. 41
- Amherst, Lord : p. 14
- Ahmednagar : p. 316
- Amoy : pp. 3, 26, 28, 39, 63, 64, 71, 89, 101, 133, 188, 274, 353
- SS Akashi : p. 280
- Amoy, « concession américaine » d' : p. 101
- Albenga, vapeur : pp. 195, 200, 352, 353
- Amoy, concession britannique d' : p. 101
- Alexandre I, prince souverain : p. *56*

1472Pour les noms de lieux chinois, les variantes germanophones les plus courantes sont indiquées en italique. Pour les noms de personnes, le numéro de page en italique indique où trouver une courte biographie.

Amoy, concession internationale d' : pp. 3, 63, 64, Arabie : p. 143
101
Arbanas, L. : pp. 367, 370
Amritsar : p. 263
Archangel, bar (concession internationale de Shanghai) : p. 359
Amur : p. 5
SMS Arcona : p. 19
Anarak : p. 308
Arend, Max von : p. 380
Andaman du Sud, île : p. 287
Andrassy de Csik-Szent-Kiraly et Kraszna-Arguin, île d' : p. 30
Horka, Julius « Gyula » comte : pp. 44, 54, 55
Arlabosse : p. 118
Aného : p. 30
Arnhold, Karberg & Co. : pp. 87, 102, 181, 182, 192
Angola : p. 137
Arnhold, Karberg & Co., prêts : p. 182
Anhalt-Bernburg : p. 18
Arsenal, camp de l' (Shanghai) : p. 366
Anhalt-Dessau : p. 18
Arunachal Pradesh : pp. 270, 291
Anhui, *Anfui* : pp. 132, 345, 346, 354
Asie : pp. 9, 10, 18, 25, 28, 35, 38, 45, 52, 57, 84, 105, 107, 115, 151, 154, 185, 220, 254, 255, 257, 262, 265, 268, 272, 273, 280, 281, 284, 290, 292, 296, 298, 301, 311, 315-318, 320, 325, 336, 338, 377, 381, 384, 385, 387, 389
Anhui, clique d' : pp. 345, 346
Asie centrale : pp. 315, 316
Anhui-Zhili, guerre (1920) : p. 132
Asie de l'Est : pp. 18, 28, 35, 38, 45, 84, 115, 154, 185, 25,4 265, 268, 273, 296, 336
Annam : pp. 4, 28, 146, 319, 320, 323, 328, 330, 336
Asie du Sud-Est : pp. 220, 254, 255, 325
Annie Larsen, navire : pp. 276, 283-286
Asie-Pacifique : pp. 105, 107, 151, 377, 381, 384, 385, 389
Antung Road (concession internationale de Shanghai) : p. 221
Assam : pp. 270, 271
Antwerpen : p. 16
SMS Aspern : pp. 158, 159
Anusilan Samiti : pp. 258, 299
Association nationale indo-américaine : p. 257
Anyer : p. 285
Association nationale pour la promotion des gens
Anzisi : p. 122
Aoki Shûzô, vicomte : pp. 36, 321
Aoki, lieutenant-colonel : p. 118
Aoshan, baie d' : p. 198

de couleur : p. 299

Association pan-aryenne : p. 257

Astor, hôtel (concession internationale de Shanghai) : pp. 219, 231

Athos, navire : p. 348

Atlantique, océan : p. 291

Augusta de Saxe-Weimar-Eisenach, impératrice : p. 96

Augsutastraße (concession allemande de Hankou) : pp. 96, 97

Austerlitz : p. 14

Babush-shab, prince : p. 208

Bachu : p. 311

Bade : pp. 18, 96

Bagdad : pp. 32, 141, 307, 308

Baguida : p. 30

Baikal, lac : pp. 5, 97

Balasore : p. 289

Balboa : p. 267

Balkans : pp. 42, 54, 56, 147, 152, 174, 175, 385

Baltique, mer : p. 174

Baltit : p. 315

Ban Cham (Kamburi ou Phichit) : p. 330

Bản Cra : p. 336

Bandon : p. 273

Bangkok : pp. 219, 265, 266, 268, 272-274, 277, 278, 285, 330, 331, 333

deutsch-asiatische Bank : pp. 29, 78, 99, 102, 107, 109, 129, 138, 180, 199, 211, 222, 223, 295, 333, 353, 379, 380

deutsche Bank : pp. 27, 29, 109

Bảo Hà : p. 338

Baoding, *Paotingfu* : pp. 112, 114, 118, 313, 354

Barents, mer de : p. 40

Barkatullah, Abdul Hafiz Mohammed

« Maulana » : pp. 256, 257, 259, 264, 265, 272, 292, 296, 297, 305, 306, 309

Barnardiston, Nathaniel : p. 198

Batavia, *auj.* Jakarta : pp. 270, 280, 286

Bauer, Franz : p. 162

Bauer, Viktor chevalier von : p. 180

Bavière : p. 18

Bearwolf, Charles : p. 333

Beidaihe, *Peitaiho* : pp. 119-121, 132, 375, 380

Beidang, *Peitang* : p. 116

Beihai, *Peihai* : p. 188

Beitang, église (Beijing) : p. 113

Beijing, *Peking* : pp. 5, 12, 19, 20, 25-28, 35, 36, 38, 39, 48, 51, 52, 57, 64, 69, 71-75, 79, 87, 88, 91, 96, 97, 99, 101, 103, 105, 107, 109, 111-114, 116-123, 125-127, 129-133, 135, 138, 142, 144, 145, 149, 151, 154-159, 163, 164, 172, 173, 175-177, 179-181, 184, 185, 188, 189, 191, 194, 196, 197, 200, 201, 204-210, 217, 218, 235, 240, 246, 253, 265, 269, 270, 274, 280, 281, 290, 291, 293, 294, 299-301, 311, 313-315, 328, 332, 333, 336,

341, 343, 348, 352, 354, 355, 358, 363, 368, 369, Bernstorff, Johann Heinrich comte von : pp. 12, 371-376, 382-384, 388, 389

Beijing, convention additionnelle de (1860) : p. 57

Beijing, convention sino-allemande de (1898) : pp. 103, 109, 350, 352

Beijing, traité sino-austro-hongrois de (1869) : pp. 48, 50, 52, 154, 185, 374

Beijing, traité sino-japonais de (1896) : p. 71

Beijing-Hankou, chemin de fer : pp. 87, 110

Beijing-Mukden, chemin de fer : pp. 91, 107, 122, 200, 352

Beijing-Shanhaiguan, chemin de fer : pp. 5, 57, 75, 120, 131, 159, 170, 172, 188, 194

Belgique : pp. 3, 4, 19, 75, 116, 125, 159, 186, 204, 236, 350, 352

Bélize : p. 279

Bengale : pp. 41, 257, 258

Beniowski, comte : p. 313

Bergen : pp. 296, 311

Berger, Hermann : p. 206

Berlin : pp. 10, 13, 54, 55, 84, 103, 104, 149, 152, 182, 211, 219, 250, 260, 271, 272, 283, 287, 291, 294, 296, 297, 299-301, 307, 308, 313, 314

Berlin, congrès de (1878) : p. 152

Bernauer, Dr Karl : pp. 159, 184, 251

Bernhardt, Walter : pp. 243, 357, 358, 363, 365, 372

Berthel, Ernst Mathias : p. 252

ostasiatische Besatzungsbrigade : cf. OABB

Bessarabie méridionale : p. 56

Beust, Friedrich Ferdinand comte von : p. 44

Bhoutan : p. 271

Bilger & Galusser : p. 184

Birjand : p. 308

Birmanie : pp. 2, 219, 263, 266, 268-274, 276, 282, 287, 292, 305, 317, 334

Birmanie, États shan de : pp. 269-271, 274, 278

Bismarck(-Schönhausen), duc zu Lauenburg, Otto Eduard Leopold comte, *puis* prince von : pp. 25-28, 30, 32, 54-56, 137, 187

Bismarck, archipel : p. 31

Bismarckburg : p. 30

Bocca Tigris, traité sino-britannique de (1846) : p. 39

Bodenanstalt : p. 181

Boehm, George Paul : pp. 277-279, 282

Boers, guerre des (1899-1902) : pp. 34, 137

Bohême : p. 277

SS Bohemia : pp. 358, 364, 369, 371, 375

Bolesławski, Carl chevalier von : p. 154

Bombay, *auj.* Mumbai : pp. 301, 308

Bonin, Charles-Eudes : pp. 145, 149

Bonne-Espérance, cap de : p. 286

Bornéo, île de : pp. 266, 279, 284

Borrey : p. 313

Bose, Rash Behari : pp. 266, 289, 290, 292, 294, 295, 297

Boshan, *Poschan* : pp. 109, 110

Bosnie : pp. 54, 55, 140, 175

Boxers, guerre des (1900-1901) : pp. 4, 5, 12, 13, 51, 74, 76, 83, 87, 91, 95, 97, 109, 112, 114, 115, 117, 120, 124, 128, 130, 131, 139, 144, 158-160, 180, 204, 222, 236, 313, 346, 350, 353, 374-376, 381-384

Brahmapoutre : p. 289

SMS Brandenburg : p. 115

Brandt, Max August Scipio von : pp. 12, 26, 28, 33, 39

Brazzianovitch, Anthony *ou* Brazzano, Antonio : pp. 359-365, 370

Bremen : pp. 17, 18

Brésil : pp. 116, 162, 163

deutsche Brigade-Zeitung : p. 123

Brooklyn : p. 257

Brunner, Johann : pp. 162, 164, 165, 184

Brunswick : p. 18

Bruxelles : p. 189

București : pp. 152, 308

Budapest : pp. 44, 47, 51, 361

Buenos Aires : p. 231

Buhaido *ou* Buhaydu, tunnel : p. 207

Bulgarie : pp. 55, 56, 140, 374

Bülow, Bernhard Heinrich Martin comte, *puis* prince von : pp. 12, 34, 40, 103

Burg von Emden, navire : p. 16

Busan : p. 290

Bushehr : p. 307

Café Riche (concession internationale de Shanghai) : p. 227

Cai E : p. 322

Calcutta, *auj.* Kolkata : pp. 216, 258, 288, 296, 301

Calice, Heinrich comte von : pp. 48, 175

Californie : pp. 257, 258, 300

Californie, Basse- : p. 284

Californie, golfe de : p. 283

Cambodge : pp. 146, 319

Cameroun : p. 30

Cần Vương : pp. 319, 320

Canada : pp. 229, 259, 262

Canadian Pacific Railway : p. 228

Canal, rue du (Quartier des légations) : p. 128

Grand Canal : pp. 57, 194

Canton Road (concession internationale de Shanghai) : p. 222

Cao Bằng : p. 336

Cao Kun : p. 368

Cao Yaobo : p. 377
 Cap Saint-Jacques, *auj.* Vũng Tàu : pp. 219, 275
 Caprivi de Caprera de Montecuccoli, Georg Leo comte von : pp. 32-34, 137
 Caprivi, bande de : p. 32
 Carol I, roi : p. 55
 Carolines, îles : p. 2-31
 Carlowitz, Richard von : p. 17
 Carlowitz & Co. : pp. 17, 102
 Carranza de la Garza, Venutiano : pp. 283, 284, 295
 Carrey, W.F. : p. 333
 Casanuova : p. 118
 Caucase : p. 303
 Cent jours, Réforme des : pp. 22, 111, 120, 155, 156
 Cercle sportif français (Shanghai) : p. 193
 Chakravarty, Chandra Kanta : pp. 278, 282, 293, 294, 296-302, 317
 Changchun : pp. 5, 174, 207, 365
 Changli : p. 120
 Changsha, *Tschangscha* : pp. 136, 188, 313
 Chaotong Road (concession internationale de Shanghai) : pp. 221, 228, 229, 232
 Chapuis : p. 323
 Charklik, *aussi* Qakilik : p. 315
 Chartered Bank : p. 369
 Chattopadhyaya, Virendra Nath : pp. 260, 283, 297, 307
 Chelmiss, V. : p. 367
 Chemin de fer de l'Est chinois : cf. KVZhd
 Chen, Harold A., *alias* Ding Nin, *alias* Su-chen : pp. 298, 300
 Chen Jiongming : p. 341
 Chenchiah, Darisi : p. 292
 Cheng Biguang : p. 377
 Chengdu, *Tschengtu* : pp. 136, 213, 291
 Cherchen, *aussi* Qarqan : p. 315
 Chiang Mai : pp. 270, 272
 Chicago : pp. 276, 277, 282, 297
 Chili : p. 295
 SS China pp. 243, 369, 375
 China-Bote : p. 134
 Chine centrale : pp. 3, 20, 116
 Chine du Nord : pp. 3, 36, 57, 96, 107, 114, 115, 117, 119, 120, 123, 124, 130, 132, 133, 169, 172, 176, 183, 186, 194, 197, 198, 200, 328, 375, 381, 383, 385, 386, 388
 Chine du Sud : pp. 3, 116, 290, 320, 328, 330
 Chine propre : pp. 2, 122, 142, 193
 Chinese Central Railway Company : p. 110
 Chinese Engineering & Mining Company : p. 86
 Chita : p. 5
 Chittagong : p. 278

Chitu : p. 118
 Chợ Lớn : p. 323
 Chongqing, *Tschungking* : pp. 35, 188, 191, 213, 228
 Christiania, *auj.* Oslo : p. 301
 Chypre, île de : p. 104
 Cisleithanie : p. 152
 Civranek, Dr Rudolf : p. 162
 Cixi, impératrice douairière : pp. 22, 111, 120, 156, 321
 Clan-Na-Gael : p. 256
 Club indo-américain : p. 257
 Clubstraße (concession allemande de Tianjin) : p. 96
 Coalition, Quatrième : p. 14
 Coalition, Troisième : p. 14
 COC (Corps d'occupation de Chine) : pp. 120, 205, 311, 312, 327, 348
 Cốc Pàng : pp. 343, 344
 Cochinchine : pp. 146, 219, 319
 Cologan y Cologan, Bernardo de : p. 155
 Colombie britannique : p. 259
 Compagnie de Tramways et d'Éclairage de Tientsin : p. 169
 Compagnie Prinz Heinrich von Preussen (svc) : p. 100
 Compagnie prusso-asiatique : p. 16
 Compromis austro-hongrois, all. *österreichisch-ungarischer Ausgleich*, hongr. *osztrák-magyar kiegyezés* : pp. 44, 45, 47, 54, 187, 382
 Concordia, club (Shanghai) : pp. 99, 375
 Concordia, club (Tianjin) : pp. 83, 84
 Confédération du Rhin : p. 14
 Congo (libre) : pp. 116, 384
 Congrès national indien : p. 258
 Consulat, rue du (concession française de Shanghai) : p. 231
 Constantinople, *auj.* İstanbul : pp. 55, 63, 141, 144, 145, 174, 175, 227, 30, 303, 305-308, 374
 Consulategasse (concession austro-hongroise de Tianjin) : p. 168
 Continental, hôtel (concession internationale de Shanghai) : p. 367
 Conty : p. 205
 Cook, Friederick Albert : p. 278
 Cordes, Dr Heinrich : pp. 72, 129, 211
 Corée : pp. 4, 34, 35, 49, 50, 57, 116, 152, 174, 175, 258, 266, 384
 SMS Cormoran : pp. 115, 197
 Coronado, îles : p. 285
 Corps d'occupation de Chine : cf. COC
 Côte de l'or brandebourgeoise : p. 30
 Country Club (Shanghai) : p. 193
 Nouveau Cours : pp. 32, 33
 Cousins Road (concession britannique de Shanghai) : pp. 367, 368

Covelong : p. 41
 Crète, île de : p. 153
 Cristobal : p. 267
 Croix rouge : pp. 348, 354
 Cruickshank : pp. 357, 361, 363, 372
 Cudziło, Valentin : p. 201
 Cường Để, prince : pp. 9, 12, 320, 321, 323, 325, 326, 328-330, 342
 SS Cuzco : p. 267
 Czikann von Wahlborn, Moritz baron : pp. 97, 154-157, 159, 168, 175
 (Baron) Czikannstraße (concession austro-hongroise de Tianjin) : pp. 97, 164, 165, 168, 169, 178, 203
 Dabaodao, *Tapautau* : p. 106
 Dagong, île : p. 198
 Dagu, *Taku* : pp. 5, 57, 112, 116, 120, 158
 Dagu, barre de *ou* Taku bar : p. 121
 Dagu, porte de : pp. 76, 77
 Dairen Kisen Kaisha : p. 86
 Dalai Nuur : p. 208
 Dali, *Tali* : pp. 143, 271
 Dalian, *Talien* : pp. 86, 104, 228, 290, 384
 Damas : pp. 141, 149
 Danemark : pp. 15, 22, 25, 44, 116, 252, 350, 374
 Darfour : p. 41
 Das, Tarak Nath : pp. 255, 271, 293, 297, 299-302, 317
 Daska : p. 263
 Đê Thám, *alias* Hoàng Hoa Thám : p. 321
 SS Deike Rickmers : pp. 235, 352, 353
 Deitrick, James : p. 293
 Delagoa Bay : p. 41
 Delhi Intelligence Bureau : p. 254
 Deli : p. 286
 Denby, Charles : p. 74
 Denby, Charles Jr. : p. 118
 Denkmalplatz (concession allemande de Tianjin) : pp. 84, 96, 97
 Denkmalstraße (concession allemande de Tianjin) : pp. 84, 96, 97
 Depasse, Dr : p. 118
 Grande Dépression : p. 30
 Der neue Orient : p. 260
 Dering, Sir Herbert Guy Neville : p. 274
 Detring, Gustav Adolf Ferdinand : pp. 26, 28, 39, 133
 Détroits, Établissements des : p. 263
 U-Deutschland : p. 294
 Devawongse Varoprakar, prince : p. 274
 Dickinson Road (concession britannique de Tianjin) : pp. 75, 77
 Dinkelman, Richard : pp. 313-316
 Dipper, Dr Edmund : p. 135
 Dircks : p. 67
 Disconto-Gesellschaft : p. 29
 SS Djember : pp. 283, 286, 288
 Dobroudja : p. 56
 Doloon Nuur : p. 207
 SMS Donau : p. 45
 Đông Đăng : p. 336
 Đông Du : p. 321
 Dorpmüller : p. 178
 Douane, rue de la (Quartier des légations) : p. 128
 Doulatabad, *auj.* Malayer : p. 307

deutsch-chinesische Druckerei : p. 134
DTH : pp. 320, 321
Duan Qirui : pp. 9, 341, 345, 346, 348, 349, 354, 355, 387
Dunhuang : p. 315
Duplice : p. 55
Dussault, colonne : p. 339
East Hanbury Road (concession internationale de Shanghai) : p. 366
Eclipse, navire : p. 278
SS Ecuador : p. 274
Égypte : pp. 140, 143, 250, 299, 304, 307
Eitzen : pp. 251, 252
El Dschihad : p. 260
el-Arabi, Abu Said : p. 305
RN Elba : p. 156
Elba, via (Quartier des légations) : p. 128
SMS Elbe : p. 19
Elgin Avenue (concession britannique de Tianjin) : pp. 76, 77
Emden : p. 16
SMS Emden : pp. 203, 229
Emdenstraße (concession allemande de Tianjin) : p. 203
Emens, W.S. : p. 118
Empire ottoman : pp. 52, 55, 137, 140-145, 147, 150, 174, 175, 192, 238, 239, 255, 256, 299, 303-305, 307, 308, 310, 317, 374, 385
Empire Theatre (Tianjin) : p. 358
RMS Empress of Japan : p. 264
RMS Empress of Russia : pp. 228, 229
(Triple) Entente : pp. 88, 175, 192, 194, 199, 253, 303, 330, 336, 346-350, 353, 359, 371, 377, 385-388
Entente cordiale : pp. 151, 175
Enver Paşa : pp. 144, 145, 149, 150, 186, 307, 310
Érythrée : p. 140
SMS Erzherzog Friedrich : p. 45
niederösterreichische Escomptegesellschaft : pp. 180, 181
Esfahan : pp. 307, 308
Espagne : pp. 16, 49, 116, 125, 238, 247, 251, 276, 299, 311
Essen : p. 27
États malais fédérés : p. 259, 263, 264
États-Unis (d'Amérique) : pp. 3, 9, 18, 20, 24, 27, 31, 49, 52, 53, 57, 74, 75, 118, 125, 126, 131, 137, 148, 151, 159, 182, 200, 204, 210, 241, 243, 247, 255, 257, 259, 262, 276, 277, 280, 282-284, 291, 293, 297-299, 301, 310, 317, 348, 352, 372, 376, 377, 381
Éthiopie : pp. 41, 187
Etrich Taube : p. 197
Ettinger, Abraham, *alias* D. Jackson : pp. 227-229, 238-249, 251, 254, 370, 371
Eulenburg, Friedrich Albrecht comte zu : pp. 18,

20, 25, 26, 35, 38, 187, 381

Eulenburg, expédition : pp. 18, 26, 35, 38, 187, 381

Europe : pp. 11, 26, 36, 41-43, 46, 98, 132, 135, 152, 158, 185, 189-191, 194, 195, 199, 200, 204, 224, 229, 247, 265, 272, 294, 295, 299, 310, 313, 315, 317, 319, 325, 331, 376, 384, 385, 387

Europe centrale : p. 43

ostasiatisches Expeditionskorps cf. OAEK

Extrême-Asie : p. 315

Extrême-Orient : pp. 45, 46, 52, 68, 115, 137, 138, 144, 151, 152, 157, 158, 165, 174, 187, 189, 197, 276, 280, 299, 300, 381, 385

Extrême-Orient russe : p. 201

Fadli : p. 257

Falkenhayn, Erich Georg Anton Sebastian von : pp. 118, 203

Falkenhaynstraße (concession allemande de Tianjin) : p. 203

Fangcun, *Fangtsun* : p. 213

Fangzi : p. 110

Far Eastern Bureau : p. 254

Fars : p. 307

Fearon Road (concession internationale de Shanghai) : p. 227

Feng Guozhang : pp. 354, 368

Fengtai : p. 354

Fengtian, *Fengtien* : p. 132

Fergana, *auj.* Ferg'ona : p. 311

Ferry Road (concession internationale de Shanghai) : pp. 233, 235

Figge, Heinrich : pp. 99, 191, 212

Firozpur : p. 262

Fischer, Dr : pp. 239, 243, 245, 365

Fischer, Emil S. : pp. 162, 165, 184

Fiumaner Creditbank : pp. 163, 169

Fiume, *auj.* Rijeka : pp. 97, 163, 184

Fives-Lille : p. 91

Fontanier : pp. 58, 97

Foochow Road (concession internationale de Shanghai) : p. 251

Foote : p. 118

Forbach : p. 277

Fort Brandenburg, *aussi* Fort Groß Friedrichsburg, *auj.* Princes Town, *aussi* Pokesu : p. 30

Fort Dorothea : p. 30

Fort Louise : p. 30

Fort Preussen (Shanhaiguan) : p. 122

Fort Waldersee (Shanhaiguan) : p. 122

Fortuna : p. 352

France : pp. 3-5, 8, 14, 18, 20, 23, 24, 26-28, 30, 33-37, 43, 49, 54, 55, 63, 71-73, 75, 76, 78, 91, 97, 99, 104, 109, 112-114, 118, 120, 121, 123-125, 130, 131, 137, 140, 142, 145-149, 152, 153, 155, 156, 159, 174, 175, 182, 189, 197, 204, 205,

226, 227, 231, 232, 238, 240, 254, 269, 287, 291, Fuzhou, *Futschow* : pp. 133, 143
303, 310, 314, 319, 321, 322, 327, 328, 331, 335, Gaelic American : pp. 255, 256
344, 346, 347, 352, 353, 360, 363, 371, 373, 377, Galicie *ou* Pologne autrichienne : pp. 44, 152
381, 382, 384, 385 Galveston : p. 267

France, hôtel de (Shanghai) : pp. 360, 363 Gange : p. 289

François-Ferdinand, archiduc : p. 189 Gansu, *Kansu* : pp. 111, 142-144, 310-312, 318

François-Joseph I, empereur et roi : pp. 44, 54, 154 Gaomi, *Kaumi* : p. 110

SMS Frauenlob : p. 19 Gare centrale (Tianjin) : pp. 86, 90, 91, 131

Frankfurt-am-Main : pp. 14, 18, 44 Gare de l'Est (Tianjin) : pp. 75, 91, 119, 131, 159, 169, 194

SMS Franz Joseph : p. 155 Gastein, convention de : p. 44

Frédéric II, roi : p. 96 Gätjen : p. 250

Frédéric III, empereur : p. 32 SMS Gefion : p. 115

Free Hindustan : pp. 255, 299 Gehrman, Karl, *ou* Gebbermann : pp. 288, 293

Freeman, George, *alias* Fitzgerald : pp. 256, 257, 299, 300 SMS Geier : p. 115

Frickhöffer, Heinrich : p. 379 Gejiu : pp. 338, 341

Friedrichs, G. : p. 191 German Garden Club (concession française de Shanghai) : p. 353

Friedrichsstraße, *aussi* rue Huajing (Hankou) : pp. 72, 96 Germania, brasserie (Qingdao) : pp. 107, 139

Friquegnon, colonne : p. 339 Germania, club (Tianjin) : p. 83

Fromm, Carl August : p. 217 Ghadar, journal : p. 266

Frontière du Nord-Ouest : pp. 305, 308 Ghadar, parti : pp. 9, 13, 255, 256, 258, 260, 264-267, 272, 273, 276, 299, 317

SMS Frundsberg : p. 155 Gia Long, empereur : p. 320

Fu Liangzuo : p. 354 Gibraltar : p. 104

Fujian, *Fukien* : pp. 101, 109, 133, 157 Gilgit : p. 316

Fujian, guilde du : p. 74 Glaser, Eduard : p. 41

SMS Fürst Bismarck : p. 115

Gobi : p. 315 324, 332, 377

Goennert, Josef, *alias* Krempasky : pp. 249, 252, 356-365, 367-373, 388 Guangxi, *Kuangsi* : pp. 109, 319, 322, 324, 332, 341, 343

Góis, Bento de : p. 143 Guangxu, empereur : pp. 111, 156

Golden Eagle, bar (concession internationale de Shanghai) : p. 360 Guangzhou, *Canton, Kanton* : pp. 3, 9, 16, 17, 21, 27, 41, 59, 67, 74, 89, 119, 120, 130, 133, 142, 188, 192, 199, 213, 253, 265, 320, 323-328, 330-334, 336, 342, 351, 352, 377, 386, 387, 389

Gołuchowski (von Gołuchowo), Agenor Maria Adam comte : pp. 152-154, 156-158, 174, 175, 183-187, 382, 383 Guangzhou, concession britannique de : pp. 3, 67, 130, 199

Gołuchowski (von Gołuchowo), Agenor Romuald Onufry comte : p. 152 Guangzhou, concession française de : pp. 3, 67, 130, 327, 386

Gordon Station (concession internationale de Shanghai) : p. 233 Guangzhou, guilde de : p. 74

GPT : pp. 89, 91, 117-120, 158, 160-161, 166, 203

Grand Bar (concession internationale de Shanghai) : p. 366 Guangzhouwan, fr. *Kouang-Tchéou-Wan* : pp. 3, 7, 104, 112, 156, 384

Grant Jones : p. 217 Guatemala : p. 276

Grapow, C. : pp. 94, 215, 218, 221 Guerre austro-prussienne (1866) : pp. 15, 25

Grèce : pp. 140, 153 Guerre de l'opium (1839-1842) : pp. 2, 4, 21, 99, 111, 112

Groupe des Quatre : p. 182 Guerre franco-anglo-chinoise, Seconde (1858) : pp. 2, 4, 18, 381

Groupe des Six : p. 182 Guerre franco-anglo-chinoise, Troisième (1860) : p. 4

Grube, Friedrich Wilhelm : p. 16 Guerre franco-chinoise (1881-1885) : pp. 4, 341

Grüber : p. 121 Guerre gréco-turque (1897) : p. 143

Grunert, H. : pp. 94, 200 Guerre hispano-américaine (1898) : p. 2

Gu Hongming : p. 355 Guerre russo-japonaise (1904-1905) : pp. 3, 5, 57, 151, 197

Guadalajara : p. 295 Guerre sino-japonaise, Première (1894-1895) :

Guang, les deux (Guangdong et Guangxi) : pp. 333, 336, 338, 343

Guangdong, *Kuangtung* : pp. 109, 136, 319, 322,

pp. 2-4, 34, 39, 52, 57, 67, 103, 111, 152, 154, 156, 185, 187, 381

Guillaume I, empereur : p. 96

Guillaume II, empereur : p. 56

Gujranwala : p. 263

Gujrat : p. 305

Gulangyu, île de : pp. 64, 101

GMD : pp. 324, 325, 333, 338, 341, 354, 377, 389

Guomindang : cf. GMD

Gupta, Herambra Lal : pp. 277, 282, 293, 296, 297

Ha Hin : p. 339

Hà Nội : pp. 321, 324, 334

Habibullah, émir : p. 308

Ha'erbin, *Charbin* : pp. 191, 213

Hagen : p. 366

Hải Phòng : pp. 334, 341

Haidar, Gholam : p. 312

Haidian : p. 352

Haiguanzi : p. 202

Haihe, *Peiho* : pp. 5, 57, 112, 116, 120, 121, 158

Haihe Conservancy Board : pp. 89, 119

Haihe River Commission : p. 89

Haikou : pp. 188, 192

Haila'er : pp. 207-209, 314

Hainan, île de : pp. 109, 192

Haki Bey : p. 145

Halab : p. 307

Hale : p. 348

Halle-an-der-Saale : p. 260

Hàm Nghi, empereur : pp. 319, 323

Hamburg : pp. 17, 18

Hamburg-Amerika-Linie : pp. 84, 86, 87, 213

Han, fleuve : p. 58

Hangu, *Hanku* : pp. 131, 132

Hangzhou : pp. 35, 57, 328, 332

Hankau, Deutsche Freiwilligen Kompagnie : p. 94

Hankau, Deutsches Schuetzen Corps : p. 95

Hankou, *Hankau* : pp. 3, 13, 57-60, 67-73, 75, 78-84, 86-89, 93-98, 105, 109, 110, 119, 124, 130, 131, 133-136, 138, 150, 154, 156, 163, 187-189, 191, 192, 194, 195, 199, 200, 202, 212, 215, 219, 253, 265, 269, 291, 294, 295, 311, 312, 332-334, 348, 350-352, 374, 379, 380, 382, 384, 388, 389

Hankou, 1^{er} District spécial de : p. 352

Hankou, Cité chinoise de : pp. 70, 71

Hankou, commune concessionnaire allemande de : pp. 72, 80, 81, 84, 85, 93, 380

Hankou, concession allemande de : pp. 3, 59, 60, 68-72, 78-81, 83, 84, 86-88, 93-96, 98, 105, 138, 154, 156, 163, 187, 192, 195, 199, 200, 202, 212, 215, 350-353, 374, 379, 382, 384, 389

Hankou, concession britannique de : pp. 3, 58, 67, 68, 71, 79, 94, 389

Hankou, concession française de : pp. 3, 59, 71, 72, 94, 97, 199, 202, 212, 353

Hankou, concession japonaise de : pp. 3, 71, 72, 199

Hankou, concession russe de : pp. 3, 59, 71, 212, 389

Hankou, corps de protection allemand de : p. 95

Hankou, société concessionnaire allemande de : pp. 78, 82, 84, 85, 109

Hankou, traité sino-allemand de (1895) : pp. 68, 69, 350

Hankou, traité sino-allemand de (1898) : pp. 72, 350

Hankow International Hospital : p. 89

Hankow Volunteer Corps : cf. HVC

Hanneken, Constantin von : pp. 28, 90, 134, 205, 344, 348, 379, 380

Hannover : pp. 17, 18, 44

Hanoi hôtel : p. 323

Hanotaux, Albert August Gabriel : p. 37

SMS Hansa : pp. 115, 122

Hanyang : pp. 58, 70

Har Dayal Singh Mathur, Lala : pp. 12, 256, 258, 265, 272, 296, 299

Harada : p. 118

Haroon : p. 266

Hart, Sir Robert : pp. 135, 155, 351

Harvey, J. : pp. 222, 231

Hatamen, rue de (Quartier des légations) : p. 128

Hatiya, île de : pp. 254, 289

Hawai'i, île de : p. 285

Hebei : pp. 312, 318

Hedjaz : p. 310

Hedong, *Hotung* : pp. 3, 160, 161, 167, 183, 184

Heilbronn : p. 313

Heilongjiang : p. 208

Heintzes, Dr : p. 219

Hekou : p. 339

SMS Hela : pp. 115, 122

Helfferich : p. 288

Helgoland-Zanzibar, traité (1890) : pp. 32, 137

SS Hellig Olav : p. 296

Henri de Prusse, prince : p. 78

Henry S, navire : pp. 276, 278-280

Hentig, Dr Werner Otto von : pp. 12, 306, 308, 310, 311, 313, 318

Hentig-Niedermayer-Pratap, mission : pp. 306, 318

Hentig-Pratap, mission : p. 308

Henzel, Emmerich : pp. 369-370

Herat : p. 308

SMS Herta : pp. 25, 115

Herzégovine : pp. 54, 55, 140, 175

Hesse électorale : p. 18

Hesse grand ducale : p. 18

Hesse-Cassel : p. 44

Heyking, Edmund Friedrich Gustav baron von : p. 71

Hilo : p. 285

Hindostan, journal : p. 260

Hintze, Paul baron von : pp. 205, 210, 211, 238, 244, 247, 280, 281, 288, 290, 291, 295, 301, 311, 332, 343, 348-350, 355, 379

Hoàng Trọng Mậu : p. 328

Hohenlohe-Schillingsfürst, prince von Ratibor und Corvey, Chlodwig prince zu : pp. 34, 36, 38, 137

Holland America Line : p. 286

Hollmann, Friedrich von : p. 39

Holstein : p. 44

Holub, Emil : p. 41

Honan Road (concession internationale de Shanghai) : pp. 250, 251

Honduras : p. 276

Hongkew Park (concession internationale de Shanghai) : p. 359

Hongkong : pp. 2, 18, 27, 29, 39, 57, 97, 104, 107, 109, 111, 112, 134, 157, 193, 194, 229, 244, 254, 260, 263-265, 290, 325, 328, 332

Hongkong & Shanghai Bank Corporation : cf. HSBC

Honolulu : pp. 277, 295, 311

Hopewell Junction : p. 297

Hopmann, Albert : p. 12

Hoquiam : p. 285

Hotan : p. 315

Hotchkiss : pp. 224, 283

Hotung-Baugesellschaft : pp. 162-165, 169, 184

Houillon, Dr : p. 118

HSBC (Hongkong & Shanghai Bank Corporation) : pp. 27, 29, 109

Hsiao liu chuang : p. 74

Hsin-Fung, navire : p. 358

HTH : pp. 330, 331

Hu Hanmin : pp. 322, 324, 341

Hua Ma Chi : p. 315

Huangcun : pp. 120, 121

Huanghe : p. 315

Huangpu, *Wangpu* : pp. 21, 90, 221

Huangpu Conservancy Board : p. 90

Huangpu, traité franco-chinois de (1844) : pp. 21, 49

Huntze, Karl : pp. 244, 245

HVC (Hankow Volunteer Corps) : pp. 95, 352, 375

Hyderabad : p. 301

Iberville, navire : p. 220

Ichhapur : p. 41

Igel, Wolf Walter Franz von : p. 296

Ijûin Hikokichi : p. 76

Ili : p. 5

SMS Iltis : pp. 99, 115, 197

Inde *ou* Indes britanniques : pp. 2, 52, 140, 143, 227, 229, 250, 256-264, 266-268, 271, 277-279, 283, 288-290, 292, 293, 295-301, 303, 306-309, 310, 317

Inde centrale : p. 143

Inde, affaire Médecine pour l' : pp. 216, 218, 219, 221, 225, 226, 254, 267, 288, 317

Inde, Comité pour l'indépendance de l' : cf. IUK

Inde, Ligue pour l'indépendance de l' : p. 299

Inde, Société pour l'avancement de l' : p. 257

Indes néerlandaises : pp. 255, 279, 282, 286-288, 304

Indes orientales, Compagnie autrichienne des : p. 41

Indes orientales, Compagnie prussienne des : p. 16

India House : p. 255

Indian Sociologist : pp. 255, 256, 299

Indien, océan : pp. 203, 229

Indochine (française) : pp. 2, 7, 109, 192, 321, 324, 327, 328, 330, 333, 335-338, 341, 343, 387

International Pro-India Committee : p. 260

International Workers of the World : p. 256

Inukai Tsuyoshi : pp. 257, 321

SMS Irene : p. 115

Irkutsk : pp. 191, 228

SS Iro Maru : pp. 219, 226, 254, 275, 317

Islamic Fraternity : pp. 256, 257

Italie : pp. 3, 14, 32, 44, 54, 55, 70, 75, 78, 113-115, 118, 121, 125, 131, 140, 147, 153, 154, 156, 157, 159, 174, 186, 194, 202, 347, 363, 376

IUK (Comité pour l'indépendance de l'Inde) : pp. 260, 271, 277, 282, 283, 287, 288, 293, 296, 297, 299, 301, 302, 305, 307, 308, 316

Izvol'skiy : p. 175

Jackson, Dora : p. 227

Jacobsen, Gustave H. : pp. 277, 282

SMS Jaguar : pp. 115, 197

Janów : p. 152

Japon : pp. 3-5, 18, 19, 25, 34-36, 38, 39, 46, 48, 49, 53, 63, 68, 71, 73, 75, 76, 78, 109, 111-114, 116, 118, 120, 121, 125, 131, 151, 154, 155, 157, 159, 174, 175, 182, 191, 195, 197, 200, 206, 207, 213, 255, 257, 262, 264,-266, 281, 282, 288-294, 296, 298-301, 314, 320, 321, 325, 328, 330, 333, 335, 342, 346, 347, 349, 352, 359, 370, 371, 375-378, 381, 382, 384

Jardine, Matheson & Co. : p. 99

Jaune, mer : p. 290

Java, île de : pp. 26, 39, 263, 285-287, 289, 294, 295

Jebsen, Frederick : p. 284

Jehan-i-islam : p. 305

Jemulpo, *auj.* Incheon : pp. 34, 174, 290

Jena : p. 14

Jérusalem : pp. 141, 304

Jeunes Turcs : pp. 140, 141, 303

Jiangnan, chantiers navals de, *Kiangnan* : p. 235

Jiangsu, *Kiangsu* : pp. 136, 314

Jiangxi, *Kiangsi* : p. 136

Jiaozhou, baie de, *Kiautschou* : pp. 3, 7, 12, 13, 35, 39, 40, 72, 75, 84, 109-109, 111, 112, 123, 133, 137, 139, 156, 187, 188, 192, 194, 197, 198, 201, 203, 313, 347, 350, 352, 377, 381-385, 388

Jiayuguan : p. 315

Jilin : pp. 207, 314

Jimo : p. 198

Jinan, *Tsinan* : pp. 5, 27, 102, 103, 107, 109, 110, 133, 138, 188, 194-197, 213, 352

Jinke Road (concession internationale de Shanghai) : p. 221

Jinpu : pp. 5, 86, 90, 98, 107, 110, 138, 178, 194, 213, 349, 351, 352

Jinzhou : p. 103

Jiujiang, *Kiukiang* : pp. 3, 67, 213, 389

Jiujiang, concession britannique de : pp. 3, 67, 389

Jiulingzheng : p. 110

Joffre, avenue (concession française de Shanghai) : p. 353

Johnston, atoll : p. 286

Jolo : p. 280

Jordan, Sir John : p. 204

Josephi, E. : p. 252

Joszip : pp. 369, 370

Jovičić : pp. 178, 179

Junliangcheng, *Kunliangtscheng* : pp. 120, 205

Kaboul : pp. 9, 293, 296, 308, 309, 315

Kabsha, Wahab ibn Abi : p. 142

SMS Kaiserin Augusta : p. 115

SMS Kaiserin Elisabeth : pp. 156, 157, 197, 198

SMS Kaiserin und Königin Maria Theresa : pp. 159, 163

Kakura Kakuzô : p. 257

Kálnoky, comte : p. 152

Kamchatka : p. 313

Kamil Pasha, Mustafa : p. 255

Kandahar : p. 308

Kang Youwei : pp. 22, 111, 320, 355

Kanitz & Co. : p. 184

Kansas : p. 282

Kapur, Shiv Dayal : p. 266

Karachi : p. 285

Kartaradzy : p. 227

Kashgar : pp. 143, 310, 311, 315, 318

Kazim Bey : p. 308

Keller & Co. : pp. 181

Kellermann, Alexander : pp. 357-359, 362, 363, 365

HMS Kent : p. 285

Keong-Wai, navire : p. 353

Keriya : p. 315

Kerman : p. 307
 Kermanshah : p. 308
 Ketteler, baron von : pp. 113, 116, 128
 Ketteler, rue, *ensuite* rue Yamato (Quartier des légations) : pp. 128, 375
 Khan, Hassan : p. 270
 Khan, Zafar Ali : p. 305
 Kiang Kwang Kou : p. 118
 Kiangse Road (concession internationale de Shanghai) : p. 231
 Kiel : p. 84
 Kieou-Long-Kiang : p. 269
 Kilik, col de : p. 315
 Kindler, Dr Max : pp. 242, 243, 245-247, 249-252, 358, 362-365, 367-372
 Kingsin, ligne de navigation : p. 27
 Kiukiang Road (concession internationale de Shanghai) : pp. 240, 243, 245
 Kladno : p. 182
 Kleczkowski, comte : p. 20
 Knipping, Dr Hubert : pp. 90, 211, 212, 218, 228, 255, 263, 266, 270, 271, 273, 276, 280, 281, 287, 288, 300, 301, 332, 350, 355, 377, 379, 380
 Kôbe : pp. 229, 264, 267, 277, 281, 294, 311
 København : p. 296
 Kobr, Miloslav : p. 178
 Koenig : pp. 313, 314
 Koinz, J. : p. 367
 Kollař, Josef : p. 158
 SS Komagata Maru : pp. 258, 259, 262, 264
 deutsches Konzertverein (Shanghai) : p. 99
 Körner, Karl Adolf, *alias* Tollefsen : pp. 251, 252
 Kossuth de Udvard et Kossuthfalva, Lajos : p. 43
 Koszil, Thomas : p. 367
 Kouriles, îles : pp. 25, 34
 Kovel' : p. 231
 Kowarski von Stepowron : p. 184
 Kowloon : p. 2
 Kraft, Vincent : pp. 270, 287-289, 293, 294
 Kraków : p. 43
 Kreditanstalt : p. 181
 Kremla, Heinrich : pp. 218, 251, 356-363, 365-369, 371-373
 Kriege, Dr Johannes : pp. 211-213
 Krishna Varma, Shyamji : pp. 255, 256, 260, 299
 SS Kristianiafjord : pp. 296, 301
 Krupp : pp. 27, 181, 283
 Kuczyński, Eugen von : p. 175
 Kuei Yen-fang, *ou* Ting-fang : p. 219
 Kumar (Singh), Guran Ditt : p. 265
 Künstler : p. 370
 Kunz, A. : pp. 356, 360-362, 372
 SMS Kurfürst Friedrich Wilhelm : p. 115
 KVZhD : pp. 5, 152, 190, 206, 207, 210, 227

Kyôto : p. 281
 La Habana : p. 267
 La Mecque : pp. 143, 310
 Lahore : pp. 262, 305, 308
 Lai Châu : p. 339
 Lambert : p. 338
 Land Improvement Co. : p. 90
 Landolt : p. 333
 Lạng Sơn : pp. 336, 343
 Langensalza : pp. 15, 44
 Langfang : pp. 119, 120, 205, 354
 Lanxien : p. 131
 Lào Cai : p. 343
 Laos : pp. 146, 269, 319, 324, 338-341
 Laos, Haut- : pp. 269, 338-341
 Laoxikai : pp. 8, 204, 205, 335, 346, 349, 376, 389
 Lauenburg : p. 44
 SMS Lauting : p. 197
 Lazar, Leon : pp. 239, 244
 Lê Ấp Tôn : p. 343
 Le Caire : p. 231
 Lê Đức Nhuận : p. 328
 Leavensworth : p. 282
 Ledo : p. 271
 Légations, rue des (Quartier des légations) : pp. 125, 128, 129
 Légion nationale indienne : p. 307
 Leipzig : pp. 14, 314
 SMS Leipzig : p. 284
 Lemberg, *auj.* Lviv : p. 152
 Léopold II, roi : p. 72
 Lépice : pp. 327, 334
 Lépissier, Charles : pp. 269, 270, 311, 338
 Lessel, Emil Friedrich Karl von : pp. 12, 113
 Li Bingheng : p. 103
 Li Hongzhang : pp. 26-28, 36, 39, 116, 133, 190
 Li Jiao : p. 288
 Li K'o Ch'ang : p. 173
 Li Yuanhong : pp. 9, 293, 298, 345, 349, 350, 354, 377
 Li-Lobanov, onvention (1896) : p. 190
 Liang Qichao : pp. 111, 320
 Liaodong, péninsule du, *Liaotung* : pp. 3, 7, 34, 36-38, 40, 103, 104
 Liaoning : p. 208
 Liban : p. 141
 Libéria : p. 187
 Licun, *Litsun* : p. 133
 Lieb, Hans E. : p. 135
 Liebenau : p. 206
 Liébert, Gaston : pp. 328-333
 Liesner : pp. 371, 373
 Ligue hanséatique : p. 63

Ligue panasiatique : p. 343
 Limnos, île de : p. 175
 Lincheng : p. 131
 Linévitch, rue : p. 128
 Lippe : p. 18
 Liu King-piao : pp. 224, 226, 227, 229, 230, 232
 Liu Yongfu, *alias* Luru Vĩnh Phúc : pp. 319, 320, 322, 336, 338, 341, 343
 Lloyd autrichien, it. *Lloyd austriaco*, all. *österreichischer Lloyd* : pp. 45, 53, 184, 362, 365, 367, 369, 372, 375
 norddeutscher Lloyd : pp. 28, 87
 ostasiatischer Lloyd, journal : pp. 28, 99, 134
 Lo Tuck-wei : pp. 222, 226
 Loh Kien-tsa : pp. 250, 251
 Lok Waung-kung : p. 234
 Lombardie : p. 43
 Lomé : p. 30
 Londres : pp. 43, 137, 138, 255, 296
 Long Jiguang : pp. 324, 328, 341, 343
 Long Rung Yuan : p. 352
 Longnai : p. 339
 Longzhou : pp. 324, 344
 Louise de Prusse : pp. 96, 97
 Lu Rongting : pp. 322, 341, 343
 Luan, rivière : p. 120
 Luang Phrabang : p. 319
 Lübeck : p. 18
 SMS Luchs : pp. 115, 197
 Lüderitz, Adolf : p. 30
 Lüderitzland : p. 30
 Lugowski : p. 178
 Luisenstraße (concession allemande de Hankou) : pp. 96, 97
 Lungkou : p. 102
 Luong : p. 338
 Luong Lap Nam : p. 328
 Lüshunkou, *Port-Arthur*, russe : *Port Artur*, jap. : *Ryojun* : pp. 3, 5, 28, 104, 111, 156, 174, 385
 Lüshunkou-Changchun, chemin de fer : p. 5
 RMS Lusitania : pp. 193, 199
 Lüssein : p. 333
 Lut, désert du : p. 306
 Lutai : pp. 120, 132
 Luu Nhi Sing : p. 343
 Luxembourg : p. 18
 Lyon : p. 231
 Ma : p. 257
 Ma Kin Siu : p. 349
 Ma-lin-tao : p. 340
 Ma Tchang : p. 205
 Macao, *Makau* : pp. 2, 104
 MacDonald, Sir Claude : p. 113
 Macédoine : pp. 174, 175

Magenta : p. 43
 Maharashtra : p. 258
 Mai Lão Bạng : pp. 324, 328, 336
 Malabars, côte des : p. 41
 Malaisie : cf. États malais fédérés
 Malte, île de : p. 141
 SS Manchuria : p. 277
 Mandalay, procès de : p. 272
 Mandchourie : 2, 5, 36, 37, 57, 109, 116, 120, 122, 123, 138, 142, 151, 175, 190-192, 208-210, 253, 266, 307, 311, 312, 314, 317, 318, 375, 380, 387, 389
 Mandchourie du Nord : p. 191
 Mandchourie du Sud : pp. 122, 191
 Mandchourie russe : p. 387
 Mandl, H. : p. 181
 Manhattan : p. 297
 Manila, *auj.* Maynilà : pp. 215, 243, 265, 266, 272, 277-280, 339
 Manzanillo : p. 295
 Marascek, Joseph : pp. 356-359, 361-365, 369
 RN Marco Polo : p. 156
 Mariannes (du Nord), îles : pp. 2, 31
 ostasiatischer Marine-Detachment : cf. OAMD
 Marko, Lajos : p. 367
 Marschall von Bieberstein, Adolf Hermann baron : pp. 32, 34-36, 38
 Marshall, îles : pp. 2, 31
 Martínez, Marcos : p. 283
 Martino, Renato de : p. 156
 Masu *ou* Mayu, île de : p. 67
 Mauchan, R.B. : p. 235
 Mauser : pp. 27, 233, 283
 Madler : p. 231
 Mariašević, Vladimir von : pp. 196, 364, 372
 Maroc : pp. 140, 304
 SS Maverick : pp. 276, 283-286, 294
 Maverick Steamship Company : p. 284
 Max Cylinder, entreprise : p. 184
 SS Mazatlán : p. 284
 McEuen : pp. 235, 236
 Meadow Road (concession britannique de Tianjin) : p. 369
 Mecklembourg-Schwerin : p. 18
 Mecklembourg-Strelitz : p. 18
 Medan : p. 287
 Médine : p. 304
 Méditerranée, mer : p. 55
 SMS Medusa : p. 25
 Meghna : pp. 254, 289
 Mei Sing, *ou* Mei Sung, imprimerie : pp. 250, 251
 Meidah, navire : pp. 352, 370
 Meiji, ère : pp. 34, 320

Meilee, navire : p. 352

Melchers & Co. : pp. 68, 87

Menghai : pp. 270, 334, 339

Mengla : pp. 339, 340

Mengzi, *Mengtse* : pp. 142, 149, 327

Merak : p. 286

Merienne-Lucas : pp. 205, 311, 348

Mésopotamie : p. 307

Metternich-Winneburg zu Beilstein, Clemens Wenceslaus Nepomuk Lothar prince von : pp. 14, 42, 43

Meuser, Otto : pp. 224, 226, 227, 231, 233, 234, 236

Mexico : pp. 294, 295

Mexique : pp. 116, 241, 245, 276, 280, 283, 284, 288, 293-295, 301, 311

Meyer-Waldeck, Alfred Wilhelm Moritz : pp. 197, 213

Mianchi : p. 311

Michel, Jean François : p. 16

Mikula : pp. 369, 370

Milan I Obrenović, roi : p. 55

Milano : p. 43

Minghong Road (concession internationale de Shanghai) : p. 227

Miran : p. 315

Mirs, *aussi* Depeng, baie de : p. 39

Moc Pha : p. 339

Mockler : p. 118

Moji : p. 259

Mohamed, Haji : p. 312

Mohammed, prophète : p. 142

Móng Cái : pp. 336, 343

Monglieu, *peut-être* Menglian : p. 269

Mongolie : pp. 2, 5, 6, 57, 208, 210, 313, 389

Mongolie extérieure ou indépendante : pp. 2, 5, 6, 208

Mongolie intérieure : p. 208

Mongolie intérieure orientale *ou* Jehol : p. 57

Montebello, îles : p. 39

Montecuccoli degli Erri, Rudolf comte : p. 158

Monténégro : pp. 54, 55

Montgrand : p. 323

Morrison & Gratton : p. 155

Morscher, J. : pp. 221, 222, 224, 225

Moskva : pp. 97, 190, 226

Mosquitos : p. 276

Mousquet, destroyer : p. 203

SMS Möwe : p. 115

Moyen-Orient : pp. 141, 148, 306, 310

Mozambique : pp. 41, 137

Muang Boun : p. 340

Muang Khua : pp. 331, 338, 339

Mücke, Hellmuth von : p. 279

Mukden : pp. 5, 91, 107, 122, 174, 188, 191, 200, Nam Phak : p. 339
213, 219, 290, 312, 314, 352, 354

Mukherjee, Jatindra Nath : p. 289

Müller, Wilhelm : p. 206

Müllerskowski, Friedrich : p. 197

Mumm, baron von Schwarzenstein, Dr Philip
Alfons : p. 74

Mummstraße (concession allemande de Tianjin) : 352, 354
p. 97

Mường Nhé : p. 339

Mườngs : pp. 338, 339

Muraille, rue de la (Quartier des légations) :
p. 128

Grande Muraille : pp. 120, 122, 131

Mursan : p. 307

Musso : p. 232

Myngoon-Min, prince : pp. 268, 317, 332

Mytilini, île de : p. 175

Nà Chà : p. 336

Nachrichtenstelle für den Orient : cf. NFO

Nachtigal, Gustav : p. 30

Nagasaki : pp. 229, 277, 280, 281, 350

Na'in : p. 308

Nakao Hideo, *alias* Sphinx : pp. 301, 305, 317

Nam Hùng Thương Hội : cf. HTH

Nam Kham : p. 343

Nam Ou : p. 339

Namas : p. 30

Nancowry, île de : p. 41

Nandedkar, Mohamed Abaji : p. 301

Nanguan, baie de, *Nankuan* : p. 157

Nanjing, *Nanking* : pp. 21, 63, 101, 133, 188,
192, 198, 199, 208, 265, 267, 294, 300, 314, 351,

Nanjing, traité de (1842) : pp. 21, 49, 63, 101

Nanking Road (concession internationale de
Shanghai) : p. 250

Nanning : pp. 102, 344

USS Nanshan : p. 285

Napoléon I, empereur : pp. 14-15

Napoléon III, empereur : pp. 15, 43

Nasrullah : p. 308

Nassau : p. 44

Nauru : pp. 2, 31

Nenjiang : p. 207

Népal : pp. 277, 278

Neumann's Café (concession internationale de
Shanghai) : p. 222

New Travellers Hotel (concession internationale
de Shanghai) : p. 227

New World, cirque du : p. 366

New York, État : p. 297

New York, ville : pp. 26, 256, 257, 267, 277, 282,
283, 286, 294, 296-301, 311

Newhouse, Sam : p. 229

Newman : p. 361

NFO : pp. 260, 296, 305, 307, 317

Ng Sze-ping : pp. 216, 217

Ng Vung-sing : pp. 216, 217

Nghê An : p. 320

Nguyễn Duy Han : p. 323

Nguyễn Mạnh Hiếu, dit Hai Tac : p. 336

Nguyễn Thiện Thuật : p. 341

Nicaragua : p. 276

Nicobar, îles : pp. 41, 287

Niedermayer, Oskar chevalier von : pp. 12, 306-308, 311, 315, 318

Nielsen, Adolf, *alias* Mai Tai Chi : pp. 215-219, 221, 222, 224, 227, 229, 238, 246, 248, 253, 254, 262, 265-267, 310, 311, 317, 332

Ningde, *Santuao* : p. 102

Ningpo Road (concession internationale de Shanghai) : p. 251

Ningxia : p. 315

Noire, mer : pp. 56, 303

Noire, rivière : pp. 338, 341

North Szechuen Road (concession internationale de Shanghai) : pp. 250, 366

Norvège : pp. 19, 24, 49, 116, 154, 234, 249, 251, 252, 299

Nouveaux Territoires : pp. 2, 104, 112, 156

Nouvelle-Guinée (allemande) : pp. 2, 31, 288

SMS Novara : pp. 18, 41, 45, 185, 381

Novonikolaevsk, *auj.* Novosibirsk : p. 314

Novotny, Frantz : p. 364

Nyen Ah-nyu : p. 234

OABB (ostasiatische Besatzungsbrigade) : pp. 120-123, 132, 160, 203

OAEK (ostasiatisches Expeditionskorps) : pp. 113, 121, 132, 203

OAMD (ostasiatischer Marine-Detachment) : pp. 132, 176, 313

Océan noir, société de l' : pp. 264, 282

Odessa : p/ 68

Odisha : p. 289

Ôkuma Shigenobu, marquis : p. 321

Oldenburg : pp. 17, 18

Oo Ling-kwi : p. 233

Oppenheim, Dr Max baron von : pp. 260, 272

Oprang, col d' : p. 315

Oren : p. 288

Ôsaka : p. 219

Ossendowski, Ferdynand Antoni : p. 313

Ostende, compagnie d' : p. 41

Oster, Franz : p. 197

O'Sullivan : p. 118

SMS Otter : pp. 192, 197, 198

Ou Neua : pp. 339, 340

Ours, île aux, *auj.* Bjørnøya : p. 40

Pacifique, océan : pp. 2, 31, 104, 105, 107, 108,

151, 158, 203, 284, 286, 295, 377, 381, 382, 384, Penang : pp. 203, 266
385, 389

Pacifique Nord : p. 2

Pacifique Sud : p. 2

Paknampho : p. 273

Pakoh : pp. 272, 273

Palao, îles : pp. 2, 31

Paleleh : pp. 279, 280

Palestine : p. 299

Pallavicini, Johann marquis von : p. 175

Panama : p. 267

Panjab : pp. 259, 262, 263, 305

Papen, Franz von : pp. 12, 261, 283, 286

Pappenheim, Werner Hermann Konrad Rabe von : pp. 206-210, 387

Paris : pp. 8, 25, 59, 83, 149, 152, 231, 296

Parti nationaliste égyptien : p. 255

Pathak, Sohan Lal : pp. 270, 272

Pau Ti Hsien : p. 118

Pavillons noirs : pp. 319, 320, 336, 341, 343

Pawelka, F. : pp. 269, 270, 311, 334, 339

Pays taï : p. 269

Pays-Bas : p. 16, 30, 116, 125, 140, 147, 239, 242, 243, 247, 287, 299, 350-352, 355, 356, 374

Peking & Tientsin Times : pp. 357, 372, 373

Peking Gazette : p. 205

Peking Post : pp. 205, 353

Pennel : p. 370

Pennington, Marion : p. 218

People's Tribune : p. 292

Perak : p. 263

Pérou : pp. 49, 116

Perse : pp. 140, 255, 268, 304, 306, 307, 311, 313, 385

Pescadores, îles : pp. 34, 35, 39

Peshawar : p. 254

Peter, Ludwig : pp. 356, 357, 362

Peters, Carl : p. 30

Petrie, David : p. 254

Petrograd : cf. Sankt Peterburg

Petz, Anton baron von : pp. 45, 46-48, 50, 52, 185, 381

Pferdekämper, Fritz : p. 206

Phan Bội Châu : pp. 9, 12, 319, 320, 321, 323-326, 328-333, 336, 339, 341-343

Phan Xích Long : p. 323

Phelps, Myron H. : pp. 256, 257

Philippines : pp. 2, 49, 194, 216, 229, 255, 262, 265, 266

Phongsali : p. 339

Phú Thọ : p. 336

Phú Thọ Quận : p. 336

Pichon, Stephen : p. 113

Pillai, Chempakaraman : p. 260

Pingdu : p. 198

Pitner, Maximilian baron von : pp. 45

Pjalma, *peut-être* Piyalema : p. 315

Plombières : p. 43

Plüschow, Gunther : p. 198

Poldi : pp. 182, 375

Pollack, Rosa : p. 244

Polo, rue Marco (Quartier des légations) : p. 128

Pologne autrichienne : cf. Galicie

Pont autrichien, *aussi* Dongfu qiao (Tianjin) : pp. 169, 368

Pont international (Tianjin) : pp. 91, 119, 169

Pontianak : p. 279

Popovich, George, *alias* Visarion Radion : pp. 227-230, 254

Port Blair : p. 287

Porto Seguro, *auj.* Agbodrafo : p. 30

Portsmouth, traité de (1905) : p. 174

Portugal : pp. 16, 352

Potsdam : p. 16

Pottinger, Sir Henry : p. 99

Praha : pp. 43, 44, 182

Praha, traité de (1866) : p. 44

Pratap Singh, Mahendra : pp. 12, 306-309, 318

Prica/Prziza, Dragutin (Karl) chevalier von : pp. 155, 179

Printemps des Peuples : p. 43

Proche-Orient : p. 148

Protocole final de 1901 : pp. 5, 89, 98, 116, 120, 125, 159, 189, 192, 195, 350, 352, 354, 374, 375, 388

Pukou, *Pukow* : pp. 5, 90, 98, 107, 110, 138, 178, 194, 294, 351, 354

Pulcher, Wilhelm : p. 365

Pune : p. 258

Pustau, Wilhelm von : p. 17

Qing : pp. 345, 352, 354

Qingdao, *Tsingtau* : pp. 3, 5, 8, 14, 103, 104, 106, 107, 109, 110, 122, 132-135, 138, 186, 191, 194-200, 203, 206, 207, 218, 228, 313, 347, 348, 385, 386, 388

Qingdao, campagne de (1914) : pp. 8, 14, 195, 197, 199, 200, 348, 386, 388

Qingdao-Jinan, chemin de fer : pp. 5, 107, 109, 110, 196, 198

Qinhuangdao, *Tschinwangtau* : pp. 102, 116, 117, 119-122

Qinzhou : pp. 319, 328, 341

Qiqihar, *Tsitsikar* : pp. 5, 207

QPH : pp. 323-325, 330, 332-334, 336, 337, 339, 341-343

QPQ : pp. 323, 337, 343, 344

Quappe, Friedrich : p. 206

Quartier des légations (à Beijing) : pp. 64, 101, 116, 120, 125-127, 130, 155, 185, 191, 352, 354,

355, 375

Quinsan, jardins (concession internationale de Shanghai) : p. 231

Quist : pp. 356, 357

Quraysh : p. 304

Rabatgur : p. 308

Race Club (Shanghai) : p. 193

Racecourse Road (concession britannique de Tianjin) : p. 77

Radion, Visarion : cf. Popovich, George

Rai, Lala Lajpat : pp. 12, 292, 299

Raicich, M. : p. 367

HMS Rainbow : p. 285

Ram, Atma : p. 300

Ram Chandra (Bharawadj) : pp. 265, 266, 297

Rama VI, roi : p. 274

Rangoon, *auj.* Yangon : pp. 268, 270, 273, 275, 287, 289

Rehe, *auj.* Chengde : p. 349

Rehfues, Guido Ludwig von : p. 20

Reid, Dr Gilbert : p. 353

Reiswitz und Kaderžin, Hans Kurd baron von : p. 282

Rembrandt, navire : p. 350

Remy, Dr Erwin : p. 273

Reuß branche cadette : p. 18

Reuß-Greiz : p. 18

Revoltella, baron Pasquale : p. 45

Deuxième Révolution (1913) : pp. 291, 322

Troisième Révolution (1915-1916) : pp. 290, 291

Révolution française : p. 14

Révolution républicaine (chinoise) (1911-1912) : pp. 95, 97, 130, 132, 177, 186, 222, 321, 322, 345, 346, 349, 350, 353, 374, 375

Rex, comte von : p. 151

Rhodes, île de : p. 141

Richter, Edmund : pp. 369-371, 373

Richthofen, Ferdinand Paul Wilhelm Dieprand baron von : pp. 26, 35, 39, 107, 110

Rickmers : p. 87

Ripper, Juliusz : p. 174

Risorgimento : p. 43

Rizhao : p. 199

Rohrscheidt, Oskar von : pp. 96, 97

Rohrscheidtstraße (concession allemande de Tianjin) : pp. 96, 97

Rolf, J. von : p. 195

SS Romulus : p. 280

Root-Takahira, accord : p. 151

Rosselet : p. 333

Rößler *ou* Rössler, Dr Walter : p. 73

Rosthorn, Dr Arthur *Edler* von : pp. 51, 153, 158, 177, 179, 180, 184-186, 355, 370, 372, 383, 384

Rosthorn, Paula von : p. 51

Rothman, Joseph : pp. 239-249

Rouge, mer : p. 229

Roumanie : pp. 56, 250, 299

Rowlatt : pp. 254, 261

Roy, Manabendra Nath : pp. 12, 263, 264, 267, 270, 288-295, 297, 316, 332

Royaume-Uni (de Grande-Bretagne et d'Irlande) : pp. 2-5, 8, 16, 18, 20, 21, 23, 24, 26, 27, 30-36, 38, 40, 48, 49, 53-55, 63, 65, 73, 75, 76, 78, 98, 102, 103, 104, 109, 112-114, 118, 120, 124, 125, 131, 137, 138, 140, 141, 144, 145, 147, 148, 151, 153, 155, 156, 159, 174, 175, 178, 182, 189, 193, 194, 207, 239, 249, 253, 254, 257, 262, 269, 280, 287, 288, 290, 291, 297, 303, 305, 314, 332, 332, 352, 370, 371, 373, 377, 378, 381, 382, 384

Rüdinger : pp. 288, 360

Ruf, Ludwig : p. 206

Rump, Carl : pp. 97, 118

Rumpstraße (concession allemande de Tianjin) : p. 97

Russie : pp. 3-5, 14, 19, 20, 24, 32, 34, 36, 38, 40, 49, 54-56, 73, 75, 92, 104, 105, 109, 112, 114-116, 120, 123, 125, 131, 137, 140, 144, 145, 147, 148, 152-156, 159, 174, 175, 182, 186, 187, 189, 194, 197, 207, 227, 228, 231, 257, 291, 299, 303, 305, 314, 320, 321, 352, 364, 378, 381, 382, 384, 385, 387

Rybar, E. : p. 221

Ryûkyû, îles : p. 34

Monsieur S : p. 251

SMS S90 : p. 115

SMS S91 : p. 115

SMS S92 : p. 115

SMS Sachsen : p. 278

Sadiya, passe de : p. 291

Sadowa : pp. 15, 44, 45, 54, 187

Sài Gòn, *auj.* Thành phố Hồ Chí Minh : pp. 26, 39, 219, 268, 323, 332

SMS Saida : p. 157

Saint Empire romain germanique : p. 14

Saint-Michel, cathédrale (Beijing) : p. 128

Sakhalin, île de : p. 174

Salina Cruz : p. 295

Salisbury, Lord : p. 137

Salomon du Nord, îles : p. 31

Saloniki : p. 174

Salvador : p. 276

Samarkand : p. 308

Samoas, îles : pp. 2, 31, 32, 34, 137, 341

Samoas allemandes *ou* occidentales, îles : pp. 2, 31

San Diego : pp. 283, 285, 286

San Francisco : pp. 209, 256, 258, 264, 265, 267, 272, 274, 276, 277, 280, 282, 284, 293-296, 298-301, 311, 350

San Francisco, procès de (1917-1918) : pp. 267, 274, 276, 280, 282, 294, 298, 300, 301

San i chuang : p. 77

San Jose del Cabo : p. 284

San Pedro : p. 284

Sankt Peterburg : pp. 25, 36, 145, 199, 227

Sanmen, baie de : pp. 112, 156

Sanyal, J.N. : p. 282

Sarajevo : p. 189

Sardaigne, royaume de : p. 43

Sarikut islam : p. 288

Saulgan : p. 217

Saxe : pp. 17, 18

Saxe-Altenbourg : p. 18

Saxe-Cobourg-et-Gotha : p. 18

Saxe-Meiningen : p. 18

Saxe-Weimar-Eisenach : p. 18

Sayn-Wittgenstein, prince von : p. 20

Sayz : p. 114

SBG (Schantung Bergbaugesellschaft) : pp. 109, 110, 250

Schaller : p. 250

Schambach & Co. : p. 184

Schaumburg-Lippe : p. 18

Schenck zu Schweinsberg, Gustav Adolph baron : pp. 35, 39

Schiener : p. 173

Schirmer : pp. 350, 355

Schleswig : p. 44

Schlimovitch, P. : p. 228

Schmidt : pp. 238, 239, 242, 243, 246

Schmuckdreieck : p. 77

Schnabel, Gaumen & Co. : p. 233

Schnell, G. : p. 94

Schoen, Dr Wilhelm Albrecht baron von : p. 294

Scholz/Sterneck : pp. 277, 282

Schreyer, Dr : pp. 97, 178

Schreyerstraße (concession allemande de Tianjin) : p. 96

Schubert, Joseph : pp. 252, 356, 358-365, 370

Schuldt & Co. : p. 191

Kaiser Wilhelm Schule (concession allemande de Tianjin) : pp. 83, 135

Kaiser Wilhelm Schule (concession internationale de Shanghai) : p. 135

Schumpeter : pp. 371, 375

SMS Schwalbe : p. 115

Schwartz, Emma, *alias* Weinstock : pp. 222, 226, 227, 229, 231

Schwarzburg-Rudolstadt : p. 18

Schwarzburg-Sondershausen : p. 18

Schwarzkopf : p. 182

Schweinerden/Swinjarnja : p. 314

Scylla, navire : p. 286

Seattle : p. 299

Seckendorff, baron von : pp. 67, 69, 74

Seckendorffstraße (concession allemande de Tianjin) : p. 97

SMS Seeadler : p. 115

preußische Seehandlung : p. 29

SEG (Schantung Eisenbahngesellschaft) : pp. 102, 109, 110, 206

Sekunna, Ernst A. : pp. 296, 298, 300

Sen, Direndra Nath : pp. 277, 280

Seoul : p. 290

Serbie : pp. 54, 55, 140, 175, 189

Seward Road (concession internationale de Shanghai) : p. 227

Seymour, colonne : pp. 97, 113

Sforza, Carlo, comte de Castel San Giovanni : p. 88, 376

Shaanxi, *Schensi* : pp. 312, 318

Shagaroofsky : p. 229

Shamian, île de, *Shamien* : pp. 3, 130, 213

Shandong, *Schantung* : pp. 3, 5, 33, 39, 86, 99, 102-104, 107-110, 112, 120, 136, 138, 139, 142, 194, 198, 206, 352, 382

Shandong, société des chemins de fer du, all. *Schantung Eisenbahngesellschaft* : cf. SEG

Shandong, société minière du, all. *Schantung Bergbaugesellschaft* : cf. SBG

Shandong du Sud : pp. 33, 39, 103

Shanghai, *Schanghai* : pp. 3, 10, 18, 20, 26-29, 35, 48, 52, 57, 59, 61, 63, 64, 67, 68, 71, 83, 88, 89, 95, 97, 99-101, 107, 109, 119, 124, 130, 133, 135, 144, 145, 149, 150, 154-156, 175, 180, 185, 189, 191-194, 198, 199, 204, 209-213, 215-219, 221, 222, 224-229, 231-236, 238-251, 253, 254, 259, 262-267, 270, 272, 273, 276, 278, 280-282, 287, 288, 290, 292, 294, 298, 300, 301, 310-312, 314, 327, 328, 332-334, 350-353, 356-373, 375, 377, 379

Shanghai, affaire des obus de : pp. 224, 226, 227, 231, 233

Shanghai, concession américaine de : pp. 64, 67, 99

Shanghai, concession britannique de : pp. 64, 67, 99

Shanghai, concession française de : pp. 3, 67, 83, 89, 135, 144, 149, 212, 221, 353

Shanghai, concession internationale de : pp. 3, 59, 61, 63, 64, 67, 68, 99-101, 124, 191, 211, 215-217, 226, 233, 236, 238, 241, 253, 358, 362, 366, 372

Shanghai, corps d'occupation international de : p. 124

Shanghai Club : p. 193

Shanghai Volunteer Corps : cf. SVC

Shanhaiguan, *Schanhaikuan* : pp. 5, 57, 75, 111, 114, 116, 117, 119-122, 131, 159, 170, 172, 173, 194, 290

Shantou : pp. 28, 67, 133, 188, 219, 266, 274, 333, 352

Shantou, « concession allemande » de : p. 67

Shantung Road (concession internationale de Shanghai) : p. 222

Shanxi, *Schansi* : pp. 310, 312, 318

Shashi : p. 34
 Shidehara Kijûrô, baron : p. 282
 Shimonoseki : pp. 34 ,39, 197, 290, 320, 381
 Shimonoseki, traité de (1895) : pp. 39, 320
 SS Shinten Maru : pp. 219, 221, 226, 254, 317
 Shiraz : p. 307
 Si-niou-ho : p. 340
 Sialkot : p. 263
 Siam : pp. 18, 19, 25, 46, 48, 154, 255, 257, 263, 266, 268, 270-274, 276, 277, 279, 282, 287, 292, 306, 317, 319, 323, 328, 330-332, 336, 385
 Siam-Birmanie, plan : pp. 266, 268, 270-272, 276, 282, 287, 292, 317
 SS Siberia Maru : p. 300
 Sibérie : pp. 201, 250, 255, 281, 310, 311, 313, 315, 349, 358, 362, 364, 369, 380
 Sichuan : pp. 290, 351
 Siemssen, Georg Theodor : p. 17
 Siemssen (entreprise) : pp. 32, 141
 Siffert : p. 236
 Silberstein, Moses : p. 254
 SS Silesia : pp. 369, 375
 Simao : pp. 269, 311
 Sin Tsin : p. 340
 Sinai : pp. 299, 303, 307
 Sinaloa : p. 283
 Singapore : pp. 18, 25, 97, 220, 226, 231, 244, 246, 254, 259, 265, 280, 287, 288, 331
 Singh, Baba Gurdit : p. 259
 Singh Gyanee, Dr Bhai Bhagwan : pp. 259, 263-268, 272, 273, 290, 292, 294, 296, 317
 Singh, Gopal : pp. 266, 267, 273, 274
 Singh, Hari : p. 285
 Singh, Harnam : p. 300
 Singh, Jodh : pp. 277, 282
 Singh, Mathra : p. 265
 Singh, Santokh : pp. 267, 272-274, 301
 Singh, Santosh : p. 266
 Singh, Tahal : p. 266
 Sinn Féin : p. 255
 Sinza Road (concession internationale de Shanghai) : p. 251
 Siou : p. 331
 Sipsong Panna : pp. 269, 334
 Skalicky, Emmanuel : pp. 357, 358, 363-365, 367, 368, 372, 373
 Škoda : pp. 180-182, 375, 383, 384, 386
 Škoda, prêtres : pp. 180, 182, 383, 384
 Slatin, Rudolph baron von : p. 41
 Société allemande des arts dramatiques (Shanghai) : p. 99
 Société pan-islamique : p. 255
 Société pour la colonisation allemande : p. 30
 Société prussienne de navigation maritime : p. 16

Socorro, île : pp. 284, 285

Socotra, île de : p. 41

Solferino : p. 43

Somalie italienne : p. 140

Sommer, Fritz : pp 90, 234-236, 315

Son La : p. 338

Sop Pong : p. 340

Sophie de Prusse : pp. 96, 97

Sophienstraße (concession allemande de Hankou) : pp. 96, 97

Sopnao : pp. 338, 339

Soudan anglo-égyptien : p. 41

Sourisseau-Monceau, colonne : p. 338

Speidel : p. 334

Stabilimento tecnico : p. 182

Standard Oil Company : p. 284

Stanford, université de : p. 258

Stark, Carl Erwin : pp. 217, 218, 252, 357, 360, 362, 363, 365, 366

Stettin, *auj.* Szczecin : p. 182

Steyler, mission : p. 33

Steyr : p. 181

Stockholm : p. 299

Stone : p. 316

Stonecutters, île : p. 2

Strassburg, navire : p. 122

Stuebel, Dr : p. 68

Sud-mandchourien : pp. 5, 207

Suède : pp. 19, 24, 49, 50, 116, 154, 350

Suède-et-Norvège : pp. 19, 24, 49, 154

SMS Suevia : p. 278

Suez : pp. 41, 46, 144

Sugiyama Akira : pp. 113, 116

Suisse : pp. 299, 307

Sulawesi, île de : p. 279

Sulayman, sultan : p. 143

Sullivan, J. : p. 356

Sulu, archipel de : p. 280

Sumatra, île de : pp. 286-288

Sun Baoqi : p. 90

Sun Yat-Sen : pp. 4, 8, 9, 21, 216, 222, 264, 271, 290-293, 321, 341, 345, 349, 377, 378, 387, 389

Sundevall, Henrik Ludvig : p. 18

Sung Koh-shee : p. 250

Surabaya : pp. 280, 286

Suzhou : pp. 35, 354

Suzhou Creek (Shanghai) : pp. 233, 235

Svalbard, archipel du : p. 40

svc (Shanghai Volunteer Corps) : pp. 95, 100, 119, 189, 352, 375

Szechuen Road (concession internationale de Shanghai) : pp. 215, 221

Szécsen von Temerin, Nikolaus comte : pp. 158, 382

Tả Lùng : pp. 337, 341, 342

Tageblatt für Nord-China : pp. 134, 375

Taipings : pp. 20, 119, 130

Taipings, guerre des (1850-1864) : pp. 119, 130

Taiwan, île de : pp. 2, 26, 34-36, 39, 154, 157, 319, 341

Taiyuan : p. 315

Takachiho, croiseur : p. 198

Taklamakan : p. 315

SMS Taku : p. 197

Taku Road (Tianjin) : pp. 74, 75, 77, 369

Tang Jiyao : pp. 269, 270, 290, 292, 293, 295, 332, 335, 336, 341, 343

Tanggu, *Tongku* : pp. 112, 117, 119-123, 132, 172, 176, 185, 196, 205, 213, 375, 384

Tangshan, *Tongschan* : pp. 120, 131

Tanjung Priok : p. 286

Tao : p. 269

Tashkurgan : p. 311

Tauscher, Hans : p. 283

Taussig, Gottlieb : p. 184

Tche-Li : p. 269

Tchen-Pien-Ting : p. 270

Tehran : pp. 307, 308

Telge & Schroeder : pp. 233, 234, 236, 237

Tenney, C.D. : pp. 82, 118

SS Tenyo Maru : p. 301

Terauchi Masatake, maréchal comte : p. 298, 347

Terre de l'Empereur Guillaume : p. 30

Tetiuhé : p. 301

Tewfiq Bey : p. 268

Texas : p. 267

Thái Bình : p. 323

Thái Nguyên : p. 337

The War, journal : p. 281

SMS Thetis : p. 19

Thomsen, H. : pp. 233-236

Thyen, Johannes : p. 68

Tianjin, *Tientsin* : pp. 3, 5, 6, 10, 13, 19, 20, 23, 27, 34, 57-60, 67-71, 74-83, 85-94, 96-98, 105, 107, 109-114, 117-123, 127, 130-136, 138, 147, 149, 154, 156, 158-163, 165-170, 172, 173, 176-180, 183-188, 191, 192, 194-196, 198-205, 212, 213, 217, 234, 249, 253, 265, 267, 290, 312, 314, 315, 327, 334, 343, 344, 348-354, 357-359, 361, 363, 364, 367, 368, 372-375, 379, 382, 384, 388, 389

Tianjin, 1^{er} District spécial de : p. 352

Tianjin, 2^e District spécial de : p. 375

Tianjin, ancienne concession allemande de : pp. 77, 81, 83, 93, 213

Tianjin, Cité chinoise de : pp. 76, 90, 97, 113, 160, 169, 178, 183, 290, 312

Tianjin, commune concessionnaire allemande de : pp. 80, 81, 84, 86, 91, 93, 97, 379

- Tianjin, complot de (1918) : pp. 343, 344
- Tianjin, concession allemande de : pp. 3, 6, 13, 60, 68-70, 74-83, 85, 86, 88-94, 96, 98, 105, 123, 127, 134, 138, 139, 154, 156, 159, 160, 163, 167, 183, 187, 192, 195, 199-202, 213, 348-352, 369, 374, 375, 379, 382, 384, 388, 389
- Tianjin, concession allemande élargie de : pp. 70, 76, 77, 80-82, 85, 86, 90, 91, 93, 94, 98
- Tianjin, concession américaine de, *aussi* « Chinese Reservation », *puis* extension sud de la concession britannique de : pp. 60, 67, 74-76, 90, 159
- Tianjin, concession austro-hongroise de : pp. 3, 6, 41, 60, 75, 79, 81, 91, 97, 159-173, 176-178, 180, 183-186, 199, 202-204, 267, 290, 357-359, 363, 364, 367-369, 371, 372-375, 379, 383-384, 386, 388, 389
- Tianjin, concession belge de : pp. 3, 6, 60, 75, 79, 91, 159, 213, 389
- Tianjin, concession britannique de : pp. 3, 6, 57, 60, 67-69, 74-77, 83, 86, 91, 97, 98, 139, 159, 160, 178, 183, 184, 199, 213, 290, 343, 353, 367, 369, 370, 388
- Tianjin, concession française de : pp. 3, 57, 60, 67, 69, 75, 83, 86, 91, 97, 98, 119, 149, 159, 168, 169, 183, 191, 204, 205, 367, 388
- Tianjin, concession italienne de : pp. 3, 6, 60, 75, 91, 97, 159, 160, 168-171, 184, 199, 202, 349, 368, 370, 373
- Tianjin, concession japonaise de : pp. 3, 60, 75, 76, 97, 159, 167, 213
- Tianjin, concession russe de : pp. 3, 6, 60, 75, 86, 91, 97, 98, 119, 159, 168, 169, 201, 213, 373, 389
- Tianjin, convention sino-japonaise de (1885) : p. 34
- Tianjin, Extension extra-murale britannique de : pp. 76, 86, 90
- Tianjin, Extension municipale britannique de : pp. 75-76
- Tianjin, extension sud de la concession britannique de : cf. Tianjin, concession américaine de
- Tianjin, gouvernement provisoire du district de : cf. GPT
- Tianjin, hinterland de la concession allemande de : pp. 75, 77
- Tianjin, massacre de (1870) : pp. 58, 97
- Tianjin, settlement nord de la concession japonaise de : p. 76
- Tianjin, settlement nord de la concession russe de : p. 91
- Tianjin, settlement sud de la concession japonaise de : pp. 76, 213
- Tianjin, société concessionnaire allemande de : pp. 70, 78, 81, 83, 85, 109
- Tianjin, traité sino-allemand de (1861) : pp. 19, 20, 25, 27, 67, 238, 350, 381
- Tianjin, traité sino-allemand de (1880) : pp. 24, 27, 350
- Tianjin, traité sino-allemand de (1895) : pp. 69, 74, 134, 350

Tianjin, traité sino-allemand de (1901) : pp. 76, 77, 350
 Tianjin, traité sino-austro-hongrois de (1902) : pp. 159, 161, 183, 374
 Tianjin, traité sino-britannique de (1858) : pp. 58, 67, 125
 Tianjin, traité sino-français de (1858) : p. 23
 Tianjin, zone nord de la concession allemande de : pp. 74, 81
 Tianjin, zone nord de la concession austro-hongroise de : pp. 163, 168, 171, 203, 386
 Tianjin, zone sud de la concession allemande de : pp. 74, 83, 97, 200, 202, 213
 Tianjin, zone sud de la concession austro-hongroise de : pp. 163-165, 168, 183, 184, 203, 386
 Tianjin-Pukou, chemin de fer : cf. Jinpu
 Tibet : pp. 2, 5, 6
 Tientsin, Deutsche Freiwilligen Truppe : pp. 94, 195
 Tientsin Baugesellschaft : p. 203
 SMS Tiger : pp. 115, 197
 Tilak, Bal Ganghadar : p. 258
 Tillson, John Charles Fremont : p. 195
 Ting Kia : p. 118
 Tirpitz, amiral von : pp. 12, 382
 TMH : pp. 292, 321
 Tobolobampo : p. 283
 Tôkyô : pp. 12, 81, 256, 257, 281
 Tôn Thất Thuyết : pp. 319, 320
 Tôyama Mitsuru : pp. 257, 264, 282, 292
 Togo : p. 30
 Togoville : p. 30
 Tolitoli : p. 279
 Tonkin : pp. 146, 319, 320, 328, 333, 336, 338, 339, 341, 343, 344
 Tonkin, Haut- : p. 338
 Traité de réassurance (1887) : pp. 32, 56, 152
 Traité prusso-japonais (1861) : p. 19
 Traité prusso-siamois (1862) : p. 19
 Traité sino-américain (1844) : pp. 21, 49
 Traité sino-coréen (1899) : p. 49
 Traité sino-espagnol (1864) : p. 49
 Traité sino-japonais (1903) : p. 126
 Traité sino-portugais (1887) : p. 2
 Traité sino-suédois (1847) : p. 381
 Traité supplémentaire sino-britannique (1843) : p. 23
 Trần Hữu Lực : p. 330
 Transamour : p. 208
 Transmandchourien : cf. KVZhD
 Transpacifique : p. 227
 Transsibérien : pp. 152, 210, 227, 228, 281, 299, 301, 312
 Trieste : pp. 53, 97, 182, 184

Triều Tiên Tiên, roi : p. 338
 Triplice : pp. 32, 55, 140, 186, 199
 Triplice d'Extrême-Orient : pp. 13, 34, 36, 68, 137, 138, 187, 197, 381
 Trường Quốc Uy : p. 343
 Tsang Dzung-sung : p. 233
 Tsaulitschung (*peut-être* Caoligezhuang) : p. 114
 Tseu Dau-tsz : p.p. 250, 251
 Tsingtau, vapeur civil : pp. 86, 92
 SMS Tsingtau, navire de guerre : pp. 197, 198
 Tsong Tze-tong, *ou* Tong Tsz-dau : pp. 216, 217, 219
 Tsushima : p. 174
 Tulinfu, *peut-être* Yulin : p. 315
 Tung tou chuang : p. 77
 Tunghing : p. 341
 Tunis : p. 30
 Tunisie : pp. 55, 140
 Turkestan : pp. 2, 5, 142, 143, 253, 308, 310-314, 318, 380
 Turkestan chinois ou oriental, Xinjiang : pp. 2, 5, 142, 143, 253, 310-314, 318, 380
 Turquie : cf. Empire ottoman
 Tuyên Quang : p. 343
 Tyssowski, Jan Józef : p. 43
 Ubaidullah : p. 309
 Udalguri : p. 271
 Uechtritz, Prof. Von : p. 84
 Ungern, baron : p. 313
 Union postale internationale : p. 133
 Updeshak College : p. 263
 Urach, comte von Württemberg, Wilhelm Karl Florestan Gero Crescentius duc von : p. 40
 Ürümqi : p. 311
 Valparaíso : p. 295
 van Ertborn, Emmanuel : p. 16
 Vancouver : pp. 229, 259, 264, 299
 Vanouvich : p. 366
 SMS Vaterland : pp. 192, 197, 198
 Vénétie : p. 44
 Venezia : p. 43
 Verbiest, rue (Quartier des légations) : p. 128
 Versailles, traité de (1919) : p. 115
 Victoria Road (concession britannique de Tianjin) : pp. 74, 83, 96, 97, 369
 Vieques, île de : p. 30
 Vierges espagnoles, îles : p. 30
 Vietnam : pp. 9, 258, 319, 321, 323, 328
 Việt Nam Duy Tân Hội : cf. DTH
 Việt Nam Quang Phục Hội : cf. QPH
 Việt Nam Quang Phục Quân : cf. QPQ
 Villa, Francisco « Pancho » : p. 284
 Vladivostok : pp. 5, 190, 227, 228, 281, 300, 314, 366

Vogak : p. 118
 Volhynie : p. 231
 Voretzsch, Dr Ernst Arthur : pp. 268, 272, 291, 317, 325, 331-333
 Vulkan, chantier naval : p. 182
 österreichische Waffenfabrik : p. 181
 Wagons-lits, hôtel des : pp. 127, 128, 130, 332
 Wakhan, corridor de : pp. 2, 311, 316
 Waldeck : p. 18
 Waldersee, maréchal comte von : pp. 115, 117, 118, 144, 186, 385
 Waldersee, caserne (Beijing) : p. 123
 Wang, amiral : pp. 235, 236
 Wang, W.T. : p. 293
 Wannieck, L. : p. 184
 Wanxian : p. 213
 Waqqas, Sa'd ibn Abi : p. 142
 Warren : p. 297
 Washington (État) : p. 285
 Washington (ville) : pp. 12, 261, 264, 279, 282, 285, 294, 295, 299, 348
 Waßmuß, Wilhelm : pp. 306, 307
 Waurick, Bernhard : pp. 12, 314-316
 Wehde, Albert H. : pp. 12, 276-283
 Weifang : pp. 102, 110, 198
 Weihai, *aussi* Port Edward : p. 3
 Weihaiwei : pp. 3, 35, 38, 104, 112, 120, 156, 198, 384
 Weinstock, Emma : cf. Schwartz, Emma
 Weiss ou Wise, David : pp. 226, 231
 Weiss, *puis* Wyss, Dr Max Friedrich « Fritz » : pp. 12, 269, 270, 334, 335, 338
 SMS Weißenburg : p. 115
 Weixian : p. 133
 Wen Shou-feng : p. 164
 Wenzhou : p. 26
 Werner, Reinhold : p. 25
 Werrlein, Heinz : p. 206
 Wesendonk, Otto Günther von : pp. 287, 296, 299, 301
 Westphalie : p. 276
 Whangpoo, rue du (concession française de Shanghai) : p. 365
 Wien, congrès de (1815) : pp. 14, 42, 43
 Wien, traité de (1866) : p. 44
 Wilhelmstraße (concession allemande de Tianjin) : pp. 74, 83, 84, 87, 96
 Williams, C.H.S. : pp. 241, 243, 244, 247
 Wilson, Woodrow : p. 353
 Winchester : p. 280
 Winkler, Franz : pp. 356, 357
 Wiplinger, Anton baron von : p. 45
 Wiplinger, Rudolf : pp. 164, 165, 184
 Witt : p. 178

Wituland : p. 32
 Wong Mingtong : p. 341
 SMS Wörth : p. 115
 Wou Sao Lün : p. 332
 Wring : p. 263
 Wuchang : pp. 58, 70
 Wüllerstorff-Urbair, Bernhard baron von : p. 45
 Württemberg : pp. 18, 313
 Wusong : pp. 102, 124, 228, 229, 353
 Dr X : p. 294
 Xam Neua : p. 338
 Xian : pp. 116, 142, 144, 349
 Xifang : p. 133
 Xu Shuzheng : p. 196
 Xugezhuang : p. 132
 Xuzhou : p. 213
 Yalu Road (concession internationale de Shanghai) : p. 231
 Yamengasse (concession austro-hongroise de Tianjin) : p. 168
 Yang I-Teh : pp. 349, 379
 Yang Shixiang : p. 90
 Yang Ying-tsoo : pp. 250, 251
 Yancun, *Jangtsun* : pp. 118-121, 131
 Yangliuqing : p. 205
 Yangtzepoo Road (concession internationale de Shanghai) : pp. 221-224
 Yangzi, *Jangtse* : pp. 3, 58, 68, 72, 109, 124, 133, 138, 192, 212, 215, 339
 Yangzi, bassin du : pp. 58, 109, 138, 339
 Yanloudun : p. 58
 Yantai, *Tschifu* : pp. 107, 109, 133, 156, 188, 198
 Yaqub Beg : p. 143
 Yarkant : pp. 310, 311, 318
 Yégué : p. 30
 Yémen : pp. 41, 143
 Yên Bái : pp. 334, 338
 Yeu Zung-tsia : pp. 250, 251
 Yichang, *Itschang* : pp. 3, 58, 188, 213
 Yinchuan : p. 315
 Yizhou : p. 110
 YMCA : p. 82
 Yokohama : pp. 19, 25, 27, 145, 229, 259, 265, 274, 277, 294, 295, 300, 301
 Yong Jianqiu : p. 355
 Yorck von Wartenburg, comte : p. 114
 Yoshima Tatsumi : p. 358
 Young : pp. 233, 234
 Younghusband, expédition : p. 5
 Yu Yuen Road (concession internationale de Shanghai) : p. 234
 Yuan Keding : p. 313
 Yuan Shikai : pp. 9, 151, 159, 189, 192, 290, 291, 293, 313, 314, 322, 341, 345, 347, 349

Yuanzhou : p. 199
 Yuezhou : p. 102
 Yugantar : pp. 268, 270-272, 289, 296
 Yunnan : pp. 5, 109, 120, 142, 143, 192, 253, 273, 274, 290, 291, 295, 311, 318, 322, 332-336, 338, 339, 341, 343, 387
 Yunnan du Sud : p. 334
 Yunnanfu : pp. 12, 102, 188, 269, 327, 334, 341
 capitaine Z : p. 295
 Zagoričnik : p. 206
 Zamindar : p. 305
 Zanzibar : pp. 30, 32, 137, 306
 SMS Zenta : pp. 115, 158
 ZGD (Zhonghua Gemindang) : pp. 216, 218, 221, 235
 Zhabei : p. 366
 Zhang Taiyan : p. 292
 Zhang Xun : pp. 9, 177, 349, 350, 354, 355, 377, 387, 389
 Zhang Zhidong : p. 72
 Zhang Zizhang : p. 335
 Zhangdian : p. 110
 Zhangjiakou, *Kalgan* : pp. 114, 207
 Zhanjiang, *aussi* Fort-Bayard : p. 3
 Zhejiang, *Tschekiang* : pp. 26, 136, 157
 Zhelednovostkaya, rue (concession russe de Hankou) : p. 212
 Zhemchug, croiseur : p. 203
 Zhenjiang, *Tschenkiang* : pp. 3, 26, 39, 67, 133, 138, 213, 389
 Zhenjiang, concession britannique de : pp. 3, 67, 389
 Zhibao : p. 134
 Zhili, *Tschili* : pp. 111, 112, 117, 131, 132, 142, 172, 191, 195, 205, 374
 Zhili-Fengtian, guerre (1922) : p. 132
 Zhongguo Tongmenhui : cf. TMH
 Zhonghua Gemindang : cf. ZGD
 Zhongwai shibao : p. 134
 Zhoucun : p. 102
 Zhoushan, îles, *Tschusan* : pp. 26, 35, 39
 Zhucha, île : p. 198
 Zhujiang, *Tschukiang* : p. 16
 Zibo : p. 110
 Zichuan : p. 110
 Ziegler, Dr, *alias* Zaïako : p. 311
 Zikawei : p. 204
 Zikawei, route de (concession française de Shanghai) : pp. 221, 224, 230
 Zimmermann, Dr Arthur : pp. 76, 203, 260, 296
 Zimmermannstraße (concession allemande de Tianjin) : p. 203
 Zollverein : pp. 14, 18-20, 187
 Zung Pou-zu : p. 233

Zürich : pp. 43, 260

État des sources

<u>Bundesarchiv – Berlin-Lichterfelde (BA)</u>	<u>Japan Center for Asian Historical Records (JACAR)</u>
BA R901 30895	JACAR B07091079800
BA R901 30896	JACAR C03024459800
BA R901 30897	
BA R901 30904	<u>Landesarchiv Baden-Württemberg, Abt. Hauptstaatsarchiv Stuttgart,</u>
BA R901 30905	LABW E 130 a Bü 890
BA R901 30910	LABW M707 269
BA R901 30912	
BA R901 30913	<u>Magyar Nemzeti Levéltár (MNL)</u>
BA R901 30914	MNL KM 672
BA R901 30915	
BA R901 30923	<u>National Archives and Records Administration (NARA)</u>
BA R901 30925	NARA M367-164
BA R901 30930	NARA M367-177
BA R901 30931	NARA M367-183
BA R901 30932	NARA M1868-2
BA R901 30936	
BA R901 30937	<u>Österreichisches Staatsarchiv – Haus-, Hof-, und Staatsarchiv (OeStA HHStA)</u>
BA R901 30947	OeStA HHStA F63 Tientsin
BA R901 30947 A	OeStA HHStA PA XXIX 5
BA R901 31827	OeStA HHStA PA XXIX 6
BA R901 31829	OeStA HHStA PA XXIX 12

BA R901 31833	OeStA HHStA PA XXIX 13
BA R901 90394	OeStA HHStA PA XXIX 27
BA R901 90935	OeStA HHStA PA XXXVIII 323
BA R901 90937	OeStA HHStA PA XXXVIII 357
	OeStA HHStA Peking 36
<u>Centre d'Archives Diplomatiques de Nantes</u> <u>(CADN)</u>	OeStA HHStA Peking 42
CADN Pékin 231	OeStA HHStA Peking 67
CADN Pékin 232	OeStA HHStA Peking 68
CADN Pékin 238	OeStA HHStA Peking 71
CADN Pékin 243 bis	OeStA HHStA Peking 83
CADN Pékin 291	OeStA HHStA Peking 87
CADN Pékin 291 bis	OeStA HHStA Peking 100
CADN Pékin 292 bis	OeStA HHStA Peking 102
CADN Pékin 361	
CADN Pékin 510 bis	
CADN Pékin 725	
CADN Pékin 726	
CADN Pékin 727	
CADN Pékin 728	
CADN Shanghai 57	
CADN Shanghai 57 bis	
CADN Shanghai 64	
CADN Tientsin 44	
CADN Tientsin 75	
CADN Tientsin 81	
CADN Tientsin 386	

CADN Tientsin 387
<u>Service Historique de la Défense (SHD)</u>
SHD 11H1
SHD 11H2
SHD 11H7
SHD 11H9
SHD 11H10
SHD 11H19
SHD 11H20
SHD 11H21
SHD 11H22
SHD 11H25
SHD 11H26
SHD 11H29
SHD 11H30
SHD 11H31
SHD 11H33
SHD 11H35
SHD 11H36
SHD 11H37
SHD 11H51
SHD 11H74
9M148/15H118

Journaux et périodiques

Journal des débats politiques et littéraires (France)

North China Star (Journal britannique de Chine)

Ostasiatischer Lloyd (Journal allemand de Chine)

Österreichische illustrierte Zeitung (Autriche)

Österreichische Monatsschrift für den Orient (Autriche)

Radio Wien (Autriche)

Reichspost (Autriche)

Salzburger Volksblatt (Autriche)

Südsteirische Post (Autriche)

(Linzer) Tages-Post (Autriche)

Tageblatt für Nord-China (Journal allemand de Chine)

The Malaya Tribune (Malaya & Singapore)

The North-China Herald (Journal britannique de Chine)

The Straits Times (Malaya & Singapore)

Sources publiées (archives, correspondance, traités)

- Die große Politik der europäischen Kabinette 1871-1914*, Berlin, 1922-1927, 40 vol.
- Documents diplomatiques, Chine, 1898-1899*, Paris, Imprimerie nationale, 1930
- Documents diplomatiques, Chine, 1899-1900*, Paris, Imprimerie nationale, 1930
- Documents diplomatiques, Chine, 1900-1901*, Paris, Imprimerie nationale, 1930
- Documents diplomatiques, Évacuation de Shanghai 1900-1903*, Paris, Imprimerie nationale, 1903
- VON BÜLOW, Bernhard, *Correspondance secrète de Bülow et de Guillaume II*, Paris, Grasset, 1931
- CLAUDEL, Paul, *Correspondance consulaire de Chine (1896-1909)*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, 2005
- VON HANNEKEN, Constantin, *Briefe aus China*, Köln, Böhlau, 1998
- HERTSLET, Godfrey E.P. (éd.), *Treaties, &c., between Great Britain and China, and between China and Foreign Powers, and Orders in Council, Rules, Regulations, Acts of Parilament, Decrees, &c., affecting British Interests in China*, London, Harrison & Sons, 1908, 5 vol.
- KER, James Campbell, *Political Trouble in India, 1907-1917*, Calcutta, Superintendent Government Printing, 1917
- LÉPISSEIER, Charles, *Mission de Si Mao*, 1915, manuscrit inédit, collection Lépissier
- MACMURRAY, John V.A. (éd.), *Treaties and Agreements with and concerning China, 1894-1919*, New York, Oxford University Press, 1921, 2 vol.
- MACNAIR, Harley Farnsworth, *Modern Chinese History: Selected Readings, A Collection of Extracts from Various Sources Chosen to Illustrate Some of the Chief Phases of China's International Relations During the Past Hundred Years*, New York, Paragon, 1967
- Papers Relating to the Foreign Relations of the United States - The Lansing Papers 1914-1920*, Tome 1, United States Government Printing Office, Washington, 1939
- (Rowlatt) Sedition Committee Report*, Superintendent Government Printing, Calcutta, 1918
- Selected Documents on the Ghadr Party*, Mouto Publishing House, New Delhi, 1994
- WAI CHIAO PU, *Official Documents Relating to the War*, 1918
- WILHELM II. [GUILLAUME II], *Briefe Wilhelms II. an den Zaren 1894-1914*, Berlin, s.d. (1920)

Mémoires et autobiographies

- VON BERNSTORFF, Johann Heinrich, *Deutschland und Amerika, Erinnerungen aus dem fünfjährigen Kriege*, Ullstein & Co, Berlin, 1920
- VON BISMARCK, Otto, *Gedanken und Erinnerungen*, Köln, Anaconda Verlag, 2015
- VON BRANDT, Max, *Dreiunddreissig Jahre in Ost-Asien, Erinnerungen eines deutschen Diplomaten*, Leipzig, 1901, 3 vol.
- VON BÜLOW, Bernhard, *Mémoires*, Plon, Paris, 1930-1931, 3 vol.
- CƯỜNG ĐỀ, *Cuộc Đời Cách Mạng* [Vie d'un révolutionnaire], Nhà in Tôn Thất Lữ, Saigon, 1957
- DUNNELL, Mark B., « Our Policy in China », *The North American Review*, oct. 1898, vol. 167, n° 503, pp. 393-409
- FITCH, Herbert T., *Scotland Yard contre l'anarchie et l'espionnage*, Paris, Payot, 1933
- FOSTER, John W., *American Diplomacy in the Orient*, Houghton Mifflin Co., Boston, 1904
- id.*, *Diplomatic Memoirs*, Houghton Mifflin Co., Boston, 1910, 2 vol.
- FRANKE, Otto, *Erinnerungen aus zwei Welten, Ranglosen zur eigenen Lebensgeschichte*, Berlin, 1954
- GÉRARD, Auguste, *Ma mission en Chine (1893-1897)*, Plon, Paris, 1918
- GROSSE, Ernst, *Ostasiatische Erinnerungen eines Kolonial- und Ausland-Deutschen*, München, 1938
- GUILLEMET, O'KELLY, *En colonne dans le Haut-Laos*, Imprimerie d'Extrême-Orient, Hanoi, 1916
- HAR DAYAL, Lala, *Forty-four months in Germany and Turkey, February 1915 to October 1918, A Record of Personal Impressions*, P.S. King & Son, London, 1920
- HART, Robert, *These from the Lands of Sinim*, Chapman & Hall, London, 1901
- HAYASHI, Tadasu, *The Secret Memoirs of Count Tadasu Hayashi*, New York, 1915
- VON HENTIG, Werner Otto, *Ins Verschlossene Land*, Ullstein, Berlin, 1918
- id.*, *Mein Leben, eine Dienstreise*, Vandenhoeck & Ruprecht, Göttingen, 1962
- id.*, *Von Kabul nach Shanghai, Bericht über die Afghanistan-Mission 1915/16 und die Rückkehr über das Dach der Welt und durch die Wüsten Chinas*, Libelle, Berlin, 2003
- HOPMANN, Albert, *Das Logbuch eines deutschen Seeoffiziers*, Berlin, 1924

- VON LESSEL, Emil, *Böhmen, Frankreich, China 1866-1901, Erinnerungen eines preussischen Offiziers*, Grote, Köln, 1981
- LI, Hongzhang, *Memoires*¹, Houghton Mifflin Company, Boston & New York, 1913
- VON MÜCKE, Hellmuth, *Emden*, August Scherl, Berlin, 1915
id., *Ayesha*, August Scherl, Berlin, 1915
- MUMM VON SCHWARZENSTEIN, Alfons, *Ein Tagebuch in Bildern*, 1901
- VON NIEDERMAYER, Oskar, *Unter der Glutsonne Irans*, Einhornverlag, Dachau, 1925
id., *Krieg in Irans Wüsten*, Hanseatische Verlagsanstalt, Hamburg, 1940
- VON PAPEN, Franz, *Memoirs*, Andre Deutsch, London, 1922
- PHAN, Bội Châu, *Overtured Chariot, The Autobiography of Phan-Boi-Chau*, University of Hawai'i Press, Honolulu, 1999
id., *Prison Notes*, HỒ, Chí Minh, *Prison Diary*, Ohio University Press, 1978
- PLÜSCHOW, Gunther, *Die Abenteuer des Fliegers von Tsingtau*, 1916
- PRATAP, Mahendra, *My Life Story of Fifty-Five Years (December 1886 to December 1941)*, World Federation, Dehradun, 1947
- RAI, Lala Lajpat, *Young India, An Interpretation and A History of the Nationalist Movement from within*, London, Home Rule for India League, 1917
id., *Autobiographical Writings*, Servants of the People Society, Delhi & Jullundur, 1965
- VON ROSTHORN, Paula, *Peking 1900, Paula von Rosthorns Erinnerung an den Boxeraufstand*, Böhlau, Wien, 2001
- ROY, M.N., *Memoirs*, Bombay, New Delhi, Calcutta & Madras, Allied Publishers, 1964
- SUN, Yat-Sen, *Kidnapped in London*, Bristol & London, 1897
id., *le Triple Démisme*, Bureau sinologique de Si-Ka-Wei, Shanghai, 1930
id., *Souvenirs d'un révolutionnaire chinois*, Nouvelle revue critique, Paris, 1933
- VON TIRPITZ, Alfred, *Erinnerungen*, Leipzig, 1919

1 Assez peu fiable pour les informations biographiques et historiques (d'après Hosea Ballou Morse).

- WAURICK, Bernhard, *Von Sibirien durch China nach Indien, Eine ungewöhnliche Reise an den Jahren 1915-1917*, Museum für Völkerkunde, Leipzig, 1973
- WEHDE, Albert H., *Since Leaving Home*, Tremonia Pub., Chicago, 1923
- WEISS, FRITZ, *Als deutscher Konsul in China, Erinnerungen 1899-1911*, Harassowitz Verlag, Berlin, 2017
- WILHELM II. [GUILLAUME II], *Ereignisse und Gestalten aus den Jahren 1878-1918*, Leipzig & Berlin, 1922
- VON WINTERHALDER, Theodor, *Kämpfe in China : Eine Darstellung der Wirren und der Beteiligung von Österreich-Ungarns Seemacht an ihrer Niederwerfung in den Jahren 1900-1901*, A. Hartleben's Verlag, Wien & Budapest, 1902
- WITTE, Sergey Yulyevich, *Erinnerungen*, Berlin, 1923

Bibliographie sélective

- ANSARI, K.H., « Pan-Islam and the Making of the Early Indian Muslim Socialists », *Modern Asian Studies*, vol. 20, n° 3 (1986), pp. 509-537
- ARIGA, Nagao, *la Guerre sino-japonaise au point de vue du droit international*, A. Pedone, Paris, 1896
- id.*, *la Guerre russo-japonaise au point de vue continental et le droit international d'après les documents officiels du grand état-major japonais*, A. Pedone, Paris, 1908
- id.*, *la Chine et la Grande Guerre européenne du point de vue du droit international*, A. Pedone, Paris, 1920
- ARTELT, Jork, *Tsingtau, Deutsche Stadt und Festung in China 1897-1914*, Düsseldorf, 1984
- ATABAKI, Touraj (éd.), *Iran and the First World War, Battleground of the Great Powers*, London & New York, I.B. Tauris, 2006
- id.*, « Persia/Iran », *1914-1918-online, International Encyclopedia of the First World War*, Freie Universität Berlin, Berlin, 2016
- ATWILL, David G., *The Chinese Sultanate: Islam, Ethnicity, and the Panthay Rebellion in Southwest China, 1856-1873*, Stanford University Press, 2005
- AUBERT, *Histoire militaire de l'Indochine française des débuts à nos jours (juillet 1930)*, Tome 2, Imprimerie d'Extrême-Orient, Hanoi & Haiphong, 1930
- BADARIOTTI, Dominique, « Les noms de rue en géographie. Plaidoyer pour une recherche sur les odonymes », *Annales de géographie*, vol. 111, n° 625 (2002), pp. 285-302
- BANERJEE, Kalyan Kumar, *Indian Freedom Movement, Revolutionaries in America*, Calcutta, Jijnasa, 1969
- BARANOWSKI, Shelley, *Nazi Empire, German Colonialism and Imperialism from Bismarck to Hitler*, Cambridge University Press, Cambridge, 2011
- BARTON, George, *Celebrated Spies and Famous Mysteries of the Great War*, Page, Boston, 1919
- BARTSCH, Karin, *Hamburgs Handelsbeziehungen mit China und Britisch-Ostindien (1842-1867)*, Hamburg, 1956, thèse de doctorat
- BAU, Mingchien Joshua, *The Foreign Relations of China, A History and A Survey*, Fleming H. Revell Company, London & Edinburgh, 1921
- BAUDEZ, Marcel, *Essai sur la condition juridique des étrangers en Chine*, A. Pedone, Paris, 1913
- BAYLISS, G.M. (éd.), *Operations in Persia 1914-1919*, London, 1987
- BEASLEY, W.G., *The Modern History of Japan*, Weidenfeld & Nicolson, London, 1963

- BEATTIE, Hugh, « Afghanistan », in *1914-1918-online, International Encyclopaedia of the First World War*, Freie Universität Berlin, Berlin, 2016
- BECKER, Berd, « The merchant-consuls of German states in China, Hong Kong and Macao (1787-1872) », in Jörg Ulbert, *Consuls et services consulaires au XIXe siècle = Die Welt der Konsulate im 19. Jahrhundert*, Hamburg, 2010
- BEHNEN, Michael (éd.), *Quellen zur deutschen Außenpolitik im Zeitalter des Imperialismus 1890-1911*, Darmstadt, 1977
- BENCZE, Mihály, « A Monarchia kínai területe » [le Territoire chinois de la Double Monarchie], *Mikes International*, vol. 14, n° 2 (2014), pp. 28-29
- BENSON, Edward Frederick, *Deutschland über Allah*, Hodder & Stoughton, London, New York & Toronto, 1917
- BÉRENGER, Jean, *l'Autriche-Hongrie, 1815-1918*, Paris, Armand Colin, 2005
- BERESFORD, Charles W.D., *The Break-up of China*, London, Harper Bros., 1899
- BERG, Albert (éd.), *Die preussische Expedition nach Ost-Asien*, Berlin, 1864-1873, 4 vol.
- BERGÈRE, Marie-Claire, *Sun Yat-Sen*, Connaissances et savoirs, Saint-Denis, 2017
- BERND, Martin, « Soldatische Radikalisierung und Massaker, Das deutsche Erste und Zweite Seebataillon im Einsatz im « Boxerkrieg » in China 1900 », *Militaergeschichtliche Zeitschrift*, vol. 69, n° 2, pp. 221-241
- VON BERNHARDI, Friedrich, *Deutschland und der nächste Krieg*, Stuttgart, 1912
- BEST, A., *British Intelligence and the Japanese Challenge in Asia, 1914–1941*, Springer, 2002
- BETZ, Heinrich, *Die wirtschaftliche Entwicklung der Provinz Schantung seit der Eröffnung Tsingtaus (1898-1910)*, Tsingtau, 1911
- BEUTLER, Heinz, *Hundert Jahre Carlowitz und Co. Hamburg und China*, thèse en sciences politiques et en droit non-publiée, Hamburg, 1948
- BICKERS, Robert, *Britain in China*, Manchester, Manchester University Press, 1999
- id.*, *The Scramble for China, Foreign Devils and the Qing Empire 1832-1914*, London, Penguin, 2011
- BICKERS, Robert, JACKSON, Isabella, *Treaty Ports in Modern China: Law, Land and Power*, Routledge, 2016
- BIEG-BRENTZEL, Rotraut, *Die Tongji-Universität. Zur Geschichte deutscher Kulturarbeit in Shanghai*, Haag und Herchen, Frankfurt am Main, 1984
- BIENER, Annette S., *Das deutsche Pachtgebiet Tsingtau in Schantung 1897-1914, Institutioneller Wandel durch Koloniasierung*, Bonn, 2001

- BILGERI, ANDREAS, « Österreich-Ungarn im Konzert der Kolonialmächte, Die militärische Interventionen der Kriegsmarine », s.d.,
<http://www.kakanien-revisited.at/beitr/fallstudie/ABilgeri1/?alpha=b> (accédé le 14 décembre 2018)
- BLUM, Howard, *Dark Invasion 1915, Germany's Secret War and the Hunt for the First Terrorist Cell in America*, Harper, New York, 2014
- BOHNER, Theodor, *Von Dresden nach Kanton, Der deutsche Chinakaufmann von Carlowitz*, Berlin, 1945
- BOULGER, Demetrius Charles, *The Life of Yakoob Beg; Athalik Ghazi, and Badaulet; Ameer of Kashgar*, London, W.H. Allen & Co., 1878
- BORSA, Giorgio, *Italia e Cina nel secolo XIX*, Centro studi per i Popoli Extraeuropei dell'Università di Pavia, Ed. Comunità, Milano, 1961
- id.*, « La crisi italo-cinese del marzo 1899 nelle carte inedite del ministro Canevaro », *Il Politico*, vol. 34, n° 4 (déc. 1969), pp. 618-644
- BOSE, Arun Coomer, *India Revolutionaries Abroad, 1905-1922, In the Background of International Developments*, Bharati Bhawan, Patna, 1971
- VON BRANDT, Max, *China und seine Handelsbeziehungen zum Auslande, mit besonderer Berücksichtigung der deutschen*, Berlin, 1899
- id.*, *Die Zukunft Ostasiens, Ein Beitrag zur Geschichte und zum Verständnis der ostasiatischen Frage*, Stuttgart, 1903
- BRAUN, MÜLLER, RAMMSTEDT, VON MALACHOWSKI & VON SCHOENERMARCK, *Gesammelte Denkschriften mit Photographien und Beilagen über die deutschen Posten, Tientsin*, Verlag der Brigade-Zeitung, 1906
- BRIDGE, F.R., *From Sadowa to Sarajevo: The Foreign Policy of Austria-Hungary, 1866-1914*, Routledge, 2001
- VAN BRIESSEN, Fritz, *Grundzüge der deutsch-chinesischen Beziehungen*, Darmstadt, 1977
- BROOMHALL, Marshall, *Islam in China: A Neglected Problem*, China Inland Mission, 1910
- BRÖTEL, Dieter, *Frankreich im Fernen Osten, Imperialistische Expansion und Aspiration in Siam und Malaya, Laos und China, 1880-1904*, Stuttgart, 1996
- BROWN, Emily C., *Har Dayal, Hindu Revolutionary and Rationalist*, New Delhi, Manohar, 1957
- BROWN, Giles T., « The Hindu Conspiracy, 1914-1917 », *Pacific Historical Review*, vol. 17 (1948), pp. 299-310
- BUCHHEIST, Gert, *Der deutsche Geheimdienst*, Paul List Verlag, München, 1967
- VON BÜLOW, Heinrich, *Chinas handelspolitische Stellung zur Außenwelt*, Berlin, 1904

- BURDICK, Charles Burton, *The Japanese Siege of Tsingtao, World War I in Asia*, Hamden, 1976
- CABESTAN, Jean-Pierre, MEISSNER, Werner (éds), *The Role of France and Germany in Sino-European Relations*, Hong Kong, Hong Kong Baptist University, 2002
- CABIŠ, Adam, *Rakousko-Uhersko a Čína, Diplomatické vztahy císařství v letech 1896-1911* [l'Autriche-Hongrie et la Chine, Relations diplomatiques de 1896 à 1911], mémoire de maîtrise non-publié, Olomouc, 2012
- CANIS, Konrad, *Von Bismarck zur Weltpolitik: Deutsche Außenpolitik 1890 bis 1902*, De Gruyter, 1999
- id.*, *Der Weg in den Abgrund, Deutsche Außenpolitik 1902-1914*, Verlag Ferdinand Schöningh, 2011
- id.*, *Die bedrängte Großmacht: Österreich-Ungarn und das europäische Mächtesystem, 1866/7-1914*, Schöningh Paderborn, 2016
- CANIS, Konrad, HELLER, Klaus, LAPPENKÜPER, Ulrich, *Bismarck und der Osten*, Otto-von-Bismarck-Stiftung, 2001
- CASSEL, Par Kristopher, *Grounds of Judgment, Extraterritoriality and Imperial Power in Nineteenth-Century China and Japan*, Oxford University Press, Oxford, 2012
- CATELLANI, Enrico, *Organizzazione i funzionamento del settlement italiano in Tientsin* [Organisation et fonctionnement du settlement italien à Tianjin], Institute coloniale italiano, Roma, 1911
- ČEPLAK MENCIN, Ralf, *V Deželi Potencia Nebesnega Zmaja Samoživost, 350 let stikov s Kitajsko* [Au pays du dragon céleste, 350 ans de contacts avec la Chine], Ljubljana, 2012
- CHAN, Anthony B., *Arming the Chinese, The Western Armaments Trade in Warlord China, 1920-1928*, Vancouver & Toronto, UBC Press, 2010 (2^e édition)
- CHAN, Chung Sing, *les Concessions en Chine*, Paris, Presses universitaires de France, 1925
- CHARLTON, Geo H., « Germany in China », *The North American Review*, septembre 1917, vol. 206, n° 742, pp. 494-495
- CHASSEUR, *la Chine: Expansion des Grandes Puissances en Extrême-Orient, 1895-1898*, Paris, Librairie militaire R. Chapelot & Cie, 1899
- CHEN, Chi, *Die Beziehungen zwischen Deutschland und China bis 1933*, Hamburg, 1974
- CHEN, Yu, « The Making of a Bund in China: The British Concession in Xiamen (1852–1930) », *Journal of Asian Architecture and Building Engineering*, 2008, vol. 7, n° 1, pp. 31-38
- CHESNEAUX, Jean, BASTID, M., *la Chine, Tome 2 : l'Illusoire Modernité (1885-1921)*, Paris, Hatier, 1972
- CHI, Madeleine, *Chinese Diplomacy 1914-1918*, Harvard University Press, Cambridge, 1970

- CHIROL, Valentine, *The Far Eastern Question*, London, Macmillan, 1896
- CLEVELAND, William L., *The Role of Islam as a Political Ideology in the First World War*, in Edward Ingram (éd.), *National and International Politics in the Middle East: Essays in Honour of Elie Kedourie*, London, 1986
- COCO, Orazio, « Italian Colonialism in China: The Concession of Tianjin (1901-1947) », *Giornale di storia*, n° 23 (2017)
- COFFMAN, Edward M., « The American 15th Infantry Regiment in China, 1912-1938: A Vignette in Social History », *Journal of Military History*, janvier 1994, vol. 58, n° 1, pp. 57-74
- COHEN, Paul, *History in Three Keys: The Boxers as Event, Experience and Myth*, University of Columbia Press, New York, 1997
- VON COLLANI, Claudia, *Von Jesuiten, Kaisern und Kanonen : Europa und China - Eine wechselvolle Geschichte*, Darmstadt, WBG, 2012
- COLLIS, Maurice, *The Hongkong and Shanghai Banking Corporation*, London, 1965
- CORBACH, Otto, « Deutsche Zeitungen und deutsche Interesse in Ostasien », *Koloniale Zeitschrift*, Jg. 6 (1905), n° 21, pp. 369 ss., n° 22, pp. 409 ss., n° 23, pp. 444 ss.
- CORDIER, Henri, *Histoire générale de la Chine et de ses relations avec les pays étrangers depuis les temps les plus anciens jusqu'à la chute de la dynastie mandchoue, vol. 4 : Depuis l'avènement de Tao Kouang (1821) jusqu'à l'époque actuelle*, Paris, Paul Geuthner, 1920
- id.*, *Histoire des relations de la Chine avec les puissances occidentales*, Paris, F. Alcan, 1901-1902, 3 vol.
- CRAWFORD, Alan, « Imagining the Russian Concession in Hankou », *The Historical Journal*, vol. 61, n° 4 (déc. 2018), pp. 969-989
- CROSSLEY, Pamela Kyle, *What Is Global History?*, Polity Press, Cambridge, 2008
- CROUZET, Guillemette, « "For England everything centres round India and Arabia" : La guerre anglo-allemande dans le golfe Persique : impérialismes, politique tribale et jihad (1914-1915) », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, vol. 141 (2017), pp. 85-103
- CSEREY-KAAS, *Keletázsiai expeditio* [l'Expédition en Asie de l'Est], Pest, 1869
- CURZON, George N., *Problems of the Far East*, New York & London, 1896
- DAVID, Clarence B., WILBURN, Kenneth E. Jr., *Railway Imperialism*, New York, Greenwood Press, 1991
- DE ANGELI, Aglaia, « Italian Land Auctions in Tianjin: Italian Colonialism in Early Twentieth-Century China », *Journal of Modern Italian Studies*, 2010, vol. 15, n° 4, pp. 557-572

- DEACON, Richard, *Kempei Tai, A History of the Japanese Secret Service*, Beaufort Books, New York & Toronto, 1983
- DEEPAK, B.R., « Revolutionary Activities of the Ghadar Party in China », *China Report*, n° 35 (1999), pp. 439-456
- id.*, « The Colonial Connections: Indian and Chinese Nationalists in Japan and China », *China Report*, n° 48 (2012), pp. 147-170
- DENBY, Charles, « Extraterritoriality in China », *The American Journal of International Law*, oct. 1924, vol. 18, n° 4, pp. 667-675
- DEUSCH, Engelbert, *Die effektive Konsuln Österreich(-Ungarns) von 1825 bis 1918, Ihre Ausbildung, Arbeitsverhältnisse und Biografien*, Böhlau Verlag, Köln, Weimar & Wien, 2017
- DOERRIES, Reinhard R., *Imperial Challenge: Ambassador Count von Bernstorff and German-American Relations, 1908-1917*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 1989
- DI MEO, Alessandro, *Tientsin, la Concessione italiana, Storia delle relazioni tra Italia e Cina (1866-1947)*, GBE, 2015
- VAN DIJK, Kes, « Religion and the Undermining of British Rule in South and Southeast Asia During the Great War », in Michael Feener, Terenjit Feener (éds), *Islamic Connections, Muslim Societies in South and Southeast Asia*, Institute of Southeast Asian Studies, Singapore, 2009
- DONKO, Wilhelm M., *Österreichs Kriegsmarine in Fernost. Alle Fahrten von Schiffen der k.(u.)k. Kriegsmarine nach Ostasien, Australien und Ozeanien von 1820 bis 1914*, Berlin, 2013
- id.*, *Japan im Krieg gegen Österreich-Ungarn 1914-18: Die k.u.k. Kriegsmarine im Kampf gegen Japans Streitkräfte in Ostasien und im Mittelmeer - Ein Beitrag zum Gedenkjahr 1914-2014*, epubli, 2014
- DOUGLAS, Robert K., *Europe and the Far East, 1596-1912*, Cambridge University Press, 1913
- DRIAULT, Edouard, *la Question d'Extrême-Orient*, Paris, Félix Alcan, 1908
- DUBOSCQ, André, *l'Evolution de la Chine, Politique et Tendances (1911-1921)*, Bossard, Paris, 1921
- EBERSPÄCHER, Cord, *Die deutsche Yangtse-Patrouille, Deutsche Kanonenbootpolitik in China im Zeitalter des Imperialismus 1900-1914*, Bochum, Verlag Dr. Dieter Winkler, 2004
- EBERSPÄCHER, Cord, PLÜTZSTÜCK, Lothar, RUHLAND, Michael (éds), *Düsseldorf in China – China in Düsseldorf 1728-2011*, Düsseldorf, Beijing & Shanghai, Wumao Publishing, 2011
- EBERSTEIN, Bernd, *Hamburg – China, Geschichte einer Partnerschaft*, Hamburg, 1988
- id.*, *Der Ostasiatische Verein 1900-2000*, Hamburg, Christians Verlag, 2000

- id.*, *Preußen und China, Eine Geschichte schwieriger Beziehungen*, Duncker & Humblot, Berlin, 2007
- Einige Worte über China, die Philippinen und den malaysischen Archipel in ihren Handelsbeziehungen zu Deutschland*, Hamburg, F.H. Restler und Melle, 1845
- ELLEMAN, Bruce A., KOTKIN, Stephen (éds), *Manchurian Railways and the Opening of China, An International History*, M.E. Sharpe, New York, 2010
- EPKENHANS, Michael, GROSS, Gerhard P., PÖHLMANN, Markus, STACHELBECK, Christian, *Geheimdienst und Propaganda im Ersten Weltkrieg: Die Aufzeichnungen von Oberst Walter Nicolai 1914 bis 1918*, De Gruyter Oldenbourg, Berlin, 2018
- ERHART, Renate, KAMINSKI, Gerd, *Paizhao, Das alte China in der Linse österreichischer Fotografen*, Wien, ÖGCF, 2008
- ESCARRA, Jean, « Droits et intérêts étrangers en Chine », *Revue d'économie politique*, vol. 41, n° 4 (1927), pp. 1017-1053, 1304-1325 et 1471-1492
- id.*, *le Régime des concessions étrangères en Chine*, Brill, Paris, 1929
- ETIENNE, August, *Deutschlands wirtschaftliche Interessen in China*, J. Guttentag, Berlin, 1904
- FABRITZEK, Uwe G., *Gelber Drache – Schwarzer Adler, Geschichte der deutsch-chinesischen Beziehungen*, München, 1973
- FAIRBANK, John K., Twitchett, Denis (éds), *The Cambridge History of China, vol. 10 & 11: Late Ch'ing, 1800-1911*, Cambridge, 1978-1980, 4 tomes
- FASS, Josef, *Sunjatsen*, Praha, Nakladatelství Svoboda, 1966
- id.*, « Sun Yat-Sen and the World War I », *Archiv Orientalni*, vol. 35 (1967), pp. 111-120
- id.*, « Sun Yat-Sen and Germany in 1921-1924 », *Archiv Orientalni*, vol. 38 (1968), pp. 135-148
- FENG, Djen-Djang, *The Diplomatic Relations between China and Germany since 1898*, Shanghai, 1936
- FEUERWERKER, Albert, *The Foreign Establishment in China in the Early Twentieth Century*, 1976
- FISCHER, Otto, *China und Deutschland, Ein Versuch*, Münster, 1927
- FISCHER-TINÉ, Harald, « Indian Nationalism and the "World Forces": Transnational and Diasporic Dimensions of the Indian Freedom Movement on the Eve of the First World War », *Journal of Global History*, vol. 2, n° 3 (2007), pp. 325-344
- FRANKE, Otto, *Deutschland und China vor, in und nach dem Kriege*, Hamburg, 1915
- id.*, *Die Großmächte in Ostasien von 1894 bis 1914, Ein Beitrag zur Vorgeschichte des Krieges*, Braunschweig & Hamburg, 1923
- id.*, *Zur Geschichte der Extraterritorialität in China*, Berlin, 1935

- FRASER, C.F., « The Status of the International Settlement at Shanghai », *Journal of Comparative Legislation and International Law*, 1939, vol. 21, n° 1, pp. 38-53
- FRASER, Thomas Grant, *The Intrigues of the German Government and the Ghadr Party*, thèse non-publiée, University of London, 1974
- id.*, « Germany and Indian Revolution, 1914-1918 », *Journal of Contemporary History*, avr. 1977, vol. 12, n° 2, pp. 255-272
- FRIEDEL, Ernst, *Die Gründung preußisch-deutscher Colonien im Indischen und Großen Ocean mit besonderer Berücksichtigung auf das östliche Asien*, Berlin, 1867
- FRÖHLICH, Michael, *Imperialismus, Deutsche Kolonial- und Weltpolitik 1880-1914*, München, 1994
- GEHRKE, Ulrich, *Persien in der deutschen Orientpolitik während des ersten Weltkrieges*, W. Kohlhammer, Stuttgart, 1960, 2 vols
- GÉRARD, A., *Nos alliés d'Extrême-Orient*, Payot, Paris, 1918
- GERLACH, Hans-Henning, Birken, Andreas, *Deutsche Kolonien und deutsche Kolonialpolitik, Bd. 6: China, Kiautschou und die kaiserliche Marine: Atlas - Handbuch - Katalog der postalischen Entwertungen*, Königsbronn, Philathek, 2009
- GIZA, Andrzej, *Polacy w Mandżurii, Dzieje kolonii polskiej w Harbinie w latach 1895-1966* [les Polonais en Mandchourie, Histoire de la colonie polonaise de Harbin de 1895 à 1966], Avalon, Kraków, 2019
- GLADE, Dieter, *Bremen und der Ferne Osten*, Bremen, 1966
- GORMAN, Daniel, *Imperial Citizenship, Empire and the Question of Belonging*, Manchester University Press, Manchester, 2010
- GOSCHA, Christopher, *Thailand and the Southeast Asian Networks of the Vietnamese Revolution, 1885-1954*, Psychology Press, London, 1999
- GOSSMAN, Lionel, *The Passion of Max von Oppenheim*, Open Book Publishers, Cambridge, 2013
- GOTTELAND, Mathieu, *les Forces de l'ordre japonaises à Tianjin, 1914-1940 : Un point de vue français*, Éditions de l'Albatros, 2019 (1^{ère} édition 2015)
- id.*, « les Conséquences de la Première Guerre mondiale sur la présence impériale austro-hongroise en Chine », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, octobre-décembre 2014, n° 256, pp. 7-18
- id.*, « l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie en Chine, 1895-1918 », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, janvier-juin 2016, vol. 48, n° 1, pp. 43-56
- id.*, « What Is Informal Imperialism? », *The Middle Ground Journal*, n° 15 (automne 2017), pp. 1-14

- GOTTLIEB, W.W., *Studies in Secret Diplomacy during the First World War*, George Allen & Unwin, London, 1957
- GOULD, Harold A., *Sikhs, Swamis, Students, and Spies: The India Lobby in the United States, 1900-1946*, Sage Publications, New Delhi, 2006
- GRAICHEN, Gisela, GRÜNDER, Horst, *Deutsche Kolonien, Traum und Trauma*, Berlin, 2005
- GRIESINGER, Wilhelm, *German Intrigues in Persia*, Hodder & Stoughton, New York, 1918
- GRÜNDER, Horst, *Christliche Mission und deutscher Imperialismus, Eine politische Geschichte ihrer Beziehungen während der deutschen Kolonialzeit (1884-1914) unter besonderer Berücksichtigung Afrikas und Chinas*, Paderborn, 1982
- id.*, *Geschichte der deutschen Kolonien*, Paderborn, 2004
- GRÜNFELD, Ernst, *Hafenkolonien und kolonieähnliche Verhältnisse in China, Japan und Korea*, 1913
- Guide to Tientsin*, Tientsin, Astor House Hotel, 1907
- H.L., « The International Status of Shanghai », *Bulletin of International News*, 11 déc. 1937, vol. 14, n° 12, pp. 3-7
- HAM, C., *Mit SMS Zenta in China*, Verlag Österreich, Wien, 2000
- HAMED, Raouf Abbas, « Germany and the Egyptian Nationalist Movement 1882-1918 », *Die Welt des Islams*, 1988, vol. 28, n° 1/4, pp. 11-24
- HANA, Corinna, « Das Vertragshafensystem. Chinesische Tradition unter westlichem Diktat », *Vierteljahrschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte*, vol. 77, n° 2 (1990), pp. 175-211
- HAPPEL, Jörn, « Eine Karte voller Ziele. Deutsche Sabotageträume in Russland während des Ersten Weltkriegs », in Jörn HAPPEL, Christophe VON WERDT (éds), *Mapping Eastern Europe*, LIT, Berlin & Wien, 2003, pp. 61-84
- HARNISCH, Thomas, *Chinesische Studenten in Deutschland, Geschichte und Wirkung ihrer Studienaufenthalte in den Jahren von 1860-1945*, Hamburg, Institut für Asienkunde, 1999
- HECHT, Elfriede, *Graf Goluchowski als Außenminister in Bezug auf Rußland und den Balkan*, thèse non-publiée, Wien, 1951
- VON HEISE, Georg-Ludwig, *Beiträge zu den Wirtschaftsbeziehungen zwischen Österreich-Ungarn und China (1860-1914)*, thèse non-publiée, Wien, 1999
- HELL, Stefan, « Siam », in *1914-1918-online, International Encyclopaedia of the First World War*, Freie Universität Berlin, Berlin, 2015
- HELLER, Viktor, *Die Förderung der Handelsbeziehungen zwischen Österreich-Ungarn und China*, Verlag Hugo Heller & Comp., Wien, 1906

- HERMANN, Burkely, « Empires of Faith?: Islam and 19th Century West African Jihads », 23 mai 2014, <https://independent.academia.edu/BurkelyHermann> (accédé le 14 décembre 2018)
- HEROLD, Heiko, *Deutsche Kolonial- und Wirtschaftspolitik in China 1840 bis 1914, unter besonderer Berücksichtigung der Marinekolonie Kiautschou*, Ozeanverlag Herold, Köln, 2004
- id.*, « Die Anfänge der konsularischen Vertretung Bremens in Shanghai », in *Bremisches Jahrbuch*, vol. 83, Bremen, 2004, pp. 70-86
- id.*, « Bremens Handel mit Shanghai von den Anfängen bis 1867 », in *Bremisches Jahrbuch*, vol. 84, Bremen, 2005, pp. 131-177
- HESSE, Johannes, *Niedersachsen und China, Gestern und Heute*, Seelze, 1987
- HIERY, Hermann, HINZ, Hans-Martin, *Deutsche und Chinesen in Tsingtau 1897-1914*, Minerva, München, 1999
- HINZ, Hans-Martin, LIND, Christoph (éds), *Tsingtau, Ein Kapitel deutscher Kolonialgeschichte in China 1897-1914*, Eurasburg, Minerva, 1998
- HOOVER, Karl, « The Hindu Conspiracy in California, 1913-1918 », *German Studies Review*, vol. 8, n° 2 (mai 1985), pp. 245-261
- HOPKIRK, Peter, *Like Hidden Fire, The Plot to Bring Down the British Empire*, Kodansha, New York, 1997
- HÖRTLER, G., *Die österreichisch-ungarische Konzession in Tianjin*, thèse non-publiée, Wien, 1984
- HOSER, Paul, « Bernstorff, Johann Heinrich, Graf von », in *1914-1918-online, International Encyclopaedia of the First World War*, Freie Universität Berlin, Berlin, 2016
- HÖVERMANN, Otto, *Kiautschou, Verwaltung und Gerichtsbarkeit*, Tübingen, 1914
- HU, Benyao, « Die chinesisch-österreichischen Beziehungen, Rückblick und Betrachtungen », *China-Report*, 1991, vol. 111-112, pp. 11-17
- HUANG, Fu-Teh, *Qingdao, Chinesen unter deutscher Herrschaft 1897-1914*, Bochum, Projekt Verlag, 1999
- HUANG, Yi, *Der deutsche Einfluß auf die Entwicklung des chinesischen Bildungswesens von 1871 bis 1918, Studien zu den kulturellen Aspekten der deutsch-chinesischen Beziehungen in der Ära des Deutschen Kaiserreiches*, Frankfurt am Main, 1995
- HUGUENIN, C., *Geschichte des III. See-Bataillons*, Tsingtau, 1912
- HUGUES, Thomas L., « The German Mission to Afghanistan, 1915-1916 », *German Studies Review*, vol. 25, n° 3 (2002)
- HÜRTER, Juergen, *Paul von Hintze, Marineoffizier, Diplomat, Staatssekretär, Dokumente einer Karriere zwischen Militär und Politik, 1903-1918*, R. Lahme, 1998

- IKLÉ, Frank W., « The Triple Intervention. Japan's Lesson in the Diplomacy of Imperialism », *Monumenta Nipponica*, vol. 22, n° 1/2 (1967), pp. 122-130
- IRMER, Julius, *Die Erwerbung von Kiautschow, 1897-1898*, Köln, 1930
- id.*, *Kiautschow, Diplomatische Vorbereitung der Erwerbung 1894-1898*, Köln, 1932
- ISEMONGER, Frederick Charles, SLATTERY, James, *An Account of the Ghadar Conspiracy, 1913-1915*, Folklore Institute, Berkeley, 1998
- JALAL, Ayesha, *Partisans of Allah, Jihad in South Asia*, Harvard University Press, Cambridge & London, 2008
- JANSEN, Marius B., *The Japanese & Sun Yat-Sen*, Stanford University Press, 1954
- JENSEN, Joan M., « The "Hindu Conspiracy": A Reassessment », *Pacific Historical Review*, vol. 48, n° 1 (fév. 1979), pp. 65-83
- JING, Chunxiao, *Mit Barbaren gegen Barbaren, Die chinesische Selbststärkungsbewegung und das deutsche Rüstungsgeschäft im späten 19. Jahrhundert*, Münster, Lit, 2002
- JOHNSTON, Hugh J.M., *The Voyage of the Komagata Maru, The Sikh Challenge to Canada's Colour Bar*, University of British Columbia Press, Vancouver, 2014
- JOHNSTONE, William C., « International Relations: The Status of Foreign Concessions and Settlements in the Treaty Ports of China », *The American Political Science Review*, oct. 1937, vol. 31, n° 5, pp. 942-948
- JONES, F.C., *Shanghai and Tientsin, with Special Reference to Foreign Interests*, Humphrey Milford for Oxford University Press, London, 1940
- JONES, John Price, HOLLISTER, Paul Merrick, *The German Secret Service in America 1914-1918*, Small, Maynard & Company, Boston, 1918
- JOSEPH, Philip, *Foreign Diplomacy in China, 1894-1900*, London, 1928
- JÓZSA, A., « Bemerkungen zu den ostasiatischen Beziehungen der österreichisch-ungarischen Monarchie », *Acta Orientalia Academiae Scientiarum Hungaricae*, 1960, vol. 11, n° 1/3, pp. 235-247
- id.*, « Die Bemühungen der österreichisch-ungarischen Monarchie um die Erwerbung eines Settlements in China », *Acta Orientalia Academiae Scientiarum Hungaricae*, 1962, vol. 15, n° 1/3, pp. 155-159
- JÓZSA, Sándor, *Kína és az Osztrák-Magyar Monarchia [la Chine et la monarchie austro-hongroise]*, Budapest, Akadémiai Kiadó, 1966

- JUNG, Dietrich, « The 'Ottoman-German Jihad': Lessons for the Contemporary 'Area Studies' Controversy », *British Journal of Middle Eastern Studies*, 2014, vol. 41, n° 3, pp. 247-265
- JUNG, Peter, *Sturm über China, Österreich-Ungarns Einsatz im Boxeraufstand 1900*, Stöhr, Wien, 2000
- JUNG, Sang Su, *Deutschland und das Gelbe Meer, Die deutsche Weltpolitik in Ostasien 1897-1902*, Frankfurt am Main, 1996
- KÄHLER, Julius, *Deutschland und China*, München, 1914
- KAMINSKI, Gerd, *Von Österreichern und Chinesen*, Europaverlag, Wien, 1980
- id.*, « Vergessene Verdienste, Dr. Felix Stumvoll: erster und letzter österreichischer Gesandter in der Republik China », *China-Report*, 1991, vol. 111-112, pp. 40-71
- id.*, *Der Boxeraufstand, Entlarvter Mythos*, Löcker, Wien, 2000
- id.*, *Von Österreichern und anderen Chinesen*, Löcker, Wien, 2011
- KAMINSKI, Gerd, KREISSL, Barbara (éds), *Aodili, Österreich – China, Geschichte einer 300jährigen Beziehung*, Wien, ÖGCF, 1996
- KAMINSKI, Gerd, UNTERRIEDER, Else, *Wäre ich Chinese, so wäre ich Boxer*, Wien, Europaverlag, 1989
- KAMPEN, Thomas, *Chinesen in Europa – Europäer in China, Journalisten, Spione, Studenten*, Gossenberg, Ostasien Verlag, 2010
- KASKE, Elisabeth, *Bismarcks Missionäre, Deutsche Militärinstrukteure in China 1884-1890*, Wiesbaden, Harassowitz, 2002
- KAULISCH, Baldur, *Alfred von Tirpitz und die imperialistische deutsche Flottenrüstung, Eine politische Biographie*, Berlin, 1982
- KAWAI, Kazuo, « Anglo-German Rivalry in the Yangtze Region, 1895-1902 », *Pacific Historical Review*, déc. 1939, vol. 8, n° 4, pp. 413-433
- KENNEDY, Thomas L., « Chang Chih-Tung and the Struggle for Strategic Industrialization: The Establishment of the Hanyang Arsenal, 1884-1895 », *Harvard Journal of Asiatic Studies*, 1973, vol. 33, pp. 154-182
- KER, James Campbell, *Political Trouble in India 1907-1917*, Calcutta, 1917
- KETTELHUT, Silvia, *Geschäfte übernommen, Deutsches Konsulat, Shanghai, Impressionen aus 150 Jahren*, Shanghai, 2006
- KIM, Chun-Shik, *Deutscher Kulturimperialismus in China, Deutsches Kolonialschulwesen in Kiautschou (China) 1898-1914*, Stuttgart, Franz Steiner Verlag, 2004

- KIM, Yong-Deog, *Kolonia polska w Mandżurii, 1897-1947* [la Colonie polonaise en Mandchourie, 1897-1947], Promo, Kraków, 2001
- KINDZORRA, Otto, *Die Chinapolitik des deutschen Imperialismus der Jahre 1914-1921*, thèse non-publiée, Humboldt Universität, Berlin (est), 1964
- KING, Frank H.H., « The Boxer Indemnity: 'Nothing but Bad' », *Modern Asian Studies*, juil. 2006, vol. 40, n° 3, pp. 663-689
- KIRBY, William C., *Germany and Republican China*, 1984
- KIRCHBERG, Denis, *Analyse der internationalen Unternehmenstätigkeit des Hauses Siemens in Ostasien vor dem Zweiten Weltkrieg*, 2010
- KLOPPER, Andrea, « The Origin and Shame of Tientsin's Foreign Concessions », *Tianjin Plus*, mars 2014, pp. 38-41
- id.*, « The American Non-Concession », *Tianjin Plus*, juin 2014, pp. 44-45
- id.*, « A Piece of Germany on the Hai He, Tientsin's German Concession », *Tianjin Plus*, juillet 2014, pp. 44-47
- KOBERSTEIN, F., *Tientsin und Umgebung*, Verlag der Brigade-Zeitung, Tientsin, 1906
- KOKETSU, Satoko, « 日清戦争終結に向けた日本外交と国際関係 : 開戦から「三国干渉」成立に至る日本とイギリス » [La diplomatie japonaise pour mettre fin à la guerre sino-japonaise et les relations internationales en Asie de l'Est : le Japon et la Grande-Bretagne du début de la guerre à la "Triple Intervention"], *史学雑誌* [Shigaku Zasshi], vol. 120, n° 9 (2011), pp. 1493-1527
- VON KRIES, « Der Außenhandel Chinas im Jahre 1912 », *Weltwirtschaftliches Archiv*, 1913, pp. 252-257
- KOO, V.K. Wellington, *The Status of Aliens in China*, New York, Columbia University, 1912
- KREISSLER, Françoise, *L'Action culturelle allemande en Chine, de la fin du XIX^e siècle à la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Maison des sciences de l'homme, 1988
- KREUTZER, Stefan M., *Dschihad für den deutschen Kaiser: Max von Oppenheim und die Neuordnung des Orients (1914–1918)*, Ares, 2012
- KRIEGER, Wolfgang, *Services secrets, Une histoire, des pharaons à la CIA*, Paris, CNRS Editions, 2010
- KUO, Heng-Yü (éd.), *Von der Kolonialpolitik zur Kooperation – Studien zur Geschichte der deutsch-chinesischen Beziehungen*, München, 1986
- id.*, *Berlin und China, Dreihundert Jahre wechselvolle Beziehungen*, Berlin, 1987
- KUO, Heng-Yü, LEUTNER, Mechthild (éds), *Beiträge zu den deutsch-chinesischen Beziehungen*, München, Minerva, 1986

- id.*, *Deutsch-chinesische Beziehungen vom 19. Jahrhundert bis zur Gegenwart, Beiträge des Internationalen Symposium in Berlin*, München, Minerva, 1991
- id.*, *Deutschland und China, Beiträge des Zweiten Internationalen Symposium zur Geschichte der deutsch-chinesischen Beziehungen*, München, Minerva, 1994
- KÜRCHHOFF, D., « Die Schifffahrt in und nach Ostasien », *Zeitschrift für Kolonialpolitik, Kolonialrecht und Kolonialwirtschaft*, Jg. 6 (1904), n° 6, pp. 453-471
- KUSS, Susanne, BERND, Martin (éds), *Das deutsche Reich und der Boxeraufstand*, München, Iudicium Verlag, 2002
- KUWAJIMA, Sho, *Indian Mutiny in Singapore, 1915*, Ratna Prakashan, Calcutta, 1991
- id.*, *The Mutiny in Singapore: War, Anti War and the War for India's Independence*, Rainbow Publishers, 2006
- LAHAIE, Olivier, *la Guerre secrète en Suisse (1914-1918), Espionnage, propagande et influence en pays neutre pendant la Grande Guerre*, Connaissances et Savoirs, Saint-Denis, 2017, 3 vol.
- LAHME, Rainer, *Deutsche Außenpolitik 1890-1894, Von der Gleichgewichtspolitik Bismarcks zur Allianzstrategie Caprivis*, Göttingen, 1990
- LANGE, Thomas, « Traumreiche : Der hessische Offizier Ludwig von Ploennies und China », *Archiv für hessische Geschichte u. Altertumskunde*, 2009, vol. 67, pp. 198-230
- LARMEROUX, Jean, *la Politique extérieure de l'Autriche-Hongrie 1875-1914*, Plon, Paris, 2 tomes
- LE JARIEL, Yves, *Phan Boi Chau (1867-1940), le Nationalisme vietnamien avant Ho Chi Minh*, Paris, L'Harmattan, 2008
- LECHARTIER, G., *Intrigues & Diplomaties à Washington (1914-1917)*, Plon, Paris, 1918
- LEE, Chinyun, *Trieste and Austro-Chinese Trade from 1869 to 1918*, thèse non-publiée, Ljubljana, 2002
- id.*, « Obchod mezi Činou a českými zeměmi koncem rakouského císařství » [le Commerce entre la Chine et les pays tchèques à la fin de l'empire autrichien], *Studia orientalia slovacca*, vol. 4 (2005), pp. 65-92
- id.*, « Austrian Maritime Development in East Asia: 1869-1914 », *Zgodovinski Casopis*, vol. 3-4 (2007), pp. 467-489
- LEE, Kuo-Chi, *Die chinesische Politik zum Einspruch von Shimonoseki und gegen die Erwerbung der Kiautschou-Bucht, Studien zu den chinesisch-deutschen Beziehungen von 1895 bis 1898*, Münster, 1966

- LEE, Kyu-Ha, *China und Österreich-Ungarn, Die politischen, diplomatischen, militärischen, wirtschaftlichen und kulturellen Beziehungen von ihrer Aufnahme bis zum Ausbruch des Ersten Weltkriegs*, thèse non-publiée, Wien, 1971
- LEHNER, Georg, *Die Chinapolitik Österreich-Ungarns, 1896-1917*, mémoire de master non-publié, Wien, 1992
- id.*, *Beiträge zur Geschichte der k. (u.)k. Konsularvertretungen in China*, thèse non-publiée, Wien, 1995
- id.*, « Erwin Ritter von Zach in k.u.k. Diensten: Die Jahre in China (1901-1908) », *Oriens Extremus*, 2002, vol. 43, pp. 237-260
- LEHNER, Georg, LEHNER, Monika, *Österreich-Ungarn und der « Boxeraufstand » in China*, Studien-Verlag, Wien, 2002
- LEHNER, Monika, « Die Errichtung des k.u.k. Gesandtschaftspalais in Beijing 1896-1900 », *Mitteilungen des Österreichischen Staatsarchivs*, vol. 46, pp. 125-145, 1998
- LEUTNER, Mechthild (éd.), *Politik, Wirtschaft, Kultur, Studien zu den deutsch-chinesischen Beziehungen*, Münster, Lit, 1996
- id.*, *Deutsch-chinesische Beziehungen 1911-1927, vom Kolonialismus zur "Gleichberechtigung", eine Quellensammlung*, Berlin, Akademie Verlag, 2006
- LEUTNER, Mechthild, MÜHLHAHN, Klaus, *Musterkolonie Kiautschou, Die Expansion des deutschen Reiches in China, Deutsch-chinesische Beziehungen 1897 bis 1914, eine Quellensammlung*, Akademie Verlag, Berlin, 1997
- id.*, *Deutsch-chinesische Beziehungen im 19. Jahrhundert: Mission und Wirtschaft in interkultureller Perspektive*, Berlin, LIT, 2001
- LEUTNER, Mechthild, STEEN, Andreas, XU, Kai, XU, Jian, KLOOSTERHUIS, Jürgen, HU, Wanglin, HU, Zhongliang (éds), *Preußen, Deutschland und China, Entwicklungslinien und Akteure (1842-1911)*, Berlin, LIT, 2014
- LEVY, Katja (éd.), *Deutsch-chinesische Beziehungen*, Münster, LIT Verlag, 2011
- LEWIS, Geoffrey L., « The Ottoman Proclamation of Jihad in 1914 », *Islamic Quarterly*, 1975, vol. 19, n° 3/4, pp. 157-163
- LIANG, Hsi-Huey, *The Sino-German Connection, Alexander von Falkenhausen between China and Germany, 1900-1941*, Assen-Amsterdam, Van Gorcum, 1978
- LIEBAU, Heike, « Berlin Indian Independence Committee », in *1914-1918-online, International Encyclopaedia of the First World War*, Freie Universität Berlin, Berlin, 2015
- LINKE, Dieter, *Tsingtau - Deutsche Stadt am Gelben Meer 1897 - 1914 ... Ein Kapitel deutscher Kolonialgeschichte in China*, Kolme K, 2005

- LIPUŠČEK, Uroš, « Interpretations of the Chinese Boxer Rebellion in the Slovenian Press at the Beginning of the 20th Century », *Asian Studies*, 2013, vol. 17, n° 2, pp. 35-49
- LIVERMORE, Seward W., « American Naval-Base Policy in the Far East 1850-1914 », *Pacific Historical Review*, juin 1944, vol. 13, n° 2, pp. 113-135
- LOCH, Werner, *Die imperialistische deutsche Chinapolitik 1898-1901 und die militärische Intervention gegen den Volksaufstand der Ihotwan*, thèse non-publiée, Leipzig, 1960
- LOTH, Wilfried, HANISCH, Marc (éds), *Erster Weltkrieg und Dschihad: Die Deutschen und die Revolutionierung des Orients*, München, Oldenbourg Verlag, 2014
- LOWE, Peter, « Great Britain, Japan and the Fall of Yuan Shih-K'ai, 1915-1916 », *The Historical Journal*, déc. 1970, vol. 13, n° 4, pp. 706-720
- LÜDKE, Tilman, *Jihad Made in Germany*, LIT, Berlin, 2005
- id.*, « Jihad, Holy War (Ottoman Empire) », in *1914-1918-online, International Encyclopaedia of the First World War*, Freie Universität Berlin, Berlin, 2018
- MACHETZKI, Rüdiger (éd.), *Deutsch-chinesische Beziehungen, Ein Handbuch*, Hamburg, Institut für Asiekunde, 1982
- MAK, Ricardo King Sang, « Western Advisers and Late Qing Chinese Military Modernization: A Case Study of Constantin von Hanneken (1854-1925) », *The Journal of Northeast Asian History*, vol. 10, n° 2 (hiver 2013), pp. 47-70
- MAK, Ricardo King Sang, PAAU, Danny Shiu Lam, *Sino-German Relations since 1800, Multidisciplinary Explorations*, New York, P. Lang, 2000
- MANKE, Matthias, « Das Konsulat des Großherzogtums Mecklenburg-Schwerin im chinesischen Kanton (1824-1867) », *Mecklenburgische Jahrbücher*, 2006, vol. 121, pp. 115-139
- MARINELLI, Maurizio, « Self-Portrait in a Convex Mirror: Colonial Italy Reflects on Tianjin », *Journal of Global Cultural Studies*, 2007, n° 3, pp. 119-150
- id.*, « Making Concessions in Tianjin: Heterotopia and Italian Colonialism in Mainland China », *Urban History*, 2009, vol. 36, n° 3, pp. 399-425
- id.*, « Internal and external spaces: The emotional capital of Tianjin's Italian concession », *Emotion, Space & Society*, n° 3 (2010), pp. 62-70
- id.*, « Italy and/in China: Remaking the Urban Form and Rewriting History in Tianjin », in Jacqueline Andall, Derek Duncan (éds), *National Belongings: Hybridity in the Italian Experience of Colonialism/Postcolonialism*, Berne, Peter Lang, 2010, pp. 65-87
- id.*, « The Encounter between Italy and China: Two Countries, Multiple Stories », *Journal of Modern Italian Studies*, 2010, vol. 15, n° 4, pp. 491-501

- id.*, « The Genesis of the Italian Concession in Tianjin: A Combination of Wishful Thinking and Realpolitik », *Journal of Modern Italian Studies*, 2010, vol. 15, n° 4, pp. 536-556
- id.*, « Domesticating Italy's foreignness in China: the transcultural politics of the copy and the real », *Modern Italy*, vol. 24, n° 4 (2019), pp. 417-436
- id.*, « Tianjin 1901-1945: the significance of the Italian experience », in, Ilari Vergilio (éd.), *Italy on the Rimland: military history of a Eurasian peninsula. Volume II: Suez*, Italian Military History Society & Nadirmedia Rome, Rome, 2019, pp. 395-406
- MARINELLI, Maurizio, ANDORNINO, Giovanni (éds), *Italy's Encounters with Modern China: Imperial Dreams, Strategic Ambitions*, Palgrave Macmillan, 2014
- MARR, David G., *Vietnamese Anti-Colonialism, 1885-1925*, Berkeley, University of California Press, 1971
- MARTINEZ ROBLES, David, « Constructing Sovereignty in Nineteenth-Century China: The Negotiation of Reciprocity in the Sino-Spanish Treaty of 1864 », *The International History Review*, vol. 38, n° 4 (2016), pp. 719-740
- MAYERS, Wm. Fred., DENNYS, N.B., KING, Chas., *The Treaty Ports of China and Japan, A Complete Guide to the Open Ports of Those Countries, Together With Peking, Yedo, Hongkong and Macao Forming A Guide Book & Vade Mecum for Travellers, Merchants, and Residents in General*, Trübner & Co., London, A. Shortrede and Co., Hongkong, 1867
- MCMEEKIN, Sean, *The Berlin-Baghdad Express*, Penguin, London, 2010
- MERKER, Peter, « Die deutsche Reaktion auf den chinesisches-japanischen Krieg 1894-95 », *Berliner China-Hefte*, vol. 12 (1997), pp. 11-41
- MEYER, Kathryn, « Trade and Nationality at Shanghai upon the Outbreak of the First World War, 1914-1915 », *The International History Review*, mai 1988, vol. 10, n° 2, pp. 238-260
- MICHEL, G., *l'Affaire du complot de Saigon-Cholon*, Ardin, Saigon, 1915
- VON MIKUSCH, Dagobert, *Waßmuß, der deutsche Lawrence*, Berlin, 1937
- MOAZZIN, Ghassan, « From Globalization to Liquidation: The Deutsch-Asiatische Bank and the First World War in China », *Cross-Currents: East Asian History and Culture Review*, nov. 2015, vol. 4, n° 2, pp. 601-629
- id.*, « Sino-Foreign Business Networks: Foreign and Chinese banks in the Chinese banking sector, 1890–1911 », *Modern Asian Studies*, (10 October 2019), pp. 1-35
- MÖLLER, Matthias, *Deutschlands Chinapolitik vom Einspruch von Shimonoseki zur Erwerbung von Kiautschou*, thèse non-publiée, Münster, 1927
- MOMMSEN, Wolfgang J., *Das Zeitalter des Imperialismus*, Frankfurt am Main, Fischer, 1969

- id.*, *Imperialismustheorien. Ein Überblick über die neueren Imperialismusinterpretationen*, Vandenhoeck & Ruprecht, Göttingen, 1977
- id.*, *Großmachtstellung und Weltpolitik, Die Außenpolitik des Deutschen Reiches 1870 bis 1914*, Frankfurt am Main, 1993
- MORLAT, Patrice, *la Répression coloniale au Vietnam*, Paris, l'Harmattan, 1990
- id.*, *les Affaires politiques de l'Indochine (1895-1923), les Grands Commis : Du savoir au pouvoir*, Paris, L'Harmattan, 1995
- MORSE, Hosea Ballou, *The Trade and Administration of the Chinese Empire*, London, New York, Bombay & Calcutta, Longmans, Green & Co, 1908
- id.*, *The International Relations of the Chinese Empire*, London & New York, Longmans, Green & Co., 1910-1918, 3 vol.
- id.*, *Far Eastern International Relations*, Boston, 1931
- MOSES, John A., KENNEDY, Paul M. (éds), *Germany in the Pacific and the Far East 1870-1914*, St. Lucia, Queensland, 1977
- MOTADEL, David, « Islam and the European Empires », *The Historical Journal*, vol. 55, n° 3 (sept. 2012), pp. 831-856
- MÜHLHAHN, Klaus, *Herrschaft und Widerstand in der "Musterkolonie" Kiautschou: Interaktionen zwischen China und Deutschland, 1897-1914*, De Gruyter Oldenbourg, München, 2000
- id.*, « China als Halbkolonie : Die kolonialen Stützpunkte und Pachtgebiete der europäischen Großmächte », in Mechthild Leutner (éd.), *Kolonialkrieg in China : Die Niederschlagung der Boxerbewegung 1900 – 1901*, Berlin, 2007, pp. 27-31
- id.*, « China », in *1914-1918-online, International Encyclopaedia of the First World War*, Freie Universität Berlin, Berlin, 2016
- MUKHERJEE, Uma, *Two Great Indian Revolutionaries, Rash Behari Bose & Jyotindra Nath Mukherjee*, K.L. Mukhopadhyay, Calcutta, 1966
- MÜLLER, Herbert, *Islam, gihad ("Heiliger Krieg") und Deutsches Reich, Ein Nachspiel zur wilhelminischen Weltpolitik im Maghreb, 1914-1918*, P. Lang, Frankfurt am Main, 1991
- MÜLLER, Wolfgang, JÄHRLING, Renate, GÜNTER, Anita, *Chronik der deutschen Schule Tientsin*, 2004
- MÜLLER-JABUSCH, Maximilian, *Fünfzig Jahre Deutsch-Asiatische Bank 1890-1939*, Berlin, 1940
- MUNGELLO, D.E., *The Catholic Invasion of China: Remaking Chinese Christianity*, Rowman & Littlefield, 2015
- NĚMEČEK, Ottokar, *Das österreichisch-ungarische Settlement in Tientsin*, Neue Wiener Handelsakademie, Wien, 1912

- NICOLAI, Walter, *Nachrichtendienst, Presse und Volksstimmung im Weltkriege*, Berlin, 1920
- id.*, *Nachrichtendienst der Obersten Heeresleitung: Der Nachrichtendienst der Entente und die deutsche Abwehr*, Berlin, 1920
- id.*, *Geheime Mächte: Internationale Spionage und ihre Bekämpfung im Weltkrieg und Heute*, Berlin, 1923
- VON NIEDERMAYER, Oskar, *Unter der Glutsonne Irans, Erlebnisse der deutschen Expedition nach Persien und Afghanistan*, Einhornverlag, Dachau, 1925
- id.*, *Krieg in Irans Wüsten, Erlebnisse der deutschen Expedition nach Persien und Afghanistan*, Hanseatische Verlagsanstalt, Hamburg, 1940
- NIELD, Robert, *China's Foreign Places: The Foreign Presence in China in the Treaty Port Era, 1840-1943*, Hong Kong University Press, 2015
- id.*, « China's Southernmost Treaty Port », *Journal of the Royal Asiatic Society Hong Kong Branch*, vol. 52 (2012), pp. 63-76
- NISH, Ian, « The Three-Power Intervention of 1895 », in A.R. Davis, A.D. Stefanowska (éds), *Austrina: Essays in Commemoration of the 25th Anniversary of the Founding of the Oriental Society of Australia*, Sydney, Oriental Society of Australia, 1982
- NOPPEN, Ryan K., *Austro-Hungarian Cruisers and Destroyers 1914–18*, Bloomsbury, 2016
- NORRIS, Ted, *German Attempts to Incite Insurgency among the Muslims of the French and British Colonies during the First World War*, Berlin, 1990
- NUZZO, Luigi, « The Birth of A Colonial City, Tianjin, 1860-1895 », in *Studi in onore di Ernesto Sticchi Damiani*, Esi, Napoli, 2018
- OLSTEIN, Diego, *Thinking History Globally*, Palgrave Macmillan, New York, 2015
- VON OPPENHEIM, Max, *Die Revolutionierung der islamischen Gebiete unserer Feinde*, Leipzig, Hinrichs, 1908
- OSTERHAMMEL, Jürgen, « Semi-Colonialism and Informal Empire in China: Towards A Framework of Analysis », in Wolfgang J. Mommsen, *Imperialism and After: Continuities and Discontinuities*, Allen & Unwin, London, 1986, pp. 290-314
- OSUNTOKUN, Jide, « Nigeria's Colonial Government and the Islamic Insurgency in French West Africa, 1914-1918 », *Cahier d'études africaines*, 1975, vol. 15, n° 57, pp. 85-93
- OTTE, Thomas G., « Great Britain, Germany and the Far Eastern Crisis of 1897-8 », *The English Historical Review*, nov. 1995, vol. 110, n° 439, pp. 1157-1179
- id.*, *The China Question: Great Power Rivalry and British Isolation, 1894-1905*, 2007

- PÁLVÖLGYI, Balázs, « Zwischenfall in Tientsin – ein Stück der Doppelmonarchie in China im Jahre 1917 », in Radovan David, Jan Neckář, Martin Orgonik, David Sehnalek, Jaromir Tauchen, Jiří Valdhans (éds.), *COFOLA Conference for Young Lawyers*, Masarykova Univerzita, Brno, 2008, pp. 1100-1118
- id.*, « Constitutional questions and its consequences concerning the Austro-Hungarian settlement in China », in *Právní a ekonomické problémy současnosti X. Sborník Prací*, Ostrava, Key Publishing, 2009
- id.*, « L'Autriche-Hongrie et l'aventure de Tientsin en 1917 ou l'assassinat d'un policier chinois », in Peres, Delacasse, Hornyák, Juhász (éds.), *Turning Points and Breaklines: 4th Yearbook Young Legal History*, Martin Meidenbauer Verlagsbuchhandlung, München, 2009, pp. 343-354
- PANG, Bin-Chin, *Der Außenhandel zwischen Deutschland und China und die deutsch-chinesische Außenhandelspolitik*, thèse non-publiée, Erlangen, 1937
- PAULY, Kunibert, *Der deutsche Überseeverkehr mit dem Fernen Osten, Seine grundlegende Entwicklung vor dem Kriege, sein Wiederaufbau nach dem Kriege und seine Ausgestaltung in der neuesten Zeit, unter besonderer Berücksichtigung des Verkehrs mit China und Japan*, thèse non-publiée, Köln, 1938
- PAWLIK, Georg, *Die letzten Tage des Kreuzers Kaiserin Elisabeth in Tsingtau*, KMA, Wien, 2017
- PERGAMENT, Mikhail Yakovlevich, *The Diplomatic Quarter in Peking, Its Juristic Nature*, China Booksellers, Peking, 1927
- PESEK, Michael, *Das Ende eines Kolonialreichs, Ostafrika im Ersten Weltkrieg*, Campus Verlag, 2010
- id.*, « Jihad made in Germany, German Propaganda in East Africa during the First World War, 1914-18 », s.d., <https://uni-hamburg.academia.edu/MichaelPesek> (accédé le 14 décembre 2018)
- PETER, Elmar, *Die Bedeutung Chinas in der deutschen Ostasienpolitik 1911-1917*, thèse non-publiée, Hamburg, 1965
- PETERSSON, Niels P., *Imperialismus und Modernisierung, Siam, China und die europäischen Mächte 1895-1914*, Walter de Gruyter, 2014
- PETHÖ, Albert, *Agenten für den Doppeladler, Österreich-Ungarns geheimer Dienst*, Graz, 1998
- PHIMISTER, Ian, « Foreign Devils, Finance and Informal Empire: Britain and China c. 1900-1912 », *Modern Asian Studies*, juil. 2006, vol. 40, n° 3, pp. 737-759
- PLOWMAN, Matthew Erin, « Irish Republicans and the Indo-German Conspiracy of World War I », *New Hibernia Review*, vol. 7, n° 3 (aut. 2003), pp. 80-105

- id.*, « The British intelligence Station in San Francisco during the First World War », *Journal of Intelligence History*, vol. 12, n° 1 (2013), pp. 1-20
- PÖHLMANN, Markus, « German Intelligence at War, 1914-1918 », *The Journal of Intelligence History*, n° 5 (Winter 2005), pp. 1-8
- id.*, « Towards a New History of German Military Intelligence in the Era of the Great War: Approaches and Sources », *The Journal of Intelligence History*, n° 5 (Winter 2005), pp. 33-62
- POPPELWELL, Richard, *Intelligence and Imperial Defence: British Intelligence and the Defence of the Indian Empire 1904-1924*, Routledge, London, 1995
- PURI, Harish K., *Ghadar Movement, Ideology Organisation and Strategy*, Amritsar, Guru Nanak Dev University, 1993
- PUTNAM WEALE, B.L., *The Fight for the Republic in China*, New York, Dodd, Mead and Company, 1917
- QUIGLEY, Harold Scott, « Extraterritoriality in China », *The American Journal of International Law*, janv. 1926, vol. 20, n° 1, pp. 46-68
- id.*, « Foreign Concessions in Chinese Hands », *Foreign Affairs*, oct. 1928, vol. 7, n° 1, pp. 150-155
- RAMNATH, Maia, *Haj to Utopia: How the Ghadar Movement Charted Global Radicalism and Attempted to Overthrow the British Empire*, University of California Press, Berkeley, 2011
- id.*, « Two Revolutions, The Ghadar Movement and India's Radical Diaspora, 1913-1918 », *Radical History Review*, n° 92 (2005), pp. 7-30
- RASMUSSEN, Otto Durham, *The Growth of Tientsin*, 1924
- id.*, *Tientsin, An Illustrated Outline History*, Tientsin Press, Tientsin, 1925
- RATENHOF, Udo, *Die Chinapolitik des deutschen Reiches, 1871 bis 1945*, Boppard am Rhein, H. Boldt, 1987
- REINBOTHE, Roswitha, *Kulturexport und Wirtschaftsmacht, Deutsche Schulen in China vor dem Ersten Weltkrieg*, Frankfurt, Verlag für interkulturelle Kommunikation, 1992
- REMMERT, Otto, *Fritz Pferdekämper: ein Weltwanderer außergewöhnlicher Prägung, Biographie-Studie des Gelehrten, Athleten und Soldaten*, 1966
- RENOUVIN, Pierre, *la Question d'Extrême-Orient, 1840-1940*, Hachette, Paris, 1946
- id.*, *Histoire des relations internationales, Tome 6 : le XIX^e siècle, II- De 1871 à 1914, l'Apogée de l'Europe*, Hachette, Paris, 1955

- RENTON, A. Wood, « Extra-Territorial Jurisdiction in China », *Virginia Law Review*, mai 1932, vol. 18, n° 7, pp. 721-739
- RICO, Nino, « The Italian Concession of Tianjin: The Invisible City of A Vanishing Aristocracy », <https://independent.academia.edu/NinoRico1> (consulté le 2 janvier 2019)
- RIHAL, Dorothee, *La concession française de Hankou (1896-1943) : de la condamnation à l'appropriation d'un héritage*, thèse non-publiée, Université Paris VII Denis Diderot, 2007
- RIVINIUS, Karl Josef, *Weltlicher Schutz und Mission, Das deutsche Protektorat über die katholische Mission von Süd-Shantung*, Köln & Wien, Böhlau, 1987
- ROHRBACH, Paul (éd.), *Deutsche Kulturaufgaben in China, Beiträge zur Erkenntnis nationaler Verantwortung*, Berlin, 1910
- id.*, *Deutschland in China voran!*, Berlin, 1912
- id.*, *Deutschland und China nach dem Kriege*, Berlin, 1916
- VON ROSTHORN, Arthur, *Unser Verhältnis zu China vor und nach dem Kriege*, Leipzig, 1919
- ROTERMUND, Hartmut O., DELISSEN, Alain, GIPOULOUX, François, MARKOVITS, Claude, NGUYỄN, Thé Anh (éds), *l'Asie orientale et méridionale aux XIX^e et XX^e siècles*, Paris, Presses universitaires de France, 1999
- SALEWSKI, Michael, « Die preussische Ostasienpolitik (1859-1862), Motive und Mentalitäten », in Jürgen Elvert, Stefan Lippert (éds), *Die Deutschen und die See, Studien zur deutschen Marinegeschichte des 19. und 20. Jahrhunderts*, Stuttgart, pp. 68-81
- SAREEN, Tilak Raj, *Indian Revolutionary Movement Abroad (1905-1921)*, Sterling, New Delhi, Bangalore & Jullundur, 1979
- SAUER, Walter, *Habsburg Colonial: Austria-Hungary's Role in European Overseas Expansion Reconsidered*, 2012
- id.*, « Habsburg Colonial: Austria-Hungary's Role in European Overseas Expansion Reconsidered », 2012, *Austrian Studies*, vol. 20, pp. 5-23
- VON SCHERZER, Karl, *Statistisch-commerzielle Ergebnisse eine Reise um die Erde, unternommen an Bord der österreichischen Fregatte Novara in den Jahren 1857-1859*, Leipzig & Wien, 1867
- id.*, *Fachmännische Berichte über die österreichisch ungarische Expedition nach Siam, China und Japan (1869-1871)*, Stuttgart, 1872
- SCHMIDT, Jürgen W., « The Diversionary Operation of A German Military Attaché in China in 1915 », *International Intelligence History Study Group Newsletter*, vol. 7, n° 2 (hiver 1999), pp. 25-26

- id.*, « Die Beschaffung geheimer Informationen durch amtliche Einrichtungen des Deutschen Reiches in China, 1896-1917 », in Nicola Spakowski, Cecilia Nathansen Milwertz, *Women and Gender in Chinese Studies*, LIT, Münster, 2006
- id.*, *Geheimdienste, Militär und Politik in Deutschland*, Ludwigsfelder Verlag, Ludwigsfelde, 2008
- id.*, *Geheimdienste in Deutschland : Affären, Operationen, Personen*, Ludwigsfelder Verlag, Ludwigsfelde, 2012
- id.*, *Spione, Betrüger, Geheimoperationen : Fallstudien und Dokumente aus 275 Jahren Geheimdienstgeschichte*, Köster, Berlin, 2015
- SCHMIDT, Vera, *Die deutsche Eisenbahnpolitik in Shantung 1898-1914, Ein Beitrag zur Geschichte des deutschen Imperialismus in China*, Wiesbaden, 1976
- SCHÖLLGEN, Gregor, *Deutsche Außenpolitik von 1815 bis 1945*, C.H. Beck, München, 2013
- SCHRAMEIER, Wilhelm, *Kiautschou, Seine Entwicklung und Bedeutung, Ein Rückblick*, Berlin, 1915
- SCHRECKER, John E., *Imperialism and Chinese Nationalism, Germany in Shantung*, Harvard University Press, Cambridge, 1971
- SCHULER, Friedrich E., *Secret Wars and Secret Policies in the Americas, 1842-1929*, University of New Mexico Press, 2010
- SCHÜLLER, Margot (éd.), *Strukturwandel in den deutsch-chinesischen Beziehungen, Analysen und Praxisberichte*, Hamburg, IEA, 2003
- VON SCHULZ-STRAZNICKI, F., « Ferdinand Kowarski v. Stepowron », *Zeitschrift des österr. Ingenieur- und Architekten-Vereines*, Jg. 59 (1907), n° 14 (5 avril), p. 13
- SCHUMACHER, Hermann, « Die chinesischen Vertragshäfen, ihre wirtschaftliche Stellung und Bedeutung », *Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik*, vol. 16 (71), n° 5 (1898), pp. 577-597, n° 6 (1898), pp. 721-793, vol. 17 (72), n° 1 (1899), pp. 55-70, n° 3 (1899), pp. 289-331,
- SCHWANITZ, Wolfgang (éd.), *Germany and the Middle East 1871-1945*, Markus Wiener, Princeton, 2004
- SEIDT, Hans-Ulrich, *Berlin, Kabul, Moskau, Oskar Ritter von Niedermayer und Deutschlands Geopolitik*, Universitas, München, 2002
- SETO, Takehiko, « Tsingtau in Schantung im Zusammenhang mit Deutschland und Japan(4), Von den Deutschen und Osterreichischen-ungarischen Kriegsgefangenen », *Research Reports of Kochi University*, n°. 50 (2001), pp. 57-151
- id.*, « Tsingtau in Schantung im Zusammenhang mit Deutschland und Japan (5), Von den deutschen und Osterreichischen-ungarischen Kriegsgefangenen », vol. 52 (2003), pp. 25-155

- id.*, 青島から来た兵士たち: 第一次大戦とドイツ兵俘虜の実像 [les Soldats de Qingdao : Une image fidèle des prisonniers de guerre allemands de la Première Guerre mondiale], Dôgakusha, Tôkyô, 2006
- SFORZA, *l'Enigme chinoise*, Paris, Payot, 1928
- SHARONOVA, Viktoria Gennad'evna, « История русской эмиграции в Китае » [Histoire de l'émigration russe en Chine], Русское зарубежье [Russkoe zarubezh'e], 2014
- id.*, « Русская эмиграция в Ханькоу (Китай) » [l'Émigration russe à Hankou (Chine)], Россия и современный мир [Rossiya i sovremennyy mir], 2015
- id.*, « Русский флаг над Вампу (К событиям 1 января 1917 г. в Шанхае) » [le Drapeau russe sur le Huangpu (Sur les événements du 1^{er} janvier 1917 à Shanghai)], Русское зарубежье [Russkoe zarubezh'e], 2017
- SHARONOVA, Viktoria Gennad'evna, CHEN, Kaige, « Русская концессия в Ханкоу » [la Concession russe de Hankou], Русское зарубежье [Russkoe zarubezh'e], 2017, pp. 153-159
- SHUKOW, Evgenij M., *Die internationalen Beziehungen im Fernen Osten (1870-1945)*, Berlin (est), 1955
- SIECHE, Erwin, *Rot-weiss-rot auf gelbem Meer, Tsingtau 1914*, Stöhr, Wien, 1996
- SINGARAVÉLOU, Pierre, « Dix empires dans un mouchoir de poche, le Territoire de Tientsin à l'épreuve du phénomène concessionnaire (années 1860-1920) », in Hélène Blais, Florence Deprest, Pierre Singaravéλου (éds), *Territoires impériaux, Une histoire spatiale du fait colonial*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2011, pp. 271-298
- SINGARAVÉLOU, Pierre, TERTRAIS, Hugues (éds), *Outre-Mers*, 1^{er} semestre 2014, n° 382-383 : *De Tientsin à Tianjin, Internationalisation et patrimonialisation des concessions (1860-2030)*
- SINGH, Bhai Nahar, SINGH, Kirpal, *Struggle for Free Hindustan*, Atlantic Publishers and Distributors, New Delhi, 1986
- SINGH, Gahendra, « Revolutionary Networks (India) », in *1914-1918-online, International Encyclopaedia of the First World War*, Freie Universität Berlin, Berlin, 2014
- SINGH, Sunit, « Dayal, Har », in *1914-1918-online, International Encyclopaedia of the First World War*, Freie Universität Berlin, Berlin, 2015
- id.*, « Ghadar Conspiracy », in *1914-1918-online, International Encyclopaedia of the First World War*, Freie Universität Berlin, Berlin, 2015
- SKŘIVAN, Aleš Jr., « Austro-Hungarian Export to China », in *Prague Papers on the History of International Relations*, Institute of World History, Praha, 2008, pp. 191-208

- id.*, « The Role of Export in the Economy of the Habsburg Monarchy before the First World War », in *Prague Papers on the History of International Relations*, Institute of World History, Praha, 2008, pp. 575-580
- id.*, « The Economic Interests of Austria- Hungary in China between 1900-1914 », in *Rivista di storia economica*, 2015, n° 3, pp. 395-432
- SKŘIVAN, Aleš Jr., SKŘIVAN, Aleš Sr., « Die Stellung des Hafens Triest und die Bedeutung des Österreichischen Lloyd für den Transport aus der Habsburgermonarchie nach Übersee », in *West Bohemian Historical Revue*, 2014, vol. 2, pp. 575-580
- ŠMITEK, Zmago, « Grob v mongolski stepi » [Une tombe dans la steppe mongole], *Zgodovina za vse*, n° 1/2013, pp. 42-48
- SMITH, D. Warres, *European settlements in the Far East; China, Japan, Corea, Indo-China, Straits Settlements, Malay States, Siam, Netherlands, India, Borneo, the Philippines, etc.*, S. Low, Marston & Company, London, 1900
- SMITH, Richard J., « The Reform of Military Education in Late Ch'ing China, 1842-1895 », *Journal of the Hong Kong Branch of the Royal Asiatic Society*, vol. 18 (1978), pp.15-40
- SNOUCK HURGRONJE, Christiaan, *The Holy War Made in Germany*, G.P. Putnam's Sons, New York, 1915
- So, Wai-Ling, *Germany's Colony in China: Colonialism, Protection and Economic Development in Qingdao and Shandong, 1898-1914*, Routledge, London, 2018
- SOHI, Seema, *Echoes of Mutiny, Race, Serveillance & Indian Anticolonialism in North America*, Oxford University Press, Oxford, 2014
- SOULIÉ DE MORANT, George, *les Droits conventionnels des étrangers en Chine*, Paris, 1916
- id.*, *Soun Iat-Sènn*, Paris, Gallimard, 1932
- SPEER, R.E., *Missions and Politics in China*, New York, 1910
- SPEITKAMP, Winfried, *Deutsche Kolonialpolitik*, Stuttgart, 2005
- id.*, *Deutsche Kolonialgeschichte*, Reclam, 2014
- SPENCE, Jonathan D., *The China Helpers, Western Advisers in China 1620-1960*, London, 1969
- id.*, *Western Advisers in China, To Change China*, New York, 2002
- SPERRY, Earl E., *German Plots and Intrigues in the United States during the Period of Our Neutrality*, Committee on Public Information, Washington, 1918
- STEEN, Andreas, « Propaganda (China) », *1914-1918-online, International Encyclopedia of the First World War*, Freie Universität Berlin, Berlin, 2018

- STEINMETZ, George, « The Colonial State as a Social Field - Ethnographic Capital and Native Policy in the German Overseas Empire before 1914 », *American Sociological Review*, août 2008, vol. 73, n° 4, pp. 589-612
- STEPHENSON, Charles, *Germany's Asia-Pacific Empire, Colonialism and Naval Policy, 1885-1914*, 2009
- id.*, *The Siege of Tsingtau, The German-Japanese War 1914*, Pen & Sword, 2017
- STEWART, Jules, *The Kaiser's Mission to Kabul, A Secret Expedition to Afghanistan in World War I*, I.B. Tauris, London & New York, 2014
- STINGL, Werner, *Der Ferne Osten in der deutschen Politik vor dem Ersten Weltkrieg (1902-1914)*, Frankfurt am Main, 1978, 2 vol.
- STOECKER, Helmuth, *Deutschland und China im 19. Jahrhundert, Das Eindringen des deutschen Kapitalismus*, Berlin (est), 1958
- STREETS-SALTER, Heather, *World War One in Southeast Asia, Colonialism and Anticolonialism in An Era of Global Conflict*, Cambridge University Press, Cambridge, 2016
- SYKES, Christopher, *Wassmuss, The German Lawrence*, Longmans, London, 1936
- SZUK, Géza, « A mi kis Khinánk. A tientsini osztrák-magyar telepítvény » [Notre petite Chine, la Concession austro-hongroise de Tianjin], *Vasárnapi Újság*, Május 1, 1904, p. 294
- SZIPPL, Richard Frederick, *Max von Brandt and German Imperialism in East Asia in the Late Nineteenth Century*, thèse non-publiée, University of Notre Dame, 1989
- TANVIR WASTI, Syed, « The Political Aspirations of Indian Muslims and the Ottoman Nexus », *Middle Eastern Studies*, vol. 42, n° 5 (sept. 2006), pp. 709-722
- THOMAS, Martin, *Empires of Intelligence, Security Services and Colonial Disorder after 1914*, University of California Press, Berkeley, 2008
- TRAN, My-Van, *A Vietnamese Royal Exile in Japan: Prince Cuong De, 1882-1951*, Routledge, London & New York, 2005
- TROUCHE, Marcel, *le Quartier diplomatique de Pékin, Étude historique et juridique*, thèse de doctorat, Georges Subervie, Rodez, 1935
- TUNNEY, T.J., *Throttled*, Boston, 1919
- ULAR, Alexander, *Un empire russo-chinois*, Paris, 1904
- UNTERRIEDER, Else, « Arthur von Rosthorn: Diplomat, Wissenschaftler und Mittler zwischen Österreich und China », *Zeitgeschichte*, n° 5 (1978), pp. 221-246

- UROŠEVIĆ, Uroš, *The Imperative of an Empire: Italian China Policy, 1867-1901*, thèse non-publiée, Université Jacobs de Bremen, 2012
- VANDAMME, Tobit, « The Rise of Nationalism in a Cosmopolitan Port City: The Foreign Communities of Shanghai during the First World War », *Journal of World History*, vol. 29, n° 1 (2018), pp. 37-64
- VAN DE VEN, Hans, « Robert Hart and Gustav Detring during the Boxer Rebellion », *Modern Asian Studies*, juil. 2006, vol. 40, n° 3, pp. 631-662
- VERCHAU, Ekkhard, *Europa und der Ferne Osten 1894-1898*, thèse non-publiée, Tübingen, 1957
- VOGEL, Renate, *Die Persien- und Afghanistanexpedition Oskar Ritter von Niedermayers*, thèse non-publiée, Osnabrück, 1976
- WAGEL, Srinivas R., *Finance in China*, Shanghai, North-China Herald, 1904
- WAGNER, Wilhelm, *Aufenthalt und Niederlassung Fremder in China*, Berlin, Karl Curtius, 1918
- WALLE, Heinrich, « Das deutsche Kreuzergeschwader in Ostasien 1897 bis 1914, Politische Absichten und militärische Wirkung », in *Der Einsatz von Seestreitkräften im Dienst der Auswärtigen Politik*, Herford, Deutscher Marine-Institut, 1983, pp. 32-60
- WANG, Jianlang, *Unequal Treaties and China*, 2 vol., Silkroad Press, 2015
- WANG, Yi, *Constantin von Hanneken in China, 1879-1925*, Röhrig Universitätsverlag, 2015
- WATANABE, Chihiro, « 居留民団法の制定過程と中国の日本居留地 : 天津日本専管居留地を中心に » [Les concessions japonaises en Chine et la mise en oeuvre de la loi sur les entreprises concessionnaires de 1905 : le Cas de Tianjin], *Shigaku Zasshi* [史学雑誌], vol. 122, n° 3 (2013), pp. 366-389
- WÄTJEN, Hermann, « Der Fremdhandel in China nach dem Opiumkriege », *Weltwirtschaftliches Archiv*, 1923, vol. 19, pp. 1-10
- id.*, « Die deutsche Handelsschiffahrt in chinesischen Gewässern um die Mitte des 19. Jahrhunderts », *Hansische Geschichtblätter*, 1942-1943, vol. 67-68, pp. 222-250
- WEGENER, Georg, « Die Bedeutung der Kolonie Kiautschou », *Geographische Zeitschrift*, Jg. 9 (1903), n° 3, pp. 185-192
- WEHLER, Hans-Ulrich, « Bismarck's Imperialism 1862-1890 », *Past & Present*, n° 48 (août 1970), pp. 119-155
- WERTHEIMER, Fritz, *Deutschland und Ostasien*, Stuttgart & Berlin, Deutsche Verlags-Anstalt, 1914
- WESTPHAL, Wilfried, *Geschichte der deutschen Kolonien*, München, C. Bertelsmann, 1984
- WHEELER, W.R., *China and the World-War*, New York, 1919

- VON WIESE, « Die wirtschaftlichen Beziehungen Deutschlands zu China », *Zeitschrift für Politik*, vol. 7 (1914), pp. 624-643
- WILLIAMS, E.T., « The Open Ports of China », *Geographical Review*, juin 1920, vol. 9, n° 4, pp. 306-334
- WILLOUGHBY, Westel W., *Foreign Rights and Interests in China*, Baltimore, 1920
- WINKLER, Dieter, PAWLIK, Georg, *Die Dampfschiffahrtsgesellschaft Österreichischer Lloyd 1836-1918*, Weishaupt, Graz, 1986
- VON WINTHERHALDER, T., *Kämpfe in China, Die Wirren und die Betheiligung von Österreich-Ungarns Seemacht an ihrer Niederwerfung in den Jahren 1900-1901*, Wien, 2002
- WINZEN, Peter, *Bülows Weltmacht Konzept, Untersuchungen zur Frühphase seiner Außenpolitik 1897-1901*, Boppard am Rhein, 1977
- WIPPICH, Rolf-Harald, *Japan und die deutsche Fernostpolitik 1894-1898, Vom Ausbruch des Chinesisch-Japanischen Krieges bis zur Besetzung der Kiautschou-Bucht, Ein Beitrag zur Wilhelminischen Weltpolitik*, Stuttgart, 1987
- id.*, « Japan-enthusiasm in Wilhelmine Germany, The case of the Sino-Japanese War, 1894-5 », in Christian W. Spang, Rolf-Harald Wippich (éds), *Japanese-German Relations 1895-1945, War, Diplomacy and Public Opinion*, Oxon, Routledge, 2006, pp. 61-79
- « Wirtschaftslage und Außenhandel Chinas », *Weltwirtschaftliches Archiv*, Tome 9 (1917), pp. 134-147
- WOLF, Eva, *Die Beziehungen Österreich-Ungarns zu Deutschland unter Goluchowski (1895-1906)*, thèse non-publiée, Wien, 1967
- WOOD, Charlton L., *Die Beziehungen Deutschlands zu China*, thèse non-publiée, Heidelberg, 1936
- WOODHEAD, H.G.W., MONTAGUE BELL, H.T., *The China Year Book 1914*, London, George Routledge & Sons, 1914
- id.*, *The China Year Book 1919-20*, London, George Routledge & Sons, 1920
- WOŹNIAKOWSKI, Krzysztof, « Polonia chińska w latach 1897-1949 i jej życie kulturalno-literackie » [la Polonia chinoise de 1897 à 1949 et sa vie culturelle et littéraire], *Przegląd Polonijny*, vol. 1, n° 1 (1976), pp. 97-109 (cahier 1) & pp. 53-61 (cahier 2)
- WRIGHT, Arnold, *Twentieth Century Impressions of Hong Kong, Shanghai and Other Treaty Ports of China*, 1908
- WU, Ting-Mun, *Die Entwicklung der Handelsbeziehungen zwischen China und Deutschland*, thèse non-publiée, Marburg, 1945

- XU, Guoqi, *China and the Great War, China's Pursuit of A New National Identity and Internationalization*, Cambridge University Press, New York, 2005
- id.*, *Strangers on the Western Front*, Harvard University Press, 2011
- id.*, *Asia and the Great War, A Shared History*, Oxford University Press, Oxford, 2016
- YANG, Lieou-Fong, *les Territoires à bail en Chine*, 1929
- YEOH, Brenda S.A., « Street-Naming and Nation-Building: Toponymic Inscriptions of Nationhood in Singapore », *Area*, vol. 28, n° 3 (sept. 1996), pp. 298-307
- YIN, Cao, *Red Turbans on the Bund, Sikh Migrants, Policemen, and Revolutionaries in Shanghai 1885-1945*, thèse non-publiée, National University of Singapore, 2016
- YU, Shuxiang, 外国人在天津租界所办报刊考略 [Une étude des journaux et périodiques étrangers dans les concessions de Tianjin], *Tianjin shifan daxue xuebao (shehui kexue ban)* [天津师范大学学报(社会科学版)], vol. 162, n° 3 (2002), pp. 76-80
- YU, Wen-Tang, *Die deutsch-chinesischen Beziehungen von 1860-1880*, 1982
- ZABEL, Rudolf, *Deutschland in China*, Leipzig, 1902
- ZIEGLER, Heide, *Bremens politische, ökonomische und soziokulturelle Beziehungen zu China bis zum Ende des Ersten Weltkriegs*, Göttingen, 2003
- ZÜRCHER, Erik-Jan (éd.), *Jihad and Islam in World War I, Studies on the Ottoman Jihad on the Centenary of Snouck Hurgronje's "Holy War Made in Germany"*, Leiden University Press, Leiden, 2016

Sites internet

<http://www.doublemonarchy.com/>

<http://beijing.virtualcities.fr/>

<http://hankou.virtualcities.fr/>

<http://tianjin.virtualcities.fr/>

<http://www.virtualshanghai.net/>